



Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and contiguous Atlantic area, concluded under the auspices of the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS)

Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente, conclu sous l'égide de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS)



RAPPORT DE LA HUITIÈME RÉUNION DES PARTIES À L'ACCOBAMS



Malte, 29 novembre - 2 décembre 2022

SOMMAIRE

Introduction.....	4
Participants.....	4
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR – ALLOCUTIONS DE BIENVENUE.....	4
POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR – QUESTIONS ORGANISATIONNELLES	6
2.1 – Règlement intérieur de la Réunion des Parties à l'ACCOBAMS.....	6
2.2 – Octroi du droit de vote.....	6
2.3 – Établissement du Comité de vérification des pouvoirs	7
2.4 – Rapport du Comité de vérification des pouvoirs	7
2.5 – Admission des observateurs	7
2.6 – Election du Bureau	8
2.7 – Adoption de l'ordre du jour	9
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR – ALLOCUTIONS D'OUVERTURE	9
POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR – RAPPORTS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE L'ACCORD	12
4.1 – Rapports nationaux.....	12
4.2 – Rapport du Dépositaire et statut des Ratifications.....	13
4.3 – Rapport du Bureau	13
4.4 – Rapport du Secrétariat	14
4.5 – Rapport du Comité Scientifique et de ses Groupes de Travail	15
4.6 – Rapport des Unités de Coordinations Sous Régionales	15
4.7 – Rapport du Comité de Suivi des Obligations.....	17
4.8 – Rapport des Partenaires de l'ACCOBAMS.....	18
4.9 – Rapports budgétaires	18
<i>a) Rapport sur les recettes et les dépenses relatives au Fonds d'affectation spécial pour 2020-2022</i>	<i>18</i>
<i>b) Rapport sur les recettes et les dépenses relatives au Fonds Additionnel de Conservation ...</i>	<i>19</i>
<i>c) Rapport du Censeur.....</i>	<i>19</i>
POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR – DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET BUDGETAIRES.....	19
5.1 – Programme de Travail et Budget pour le triennat 2023-2025	19
5.2 – Comité Scientifique pour le triennat 2023-2025	20
5.3 – Procédures pour les projets	22

a) <i>Projets soumis pour un soutien institutionnel</i>	22
b) <i>Projets financés par le Fonds Additionnel de Conservation</i>	23
5.4 – Partenaires de l'ACCOBAMS	23
a) <i>Nouvelles demandes de partenariat</i>	23
b) <i>Vue d'ensemble de l'état de la collaboration avec les Partenaires</i>	24
5.5 – Communication	24
a) <i>Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS</i>	24
b) <i>NETCCOBAMS</i>	24
c) <i>Logo de l'ACCOBAMS</i>	25

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR – MISE EN ŒUVRE ET APPLICATION DES RESOLUTIONS DE L'ACCOBAMS..... 25

6.1 – Comité de Suivi des Obligations de l'ACCOBAMS	25
a) <i>Recommandations</i>	25
b) <i>Election des nouveaux membres</i>	26
6.2 – Mise en œuvre de la Résolution 4.18 sur les Lignes Directrices relatives à l'octroi de dérogations à l'Article II, paragraphe 1, aux fins de recherches <i>in situ</i> non létales dans la zone de l'Accord.....	26
6.3 – Filets maillants dérivants	27

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR – MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD : DISPOSITIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES..... 27

7.1 - Estimation de l'abondance et de la distribution des populations de cétacés.....	27
7.2 – Structure des populations.....	28
7.3 – Suivi du statut de conservation des espèces de cétacés	29
a) <i>Liste Rouge de l'UICN</i>	29
b) <i>Plans régionaux</i>	29
c) <i>Plans d'Action Nationaux</i>	30
d) <i>Plans de Gestion de Conservation</i>	30
7.4 – Réseaux d'échouage fonctionnels et réponses aux situations d'urgence	30
7.5 – Interactions entre les activités de pêche / d'aquaculture et les cétacés	31
7.6 – Bruit d'origine anthropique	32
7.7 – Collisions entre les navires et les cétacés	35
7.8 – Observation des cétacés	37
7.9 – Déchets marins et pollution chimique & biologique	38
7.10 – Questions liées à la captivité.....	39
7.11 – Mesures de gestion spatiale pour la conservation des cétacés	39

7.12 - Science Citoyenne.....	40
POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR – QUESTIONS DIVERSES.....	40
POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR – DATE ET LIEU DE LA NEUVIEME REUNION DES PARTIES	40
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR – ADOPTION DES RESOLUTIONS	40
POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR – ADOPTION DU RAPPORT DE LA REUNION	42
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR – CLOTURE DE LA REUNION	42
ANNEXES.....	43

Introduction

1. La Huitième Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente (ACCOBAMS) s'est tenue à Malte, à l'hôtel Hilton Malta, du 29 novembre au 2 décembre 2022.

Participants

2. Les représentants des États Parties à l'Accord ci-après ont pris part à la Réunion : Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Géorgie, Grèce, Italie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Tunisie, Türkiye et Ukraine.
3. Un Etat non partie à l'Accord, Israël, était représenté par un observateur.
4. Les Organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées : la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, du nord-est de l'Atlantique et des mers d'Irlande et du Nord (ASCOBANS), le Plan d'Action pour la Méditerranée (PNUE-PAM), le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (PNUE-PAM-SPA/RAC), le Centre régional Méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (PNUE-PAM-REMPEC), le Secrétariat Permanent de la Commission de la mer Noire (BSC PS), la Commission Européenne, l'Accord Pelagos et l'Accord RAMOGE.
5. Les Partenaires de l'ACCOBAMS suivants étaient représentés : ALNITAK, Archipelagos Institute of Marine Conservation, EcoOcéan Institut, International Association of Oil and Gas Producers (IOGP), International Fund for Animal Welfare (IFAW), Marine Mammals Research Association (DMAD), Nature Trust Fee Malta, OceanCare and Tethys Research Institute.
6. D'autres institutions et organisations non gouvernementales étaient représentées : EcoMarine Malta, SINAY et l'Université de Sienne.
7. Le Secrétariat de l'ACCOBAMS a assuré le Secrétariat de la Réunion.
8. La liste complète des participants est jointe au présent rapport en [Annexe 1](#).

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR – ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

9. M. Fahrettin Ulu, Président du Bureau de l'ACCOBAMS, a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue aux participants et en remerciant Malte pour sa générosité et son hospitalité en accueillant la Réunion.
10. Il a exprimé sa gratitude au Secrétariat pour son effort soutenu tout au long de ce triennat pendant lequel, malgré les difficultés liées à la pandémie mondiale, le Bureau et le Secrétariat de l'ACCOBAMS

ont travaillé de façon productive et coopérative. Il a ajouté qu'en avril 2020, Mme Susana Salvador a été nommée Secrétaire Exécutif de l'ACCOBAMS en remplacement de Mme Florence Descroix-Comanducci. Le texte complet du discours de bienvenue du Président figure à [l'Annexe 2](#) du présent rapport.

11. Mme Mélanie Virtue, représentant la Secrétaire Exécutif de la CMS, Mme Amy Fraenkel, s'est adressée à la Réunion au nom de la Famille de la CMS en soulignant que l'ACCOBAMS incarne à bien des égards les objectifs les plus élevés de la Famille de la CMS : concentrer les efforts de conservation sur un groupe d'espèces migratrices menacées dans des lieux et par des moyens que les Etats individuellement ne pourraient pas réaliser, et le faire avec suffisamment de ressources pour avoir un impact réel. Elle a félicité le Secrétariat et les Parties à l'Accord pour leurs efforts qui ont contribué à ce succès continu. Elle a ajouté que cette Réunion a lieu au cours d'une année très importante pour la conservation des espèces marines ; avec la Conférence des Nations Unies pour les Océans qui a eu lieu à Lisbonne en juin, les négociations sur le futur traité sur la biodiversité des zones au-delà de la juridiction nationale, qui ont repris en août, la COP de la CITES qui vient de se terminer, et, bien sûr, la 15^{ème} Réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique dans les semaines à venir, où les pays se mettront d'accord sur un nouveau Cadre Global pour la Biodiversité. La CMS continue de s'engager très activement dans ce processus, en promouvant les questions d'importance clé pour les espèces migratrices. Le texte complet du discours de bienvenue de Mme Mélanie Virtue, au nom du Secrétaire Exécutif de la CMS, figure à [l'Annexe 2](#) du présent rapport.
12. Mme Susana Salvador, Secrétaire Exécutif de l'ACCOBAMS, a exprimé sa profonde gratitude au Gouvernement de Malte et à l'Autorité de l'Environnement et des Ressources, pour avoir accueilli la Huitième Réunion des Parties dans cette belle nation insulaire et dans ce lieu inspirant au milieu de la mer Méditerranée. Elle a souligné que les résultats de la Réunion permettront à l'ACCOBAMS de récolter les fruits des efforts déployés pendant une période de travail très difficile, qui a commencé par des circonstances mondiales obligeant tout le monde à s'adapter et à trouver des moyens de poursuivre les efforts de collaboration qui ont été remarquables en s'appuyant sur l'expérience exceptionnelle de l'ACCOBAMS Survey Initiative (ASI) et ses résultats, y compris une base de connaissances unique sur l'état des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS, qui devrait être le point de référence de futures campagnes. Se référant aux objectifs de cette Huitième Réunion, elle a souligné que les Parties seront invitées à prendre des décisions déterminantes pour améliorer l'état et la résilience des cétacés face au changement climatique et aux menaces que représentent les activités humaines. En outre, elle a estimé que, dans ce contexte, le défi de la communication permettrait d'améliorer la visibilité de l'ACCOBAMS en tant que mécanisme régional efficace luttant pour la conservation des cétacés dans sa zone, et, ce qui n'est pas moins important, en tant que plate-forme de connaissances vitale pour ses Parties et pour la communauté scientifique, qui devient de plus en plus utile pour de nombreux autres utilisateurs et parties prenantes intéressées. Le texte complet de l'allocution d'ouverture de Mme Susana Salvador figure à [l'Annexe 2](#) du présent rapport.
13. M. Darrin Stevens, le Point Focal National ACCOBAMS de Malte, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié les Parties et le Secrétariat d'avoir accepté l'offre de Malte d'accueillir cette

importante réunion quelques jours seulement après le 26^{ème} anniversaire de cet Accord. Il a souligné que Malte poursuit ses efforts pour la préservation du patrimoine naturel méditerranéen et a augmenté de manière substantielle au cours des dernières années les surfaces des AMP dans sa zone marine, y compris avec le soutien d'organisations régionales. Il a ajouté que Malte comprend l'importance d'être une Partie à l'ACCOBAMS depuis 2001 - unissant tous les pays concernés pour atteindre un objectif principal - offrir une protection adéquate aux cétacés. Le texte complet du discours de bienvenue de M. Darrin Stevens figure à [l'Annexe 2](#) du présent rapport.

14. Mme Claire Cordina Borg, Directrice Adjointe de l'Autorité pour l'Environnement et les Ressources (ERA) de Malte, a souhaité la bienvenue aux participants et a exprimé sa satisfaction d'assister à cette importante Réunion qui a rassemblé des experts nationaux et internationaux, des spécialistes du milieu marin et des parties prenantes, des partenaires, ainsi que des observateurs, pour discuter de la protection de nos mers, et en particulier des cétacés. Soulignant l'importance d'améliorer les connaissances sur les cétacés de la zone de l'ACCOBAMS, elle a souligné que Malte a participé à plusieurs études et projets de recherche afin de collecter des données et des informations pertinentes sur la distribution et l'abondance des cétacés. Malte a établi trois Aires Marines Protégées (AMP) visant à renforcer la conservation du grand dauphin avec des mesures de conservation qui complètent celles proposées dans le cadre du Programme de Mesures de la Directive-Cadre « Stratégie pour le Milieu Marin » (DCSMM) de l'UE. De plus, les fonds de l'UE (FEAMP) ont également été utilisés pour mettre en œuvre des méthodologies de surveillance des cétacés au sein des AMP dans les eaux maltaises ; ces résultats seront utilisés pour permettre une évaluation continue du statut de ces espèces. Elle a conclu en exprimant ses sincères remerciements à toutes les personnes impliquées dans la préparation de la 8^{ème} Réunion des Parties à l'ACCOBAMS et a invité les participants à regarder une courte vidéo développée par l'ERA représentant les efforts prospectifs pour la conservation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS. Le texte complet du discours de bienvenue de Mme Claire Cordina Borg figure à [l'Annexe 2](#) de ce rapport.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR – QUESTIONS ORGANISATIONNELLES

2.1 – Règlement intérieur de la Réunion des Parties à l'ACCOBAMS

15. Le Président a informé que le Règlement intérieur de la Réunion des Parties à l'ACCOBAMS, tel qu'adopté par la Cinquième Réunion des Parties en 2013, s'appliquait à cette Huitième Réunion.
16. Le Règlement intérieur applicable à la Réunion des Parties figure à [l'Annexe 3](#) du présent rapport.

2.2 – Octroi du droit de vote

17. Le Président a rappelé que, en vertu de l'Article 14.2 du Règlement intérieur de la Réunion des Parties, « les Représentants des Parties qui ont un retard de trois ans ou plus dans le versement de leur contribution à la date de la séance d'ouverture de la Réunion des Parties ne sont pas autorisés à voter.

Cependant, la Réunion des Parties peut leur permettre de continuer d'exercer leur droit de vote s'il est entendu que le retard du règlement résulte de circonstances exceptionnelles ». Il a souligné que la Grèce et la Libye ont fourni des lettres officielles au Secrétariat expliquant les circonstances exceptionnelles qui ont conduit au retard de paiement.

18. Le représentant de la Grèce a informé la Réunion que les retards dans le paiement de la contribution ordinaire par son pays étaient dus à des procédures administratives. Toutefois, un projet de loi a été soumis au Parlement, et il sera adopté très prochainement, ce qui permettra le paiement de tous les arriérés de la Grèce.
19. Se référant au contexte politique difficile qui prévaut dans son pays, le représentant de la Libye a indiqué que le Ministère de l'Environnement travaillait conjointement avec d'autres entités nationales pour fournir à ACCOBAMS tous les arriérés accumulés dans la contribution ordinaire du pays.
20. La Réunion a convenu de permettre à la Grèce et à la Libye d'exercer leur droit de vote lors de cette Huitième Réunion des Parties.
21. Il a été demandé au Secrétariat de réviser le projet de Résolution correspondant, qui a ensuite été adopté en tant que Résolution 8.1 « Octroi du droit de vote » ([Annexe 13](#)).

2.3 – Établissement du Comité de vérification des pouvoirs

22. Un Comité de vérification des pouvoirs a été mis en place conformément à l'Article IV du Règlement intérieur de la Réunion des Parties. La Tunisie a présidé ce Comité composé de représentants de l'Espagne, de la France, du Liban et de la Roumanie. Le Secrétariat a assisté le Comité dans ses travaux.

2.4 – Rapport du Comité de vérification des pouvoirs

23. Le représentant de la Tunisie, en sa qualité de Président du Comité de vérification des pouvoirs, a annoncé que les 19 Parties à l'ACCOBAMS avaient fait parvenir leur lettre de créance (Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Géorgie, Grèce, Italie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Tunisie, Türkiye et Ukraine), remplissant ainsi le critère établi par l'Article IV du Règlement intérieur de la Réunion des Parties.

2.5 – Admission des observateurs

24. En application de l'Article III, paragraphe 4 de l'Accord, le Secrétariat a présenté aux Parties la liste des organisations qui ont demandé à participer à la Huitième Réunion en qualité d'observateurs (ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc06Rev2).
25. La Réunion a autorisé la participation de tous les observateurs qui avaient demandé à être présents.

2.6 – Election du Bureau

26. Le Président a rappelé que conformément à l'Article VI de l'Accord et au Règlement intérieur de la Réunion des Parties à l'ACCOBAMS, la Réunion doit élire un Bureau pour 2023-2025, composé d'un Président et de quatre Vice-présidents.
27. Le représentant de l'Italie a présenté une proposition visant à amender le Règlement intérieur de la Réunion des Parties en augmentant le nombre de Vice-présidents jusqu'à un maximum de 6 au lieu des 4 actuels. Il a expliqué que cette proposition visait à assurer une meilleure représentativité des Parties au sein du Bureau en tenant compte de la différence du nombre de pays dans chacune des quatre sous-régions de l'ACCOBAMS.
28. Suite à la discussion sur la proposition de l'Italie, seize Parties étaient en faveur du report de l'examen de cette proposition à la prochaine Réunion des Parties, soulignant le besoin de plus de temps pour évaluer les implications qui résulteraient du changement proposé dans la composition du Bureau, tandis que trois Parties étaient en faveur de l'adoption de l'amendement aux règles tel que proposé par l'Italie et de l'élection des membres du Bureau de cette MOP8 sur la base de ces amendements.
29. La Réunion a mandaté le Bureau d'examiner la proposition de l'Italie, en consultation avec le Secrétariat, pendant la période intersession, et de soumettre sa recommandation à ce sujet à la Neuvième Réunion des Parties.
30. La Secrétaire Exécutif a informé la Réunion que, lors des consultations préalables à celle-ci, les Parties suivantes ont accepté d'être proposées comme candidates pour le Bureau 2023-2025 de l'ACCOBAMS : Bulgarie, Italie, Liban, Malte, Monténégro et Portugal.
31. Le Président a invité les participants à se prononcer sur la composition du Bureau. La délégation italienne a annoncé que pour faciliter les travaux de la Réunion sur ce point de l'ordre du jour, elle retirait sa candidature, et la Réunion a donc élu les membres suivants du Bureau :
 - Présidente : Mme Marie Therese Gambin (Malte)
 - Vice-Présidente : Mme Yana Velina (Bulgarie)
 - Vice-Président : M. Milad Fakhri (Liban)
 - Vice-présidente : Mme Milena Batakovic (Monténégro)
 - Vice-présidente : Mme Marina Sequeira (Portugal).
32. Mme Marie Therese Gambin, en tant que nouvelle Présidente du Bureau, a remercié la Réunion de l'avoir élue et a félicité le Président et les membres du Bureau 2020-2022 pour leur excellent travail. Elle a souhaité la bienvenue à tous les participants et a souhaité une réunion productive.

2.7 – Adoption de l'ordre du jour

33. La Secrétaire Exécutif a présenté l'ordre du jour provisoire proposé (ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc01Rev02), l'ordre du jour provisoire annoté (ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc02Rev6) et l'emploi du temps (ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc04Rev3).
34. La Réunion a adopté l'ordre du jour et l'emploi du temps proposés. L'ordre du jour tel qu'adopté par la Réunion figure à [l'Annexe 4](#) du présent rapport.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR – ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

35. La Présidente a invité les Parties et les organisations désireuses de faire une déclaration à intervenir sous ce point de l'ordre du jour et pour ceux qui souhaitaient faire figurer en annexe au rapport une allocution d'ouverture, à fournir une copie du texte au Secrétariat par voie électronique, en anglais ou en français ([Annexe 5](#)).
36. Le représentant de l'Italie a exprimé la reconnaissance de l'Italie au gouvernement de Malte pour avoir accueilli la MOP8, ainsi qu'au Secrétariat pour l'organisation. Il a souligné que l'Italie a toujours été engagée dans la conservation des cétacés et a joué un rôle clé dans le contexte méditerranéen dans tous les forums pertinents, y compris au sein de l'ACCOBAMS, de l'Accord Pelagos et des processus liés à la Convention de Barcelone. Il a particulièrement insisté sur la nécessité de renforcer la coopération dans le cadre des initiatives mondiales et régionales en assurant une transparence et une efficacité maximales de leurs outils de gouvernance. A cet égard, l'Italie est d'avis que la composition du Bureau et celle du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS devraient être revues pour renforcer la représentation des pays, dans leur ensemble et dans chaque sous-région. L'Italie est d'avis qu'à l'avenir, ACCOBAMS devrait continuer à mettre en synergie ses efforts avec la Convention de Barcelone et la Commission de la mer Noire, mais aussi s'aligner sur d'autres initiatives et outils mondiaux et régionaux, faisant notamment référence à l'Accord actuellement négocié sur la conservation de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales (le Traité BBNJ), à l'établissement d'un accord mondial juridiquement contraignant pour combattre la pollution plastique d'ici 2024 et aux négociations pour le Cadre Mondial Post-2020, qui devrait être adopté lors de la prochaine COP de la Convention sur la Diversité Biologique, en décembre 2022.
37. La représentante de la Tunisie a exprimé l'honneur de participer à la MOP8. Elle a souligné l'engagement de la Tunisie pour la conservation des cétacés, qui est démontré par son implication dans la mise en œuvre de l'ACCOBAMS depuis la première Réunion des Parties. Elle a remercié le Secrétariat de l'ACCOBAMS pour son soutien à tous les niveaux, en particulier dans le renforcement des capacités, le financement des projets sur les prises accidentelles et la déprédation et le renforcement du réseau national d'échouage.
38. La représentante de la Türkiye a remercié le gouvernement de Malte pour avoir accueilli la MOP8 et pour sa grande hospitalité. Elle a également félicité le Secrétariat de l'ACCOBAMS pour son travail

dévoué sur la conservation des cétacés au cours du dernier triennat. Elle a également souligné l'importance que la Türkiye attache à l'amélioration de l'état de conservation actuel des cétacés et de leurs habitats, à la fois par des efforts régionaux et nationaux.

39. Le représentant de l'Ukraine a rappelé les circonstances difficiles auxquelles l'Ukraine est actuellement confrontée et a partagé sa compassion avec le peuple ukrainien et tous ceux qui souffrent à cause de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Il a notamment exprimé sa profonde inquiétude quant aux impacts des activités liées à la guerre sur l'environnement. À cet égard, il a fait part de l'augmentation de la mortalité des dauphins déjà documentée dans la mer Noire en 2022, un phénomène que les scientifiques mettent en corrélation directe avec les actions des navires militaires russes dans la mer Noire, en particulier du fait du bruit sous-marin généré par les sonars militaires. Il a appelé les Parties à l'ACCOBAMS à faire tout leur possible pour forcer la Fédération de Russie à cesser immédiatement son agression qui empêche l'Ukraine d'exercer ses obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS et d'autres traités internationaux afin de protéger et restaurer les écosystèmes marins.
40. M. Stavros Antoniadis, représentant du PNUE/PAM, a prononcé le discours d'ouverture au nom de la coordinatrice du PAM, Mme Tatjana Hema. Il a souligné la coopération fructueuse et de longue date entre le PNUE/PAM et ACCOBAMS, formalisée par un Mémorandum d'Entente signé en 2012. À cet égard, il a mis en évidence plusieurs activités conjointes, telles que l'étroite collaboration en cours entre les Secrétariats de l'ACCOBAMS, du PNUE/PAM, de la CGPM et l'UICN-Med, dans le cadre de la Stratégie de coopération conjointe sur les mesures de protection et de gestion spatiales de la biodiversité marine et la coopération liée aux Rapports sur l'Etat de la Qualité de la Méditerranée préparés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme intégré de surveillance et d'évaluation intégrée (IMAP) du PNUE/PAM. Cet important segment de coopération est le résultat d'un travail conjoint de plus de deux décennies entre ACCOBAMS et le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (SPA/RAC) du PNUE/PAM en tant qu'Unité de Coordination Sous-Régionale désignée par ACCOBAMS pour la Mer Méditerranée. Entre autres, le SPA/RAC a collaboré étroitement avec le Secrétariat de l'ACCOBAMS dans la révision et la mise à jour du Plan d'Action pour la conservation des cétacés en Méditerranée.
41. M. Antoniadis a réaffirmé l'intention du Secrétariat de la Convention de Barcelone de poursuivre et d'élargir la collaboration effective avec ACCOBAMS dans les années à venir. Les questions d'intérêt commun pour la coopération future comprennent la contribution de l'ACCOBAMS au MED QSR 2023, l'échange de bonnes pratiques (telles que les expériences du projet ASI), la coopération sur les mesures de protection et de gestion spatiales pour la biodiversité marine, la collaboration par le biais de projets communs et d'événements de sensibilisation. Il est également prévu que le renouvellement du Mémorandum d'Entente soit présenté à la prochaine réunion du Bureau de la Convention de Barcelone en 2023, et soumis aux Points Focaux du PAM et à la COP 23 pour examen et adoption.
42. M. Franck Lauwers, représentant le REMPEC établi dans le cadre du PAM/PNUE, a remercié le Gouvernement de Malte pour son hospitalité et a exprimé sa reconnaissance au Secrétariat de l'ACCOBAMS pour l'invitation à participer à la réunion en tant qu'observateur. Il a rappelé l'étroite

coopération entre ACCOBAMS et le REMPEC depuis de nombreuses années. L'adoption récente de la Décision IG.25/16 sur la Stratégie méditerranéenne pour la prévention, la préparation et la lutte contre la pollution marine provenant des navires (2022-2031) lors de la 22^{ème} Réunion des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone et à ses Protocoles (COP 22) (Antalya, Türkiye, décembre 2021) donne une nouvelle impulsion pour la poursuite de la coopération. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large entrepris par l'Organisation Maritime Internationale (OMI), le PNUE/PAM et les Parties Contractantes à la Convention de Barcelone pour faire face à la crise du changement climatique, de la pollution et de la perte de biodiversité en Méditerranée, tout en accélérant la réalisation des objectifs de développement durable. Il a également fait part de plusieurs développements au sein de l'OMI concernant directement le REMPEC et l'ACCOBAMS, qui concernent la question du bruit sous-marin anthropique provenant de la navigation commerciale et sur la désignation proposée d'une Zone Maritime Particulièrement Vulnérable (ZMPV) dans le nord-ouest de la Méditerranée pour protéger les cétacés de la navigation internationale.

43. M. David Barthélemy, représentant de l'IOPG, a remercié les Parties à l'ACCOBAMS et le Secrétariat de l'ACCOBAMS pour l'invitation à participer à la réunion en tant que Partenaire de l'ACCOBAMS. Il a exprimé que l'IOPG apprécie de pouvoir s'engager avec les Parties de l'ACCOBAMS et avec d'autres organisations observatrices pour aider à assurer que l'ACCOBAMS soit transparent et inclusif dans sa prise de décision, et que les mesures de l'ACCOBAMS soient praticables, réalistes et soutenues par des résultats scientifiques et d'efforts de recherche solides, afin de faciliter les activités d'économie bleue durables dans la zone de l'ACCOBAMS.
44. Mme Iryna Makarenko, représentant le Secrétariat Permanent de la Commission de la mer Noire (BSC PS), a rappelé le rôle de la BSC en tant qu'Unité de Coordination Sous-Régionale de l'ACCOBAMS pour la mer Noire, depuis la conclusion du premier Mémoire d'Entente en 2002. Elle a souligné le niveau exceptionnel de coopération entre les deux organisations et la solide intention de la BSC de poursuivre les efforts de conservation des cétacés dans la région de la mer Noire avec les autres partenaires concernés. Plus de détails sur cette coopération ont été fournis au point IV.6 de l'ordre du jour (ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc12). Enfin, elle a félicité la République de Türkiye pour son excellente présidence et a remercié ses compatriotes ukrainiens d'avoir partagé leurs préoccupations concernant la conservation des cétacés de la mer Noire malgré ces temps difficiles.
45. Mme Jenny Renell, Coordinatrice de l'ASCOBANS, a fait l'éloge de l'étroite collaboration et des synergies entre les accords de l'ASCOBANS et de l'ACCOBAMS, qui partagent trois Etats de l'aire de répartition – Espagne, France et Portugal. Des exemples concrets de cette coopération sont le groupe de travail conjoint sur le bruit, le groupe de travail conjoint sur les captures accidentelles et le groupe sur le dauphin commun. En outre, un atelier conjoint sur les débris marins est prévu lors de la prochaine conférence de l'ECS en 2023. Elle a également informé sur les nouvelles résolutions et les résolutions mises à jour adoptées lors de la 9^{ème} Réunion des Parties de l'ASCOBANS (en ligne, septembre 2020), qui couvrent une variété de sujets sur la conservation des cétacés d'intérêt pour les Parties à l'ACCOBAMS, y compris sur les débris marins, la disponibilité de la nourriture et l'épuisement des ressources, les captures accidentelles, la conservation du dauphin commun et du marsouin

commun de la Baltique, ainsi que la réponse aux échouages. Elle a conclu que l'ACCOBAMS et l'ASCOBANS ont une longue histoire de coopération fructueuse et qu'il est important de continuer à travailler en étroite collaboration dans le futur.

46. Mme Costanza Favilli, Secrétaire Exécutif de l'Accord Pelagos, a informé la Réunion du nouveau Plan de Gestion et du Plan d'Action pour 2022-2027 qui a été adopté à la 8^{ème} Conférence des Parties de Pelagos (décembre 2021). A cette occasion, les Parties à l'Accord Pelagos ont réaffirmé l'importance fondamentale de la collaboration entre l'ACCOBAMS et l'Accord Pelagos. Dans ce contexte, Mme Favilli a particulièrement remercié ACCOBAMS pour la mise à disposition des données de l'ASI pour le Sanctuaire Pelagos. Elle a également souligné les réalisations dans d'autres domaines de coopération, tels que la question des collisions entre les baleines et les navires, qui a conduit à la soumission d'une proposition pour la désignation d'une Zone Maritime Particulièrement Vulnérable (ZMPV) dans le nord-ouest de la Méditerranée par l'Espagne, la France, l'Italie et Monaco, la promotion du code de conduite ACCOBAMS/Pelagos sur l'observation des cétacés, ainsi que la participation des représentants de l'ACCOBAMS dans les nouveaux groupes de travail Pelagos. Concernant le futur de la coopération, l'Accord Pelagos prévoit de développer en 2023 des actions de communication ciblées visant à diffuser tous les résultats des actions de coopération mentionnées.
47. La Secrétaire Exécutif de l'ACCOBAMS a informé la Réunion de deux déclarations écrites supplémentaires de la part de la CGPM et de RAMOGE qui sont disponibles à [l'Annexe 5](#).

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR – RAPPORTS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE L'ACCORD

4.1 – Rapports nationaux

48. Le Secrétariat a présenté la synthèse sur la mise en œuvre de l'ACCOBAMS par les Parties, figurant dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc07, et a présenté une brève description des activités pertinentes entreprises par les Parties à l'ACCOBAMS au cours du triennat 2020-2022 dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord.
49. Le Secrétariat a informé la Réunion que présentement, toutes les Parties ont des Points Focaux Nationaux, et que la synthèse était basée sur les informations fournies par les Points Focaux Nationaux par le biais du système de rapport en ligne mis à disposition par le Secrétariat. Le texte complet des rapports nationaux pour la période de référence (2020-2022) est disponible dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf03Rev1.
50. La Présidente a invité les délégués à fournir des informations supplémentaires sur les activités entreprises par leur pays.
51. La représentante de la Bulgarie a informé la Réunion que son pays avait besoin de plus de temps, jusqu'à la fin de cette année, pour compléter les informations dans son rapport national.

52. Le représentant de la Grèce a informé la Réunion que son pays a soumis son rapport national en octobre 2022 et que des mises à jour pourraient être faites puisque des informations supplémentaires et/ou nouvelles seront fournies par les ministères pertinents.

4.2 – Rapport du Dépositaire et statut des Ratifications

53. La représentante du Dépositaire de l'Accord - la Principauté de Monaco - a présenté le « Rapport du Dépositaire et le statut des ratifications » contenu dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc08, figurant à [l'Annexe 6](#) du présent rapport.
54. Elle a informé la Réunion que depuis la Septième Réunion des Parties, aucun instrument d'adhésion n'avait été enregistré par le Département des Relations Extérieures et de la Coopération de la Principauté de Monaco, en sa qualité de Dépositaire. En date du 28 juillet 2022, l'Accord compte donc 24 Parties Contractantes.
55. En ce qui concerne les Amendements au texte de l'Accord et de ses Annexes, relatifs à l'extension de la zone géographique de l'ACCOBAMS adoptés lors de la MOP4 en 2010, le Dépositaire a enregistré, depuis la dernière Réunion des Parties en 2019, le dépôt de l'instrument d'approbation de l'Italie le 4 août 2021, et de Malte, le 26 janvier 2022. Ces enregistrements portent à dix le nombre de pays ayant ratifié l'Amendement. Le représentant du Dépositaire de l'Accord a rappelé que 16 ratifications sont nécessaires pour l'entrée en vigueur de l'Amendement.
56. La représentante du Dépositaire de l'Accord a ajouté que, au cours du triennat 2020-2022, le Dépositaire a soutenu les efforts du Secrétariat pour sensibiliser les États riverains à adhérer à l'Accord et les encourager à approuver les Amendements en suspens.

4.3 – Rapport du Bureau

57. M. Fahrettin Ulu, Président du Bureau pendant la période 2020-2022, a présenté le rapport du Bureau présenté dans le document ACCOBAMS-MOP7/2019/Doc09. Il a rappelé que la composition du Bureau sous sa présidence était la suivante :
- Vice-Président : Mme Elvira Garcia-Bellido Capdevila (Espagne) ;
 - Vice-Président : M. Gaby Khalaf (Liban) ;
 - Vice-président : M. Duncan Borg (Malte) remplacé par Mme Marie Therese Gambin depuis juin 2021 ;
 - Vice-Président : M. Abdelali Loudrhiri (Maroc).
58. Il a remercié les Vice-présidents pour leur soutien au cours du triennat et le Secrétariat pour avoir facilité le travail du Bureau, en particulier pour l'organisation des réunions du Bureau pendant la pandémie de COVID-19. Il a ajouté qu'au cours de la période 2020-2022, le Bureau a dû traiter en particulier des questions liées :

- Au recrutement de la nouvelle Secrétaire Exécutif ;
- A l'appel à propositions ACCOBAMS 2022 pour les projets financés par le Fonds Additionnel de Conservation ;
- Au développement de la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS ;
- Aux questions budgétaires ;
- Au développement de NETCCOBAMS ;
- A la question des obligations de rapport des Partenaires ;
- A la question des filets dérivants ;
- A la mise en œuvre de la Résolution 4.18 ;
- A la durabilité de l'ASI et au Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS.

59. La Réunion a pris note du rapport, a salué les activités entreprises et a félicité les membres du Bureau pour leurs efforts tout au long du triennat.
60. Le rapport complet du Bureau figure à [l'Annexe 7](#) du présent rapport.

4.4 – Rapport du Secrétariat

61. Se référant au document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc10, la Secrétaire Exécutif a présenté une vue d'ensemble des activités menées par le Secrétariat pendant la période intersession. Le rapport fournit des détails sur l'état des activités telles que décrites dans le Programme de Travail 2020-2022 qui a été adopté par la Septième Réunion des Parties, en 2019.
62. Elle a souligné qu'à compter du début 2020, la mise en œuvre des activités triennales a été impactée par la crise sanitaire liée à la COVID-19. Le Programme de Travail 2020-2022 a dû être mis en œuvre avec les adaptations nécessaires, parmi lesquelles l'organisation en ligne de plusieurs réunions institutionnelles, d'ateliers scientifiques et de réunions telle que la 5^{ème} Conférence sur la Conservation des Cétacés dans les Pays du Sud de la Méditerranée (en ligne, 13-15 avril 2021 ; accueillie par le Liban). Malgré cette perturbation majeure, les activités prévues ont été mises en œuvre avec succès et des progrès ont été réalisés pour toutes les actions de conservation.
63. Elle a rappelé que 2021 était marquée par le 25^{ème} Anniversaire de l'ACCOBAMS et que cela avait été l'occasion pour sensibiliser et accroître la visibilité de l'effort collectif de conservation soutenu par l'Accord. Les actions de l'ACCOBAMS ont également été mises en avant lors des grands événements internationaux du Congrès Mondial de la Conservation de l'UICN en septembre 2021 et de la Conférence des Nations Unies sur les Océans en juin-juillet 2022. Elle a réitéré la nécessité de structurer et de renforcer les activités de communication afin de répondre à la priorité d'accroître la visibilité de l'ACCOBAMS.
64. La Réunion a pris note du rapport, a salué les activités entreprises et a félicité le Secrétariat pour ses efforts tout au long du triennat.

65. Le rapport complet du Secrétariat figure à [l'Annexe 8](#) du présent rapport.

4.5 – Rapport du Comité Scientifique et de ses Groupes de Travail

66. M. Simone Panigada, Président du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS durant le triennat 2020-2022, a présenté le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc11, qui contient les rapports des Représentants Régionaux, des Task Managers du Comité Scientifique, des présidents des Groupes de Travail et 11 Recommandations émises par la 14^{ème} Réunion du Comité Scientifique (Monaco, 22-26 novembre 2021).
67. Il a décrit les sujets discutés par le Comité Scientifique et a indiqué les thèmes des recommandations susmentionnées. Il a également rappelé que ces Recommandations ont servi de base à la préparation des projets de Résolutions, qui seront discutés au point VII de l'Ordre du jour.
68. La Réunion a pris note du rapport et a salué le travail accompli par le Comité Scientifique durant le triennat 2020-2022.
69. Le rapport complet du Comité Scientifique et les Recommandations figurent à [l'Annexe 9](#) du présent rapport.

4.6 - Rapport des Unités de Coordinations Sous Régionales

70. La représentante du Secrétariat Permanent de la Commission pour la mer Noire (BSC SP), Mme Iryna Makarenko, représentant également l'Unité de Coordination Sous-Régionale pour la mer Noire de l'ACCOBAMS ([Annexe 10](#)), a remercié l'ACCOBAMS et les autres partenaires concernés pour le haut niveau de coopération et de soutien apporté dans le cadre de plusieurs projets et a déclaré vouloir poursuivre ces importantes collaborations.
71. Elle a remercié le Secrétariat de l'ACCOBAMS pour :
- avoir développé la collaboration avec le projet PNUD/CE EMBLAS+ et le projet ANEMONE afin de coordonner les efforts lors des campagnes de recensement des cétacés de la mer Noire organisées durant l'été 2019,
 - la promotion du module de conservation des cétacés de l'ACCOBAMS, qui a été adapté pour la mer Noire et traduit en russe.
72. Elle a informé que le BSC PS prenait des mesures pour promouvoir la coopération régionale sur la conservation des cétacés en établissant des partenariats et des initiatives conjointes avec l'ACCOBAMS et d'autres partenaires pertinents (CGPM, Convention CDB, CE, etc.) et a également expliqué que du soutien et de l'expertise étaient attendus pour la rédaction et l'amélioration des documents pertinents (ex : Plan de conservation des cétacés, nouvelle version du BSIMAP 2022-2027, format court du rapport annuel de la BSC, Chapitre dédié aux cétacés dans le prochain rapport sur l'état de l'environnement 2015-2022).

73. Pour conclure, elle a souligné que le BSC PS était prêt à contribuer à d'autres activités pertinentes de l'ACCOBAMS, en particulier au projet de mise en œuvre de la DCSMM pour les cétacés, en aidant à la diffusion et à la durabilité des résultats du projet CENOBIS et à la préparation des données sur les cétacés pour le « Black Sea Red Data Book » (Livre Rouge de Données sur la mer Noire).
74. La représentante du Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (SPA/RAC), Mme Lobna Ben Nakhla, représentant également l'Unité de Coordination Sous Régionale de l'ACCOBAMS pour la Méditerranée ([Annexe 11](#)), a informé la Réunion que le Mémoire d'Entente entre le SPA/RAC et le Secrétariat de l'ACCOBAMS avait été renouvelé pour le triennat 2020-2022 et comprenait un programme de travail conjoint détaillé.
75. Elle a informé la Réunion des différents aspects développés au sein du programme de travail susmentionné :
- le développement du Programme d'action stratégique post-2020 relatif à la conservation de la biodiversité et à la gestion durable des ressources naturelles dans la région méditerranéenne (SAPBIO post-2020) adopté par la Décision IG.25/11 ainsi que l'évaluation et la mise à jour du Plan d'Action pour la Conservation des Cétacés en Méditerranée adopté par la Décision IG.25/13 lors de la COP22 de la Convention de Barcelone (Antalya, Türkiye, 2021) (document ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf28),
 - la mise en œuvre du Programme de surveillance et d'évaluation intégrées (IMAP) dans le cadre de l'Approche écosystémique, soulignant que le SPA/RAC apporte son assistance depuis 2021 aux pays du sud de la Méditerranée dans la mise en œuvre du suivi des indicateurs "Biodiversité" de l'IMAP, y compris ceux relatifs aux mammifères marins. Par ailleurs, le SPA/RAC a développé les échelles de suivi et d'évaluation, les critères d'évaluation, les seuils et les valeurs de référence pour les Indicateurs communs 3, 4 et 5 relatifs aux mammifères marins. Ce document a été révisé par le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS, discuté par le CorMon sur la biodiversité (visioconférence, 10-11 juin 2021) et approuvé par la 8^{ème} Réunion du Groupe de coordination sur l'approche écosystémique (visioconférence, 9 septembre 2021) pour son utilisation dans le cadre du Rapport 2023 sur la qualité de la Méditerranée (2023 MED QSR).
76. Elle a souligné la participation de l'ACCOBAMS aux travaux du Groupe d'Experts *ad hoc* pour les AMP de Méditerranée (AGEM) qui a contribué à développer une stratégie post-2020 ambitieuse et novatrice relative aux AMP et aux autres mesures efficaces de conservation par zone (AMCE) en Méditerranée.
77. Elle a également expliqué les axes de collaboration développés entre l'ACCOBAMS et le SPA/RAC dans le cadre des projets suivants :
- Suivi et atténuation des interactions entre les cétacés et les activités de pêche (déprédation et captures accidentelles) grâce au soutien financier apporté par la Fondation MAVIA,
 - Atténuation de l'impact de la pollution acoustique dans le cadre du projet QUIETMED2 financé par l'UE dans le cadre duquel a été organisé, en étroite collaboration avec l'ACCOBAMS, l'atelier sur le bruit impulsif sous-marin pour des participants francophones, en décembre 2020, avec la

participation de représentants des autorités compétentes et scientifiques de l'Algérie, du Liban, du Maroc et de la Tunisie.

78. Elle a finalement conclu en rappelant l'importance du renforcement des capacités via des activités menées conjointement telles que la 5^{ème} Conférence sur la Conservation des Cétacés dans les Pays du sud de la Méditerranée (CSMC5) ainsi que la formation sur les nécropsies, les échouages vivants et les réponses aux situations d'urgence dans la zone de l'ACCOBAMS.

4.7 – Rapport du Comité de Suivi des Obligations

79. Mme Imane Tai, Présidente du Comité de Suivi des Obligations de l'ACCOBAMS, a présenté les principales considérations et recommandations issues de la Troisième Réunion du Comité (en ligne 29 - 30 mars 2022), transcrites dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc14. ([Annexe 12](#)). Elle a également recommandé à la Réunion des Parties de prendre des décisions sous la forme de Résolutions ad hoc sur la base des conclusions et recommandations issues des quatre communications qui ont été présentées :

- Communication par OceanCare, présentée en 2016, concernant l'évaluation et le contrôle par la Grèce des activités militaires autour de la Crète du Sud-Est ;
- Communication par OceanCare, présentée en 2016, concernant l'évaluation et le contrôle par l'Espagne des activités de prospection pétrolière autour des îles Baléares ;
- Communication par OceanCare, présentée en 2016, concernant l'évaluation et le contrôle par le Portugal des activités de prospection pétrolière dans les bassins de l'Algarve et de l'Alentejo ;
- Communication d'OceanCare, présentée en 2016, concernant les défaillances de l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, de l'Égypte, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Liban, la Libye, Malte, le Maroc, Monaco, le Monténégro, la Slovénie, la Syrie et la Tunisie à mettre en œuvre du Plan de Conservation ACCOBAMS pour les dauphins communs à bec court de Méditerranée.

80. La Présidente du Comité de Suivi des Obligations a informé les Parties que la procédure de suivi a été déclarée close en ce qui concerne l'implication de l'Espagne, étant donné qu'aucune preuve n'indique que les autorités espagnoles ont autorisé des activités produisant du bruit de juillet 2012 à juillet 2013, ou qu'elles ont négligé le contrôle dans les eaux ou les fonds marins soumis à la juridiction espagnole.
81. La Présidente du Comité de Suivi des Obligations a informé les Parties que la procédure n'a pas été déclarée close en ce qui concerne le contrôle par la Grèce des activités militaires autour de la Crète du Sud-Est. Le délégué de la Grèce a informé la Réunion des Parties que la Marine militaire grecque tient maintenant compte des effets des exercices militaires sur la faune marine.

82. La législation portugaise sur les activités d'exploration et d'exploitation pétrolières a été renforcée et améliorée au niveau environnemental, afin d'assurer une approche guidée par le principe de précaution. Toutes les activités d'exploration et d'exploitation pétrolières relèvent désormais du régime d'études d'impact environnementales. Ces éléments ont conduit à la clôture de la procédure de suivi en ce qui concerne l'implication du Portugal.
83. La Présidente du Comité de Suivi des Obligations a invité les pays concernés à fournir des informations sur les mesures spécifiques prises pour la mise en œuvre du Plan de Conservation pour les dauphins communs à bec court de Méditerranée, ou sur toute autre mesure considérée comme pertinente pour sa protection. Elle a rappelé l'urgence de mettre en œuvre ce plan de gestion aux niveaux national et transfrontalier, notamment à la lumière de l'évaluation récente (décembre 2021) de la liste Rouge des espèces de l'UICN. Elle a rappelé que la mise en œuvre des plans de gestion de conservation est essentielle pour garantir la crédibilité du mandat de l'ACCOBAMS en tant qu'Accord Intergouvernemental efficace de coopération régionale.
84. La Présidente du Comité de Suivi des Obligations a présenté les conclusions et recommandations, telles que transcrites dans le ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc14, de l'examen que le Comité de Suivi des Obligations a été prié de faire par la Septième Réunion des Parties à l'ACCOBAMS, conformément à l'Article 6, paragraphe 1d, de la Procédure de suivi des obligations de l'ACCOBAMS, des questions juridiques et techniques de la mise en œuvre et du suivi des :
- obligations et engagements existants concernant les activités sismiques et militaires génératrices de bruit sous-marin,
 - interactions entre l'Homme et les dauphins visées à la Résolution 3.13 (Programmes basés sur l'interaction avec les dauphins).
85. La Réunion a adopté les mesures recommandées par le Comité de Suivi des Obligations.

4.8 – Rapport des Partenaires de l'ACCOBAMS

86. La Secrétaire Exécutif a introduit le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc15Rev1 présentant les activités entreprises par les Partenaires de l'ACCOBAMS dans le cadre du Programme de Travail 2020-2022 de l'ACCOBAMS, en relation avec le renforcement des capacités, la sensibilisation du public et la recherche. Le Secrétariat a rappelé qu'il a été demandé aux Partenaires de l'ACCOBAMS de remplir le modèle de Rapport des Partenaires de l'ACCOBAMS en vue de présenter leurs rapports lors de la 5^{ème} Réunion du Bureau Etendu tenue en avril 2022 et a informé la Réunion que sur un total de 52 Partenaires, 23 rapports de Partenaires ont été reçus et reflétés dans le document.

4.9 - Rapports budgétaires

a) Rapport sur les recettes et les dépenses relatives au Fonds d'affectation spécial pour 2020-2022

87. La Secrétaire Exécutif a rendu compte des recettes et des dépenses relatives au Fonds d'Affectation Spécial de l'ACCOBAMS pour 2020-2022 tel qu'elles figurent dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc16Rev1 et a précisé que les chiffres concernant 2022 couvraient la période allant

jusqu'au 30 juin 2022. À cette date, le solde dû était de 162 176 €. Des contributions tardives ont également été reçues après le 30 juin. Elle a également présenté l'état des contributions volontaires et des cofinancements reçus au cours de la période triennale.

b) Rapport sur les recettes et les dépenses relatives au Fonds Additionnel de Conservation

88. Concernant le Fonds Additionnel de Conservation (FAC), la Secrétaire Exécutif a donné un aperçu des recettes et des dépenses relatives au FAC sur l'ensemble du triennat (jusqu'au 30 juin 2022), tel qu'elles figurent dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc17. Le solde restant au 30 juin 2022 était de 13 876 €, dont 9 400 € alloués aux projets en cours et 4 476 € alloués au financement des quatre projets qui ont été sélectionnés dans le cadre de l'appel à propositions 2022 de l'ACCOBAMS.

c) Rapport du Censeur

89. Conformément à l'Annexe 3 de la Résolution 7.6, la Secrétaire Exécutif a présenté le rapport du Censeur pour le triennat 2020-2022 (ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc18Rev1), en soulignant que tous les rapports financiers du triennat avaient été validés par le censeur.
90. La Réunion a adopté les trois rapports budgétaires et a approuvé l'audit des comptes pour la période 2020-2022.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR – DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET BUDGETAIRES

5.1 - Programme de Travail et Budget pour le triennat 2023-2025

91. La Secrétaire Exécutif a présenté le projet de Résolution 8. 2 sur le « Programme de Travail et Budget pour le triennat 2023-2025 » soulignant que le Programme de Travail proposé a été préparé en tenant compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités en cours du Programme de Travail 2020-2022, et en accord avec les priorités identifiées par les Parties lors de la Cinquième Réunion des Représentants Nationaux de l'ACCOBAMS (Online, 12-15 juillet 2021) ; les Recommandations issues de la Quatorzième Réunion du Comité Scientifique (Monaco, 22-26 novembre 2021) ; des points de vue fournis par les membres du Comité Scientifique, ainsi que des recommandations collectées lors des différents ateliers et activités réalisés au cours du triennat 2020-2022.
92. Elle a également expliqué que le budget proposé indique le coût total pour chaque action ainsi que les montants restants sécurisés provenant des Contributions Ordinaires et Volontaires, et des Fonds Externes. Les fonds supplémentaires requis, qui devront être fournis par le biais de Contributions Externes ou Volontaires, ont été indiqués de la même façon.
93. La Secrétaire Exécutif a présenté la note explicative sur le projet de Résolution 8.2 contenue dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc19Rev2 et a informé la Réunion que le Bureau a chargé le Secrétariat de préparer et de soumettre à la MOP8 trois options de budget 2023-2025, basés sur trois

niveaux d'ajustement par rapport au budget 2020-2022 : 0%, 5% et 15%. Elle a ajouté que, afin d'ouvrir la voie aux discussions budgétaires de la MOP8, le Secrétariat a pris l'initiative de faciliter les discussions préliminaires et informelles entre les Parties à l'ACCOBAMS sur le budget proposé pour 2023-2025, avant la MOP8. Trois réunions informelles ont été convoquées le 26 septembre, le 28 octobre et le 9 novembre 2022. Suite à la demande de la réunion du Bureau Étendu en avril 2022, et des discussions qui se sont tenues au cours des trois réunions informelles, 9 options différentes ont été développées par le Secrétariat sur la base de 4 scénarios d'ajustement différents par rapport à 2020-2022 :

- scénario 1 : ajustement de 15% : 995 000€ (331 667 €/an)
- scénario 2 : ajustement de 5% : 907 000 € (302 333 €/an)
- scénario 3 : aucun ajustement (0%) : 863 800 € (287 933 €/an)
- scénario 4 : ajustement de 8% : 932 904€ (310 968 €/an)

94. La Secrétaire Exécutif a souligné que, par souci de clarté, les montants correspondant par action dans les différents scénarios étaient présentés dans des couleurs différentes dans le projet de Programme de Travail pour 2023-2025 inclus dans le projet de Résolution 8.2.
95. La Réunion a décidé d'établir un groupe de travail coordonné par la représentante de la Principauté de Monaco afin d'examiner le projet de Résolution 8.2 sur le « Programme de Travail et Budget pour le triennat 2023-2025 ».
96. Le Secrétariat a révisé le projet de Résolution 8.2, tel que proposé par le groupe de travail, qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.2 « Programme de Travail et Budget pour le triennat 2023-2025 » ([Annex 13](#)).
97. La Réunion a demandé au Bureau d'évaluer si le soutien financier pour la participation aux Réunions des Parties de l'ACCOBAMS doit être fourni aux délégués des pays à revenus moyens et de soumettre sa recommandation sur ce point à la MOP9.
98. La Présidente a remercié le groupe de travail et son coordinateur, la représentante de la Principauté de Monaco, pour l'effort substantiel fourni pour réviser le projet de Résolution 8.2.
99. Le représentant d'OceanCare a suggéré aux Parties d'inclure dans le programme de travail des activités portant sur des questions urgentes qui n'ont pas encore été abordées, telles que les conséquences des activités de guerre sur les cétacés de la mer Noire, ainsi que les impacts du changement climatique sur les cétacés et les écosystèmes marins de la zone de l'Accord.

5.2 - Comité Scientifique pour le triennat 2023-2025

100. La Secrétaire Exécutif a rappelé que selon les dispositions de l'Article VII de l'Accord ACCOBAMS, un Comité Scientifique, composé d'experts qualifiés dans la science de la conservation des cétacés, est établi en tant qu'organe consultatif de la Réunion des Parties. Elle a ajouté que le même article stipule

que la Réunion des Parties confie les fonctions du Comité Scientifique à une organisation existante dans la zone de l'Accord qui assure une représentation géographiquement équilibrée.

101. Se référant aux Résolutions adoptées par les Parties lors des précédentes MOP, elle a présenté un historique montrant comment la composition du Comité Scientifique et la procédure de nomination de ses membres ont évolué depuis la MOP4 de l'ACCOBAMS, accueillie par la Principauté de Monaco, en novembre 2010. Elle a souligné que selon la Résolution 7.7 adoptée par la MOP7, le Comité Scientifique est en principe composé des membres suivants, à savoir :
 - Trois experts, dont le Président, nommés par l'Organisation à laquelle le Comité Scientifique a été confié par la MOP ;
 - Trois experts, dont le Vice-Président, nommés par l'autre Organisation à laquelle le Comité Scientifique a été confié par la MOP ;
 - Quatre représentants régionaux nommés par la Réunion des Parties à partir d'une liste d'experts soumis par les Parties avec leur curriculum vitae ;
 - Un représentant de l'« European Cetacean Society » (ECS), un représentant du Comité Scientifique de la Commission Baleinière Internationale (CBI) et un représentant du Conseil Scientifique de la Convention relative à la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS) ;
 - Des membres additionnels du Comité Scientifique qui peuvent être désignés par les Parties sur une base volontaire (le coût de leur participation aux réunions du Comité Scientifique n'est pas couvert par les fonds de l'Accord).
102. La Secrétaire Exécutif a informé la Réunion que le Secrétariat a préparé le projet de Résolution 8.3 pour la constitution du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS pour le triennat 2023-2025, rappelant également qu'une proposition sur le projet de Résolution 8.3 a été soumise par l'Italie le 22 novembre 2022 et diffusée par le Secrétariat aux Parties.
103. La Présidente a invité la Secrétaire Exécutif à présenter le projet de Résolution 8.3 préparé par le Secrétariat et a invité l'Italie à présenter sa proposition sur ce projet de Résolution.
104. La Secrétaire Exécutif a rappelé le processus de consultation mené par le Secrétariat avec la CIESM et l'UICN pour la nomination de leurs experts au Comité Scientifique et a présenté la liste des experts proposés par les deux organisations, ainsi que les experts proposés par la CBI, la CMS et l'ECS et la liste des experts proposés par les Parties qui doivent être sélectionnés par la MOP8 en tant que Représentants Régionaux.
105. Elle a expliqué que les amendements proposés aux Règles relatives au Comité Scientifique étaient destinés à apporter plus de flexibilité au Comité Scientifique concernant la règle de l'alternance entre la CIESM et l'UICN, à qui les fonctions ont été confiées depuis la MOP5, selon l'Article VII de l'Accord ACCOBAMS.
106. L'Italie a présenté leur proposition sur le projet de Résolution 8.3, informant que le but des amendements proposés aux Règles de Procédure du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS est d'assurer une plus grande participation des Parties à l'ACCOBAMS dans la gouvernance de cet organe subsidiaire

clé de l'ACCOBAMS, en renforçant son rôle de gérance et en assurant un degré sain d'indépendance entre les organes subsidiaires de l'Accord. Les changements proposés visent à introduire des Règles qui alignent le Comité Scientifique sur les normes internationales actuelles, en gardant à l'esprit un certain nombre de principes fondamentaux, y compris la nature institutionnelle de cet organe consultatif subsidiaire d'un accord multilatéral sur la conservation des cétacés et la nécessité de garantir l'adhésion à des valeurs universelles (par exemple, la transparence des procédures, la représentation géographique et de genre, la coopération, l'inclusion, etc.), maintenir un bon équilibre entre plusieurs aspects apparemment contrastés (par exemple, la qualité des conseils scientifiques et techniques par rapport à la compréhension du travail institutionnel, la préservation de la mémoire institutionnelle d'une organisation par rapport à la nécessité d'un changement de génération, etc.) en introduisant des mesures et des contre-mesures appropriées.

107. L'Italie a également indiqué que ces objectifs sont destinés être atteints en : (i) autorisant jusqu'à 12 experts régionaux, en tant que Représentants Régionaux ; (ii) faisant désigner par la MOP tous les membres du Comité Scientifique, dont certains seront encore nommés par les organismes scientifiques pertinents (c'est-à-dire la CBI, CIESM, la CMS, l'ECS et l'UICN) ; (iii) faisant élire le Président et le Vice-président du CS parmi tous les membres du CS ; et (iv) introduisant un mandat fixe pour le Président, le Vice-président et les Task Managers du CS.
108. La Réunion a révisé le projet de Résolution 8.3 proposé par l'Italie, qui été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.3 « Comité Scientifique », tel qu'il figure à [l'Annexe 13](#) du présent rapport.
109. La Réunion a accepté que l'augmentation du nombre de Représentants Régionaux soit adoptée à titre d'essai et qu'elle soit reconsidérée lors de la prochaine MOP de l'ACCOBAMS.
110. Les participants ont accueilli favorablement la généreuse offre de l'Italie de couvrir les coûts liés à la participation aux réunions du CS des membres supplémentaires sélectionnés parmi les pays éligibles.
111. Le représentant de l'ECS a exprimé ses regrets que la Réunion ne considère plus l'ECS comme un membre du Comité Scientifique en raison de son statut juridique d'association relevant du droit privé.

5.3 - Procédures pour les projets

a) Projets soumis pour un soutien institutionnel

112. La Secrétaire Exécutif a présenté le projet de Résolution 8.4 sur la « Procédure pour les projets soumis à un soutien institutionnel ». Elle a expliqué que, conformément aux instructions de la MOP7, ce projet de Résolution a été préparé en consultation avec le Comité Scientifique comme une mise à jour de la procédure pour traiter les demandes de soutien institutionnel aux propositions de projet dans le cadre des processus de demande de financement.
113. Elle a ajouté que ce projet de Résolution vise à assurer une procédure claire concernant les demandes reçues au Secrétariat pour fournir une lettre de soutien aux projets. La procédure annexée au projet

de Résolution a été préparée pour refléter la pratique actuelle, qui est suffisamment simple pour permettre au Secrétariat d'être réactif aux demandes reçues au dernier moment.

114. La Réunion a révisé le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.4 « Procédure pour les projets soumis à un soutien institutionnel » ([Annexe 13](#)).

b) Projets financés par le Fonds Additionnel de Conservation

115. La Secrétaire Exécutif a présenté le projet de Résolution 8.5 sur la « Procédure de l'appel à propositions ACCOBAMS pour les projets financés par le Fonds Additionnel de Conservation » qui a été préparé conformément à l'instruction du Bureau de réviser la procédure en place afin de résoudre les difficultés rencontrées lors de l'appel à propositions de 2022.
116. Elle a rappelé les difficultés à résoudre, notamment en ce qui concerne les critères d'éligibilité et les conflits d'intérêts des candidats, les cas d'absence de lettre d'approbation du projet de la part du Point Focal National, le système de notation et les commentaires des évaluateurs.
117. La Réunion a révisé le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.5 « Procédure de l'appel à propositions ACCOBAMS pour les projets financés par le Fonds Additionnel de Conservation » ([Annexe 13](#)).

5.4 - Partenaires de l'ACCOBAMS

a) Nouvelles demandes de partenariat

118. La Secrétaire Exécutif a présenté le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc22Rev1 comportant une demande de partenariat en attente et une nouvelle demande de partenariat de l'Association DelTa et de l'ONG Delphis respectivement.
119. Elle a rappelé que la demande en attente de l'Association DelTa a été réexaminée lors de la 5^{ème} Réunion du Bureau Etendu de l'ACCOBAMS en avril 2022, qui a décidé de reporter sa décision jusqu'à ce que l'avis du Point Focal National italien soit disponible. Elle a informé la Réunion qu'un avis favorable avait été reçu, tel que reflété dans le document.
120. Elle a également informé la Réunion que la nouvelle demande de l'ONG Delphis a été reçue par le Secrétariat, accompagnée de tous les documents requis.
121. Après avoir examiné les deux demandes de partenariat avec ACCOBAMS, la Réunion a décidé :
- d'accorder le statut de Partenaire de l'ACCOBAMS à l'Association DelTa, et
 - de reporter sa décision concernant l'ONG Delphis afin d'étudier plus avant la volonté et la capacité de cette dernière à coopérer avec l'Accord par le biais du Programme de Collaboration 2023-2025. La demande de partenariat sera réexaminée par la prochaine Réunion du Bureau de l'ACCOBAMS, en 2023, pour décision.

b) Vue d'ensemble de l'état de la collaboration avec les Partenaires

122. La Secrétaire Exécutif a présenté le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc23Rev1 préparé par le Secrétariat suite à la demande du Bureau de dresser la liste des Partenaires de l'ACCOBAMS en reflétant leurs contributions à l'Accord. Elle a souligné que ce document fournit une vue d'ensemble sur le respect des exigences en termes de documents fournis par les Partenaires de l'ACCOBAMS, ainsi que sur leurs efforts de collaboration et leurs activités alignées sur les objectifs ou le Programme de Travail de l'ACCOBAMS. Elle a souligné que 8 Partenaires n'avaient fourni aucune information documentaire (programmes d'activités ou rapports de collaboration) ni ne s'étaient impliqués dans une activité de l'ACCOBAMS.
123. Elle a également rappelé à la Réunion que le Bureau avait invité le Secrétariat à développer une stratégie pour aborder le Statut de Partenaire de l'ACCOBAMS, dans le cadre du Programme de Travail de l'ACCOBAMS 2023-2025.
124. La Réunion a pris note des informations fournies.

5.5 - Communication**a) Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS**

125. La Secrétaire Exécutif a présenté des informations générales sur le développement de la Stratégie de Communication. Elle a souligné que celle-ci est considérée comme cruciale pour renforcer les moyens de communication et le rayonnement de l'ACCOBAMS, dans le but principal d'améliorer la visibilité de l'ACCOBAMS en tant que mécanisme de coopération régionale efficace.
126. Elle a expliqué que la société de conseil spécialisée, sélectionnée en 2021 par le biais d'un appel à candidatures, a commencé par la production d'un Rapport de Diagnostic des outils de communication utilisés par l'ACCOBAMS. Cette phase a été suivie par la création d'un Groupe de Pilotage sur la Communication qui a examiné et fourni des conseils sur la rédaction de la Stratégie de Communication développée par la société de conseil. La version finale est annexée au projet de Résolution 8.6 sur la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS.
127. La Réunion a révisé le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement comme Résolution 8.6 « Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS 2023-2028 » ([Annexe 13](#)).

b) NETCCOBAMS

128. La Secrétaire Exécutif a présenté les progrès réalisés sur la nouvelle version de NETCCOBAMS. Cette dernière est développée depuis le début de 2020 (i) en mettant à jour et en améliorant les versions précédentes de la plateforme et (ii) en répondant à la volonté d'expérimenter les meilleures avancées scientifiques disponibles et les nouvelles technologies pour collecter, analyser et modéliser les données sur les cétacés, ainsi que sur les zones de risque acoustique, afin de soutenir l'approche de gestion basée sur les menaces et de mettre en œuvre toutes les mesures de conservation pertinentes promues par ACCOBAMS.

129. M. Yanis Souami a présenté NETCCOBAMS développée par SINAY, comme une plateforme de gestion et d'analyse de données répondant au souhait des Parties de disposer d'un instrument d'agrégation de l'information. Il a rappelé que le développement de NETCCOBAMS a été soutenu par une Contribution Volontaire de l'Italie, destinée à cartographier la présence du bruit sous-marin, tout en tenant compte du changement climatique et de la pollution, par le projet QUIETSEAS et par un cofinancement de SINAY.
130. Il a fait une courte démonstration en ligne des fonctionnalités de la plateforme, démontrant que les 3 sujets initialement demandés par l'Italie étaient traités et que plusieurs autres fonctionnalités avaient été ajoutées (ex. outil d'analyse des risques, un system GIS, outil de gestion des rapports nationaux).
131. Le Secrétariat de l'ACCOBAMS a présenté le projet de Résolution 8.7 NETCCOBAMS, en soulignant que cette Résolution prévoyait la création d'un groupe de travail dédié aux outils analytiques et aux approches de visualisation des résultats.
132. La Réunion a révisé le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.7 « NETCCOBAMS » ([Annexe 13](#)).

c) Logo de l'ACCOBAMS

133. La Secrétaire Exécutif a présenté le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc24 décrivant les propositions pour un nouveau logo ACCOBAMS ou un logo modernisé. Elle a rappelé la demande du Bureau Etendu (avril 2022) de développer des propositions de logos à soumettre à l'examen de la MOP8, conformément à la recommandation du projet de stratégie de communication qui considère le rafraîchissement du logo de l'ACCOBAMS comme un point de départ indispensable au lancement de la Stratégie de communication.
134. Après la présentation des trois propositions de logo développées par une société de communication spécialisée, les discussions ont conduit à un vote, dont les résultats ont été les suivants : 7 Parties étaient en faveur du changement de logo et 9 étaient contre.
135. La Réunion a donc décidé de retirer le projet de Résolution 8.8 sur le « Logo de l'ACCOBAMS ».

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR – MISE EN ŒUVRE ET APPLICATION DES RESOLUTIONS DE L'ACCOBAMS

6.1 - Comité de Suivi des Obligations de l'ACCOBAMS

a) Recommandations

136. Le Pr. Tullio Scovazzi, Conseiller juridique du Secrétariat, a présenté le projet de Résolution 8.9rev1 « Procédure de suivi des obligations » qui a été révisé par la Réunion et ultérieurement adopté en tant que Résolution 8.8 « Procédure de suivi des obligations » ([Annexe 13](#)).

b) Election des nouveaux membres

137. Se référant aux Règles de la Procédure de Suivi des Obligations de l'ACCOBAMS adoptées par les Résolutions 5.4 et 6.8, le Conseiller juridique du Secrétariat, Pr. Tullio Scovazzi, a informé la Réunion que la rotation des membres du Comité de Suivi des Obligations signifiait que deux des trois membres élus par les Parties et un des deux membres élus par les Partenaires ainsi que leurs suppléants devaient être remplacés.
138. Il a été demandé aux Parties d'élire par vote à bulletin secret deux membres parmi les candidats proposés par les Parties tels que listés dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc25.
139. Les Chefs de Délégations des 19 Parties qui ont présenté des lettres de créance satisfaisantes ont eu le droit de voter. Chypre et le Maroc ont été nommés scrutateurs.
140. L'élection a eu lieu selon la procédure prévue à l'Art. 18 du Règlement Intérieur de la Réunion des Parties.
141. M. Gaby Khalaf (Liban) et M. Bayram Öztürk (Türkiye) ont obtenu le plus grand nombre de voix (11), suivis de Mme Sarah Cheniti (Algérie) (10 voix). Mme Sarah Cheniti (Algérie) fera fonction de membre suppléante.
142. Considérant que les Partenaires n'avaient qu'un seul candidat, M. Marian Paiu (ONG Mare Nostrum), il est déclaré élu sans procédure de vote.

6.2 - Mise en œuvre de la Résolution 4.18 sur les Lignes Directrices relatives à l'octroi de dérogations à l'Article II, paragraphe 1, aux fins de recherches *in situ* non létales dans la zone de l'Accord

143. Se référant aux dispositions pertinentes de l'Accord et à la Résolution 4.18 sur les Lignes Directrices sur l'octroi de dérogations à l'Article II, paragraphe 1, aux fins de recherche *in situ* non létale dans la zone de l'Accord, la Secrétaire Exécutif a expliqué que les activités de recherche en mer susceptibles de provoquer le harcèlement des cétacés doivent être interdites à moins que la Partie en question ne décide d'accorder une dérogation, auquel cas cette dérogation ne devrait être accordée qu'après avoir obtenu l'avis du Comité Scientifique.
144. Elle a rappelé que la 5^{ème} Réunion du Bureau Étendu de l'ACCOBAMS (Monaco, 26-27 avril 2022) a mandaté le Secrétariat pour adresser une lettre à tous les Points Focaux Nationaux, les membres du Comité Scientifique, les Unités de Coordination Sous-Régionales, les Partenaires et les organisations partenaires concernées, afin de rappeler la procédure applicable pour accorder des dérogations aux activités de recherche en mer qui sont susceptibles de provoquer un harcèlement des cétacés. En outre, le Bureau a demandé aux Parties d'informer le Secrétariat des dérogations qui ont pu être accordées au cours des cinq dernières années.

145. La Secrétaire Exécutif a souligné que les réponses reçues par les Points Focaux Nationaux suite à la demande du Bureau sont reflétées dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc26.
146. Les représentants de certaines Parties qui n'ont pas répondu à la lettre envoyée par le Secrétariat ont proposé de fournir des informations supplémentaires sur les dérogations qu'ils ont accordées au cours des dernières années après la Réunion afin que le ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc26 puisse être mis à jour en conséquence.
147. La Réunion a également décidé d'inclure une section dédiée à cette question dans le format du rapport national et a invité le Secrétariat à présenter un rapport lors de la MOP9.

6.3 - Filets maillants dérivants

148. Se référant aux dispositions de l'ACCOBAMS relatives à l'interdiction des filets maillants dérivants et soulignant les événements fréquents de captures accidentelles dans des filets maillants dérivants qui se sont produits ces dernières années en mer Méditerranée, la Secrétaire Exécutif a informé la Réunion des efforts qui ont été faits par le Secrétariat, en consultation avec le Bureau, pour aborder cette problématique tout au long du triennat.
149. Elle a rappelé que, lors de sa 13^{ème} réunion, en 2020, le Bureau a mandaté le Secrétariat pour envoyer une lettre à toutes les Parties afin d'attirer leur attention sur cette question. Les Parties ont ainsi été invitées à notifier officiellement au Secrétariat chaque cas de capture due à des filets maillants dérivants et à informer de leurs instruments juridiques et des mesures conçues pour faire appliquer au niveau national les dispositions de l'ACCOBAMS applicables. Une Revue des Traités Pertinents et de la Législation Nationale a ensuite été préparée par le Conseiller Juridique (document ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf11).
150. Elle a expliqué que le Bureau avait demandé au Secrétariat de préparer un projet de Résolution sur la question des filets maillants dérivants pour être présentés pour adoption à la MOP8.
151. La Réunion a révisé le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.9 « Filets maillants dérivants » ([Annexe 13](#)).

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR – MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD : DISPOSITIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

7.1 - Estimation de l'abondance et de la distribution des populations de cétacés

152. La Secrétaire Exécutif a rappelé que l'ACCOBAMS Survey Initiative (ASI) constituait une réalisation majeure pour l'ACCOBAMS et a souligné l'importance de le reproduire dans le temps. Elle a souligné la réflexion approfondie et les efforts menés pour transformer l'ASI en un programme de suivi intégré à l'ACCOBAMS.

153. Le Secrétariat a fourni des détails sur les activités menées sur les estimations de l'abondance et la distribution des populations de cétacés au cours du triennat soulignant que l'ASI a réussi à fournir une première base de référence sur l'abondance et la distribution des populations dans la zone de l'ACCOBAMS. Ce projet a apporté de nombreux résultats, y compris une task force opérationnelle qualifiée au niveau macro-régional, les premières estimations d'abondance et de distribution des cétacés à l'échelle de l'Accord et un grand ensemble de données qui ont été rendues disponibles pour utilisation à des fins de conservation.
154. Le Secrétariat a présenté les autres études réalisées au cours du triennat afin de diversifier les approches de suivi pour collecter des données complémentaires sur la distribution et l'abondance des cétacés. Il s'agit notamment de rapports sur l'utilisation de campagnes multidisciplinaires, de technologies innovantes (drones) et de l'usage de ferries comme plateformes d'opportunité pour collecter des données.
155. En présentant le projet de Résolution 8.11 « Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS », le Secrétariat a souligné les différentes étapes entreprises pour développer le Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS (LTMP), en consultation avec le Bureau et le Comité Scientifique. En particulier, les recommandations du Groupe *ad hoc* qui a examiné les implications budgétaires et financières de la mise en œuvre du LTMP (ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc27) ont été soulignées.
156. Plusieurs Parties ont souligné l'importance de reproduire l'ASI dans le temps et ont exprimé leur soutien au LTMP à cet égard. Elles ont également souligné l'importance de la coordination régionale en vue de synchroniser les futures campagnes de suivi nationales qui pourraient contribuer aux prochaines campagnes à l'échelle du bassin.
157. La Réunion a examiné le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.10 « Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS » ([Annexe 13](#)).

7.2 – Structure des populations

158. La Secrétaire Exécutif a rappelé l'importance de la collecte de données sur la génétique des populations de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS et a souligné les principales activités développées au cours du triennat 2020-2022, notamment l'organisation d'un « Atelier de l'ACCOBAMS sur la collecte de données sur la génétique des populations de cétacés », tenu en septembre 2022, et le développement des « Meilleures Pratiques de l'ACCOBAMS relatives à la Génétique des Populations de Cétacés ».
159. Les expertes du Secrétariat, Mme Pauline Gauffier et Mme Anna Schleimer, ont présenté les résultats obtenus par la mise en œuvre des activités susmentionnées, en se référant aux documents ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf25 et ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf54. Elles ont notamment souligné l'identification des lacunes dans les connaissances et des priorités de recherche pour la génétique des

populations de cétacés, la création de bases de données des ressources disponibles en termes d'échantillons existants et d'installations de laboratoire appropriées, la compilation des meilleures pratiques basées sur les connaissances des experts, ainsi que la création d'une page spécifique sur le site Internet de l'ACCOBAMS (<https://accobams.org/fr/population-genetics/>) visant à promouvoir la diffusion d'informations pertinentes à toutes les parties prenantes et à encourager la collaboration en matière de recherche dans la zone de l'ACCOBAMS. Le travail effectué a été reflété dans le projet de Résolution 8.25 sur la « Génétique des Populations de Cétacés ».

160. La Réunion a examiné le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.11 « Génétique des Populations de Cétacés » ([Annexe 13](#)).

7.3 - Suivi du statut de conservation des espèces de cétacés

a) Liste Rouge de l'UICN

161. M. Simone Panigada, Président du Comité Scientifique, a présenté le projet de Résolution 8.12 sur le Statut des espèces de cétacés de la zone ACCOBAMS selon la Liste Rouge de l'UICN. Il a souligné les résultats de l'évaluation du statut de la Liste Rouge de l'UICN 2018-2021 et les changements survenus depuis les évaluations précédentes.
162. Le représentant de l'Ukraine a réitéré son inquiétude concernant le statut de trois espèces de dauphins en mer Noire, en raison des activités militaires, et a demandé le soutien des Parties pour traiter cette question, comme déjà souligné dans l'allocution d'ouverture de l'Ukraine présentée au Point III de l'ordre du jour.
163. Le représentant d'OceanCare a attiré l'attention sur les tendances négatives de l'état de conservation de plusieurs espèces, pointant que ces tendances appelaient clairement à une meilleure mise en œuvre de l'Accord ACCOBAMS.
164. La Réunion a révisé le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.12 « Statut des espèces de cétacés de la zone ACCOBAMS selon la Liste Rouge de l'UICN » ([Annexe 13](#)).

b) Plans régionaux

165. La Présidente a invité les représentants des Unités de Coordination Sous-Régionales de l'ACCOBAMS à fournir des mises à jour sur le développement des plans régionaux relatifs à la conservation des cétacés.
166. Mme Lobna Ben Nakhla, représentante du SPA/RAC, a informé de la préparation et de l'adoption de la dernière mise à jour du Plan d'Action pour la conservation des cétacés en Méditerranée dans le cadre de la Convention de Barcelone. Elle a rappelé que les plans d'action pour les espèces dans le cadre de la Convention de Barcelone constituent des stratégies régionales à moyen terme qui doivent être mises à jour tous les cinq ans, sur la base d'une évaluation de leur mise en œuvre aux niveaux régional et

national. Le premier Plan d'Action pour la conservation des cétacés en mer Méditerranée a été adopté par les Parties Contractantes à la Convention de Barcelone en 1991, puis révisé en 2016. La dernière mise à jour a été réalisée au cours de la période 2020-2021, en étroite collaboration avec l'ACCOBAMS. Ce plan a été adopté par la 22^{ème} Réunion des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone (Antalya, Türkiye, 2021). Des informations plus détaillées sont disponibles dans le document ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf28.

167. Mme Iryna Makarenko, représentante du BSC PS, a informé des obstacles dans le développement du Plan de Conservation des Cétacés de la mer Noire, qui ont empêché la conclusion et l'adoption de ce document.

c) Plans d'Action Nationaux

168. La Présidente a rappelé que les plans d'action nationaux sont des documents politiques spécifiques visant à soutenir la mise en œuvre de l'ACCOBAMS au niveau national et a invité les Parties à commenter le projet de Résolution 8.13 Plans d'Action Nationaux.
169. La Réunion a examiné le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.13 « Plans d'Action Nationaux » ([Annexe 13](#)).

d) Plans de Gestion de Conservation

170. M. Simone Panigada, Président du Comité Scientifique, a présenté le projet de Résolution 8.14 sur les « Plans de Gestion de Conservation ». A cet égard, il a particulièrement insisté sur le développement en cours de quatre CMP, concernant le rorqual commun, le dauphin de Risso, le dauphin commun et le grand dauphin et sur la nécessité d'un effort de collaboration pour finaliser ces documents. Il a également souligné la nécessité d'étendre les efforts à d'autres espèces, notamment le cachalot de Méditerranée, la baleine à bec de Cuvier de Méditerranée et les cétacés de mer Noire.
171. La Réunion a examiné le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.14 « Plans de Gestion de Conservation » ([Annexe 13](#)).

7.4 - Réseaux d'échouage fonctionnels et réponses aux situations d'urgence

172. La Secrétaire Exécutif a présenté la question des échouages comme étant l'une des priorités de la période triennale 2020-2022 et a expliqué que, conformément aux demandes de la MOP7, elle a été abordée par le biais de plusieurs actions clés liées à la formation aux nécropsies des mammifères marins, à la promotion de l'utilisation de nouvelles technologies pour développer la télé-nécropsie, à une étude sur le statut juridique des réseaux d'échouage dans certains pays de l'ACCOBAMS ainsi que la création d'un groupe d'experts ACCOBAMS sur les échouages pour aider en situation d'urgence (Task Force).

173. Les experts du Secrétariat, Thierry Jauniaux, Sandro Mazzariol et Etienne Levy, ont fourni des informations détaillées sur, respectivement, les ateliers sur les nécropsies pour former les experts biologistes et vétérinaires de l'ACCOBAMS à la collecte d'informations sur les menaces, la Task Force sur les échouages pour aider aux urgences et aux événements de mortalité inhabituels, en mer Noire en particulier, et une note sur la faisabilité des systèmes de télé-nécropsie.
174. Le représentant du Maroc a remercié ACCOBAMS pour les efforts déployés pour renforcer les capacités en matière de nécropsies et a réaffirmé l'intérêt du Maroc à se joindre aux efforts visant à développer davantage l'approche innovante des télé-nécropsies et devenir un pays pilote à cet égard.
175. La représentante de la Bulgarie a demandé que le groupe d'experts ACCOBAMS sur les échouages pour aider en situation d'urgence comprenne des experts de chacun des pays Parties de l'ACCOBAMS de mer Noire.
176. La Réunion a examiné le projet de Résolution qui a ensuite été adopté en tant que Résolution 8.15 « Réseaux d'échouage de cétacés » ([Annexe 13](#)).

7.5 - Interactions entre les activités de pêche / d'aquaculture et les cétacés

177. Le Secrétariat a souligné que le thème des « Interactions entre les cétacés et les activités de pêche » est devenu une partie importante des activités de l'ACCOBAMS au cours des dernières années, notamment grâce au soutien de la Fondation MAVA.
178. Le Secrétariat a fourni un aperçu des résultats du projet Déprédation mis en œuvre entre 2017 et 2022. Mis en œuvre avec la CGPM et le SPA/RAC, il a soutenu la surveillance des événements de déprédation, de la population de dauphins et des essais de mesures d'atténuation dans cinq sites de la mer Méditerranée. Les connaissances et l'expertise régionales sur cette question ont considérablement augmenté, grâce à des ateliers d'échange internationaux et à la publication de deux rapports de référence : une méthodologie standardisée pour collecter des données sur la déprédation et un Etat des lieux sur la déprédation dans la zone de l'ACCOBAMS, tous deux présentés à la Réunion par Joan Gonzalvo, Task Manager du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS.
179. Le Secrétariat a également présenté un aperçu du projet MedBycatch qui a été mis en œuvre dans cinq pays : Phase 1 (2017-2019) au Maroc, en Tunisie et en Türkiye ; et Phase 2 (2020-2022) dans les trois pays de la phase 1 auxquels s'ajoutent la Croatie et l'Italie. Pour assurer une approche harmonisée, le projet a été coordonné par un comité de pilotage, avec des activités mises en œuvre au niveau local par des Partenaires nationaux et des conseils techniques d'un comité scientifique. Au cours de la première phase, des équipes d'observateurs nationaux ont été formées et mobilisées pour travailler avec les pêcheurs à la collecte de données sur les captures accidentelles par le biais d'observations à bord et de questionnaires au port. Au cours de la deuxième phase, la collecte de données s'est poursuivie, en mettant l'accent sur l'essai de mesures d'atténuation de captures accidentelles. Dans le cadre du projet, une revue des données disponibles sur les captures accidentelles de cétacés dans les

bases de données d'échouage de la zone de l'ACCOBAMS a également été préparée, qui révèle l'intérêt des données d'échouage de cétacés pour obtenir des informations supplémentaires sur la situation des captures accidentelles.

180. Le Secrétariat a souligné que compte tenu de l'expérience concluante des projets MedBycatch et Déprédation, les partenaires régionaux et nationaux se sont engagés à maintenir la dynamique positive en s'appuyant sur ces réalisations, et à poursuivre leur collaboration dans le cadre de futurs projets. Des efforts sont maintenant entrepris pour identifier des sources potentielles de financement.
181. Mme Ayaka Ozturk, Co-Présidente du Groupe de Travail conjoint ACCOBAMS/ASCOBANS sur les Captures Accidentelles, a présenté le rapport du Groupe de Travail. Elle a souligné que la première réunion formelle du groupe s'est tenue en ligne entre le 10 et le 12 février 2021 et a émis une série de recommandations relatives à la surveillance et à la réduction des captures accidentelles.
182. Elle a également présenté des informations sur la situation critique en mer Noire concernant les captures accidentelles de marsouins communs. Elle a insisté sur la nécessité de prendre des mesures urgentes pour affiner les estimations de l'abondance des marsouins et des captures accidentelles, ainsi que des mesures pour réduire les niveaux de ces dernières.
183. La représentante de la Tunisie a remercié les Secrétariats de l'ACCOBAMS et de la CGPM ainsi que le SPA/RAC pour le soutien apporté depuis 2016 à l'équipe de recherche tunisienne dans le cadre du projet Déprédation financé par MAVA. Elle a également fait part de l'intérêt de son pays à poursuivre les travaux initiés, notamment pour évaluer l'efficacité dans le temps de certaines mesures d'atténuation telles que les dispositifs de dissuasion acoustique et pour explorer de nouvelles mesures telles que le renforcement des parties les plus vulnérables de la senne coulissante.
184. Joan Gonzalvo a présenté le projet de Résolution 8.16 sur les « Interactions entre les activités de pêche et les cétacés ».
185. La Réunion a examiné le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.16 « Interactions entre les activités de pêche et les cétacés » ([Annexe 13](#)).

7.6 - Bruit d'origine anthropique

186. Mme Sigrid Lueber, représentante d'OceanCare et Co-Présidente du Groupe de Travail conjoint CMS/ACCOBAMS/ASCOBANS sur le Bruit (JNWG), a présenté le Rapport du JNWG (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf42). Elle a informé de l'extension du JNWG avec 5 nouveaux membres et a souligné qu'un travail considérable a été réalisé au cours de la dernière période triennale, bien que certains sujets doivent encore être abordés à l'avenir, notamment le suivi des ateliers sur le sonar avec les forces navales, le développement de "zones calmes", l'aide à la préparation de l'étude sur l'étendue et la variabilité temporelle de l'habitat des espèces particulièrement vulnérables (par ex, *Ziphius cavirostris*), le soutien, sur demande, aux Parties dans l'établissement de registres nationaux du bruit

et la fourniture de conseils sur les décisions relatives au bruit sous-marin qui seront examinées par la COP14 de la CMS. Mme Lueber a conclu que le JNWG dispose d'un plan de travail ambitieux, mais que les divergences entre la charge de travail et les capacités empêchent de couvrir toutes les questions en temps voulu.

187. M. Johannes Mueller, représentant d'OceanCare, a présenté le Second Rapport sur les Hotspots du Bruit : Vue d'ensemble mise à jour des hotspots du bruit dans la zone de l'ACCOBAMS (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf43), qui a été préparé par OceanCare sur la base des données collectées par SINAY et en partenariat avec le Secrétariat de l'ACCOBAMS. Le rapport se concentre sur la mer Méditerranée et se base sur les données relatives au bruit impulsif, qui sont recueillies par différentes sources, y compris les Parties de l'ACCOBAMS, les Partenaires de l'ACCOBAMS et des recherches indépendantes. La préparation du rapport a été rendue difficile par l'accès limité aux données, leur disponibilité et leur fiabilité. Cependant, les données recueillies jusqu'à présent montrent qu'une grande partie de la mer Méditerranée est exposée à la pollution sonore sous-marine d'origine anthropique, avec des différences dans la distribution spatiale des activités génératrices de bruit impulsif. Il est également évident que des activités génératrices de bruits impulsifs ont eu lieu dans des Zones d'Importance pour les Mammifères Marins (IMMA), dans des Aires Spécialement Protégées d'Importance Méditerranéenne (SPAMI) et dans des Habitats Critiques pour les Cétacés (CCH) tels qu'identifiés par l'ACCOBAMS dans la Résolution 4.15. Il a également souligné que, contrairement au Premier Rapport sur les Hotspots, le deuxième rapport ne prend pas en compte les sources de bruit continu et qu'il ne considère pas non plus une liste complète des industries ou des activités où des études sismiques sont déployées. Les Parties à l'ACCOBAMS doivent garder à l'esprit que, en réponse à la guerre menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, et par effets de ricochet, il y a déjà des signes d'efforts accrus pour explorer les gisements de pétrole et de gaz, ce qui pourrait conduire à une augmentation des émissions sonores. Il a conclu que la mise à jour du rapport est un processus continu et que le prochain rapport devrait élargir son champ d'application, en se concentrant notamment sur le bruit généré par la navigation.
188. M. Alessio Maglio, Expert du Secrétariat, a présenté le Guide méthodologique v3.1 : orientation sur les mesures d'atténuation du bruit sous-marin (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf44), le Rapport final du projet QuietMED2 (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf45) et le Rapport d'avancement du projet QUIETSEAS (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf46).
189. Il a indiqué que le Guide méthodologique fournit des orientations pour la mise en œuvre de mesures opérationnelles visant à atténuer l'impact du bruit sous-marin généré par les activités humaines en mer. Il est destiné à être utilisé par l'industrie, les scientifiques, les régulateurs, les techniciens et les autres parties prenantes impliquées dans la gestion environnementale de ces activités. Le premier guide méthodologique a été publié en 2013, puis révisé respectivement en 2016 et 2019. Cette version 3.1 comprend l'annexe avec les formulaires pour les observateurs de mammifères marins et les opérateurs de surveillance acoustique passive à bord des navires sismiques et des mises à jour sur les technologies et les procédures d'atténuation. M. Maglio a également informé de la mise en œuvre de

deux projets financés par la DG Environnement de la Commission européenne dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive-cadre « Stratégie pour le Milieu Marin » (DCSMM) :

- L'objectif du projet QUIETMED2 (2019-2021) était de renforcer la coopération entre les États membres (EM) de la région de la mer Méditerranée pour mettre en œuvre le deuxième cycle de la Directive Marine et, en particulier, de les aider à préparer leurs rapports DCSMM, en mettant l'accent sur le descripteur sur le bruit pertinent pour le bon état écologique (BEE) : D11C1. La mise en œuvre du projet était un effort conjoint de 11 entités de 8 États membres de l'UE et de 3 organisations internationales : ACCOBAMS, SPA/RAC et le CIEM. M. Maglio a informé des principaux résultats concernant ACCOBAMS, y compris la définition d'un cadre d'évaluation basé sur le risque pour le bruit impulsif, le développement d'une méthodologie pour trouver des seuils pour l'évaluation du BEE lié au bruit, le développement d'un outil opérationnel pour soutenir la gestion des activités humaines générant une pollution sonore sous-marine impulsive liée à la conservation des cétacés à l'échelle régionale et l'augmentation de l'engagement des Parties et de la coopération régionale pour traiter du bruit sous-marin anthropique.
- Le projet QUIETSEAS en cours (2021- 2023) est un suivi du projet QUIETMED2. Il vise à renforcer la coopération entre les Etats Membres de l'UE de la région de la mer Méditerranée pour mettre en œuvre le troisième cycle de la Directive-cadre « Stratégie pour le Milieu Marin » et, en particulier, à soutenir les autorités compétentes et à renforcer la coopération et la collaboration dans les régions de la mer Méditerranée et de la mer Noire. Le projet est mis en œuvre en partenariat entre 10 entités, dont ACCOBAMS, le SPA/RAC et le CIEM.

190. Les représentants de l'IOGP se référant au document ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf42 ont souligné la reconnaissance par la 14^{ème} Réunion du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS de la limitation des données. A titre d'exemple, l'IOGP a souligné que les études sismiques, y compris celles utilisant des sparklers, ne sont pas seulement utilisées pour l'exploration des hydrocarbures, mais pour une large gamme d'objectifs, y compris les énergies à faible teneur en carbone, comme le développement de parcs éoliens offshore et les solutions d'atténuation du climat, principalement la capture et le stockage du carbone. L'IOGP a également souligné la confusion entre les emplacements des études sismiques et les blocs de licence pour l'exploration et le fait que les emplacements des études sismiques représentent une zone limitée, généralement moins de 10% du bloc d'exploration et que certaines de celles mentionnées dans le rapport n'ont en fait pas été réalisées.

191. M. Yanis Souami, représentant de SINAY et coprésident du JNWG, a présenté le projet de Résolution 8.17 « Bruit d'origine anthropique », soulignant qu'il reprend les résultats des travaux du JNWG. Il a également suggéré des amendements supplémentaires au projet, en particulier des dispositions qui accentuent le besoin d'améliorer la coopération entre ACCOBAMS et l'OMI, puisque la navigation commerciale représente l'une des principales sources de bruit sous-marin anthropique.

192. Se référant à l'ampleur des IMMA existantes et candidates, le représentant de l'IOGP a mis l'accent sur les défis stratégiques d'approvisionnement en énergie que cela représente pour les Parties et a souligné que le paragraphe 3 du projet de Résolution n'impose pas seulement des limites à l'exploration des hydrocarbures, mais aussi aux technologies des énergies renouvelables, y compris le développement de l'éolien offshore avec l'utilisation de sparkers, et aux solutions d'atténuation du changement climatique telles que la capture et le stockage du carbone (CCS).
193. La Réunion a examiné le projet de Résolution 8.17 qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.17 « Bruit d'origine anthropique » ([Annexe 13](#)).

7.7 – Collisions entre les navires et les cétacés

194. Le Président du Comité Scientifique a présenté le projet de Résolution 8.18 sur les collisions entre les navires et les cétacés, soulignant l'importance de poursuivre les efforts pour traiter la question des collisions avec les navires et a présenté les principaux éléments du projet de Résolution en soulignant qu'elle appelle à des efforts supplémentaires en matière de collecte de données, tant sur les cétacés que sur le trafic maritime, ainsi qu'à une communication et une coopération accrues avec toutes les parties prenantes, et à des mesures visant à atténuer l'impact négatif des collisions entre les navires et les espèces de cétacés concernées.
195. Se référant aux projets et initiatives en cours concernant la question des collisions entre les navires et les cétacés en mer Méditerranée, il a souligné que les dispositions du projet de Résolution sont de nature à faciliter leur mise en œuvre.
196. La Réunion a examiné le projet de Résolution, qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.18 « Collisions » ([Annexe 13](#)).
197. Le représentant de l'Italie a présenté la déclaration conjointe suivante de l'Espagne, de la France, de l'Italie et de Monaco concernant leur proposition conjointe à l'OMI pour la création d'une zone maritime particulièrement vulnérable (ZMPV) dans le nord du Bassin de la Méditerranée occidentale, et a invité les Parties à soutenir cette proposition¹ :

Proposition de ZMPV en Méditerranée Nord-Ouest : document d'information

Le risque de collision avec les navires des rorquals communs et des cachalots de la Méditerranée, deux espèces classées comme en danger par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), est très élevé dans le nord-ouest de la Méditerranée. Ce risque est dû à la fois à l'intensité du trafic maritime et à la concentration de ces deux espèces dans la région. Il a été estimé que le risque de collision dans cette zone spécifique est trois fois plus élevé que dans d'autres parties de la mer Méditerranée.

¹ Traduction par le Secrétariat de l'ACCOBAMS. La déclaration d'origine (en anglais) est présentée dans la version anglaise du rapport de la MOP8.

Compte tenu de ce qui précède, l'Espagne, la France, Monaco et l'Italie ont soumis à l'Organisation maritime internationale (OMI), le 8 septembre 2022, un document demandant la désignation d'une zone maritime particulièrement vulnérable (ZMPV) dans le nord-ouest de la Méditerranée. Le document propose l'établissement d'une ZMPV dans une zone bien définie s'étendant des eaux espagnoles (couvrant l'aire marine protégée du Corridor espagnol de migration des cétacés) aux eaux italiennes (mer Ligure), y compris le littoral méditerranéen français et monégasque, englobant l'ensemble du Sanctuaire Pelagos.

Le document devrait être discuté lors de la 79^{ème} session du Comité de la protection du milieu marin (MEPC) de l'OMI (Londres, 12-16 décembre 2022), le mardi 13 décembre, et est déjà disponible pour consultation sur le site web de l'OMI (IMODOCS) sous le document MEPC 79/10. Afin de recueillir le soutien nécessaire des Pays et de faciliter le consensus général du Comité, il est rappelé que la mise en place de la ZMPV :

- aura un impact économique très faible en raison de la nature volontaire des mesures proposées (établissement d'une distance de sécurité appropriée et adoption d'une vitesse de sécurité en présence de cétacés, signalement des collisions avec des cétacés, diffusion d'informations et utilisation de jumelles infrarouges pour faciliter la détection pendant les heures de nuit) ;
- améliorera sensiblement la protection des cétacés contre le risque de collision ainsi que contre la pollution générée par les navires dans cette zone d'importance critique pour les cétacés de grande et moyenne taille.
- contribuera aux objectifs de l'OMI en matière de réduction des gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques par des mesures volontaires de réduction de vitesse.

Le soutien de votre pays au MEPC-79 est crucial, au moins comme approche de non-objection à l'établissement de la ZMPV !

Plus d'information:

<https://www.imo.org/en/OurWork/Environment/Pages/PSSAs.aspx>

<https://imohq.exposure.co/protecting-vulnerable-seas-from-shipping-and-marine-pollution>

198. Le représentant d'OceanCare, s'exprimant au nom d'OceanCare et du Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), a souligné que les deux organisations apprécient le projet de Résolution 8.18 sur les collisions et que les efforts déployés pour traiter cette question, en particulier en Méditerranée, afin de réduire le risque de collision, sont certainement l'un des domaines dans lesquels des progrès significatifs ont été réalisés au cours des derniers mois, notamment grâce à l'engagement de certains acteurs majeurs du secteur de la navigation en réaction à l'appel à éviter de naviguer dans l'habitat principal des cachalots de la Méditerranée orientale, en particulier dans la Fosse Hellénique. Il a rappelé que les cachalots de Méditerranée sont en danger et que la population de la Méditerranée orientale ne compte qu'environ 200 animaux et que les collisions avec les navires sont la principale cause de mortalité de cette espèce dans cette région.

199. Il a ajouté qu'en janvier 2022, l'une des plus grandes compagnies maritimes du monde a annoncé publiquement qu'elle allait modifier son itinéraire conformément à la proposition d'une coalition composée de l'IFAW, d'OceanCare, de l'Institut de recherche sur les Cétacés Pelagos et du WWF Grèce. De même, l'Association des armateurs allemands (VDR) a exhorté tous ses membres (environ 150 compagnies maritimes) à modifier leur itinéraire en conséquence et, en octobre 2022, la Chambre Internationale de la Marine Marchande (ICS) a communiqué le conseil de réacheminement de la VDR comme un exemple à suivre et a recommandé à ses membres internationaux de faire de même.
200. Il a informé la Réunion du succès du développement du premier observatoire acoustique en temps réel pour la localisation des cachalots par des scientifiques grecs, soulignant que l'engagement continu des scientifiques et des institutions de recherche dans d'autres régions est la preuve des progrès réalisés pour développer des mesures complémentaires. Il a déclaré que les deux organisations apprécient l'initiative prise par les quatre pays – Espagne, France, Italie et Monaco - d'établir une Zone Maritime Particulièrement Vulnérable (ZMPV) sous l'égide de l'OMI dans le Nord-Ouest de la Méditerranée. En conclusion, il a souligné que l'un des éléments essentiels reflétant ce progrès est la reconnaissance de l'important travail entrepris par le Comité Scientifique et de nombreux scientifiques et ONG spécialisés dans la conservation dans la zone de l'Accord, lorsque, par exemple, ils identifient les Aires d'Importance pour les Mammifères Marins et les Habitats Critiques, étudient les populations régionales et s'engagent dans des activités orientées vers des solutions.

7.8 – Observation des cétacés

201. La Vice-présidente du Comité Scientifique, au nom du Groupe de Travail sur l'observation des cétacés, a présenté les résultats d'une étude visant à identifier les points chauds des activités d'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS. Cette étude a été préparée en suivant un processus en deux étapes définies avec le Groupe de Travail. La Phase 1 sur le statut des activités WW et des réglementations a été menée par le biais d'un questionnaire et les résultats montrent que si 50% des pays de la zone de l'ACCOBAMS ont déclaré avoir une définition légale du whale watching commercial, seulement 20% ont des réglementations légalement applicables en place, et seulement 8% ont mis en place une licence officielle pour les activités de whale watching. Dans les sept pays où l'observation commerciale des cétacés est pratiquée, davantage de données ont été collectées au cours de la Phase 2 afin de fournir des cartes avec une estimation de l'effort (nombre d'heures de WW par ports) et de la portée géographique de la pression en mer. Des recommandations de gestion et de poursuite de la recherche ont été fournies.
202. Elle a en outre présenté le projet de Résolution 8.19 relatif aux « Activités commerciales d'observation des cétacés dans la zone ACCOBAMS », qui a été révisé par la Réunion, et adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.19 « Activités commerciales d'observation des cétacés dans la zone ACCOBAMS » ([Annexe 13](#)).

7.9 – Déchets marins et pollution chimique & biologique

203. La Présidente a rappelé que les déchets marins et la pollution chimique sont des menaces majeures pour le bien-être, la biologie et l'écologie de la faune marine, en particulier les cétacés, qui sont blessés ou tués en raison de l'ingestion de déchets marins, de l'enchevêtrement et des effets toxiques chimiques. Elle a souligné qu'au cours de la période 2020-2022, le Secrétariat a collaboré avec des chercheurs de l'Université de Sienna, y compris le Task Manager sur les déchets marins et la pollution chimique/biologique du Comité Scientifique, pour développer des documents de référence sur ces questions dans la zone de l'ACCOBAMS.
204. Mme Cristina Fossi et Mme Cristina Panti ont présenté des informations sur :
- L'étude des hotspots d'interactions entre les cétacés et les déchets marins dans la zone de l'ACCOBAMS (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf49) dont le principal objectif est de décrire les connaissances actuelles sur les interactions entre les cétacés et les déchets marins dans la zone de l'ACCOBAMS et les hotspots d'accumulation qui peuvent menacer les espèces de cétacés. La recherche bibliographique a été effectuée en tenant compte principalement des articles évalués par les pairs, mais aussi des rapports de projets sur ces questions et de la littérature grise. Une vue d'ensemble des projets et initiatives pertinents qui traitent de la contamination par les déchets marins dans la région méditerranéenne est listée dans l'Annexe 1 du document d'information, tandis que les publications les plus pertinentes sur l'interaction des déchets marins avec les cétacés et sur les modèles de déchets marins dans la zone de l'ACCOBAMS sont rapportées dans l'Annexe 2 du document.
 - La revue bibliographique sur l'impact de la pollution chimique sur les cétacés, comportant l'identification de projets de recherche *ad hoc* visant à évaluer la pollution chimique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf50). Son objectif principal est de décrire les résultats concernant l'impact de la pollution chimique sur les cétacés au cours des 30 dernières années, y compris l'identification de projets de recherche *ad hoc* visant à évaluer la pollution chimique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS. L'analyse de la littérature existante a permis d'identifier les priorités et les lacunes dans les connaissances au sein de la zone de l'ACCOBAMS en relation avec le stress lié à la pollution et aux produits chimiques sur les populations de cétacés.
 - Les lignes directrices sur les meilleures pratiques pour évaluer l'impact de la pollution chimique sur les cétacés / pour mesurer la contamination chimique chez les cétacés (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf51), dont la méthodologie suit les méthodes décrites dans la littérature basée sur le travail des organismes compétents tels que la CBI et ACCOBAMS/ASCOBANS, pour le suivi des contaminants chimiques et des micros et macro déchets ingérés par les mammifères marins, y compris les avancées récentes dans ce domaine dans le cadre de plusieurs projets axés sur cette question comme le projet Interreg Med Plastic Busters MPAs.
205. La Présidente a remercié les expertes pour le travail impressionnant réalisé.

206. La Réunion a ensuite révisé le projet de Résolution 8.20, qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.20 « Déchets marins et pollution chimique » ([Annexe 13](#)).

7.10 - Questions liées à la captivité

207. La Secrétaire Exécutif a informé que lors de sa 13^{ème} Réunion, le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS a considéré la création d'un groupe de travail pour soutenir le développement d'un document de référence sur les structures en milieu semi-fermé et la création d'un Comité Consultatif composé d'experts de premier plan dans les domaines concernés. Les Termes de Référence pour un Comité Consultatif ACCOBAMS sur les structures en milieu semi-fermé ont été préparés (ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc29).
208. La Réunion a pris note des Termes de Référence pour un Comité Consultatif sur les structures en milieu semi-fermé qui sera établi sous la responsabilité du Comité Scientifique.

7.11 - Mesures de gestion spatiale pour la conservation des cétacés

209. Mme Léa David, Task Manager sur les Aires Protégées pour les Cétacés du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS, a présenté le projet de Résolution 8.21 sur les « Habitats Critiques pour les Cétacés (CCH) ».
210. Le projet de Résolution a été préparé en tenant compte des recommandations issues de l'Atelier sur les Habitats Critiques pour les Cétacés (CCH), tenu en mars 2022. Son objectif est de mettre à jour et d'identifier les CCH en détectant les zones prioritaires pour mettre en œuvre des actions susceptibles d'atténuer les menaces connues, et en même temps de continuer à mettre en œuvre des mesures de conservation et de gestion dans les CCH existants.
211. Se référant au projet de Résolution 8.21, les représentants de la Türkiye et de la Grèce ont fait les déclarations figurant à [l'Annexe 14](#) du présent rapport.
212. Le représentant de l'Italie a exprimé des préoccupations concernant le cadre juridique et la solidité scientifique du mécanisme proposé dans cette résolution et a souligné la position de l'Italie selon laquelle ce n'est pas le moment d'accepter le projet de résolution proposé.
213. Suite à la proposition de l'Italie, qui a été soutenue par le Président du Comité Scientifique, la Réunion a convenu de retirer le projet de Résolution 8.21 et a demandé au Comité Scientifique d'accorder une attention particulière aux mesures proposées, en tenant compte des mécanismes et outils déjà existants liés à la conservation des cétacés par zone.

7.12 - Science Citoyenne

214. La Secrétaire Exécutif a présenté le projet de Résolution 8.22 sur la « Science citoyenne », soulignant l'importance de cette dernière, notamment pour la sensibilisation à la conservation des cétacés.
215. La Réunion a examiné le projet de Résolution qui a été adopté ultérieurement en tant que Résolution 8.21 « Science citoyenne » ([Annexe 13](#)).

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR – QUESTIONS DIVERSES

216. Le représentant de l'Ukraine a fait la déclaration figurant à [l'Annexe 15](#) du présent rapport et a invité les Parties à soutenir cette déclaration.
217. Se référant à la déclaration faite par le représentant de l'Ukraine, le représentant de la France, au nom des délégations des Etats Membres de l'UE qui sont aussi Parties à l'ACCOBAMS et de la Principauté de Monaco, a fait la déclaration figurant à [l'Annexe 16](#) du présent rapport. La Géorgie a soutenu la déclaration faite par l'Ukraine.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR – DATE ET LIEU DE LA NEUVIEME REUNION DES PARTIES

218. La Présidente a rappelé qu'il était d'usage que les Parties offrent ou annoncent leur intention d'envisager la possibilité d'accueillir la prochaine Réunion des Parties. Le Secrétariat a indiqué qu'il avait contacté les pays à ce sujet, mais que jusqu'à présent, aucune proposition n'avait été faite au Secrétariat sur cette question.
219. La Réunion a demandé au Secrétariat de poursuivre les contacts avec les pays de l'ACCOBAMS afin de définir, en consultation avec le Bureau, le lieu et la date de la prochaine Réunion des Parties, qui devrait se tenir en 2025. En cas d'absence de propositions d'ici la fin de 2023, il est prévu que la Réunion se tienne à Monaco.
220. Le Secrétariat a révisé le projet de Résolution correspondant, qui a ensuite été adopté comme Résolution 8.22 ([Annexe 13](#)).

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR – ADOPTION DES RESOLUTIONS

221. Suite aux travaux de la Réunion, les Parties à l'ACCOBAMS ont adopté les Résolutions suivantes :

Résolution 8.1	Octroi du droit de vote
Résolution 8.2	Programme de Travail et Budget pour le triennat 2023-2025
Résolution 8.3	Comité Scientifique pour le triennat 2023-2025
Résolution 8.4	Procédure pour les projets soumis à un soutien institutionnel

Résolution 8.5	Procédure de l'appel à propositions ACCOBAMS pour les projets financés par le Fonds Additionnel de Conservation
Résolution 8.6	Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS 2023-2028
Résolution 8.7	NETCCOBAMS
Résolution 8.8	Procédure de Suivi des Obligations
Résolution 8.9	Filets maillants dérivants
Résolution 8.10	Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS
Résolution 8.11	Génétique des Populations de Cétacés
Résolution 8.12	Statut des espèces de cétacés de la zone ACCOBAMS selon la Liste Rouge de l'UICN
Résolution 8.13	Plans d'Action Nationaux
Résolution 8.14	Plans de Gestion de Conservation
Résolution 8.15	Réseaux d'Echouage de Cétacés
Résolution 8.16	Interactions entre les activités de pêche et les cétacés
Résolution 8.17	Bruit d'origine anthropique
Résolution 8.18	Collisions
Résolution 8.19	Activités commerciales d'observation de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS
Résolution 8.20	Déchets marins et pollution chimique
Résolution 8.21	Science Citoyenne
Résolution 8.22	Date et lieu de la Neuvième session de la Réunion des Parties
Résolution 8.23	Hommage aux organisateurs

222. Ces Résolutions ont été adoptées par consensus. Cependant, puisqu'il n'y a pas eu de consensus sur l'adoption des Résolutions 8.12 et 8.17, un processus de vote par appel nominal a été mené dont les résultats ont été les suivant :

Votes pour l'adoption de la Résolution 8.12 :

- En faveur de l'adoption : Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Géorgie, Grèce, Italie, Malte, Monaco, Monténégro, Portugal, Roumanie et Ukraine ;
- Contre l'adoption : Maroc et Tunisie ;
- Abstention : Liban, Libye et Türkiye ;
- Non présent dans la salle : Slovaquie.

Votes pour l'adoption de la Résolution 8.17 :

- En faveur de l'adoption : Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Monaco, Monténégro, Portugal, Roumanie et Ukraine ;
- Contre l'adoption : Tunisie ;
- Abstention : Libye, Maroc et Türkiye ;
- Non présents dans la salle : Géorgie et Slovaquie.

223. Les représentants du Maroc et de la Tunisie ont souligné que leurs délégations n'avaient pas de mandat pour adopter les Résolutions 8.12 et 8.17 car elles comportent des dispositions dont la portée va au-delà de la conservation des cétacés et de l'environnement marin qui sont les objectifs principaux de l'ACCOBAMS.
224. Les participants ont tenu à rendre hommage à Malte, en tant qu'organisateur de la Huitième Réunion des Parties à l'ACCOBAMS, et ont adopté à cet effet la Résolution 8.23 ([Annexe 13](#)).

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR – ADOPTION DU RAPPORT DE LA REUNION

225. La Réunion a examiné le projet de rapport préparé par le Secrétariat et l'a adopté tel qu'amendé.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR – CLOTURE DE LA REUNION

226. Après avoir échangé les civilités d'usage, la Présidente a levé la séance à 18h00, le vendredi 2 décembre 2022.

ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE I - LISTE DES PARTICIPANTS	44
ANNEXE II - ALLOCUTIONS DE BIENVENUE.....	59
ANNEXE III - REGLEMENT INTERIEUR DE LA REUNION DES PARTIES	69
ANNEXE IV - ORDRE DU JOUR.....	81
ANNEXE V - ALLOCUTIONS D'OUVERTURE	83
ANNEXE VI - RAPPORT DU DEPOSITAIRE ET STATUT DES RATIFICATIONS	98
ANNEXE VII - RAPPORT DU BUREAU	101
ANNEXE VIII - RAPPORT DU SECRETARIAT	108
ANNEXE IX - RAPPORT DU COMITE SCIENTIFIQUE ET DE SES GROUPES DE TRAVAIL	152
ANNEXE X - RAPPORT DE L'UNITE DE COORDINATION SOUS-REGIONALE POUR LA MER NOIRE.....	192
ANNEXE XI - RAPPORT DE L'UNITE DE COORDINATION SOUS-REGIONALE POUR LA MEDITERRANEE	194
ANNEXE XII - RAPPORT DU COMITÉ DE SUIVI DES OBLIGATIONS DE L'ACCOBAMS	199
ANNEXE XIII - RESOLUTIONS.....	205
ANNEXE XIV - DECLARATIONS DE LA TÜRKIYE ET DE LA GREECE CONCERNANT LE PROJET DE RESOLUTION SUR LES HABITATS CRITIQUES POUR LES CETACES.....	361
ANNEXE XV – DECLARATION DE L'UKRAINE	364
ANNEXE XVI - DÉCLARATION DE LA FRANCE AU NOM DES ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE QUI SONT PARTIES À L'ACCOBAMS, À SAVOIR : LA BULGARIE, CHYPRE, L'ESPAGNE, LA GRÈCE, L'ITALIE, MALTE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE ET LA SLOVÉNIE, AINSI QUE DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO	365

ANNEXE I - LISTE DES PARTICIPANTS

PARTIES

BULGARIE

CHAKAROVA Dimitrina

Executive Agency for Fisheries and Aquaculture (EAFA)
Chief Expert
Directorate "Management of Fisheries and Conservation of Fish Resources"
Aleksandar Batenberg No 1
8000 Burgas
Tel: +359 5687 6077
dimitrina.chakarova@iara.government.bg

VELINA Yana

Ministry of Environment and Water
Chief Expert
National Nature Protection Service
"Knyagina Maria Luiza" Blvd № 22
1000 Sofia
Tel: +359 2940 6128
yavelina@moew.government.bg

CHYPRE

VASILIADES Lavrentios

Fisheries and Marine Research Officer
Marine Environment Division (MED)
Department of Fisheries & Marine Research (DFMR)
Ministry of Agriculture, Rural Development and Environment
101 Bethlehem str., 2033 Strovolos, Nicosia
Tel: 00357 22807858
lvasiliades@dfmr.moa.gov.cy

ESPAGNE

GARCIA-BELLIDO CAPDEVILA Elvira

Ministry for Ecological Transition and Demographic Challenge
SG de Biodiversidad Terrestre y Marina
DG de Biodiversidad, Bosques y Desertificación
Pza de San Juan de la Cruz
10 Madrid
Tel: +34 91 597 6579
Emgbellido@miteco.es

H.E. MURIEL José María

Ambassador of Spain
Ministry of Foreign Affairs, European Union and Cooperation
Whitehall Mansions
Ta' Xbiex Seafront
Ta' Xbiex XBX 1026, Malta
Tel: +356 2131 7365
emb.valletta@maec.es

FRANCE**EXPERT Florian**

Chargé de mission espèces marines
 Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
 Bureau de l'évaluation et de la protection des milieux marins
 Tour Séquoïa, 1 place Carpeaux
 92800 Puteaux
 Tel : +33 (0)140813209
florian.expert@developpement-durable.gouv.fr

SZLEPER Vincent

Adjoint à la Sous-Directrice
 Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
 Sous-direction de de la protection et de la restauration des écosystèmes littoraux
 Tour Séquoïa, 1 place Carpeaux
 92800 Puteaux
 Tel : +33 (0)140813217
vincent.szleper@developpement-durable.gouv.fr

GEORGIE**TABAGARI Sergo**

Ministry of Environmental Protection and Agriculture of Georgia
 Second Category Senior Specialist
 Department of Biodiversity and Forestry
 N6 Marshal Gelovani Ave.
 0119 Tbilisi
 Tel: +995 555 28 82 28
Sergo.tabgari@mepa.gov.ge

GRÈCE**DIMOPOULOS Konstantinos**

Hellenic Ministry of Environment & Energy
 General Director of Environmental Policy
 147 Patission Str, 112 51 Athens, GREECE
 Tel: +30 210 8646192
k.dimopoulos@prv.ypeka.gr
dimopoulosmail@yahoo.gr

NIKOKAVOURAS Charilaos

Hellenic Ministry of Environment & Energy
 General Directorate of Environmental Policy
 Directorate of Natural Environment Management and Biodiversity
 147 Patission Str
 112 51 Athens
 Tel: +30 210 8645125
c.nikokavouras@prv.ypeka.gr

ITALIE**FALOVO Clelia**

Ministry for Environment and Energy Security
 General Direction for the Natural Heritage and Sea (DG PNM)
 Via Cristoforo Colombo, 44
 00100 Rome
 Tel: +39 06 5722 8205
Falovo.Clelia@mite.gov.it

FORTUNA Caterina

Senior Researcher
 Italian National Institute of Environmental Protection and Research
 via Vitaliano Brancati 60
 00144 Rome
 Tel: +39 349 7344094
caterina.fortuna@isprambiente.it

MONTANARO Oliviero

General Director
 Ministry for Environment and Energy Security
 General Direction for the Natural Heritage and Sea (DG PNM)
 Via Cristoforo Colombo, 44
 00100 Rome
 Tel: +39 (0)6/57 22 34 01
PNM-UDG@mite.gov.it, montanaro.oliviero@mite.gov.it

SARTORI Silvia

Officer
 Ministry for Environment and Energy Security
 General Direction for the Natural Heritage and Sea (DG PNM)
 Via Cristoforo Colombo, 44
 00100 Rome
 Tel: +39 0657228285
sartori.silvia@mite.gov.it

LIBAN**FAKRI Milad**

National Council for Scientific Research
 Director and Research Director
 National Centre for Marine Sciences
 Haret Sakher
 189 Jounieh
 Tel: +961 993 4763
milosman@cnrs.edu.lb

LIBYE**SAIED Almokhtar**

Director
 Environment and Sustainable Development Department
 National Council for Civil Liberties and Human Rights
 Tripoli - LIBYA
 Tel: + 218 91 455 96 15
mok405@yahoo.com

MALTE**CORDINA BORG Claire**

Deputy Director Environment & Resources
 Director's Office
 Environment and Resources Authority
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441
claire.cordina-borg@era.org.mt

GAMBIN Marie Thérèse

Unit Manager Thematic
 Environment & Resources Authority
 Biodiversity & Water
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441
 Tel: +356 22923659
marie-therese.gambin@era.org.mt

RIZZO Miraine

Environment & Resources Authority
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441
 Tel.: +356 2292 3663
miraine.rizzo@era.org.mt

STEVENS Darrin

Deputy Director
 Environment & Resources Authority
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441
 Tel: +356 2292 3519
darrin.stevens@era.org.mt

TABONE Luke

Environment and Resources Authority (ERA)
 Biodiversity & Water Unit
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441
 Tel: +356 2292 3681
luke.tabone@era.org.mt

TESI Aurora

Ministry for the Environment, Energy and Enterprise (MEEE)
 6 Qormi Road
 St. Venera, SVR1302
 Tel: +356 2331 6250
aurora.tesi.1@gov.mt

MAROC**LOUDRHIRI Abdelali**

Département des Pêches Maritimes
 Direction de la Stratégie et de la Coopération (DSC)
 BP 476, Agdal. Rabat. Maroc
 Tel/Fax: +212 537 688 277
loudrhiri@mpm.gov.ma

MONACO**ROSABRUNETTO Isabelle**

Département (Ministère) des Relations Extérieures et de la Coopération
 Directeur Général
 Place de la Visitation
 98000 Monaco
 Tel: +377 9898 8818
irosabrunetto@gouv.mc

MONTÉNÉGRO**BULATOVIĆ Đurđina**

Ministry of Ecology, Spatial Planning and Urbanism
 IV Proleterske brigade br. 19
 81000 Podgorica
 Tel: +382 20 44 63 88
bulatovicdjina@gmail.com

PORTUGAL**SEQUEIRA Marina**

Institute for Nature Conservation and Forestry
 Biologist
 Nature Conservation and Biodiversity
 Av. da República, 16 – 16B
 1050-191 Lisboa
 Tel: +351 213 507 900
marina.sequeira@icnf.pt

ROUMANIE**MIAUTA Nela**

Senior advisor
 Ministry of Environment, Waters and Forests
 General Directorate for Biodiversity
 12 Libertatii Avenue, Bucharest
 Tel: +40 21 4089545 / +40 75 4231517
nela.miauta@mmediu.ro

SLOVÉNIE**BIBIC Andrej**

Senior expert
 Ministry of the Environment and Spatial Planning
 Nature Conservation Division
 Dunajska 47
 1000 Ljubljana
 Tel: +386 30 451 387
andrej.bibic@gov.si

TUNISIE**HAYOUNI Dhekra**

Ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche
 Chef de service / Ingénieur en chef
 Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture
 Rue Alain Savary
 1003 Tunis
 Tel: + 216 20 10 856
hayouni.dhekra@gmail.com

TÜRKİYE**ALTIPARMAK Aybars**

Specialist

Ministry of Agriculture and Forestry

Department on Nature Conservation

Sogutozu cad. 14/e sogutozu

06530 Ankara

Tel: +903122075920

aybars.altiparmak@tarimorman.gov.tr**ŞAHİN Hatice**

Ministry of Agriculture and Forestry

Expert

General Directorate of Nature Conservation and National Parks

Tarım ve Orman Bakanlığı, Beştepe Mahallesi, Alparslan Türkeş Caddesi No:71

06560 Ankara

Tel: +90 3122 0761 39

haticesahin@tarimorman.gov.tr**ULU Fahrettin**

Chairman/Head of İstanbul District

Büyükdere Cad. Fatih Orman Kamps. No:265

Sarıyer/ İSTANBUL

Tel: +90 (212) 262 57 56

fahrettinulu@gmail.com**UKRAINE****ARUSTAMIAN Eduard**

Ministry of Environmental Protection and Natural Resources of Ukraine

Director

Department of Nature Reserve Fund and Biodiversity

Mytropolyta Vasylya Lypkivskogo str., 35

03035 Kiev

Tel: +380 672093388

eduardmxia@gmail.com**SYDIACHENKO Vadym**

Counselor

Ministry of Foreign Affairs

Department of Economic Diplomacy

1, Mykhailivska Sq

03035 Kiev

Tel: +380 994478841

Vadym.sydiachenko@mfa.gov.ua, Vadym.ukraine@gmail.com

NON-PARTIES

ISRAEL**RYBAK Olga**

Israel Nature and Parks Authority

Alexander stream national park

Beit Yannai Beach

Tel: +972 509933074

israelseaturtle@npa.org.il

UNITÉ DE COORDINATION SOUS RÉGIONALE POUR LA MER NOIRE

MAKARENKO Iryna**Commission pour la Protection de la Mer Noire contre la Pollution**

Permanent Secretariat

Pollution Monitoring & Assessment Officer

Maslak Mh., Buyukdere Cd., 265, Sariyer

34398 Istanbul Türkiye

Tel : +905333936225

irina.makarenko@blacksea-commission.org

UNITÉ DE COORDINATION SOUS RÉGIONALE POUR LA MÉDITERRANÉE

BEN NAKHLA Lobna**Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées**

Chargée de Programme

Bd. Du Leader Yasser Arafat B.P. 337

1080 Tunis cedex - Tunisie

Tel: +216 71 206485

lobna.bennakhla@spa-rac.org

COMITÉ SCIENTIFIQUE DE L'ACCOBAMS

DAVID Léa**Vice-Président / Task Manager Aires Protégées pour les Cétacés**

EcoOcéan Institut

Chargée de mission

18 rue des Hospices

34090 Montpellier, France

Tel : +33 4 67 84 28 87

lea.david2@wanadoo.fr**PANIGADA Simone****Président**

Tethys Research Institute

Viale G.B. Gadio 2

20121 Milan, Italy

panigada69@gmail.com

COMITÉ DE SUIVI DES OBLIGATIONS DE L'ACCOBAMS

TAI Imane**Président**

Biologist

Institut National de Recherche Halieutique

2, Boulevard Sidi Abderrahmane

Corniche Casablanca 20180 - Maroc

Tel: +212522397385

tai@inrh.ma taiimane.it@gmail.com

ORGANISATIONS INTERGOVERNMENTALES

Accord PELAGOS

FAVILLI Costanza

Secrétaire Exécutif
Tour Odéon B1 – 36, avenue de l'Annonciade
MC - 98000 Monaco
Tel : +377 92 16 11 55
cfavilli@pelagossanctuary.org

Accord RAMOGE

CHAMPION Florent

36 Av de l'Annonciade
98000 Monaco
Tel : +377 9898 4229
flchampion@gouv.mc

COMMISSION EUROPÉENNE

WILES Bianca

Assistante Réglementation - Méditerranée et mer Noire
Rue Joseph II 99
1000, Brussels Belgium
Tel: +32 229 69425
bianca.wiles@ec.europa.eu

PNUE / PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE - CONVENTION DE BARCELONE

ANTONIADIS Stavros

Associate Administrative Officer
48, Vassileos Konstantinou Ave., 11635 Athens, Greece
Tel.: +30 210 7273100
stavros.antoniadis@un.org

PNUE / CONVENTION SUR LES ESPECES MIGRATRICES (CMS)

VIRTUE Melanie

Head Aquatic Species
Platz der Vereinten Nationen 1
53115 Bonn GERMANY
Tel : +49 228 815 2462
melanie.virtue@un.org

PNUE / CMS / ASCOBANS

RENELL Jenny

ASCOBANS Secretariat
Platz der Vereinten Nationen 1
53115 Bonn GERMANY
Tel: +49 228 815 2418
jenny.renell@un.org

REMPEC

LAUWERS Franck

Administrateur de Programme (Prévention)
Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle
Sa Maison Hill
Floriana FRN 1613 -Malta
Tel: +356 21 337 296
flauwers@rempec.org

PARTENAIRES DE L'ACCOBAMS ET AUTRES OBSERVATEURS

ALNITAK

SANCHEZ Alexander

Calle Nalon 16
Hoyo de Manzanares
28424 Madrid - Spain
Tel: +34649488621
alexanders2311@gmail.com

ARCHIPELAGOS INSTITUTE OF MARINE CONSERVATION

TINTORE Beatriz

Project Manager of the Marine Mammal and Terrestrial Research Department
P.O Box 42, Pythagorio
83103, Samos - Greece
Tel: +34648833815
b.tintore@archipelago.gr

ECOMARINE MALTA

PATTI Patrizia

Triq NICOLO Isouard 18
OAKFIELDS Flat 4 – MST 1135 Mosta
Tel: +356 77 03 93 56
Patrizia@ecomarinemalta.com.mt

ECOOCEAN INSTITUT

DAVID Léa

18 rue des Hospices
34090 Montpellier, France
Tel : + 33 4 67 84 28 87
lea.david2@wanadoo.fr

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF OIL AND GAS PRODUCERS (IOGP)

BARTHELEMY David

HSE Regulations - EP / Environment Delegate
Tour Michelet, Tour A - 0829
24 Cours Michelet, 92069 Paris La Défense France
Tel: +33 (0) 1 47 44 8301
david.barthelemy@totalenergies.com

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF OIL AND GAS PRODUCERS (IOGP)

COMPTON Ross

Member
City Tower, 40 Basinghall St,
EC2V 5DE London, United Kingdom
Tel: +44 (0)7761 484229
rcompton@energeoalliance.org

INTERNATIONAL FUND FOR ANIMAL WELFARE

XYDIAS Alexandros

Shipping Outreach Coordinator
1 Boulevard Charlemagne, Bte. 72
B-1041 Brussels - Belgium
Tel: +30 6957595399
axydias@ifaw.org

MARINE MAMMALS RESEARCH ASSOCIATION (DMAD)**AKKAYA Aylin**

Deniz Memelileri Araştırma Derneği (DMAD)

19 Mayıs Mahallesi, Kaptan Arif sokak

Mehtap Apt. No:54, Dukkan:20 1/1A,

Kadikoy/İstanbul TÜRKİYE

Tel: +38260024849

aakkaya@dmad.org.tr**NATURE TRUST FEE MALTA****ATTARD Vincent**

Executive President

Wied Ghollieqa Env Centre

University of Malta Campus

MSD Msida - Malta

Tel: +356 21313159

vincent@naturetrustmalta.org**NATURE TRUST FEE MALTA****GRUPPETTA Anthony**

Veterinarian

Wildlife Rescue

Wied Ghollieqa Env Centre

University of Malta Campus

MSD Msida - Malta

Tel: +356 99900770

anthony.s.gruppeta@hotmail.com**OCEANCARE****ENTRUP Nicolas**

Director International Relations

Gerbestrasse 6

CH-8820 Wädenswil - Switzerland

Tel: + 43 660 211 9963

nentrup@oceancare.org**OCEANCARE****LÜEBER Sigrid**

President & Co-Chair JNWG

Gerbestrasse 6

CH-8820 Wädenswil - Switzerland

Tel: +41 447806688

slueber@oceancare.org**OCEANCARE****MÜLLER Johannes-Alexander**

Ocean Policy Expert

Gerbestrasse 6

CH-8820 Wädenswil - Switzerland

Tel: +49 15789 795147

jmueller@oceancare.org**SINAY****SOUAMI Yanis**

CEO & Co-Chair JNWG

14 Rue Alfred Kastler

14000 Caen - France

Tel: +33 250011550

Yanis.souami@sinay.fr

TETHYS RESEARCH INSTITUTE

GONZALVO Joan

Gessamí 3, 17118 Cruïlles

Girona - Spain

Tel: +34 932197029

Joan.gonzalvo@gmail.com

UNIVERSITY OF SIENA

PANTI Cristina

Department of Environmental, Earth and Physical Sciences

Via P.A. Mattioli, 4

53100, Siena - Italy

Tel : +39 0577 232245

panti4@unisi.it

OBSERVATEURS MALTAIS

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY**BUGEJA Myra**

Environment Protection Officer
 Biodiversity & Water Unit
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY**CHRISTIE Brian**

Environment Protection Officer
 Biodiversity & Water Unit
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY**CIARLO Ruth**

Team Manager
 Compliance & Enforcement
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY**CILIA Daniel**

Director Corporate Services
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY**CURMI Marta**

Environment Protection Officer
 Biodiversity & Water Unit
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY**GRIMA CONNELL Matthew**

Team Manager Thematic
 Biodiversity & Water Unit
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY**MALLIA Christina**

Senior Environment Protection Officer
 Biodiversity & Water Unit
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY**MEILAK Frankie**

Environment Protection Officer
 Environmental Permitting Unit
 Hexagon House, Spencer Hill
 Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY

MERCIECA Kevin

Acting CEO
Director for the Environment
Hexagon House, Spencer Hill
Marsa MRS 1441

ENVIRONMENT & RESOURCES AUTHORITY

MIFSUD Carmen

Senior Officer
Compliance & Enforcement
Hexagon House, Spencer Hill
Marsa MRS 1441

MALTA COLLEGE OF ARTS, SCIENCE AND TECHNOLOGY

TERRIBLE Kimberley

Senior Lecturer
Centre for Agriculture, Aquatics and Animal Sciences
Luqa Road, Qormi QRM 9075
Tel: +356 2398 7100

MINISTRY FOR AGRICULTURE, FISHERIES AND ANIMAL RIGHTS

CAMILLERI Kelly

Assistant Manager
Fisheries Research Unit
Department of Fisheries and Aquaculture
Agriculture Research & Innovation Hub
Marsa
Tel: +356 22926890
kelly.camilleri.1@gov.mt

MINISTRY FOR AGRICULTURE, FISHERIES AND ANIMAL RIGHTS

MIFSUD Jurgén

Chief Scientific Officer
Fisheries Research Unit
Department of Fisheries and Aquaculture
Agriculture Research & Innovation Hub
Marsa
Tel: +356 22926890
jurgén.a.mifsud@gov.mt

MINISTRY FOR THE ENVIRONMENT, ENERGY AND ENTERPRISE

BELLIA Andrea

Policy Consultant
Ministry Secretariat
VGW8+PF3
Quarry Wharf
Valletta
Tel: +356 2291 7311

EXPERTS DU SECRÉTARIAT DE L'ACCOBAMS**FOSSI Maria Cristina**

Dipartimento di Scienze Fisiche, della Terra e dell'Ambiente
Università di Siena
Via P.A. Mattioli, 4
53100 Siena - Italy
fossi@unisi.it

GONZALVO Joan

Gessamí 3, 17118 Cruïlles
Girona - Espagne
Tel: +34 932197029
Joan.gonzalvo@gmail.com

MAGLIO Alessio

Expert en surveillance du bruit sous-marin
Tel : +33 7 86 17 92 85
alessio.maglio@sinay.fr

RAIS Chedly

Report Writer
Menzah VIII, Tunis - Tunisia
Tel: +216 98444629
chedly.rais@okianos.org

SCOVAZZI Tullio

Expert juridique
Via A. Cossa, 29 20138 Milano, Italy
Tel: +39 02 7610149
tullio.scovazzi@unimib.it

ŠTRBENAC Ana

Report Writer
M.Sc, Director
Stenella consulting d.o.o.
V. Ruždjaka 2B
HR - 10000 Zagreb - Croatia
Tel: +385 (0)91 5428868
ana.strbenac@stenella-consulting.hr

SECRÉTARIAT DE L'ACCOBAMS**SALVADOR Susana**

Secrétaire Exécutif

Jardin de l'UNESCO, Les Terrasses de Fontvieille

MC 98000 MONACO

Tel: +377 9898 8010

ssalvador@accobams.net**BELMONT Julie**

Chargée de Projet

Jardin de l'UNESCO, Les Terrasses de Fontvieille

MC 98000 MONACO

Tel: +377 9898 9313

jbelmont@accobams.net**LE RAVALLEC Célia**

Chargée de Programme et Projets

Jardin de l'UNESCO, Les Terrasses de Fontvieille

MC 98000 MONACO

Tel: +377 9898 4074

cleravallec@accobams.net**MONTIGLIO Camille**

Assistante du Secrétaire Exécutif

Jardin de l'UNESCO, Les Terrasses de Fontvieille

MC 98000 MONACO

Tel: +377 9898 2078

cmontiglio@accobams.net**NIGRI Frida**

Comptable et Assistante de Chargé de Programme

Jardin de l'UNESCO, Les Terrasses de Fontvieille

MC 98000 MONACO

Tel: +377 9898 4243

fnigri@accobams.net**SALIVAS Maïlis**

Chargée de Programme et Projets

Jardin de l'UNESCO, Les Terrasses de Fontvieille

MC 98000 MONACO

Tel: +377 9898 4275

msalivas@accobams.net

ANNEXE II

ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

(Les allocutions apparaissent par ordre chronologique)

**ALLOCUTION DE BIENVENUE DE M. FAHRETTIN ULU
PRESIDENT DE L'ACCOBAMS PENDANT LE TRIENNAT 2020 – 2022**

Distinguished Country Representatives and National Focal Points,
Distinguished ACCOBAMS Executive Secretary,
Distinguished CMS Executive Secretary,
Distinguished Observers,
Distinguished members of the Press,
Ladies and Gentlemen,

I am very pleased to be with you again after the 7th Meeting of the Parties of the Convention on the Protection of Marine Mammals in the Black Sea and Mediterranean Sea and the Contiguous Atlantic Sea Region (ACCOBAMS) which was hosted by Türkiye on 5-8 November 2019.

In this three years of time, unfortunately, we all tried to survive under pandemic conditions. But, thankfully, we have the chance to meet each other physically during this meeting and wish we shall have a successful meeting at the end.

I am respectfully grateful to you all in this manner and want to thank our host country - Malta for their generosity and the hospitality.

I would also like to express my gratitude to the secretariat for their great effort during my chairmanship. As you all remember, our former Executive Secretary Florence Descroix-Comanducci had left the position and Mrs. Susana Salvador became to be the new Executive Secretary on April 2020 and since then we had the chance to work her and the ACCOBAMS team fruitfully and cooperatively.

To sum up, the importance of protecting the nature, marine environment and in this context, the preservation of marine mammals is increasing globally day by day, as ACCOBAMS constitutes one of the most important international mechanisms for the protection of cetaceans, I wish that the 8th Meeting of the Parties will bring blessings to all parties and to our one and only planet.

**ALLOCUTION DE BIENVENUE DE MME. MELANIE VIRTUE
AU NOM DE MME. AMY FRAENKEL, SECRETAIRE EXCUTIF DE LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES
ESPECES MIGRATRICES**

Dear President of the Bureau,
dear Executive Secretary Susana Salvador,
Your Excellencies and distinguished delegates.

It is an honour for me to address all of you on behalf of the CMS Family at the opening of this Meeting of the Parties to the Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Seas, Mediterranean and Contiguous Atlantic Area.

My name is Melanie Virtue, I am representing CMS Executive Secretary, Amy Fraenkel, who deeply regrets not being able to be with you this week.

ACCOBAMS, one of the CMS-family Agreements, in many ways represents the highest aims of the CMS Family: to concentrate conservation efforts on a threatened group of migratory species in places and ways that individual States alone could not, and to do so with enough resources to make a real impact. I congratulate the Secretariat and Parties of this Agreement for your efforts contributing to this ongoing success.

The strength of the CMS family is that we can work on these issues together. For both CMS and ASCOBANS cooperation with the ACCOBAMS Secretariat all these years has been a real pleasure. We have planned and strategized together, learned from each other, and worked closely on many issues, including for eg, the Joint Noise Working Group. ASCOBANS also works directly with ACCOBAMS on more targeted activities, which my colleague Jenny Renell will mention in more detail in her report.

At this 8th Meeting of the Parties, the proposed resolutions in front of you illustrate the major threats these animals continue to contend with: interactions with fisheries, anthropogenic noise, ship strikes, commercial whale watching activities, to name but a few. These threats are multiple and cumulative.

The proposed resolutions focus on the ACCOBAMS area, but they address wider, global problems. Actions agreed by Parties to ACCOBAMS will not only help countries focus their efforts in the ACCOBAMS region alone, but they will also help to highlight these issues on a wider scale and emphasize that tackling them will require global cooperation and collaboration. Together, these proposed decisions can help ensure rich, thriving oceans and seas.

This meeting is happening in a very important year for marine species conservation; with the UN Oceans Conference having taken place in Lisbon in June, the negotiations on the future treaty on Biodiversity Beyond Areas of National Jurisdiction, which reconvened in August, the CITES COP which just ended, and of course the 15th Meeting of the Conference of Parties to the Convention on Biological Diversity in the coming weeks, where countries will agree on a new Global Framework for Biodiversity. CMS continues to engage very actively in this process, promoting issues of key importance to migratory species, including the need to more effectively address ecological connectivity in this framework.

This framework will also permeate many of the decisions which will likely be put forth at CMS COP14, now scheduled for late October 2023, in Uzbekistan. We look forward to seeing some of you there, and to using that opportunity to continue advancing the cause for cetacean conservation.

I applaud the work of ACCOBAMS Parties, the ACCOBAMS Secretariat, and the Government of Malta as host of this meeting and wish you all a productive few days to come on this lovely island. Thank you.

**ALLOCUTION DE BIENVENUE DE MME SUSANA SALVADOR
SECRETAIRE EXECUTIF DE L'ACCOBAMS**

Dear Chair of the ACCOBAMS Bureau, M. Fahrettin Ulu

Dear Deputy Director of the Environment and Resources Authority in Malta, Ms. Claire Cordina Borg

Dear ACCOBAMS National Focal Point for Malta, M. Darrin Stevens

Dear representative of CMS, Ms. Melanie Virtue

Distinguished Representatives of ACCOBAMS Parties,

Distinguished Partners and Observers,

Dear Colleagues, dear Participants

I would like to express our profound gratitude to the Government of Malta and to the Environment and Ressources Authority, for hosting the Eighth Meeting of the Parties in this beautiful island nation. This inspiring location in the middle of the Mediterranean Sea bears witness to a fascinating history and crossroads of a rich cultural heritage, providing the ideal setup for this week's encounter of ACCOBAMS countries and partners.

I believe the outcome of the meeting will allow ACCOBAMS to reap the fruits of efforts deployed during a very challenging period of work, which began with worldwide circumstances forcing all to adapt and find ways to pursue collaborative efforts. Our like-minded regional community share a strong vision towards the objectives enshrined in the Agreement and the ACCOBAMS Strategy for 2014-2025.

Efforts were remarkable in building on the outbreaking experience of the ACCOBAMS Survey Initiative and its outcome. At present, thanks to the assistance of important Partners, ACCOBAMS own a unique knowledge baseline on the state of cetaceans in its Area, which should remain the point of departure for future assessments.

During this Eighth Meeting, Parties will be invited to take determining decisions, like the Long-Term Monitoring Programme, which is crucially important for the sake of effective conservation efforts in face of a rapidly changing reality. Agreeing the right action is as decisive as finding the necessary means to assess cetaceans' state. Such challenge is accrued by the fact that a major financial partner on whom ACCOBAMS so soundly relied upon for implementing the ASI can no longer provide assistance in this regard. ACCOBAMS is immensely grateful to MAVA Foundation who decisively contributed to the outbreaking ASI.

Pursuing all possible actions to halt biodiversity loss and to improve cetaceans' state and resiliency to climate change and threats posed by human activities remains the only possible way forward, while simultaneously an excellent opportunity for ACCOBAMS to re-affirm its leading role as a trusted regional partner.

The communication challenge thus comes into play in the right context, in support of improving ACCOBAMS visibility as an effective regional mechanism striving for the conservation of cetaceans in its Area, and not less importantly, as a vital knowledge hub to its Parties, to the scientific community, which is becoming increasingly useful to many other users and interested stakeholders.

The proposed program of work aims at ensuring the continuity of ACCOBAMS action initiated during the previous triennium, while launching decisive activities that were agreed beforehand by the Parties, such as the development of a new ACCOBAMS Strategy post-2025.

I wish that the deep blue colour of the Mediterranean combined with the stunning surroundings of Maleth provide the ideal “shelter” to decide the ACCOBAMS course of action for the next three years.

Thank you.

ALLOCUTION DE BIENVENUE M. DARRIN STEVENS
POINT FOCAL NATIONAL ACCOBAMS - MALTE

Dear ACCOBAMS Executive Secretary
 Dear ACCOBAMS Bureau Chair,
 Dear CMS representative,
 Distinguished Country Representatives,
 Partners and other observers,
 ACCOBAMS Secretariat and experts,
 Colleagues,
 Ladies,
 Gentlemen,

good morning.

As Malta's current national focal point to ACCOBAMS, it is my greatest pleasure to welcome you all on our Island for the 8th meeting of the Parties to ACCOBAMS. I would like to welcome the ACCOBAMS Executive Secretary, the ACCOBAMS Bureau Chair, Party representatives present here, ACCOBAMS Partners, - all of you that have all come together to hold MOP8. It is an honour for us to be hosting such an important meeting on our island for the very first time.

As most of you are aware, ACCOBAMS is the first agreement binding the countries together for the conservation of marine biodiversity in the Mediterranean and Black Seas. The importance of protecting the marine environment, and preserving marine cetaceans, is increasing day by day. It is within this context that ACCOBAMS is considered as an important tool for the protection of biodiversity at sea. Given the migratory characteristics of cetaceans, it is also important to acknowledge that the Agreement was established under the auspices of the Bonn Convention (UNEP/CMS).

What makes this agreement special is that rather than focusing solely on reducing threats to marine mammals living in our seas, it also dedicates a considerable amount of its work to increase knowledge and expertise of scientists and policy-makers involved in its implementation. I am indeed very appreciative by the extensive work carried out by ACCOBAMS in the past triennium, targeting several conservation actions related to marine litter, underwater noise, incidental catches, and so much more. I am also pleased to note that Malta's voluntary contribution to ACCOBAMS donated during this triennium has been used to organise training sessions on necropsies, together with voluntary contributions from other Parties.

Moving forward, I am also aware that we have another ambitious Work Programme planned for the next three years. In this regard, I encourage everyone to take into account the priorities of the ACCOBAMS' Work Programme, stressing the need to collaborate with each other, encompassing the ecosystem approach. I believe that Malta's contribution given to the implementation of ACCOBAMS is essential, both in terms of its geographical position in the centre of the Mediterranean Sea, as well as its firm approach towards marine conservation.

Being an archipelago, the Maltese Islands depend on the sea that surrounds them for food, freshwater, a stable climate, tourism, transport, as well as other recreational activities. However, with an increase in economic

opportunities, the concern of environmental hazards that may occur with shipping, recreational activities, fishing, waste discharges, and so on, increases. Everything we do has an effect on other life forms, including cetaceans; therefore, it is our duty to protect them.

Cetaceans are important to the ecosystem as being top-level predators, they control the populations of other species and keep control the delicate balance of the whole ecosystem. Given the scientific knowledge presented by experts on the numerous threats that cetaceans encounter, efforts to safeguard these species should be enhanced. It is at this point that we comprehend the importance of being a party to ACCOBAMS since 2001 - uniting all relevant countries to achieve one main goal - offer the adequate protection to cetaceans.

Throughout the years, we have seen a significant increase in the number of legal instruments that aim to enhance the conservation of the marine environment. Malta has focused its attention and energy to keep abreast with the processes emanating from the European Union, other regional and international legal and policy instruments, that target the protection of the marine environment resources, including cetaceans. Testament to this are the number of national and international projects that Malta has participated in, as well as numerous measures established pursuant to several policies that target the protection of marine biodiversity.

To conclude, allow me to once again thank you all for joining this MOP and I would like to wish you all a productive week.

I leave you all in the hands of my colleague Ms Claire Cordina Borg, Deputy Director of the Environment and Resources Authority, who's in charge of several thematic aspects, including the marine and water policy portfolio.

ALLOCUTION DE BIENVENUE DE MME. CLAIRE CORDINA BORG
DIRECTRICE ADJOINTE DE “ENVIRONMENT AND RESOURCES AUTHORITY (ERA)” DE MALTE

Distinguished guests,
Dear colleagues,

good morning.

It is also my honour to welcome you all here in Malta. I am delighted to have the opportunity to be with you all.

Today, we have brought together national and international experts, marine specialists and stakeholders, partners, as well as observers, to discuss the protection of our seas, specifically cetaceans. In view of the very particular social behaviour these charismatic species have, it is very easy for us, as well as for the citizens in general, to better understand the conservation efforts required to protect these prominent and essential species. Indeed, their importance is so crucial that they can be considered as one of the key species that can be studied to assess the status of our marine waters.

Improvement of knowledge on cetaceans in the ACCOBAMS area is key. In the past years, Malta has participated in several research studies and projects in order to collect relevant data and information on the distribution and abundance of cetaceans, establishing three sites for the further conservation of the bottlenose dolphin. Conservation measures for these Marine Protected Areas were identified, complementing the measures put forward as part of the EU Marine Strategy Framework Directive's (MSFD) Programme of Measures. Additionally, EU funds (EMFF) were also used to implement monitoring methodologies for cetaceans within MPAs in Maltese waters; such results will be used to enable continuous assessment of the status of these species.

Malta has been engaged in a coordinated national effort when it comes to the protection of cetaceans. For example, when it comes to stranding, other relevant entities have been involved in the local cetacean stranding network to follow-up rescue and rehabilitation operations.

We need to humbly acknowledge that management of the marine environment is a challenge, given the various activities that compete for space, and the economic and social importance of our seas. Therefore, we need to overcome this challenge by striking the right balance between all the demands we impose on our marine environment and its protection, so as to ensure that these activities do not have a detrimental effect on marine biodiversity, including cetaceans.

We have gathered here today to agree on common approach to protect these priceless animals. Together, we will be going through a number of ACCOBAMS draft Resolutions with the aim of reaching a consensus, while acknowledging the challenges, and assuring we reach our main goal: to create a better environment for these species that are of utmost importance to the marine ecosystem.

Once again, I join Mr Darrin Stevens in wishing you all a fruitful meeting, and I hope your experience on our precious islands will be unforgettable.

I would like to conclude by expressing my sincere appreciation to everyone involved in the preparation of the 8th meeting of the Parties to ACCOBAMS.

If you allow me, I would like to invite you all to watch a short video we developed representing the prospective improvement in the conservation of cetaceans in the ACCOBAMS area. Enjoy and good luck! ☺

ANNEXE III

REGLEMENT INTERIEUR DE LA REUNION DES PARTIES

REGLEMENT INTERIEUR DE LA REUNION DES PARTIES

OBJET DU REGLEMENT

Article 1

1. Le présent règlement devra être appliqué à toutes les Sessions de la Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de mer Noire, de Méditerranée et de la zone Atlantique Adjacente, convoquées conformément à l'article III de cet Accord.
2. Pour autant qu'il soit applicable, ce Règlement s'appliquera *mutatis mutandis* à toute autre Réunion organisée dans le cadre de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de mer Noire, de Méditerranée et de la zone Atlantique Adjacente.

DATE ET LIEU DES REUNIONS

Article 2

1. Les sessions ordinaires des Réunions des Parties auront lieu à des intervalles ne dépassant pas trois ans.
2. Les Réunions des Parties se tiennent dans le pays choisi au cours de la précédente Réunion, sur la base d'une invitation officielle qui aura été envoyée à cette intention par une autorité compétente de ce pays. Si plusieurs Parties présentent une invitation pour accueillir la Réunion des Parties suivante, et si deux invitations ou plus sont maintenues après les consultations officieuses, la Réunion des Parties décidera du lieu de la prochaine session par vote au scrutin secret.
3. Si aucune invitation n'a été reçue, la Réunion des Parties se tiendra dans le pays où le Secrétariat a son siège, à moins que le Secrétariat de l'Accord ou le Secrétariat de la Convention ne trouvent d'autres arrangements plus appropriés.
4. Les sessions extraordinaires des Réunions des Parties sont convoquées par le Secrétariat de l'Accord sur demande écrite d'au moins deux tiers des Parties.

DELEGUES, POUVOIRS ET OBSERVATEURS

Article 3

Représentants

1. Une Partie à la Convention (désignée ci-après par "Partie¹ ") est en droit d'être représentée à la Réunion par une délégation qui se compose d'un Chef de délégation et de tous les représentants suppléants et conseillers que la Partie peut juger nécessaires.

¹ Voir l'article premier, paragraphe 3(i) et l'article XIV de l'Accord. Un État Partie est un État qui a déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès de la Principauté de Monaco en temps utile avant la Réunion.

2. Le Représentant d'une Partie exerce les droits de vote de la Partie. En son absence, un représentant suppléant de cette Partie s'acquitte de toutes ses fonctions à sa place.
3. Les Etats ou les organisations d'intégration économique régionale qui ont ratifié, accepté ou approuvé l'Accord ou qui l'ont signé sans réserve de ratification, acceptation ou approbation, ou qui ont accédé à l'Accord, sont représentés à la Réunion des Parties et exercent leur droit de vote, même si l'Accord n'est pas encore entré en vigueur pour eux.
4. Les limitations d'ordre logistique ou autre peuvent entraîner la limitation à quatre du nombre de délégués par Partie, lors d'une session plénière. Le Secrétariat informe les Parties, les observateurs et les autres participants de telles restrictions avant le début de la Réunion.

Article 4

Pouvoirs

1. Le Représentant ou tout représentant suppléant d'une Partie, avant d'exercer les droits de vote de la Partie, doit avoir été doté, par une autorité compétente telle que le chef d'Etat, le chef du Gouvernement ou le Ministre des affaires étrangères ou le Chef de l'organe directeur de toute organisation d'intégration économique régionale, des pouvoirs l'habilitant à représenter ladite Partie à la Réunion et à voter en son nom.
2. De telles lettres de créance sont soumises au Secrétariat de l'Accord au début de la Réunion.
3. Un Comité de vérification des pouvoirs, composée de cinq représentants au plus, examine les lettres de créance et soumet à la Réunion un rapport à ce sujet. Dans l'attente d'une décision concernant leurs pouvoirs, les délégués sont admis à participer, à titre provisoire, aux travaux de la session.
4. Si les lettres de créance sont soumises dans une langue autre que les langues de travail de la Réunion (français et anglais), elles devront être accompagnées d'une traduction appropriée dans l'une de ces deux langues pour permettre leurs validations efficaces par le Comité de vérification des pouvoirs.

Article 5

Observateurs²

1. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées, l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, ainsi que tout État non Partie à l'Accord, peuvent être représentés à la session de la Réunion des Parties par des observateurs.
2. Tout Organisme ou toute Institution techniquement concerné *inter alia* dans le domaine de la conservation des cétacés et dans la gestion des activités de pêche qui est soit :
 - a) une Institution ou un Organisme intergouvernemental ; ou
 - b) une Institution ou un Organisme international non gouvernemental, ou une Institution ou un Organisme national gouvernemental; ou

² Voir l'article III, paragraphe 4, de l'Accord.

- c) une Institution ou un Organisme national non gouvernemental qui a été approuvé à cet effet par l'État sur le territoire duquel il est établi, et qui a informé le Secrétariat de l'Accord de son désir de se faire représenter à la Réunion par des observateurs est admis à se faire représenter, sauf si dans les cas listés aux paragraphes 2b et 2c, un tiers au moins des Parties présentes s'y oppose.
3. Les Organismes et Institutions, listés aux paragraphes 2b et 2c, désirant se faire représenter à la Réunion par des observateurs soumettent au Secrétariat de l'Accord, avant l'ouverture de la Réunion, le nom de leurs représentants et, dans le cas d'Organismes et d'Institutions visés au paragraphe 2b et 2c du présent article, la preuve de l'approbation de l'État sur le territoire duquel ils sont établis.
 4. Des limitations d'ordre logistique ou autre peuvent entraîner la limitation à deux du nombre d'observateurs pour chaque État non-Partie, Organisme ou Institution lors d'une Réunion. Le Secrétariat informe les Parties, les observateurs et les autres participants de telles limitations avant le début de la Réunion.

ORDRE DU JOUR

Article 6

1. Le Secrétariat prépare l'ordre du jour provisoire de chaque Réunion, en consultation avec le Secrétariat de la Convention et les Unités de coordination sous-régionales.
2. L'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire de la Réunion des Parties comprend, comme mentionné ci-dessous :
 - a) les questions issues des articles ou des annexes de l'Accord ;
 - b) les questions, dont l'inclusion a été décidée à la réunion précédente ou qui émanent des décisions prises à la réunion précédente ;
 - c) les questions se référant au paragraphe 6 du présent article ;
 - d) toute question à l'ordre du jour proposée par les Parties, le Comité Scientifique ou le Secrétariat.
3. Le Secrétariat, en consultation avec le Bureau, inclue toute question à l'ordre du jour qui a été proposée par les Parties et reçue par le Secrétariat après que l'ordre du jour provisoire ait été diffusé, mais avant l'ouverture de la Réunion, dans un ordre du jour provisoire supplémentaire.
4. La Réunion des Parties examine l'ordre du jour provisoire conjointement avec tout ordre du jour provisoire supplémentaire. Au moment de l'adopter, elle peut ajouter, effacer, différer ou modifier les questions à l'ordre du jour. Seules les questions à l'ordre du jour qui sont considérées par la Réunion des Parties comme urgentes et importantes peuvent y être ajoutées.
5. L'ordre du jour provisoire pour une session extraordinaire de la Réunion des Parties se compose uniquement des questions proposées à l'examen de cette session. L'agenda provisoire et tous documents supplémentaires nécessaires sont distribués aux Parties, en même temps que l'invitation à la session extraordinaire.
6. Toute question à l'ordre du jour d'une session ordinaire de la Réunion des Parties qui n'a pas été traitée lors de la session, sera automatiquement incluse dans l'ordre du jour de la session suivante, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Réunion des Parties.

Article 7

Documents

Conformément à l'Article 6 paragraphe 5 et les propositions reçues des Parties, selon l'Article 12 du présent Règlement, les documents de chaque session ordinaire de la Réunion des Parties sont distribués à toutes les Parties, dans les deux langues de travail, par le Secrétariat au moins 60 jours avant l'ouverture de la Réunion.

BUREAU

Article 8

1. A la première séance de chaque session ordinaire, le Président en exercice, ou en son absence un représentant de la même Partie, ou, en son absence, le Chef de la délégation du pays hôte de la Réunion des Parties, remplit à titre temporaire les fonctions de Président de la Réunion des Parties jusqu'à ce que celle-ci élise son Président.
2. A la séance inaugurale³ de chaque Réunion ordinaire, un Président ainsi que quatre Vice-présidents au maximum sont élus parmi les représentants des Parties présentes à la Réunion, sur la base de consultations informelles conduites par le Secrétariat.
3. Le Président participe à la Réunion en cette qualité et ne peut exercer dans le même temps les droits de représentant d'une Partie. Cette dernière désigne un autre représentant qui est habilité à représenter la Partie à la Réunion et exercer les droits de vote.
4. Si le Président et/ou un Vice-président démissionne ou est absent ou, d'une autre manière, est dans l'impossibilité de remplir ses fonctions de Président, un représentant de la même Partie est nommé par la Partie concernée pour remplacer le dit membre du Bureau pour le restant du mandat.
5. Pour les besoins de la Réunion des Parties et de celle du Bureau, un des Vice-présidents fera office de rapporteur.

CONDUITE DES DÉBATS

Article 9

Pouvoirs du Président et des Vice-présidents

1. Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent Règlement, en sessions plénières, le Président :
 - a) Déclare la séance ouverte ou close ;
 - b) Dirige les débats ;
 - c) Assure l'application du Présent Règlement intérieur ;
 - d) Donne la parole aux orateurs ;
 - e) Met les questions aux voix et annonce les décisions arrêtées ;
 - f) Statue sur les motions d'ordre ; et
 - g) Sous réserve des dispositions du présent Règlement intérieur, règle en tous points les débats et assure le maintien de l'ordre.

³ Voir l'article VI, paragraphe 1, de l'Accord.

2. Le Président peut, au cours des débats d'une session plénière de la Réunion, proposer à la Réunion des Parties :
 - a) La limitation du temps de parole imparti aux orateurs ;
 - b) La limitation du nombre d'interventions des membres d'une délégation ou des observateurs d'un État non Partie, d'un Organisme ou d'une institution concernant toute question ;
 - c) La clôture de la liste des orateurs ;
 - d) Accorder le droit de réponse à un délégué après la clôture de la liste des orateurs ;
 - e) L'ajournement ou la clôture des débats sur le sujet particulier ou sur la question en discussion ; et
 - f) Les suspensions ou l'ajournement de la séance.
3. Sans préjudice de l'Article 8, paragraphe 4, pour la conduite des débats le Président peut se faire remplacer par un Vice-président.

Article 10

Disposition des sièges, Quorum

1. L'emplacement des sièges attribués aux délégations est déterminé par la place qu'occupe leur pays dans l'ordre alphabétique français.
2. Lors des sessions plénières de la Réunion, le quorum est constitué par plus de la moitié des représentants des Parties participant à la Réunion. Aucune session plénière ne peut être tenue si le quorum n'est pas atteint.

Article 11

Droit de parole

1. Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre dans lequel ils ont manifesté le désir d'être entendus, la préséance étant donnée aux délégations des Parties.
2. Un délégué ou un observateur ne peut prendre la parole que s'il en a été autorisé par le Président. Celui-ci peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.
3. Un orateur ne peut être interrompu, sauf pour une motion d'ordre. Au cours de son intervention, il peut cependant, avec la permission du Président, céder la parole à tout autre représentant ou observateur pour lui permettre de compléter un point particulier de son intervention.
4. La préséance peut être accordée au Président d'un comité ou d'un groupe de travail afin qu'il expose les conclusions auxquelles son comité ou son groupe de travail est parvenu.

Article 12

Présentation des propositions d'amendement à l'Accord et à ses Annexes

1. En règle générale, sous réserve des dispositions de l'Accord,
 - a) des propositions ont été communiquées au Secrétariat 150 jours au moins avant la session et celui-ci les a communiquées à toutes les Parties dans les langues de travail de la session⁴,

⁴ Voir l'article X, paragraphe 2, de l'Accord.

- b) des propositions découlant des débats sur lesdites propositions peuvent être discutées à toute session plénière de la Réunion si le texte en a été communiqué à toutes les délégations au plus tard la veille de la session.
2. Le Président peut également autoriser la discussion et l'examen de propositions urgentes présentées après le délai prescrit à l'alinéa a) du présent article si elles ont un rapport avec les amendements proposés qui ont été communiqués aux Parties selon la procédure indiquée à l'alinéa b) du présent article et si leur examen ne perturbe pas outre mesure les travaux de la Réunion. De plus, le Président peut autoriser la discussion de motions de procédure, même si le texte de ces motions n'a pas été communiqué au préalable.
3. Après son adoption ou son rejet par la Réunion, une proposition ne peut être examinée à nouveau, sauf décision contraire prise à la majorité des deux tiers des représentants participant à la Réunion. L'autorisation de prendre la parole à l'occasion d'une motion en vue d'un nouvel examen n'est accordée qu'à un représentant de chacune des deux Parties désirant s'opposer à la motion, après quoi celle-ci est immédiatement mise aux voix.

Article 13

Motions d'ordre

1. Au cours de la discussion d'une question quelconque, un délégué peut présenter une motion d'ordre et le Président statue immédiatement sur cette motion conformément au présent Règlement intérieur. Un délégué peut faire appel contre la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président est maintenue, à moins qu'une majorité des Représentants présents et votants n'en décident autrement. Un délégué qui présente une motion d'ordre ne peut traiter du fond de la question en discussion.
2. Les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées à la Réunion :
- a) Suspension de la séance ;
 - b) Ajournement de la séance ;
 - c) Ajournement du débat sur le sujet particulier ou sur la question en discussion ;
 - d) Clôture du débat sur le sujet particulier ou sur la question en discussion.

VOTE

Article 14

Mode de scrutin

1. Sans préjudice aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 4, chaque délégation dispose d'une voix. Pour les questions qui relèvent de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale exercent leur droit de vote en disposant d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres Parties. En pareil cas, les États membres de ces organisations ne sont pas habilités à exercer leurs droits séparément⁵.
2. Les Représentants des Parties qui ont un retard de trois ans ou plus dans le versement de leur contribution à la date de la séance d'ouverture de la Réunion des Parties ne sont pas autorisés à voter. Cependant, la Réunion des

⁵ Voir article III, paragraphe 5, de l'Accord.

Parties peut leur permettre de continuer d'exercer leur droit de vote s'il est entendu que le retard du règlement résulte de circonstances exceptionnelles.

3. Les Représentants des Parties votent normalement à main levée, mais tout Représentant peut demander un vote par appel nominal. L'appel nominal se fait dans l'ordre alphabétique français. Le Président peut demander qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur les conseils des scrutateurs lorsque ceux-ci ont des doutes quant au nombre effectif de suffrages exprimés et que la moindre erreur risque de fausser le résultat du scrutin.
4. Tous les votes relatifs à l'élection des membres du Bureau ou au choix des pays qui pourraient accueillir la session suivante de la Réunion ont lieu au scrutin secret et, bien que cette procédure ne soit pas utilisée d'ordinaire, tout Représentant peut demander un vote au scrutin secret pour d'autres questions. Si la demande est appuyée, la question de savoir si l'on votera au scrutin secret doit être mise aux voix immédiatement. Il n'est pas nécessaire de voter au scrutin secret sur la motion demandant qu'il soit procédé à un vote au scrutin secret.
5. Le vote par appel nominal ou au scrutin secret s'exprime par "oui", "non" ou "abstention". Seules les voix pour ou contre sont comptées pour le calcul du nombre de suffrages exprimés.
6. Les décisions de procédures sont prises à la majorité simple.
7. En cas de partage égal des voix, un deuxième vote est effectué. Si le nombre de voix est toujours égal, la motion ou l'amendement n'est pas adopté.
8. Le Président est responsable du décompte des voix et annonce le résultat du scrutin. Il peut être assisté de scrutateurs désignés par le Secrétariat.
9. Après l'annonce du commencement du vote par le Président, celui-ci ne peut être interrompu, sauf par un Représentant exprimant une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question. Le Président peut permettre aux Représentants d'expliquer leur vote, soit avant, soit après le vote et peut limiter la durée de ces explications.

Article 15

Majorité

Sauf dispositions contraires de l'Accord, du présent Règlement intérieur ou des règles relatives à l'administration du Fonds d'affectation spéciale, toutes les décisions concernant les questions de procédures relatives au déroulement de la session sont prises à la majorité simple et toutes les autres décisions à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Article 16

Procédure de vote sur les motions et amendements

1. Tout représentant peut demander que des parties d'une proposition ou d'un amendement soient mises aux voix séparément. S'il est fait objection à la demande de division, la motion de division est mise aux voix en premier lieu. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de division n'est accordée qu'à un représentant de chacune de deux des Parties en faveur et un représentant de chacune de deux des Parties opposées à la motion. Si la motion de division est acceptée, les parties de la proposition ou de l'amendement adoptées par la suite sont mises aux voix en bloc. Si toutes les parties du dispositif de la proposition ou de l'amendement ont été rejetées, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté dans son ensemble.

2. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux amendements ou plus, la Réunion vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, sur le fond, de la proposition initiale. Elle vote ensuite sur l'amendement qui vient après celui-ci dans l'ordre d'éloignement de la proposition initiale et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition amendée. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle consiste simplement en une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.
3. Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Réunion, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées. La Réunion peut décider, après avoir voté sur une proposition, si elle doit voter sur la proposition suivante.

Article 17

Élections

1. Si, lors de l'élection à un poste, aucun candidat n'obtient la majorité requise au premier tour de scrutin, il est procédé à un deuxième tour, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. S'il y a partage égal des voix au second tour, le Président décide entre les candidats par tirage au sort.
2. Si des candidats réunissant un nombre égal de voix se classent au deuxième rang au premier tour, un vote spécial doit avoir lieu afin de ramener à deux le nombre des candidats.
3. S'il y a égalité de suffrage entre trois candidats ou plus de trois candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier vote, un vote spécial a lieu parmi eux pour réduire le nombre des candidats à deux. S'il y a à nouveau partage égal des voix entre deux ou plus de deux candidats, le Président ramène le nombre des candidats à deux par tirage au sort et un autre tour de scrutin a lieu conformément l'alinéa 1 du présent Article.

Article 18

Election des Membres du Comité de suivi

1. L'élection des membres du Comité de suivi se fait par vote au scrutin secret, à moins que, dans l'absence d'objection d'une Partie, la Réunion des Parties décide des membres par consensus sans effectuer de vote.
2. Avant le début des élections, le Président nomme deux scrutateurs parmi les délégués. Il /elle leur distribue la liste des Etats Parties et des organisations et institutions ayant le statut de « Partenaire de l'ACCOBAMS » (dénommé ci-après « Partenaire ACCOBAMS ») en droit de voter, ainsi que la liste des candidats nommés respectivement par les Etats Parties et les Partenaires ACCOBAMS.
3. Le Secrétariat prépare le matériel de vote avec la liste des candidats nommés par les Etats Parties et les distribue aux Etats Parties en droit de voter.
4. Le Secrétariat prépare le matériel de vote avec la liste des candidats nommés par les Partenaires ACCOBAMS et les distribue aux Partenaires ACCOBAMS en droit de voter.

5. Chaque délégation exerce son droit de vote en encerclant les noms des candidats (trois dans le cas des Etats Parties et deux dans le cas des Partenaires ACCOBAMS) pour lesquels il désire voter.
6. Les Etats Parties et les Partenaires ACCOBAMS déposent leurs bulletins de vote dans l'urne en fonction de l'appel nominal fait par le Président en suivant l'ordre alphabétique.
7. Les scrutateurs comptent les bulletins de vote et lisent les noms encerclés sous la supervision du Président.
8. Les bulletins de vote présentant un nombre de noms encerclés supérieur à celui établi sont considérés comme nuls.
9. Les candidats obtenant le plus grand nombre de votes sont déclarés élus en fonction du nombre de siège à pourvoir.
10. S'il reste des sièges à pourvoir, un autre tour de scrutin devra être effectué.
11. Si deux candidats ou plus obtiennent le même nombre de votes et si en conséquence le nombre de ces candidats est supérieur au nombre de sièges restants à pourvoir, un tour de scrutin additionnel limité aux candidats ayant obtenu le même nombre de votes est organisé. Si dans ce scrutin additionnel deux candidats ou plus obtiennent le même nombre de vote, le Président effectue un tirage au sort.
12. Après chaque tour de scrutin le Président annonce les résultats.

SECRETARIAT

Article 19

1. Le Secrétaire Exécutif de l'Accord est le Secrétaire de la Réunion des Parties.
2. Le Secrétariat fournit et dirige le personnel en fonction des besoins requis par la Réunion des Parties.

Article 20

1. Le Secrétariat doit⁶ :
 - a) Faire le nécessaire pour assurer l'interprétation lors de la Réunion ;
 - b) Préparer, recevoir, traduire, reproduire et distribuer les documents qui serviront pendant la Réunion ;
 - c) Préparer le compte-rendu de la Réunion, sous le contrôle du Rapporteur, soumis à l'examen par le Bureau dans un premier temps, puis à l'approbation finale par la Réunion des Parties ; et
 - d) Faire le nécessaire pour l'enregistrement sonore des débats de la Réunion ;
 - e) Faire le nécessaire pour l'archivage et la bonne conservation des documents de la Réunion ;
 - f) Publier et diffuser les documents officiels qui résultent de la Réunion ; et
 - g) En règle générale, assurer toute autre tâche nécessaire à la tenue de la Réunion des Parties.

⁶ Voir l'article IV de l'Accord.

LANGUES ET COMPTES RENDUS

Articles 21

Langues officielles et langues de travail

1. L'anglais et le français sont les langues officielles et les langues de travail des Réunions.
2. Les documents officiels de la session sont distribués dans ces deux langues.
3. Les interventions effectuées dans l'une des langues de travail sont interprétées dans l'autre langue.

Article 22

Autres langues

1. Un délégué peut prendre la parole dans une langue autre qu'une des langues de travail. Il doit assurer l'interprétation de son intervention dans l'une des langues de travail; l'interprétation de cette intervention dans l'autre langue de travail, s'appuiera sur cette interprétation.
2. Tout document présenté au Secrétariat dans une langue autre que l'une des deux langues de travail est accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues, cette traduction faisant foi.

Article 23

Rapport

1. Le rapport de la Réunion est adressé à toutes les Parties dans les langues officielles de la Réunion.
2. Les comités et les groupes de travail décident de la forme sous laquelle leurs rapports seront présentés.

PARTICIPATION AUX DEBATS

Article 24

Séances plénières

Toutes les sessions plénières de la Réunion sont ouvertes au public, sauf dans des circonstances exceptionnelles, auquel cas la Réunion peut décider, à la majorité des deux tiers des Représentants présents et votants, de tenir une séance à huis clos.

Article 25

Séances des comités et des groupes de travail

En règle générale, les séances des comités et des groupes de travail autres que le Comité plénier sont réservées aux représentants et aux observateurs invités par les présidents des comités ou des groupes de travail.

LE BUREAU, AUTRES COMITES ET GROUPES DE TRAVAIL**Article 26**

Pendant la Réunion des Parties, le Bureau et le rapporteur se réunissent aussi souvent que nécessaire sur requête de son Président.

Article 27**Comité de vérification des pouvoirs et groupes de travail**

1. La Réunion des Parties a compétence pour constituer, outre le Comité de vérification des pouvoirs, des groupes de travail pour lui permettre d'accomplir sa tâche. Ils définissent leurs modalités de travail et leur composition. Le nombre de membres peut être limité par le nombre de places disponibles dans les salles de Réunion.
2. La Réunion des Parties peut décider de réunir ces groupes de travail entre les sessions ordinaires.
3. Le Comité de vérification des pouvoirs et chacun des groupes de travail procèdent à l'élection de leurs propres bureaux.
4. Le présent Règlement régit *mutatis mutandis* les travaux des comités et des groupes de travail dans la mesure où il leur est applicable ; toutefois, l'interprétation n'est pas assurée dans les séances des comités et des groupes de travail.

AMENDEMENTS**Article 28**

Le présent Règlement peut être modifié si nécessaire par la Réunion des Parties.

ANNEXE IV – ORDRE DU JOUR

I. Allocutions de bienvenue

II. Questions organisationnelles

- 1) Règlement intérieur de la Réunion des Parties à l'ACCOBAMS
- 2) Octroi du droit de vote
- 3) Etablissement du Comité de vérification des pouvoirs
- 4) Rapport du Comité de Vérification des Pouvoirs
- 5) Admission des observateurs
- 6) Election du Bureau
- 7) Adoption de l'ordre du jour

III. Allocutions d'ouverture

IV. Rapports sur l'état d'avancement de l'Accord

- 1) Rapports Nationaux
- 2) Rapport du Dépositaire et statut des Ratifications
- 3) Rapport du Bureau
- 4) Rapport du Secrétariat
- 5) Rapport du Comité Scientifique et de ses Groupes de Travail
- 6) Rapports des Unités de Coordination Sous Régionales
- 7) Rapport du Comité de Suivi des Obligations
- 8) Rapport des Partenaires de l'ACCOBAMS
- 9) Rapports budgétaires
 - a. Rapport sur les recettes et les dépenses relatives au Fond d'affectation spécial et aux contributions extérieures pour 2020-2022
 - b. Rapport sur les recettes et les dépenses relatives au Fonds Additionnel de Conservation
 - c. Rapport du Censeur

V. Dispositions institutionnelles et budgétaires

- 1) Programme de Travail et Budget pour le triennat 2023-2025
- 2) Comité Scientifique pour le triennat 2023-2025
- 3) Procédure pour les projets
 - a. Projets soumis pour un soutien institutionnel
 - b. Projets financés par le Fonds Additionnel de Conservation
- 4) Partenaires de l'ACCOBAMS
 - a. Nouvelle demande de partenariat
 - b. Vue d'ensemble de l'état de la collaboration avec les Partenaires
- 5) Communication
 - a. Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS
 - b. NETCCOBAMS
 - c. Logo de l'ACCOBAMS

VI. Mise en œuvre et application des Résolutions de l'ACCOBAMS

- 1) Comité de Suivi des Obligations de l'ACCOBAMS
 - a. Recommandations
 - b. Election des nouveaux membres
- 2) Mise en œuvre de la Résolution 4.18 sur les Lignes Directrices relatives à l'octroi de dérogations à l'Article II, paragraphe 1, aux fins de recherches *in situ* non létales dans la zone de l'Accord
- 3) Filets maillants dérivants

VII. Mise en œuvre de l'Accord : questions techniques et scientifiques

1. Estimation de l'abondance et de la distribution des populations de cétacés
2. Structure des populations
3. Suivi du statut de conservation des espèces de cétacés
 - a. Liste Rouge de l'UICN
 - b. Plans régionaux
 - c. Plans d'Action Nationaux
 - d. Plans de Gestion et de Conservation
4. Réseaux d'échouage fonctionnels et réponses aux situations d'urgence
5. Interactions entre les activités de pêche / d'aquaculture et les cétacés
6. Bruit d'origine anthropique
7. Collisions entre les navires et les cétacés
8. Observation des cétacés
9. Déchets marins et pollution chimique & biologique
10. Questions liées à la captivité
11. Mesures de gestion spatiale pour la conservation des cétacés
12. Science Citoyenne

VIII. Questions diverses**IX. Date et lieu de la Neuvième Réunion des Parties****X. Adoption des Résolutions****XI. Adoption du Rapport de la Réunion****XII. Clôture de la Réunion**

ANNEXE V

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

(Les allocutions apparaissent par ordre chronologique)

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE L'ITALIE (par le Point Focal ACCOBAMS)

Mm. Chair and Distinguish Colleagues,

Italy would like to express its appreciation to the Government of Malta for hosting this eighth Meeting of Parties of ACCOBAMS, which is be the occasion to reaffirm our commitments and to boost our efforts in implementing the Agreement, as well as to the Permanent Secretariat for its organization.

Italy has always been committed to cetacean conservation and played a key role in the Mediterranean context in all relevant fora, including within ACCOBAMS, the Pelagos Agreement and the Barcelona Convention-related processes.

Conservation challenges on cetaceans, wide-ranging mammals indifferent to administrative boundaries, require true cooperation between countries. In this context ACCOBAMS represents a key tool to enable us to work together and to successfully solve challenges that transcend borders.

The ACCOBAMS area encompasses diverse socio-economic contexts and approaches to the conservation and use of the marine environment. Such an extended area offers a unique opportunity for cooperation. An opportunity that should not be lost because of existing difficulties, in particular those we are facing now at international level that risk to undermine multilateralism.

For this reason, it is now even more necessary to strengthen the cooperation in the frame of global and regional initiatives through the maximum transparency and efficiency of their governance tools, which need to grow in parallel with work plans and implementation of relevant activities. To this aim, IT believes that the composition of the Bureau and of the Scientific Committee should be reviewed to strengthen the representation of countries, as a whole and in each sub-region.

Moreover, Italy strongly believes that, to achieve our goals, our effort should be focused on streamlining relevant global and regional policies, capitalising on existing conservation and management tools.

ACCOBAMS should align its action to that of global and regional initiatives and tools, including harmonisation with principles discussed in the negotiations of the Agreement on the marine biodiversity conservation beyond national jurisdiction (the BBNJ Treaty), of the establishment of a global legally binding agreement to combat plastic pollution by 2024 and in the negotiations for the Post-2020 Global Framework that will be luckily adopted at the next COP of the Convention on Biological Diversity in Montreal.

All that, in synergy with Barcelona Convention for the Protection of the Marine Environment and the Coastal Region of the Mediterranean and Black Sea Commission.

Indeed, global and regional dimensions should proceed in parallel in a continuous streamline and communication mechanism.

I wish you all a successful meeting for the benefit of cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and Contiguous Atlantic Area.

Thank you very much.

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE LA TUNISIE
(par le Point Focal ACCOBAMS)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Honorable Assistance,

Tout d'abord je voudrais exprimer mon immense honneur et grand plaisir de participer, en tant que point focal de la TUNISIE, à la huitième Réunion des Parties Contractantes à l'ACCOBAMS.

La participation de la Tunisie dès la première réunion des parties de ACCOBAMS ainsi que ma présence parmi vous aujourd'hui témoigne de l'engagement de mon Pays pour la conservation des Cétacées spécifiquement et sa volonté d'être présente sur la carte mondiale des pays protecteurs du milieu naturel en général.

Pour atteindre cet objectif, la Tunisie a ratifié plusieurs conventions et accords relatifs à la conservation de la diversité biologique et à la gestion durable des ressources naturelles et veille à mettre à jour son cadre réglementaire pour être en conformité avec les recommandations et résolutions issues des Organisations et autres Institutions internationales et régionales dont elle est membre (à titre d'exemple la Tunisie a strictement interdit la pêche des cétacés depuis 1994 et aussi l'utilisation des filets dérivants responsables d'une forte mortalité chez les cétacés, depuis le 01 janvier 2002 ...)

Je saisis cette même occasion pour remercier le secrétariat de l'ACCOBAMS pour leur soutien à tous les niveaux notamment en matière de renforcement des capacités portant par exemple sur la nécropsie, la photo identification et aussi le financement des projets qui ont permis la mise en place d'équipes scientifiques qualifiées en bycatch et déprédation et aussi le renforcement du travail du réseau d'échouage tout en tenant compte des enjeux socioéconomiques excisant.

Finalement, Mesdames et Messieurs, Honorable Assistance, Merci de votre attention et je souhaite plein succès aux travaux de cette Réunion.

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DE LA TÜRKİYE
(par le Point Focal ACCOBAMS)**

Distinguished Chairperson,
Distinguished Delegates and Executive Secretary
Ladies and Gentlemen,

Türkiye is grateful to the Government of Malta for hosting Meeting of Parties and for the great hospitality provided to us. Türkiye would like to express its sincere appreciation to the Secretariat for its devoted work on conservation of cetaceans in the last triennium.

We come together to discuss a set of issues regarding the enhancing of the effective cetacean conservation. Türkiye, which has coasts on both the Mediterranean and the Black Sea, would like to emphasize the importance it attaches to the improvement current conservation status of cetaceans and habitats, also regional and national efforts.

We look forward to a successful meeting that can be achieved through constructive deliberations on important issues of the Agreement, including those on budget and work programme, technical and scientific issues.

Thank you.

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DE L'UKRAINE
(par le représentant ukrainien)**

Mrs. Chair,

Ukrainian delegation would like to make invite ACCOBAMS parties join this statement

Distinguished Delegates,

These are not normal times and our thoughts are with the Ukrainian people and everyone who is suffering because of Russia's war on Ukraine.

We also express grave concern over the growing environmental emergency in Ukraine relating to the ongoing and potential damage of its environment, stemming from the Russian Federation's unprovoked and unjustified aggression.

The Black Sea and the Sea of Azov are the home for numerous species of marine flora and fauna including three species of cetaceans, namely, common dolphin, bottlenose dolphin and harbour porpoise. All these species are under international and national protection of many Range States including the Black Sea and the Sea of Azov riparian countries.

Military activities of the Russian navy because of its aggression against Ukraine have already caused unprecedented negative impact on coastal and marine biodiversity, destroying plant and animal habitats and led to mortality of living marine creatures.

Here is an alarming statistic of growing number of dead dolphins in the Black Sea this year. The scientists believe that the main reason of this phenomenon is military actions of the Russians military ships including detrimental impact of underwater noise generating by their sonars. Samples of dead and stranded dolphins have been already collected and prepared to be processed and analyzed by relevant laboratories.

While the Russian Federation is not a Contracting Party to ACCOBAMS it is evident that its aggression has a major threat not only to cetaceans but also to the biodiversity of numerous ecosystems including marine fauna and flora thus violating the fundamental principles of the Convention on Biological Diversity.

We recognise the need to assess the environmental consequences of Russia's aggression both in Ukraine and in a wider Black Sea region and affirm our support to Ukraine in reconstruction, including for providing assistance for restoration activities of the damaged habitats and plant and animal populations.

We call upon the Contracting Parties to ACCOBAMS to take every effort to force the Russian Federation to immediately cease its aggression that prevents Ukraine from exercising its obligations under the ACCOBAMS and other international treaties to protect and restore marine ecosystems.

We will forward the text of this statement to the Secretariat.

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU PNUE /PAM
(par M. Stavros Antoniadis au nom du Coordinateur du PAM, Mme. Tatjana Hema)

I would like to thank the ACCOBAMS Secretariat for the invitation of UNEP/MAP Barcelona Convention to this important MOP and convey to the meeting the apologies of the MAP Coordinator Ms. Tatjana Hema for not being able to attend herself, as the meeting of the Bureau of the Contracting Parties to the Barcelona Convention is currently held in Greece. I would therefore like to deliver this speech on her behalf.

UNEP/MAP and ACCOBAMS have a long-standing co successful cooperation, formalised through an MoU signed between the two organisations in 2012, which has served as a framework for the delivery of a number of important achievements jointly by the two organisations. Let me highlight some of these:

First of all, there is a close ongoing collaboration among the Secretariats of ACCOBAMS, UNEP/MAP, GFCM, IUCN-Med, within the Joint Cooperation Strategy on Spatial-based Protection and Management Measures for Marine Biodiversity. This collaboration has been very helpful in bringing together important actors in the region for an integrated protection of marine biodiversity and ecosystems.

In addition, an important area of cooperation is related to the Mediterranean Quality Status Reports prepared by MAP in the framework of the UNEP/MAP Integrated Monitoring and Assessment Programme (IMAP) implementation.

- In particular, on the assessment of CCI 23, 26 & 27, ACCOBAMS is providing important information and assessment findings produced within the projects implemented by ACCOBAMS and the elaboration of data from noise register and the Mediterranean Aerial Survey Initiative managed by ACCOBAMS.
- Within the implementation of the cetacean monitoring programmes identified under the EcAp Med III project in the south Mediterranean countries, UNEP/MAP Specially Protected Areas Regional Activity Centre (SPA/RAC) is calling for experiences issued from ACCOBAMS Survey Initiatives (ASI) and for sharing its data to support the preparation of the 2023 Quality Status report and their dissemination in relevant regional fora.
- Linked to this joint work, UNEP/MAP Information and Communication Regional Activity Centre (INFO/RAC) has developed in close collaboration with ACCOBAMS Data Standards and Data Dictionaries for IMAP Common Indicators 3,4 related to cetaceans, while cooperation is ongoing to ensure a regional reporting into the IMAP Info System on cetaceans as additional data flow besides the Contracting Parties contribution.
- UNEP/MAP looks forward to continuing and further strengthening this cooperation on environmental monitoring and assessment, with a focus on coordinated efforts of setting monitoring and assessment of CCIs 26 and 27, as well as for developing a common methodology for monitoring floating marine litter through aerial surveys.

In relation to biodiversity and ecosystems conservation and restoration:

- For more than two decades, ACCOBAMS and UNEP/MAP-SPA/RAC have been working together to achieve and maintain a favourable conservation status for cetaceans, in the spirit of the recommendations of the Barcelona Convention Contracting Parties.
- In this context, the ACCOBAMS Agreement Parties have designated SPA/RAC as Coordination Unit for the Mediterranean Sea and contiguous Atlantic Area, in order to facilitate the implementation of the measures prescribed in the Conservation Plan of the Agreement (Annex 2), Article III 7 c.
- As every Biennium, there is a detailed joined work-programme between SPA/RAC and the ACCOBAMS for the period 2021-2022, focusing on:
 - assisting contracting Parties in mitigating the impacts of the interactions occurring between cetacean species and fishing activities mainly bycatch and Depredation

- supporting the implementation of the National Action Plans for the conservation of cetaceans in the Mediterranean, their elaboration and revision if needed
- building national capacities to set up and reinforce their national stranding networks
- promoting achievement and awareness on the anthropogenic noise impacts on cetaceans.
- organizing conferences and workshops to exchange experiences and information and to consider the best approaches.
- SPA/RAC has collaborated closely with the Secretariat of ACCOBAMS in revising and updating the Mediterranean Action Plan for the conservation of cetaceans in the Mediterranean, which is in line with the evolving regional context regarding cetacean conservation and with the new challenges and priorities as identified by the most recent scientific knowledge.
- Finally, representatives from ACCOBAMS Secretariat and/or its Scientific committee are member of the Ad hoc Group of Experts on Marine Protected Areas in the Mediterranean (AGEM) and the Advisory Committee of the SPA/BIO post 2020.

A number of other joint actions have been and are being implemented by ACCOBAMS and UNEP/MAP and its Components, including the following:

- ACCOBAMS, Plan Bleu, and SPA/RAC - amongst a total of 12 organisations - organized the pavilion "Mediterranean Solutions" during the IUCN 2020 Congress (Marseille, September 2021).
- ACCOBAMS, Plan Bleu, and SPA/RAC also collaborate as partners of the project ABIOMMED, an EU MSFD support project for the Mediterranean with an important component on biodiversity especially mammals.
- There is also successful cooperation between the two Organisations in the framework of PELAGOS Agreement. In this context, UNEP/MAP (Plan Bleu) wishes to contribute to building capacities to support the implementation of the Pelagos Management Plan regarding the mitigation of environmental impact from cruise, recreational boating, tourism and marine renewable energies sectors.
- Plan Bleu has also offered ACCOBAMS Secretariat to explore how the Med Observatory could be used as a platform for ACCOBAMS information and provide the functionalities of analysis and cross-checking data from different sources; this remains an option to be explored.

The UNEP/MAP Coordinator had on 20 October 2022 a bilateral meeting with the Executive Secretary of ACCOBAMS, Mrs. Susana Salvador, where issues of common interest were discussed, including the contribution of ACCOBAMS to the 2023 MED QSR, exchange of best practices, cooperation on spatial-based protection and management measures for marine biodiversity, possible future collaboration through projects and on outreach events. Both organizations are very keen to continue collaboration including through renewal of the existing MoU. To this end, the UNEP/MAP Secretariat plans to present to the next Bureau meeting in 2023 a proposal for a new Agreement for submission to the MAP Focal Points and to COP 23 for consideration and adoption.

I would like to thank once again the ACCOBAMS Secretariat for the invitation to this important MOP and wish you a successful meeting and fruitful deliberations. Let me also reaffirm, on behalf of the MAP Barcelona Convention Secretariat, the intention to continue and further expand our effective collaboration in the following years.

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU REMPEC
(Par M. Franck Lauwers, représentant le PNUE-PAM/REMPEC)

Your Excellencies, dear Chair of the Bureau, dear Executive Secretary, distinguished delegates, esteemed colleagues, ladies, and gentlemen, it is a great pleasure for me to represent the Regional Marine Pollution Emergency Response Centre for the Mediterranean Sea (REMPEC) at the Eighth Meeting of the Parties to ACCOBAMS.

Allow me first to thank the Government of Malta for its hospitality and to express my appreciation to the ACCOBAMS Secretariat for the invitation to attend this meeting as an observer.

REMPEC is a Regional Activity Centre established within the framework of the Mediterranean Action Plan of the United Nations Environment Programme (UNEP/MAP), with a view to coordinating the activities of the Mediterranean coastal States related to the implementation of the Protocol concerning Cooperation in Preventing Pollution from Ships and, in Cases of Emergency, Combating Pollution of the Mediterranean Sea to the Convention for the Protection of the Marine Environment and the Coastal Region of the Mediterranean (the "Barcelona Convention"). The Centre has been based in Malta, hosted by the Government of Malta, and administered by the International Maritime Organization (IMO) in cooperation with UNEP/MAP since 1976.

REMPEC and ACCOBAMS have worked in close cooperation for many years. The recent adoption of Decision IG.25/16 on the Mediterranean Strategy for the Prevention of, Preparedness, and Response to Marine Pollution from Ships (2022-2031) at the 22nd Meeting of the Contracting Parties to the Barcelona Convention and its Protocols (COP 22) (Antalya, Türkiye, 7-10 December 2021), has created a new impetus for this cooperation.

Indeed, by adopting this Strategy, the Contracting Parties to the Barcelona Convention (i.e. the 21 Mediterranean coastal States and the European Union) committed to take individual and collective effective measures to address a range of environmental challenges, including pollution, climate change, air emissions, plastic and marine litter, non-indigenous species, protected areas and emerging issues (such as underwater noise). Some of these challenges are of key relevance to the work of ACCOBAMS.

This Strategy is not only a response to environmental challenges, but also a driver of green maritime transport that is a firm basis for a wider sustainable blue economy in the Mediterranean. This is part of a broader endeavour undertaken by IMO, UNEP/MAP and the Contracting Parties to the Barcelona Convention to address the triple crisis of climate change, pollution and biodiversity loss in the Mediterranean, while accelerating the achievement of the Sustainable Development Goals.

As I speak, the First Coordination Meeting on the implementation of the Mediterranean Strategy (2022-2031) is being held in Malta in parallel to the ACCOBAMS MOP 8. This meeting will enable to discuss an analysis of the needs of countries for the implementation of the actions into which the Strategy translates versus on-going activities and projects carried out by relevant regional stakeholders in the Mediterranean. It will also enable to define concrete synergies and plans through concertation, coordination of activities, definition of responsibilities and directions, to be considered in the preparation of the UNEP/MAP Programme of Work for the period 2024-2025 and beyond.

Since REMPEC is mandated to assist the Mediterranean coastal States in ratifying, transposing, implementing, and enforcing international maritime conventions related to the prevention, preparedness, and response to pollution from ships, allow me to also update the meeting on some of the key recent developments within the IMO of direct relevance to both REMPEC and ACCOBAMS:

1. The 76th session of the IMO's Marine Environment Protection Committee (MEPC 76) (10-17 June 2021) agreed to include in the biennial agenda of the Sub-Committee on Ship Design and Construction (SDC) for 2022-2023 an output on *"Review of the 2014 Guidelines for the reduction of underwater noise from commercial shipping to address adverse impacts on marine life (MEPC.1/Circ.833) and identification of next steps"*, with a target completion year of 2023. The work is advancing well, and the matter is expected to be discussed at the 9th session of the said committee (SDC 9) to be held from 23 to 27 January 2023.
2. Following the request of MEPC 76, IMO, the United Nations Development Programme (UNDP), and the Global Environment Facility (GEF) have joined hands to develop a new technical cooperation project to address the issue of underwater noise from shipping (the "GEF-UNDP-IMO GloNoise Partnership project"). The project will focus on building capacity in developing countries for implementing the IMO Guidelines for the reduction of underwater noise from commercial shipping to address adverse impacts on marine life. The project will further entail assisting developing countries and regions in raising awareness and filling the information gaps to assist the policy dialogue on anthropogenic underwater noise mitigation from shipping.
3. The 79th session of the IMO's Marine Environment Protection Committee (MEPC 79) (London, UK, 12-16 December 2022) will be invited to consider a proposal for the designation of a Particular Sensitive Sea Area (PSSA) in the North-Western Mediterranean Sea to protect cetaceans from international shipping, jointly submitted by France, Italy, Monaco, and Spain.

To conclude, I would like to take this opportunity to congratulate the ACCOBAMS Secretariat for the work it has done ahead of this important meeting.

I wish all fruitful deliberations and a successful outcome at the Eighth Meeting of the Parties to ACCOBAMS.

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DE L'IOGP
(Par M. David Barthèlemy)**

International Association of Oil & Gas Producers (IOGP) thanks the distinguished ACCOBAMS Contracting Parties and ACCOBAMS Secretariat for the opportunity to be with you this week on behalf of the IOGP as an ACCOBAMS Observer. We value our ability as an ACCOBAMS observer organisation to engage with the ACCOBAMS Contracting Parties and other observer organisations to help to ensure that ACCOBAMS is transparent and inclusive in its decision-making and to ensure ACCOBAMS measures are practicable, realistic and underpinned by sound science and research, to facilitate sustainable blue economy activities to take place in the ACCOBAMS area.

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DU SECRETARIAT PERMANENT
DE LA COMMISSION POUR LA MER NOIRE (BSC PS)
(Par Mme. Iryna Makarenko)**

Thank you Madam Chair and congratulations on being elected.

Your Excellences, Ms. ACCOBAMS Chair, ACCOBAMS Executive Secretary, distinguished participants of the Meeting, ladies and gentleman,

It is a great honour for me to be here today and I would like to extend my gratitude to the Government of Malta and ACCOBAMS Secretariat for hosting and excellent organization of this distinguished meeting and for this chance to be given a floor on behalf of the Black Sea Commission' Permanent Secretariat.

As you may know, the Black Sea Commission was created as an executive body to implement the provisions of the Convention on the Protection of the Black Sea Against Pollution also known as Bucharest Convention, and being a Regional Sea Convention, the Black Sea Commission is responsible for promoting the implementation of Bucharest Convention and its Protocols, it was established to, *inter alia*, monitor and assess pollution, control pollution from land-based sources, ensure conservation of biological diversity, address environmental safety aspects of shipping, address environmental aspects of management of fisheries and other marine living resources and, last but not least, promote integrated coastal zone management and maritime policy.

As you may know, since 2002, in accordance with the provisions of the relevant Memorandum of Understanding between the Black Sea Commission and ACCOBAMS, the Permanent Secretariat of the Black Sea Commission (BSC) has an honour to serve as Black Sea Sub Regional Coordination Unit for ACCOBAMS in regards to the conservation of the cetaceans of the Black Sea. It is my pleasure to mark today an outstanding level of cooperation between our organizations and a solid intention to continue our efforts in the Black Sea region together with other relevant partners.

Let me thank the Republic of Türkiye for excellent chairmanship and also my compatriots from Ukraine that despite these challenging times will be sharing with us their concerns regarding the conservation of the Black Sea cetaceans...

I will be given a floor later today to present the report of our sub-regional unit, concluding my address, let me wish every success as well as long years of prosperity and well-being to your distinguished organization. Let me also wish success to this meeting and to our future endeavours aimed at conservation of cetaceans in the Mediterranean and the Black Sea region.

Thank you very much for your kind attention.

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE L'ASCOBANS **(Par Mme Jenny Renell, ASCOBANS Coordinator)**

ASCOBANS is the sister agreement of ACCOBAMS in the Baltic, North East Atlantic, Irish and North Seas. The mandates the Agreement has for the conservation of cetaceans, bring clear opportunities for close collaboration and synergies with ACCOBAMS.

These are present for example in the Joint Noise Working Group, the Joint Bycatch Working Group, and the Common Dolphin Group. We are also planning a Marine Debris Workshop together, to take place at the next European Cetacean Conference in 2023.

In addition, ACCOBAMS and ASCOBANS share some of the Agreement Area; and three Range States - France, Portugal, and Spain.

The 9th Meeting of the Parties to ASCOBANS took place in September 2020, online. Resolutions adopted, that may be of interest to ACCOBAMS Parties, include marine debris, food availability and resource depletion, and the Baltic Proper harbour porpoise.

The ASCOBANS Parties also updated existing resolutions on bycatch, conservation of the common dolphin, and stranding response. With that, Parties adopted the joint ASCOBANS-ACCOBAMS *Best practice on cetacean post-mortem investigation and tissue sampling*, and the *CMS Family Guidelines on EIA for marine noise-generating activities*. The Resolutions are available on the [ASCOBANS website](#).

The 27th Meeting of the Advisory Committee (AC27) was held online in September 2022. It agreed on 27 Action Points and Recommendations, which can be found on the [ASCOBANS website](#). The ASCOBANS Resource Depletion Working Group submitted an extensive report to AC27, which may be of interest to MOP8 participants. AC27 also discussed the recent Nord Stream gas leak, dolphin hunt in the Faroe Islands, and the threat recreational speed crafts pose to small cetaceans.

The meeting agreed to establish a Working Group to identify potential duplication or gaps in cetacean conservation efforts between ASCOBANS and other organisations; and Working Groups to address the rapid growth in offshore renewable energy construction, effects of the Nord Stream gas leak, and recreational speed crafts.

Some other recent activities of potential interest to ACCOBAMS relate to alternative gears to static gillnets, prediction of the cochlear frequency maps of harbour porpoise, developing guidelines for cetacean-friendly marine spatial planning, and status of the Iberian harbour porpoise. These are all projects that started this year, and I hope to be able to share some results by the next ACCOBAMS Scientific Committee meeting.

ASCOBANS celebrates its 30th anniversary this year, and ACCOBAMS celebrated its 25th anniversary last year. ACCOBAMS and ASCOBANS have a long history of fruitful cooperation, and I look forward to continue working closely together.

Thank you.

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU SECRETARIAT PERMANENT DE L'ACCORD PELAGOS
(par Mme Costanza FAVILLI, Secrétaire Exécutif de l'Accord Pelagos)

The Permanent Secretariat of the Pelagos Agreement is pleased to inform the ACCOBAMS MOP that, last December at the 8th Pelagos Conference of the Parties, France, Italy and Monaco approved a new Management Plan and Action Plan for 2022-2027. These Plans are aiming to revitalise the strategy and the work of the Agreement by introducing important innovations, in regard to both the governance of the Agreement and the execution and financial support of its activities.

On that occasion, the Parties reaffirmed the fundamental importance they attribute to the collaboration between the ACCOBAMS and Pelagos Agreements in consideration of their objectives and the complementarity of their actions.

Therefore, for the Permanent Secretariat the improvement and continuing of this collaboration constitutes a priority.

In this context, I take this opportunity to thank ACCOBAMS for making ASI data available for the area of the Pelagos Sanctuary. These data, together with data collected in other contexts, will be the basis for the Working Groups on Assessment and Impacts to carry out technical-scientific analyses on few priority species and pressures.

In addition, the participation of ACCOBAMS representatives to the new Pelagos Working Groups is a concrete sign of our cooperation and it will allow our two Agreements to ensure synergies and avoid duplications on topics of mutual interest.

I also want to highlight the work done on the issue of collisions between whales and ships by our two Agreements, which led to the submission of a proposal for the designation of a *Particularly Sensitive Sea Area* in the North-Western Mediterranean by France, Italy, Monaco and Spain. The two Agreements were able to provide, when requested, full support to the Parties, facilitating the organisation of technical and political meetings, funding specific studies and maintaining the level of attention of the public on this concerning issue.

Finally, we continue to be engaged in the promotion of the ACCOBAMS/Pelagos code of conduct on the observation of cetaceans, which is enhanced by HQWW certification process.

Concerning our future cooperative plans, the Pelagos Agreement will develop targeted communication actions aiming to disseminate all results of the above cooperative actions, as early as 2023, through the creation of a dedicated web pages on the new Pelagos website, which will be inaugurated before next summer and a video presenting the cooperation between the two agreements.

To conclude, allow me to thank the Parties to the Pelagos Agreement for their guidance, concrete everyday support and financial contributions that they made available to meet the objectives of our Agreement and of the aforementioned collaboration.

I wish everyone a very fruitful week.

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE LA CGPM

Dear ACCOBAMS Chairperson, Executive Secretary, Distinguished delegates and participants, Dear colleagues,

On behalf of the General Fisheries Commission for the Mediterranean, I have the pleasure to address the Eighth Meeting of the Parties in my capacity of newly appointed GFCM Executive Secretary and in light of the tight and productive collaboration between ACCOBAMS and the GFCM over the years.

I would like to congratulate ACCOBAMS for their incredible work and the key role played in the context of conservation actions in the Mediterranean and Black Sea. ACCOBAMS's efforts in improved assessments of cetaceans' populations, enhanced monitoring and mitigation of potential negative interactions with fisheries as well as other valuable contributions towards area-based conservation measures, the reduction of anthropogenic underwater noise, marine litter and other such issues of common interest are crucial for the sustainability of fisheries, biodiversity and livelihoods in our joint area of application.

ACCOBAMS keeps on proving to be an invaluable partner in multiple joint endeavours. The considerable progress achieved in initiatives such as the Medbycatch and Depredation projects have demonstrated once again the added value of such collaboration, and the GFCM plans to keep on relying on the positive mechanisms established to further advance in the monitoring and mitigation of negative interactions between fisheries and the marine environment and ecosystems. A key pillar of the GFCM 2030 Strategy for sustainable fisheries and aquaculture in the Mediterranean and the Black Sea, as well as of the recently established MedSea4Fish capacity development programme, cooperation with relevant international organizations aims to exploit the complementarity of mandates to foster multidisciplinary holistic solutions.

I look forward to pursuing our strong collaboration in the years to come and to keep on showcasing through our joint efforts how efficient fisheries management and conservation objectives can go hand in hand in the framework of shared sustainability goals.

I thank you for your attention and wish you all a very productive meeting.

Yours sincerely,

Miguel Bernal

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE RAMOGE

Considérant le développement de la croisière et de la grande plaisance dans la zone RAMOGE, l'Accord a jugé important d'étudier ces activités de façon exhaustive afin d'acquérir des données objectives pour garantir sur le long terme une gestion durable de ces activités.

En effet, la croisière en Méditerranée représentait 14,8 % du marché mondial en 2019, portée par une croissance soutenue d'environ 5 % par an. Malgré la parenthèse relative à la pandémie de la Covid-19, cette activité connaîtra assurément un nouvel essor ces prochaines années. De même, on estime que plus de 3 000 yachts, soit entre 60 à 70 % de la flotte mondiale, fréquentent chaque année le « triangle d'or » situé entre la côte d'Azur, Monaco, la Riviera italienne et la Sardaigne.

Dans ce contexte, RAMOGE a publié en 2021, une étude dressant l'inventaire de l'ensemble des impacts environnementaux de la croisière, ainsi que de la grande plaisance. En outre, ce travail documente aussi le contexte réglementaire pertinent au sein des pays parties à l'Accord, et propose des recommandations et pistes d'amélioration pour limiter au mieux ces impacts.

La croisière et la grande plaisance sont à l'origine de nombreuses nuisances et perturbations pour les mammifères et cétacées, qu'il s'agisse des collisions, des émissions acoustiques, ou des pollutions chimiques. Ainsi, le Secrétariat de l'Accord RAMOGE considère la collaboration avec l'ACCOBAMS comme essentielle pour contribuer à informer et sensibiliser les armateurs, compagnies maritimes, gestionnaires d'aires marines, autorités portuaires, collectivités locales et usagers ; mais aussi relayer et promouvoir des mesures permettant d'agir concrètement sur la limitation des sources de pollution, à l'instar de la charte récemment lancée par la France, « Charte Croisière Durable Méditerranée », visant à encourager les compagnies à mettre en œuvre des pratiques plus soutenables.

Dans la continuité des activités déjà menées en partenariat sur les déchets marins, le Secrétariat de l'Accord RAMOGE se tient à la disposition de l'ACCOBAMS pour réfléchir à une collaboration afin de promouvoir une croisière durable en Méditerranée.

ANNEXE VI - RAPPORT DU DEPOSITAIRE ET STATUT DES RATIFICATIONS²



Le Dépositaire de l'Accord, le Département des Relations Extérieures et de la Coopération de la Principauté de Monaco, a l'honneur de soumettre ce rapport aux Etats Parties de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente (ACCOBAMS).

Depuis la septième Réunion des Parties (MoP7), qui s'est tenue à Istanbul du 22 au 25 novembre 2019, aucune nouvelle ratification de l'Accord n'a été enregistrée par le Dépositaire.

Ainsi, au 28 juillet 2022, l'Accord comptait 24 Parties Contractantes (Tableau 1).

S'agissant des Amendements au texte de l'Accord et à ses annexes, relatifs à l'extension de la zone géographique de l'ACCOBAMS adoptés lors de la MoP4 en 2010, le Département des Relations Extérieures et de la Coopération, a enregistré les instruments de ratification de la République d'Italie, déposés le 4 août 2021, et de la République de Malte, déposés le 26 janvier 2022.

Le Département des Relations Extérieures et de la Coopération n'a pas manqué d'en informer, par voie diplomatique, les signataires et/ou Parties à l'Accord, le Conseil de l'Union européenne, le Secrétariat Permanent de l'ACCOBAMS et celui de la Convention sur les Espèces Migratrices (CMS) ainsi que le Service des Traités des Nations Unies.

Ainsi au 28 juillet 2022, les Parties ayant approuvé les Amendements sont au nombre de 10 (Tableau 2).

Pour mémoire, conformément à l'Article X, paragraphe 3 de l'Accord, lesdits amendements entreront en vigueur le trentième jour après la date à laquelle les deux-tiers des Etats Parties à l'Accord, soit seize (16) Parties, les ont ratifiés.

Par ailleurs, durant ce triennat 2020-2022, le Département des Relations Extérieures et de la Coopération, en sa qualité de Dépositaire de l'ACCOBAMS, par l'intermédiaire des divers agents diplomatiques de la Principauté de Monaco, a appuyé les démarches du Secrétariat permanent visant à sensibiliser les autres Etats riverains en vue de leur adhésion à l'Accord ainsi qu'à les encourager à approuver les Amendements.

² Monaco le 28/07/2022

Tableau 1

Le tableau ci-après présente l'état des Parties contractantes à l'Accord, au 28 juillet 2022.

PAYS	SIGNATURES	RATIFICATIONS		ENTRÉE EN VIGUEUR
	Dates	Instrument	Dépôt de l'instrument	
ALBANIE	24/11/1996	25/05/2001	03/07/2001	01/10/2001
ALGERIE		19/03/2007(AA)	25/09/2007	01/12/2007
BOSNIE-HERZEGOVINE				
BULGARIE	16/09/1999	23/09/1999	10/11/1999	01/06/2001
CROATIE	24/11/1996	03/05/2000	10/07/2000	01/06/2001
CHYPRE	24/11/1996	30/01/2006	14/02/2006	01/05/2006
EGYPTE		04/03/2010	19/04/2010	01/07/2010
ESPAGNE	24/11/1996	07/01/1999	02/02/1999	01/06/2001
FRANCE	24/11/1996	26/02/2004 (AA)	10/03/2004	01/06/2004
GEORGIE	24/11/1996	30/03/2001	31/05/2001	01/06/2001
GRECE	24/11/1996*	24/11/1996*	24/11/1996*	01/06/2001
ISRAEL				
ITALIE	24/11/1996	10/02/2005	24/06/05	01/09/2005
LIBAN		05/05/2004(A)	13/12/2004	01/03/2005
LIBYE		12/05/2002	18/06/2002	01/09/2002
MALTE	23/03/2001*	23/03/2001*	23/03/2001*	01/06/2001
MAROC	28/03/1997	13/05/1999	05/07/1999	01/06/2001
MONACO	24/11/1996	25/04/1997	30/04/1997	01/06/2001
MONTENEGRO		17/02/2009 (AAA)	18/05/2009	01/08/2009
PORTUGAL	24/11/1996	30/09/2004 (A)	15/10/2004	01/01/2005
ROUMANIE	28/09/1998	13/06/2000	17/07/2000	01/06/2001
ROYAUME UNI				
RUSSIE				
SLOVENIE		12/07/2006	25/09/2006	01/12/2006
SYRIE		07/02/02 (A)	22/03/2002	01/06/2002
TUNISIE	24/11/1996	31/12/2001	15/01/2002	01/04/2002
TÜRKIYE		29/05/2017 (AA)	03/11/2017	01/02/2018
UNION EUROPEENNE				
UKRAINE		09/07/2003	23/10/2003	01/01/2004

* Signature valant ratification

A = Adhésion

AA = Approbation

AAA= Accession

Tableau 2

Le tableau ci-après présente l'état des Parties contractantes ayant approuvé les Amendements, au 22 juillet 2022 :

PAYS	RATIFICATIONS		ENTRÉE EN VIGUEUR
	Instrument	Dépôt de l'instrument	
ALBANIE			
ALGERIE			
BULGARIE	08/02/2012 ³	14/03/2012	
CROATIE			
CHYPRE	11/08/2014 ³	22/08/2014	
EGYPTE			
ESPAGNE	26/11/2012 ¹	10/01/2013	
FRANCE	15/10/2016 ²	10/11/2016	
GEORGIE			
GRECE			
ITALIE	13/07/2021 ¹	04/08/2021	
LIBAN			
LIBYE			
MALTE	10/01/2022 ³	26/01/2022	
MAROC			
MONACO	24/02/2011 ²	02/03/2011	
MONTENEGRO	03/12/2014 ³	09/07/2015	
PORTUGAL			
ROUMANIE			
SLOVENIE	09/06/2016 ²	09/06/2016	
SYRIE			
TUNISIE			
TÜRKIYE			
UKRAINE	26/11/2012 ³	02/01/2013	

¹ = Ratification

² = Approbation

³ = Acceptation

NB : 16 approbations sont nécessaires pour l'entrée en vigueur des amendements

ANNEXE VII - RAPPORT DU BUREAU

Au cours de la période triennale 2020-2022, la composition du Bureau était la suivante :

- Président : M. Fahrettin ULU (Türkiye) ;
- Vice-Présidente : Mme Elvira GARCIA-BELLIDO CAPDEVILA (Espagne)
- Vice-Président : M. Gaby KHALAF (Liban) ;
- Vice-Président : M. Duncan BORG (Malte) remplacé par Mme Marie-Therese GAMBIN depuis juin 2021 ;
- Vice-Président : M. Abdelali LOUDRHIRI (Maroc).

Trois Réunions du Bureau ont eu lieu au cours de la période triennale 2020-2022, dont les deux premières ont été organisées en ligne en raison de la pandémie de COVID-19 et ont suivi des procédures spécifiques convenues par les Membres du Bureau :

- La Treizième Réunion du Bureau (BU13, en ligne, 9-11 décembre 2020),
- La Quatorzième Réunion du Bureau (BU14, en ligne, 18-19 janvier 2022),
- La Cinquième Réunion du Bureau Étendu (BUEXT5, Monaco, 26-27 avril 2022).

En outre, et conformément à la procédure de Recrutement du Secrétaire Exécutif prévue dans la Résolution 7.3, le Bureau a fait office de Comité de Recrutement et s'est réuni le 10 février 2020 afin d'interviewer les candidats présélectionnés pour le poste de Secrétaire Exécutif. Le 7 avril 2021, une Réunion Extraordinaire du Bureau a été organisée en distanciel pour évaluer l'efficacité de la première année (probatoire) du Secrétaire Exécutif nommé en 2020, qui a été suivie d'un avis favorable émis par le Bureau sur la poursuite de son mandat. Une lettre du Président de l'ACCOBAMS a été distribuée aux Points Focaux Nationaux le 9 avril 2021.

Le 1^{er} septembre 2022, une autre Réunion Extraordinaire du Bureau a été consacrée à la prise de décision sur les projets à sélectionner pour le financement dans le cadre de l'Appel à propositions 2022 de l'ACCOBAMS.

Toutes les Réunions du Bureau ont été suivies par les Membres du Bureau, ainsi que par le Conseiller du Président du Bureau (M. Aybars ALTIPARMAK), le Président du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS (M. Simone PANIGADA) et par les membres et experts travaillant avec le Secrétariat de l'ACCOBAMS.

La Cinquième Réunion du Bureau Étendu a également été suivie par :

- Un représentant de Pays : Mme Céline IMPAGLIAZZO (Monaco) ;
- Trois experts nommés par les Membres du Bureau - Mme Mihaela CANDEA, M. Alain JEUDY DE GRISSAC et Mme Ana ŠTRBENAC ;
- Les représentants des Unités de Coordination Sous-Régionales - Mme Lobna BEN NAKHLA (SPA/RAC) et Mme Iryna MAKARENKO (BSC).

Un rapport a été préparé par le Secrétariat après chaque Réunion. Ces trois rapports sont présentés à la Huitième Réunion des Parties comme documents de référence :

- ACCOBAMS-BU13/2020/Doc25,
- ACCOBAMS-BU14/2022/Doc20, et
- ACCOBAMS-BUEXT5/2022/Doc11.

L'objectif du présent rapport est de donner un aperçu des principales questions abordées par le Bureau au cours de la période triennale 2020-2022.

I. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES

2) Recrutement du nouveau Secrétaire Exécutif

Suite à l'adoption de la Résolution 7.3 par la Septième Réunion des Parties en novembre 2019, et considérant la fin de mandat de Mme Florence DESCROIX-COMANDUCCI, le Secrétariat a publié en décembre 2019 sur le site internet de l'ACCOBAMS l'avis de vacance du poste de Secrétaire Exécutif, en anglais et en français, à la demande du Président du Bureau 2017-2019.

Cinq candidats ont été sélectionnés et invités à un entretien en face à face au Secrétariat de l'ACCOBAMS le 10 février 2020. Agissant en tant que Comité de Recrutement, le Bureau a sélectionné Mme Susana SALVADOR pour le poste de Secrétaire Exécutif de l'ACCOBAMS et elle a été recrutée le 12 avril 2020.

Conformément à la Résolution 7.3, le Secrétaire Exécutif est recruté pour une période de six (6) ans, y compris la première année en probation. Avant la fin de la première année, le Bureau prépare une évaluation de l'efficacité de la personne concernée, afin d'émettre un avis sur la poursuite du mandat. La durée du mandat de six (6) ans peut être prolongée pour une période de trois (3) ans.

Lors du BU13, le Bureau a convenu de tenir une réunion pour évaluer l'efficacité du Secrétaire Exécutif avant la fin de sa première année en poste. Les membres du Bureau se sont donc réunis en ligne le 7 avril 2021.

Une décision favorable au maintien en poste de Mme Susana SALVADOR a été prise par le Bureau, sur la base de ses compétences reconnues et de son sens élevé des responsabilités, ainsi que de sa capacité exceptionnelle à diriger un Secrétariat international avec tout ce qu'il englobe, notamment la gestion financière du budget alloué par les Parties, les ressources humaines du Secrétariat, et le Programme de Travail de l'ACCOBAMS.

3) Questions budgétaires

Rapport sur les recettes et dépenses :

Le Secrétariat a régulièrement informé le Bureau sur le Fonds d'Affectation Spécial et du Fonds Additionnel de Conservation. Conformément à la Résolution 7.6, des rapports sur les recettes et les dépenses ont été présentés pour 2019, 2020 et 2021.

Le Bureau a approuvé les comptes 2019, 2020 et 2021 qui ont été correctement validés, et a salué :

- les soutiens financiers apportés par certains pays à travers les contributions volontaires offertes au cours de la période triennale (Italie, Malte et Monaco),
- le travail du Secrétariat pour développer des projets et des activités soutenus par un cofinancement (projets financés par l'UE et le MAVIA, collaboration avec l'UICN).

Lors des BU13 et BU14, le Secrétariat a présenté une liste d'activités proposées avec une estimation des dépenses (respectivement pour 2021 et 2022), conformément au Programme de Travail adopté par les Parties via la Résolution 7.6, en tenant compte des implications budgétaires pertinentes. Le Bureau a approuvé les activités proposées pour 2021 et 2022 ainsi que les dépenses estimées, tout en encourageant le Secrétariat à continuer à surveiller les possibilités de financement et à élaborer des propositions de projets multilatéraux et d'activités cofinancées.

Contributions impayées :

Lors de chaque réunion, le Bureau a abordé la question des contributions impayées et a demandé au Secrétariat d'envoyer un rappel aux Parties concernées en les pressant de satisfaire rapidement leurs obligations envers le Fonds d'Affectation Spécial de l'ACCOBAMS, afin de permettre la mise en œuvre des activités relatives à l'Accord avant la MOP8. En particulier, le Bureau a conseillé au Secrétariat de contacter les Ministères des Affaires Etrangères des pays ayant plus de 3 contributions annuelles impayées.

Création d'un Groupe de Travail intersessionnel sur les dispositions budgétaires :

Conformément au para. 15 de la Résolution 7.6, le BU13 a revu les Termes de Référence d'un Groupe de Travail intersessionnel pour élaborer une proposition de révision des dispositions budgétaires, telles que, mais non limitées à, la méthodologie de calcul des Contributions Ordinaires, les modalités d'éligibilité pour le financement de la participation aux réunions institutionnelles de l'ACCOBAMS et les différents types de fonds. Ces Termes de Référence, tels que revus par les Membres du Bureau, ont été diffusés à tous les Points Focaux Nationaux le 1^{er} février 2021, mais aucune Partie n'a désigné de représentant.

Appel à propositions de l'ACCOBAMS 2022 :

Conformément à la décision du BU14, un nouvel appel à propositions ACCOBAMS pour des projets à financer dans le cadre du Fonds Additionnel de Conservation a été lancé par le Secrétariat en février 2022 grâce aux contributions volontaires perçues de l'Italie et de Monaco. Au cours de BUEXT5, les Membres du Bureau ont convenu d'une modification temporaire de la règle d'éligibilité, afin de permettre aux organisations des pays éligibles ayant parmi leurs employés ou leur conseil d'administration un ou plusieurs membres du Bureau des Parties ou du Comité Scientifique, de soumettre des propositions dans le cadre de l'Appel à propositions 2022 de l'ACCOBAMS. Le Bureau a également convenu de reporter d'un mois la date limite de l'Appel à Projets 2022 de l'ACCOBAMS (jusqu'à fin mai 2022).

En septembre 2022, une réunion du Bureau a été organisée en distanciel afin de sélectionner les projets à financer.

Enfin, le Bureau a invité le Secrétariat à réviser la Procédure sur les Appels à Propositions de l'ACCOBAMS pour les projets à financer dans le cadre du Fonds de Subventions Supplémentaires de Conservation, afin de couvrir les lacunes et les faiblesses rencontrées lors de l'Appel à Propositions de 2022, en particulier :

- la question posée par les critères d'éligibilité imposés aux organisations ayant parmi leurs employés ou leur conseil d'administration, un ou plusieurs membres du Comité Scientifique ou du Bureau des Parties,
- la lettre d'approbation sur les propositions de projet qui doit être signée par le Point Focal National correspondant.

Le Bureau a invité le Secrétariat à inclure une proposition sur une procédure révisée dans un projet de Résolution qui sera présenté à la MOP8.

4) Stratégie de Communication

Conformément aux Résolutions 7.4 et 7.5, comme prévu par le Programme de Travail 2020-2022, et en consultation avec le Bureau, une société spécialisée a été recrutée en 2020 pour développer le projet de Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS en vue de sa présentation pour adoption à la MOP8.

Au cours du BU13, le Bureau a convenu de créer un Groupe de Pilotage pour assurer la liaison avec le Secrétariat et la société pendant la rédaction de la Stratégie de Communication, et a demandé au Secrétariat de fournir cette information à tous les Points Focaux Nationaux.

Un Rapport de Diagnostic sur l'examen des outils de communication actuellement utilisés par l'ACCOBAMS a été présenté au BU14.

La BU14 a apprécié le travail entrepris par la société et a souligné l'importance d'avoir une Stratégie de Communication et de promouvoir l'ACCOBAMS en tant que marque, en particulier pour soutenir les efforts futurs de collecte de fonds. La Réunion a demandé au Secrétariat de finaliser l'avant-projet de Stratégie de Communication et de l'inclure dans les projets de Résolutions connexes qui seront soumis à la MOP8.

Au cours du BUEXT5, reconnaissant le besoin de renforcer le positionnement de la marque ACCOBAMS, le Bureau a convenu qu'il serait bénéfique d'avoir toutes les conditions en place pour une mise en œuvre efficace de la Stratégie de Communication au cours du prochain triennat. Dans cet esprit, et considérant la recommandation de la société de rajeunir l'image visuelle de la marque ACCOBAMS avant de lancer la mise en œuvre de la Stratégie de Communication en 2023, le Bureau a mandaté le Secrétariat afin de travailler sur des propositions pour un nouveau logo ou un logo modernisé à soumettre à l'examen et à la décision de la MOP8, par le biais d'un projet de Résolution associé.

5) NETCCOBAMS

Au cours du triennat 2020-2022, le Bureau a été informé des progrès réalisés dans le développement de la nouvelle version de la plateforme NETCCOBAMS (i) en mettant à jour et en améliorant les versions précédentes de la plateforme NETCCOBAMS et (ii) en abordant la volonté exprimée par le Secrétariat d'expérimenter la meilleure science disponible et les nouvelles technologies pour collecter, analyser et modéliser les données sur les cétacés, ainsi que sur les zones à risque acoustique, afin de soutenir l'approche de gestion basée sur les menaces et de mettre en œuvre toutes les mesures de conservation pertinentes promues par l'ACCOBAMS.

Le Bureau a salué les progrès réalisés dans le développement de NETCCOBAMS et a demandé quelques ajustements, tels que l'ajout de projets et d'un modèle à utiliser pour les rapports nationaux. Au cours du BU14, le Bureau a demandé au Secrétariat de fournir à tous les Points Focaux Nationaux leur mot de passe et de les inviter à remplir leurs rapports nationaux pour la MOP8 avant la fin du mois de juillet 2022.

Le Bureau a invité le Secrétariat à préparer un projet de Résolution sur NETCCOBAMS à soumettre à la MOP8.

6) Partenaires de l'ACCOBAMS

Lors de chaque Réunion du Bureau, le Secrétariat a présenté les demandes reçues pour un partenariat ACCOBAMS.

Au cours du triennat 2020-2022, le Bureau a accordé le statut de partenaire de l'ACCOBAMS à 5 organisations :

- L'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (IOGP) «
- La Fondation « Save the Med »
- L'ONG « KYMA sea conservation & research »
- Le Museu da Baleia da Madeira
- Le Yacht Club de Monaco (YCM).

Le Bureau a décidé de reporter sa décision concernant l'Association Delta en attendant l'avis du Point Focal National italien.

Le Bureau a également examiné la question des obligations de rapport des Partenaires, comme le prévoit l'Annexe 2 (Règles et Engagements des Partenaires de l'ACCOBAMS) de la Résolution 7.9 adoptée lors de la MOP7 – « *Les Partenaires de l'ACCOBAMS doivent présenter, au plus tard deux mois après chaque Réunion des Parties, un programme de collaboration avec le Secrétariat Permanent pendant la période triennale. Le programme doit inclure toutes les activités menées dans le cadre du partenariat et liées au plan de conservation et au soutien au Secrétariat Permanent* ».

Au total, 23 Partenaires sur 50 ont fourni leurs programmes de collaboration pour le triennat 2020-2022. Tout en soulignant l'importance de la collaboration avec les Partenaires, le Bureau a demandé au Secrétariat de préparer une liste des Partenaires de l'ACCOBAMS reflétant leurs contributions à l'Accord.

L'état de la collaboration des Partenaires de l'ACCOBAMS a été présenté aux Membres du Bureau lors du BUEXT5. Il est apparu que 8 Partenaires n'ont fourni aucune information écrite (programmes d'activités ou rapports de collaboration) ni ne se sont impliqués dans aucune activité de l'ACCOBAMS.

Rappelant que le statut de Partenaire ACCOBAMS peut être retiré à tout moment suite à une décision du Bureau de l'ACCOBAMS, et sur la base des informations fournies par le Secrétariat, le Bureau a mandaté le Secrétariat pour adresser une lettre officielle aux 8 Partenaires ACCOBAMS concernés afin de leur rappeler les règles et engagements applicables, et de les avertir du retrait probable de leur statut actuel de Partenaire de l'ACCOBAMS.

Considérant les différentes questions soulevées par le traitement de cette question, le Bureau a également invité le Secrétariat à développer une stratégie sur le statut de Partenaire de l'ACCOBAMS, dans le cadre du Programme de Travail 2023-2025 de l'ACCOBAMS.

7) Filets maillants dérivants

Compte tenu des événements fréquents d'enchevêtrement de baleines dans des filets maillants dérivants illégaux qui se sont produits ces dernières années en Méditerranée, des efforts ont été faits par le Bureau pour traiter cette question tout au long de la période triennale.

Lors du BU13, le Bureau a souligné que les filets maillants dérivants illégaux étaient un problème majeur pour la conservation des cétacés et pour l'ACCOBAMS et a mandaté le Secrétariat pour envoyer une lettre à toutes les Parties afin d'attirer l'attention sur ce problème. Les Parties ont ainsi été invitées à notifier officiellement le Secrétariat de chaque cas d'enchevêtrement dû à des filets maillants dérivants illégaux et à informer des instruments légaux existants et des mesures conçues pour faire appliquer au niveau national les dispositions de l'ACCOBAMS sur cette question.

Lors du BU14, un examen des traités pertinents et de la législation nationale a été présenté aux membres du Bureau, sur la base des informations fournies par les Parties de l'ACCOBAMS qui avaient répondu à la consultation lancée en mars 2021.

Les membres du Bureau ont pris note des informations fournies et ont exprimé leur inquiétude quant au peu de réponses reçues des pays sur leur mise en œuvre de l'interdiction des filets maillants dérivants de l'ACCOBAMS. Afin d'obtenir un retour d'information supplémentaire sur cette question importante, le Bureau a demandé au Secrétariat de prendre contact avec les pays qui n'avaient pas encore répondu, y compris par des contacts directs - appels

téléphoniques - avec les Points Focaux Nationaux et/ou par des contacts officiels avec les Ministères des Affaires Etrangères, le cas échéant, afin que le Conseiller Juridique puisse actualiser son rapport pour la MOP8.

Comme l'utilisation illégale des filets maillants dérivants dans la zone de l'ACCOBAMS continue à être une cause sérieuse de préoccupation, le Bureau a en outre demandé au Secrétariat de préparer un projet de Résolution sur cette question à soumettre à la MOP8. Le Bureau a également mandaté le Secrétariat pour explorer, en collaboration avec le Comité Scientifique, une définition plus précise des filets maillants dérivants de façon à ce que les dispositions de l'ACCOBAMS soient plus claires et plus spécifiques.

8) Mise en œuvre de la Résolution 4.18

ACCOBAMS prévoit que les activités de recherche en mer susceptibles de causer le harcèlement des cétacés doivent être interdites, sauf si la Partie en question décide d'accorder une dérogation, auquel cas cette dérogation ne doit être accordée qu'après avoir obtenu l'avis du Comité Scientifique. Des Lignes Directrices sur l'octroi de dérogations ont été adoptées par les Parties en 2010 par le biais de la Résolution 4.18, afin de fournir des orientations sur leur mise en œuvre.

De nombreuses activités générant du harcèlement au sens de ces Lignes Directrices sont éventuellement menées dans la zone de l'ACCOBAMS. Cependant, aucune demande d'avis n'a jamais été soumise au Comité Scientifique.

Au cours du BUEXT5, sur la base des informations fournies aux Membres du Bureau, la Réunion a conclu qu'il s'agissait d'une question majeure et que la procédure devait être rappelée à tous les acteurs de l'ACCOBAMS et aux parties prenantes concernées. Le Bureau a mandaté le Secrétariat pour adresser une lettre officielle accompagnée d'une note explicative sur les dispositions légales pertinentes à tous les Points Focaux Nationaux, les membres du Comité Scientifique, les Unités de Coordination Sous-Régionales, les Partenaires et les organisations partenaires pertinentes, afin de leur rappeler la procédure applicable pour accorder des dérogations aux activités de recherche en mer qui sont susceptibles de causer le harcèlement des cétacés, et d'inviter les Parties à informer le Secrétariat des dérogations qu'elles ont pu accorder au cours des cinq dernières années.

En ce qui concerne les futures demandes à envoyer au Secrétariat pour avis du Comité scientifique, et considérant la nécessité de mettre en œuvre cette procédure aussi efficacement que possible afin de ne pas entraver la mise en œuvre des activités de recherche, et en accord avec le Président du Comité Scientifique, le Bureau a invité le Comité scientifique à fournir son avis la semaine suivant la réception d'une demande de dérogation. Si aucun avis n'est reçu après ce délai, la Partie requérante peut considérer que l'avis du Comité Scientifique est favorable.

9) Préparation de la MOP8

Lors de chaque réunion du Bureau, le représentant de Malte et le Secrétaire Exécutif ont informé les membres du Bureau des progrès réalisés dans la préparation de la Huitième Réunion des Parties (MOP8) à Malte (29 novembre - 2 décembre 2022).

II. MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD : QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

À chaque Réunion du Bureau, le Secrétariat et le Comité Scientifique ont fourni au Bureau une vue d'ensemble des développements récents et des activités du Programme de Travail 2020-2022. En particulier, des progrès ont été réalisés sur les sujets suivants :

- Estimation et distribution des populations de cétacés
- Structure des populations
- Suivi de l'état de conservation des cétacés, y compris l'élaboration de plans de gestion de conservation (CMP)
- Réseaux d'échouage fonctionnels et réponses aux situations d'urgence
- Interactions avec les activités de pêche
- Bruit sous-marin d'origine anthropique
- Collisions
- Échouage de cétacés
- Observation des cétacés
- Interactions avec les déchets marins
- Pollution chimique et biologique
- Questions liées à la captivité
- Mesures spatiales de conservation pour les cétacés.

Le Bureau a félicité les activités mises en œuvre malgré la crise du COVID-19 et a félicité le Secrétariat et le Comité Scientifique pour le travail entrepris, particulièrement en collaboration avec d'autres organisations, qui a permis d'améliorer et de développer l'importance de l'ACCOBAMS sur la scène internationale. Le Bureau a recommandé de poursuivre cette approche collaborative.

Le Bureau a été informé du suivi du projet ACCOBAMS Survey Initiative (ASI). Les membres du Bureau ont souligné l'importance des Rapports de Résultats et de la publication à venir « Conserving Whales, Dolphins and Porpoises in the Mediterranean Sea, Black Sea and adjacent areas: an ACCOBAMS status report ».

Le Bureau a recommandé de mettre en œuvre une action de communication de grande envergure sur les résultats de l'ASI, car elle constitue une excellente occasion d'accroître la visibilité de l'ACCOBAMS et de ses activités, ainsi que l'esprit de collaboration de l'Accord.

Tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un défi important pour l'ACCOBAMS, le Bureau a encouragé le Secrétariat à poursuivre ses efforts, en consultation avec le Comité Scientifique et les Points Focaux Nationaux, afin d'assurer la durabilité de l'ASI. Lors du BU14, le Bureau a examiné les rapports relatifs au développement du Programme de Surveillance à Long Terme (LTMP) de l'ACCOBAMS et la Feuille de Route pour soutenir les ressources financières nécessaires à sa mise en œuvre, tout en soulignant l'importance du LTMP pour soutenir la mission et les objectifs de l'ACCOBAMS.

Le Bureau a convenu d'établir un groupe ad hoc composé de Points Focaux Nationaux pour soutenir la préparation du projet de Résolution sur le LTMP en vue de faciliter les discussions et les décisions de la MOP8 concernant le financement du LTMP.

Les Membres du Bureau ont souligné l'importance d'assurer des opérations régulières de surveillance synoptique dans la zone ACCOBAMS, ainsi que des synergies avec les directives pertinentes de l'UE et les cadres de surveillance des Conventions des Mers Régionales. Le Bureau a donc recommandé que le Secrétariat assure la liaison avec la Commission Européenne, les Secrétariats des Conventions des Mers Régionales (Conventions de Barcelone et de Bucarest), ASCOBANS et la CBI pour (i) les informer des résultats de l'ASI, et (ii) assurer la coordination concernant le développement du Programme de Surveillance à Long Terme de l'ACCOBAMS.

ANNEXE VIII - RAPPORT DU SECRETARIAT

(de Novembre 2019 à Septembre 2022)

Introduction

Conformément à l'Article IV, paragraphe 2,f), le Secrétariat de l'Accord doit présenter à chaque session ordinaire de la Réunion des Parties un rapport sur les activités du Secrétariat de l'Accord, des Unités de Coordination Sous-Régionales, du Bureau et du Comité Scientifique, ainsi que sur la mise en œuvre de l'Accord basée sur les informations fournies par les Parties et par d'autres sources.

Ce document est un rapport sur les activités mises en œuvre par le Secrétariat Permanent, basé sur le Programme de Travail 2020-2022 adopté lors de la Septième Réunion des Parties en 2019.

Le Rapport a été préparé par le Secrétariat de l'ACCOBAMS afin d'informer la réunion sur le statut de chaque action prévue dans le cadre du Programme de Travail 2020-2022. Il décrit les activités mises en œuvre concernant les questions administratives et scientifiques et la collaboration avec d'autres institutions au cours de la période triennale 2020-2022. Le rapport couvre la période allant de novembre 2019 à septembre 2022.

A partir de début 2020, la mise en œuvre des activités triennales a été impactée par la crise sanitaire du COVID-19. Comme cela s'est produit pour de nombreuses organisations dans le monde, plusieurs activités et réunions ont dû être reportées ou organisées en ligne. Ce n'est que depuis la fin de l'année 2021 que les réunions en personne ont pu reprendre avec toutes les précautions sanitaires nécessaires. Malgré cette perturbation majeure, le programme 2020-2022 a été mis en œuvre.

Le Secrétariat a participé à des réunions et ateliers en personne et en ligne. A chaque fois, le Secrétariat a saisi l'opportunité de présenter les activités pertinentes, en particulier celles qui ont contribué à améliorer la visibilité de l'Accord, ainsi que de diffuser du matériel d'information et d'explorer les moyens de renforcer les coopérations/collaborations pertinentes pour la mise en œuvre de l'ACCOBAMS. Ces réunions sont indiquées de manière non exhaustive dans l'[Annexe 1](#).

Enfin, l'[Annexe 2](#) offre un rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS, tel que requis par la Résolution 7.5.

Résultats attendus	Implication de tous les acteurs clés dans le cadre des activités de l'ACCOBAMS
---------------------------	--

³ Etat possible concernant le Programme de Travail 2020-2022:

- Réalisé Partiellement : actions commencées ou développées mais toujours en cours.
- Réalisé : actions finalisées comme prévu pour la période 2020/2022
- Non réalisé : actions non initiées ou interrompues pendant la période 2020/2022

	<p>d'accompagnement de la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer la liaison avec le Dépositaire pour encourager l'adhésion des États riverains à l'Accord • Assurer la liaison avec les Unités de Coordination Sous-Régionales 		<p>compris le CAR/ASP et MedPOL), CBI, Commission européenne, CGPM, UICN, Accord Pelagos, MedPAN.</p> <p>Plus particulièrement en ce qui concerne la Convention de Barcelone :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Depuis avril 2020, le Secrétariat s'est efforcé de renforcer la collaboration avec le PNUE/PAM pour le projet EcAp-MED III et la préparation du rapport 2023 sur l'Etat de la qualité de la Méditerranée (Med QSR). Des échanges sont en cours avec le CAR/ASP et MedPOL pour discuter de la contribution de l'ACCOBAMS - le Secrétariat a participé aux réunions organisées par la Convention de Barcelone (Réunion FP du CAR/ASP, Réunions CORMON, Réunions dédiées aux mesures de protection et de gestion spatiales de la biodiversité marine, Réunions SAP BIO) durant lesquelles les priorités stratégiques et les activités clés ont été présentées aux organisateurs. - le Secrétariat s'est engagé à contribuer à l'évaluation indépendante de la mise en œuvre de la Stratégie à mi-parcours du PNUE/PAM 2016/2021. - Un protocole d'accord entre ACCOBAMS et le CAR/ASP pour le triennat 2020-2022 a été signé en octobre 2020. <p>Plus précisément, en ce qui concerne la Commission Européenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a eu une réunion avec le Commissaire sur les taux alarmants de captures accidentelles - Le secrétariat a participé aux réunions du groupe de travail européen sur le bruit (EU-TG-Noise). Les 2 co-présidents du JNWG sont impliqués dans le comité consultatif du projet QuietSeas financé par l'UE. - Le Secrétariat a participé aux réunions du Groupe d'Experts Marins coordonné par la DG Environnement de la Commission européenne. <p>Le Secrétariat a également été invité à certaines réunions nationales. OFB France : ACCOBAMS - Secrétaire Exécutif, Président et Vice-président du CS - a participé à un atelier en octobre 2021, promu par l'OFB à Paris, sur une éventuelle proposition PSSA à soumettre à l'OMI en 2022.</p> <p><u>Travaux via les Groupes de travail conjoint</u></p> <p>La première réunion du groupe de travail conjoint sur les captures accidentelles d'ACCOBAMS et d'ASCOBANS (JBWG) a eu lieu du 10 au 12 février 2021. Cent cinquante participants de 34 pays ont pris part à la réunion organisée en ligne. Une réunion de rattrapage a été organisée le 18 août 2022.</p> <p>Des ateliers avec le JNWG ont été organisés en janvier 2020 et en février 2022, respectivement dans le cadre du projet QuietMed2 concernant une proposition de d'indicateur candidat pour le bruit impulsif dans la région Méditerranéenne et dans le cadre du projet QuietSeas pour soutenir la mise en œuvre et l'opérationnalisation de la méthodologie dans le cadre du TG Noise et l'établissement de valeurs seuils pour le bruit dans la région de la mer Méditerranée et de la mer Noire.</p>
--	---	--	--

			<p>Participation à des événements internationaux :</p> <p>Le Secrétariat a participé au Congrès Mondial de la Conservation de l'UICN (Marseille, France, 5-8 septembre 2021) et a coordonné une session dans le "Stand Méditerranée" soutenu par MAVA, le 6 septembre 2021, avec plusieurs autres organismes sous le thème "Améliorer le partenariat et la gouvernance efficace et équitable des ressources naturelles méditerranéennes". Avec la CGPM, ACCOBAMS a présenté l'approche intégrée de l'ASI et la plateforme NETCCOBAMS, ainsi que la collaboration avec la CGPM avec des exemples de mobilisation conjointe vers une Alliance Stratégique efficace sur les mesures de protection et de conservation spatiales pour la biodiversité marine. Le Secrétariat a également participé à un événement parallèle "Contribuer à la construction d'une gouvernance transfrontalière" dans le Nord-Ouest de la Méditerranée, organisé par l'OFB, France.</p> <p>La Secrétaire Exécutif de l'ACCOBAMS a assisté à la Conférence des Nations Unies sur les océans (Lisbonne, Portugal, 27 juin - 1er juillet 2022) et a participé en tant que panéliste à trois événements parallèles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lors "des séances de cinéma de United by the Sea", dans le cadre de l'événement parallèle "des femmes proches avec la mer qui inspirent les communautés", le SE a présenté l'approche institutionnelle de l'ACCOBAMS en matière de conservation des cétagés, où la vidéo produite à la suite du dernier (25ème) anniversaire de l'ACCOBAMS a été partagée publiquement à l'écran (28 juin) ; - Lors de l'événement de Together for the Med " From user conflicts to sustainable fishing and marine conservation : Mediterranean success stories and best practices sharing " sous le thème " promouvoir la pêche durable ", l'ES a présenté la situation de la mer Méditerranée en matière d'interactions indésirables, en particulier la déprédation dans la pêche artisanale (30 juin) ; - Lors des 'des séances de cinéma de United by the Sea" - sous le thème de la surpêche, le SE a présenté le projet financé par MAVA - MedBycatch - sur la "Compréhension des captures accidentelles d'espèces vulnérables multi-taxa en Méditerranée et l'essai de mesures d'atténuation : une approche collaborative" en tant que partenariat entre ACCOBAMS, CGPM, CAR/ASP, et d'autres partenaires ; le court métrage de fiction "An Important Job" produit par Vergi Film Productions dans le cadre du projet MedBycatch a été partagé publiquement à l'écran, pour sensibiliser sur les choix importants que font les pêcheurs autour de la Méditerranée pour un avenir plus durable (1er juillet).
	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des réunions institutionnelles de l'ACCOBAMS : 	<p>Réalisé Veuillez-vous référer à :</p>	<p>Réunions du Comité Scientifique :</p> <p>La Treizième Réunion du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS (SC13) a été organisée à Cap d'Ail, France, du 26 au 28 février 2020.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion des Parties - Réunions du Comité Scientifique - Réunions du Bureau - Réunion des Représentants Nationaux pour développer le Programme de Travail 	<p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc11 Committee ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc09</p> <p>ACCOBAMS-RW05/2021/Doc08</p>	<p>La Quatorzième Réunion du Comité Scientifique d'ACCOBAMS (SC14) a été organisée à Monaco du 22 au 26 novembre 2021, pendant la semaine du 25ème anniversaire d'ACCOBAMS.</p> <p>Réunions du Bureau</p> <p>Le Secrétariat a facilité l'organisation d'une réunion du Bureau - agissant en tant que Comité de Recrutement - le 10 février 2020 pour interviewer les candidats présélectionnés pour le poste de Secrétaire Exécutif.</p> <p>La Treizième Réunion du Bureau de l'ACCOBAMS (BU13), initialement prévue au Musée Océanographique de Monaco, les 9 et 10 décembre 2020, a dû être organisée en ligne, du 9 au 11 décembre 2020, en raison des restrictions de voyage dans le monde entier.</p> <p>La Quatorzième Réunion du Bureau de l'ACCOBAMS (BU14), initialement prévue à Monaco en décembre 2021, a dû être organisée en ligne, les 18-19 janvier 2022, en raison des conditions sanitaires.</p> <p>La Cinquième Réunion du Bureau Étendu de l'ACCOBAMS a été organisée à Monaco, les 26-27 avril 2022.</p> <p>Réunion des Représentants Nationaux</p> <p>La cinquième réunion des Représentants Nationaux a été organisée en ligne du 12 au 15 juillet 2021.</p>
--	---	--	---

MA2	ASSURER DES FINANCEMENTS APPROPRIÉS NOTAMMENT POUR LES ACTIVITÉS DE CONSERVATION
MA2a	Mobiliser et diversifier les sources de financement

Résultats attendus	Financements supplémentaires mobilisés pour des actions de conservation Augmentation des capacités régionales en développement de projets et recherche de financements
---------------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Financer des projets de conservation des cétacés dans le cadre du Fonds Additionnel de Conservation (FAC)	<ul style="list-style-type: none"> Lancer un appel à propositions de projets de conservation des cétacés 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf05</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf06</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf07</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf08</p>	<p>Sur les trois projets sélectionnés dans le cadre de l'Appel à propositions 2018 de l'ACCOBAMS, un a été achevé (" Surveillance et atténuation des captures accessoires de cétacés dans les eaux bulgares ") et les deux autres ont pris du retard et sont toujours en cours (" Création de la banque d'échantillons de tissus de cétacés en Ukraine " et " Mise en place d'un nouveau réseau opérationnel pour le suivi des échouages de cétacés sur le littoral algérien ").</p> <p>L'appel à propositions 2022 de l'ACCOBAMS a été lancé par le Secrétariat, en consultation avec le Bureau, le 16 février 2022 pour 4 projets. Onze propositions de projets ont été reçues avant la date limite (31 mai 2022).</p> <p>Une Réunion Extraordinaire du Bureau a été organisée en ligne le 19 septembre 2022 pour décider des 4 projets qui seront financés par le Fonds de Subvention pour la Conservation Supplémentaire.</p>
Réaliser une veille des opportunités de financement et élaborer (ou soutenir l'élaboration) des propositions de projets multilatéraux et d'activités cofinancées	<ul style="list-style-type: none"> Partager des informations sur les opportunités de financement Utiliser les partenariats et les collaborations établis avec toutes les Organisations Intergouvernementales, les ONG et les entités internationales / nationales pertinentes Organiser un atelier de formation sur le 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à : Annexe 2</p>	<p>Les nouvelles sur les opportunités de financement sont publiées sur le site web d'ACCOBAMS ou diffusées par e-mail aussi souvent que possible.</p> <p>Un appel à contributions volontaires pour la mise en œuvre du Programme de Travail 2020-2022 a été envoyé à tous les points focaux et membres du Bureau en juillet 2020.</p>
Réaliser une veille des opportunités de financement			<p>Les phases 2 des projets MAVA Déprédation et MedBycatch ont été développées en 2020 et un financement a été alloué par la Fondation MAVA. ACCOBAMS participe en tant que Partenaire au projet MedBycatch2 et en tant que Coordinateur au projet Depredation2.</p>
Soutenir le développement des capacités en développement de projets et recherche de financement			<p>Un soutien supplémentaire a été accordé par MAVA pour l'évaluation du projet ASI, en vue de développer le Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS.</p>

	développement de projets / recherche de financement		<p>Une petite subvention a été accordée par MAVA afin de capitaliser sur l'expérience et les connaissances acquises dans le cadre du projet MedBycatch pour la mise en œuvre des programmes d'observation des captures accidentelles.</p> <p>Le Secrétariat d'ACCOBAMS participe en tant que Partenaire à deux projets financés par l'UE dans le cadre de l'appel DG ENV/MSFD 2020 : Directive Cadre Stratégie Marine - Soutien à la préparation du prochain cycle de 6 ans de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ABIOMMED "Soutenir l'évaluation cohérente et coordonnée de la biodiversité et des mesures à travers la Méditerranée pour le prochain cycle de 6 ans de mise en œuvre de la DCSMM" ; - QUIETSEAS "Aider la coopération (sous-) régionale pour la mise en œuvre pratique du deuxième cycle de la DCSMM en fournissant des méthodes et des outils pour D11 (bruit sous-marin)".
--	--	--	--

MA3	MISE EN OEUVRE ET RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'ACCOBAMS
MA3a	Accroître le degré de mise en œuvre et de respect des Résolutions de l'ACCOBAMS et le suivi des progrès accomplis

Résultats attendus	Degré de mise en œuvre et de respect des Résolutions de l'ACCOBAMS amélioré
---------------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	<i>Etat</i>	<i>Réalisations</i>
Mettre en œuvre la Stratégie ACCOBAMS révisée à mi-parcours	<ul style="list-style-type: none"> Refléter dans le Programme de Travail les révisions de la Stratégie de l'ACCOBAMS suite à l'évaluation à mi-parcours de son efficacité 	Réalisé Partiellement	Mise en œuvre du Programme de Travail 2020-2022
Proposer des mesures correctives en cas de non-respect des Résolutions de l'ACCOBAMS et d'infractions	<ul style="list-style-type: none"> Organiser une réunion du Comité de Suivi des obligations Appliquer les Procédures de Suivi 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à :</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc14</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc26</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf11</p>	<p>La troisième réunion du Comité de Suivi des obligations a été organisée en mars 2022.</p> <p>Suite à la soumission par OceanCare du formulaire concernant l'échec des pays méditerranéens de l'ACCOBAMS à mettre en œuvre le Plan de Conservation de l'ACCOBAMS pour les dauphins communs de Méditerranée, reçu au Secrétariat le 1er décembre 2016, le Point Focal de Malte a fourni des informations en août 2020 qui ont été transmises aux membres du Comité de Suivi.</p> <p>En 2020, lors de la réunion du BU13, le Secrétariat a attiré l'attention des membres du Bureau sur les cas d'enchevêtrement de baleines dans des filets dérivants illégaux. Le Bureau a souligné que les filets dérivants illégaux sont un problème majeur pour la conservation des cétacés et pour l'ACCOBAMS, et a chargé le Secrétariat d'envoyer une lettre à toutes les Parties sur cette question et de faire un rapport à la BU14 sur les réponses reçues. Le Secrétariat a également chargé le Conseiller Juridique, Prof. Tullio Scovazzi, de préparer une revue des traités et des législations nationales relatifs à l'utilisation des filets dérivants dans la zone de l'ACCOBAMS pour le BU14.</p> <p>En 2022, au cours du BUEXT5, le Secrétariat a attiré l'attention des membres du Bureau sur la mise en œuvre de la Résolution 4.18 relative à l'octroi d'exceptions pour les activités de recherche en mer qui sont susceptibles de causer le harcèlement des cétacés. Le Bureau a mandaté le Secrétariat pour adresser une lettre officielle accompagnée d'une note explicative sur les dispositions légales pertinentes à tous les Points Focaux Nationaux, les membres du Comité Scientifique, aux Unités de Coordination Sous-Régionales, les Partenaires et les organisations partenaires pertinentes, afin de leur rappeler la procédure applicable pour accorder des dérogations</p>

			aux activités de recherche en mer susceptibles de causer le harcèlement des cétacés, et d'inviter les Parties à informer le Secrétariat des dérogations qu'elles ont pu accorder au cours des cinq dernières années.
--	--	--	--

MA4	EXTENSION DE LA ZONE DE L'ACCOBAMS
MA4a	Assurer la mise en œuvre des normes de l'ACCOBAMS en matière de conservation des cétacés dans les zones adjacentes

Résultats attendus	Normes de l'ACCOBAMS en matière de conservation des cétacés mises en oeuvre dans les zones adjacentes
---------------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	<i>Etat</i>	<i>Réalisations</i>
Encourager la ratification de l'Amendement concernant l'extension de la zone de l'Accord en Atlantique		Réalisé Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc08	Le Secrétaire Exécutif a saisi l'occasion de discuter de cette question avec plusieurs points focaux et le pays dépositaire. L'Italie a ratifié l'Amendement en juillet 2021 et Malte en janvier 2022. A l'heure actuelle, 10 Parties ont ratifié l'Amendement pour l'extension géographique de la zone de l'Accord à l'Atlantique. Des contacts avec les autorités portugaises ont été établis depuis la mi-2020 et ont permis de comprendre les difficultés techniques liées à l'application de l'Annexe 2 (paragraphe 1.a) à l'ensemble de la ZEE du Portugal. Ces difficultés empêchent le Portugal de lancer le processus de ratification de l'Amendement concernant l'extension de la zone géographique de l'ACCOBAMS.

CONSERVATION ACTIONS (CA)

CA1

AMELIORER LES CONNAISSANCES SUR L'ETAT DE CONSERVATION DES CÉTACÉS

CA 1 a

Estimation des populations de cétacés et distribution

Résultats attendus

Meilleure connaissance des populations de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS
Distribution globale et abondance des cétacés en Méditerranée et en mer Noire établies sur la base des résultats des campagnes de suivi

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Interpréter et diffuser les résultats / les recommandations consécutives à l'ASI en Méditerranée et en mer Noire	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des ateliers dédiés à l'analyse / interprétation des données ASI (CB) Publier un rapport sur les résultats de l'ASI Diffuser les résultats et l'expérience de l'ASI dans les forums régionaux / internationaux pertinents 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à :</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf12</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf13</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf14</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf15</p>	<p>3 ateliers sous-régionaux d'analyse de données ASI ont été organisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> Méditerranée centrale (18-29 novembre 2019, Castel Gandolfo, Italie), Méditerranée occidentale (14-18 février 2022, Monaco) Méditerranée orientale/mer Noire (1-3 mars 2022, en ligne). <p>L'atelier pour la mer Noire a été partiellement réalisé en ligne par le biais du projet CeNoBS en septembre 2019, en même temps qu'une session sur la définition des valeurs seuils, ainsi que pendant l'atelier Méditerranée orientale/mer Noire (mars 2022, en ligne).</p> <p>Un Groupe de Consultation a été mis en place pour guider l'organisation et le développement de l'Atelier sur les recommandations techniques de conservation de l'ASI. Sur la base de TdR détaillés, l'atelier a été préparé par le Secrétariat, avec le soutien d'une consultante, d'une agence de modération et d'intervenants et de contributeurs. Organisé en trois sessions en ligne, l'atelier s'est tenu les 11-12 et 14-15 octobre 2021. Le rapport de l'atelier comprend les recommandations et les résultats qui ont émergé de ce travail collaboratif.</p> <p>Le processus d'analyse des données a été finalisé pour la mer Méditerranée et la mer Noire en 2021. Les deux rapports (<i>Estimates of abundance and distribution of cetaceans, marine mega fauna and marine litter in the Mediterranean Sea from 2018 2019 surveys</i> and <i>Estimates of abundance and distribution of cetaceans in the Black Sea from 2019 surveys</i>) ont été rendus publiques lors d'un court événement en ligne le 22 avril 2021, qui a rassemblé environ 200 participants. Les rapports sont disponibles en ligne sur le site de l'ACCOBAMS, ainsi que l'enregistrement de l'événement en ligne.</p>

			<p>Les résultats et l'expérience de l'ASI ont également été partagés lors de différents événements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un atelier sur les habitats de la mer Noire, 30 octobre 2020, - un événement virtuel de la CE sur la diplomatie verte en mer Noire, le 16 novembre 2020, - un atelier en ligne organisé par le projet CARIMAM dans la région des Caraïbes en novembre 2020, - l'atelier final de CeNoBS, du 9 au 11 juin 2021, - les réunions CORMON sur la Biodiversité et la Pêche, 10-11 juin 2021 et 28-29 mars 2022 - le Congrès Mondial de la Conservation de l'UICN, du 4 au 9 septembre 2021, - la Conférence des Nations unies sur les Océans, 28 juin 2022. <p>Il y a eu plusieurs échanges avec le CAR/ASP, MEDPOL et le Secrétariat de la Convention de Barcelone afin d'évaluer comment les données de l'ASI concernant la distribution et l'abondance des cétacés/tortues de mer/déchets marins pourraient être intégrées dans le Rapport sur l'état de la qualité de la Méditerranée de 2023. Le Secrétariat et les membres du Comité Scientifique ont participé à plusieurs réunions dans ce contexte, notamment aux réunions CORMON de décembre 2020, juin 2021 et mars 2022 et à des réunions bilatérales avec le CAR/INFO et le CAR/ASP sur le développement du système d'information IMAP et des dictionnaires de données.</p> <p>Un numéro spécial a été ouvert dans le Journal Frontiers for Marine Sciences sur le thème de recherche The ACCOBAMS Survey Initiative (ASI): Implementing Large Scale Surveys for Marine Megafauna the Mediterranean and Black Seas, sous la supervision du comité de rédaction. Des manuscrits présélectionnés sont en cours de préparation et publiés au fur et à mesure de leur disponibilité.</p>
<p>Soutenir le suivi à long terme dans la zone de l'ACCOBAMS en utilisant le cadre de l'ASI (méthodologie, réseau, mécanisme de financement...)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des réunions de coordination au niveau sous-régional • Développer une stratégie pour financer l'ASI sur le long terme • Soutenir le développement de collaborations spécifiques entre entités scientifiques 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à :</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc27</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf16</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf17</p>	<p><u>Assurer la durabilité de l'ASI :</u></p> <p>Le Secrétariat a élaboré un bilan intermédiaire du projet ASI, qui constitue une base pour le travail lié à la durabilité des efforts de surveillance dans la zone. Dans ce contexte, deux consultants ont été recrutés en 2020 pour aider le Secrétariat à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. définir le Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS. 2. développer une évaluation du projet ASI et une feuille de route pour soutenir un programme de surveillance à long terme, y compris l'identification des mécanismes de financement et institutionnels. <p>Suite à une demande de la 14ème Réunion du Bureau de l'ACCOBAMS en janvier 2022, un groupe <i>ad hoc</i> composé de Points Focaux Nationaux a été établi pour soutenir la préparation du projet de Résolution sur le LTMP en vue de faciliter les discussions et la décision de la MOP8, en particulier sur les implications budgétaires et financières.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir la mise en œuvre de campagnes de suivi sous-régionales 	ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf18	<p>Coordonné par le Secrétariat de l'ACCOBAMS et avec le soutien d'un consultant, ce groupe <i>ad hoc</i> s'est réuni les 21 avril et 15 juin et a développé des dispositions spécifiques pour le projet de résolution sur le LTMP et des recommandations supplémentaires à présenter lors de la MOP8.</p> <p>En parallèle, une brochure sur l'ASI et le LTMP a été finalisée en août 2022 afin de soutenir les efforts futurs de collecte de fonds pour rechercher des financements externes pour les prochains suivis.</p> <p><u>Renforcer les synergies dans le contexte de la DCSMM :</u></p> <p>Un atelier ACCOBAMS/AFB " Vers des programmes coordonnés de surveillance des mammifères marins pour le deuxième cycle de la DCSMM 2020-2026 " a été organisé lors de la Conférence Mondiale sur les mammifères marins le 8 décembre 2019 à Barcelone produisant des recommandations pour favoriser la collaboration et les consultations transfrontalières entre les programmes de surveillance des mammifères marins existants et à venir, y compris les programmes de surveillance liés à la DCSMM.</p> <p>Le projet ABIOMMED, financé par l'UE et d'une durée de deux ans ("Soutenir l'évaluation cohérente et coordonnée de la biodiversité et des mesures à travers la Méditerranée pour le prochain cycle de 6 ans de mise en œuvre de la DCSMM") a débuté en juillet 2021. Au sein de ce projet, le Secrétariat coordonne le Work Package "<i>Streamlining Descriptor's D1 selected criteria regarding mammal's species groups (small, toothed cetaceans, deep diving toothed cetaceans and baleen whales) towards coordinated monitoring and assessment in the Mediterranean region</i>". ACCOBAMS soutient en particulier l'établissement d'un groupe de travail composé de chercheurs/gestionnaires désignés par les autorités nationales compétentes pour le suivi des cétacés lié à la DCSMM dans chaque pays méditerranéen de l'UE, visant à renforcer la coordination du suivi des critères de la DCSMM relatifs aux cétacés, y compris l'élaboration de propositions de stratégie de suivi et de valeurs seuils harmonisées au niveau régional.</p>
Promouvoir l'utilisation de campagnes de suivi multidisciplinaires (comme les campagnes de suivi halieutiques / acoustiques), des technologies innovantes (UAV, satellites) et des plates-formes d'opportunité (ferries, whale watching, navires de la marine, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des Lignes Directrices / Bonnes pratiques sur la mise en œuvre de campagnes de suivi multidisciplinaires, l'utilisation de plateformes d'opportunités et de 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à :</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf19</p>	<p>Une étude de faisabilité et d'expérimentation sur l'utilisation de drones pour le suivi des cétacés dans la zone de l'accord de l'ACCOBAMS a été finalisée par l'IMMRAC/Université de Haïfa et l'Université Murdoch. Les rapports et les résultats ont été fournis au cours de l'été 2020. Une partie de ce travail a été publiée dans un article revu par les pairs en septembre 2022.</p>

pour collecter des données sur la distribution et l'abondance des cétacés	<p>technologies innovantes pour collecter des données sur la distribution et l'abondance des cétacés</p> <ul style="list-style-type: none"> Examiner les programmes de suivi existants /les efforts scientifiques existants à l'échelle nationale / régionale qui pourraient être utilisés pour collecter des données sur la distribution et l'abondance des cétacés Collaborer avec les Organisations compétentes, telles que la CICTA, pour collecter des données sur la répartition et l'abondance des cétacés 	<p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf20</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf21</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf22</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf23</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf24</p>	<p>Dans le cadre du projet Sphyrna Odyssey 2019, une expérience a été menée avec Marine Conservation Research en mars 2019 dans le sud de la France afin de tester la faisabilité des drones de surface pour estimer la distribution et l'abondance des espèces de cétacés.</p> <p>Des experts ont été engagés pour travailler sur l'utilisation de drones, des suivis multidisciplinaires et de plateformes d'opportunité pour collecter des données sur la distribution et l'abondance des cétacés. Les résultats de ces trois études ont été présentés lors de la quatorzième réunion du Comité Scientifique en novembre 2021. En outre, le Secrétariat et le co-président du CS ont participé à un événement d'experts en ligne sur l'utilisation des drones dans l'environnement marin fin 2020 (France - Pôle Méditerranée) et ont suivi d'autres initiatives pertinentes sur l'utilisation des drones.</p>
Initier la création d'un registre régional des données sur la distribution et l'abondance des cétacés, sur la base des conclusions de l'étude préparatoire ASI concernant un système de gestion de l'information des données issues des suivis des cétacés	<ul style="list-style-type: none"> Développer une(des) proposition(s) pour un système de registre des données 	Réalisé Partiellement	<p>Les cartes relatives aux résultats de l'ASI ont été téléchargées sur NETCCOBAMS à des fins de visualisation. Par la suite, une réflexion sera menée sur l'utilisation potentielle de NETCCOBAMS comme système de dépôt de données.</p>

CA 1 b	Structure des populations
--------	---------------------------

Résultats attendus	Meilleures connaissances sur la structure des populations dans la zone de l'ACCOBAMS et plans de conservation des espèces achevés Échanges d'échantillons facilités pour des analyses conjointes Échanges de données facilités pour des analyses à l'échelle du bassin
---------------------------	--

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Améliorer la collecte de données sur la génétique des populations de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des formations régionales sur la collecte et l'analyse de données (CB) Établir des Lignes Directrices / Bonnes pratiques 	Réalisé Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf25	<p>Il a été demandé aux Points Focaux et aux experts de l'ACCOBAMS de fournir au Secrétariat :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les échantillons de cétacés existants dans la zone ACCOBAMS. La procédure d'échange d'échantillons de cétacés entre les Parties de l'ACCOBAMS. La liste des laboratoires de génétique dans la zone de l'ACCOBAMS qui pourraient traiter les échantillons pour l'analyse génétique des populations. <p>Le Secrétariat de l'ACCOBAMS a organisé un atelier en deux parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> La première session était une demi-journée en ligne le vendredi 2 septembre 2022, de 9h30 à 12h30 CEST. La deuxième session était une session de deux jours en personne qui s'est tenue à Monaco les 20 et 21 septembre 2022.
Encourager une meilleure collaboration entre les banques de tissus pour faciliter les échanges d'échantillons pour des analyses conjointes	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et contacter les laboratoires de référence dans la zone de l'ACCOBAMS Soutenir le développement de collaborations spécifiques entre entités scientifiques 	Réalisé	
Améliorer la collecte et la diffusion des données de photo-ID	<ul style="list-style-type: none"> Saisir des données dans les catalogues de photo-ID Utiliser des bases de données Web Organiser des formations régionales sur les catalogues de photo-ID (CB) 	Non mis en œuvre par le Secrétariat	Des fonds externes ont été nécessaires pour mettre en œuvre cette action

CA 1 c	Suivi de l'état des cétacés
--------	-----------------------------

Résultats attendus	<p>L'état de menace selon l'UICN des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS est évalué</p> <p>Le rapport ACCOBAMS sur l'état de conservation des cétacés est mis à jour et disponible sur les sites Web de l'UICN et de l'ACCOBAMS</p> <p>Le plan de conservation régional pour les cétacés de la mer Noire est révisé et mis en œuvre au niveau national</p> <p>Les plans conservation des espèces de cétacés sont élaborés et mis en œuvre</p> <p>Des Plans d'Action Nationaux pour les cétacés sont élaborés et mis en œuvre</p>
---------------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Contribuer à l'évaluation de l'état de menace selon l'UICN des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS et la mettre à jour le cas échéant	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprendre les évaluations des espèces • Organiser un atelier conjoint d'experts ACCOBAMS - UICN 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf26</p>	<p>De nouvelles évaluations de l'état de conservation des cétacés de la Méditerranée et de la mer Noire et la mise à jour des évaluations existantes selon les catégories et critères de la Liste rouge de l'UICN ont été initiées en 2019 dans le cadre d'un dialogue entre l'ACCOBAMS et le Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN à Malaga, avec la participation du Comité scientifique de l'ACCOBAMS.</p> <p>Toutes les nouvelles évaluations des espèces méditerranéennes ont été soumises et examinées par l'Autorité pour la Liste Rouge et ont été publiées par l'UICN fin 2021. Les espèces de la mer Noire ont également été soumises et sont en cours de révision finale par l'Autorité de la Liste Rouge. Les marsouins ibériques ont également été évalués.</p>
Mettre à jour le rapport ACCOBAMS sur l'état de conservation des cétacés, en utilisant les résultats de l'ASI	<ul style="list-style-type: none"> • Préparer et publier un rapport ACCOBAMS actualisé sur l'état de conservation des cétacés 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf27</p>	<p>La rédaction du livre sur l'Etat de Conservation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS a débuté en mai/juin 2019 (deux co-auteurs ont été engagés dans le cadre du projet ASI). Le contenu a été revu par le Comité Scientifique et partagé avec les PFN. Le livre a été développé avec un éditeur et des versions imprimées ont été livrées pour le 25ème anniversaire de l'ACCOBAMS. Une version en ligne a été mise en ligne juste après l'Anniversaire. La publication du livre a été faite en synchronisation avec le processus de réévaluation de la liste rouge de l'UICN.</p>
Réviser le Plan de conservation régional des cétacés de la mer Noire	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprendre la révision du Plan de conservation régional des cétacés de la mer Noire, en collaboration avec la BSC, en tenant compte du Plan de Conservation de la CBI 	<p>Réalisé</p> <p>Partiellement</p>	<p>Le Secrétariat de l'ACCOBAMS a coordonné avec le Secrétariat de la Convention sur la Protection de la mer Noire contre la Pollution (Convention de Bucarest) la révision du Plan de Conservation des Cétacés de la mer Noire. Le projet doit être révisé par les groupes consultatifs pertinents de la Convention de Bucarest.</p>
Développer / réviser / mettre en œuvre les Plans de Conservation pertinents pour les espèces de cétacés	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des ateliers d'experts ACCOBAMS-CBI-UICN pour développer / réviser les Plans de Gestion 	<p>Réalisé</p> <p>Partiellement</p>	<p>4 Plans de Gestion de Conservation (CMP) sont en cours de rédaction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rorqual commun - Dauphin de Risso - Grand dauphin

	<p>de Conservation des espèces de cétacés, en tenant compte de tous les plans de conservation nationaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la mise en œuvre des actions pertinentes des Plans de Gestion de Conservation approuvés pour les espèces de cétacés en mettant l'accent sur les actions de coordination et l'organisation d'atelier des parties prenantes • Organiser un atelier conjoint sur le dauphin commun avec ASCOBANS lors de l'ECS 2021 (dépend des contributions volontaires ou des fonds extra-budgétaires) 	<p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf29</p>	<p>- Dauphin commun</p> <p>Un atelier d'experts ACCOBAMS sur les CMPs pour le grand dauphin et le dauphin commun a eu lieu à Monaco du 7 au 9 mars 2022. Les scientifiques impliqués dans les recherches pertinentes en Méditerranée ont été invités à collaborer à un projet de CMP final pour le grand dauphin et un projet de CMP final pour le dauphin commun.</p> <p>En raison de la crise du COVID, l'atelier conjoint sur le dauphin commun avec ASCOBANS pendant l'ECS 2021 n'a pas pu être organisé.</p>
<p>Faciliter le développement / la révision / la mise en œuvre des Plans d'Action Nationaux ou Régionaux pour les cétacés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la révision / le développement de deux Plans d'Action Nationaux pour les cétacés en collaboration avec les UCSR et les autorités nationales (Algérie déjà identifiée) 	<p>Réalisé Partiellement</p>	<p>Le Plan d'Action National en Algérie est en cours de finalisation. La réunion initialement prévue à Alger en avril 2020 avec les autorités nationales, les experts nationaux, les représentants de l'ACCOBAMS et du CAR/ASP a été annulée en raison de la crise du COVID. Plusieurs réunions en ligne avec les autorités nationales ont eu lieu en 2021 et des fiches d'Actions et d'Activités ont été présentées lors du SC14.</p> <p>Le Secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec le SPA/RAC pour mettre à jour le Plan d'Action pour la Conservation des Cétacés en Méditerranée qui a été distribué aux Membres du CS pour examen. Le Plan d'Action pour la Conservation des Cétacés actualisé du PNUE/PAM a été adopté par la COP22 de la Convention de Barcelone en décembre 2021.</p>

CA 1 d	Réseaux d'échouages fonctionnels et réponses aux situations d'urgence
--------	---

Résultats attendus	Des réseaux nationaux d'échouage officiels sont mis en place et fonctionnent Les informations sur les événements d'échouage sont régulièrement échangées entre les réseaux nationaux
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Mettre en place / renforcer les réseaux nationaux d'échouage officiels (avec toutes les institutions nationales concernées) le cas échéant, et encourager les collaborations entre les réseaux nationaux des Parties	<ul style="list-style-type: none"> Préparer une étude sur le statut juridique / institutionnel des réseaux nationaux d'échouage afin d'aider les experts à établir un réseau national d'échouage officiel le cas échéant Organiser des formations sur les nécropsies, les échouages vivants et les réponses aux situations d'urgence dans la zone de l'ACCOBAMS, suivant les bonnes pratiques pour déterminer les causes de mortalité, y compris les déchets marins, et sur l'usage des bases de données pertinentes (CB) Saisir les données nationales pertinentes dans les bases de données pertinentes, telles que MEDACES Promouvoir l'utilisation d'une base 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à:</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc28</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf30</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf31</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf32</p>	<p>En 2020 : Le Secrétariat a soutenu la participation de 3 experts du Liban, de l'Egypte et du Monténégro à l'atelier de nécropsie des mammifères marins, organisé par le Département de pathologie vétérinaire de l'Université de Liège (Belgique). L'atelier s'est tenu le 10 juillet (enquête post-mortem en ligne sur les mammifères marins). L'atelier post-mortem des mammifères marins en face à face, initialement prévu du 13 au 15 octobre 2020, a été provisoirement reporté à 2022.</p> <p>En 2021: En juin et septembre, le Secrétariat a organisé une formation de 5 jours sur les nécropsies, suivant les Bonnes pratiques sur l'investigation des causes de la mort, y compris celles liées aux prises accidentelles pendant les opérations de pêche (bycatch) et à l'ingestion de déchets marins, à l'enchevêtrement, mais aussi aux impacts causés par le bruit, les collisions avec les navires et les maladies infectieuses - "Best Practices on cetacean post-mortem investigation and tissue sampling resulted from the harmonization process in ACCOBAMS and ASCOBANS".</p> <p>La formation avait été planifiée pour être conduite en 2 sessions :</p> <p>(1) Un séminaire en ligne de 2 jours sur les enquêtes post-mortem sur les mammifères marins en utilisant un système de vidéoconférence, les 28 et 29 juin, suivi d'une évaluation en ligne le 5 juillet. Seuls les experts ayant réussi l'évaluation devaient être admis à la formation en face à face.</p> <p>(2) Une formation en présentiel de 3 jours sur les enquêtes post-mortem sur les mammifères marins était prévue du 27 au 29 septembre à Liège et du 12 au 14 octobre à Padoue, avec 20 participants chacun.</p> <p>Après l'évaluation de l'été, et en concertation avec les formateurs, en raison des restrictions liées à la situation actuelle du COVID, il a été décidé de reporter la formation pratique, notamment parce que tous les participants n'ont pas pu obtenir le laissez-passer sanitaire et aussi face à la nécessité de mise en quarantaines lors des entrées et/ou sorties de différents pays. Néanmoins, des démonstrations en ligne supplémentaires ont été assurées :</p> <p>- fin septembre 2021 : une démonstration de nécropsies en ligne depuis Liège</p>

	<p>de données avec les coordonnées d'experts / d'autorités pertinentes sur les échouages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encourager la création d'un groupe d'experts permanent sur les échouages afin d'apporter une assistance en cas d'urgence et de mortalité inhabituelle 	<p>- fin octobre 2021 : une démonstration en ligne depuis Padoue</p> <p>- jusqu'en novembre 2021 : des leçons asynchrones en ligne diffusées par les universités de Liège et de Padoue</p> <p>- un deuxième questionnaire préparé fin novembre devra être rempli fin décembre : les deux questionnaires seront examinés pour approbation finale, ce qui permettra également aux personnes qui n'ont pas réussi le premier questionnaire de le réparer.</p> <p>Suite à l'échouage d'un rorqual commun de 19 m à Calais, sur la côte nord de la France, Thierry Jauniaux, un expert ACCOBAMS sur les nécropsies, a effectué une nécropsie sur le terrain et a donné l'opportunité à tous les experts de l'ACCOBAMS de suivre les procédures de nécropsie effectuées en direct.</p> <p>Au cours du CSMC5, les participants des pays du sud de la Méditerranée ont été encouragés à fournir leurs données à MEDACES.</p> <p>En 2022 :</p> <p>Des formations de 3 jours en face à face sur l'autopsie de mammifères marins ont été organisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Padoue (Italie)- 22-24 février 2022 - 14 participants - Liège (Belgique) - 22-24 mars 2022 et 12-14 juillet 2022 17 participants <p>L'établissement d'un groupe d'experts ACCOBAMS sur les échouages pour aider aux urgences et aux événements de mortalité inhabituels (Task Force) est en cours avec une attention spécifique sur la mer Noire.</p> <p>Par ailleurs, une étude de faisabilité sur le développement de la télénécropsie est en cours afin de mieux assister les experts lors d'événements de mortalité inhabituels.</p> <p>Il a été demandé aux Points Focaux de l'ACCOBAMS de fournir au Secrétariat le texte formel des mesures/législations qui ont été adoptées dans leur propre pays concernant l'établissement de réseaux d'échouage afin de préparer une étude sur le statut légal/institutionnel des réseaux nationaux d'échouage dans le but d'aider les experts à établir un réseau national officiel d'échouage, le cas échéant.</p>
--	--	---

CA2	RÉDUIRE LES PRESSIONS HUMAINES SUR LES CÉTACÉS, EN PARTICULIER CELLES PROVOQUÉES PAR LES CAPTURES ACCIDENTELLES, LA DÉGRADATION ET LA PERTE D'HABITATS (POLLUTION)
-----	--

CA 2 a	Interactions avec les pêches / aquaculture
--------	--

Résultats attendus	<p>Les impacts des prises accidentelles de cétacés et de la déprédation sont évalués et des mesures d'atténuation sont testées</p> <p>Une stratégie régionale sur les prises accidentelles / la déprédation est développée</p> <p>Les activités d'écotourisme (observation des cétacés et pècatourisme) sont promues en tant que source de revenus alternative pour les pêcheurs touchés par la déprédation</p>
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Évaluer / surveiller les impacts des interactions avec les pêches / l'aquaculture (prises accidentelles, déprédation et raréfaction des proies) et proposer des mesures et / ou techniques de bonnes pratiques alternatives	<ul style="list-style-type: none"> Répliquer des projets sur les interactions avec les pêcheries Mettre en œuvre des programmes d'observateurs embarqués et d'enquêtes au port, et tester des mesures d'atténuation dans les pays soutenus par les projets financés par la MAVA Évaluer / actualiser l'ampleur des interactions avec les pêches et l'aquaculture dans d'autres pays, notamment en utilisant les données d'échouage Collaborer avec les entités concernées, en particulier avec la CGPM et la BMI de la CBI 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à :</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf33</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf34</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf35</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf36</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf37</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf38</p> <p>Pilot site report</p>	<p>Surveillance/évaluation/atténuation des prises accidentelles :</p> <p>Après la 1ère phase initiée en 2018, la 2ème phase du projet MedBycatch financé par MAVA (" Comprendre les prises accessoires multi-taxons d'espèces vulnérables en Méditerranée et tester les mesures d'atténuation ") a débuté en juillet 2020 et s'arrêtera fin octobre 2022. L'objectif principal de la phase 2 était de tester les mesures d'atténuation en tenant compte des résultats du suivi de la phase 1. La coordination générale a été facilitée par Birdlife-Europe par le biais d'un Comité de pilotage du projet composé de tous les partenaires régionaux, y compris le Secrétariat de l'ACCOBAMS. Le Secrétariat de l'ACCOBAMS a également été chargé de faciliter la coordination des activités du projet au Maroc avec les partenaires nationaux (INRH, Département de la Pêche Maritime et GREPOM).</p> <p>Les activités de suivi se sont poursuivies jusqu'en avril-juin 2022 au Maroc, en Tunisie et en Türkiye en utilisant la méthodologie de la CGPM pour la collecte de données. Cette dernière suit une approche multitaxon avec des observateurs à bord et des questionnaires au port. Certaines mesures d'atténuation ont été testées pour différents engins de pêche (test d'hameçons circulaires ou modification des appâts pour les palangres, modification des chaluts avec certains dispositifs d'exclusion, utilisation de la lumière dans les filets fixes...). Certaines activités de surveillance et d'atténuation ont également été menées en Croatie et en Italie avec l'inclusion de nouveaux partenaires nationaux au cours de la phase 2. Les données des phases 1 et 2 doivent être centralisées dans une base de données commune hébergée par la CGPM. Plusieurs activités liées à la communication et à la sensibilisation ont été menées par des partenaires locaux dans les pays.</p>

		<p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf39</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf40</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf41</p>	<p>Une subvention supplémentaire a été accordée par la Fondation MAVA pour capitaliser les leçons tirées du projet MedBycatch, principalement par l'organisation d'ateliers nationaux avec les observateurs et les parties prenantes concernées. Ces activités sont menées par des partenaires locaux (TUDAV en Türkiye et INRH au Maroc).</p> <p>Comme les données d'échouage peuvent être une source complémentaire d'informations sur les prises accidentelles, les Task Managers du Comité Scientifique engagés sur le sujet des interactions avec les pêcheries ont été recrutés pour préparer un examen des données disponibles sur les prises accidentelles dans les bases de données d'échouage. Le rapport de cette étude a été présenté au SC14 pour examen.</p> <p>Le Secrétariat de l'ACCOBAMS a également été impliqué dans le projet pilote CeNoBS sur la surveillance des prises accidentelles de cétacés mené en Bulgarie, Roumanie, Türkiye et Ukraine, en facilitant en particulier les échanges avec la CGPM.</p> <p><u>Surveillance/évaluation/atténuation de la déprédation :</u></p> <p>Après la 1ère phase initiée en 2018, la 2ème phase du projet sur la déprédation financée par MAVA (" Atténuer la déprédation des dauphins dans les pêcheries méditerranéennes - Conjuguer les efforts pour renforcer la conservation des cétacés et la pêche durable ") a débuté en octobre 2020 et s'arrêtera fin octobre 2022.</p> <p>La déprédation causée par les grands dauphins dans les pêcheries de petits pélagiques à senne coulissante est suivie au Maroc et en Tunisie, et des mesures d'atténuation ont été testées (filets renforcés innovants et dispositifs de dissuasion acoustiques, respectivement). L'équipe marocaine (INRH) a été formée aux méthodes de photo-ID et de suivi visuel. La formation à la surveillance acoustique, la mise en place d'équipements et les essais ont été réalisés avec le soutien d'experts spécialisés au Maroc ainsi qu'avec l'équipe tunisienne (INSTM & INAT).</p> <p>De nouvelles activités dédiées à une meilleure compréhension du problème de la déprédation (à travers le suivi des événements de déprédation, le suivi des populations et des comportements des dauphins, les études socio-économiques) et pour tester et proposer des solutions techniques d'atténuation ont été menées en collaboration avec des pêcheurs en Italie (Sicile), à Malte et en Espagne (Andalousie) dans le cadre de la phase 2 du projet de déprédation. Tous les résultats de ces activités de terrain sont décrits dans un rapport dédié pour chacun des 5 sites, accompagnés de recommandations pour la poursuite des activités de suivi et d'atténuation de la déprédation.</p>
--	--	---	--

			<p>De plus, grâce à la phase 2 du projet Déprédation, le contrat de Julie Belmont (recrutée comme chargée de projet ASI) a été prolongé jusqu'en décembre 2022, et elle a donc pris la coordination du projet Déprédation en 2021.</p> <p>Deux ateliers d'échange ont été organisés dans le cadre du projet MAVA Déprédation pour faciliter les échanges d'expériences entre les différentes équipes nationales et avec d'autres projets/initiatives traitant de la déprédation. Le premier a été organisé en ligne en novembre 2020 et le second a eu lieu en juin 2022 à Catane, en Sicile. Les deux événements ont rassemblé environ 40 personnes et ont produit un ensemble de conclusions et de recommandations sur la question de la déprédation.</p> <p>Une méthodologie standardisée pour collecter les données sur la déprédation dans la zone de l'ACCOBAMS a été développée par un expert de la CGPM afin d'assurer l'alignement avec la méthodologie de surveillance des prises accidentelles. Ce travail a été présenté lors de la 14ème réunion du Comité Scientifique et est dans sa phase finale de publication par la CGPM.</p> <p>Une étude de l'état de la déprédation dans la zone de l'ACCOBAMS a été développée par un expert de l'ACCOBAMS et est en cours de révision finale par un ensemble d'experts. Il est prévu qu'il soit publié par la CGPM.</p> <p>Du matériel de communication a également été développé pour la sensibilisation et le partage d'informations au niveau régional sur la question de la déprédation. Ce matériel comprend un film, des bandes dessinées et des résumés techniques des études susmentionnées. Une brochure sur les résultats du projet et les recommandations sur les mesures d'atténuation est en cours d'élaboration.</p> <p><u>Collaboration avec d'autres organisations :</u></p> <p>Les projets MedBycatch et Déprédation sont mis en œuvre en collaboration avec la CGPM et d'autres partenaires régionaux pertinents tels que le CAR/ASP.</p> <p>Le Secrétariat d'ACCOBAMS collabore également avec le Secrétariat d'ASCOBANS pour le Groupe de Travail Conjoint ACCOBAMS-ASCOBANS sur les prises accidentelles. La première réunion du JBWG s'est tenue en ligne du 10 au 12 février 2021. Les recommandations ont été présentées au SC14. Une réunion de rattrapage en ligne a été organisée le 18 août 2022.</p>
--	--	--	--

			Le Secrétariat est également impliqué dans le projet de Partenariat "Together for the Med", financé par MAVA, qui vise à renforcer la communication et les synergies entre les différents partenaires MAVA impliqués dans le plan d'action MAVA relatif aux interactions entre la pêche et la biodiversité et la préservation des ressources marines vivantes. En améliorant la visibilité du partenariat, l'objectif est également d'attirer de nouveaux financements pour assurer la durabilité du partenariat après 2022, date à laquelle la Fondation MAVA prendra fin.
Développer une stratégie régionale sur les prises accidentelles des cétacés et la déprédation	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer les problématiques des prises accidentelles de cétacés et de la déprédation dans le document de stratégie à préparer dans le cadre du projet MedBycatch Collaborer avec les entités concernées, en particulier avec la CGPM et la BMI de la CBI 	Réalisé	Cette action a été développée dans le cadre du projet MedBycatch. Au lieu de développer un document stratégique unique, les partenaires du projet ont convenu que, comme 2020 était une année charnière pour un certain nombre d'organisations clés en Méditerranée et que de nombreux pays méditerranéens réviseraient/mettraient à jour leurs priorités et leurs plans d'action en vue d'un cadre post-2020, il serait de la plus grande utilité d'intégrer la question des prises accidentelles dans ces différents processus, de sorte que ces aspects soient pris en compte et augmentent les chances d'être abordés en priorité. Les prises accessoires et la déprédation figurent donc parmi les priorités de la stratégie 2030 de la CGPM et du plan SAPBIO post-2020 du PNUE/PAM .
Fournir un appui aux Parties pour promouvoir le développement d'activités d'écotourisme en tant que source alternative de revenus pour les pêcheurs	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer un document d'orientation sur le développement d'activités d'écotourisme et d'observation des cétacés durables Soutenir l'identification de zones pour le développement d'activités écotouristiques comme revenus alternatifs aux pêcheurs 	Réalisé Partiellement	Au Maroc, en collaboration avec le Département de la Pêche Maritime, un consultant a préparé un projet de texte juridique visant à définir la base réglementaire de la pratique du pécaturisme. Ce projet de texte juridique est en cours d'examen par d'autres autorités compétentes (ministère des Transports).

CA 2 b	Bruit sous-marin d'origine anthropique
--------	--

Résultats attendus	Les principales activités anthropiques générant du bruit sous-marin sont surveillées dans la zone de l'ACCOBAMS Des mesures d'atténuation des activités anthropiques générant du bruit sous-marin sont utilisées
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Encourager la surveillance des activités anthropiques générant du bruit sous-marin	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des formations pour les entités nationales sur la surveillance du bruit (CB), y compris l'analyse des données PAM (Acoustique Passive) collectées dans certaines zones prioritaires identifiées Prendre en compte les travaux accomplis et les conseils fournis par le JNWG Réviser / compléter les cartes de « hotspots » du bruit impulsif dans la zone ACCOBAMS à l'aide d'une plateforme Big Data Soutenir les programmes de surveillance des indicateurs d'impact de bruit impulsif, en particulier en gérant le registre régional de bruit impulsif, en proposant une méthodologie permettant d'établir des valeurs seuils et en réalisant des études pilotes Diffuser les livrables des projets QuietMed et QuietMed2 sur les orientations pour la surveillance et l'évaluation du bruit sous-marin Soutenir le développement de projets de surveillance du bruit continu Réviser et mettre à jour les Lignes Directrices de l'ACCOBAMS sur le bruit sous-marin 	<p>Réalisé Partiellement</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf42</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf43</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf45</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf46</p>	<p>La révision des cartes des « hotspots » de bruit impulsif dans la zone de l'ACCOBAMS en utilisant la plateforme Big Data est en cours par des experts recrutés par le Secrétariat. Elle a été présentée lors du SC14.</p> <p>Les projets CeNoBS et QuietMED2 se sont terminés en 2021 (respectivement en janvier et juin). Plusieurs ateliers et formations ont été organisés fin 2019 et 2020 afin de sensibiliser les autorités compétentes au registre régional du bruit impulsif et de proposer une méthodologie visant à définir des valeurs seuils.</p> <p>Le Secrétariat est impliqué dans un nouveau projet financé par l'UE, le projet QUIETSEAS " Assister la coopération (sub)régionale pour la mise en œuvre pratique du deuxième cycle de la DCSMM en fournissant des méthodes et des outils pour D11 (bruit sous-marin) ". Le Secrétariat a participé aux réunions du TG-Noise en 2020, 2021 et 2022 et a été approché par le président du EU-TG-Noise pour être impliqué dans le groupe de rédaction sur le livrable 3 (DG DL3) : "Cadre d'évaluation des valeurs seuils de l'UE pour le bruit sous-marin continu". Un expert de l'ACCOBAMS a été désigné pour participer à ce groupe de rédaction.</p> <p>Un atelier avec le JNWG a été organisé en janvier 2020 et en février 2022, respectivement dans le cadre du projet QuietMed2 concernant une proposition d'indicateur candidat pour le bruit impulsif dans la région Méditerranée et dans le cadre du projet QuietSeas pour soutenir la mise en œuvre et l'opérationnalisation de la méthodologie du cadre TG Noise et l'établissement de valeurs seuils pour le bruit dans la région de la mer Méditerranée et de la mer Noire.</p> <p>Le Secrétariat a été contacté par la Convention de Barcelone pour contribuer au Med QSR 2023 en tenant compte des méthodologies d'évaluation définies dans les fiches d'orientation IMAP pour les indicateurs communs candidats 26 et 27.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Développer la coopération sur la problématique du bruit sous-marin avec d'autres Organisations internationales 		<p>Le Secrétariat est impliqué, en tant que partenaire associé, dans un projet européen Life-PIAQUO, dirigé par Naval Group, qui vise à réduire l'impact du bruit du trafic maritime sur les écosystèmes marins.</p> <p>Le Secrétariat est membre d'un groupe de travail français sur le bruit qui vise à identifier les priorités pour atténuer les impacts du bruit sous-marin au niveau national.</p> <p>Le Secrétariat a été invité par les équipes de "Monacology" à organiser un atelier sur le bruit sous-marin en mars 2020. L'événement ayant été annulé, le Secrétariat a participé avec un article sur le bruit dans le magazine IMPACT publié par la Fondation Prince Albert II de Monaco.</p> <p>New Terms of Reference for a Joint Noise Working Group of CMS, ACCOBAMS and ASCOBANS and Operational Procedures for the Joint Noise Working Group of CMS, ACCOBAMS and ASCOBANS were agreed and presented for information during the SC13 Meeting.</p> <p>De nouveaux termes de référence et des procédures opérationnelles pour le Groupe de travail conjoint sur le bruit de la CMS, ACCOBAMS et ASCOBANS ont été convenus et présentés pour information lors de la réunion du SC13.</p> <p>De plus, pour faciliter la consultation avec les experts de l'industrie sur la faisabilité technique des mesures proposées ainsi que sur toute mesure ou solution alternative, un Groupe Consultatif de l'Industrie (IAG) a été créé.</p>
Encourager l'utilisation de mesures d'atténuation pour les activités anthropiques générant du bruit sous-marin	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir le Certificat ACCOBAMS pour les MMO / opérateurs PAM Hautement Qualifiés • Octroyer le statut de Partenaires ACCOBAMS HQMMO à des entités pour la mise en œuvre du programme de Certification pour les MMO/ Opérateurs PAM Hautement Qualifiés • Réviser et mettre à jour le Guide ACCOBAMS pour la mise en place de mesures d'atténuation • Développer la coopération sur la problématique du bruit sous-marin avec d'autres Organisations Internationales 	<p>Réalisé Partiellement</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf47</p>	<p>Le Secrétariat a été contacté par l'IOPG concernant la mise en place d'un cours de formation spécifique "certification ACCOBAMS" pour les MMO hautement qualifiés (pour un projet d'acquisition géophysique en Méditerranée qui était initialement prévu pour 2021/2022).</p> <p>Le 25 mars 2021, un atelier en ligne du GT MMO/PAM a eu lieu, visant à améliorer le processus pour mieux promouvoir le certificat ACCOBAMS d'opérateurs MMO/PAM hautement qualifiés.</p> <p>Des discussions sont en cours avec le GT MMO/PAM et les Industriels pour améliorer la formation existante et de développer la formation en ligne afin de surmonter la situation COVID-19 qui empêche les réunions en face à face.</p>

CA 2 c	Collisions avec les navires		
Résultats attendus	La fréquence des collisions avec les navires dans les zones à haut risque est réduite		
Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Mo Surveiller / évaluer les zones à haut risque de collision avec des navires (CCH) en mer Méditerranée	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager la saisie des données relatives aux événements de collisions avec des navires dans les bases de données pertinentes • Développer un protocole d'examen et de documentation sur les blessures et les mortalités causées par les collisions avec les navires • Identifier des zones à haut risque de collision avec des navires (CCH) • Développer la coopération en matière de collision avec les navires avec d'autres Organisations Internationales, telles que la CBI, l'EMSA (UE) / REMPEC / OMI et contribuer à toute autre initiative, projet ou atelier pertinent dans la zone de l'ACCOBAMS 	Réalisé Partiellement	<p>Pendant le Congrès mondial de la nature de l'UICN (septembre 2021), dans le cadre du stand Méditerranée, le Secrétariat a coorganisé, en collaboration avec les autorités françaises, un événement parallèle spécifique concernant une proposition de nouvelle PSSA dans le nord-ouest de la Méditerranée.</p> <p>Le Secrétariat a participé à un atelier technique (18-19 octobre 2022, Paris, France) : "Coopération pour une PSSA transfrontalière dans le nord-ouest de la Méditerranée".</p> <p>Le Secrétariat est impliqué en tant que partenaire associé dans le projet SICOMAR+ ainsi que dans un projet français appelé " Stop Collision ".</p>
Promouvoir l'utilisation de mesures d'atténuation	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre les mesures d'atténuation mises en place • Promouvoir l'utilisation des outils / mesures d'atténuation pertinents (CB) • Continuer le développement d'un certificat « navigation sans risque de collision pour les baleines » 	Réalisé	

CA 2 d	Observation des cétacés (whale watching)
--------	--

Résultats attendus	Les activités d'observation des cétacés sont conduites correctement dans la zone de l'ACCOBAMS
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Maximiser les chances de détecter les impacts négatifs potentiels des activités d'observation des cétacés sur les animaux et les populations	<ul style="list-style-type: none"> Recueillir des informations sur les activités d'observation des cétacés et les problèmes potentiels afin d'identifier les points chauds des activités de WW dans la zone de l'ACCOBAMS Tester la procédure commune proposée (système de collecte de données) pour les navires d'observation des cétacés dans les zones pilotes et pour divers types d'opérations (par exemple, le bassin Liguro-provençal, le détroit de Gibraltar et le sud du Portugal), en collaboration avec des projets pertinents tels que EcoSTRIM Réviser les Lignes Directrices pour l'observation des cétacés à des fins commerciales dans la zone de l'ACCOBAMS (conformément, le cas échéant, au document d'orientation à préparer sur le développement des activités d'écotourisme en tant que revenu alternatif pour les pêcheurs) Travailler en étroite coopération avec la CBI et 	<p>Réalisé Partiellement</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS- MOP8/2022/Inf48</p>	<p>Plusieurs réunions virtuelles du Groupe de Travail sur le <i>Whale Watching</i> ont été facilitées par le Secrétariat de l'ACCOBAMS entre mars et novembre 2021. Le rapport du Groupe de Travail sur le <i>Whale Watching</i> a été présenté au SC14.</p> <p>Une consultante (Gianna Minton) a été recrutée par le Secrétariat pour mener :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une étude visant à identifier les « hotspots » des activités WW dans la zone de l'ACCOBAMS, basée sur des questionnaires distribués à des partenaires collectant les données dans chaque pays de la zone de l'ACCOBAMS. La méthodologie et les questionnaires ont été développés sous la direction du Groupe de Travail sur le <i>Whale Watching</i>. La première phase du processus de collecte de données a été initiée en novembre 2020 et la seconde phase s'est terminée en novembre 2021. Un rapport d'avancement de cette étude a été présenté au SC14 pour examen. - une révision complète des lignes directrices pour les programmes de surveillance visant à maximiser les chances de détecter les impacts négatifs potentiels des activités de <i>Whale Watching</i> sur les individus et sur les populations de cétacés. Le projet de Lignes directrices pour la gestion des activités d'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS a été présenté au SC14 pour examen.

	d'autres Organisations Internationales pertinentes		
Soutenir la mise en œuvre du certificat HQWW dans la zone de l'ACCOBAMS	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la mise en œuvre du certificat HQWW par les Parties et dans les mesures de gestion par zone, en collaboration avec des projets pertinents tels que EcoSTRIM • Organiser des formations sur HQWW (CB Parties) • Assurer la liaison avec les Organisations du secteur du tourisme pertinentes 	Réalisé	<p>En 2020 et 2021, le Secrétariat a fourni à MIRACETI un petit soutien financier pour l'animation du label HQWW en France et notamment pour la session de formation des opérateurs en février 2021.</p> <p>Le Secrétariat a organisé 3 réunions (juillet et novembre 2020 et avril 2021) avec les autorités françaises et les animateurs du label, dans le but d'étudier les moyens possibles d'améliorer et de mieux mettre en œuvre le système de certification. Une réflexion a été menée sur le rôle d'ACCOBAMS en tant que propriétaire du Certificat HQWW®, qui peut constituer un " point de contact " important dans le cadre de la future stratégie de communication.</p> <p>Le Secrétariat a participé avec MIRACETI et l'Accord Pelagos à la session organisée par CARIMAM afin d'illustrer l'exemple et l'expérience du Certificat HQWW® et du processus de certification de l'ACCOBAMS.</p>

CA 2 e	Déchets marins
--------	----------------

Résultats attendus	La surveillance des déchets marins en relation avec les cétacés est améliorée
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Surveiller les impacts des déchets marins (déchets marins ingérés / microplastiques / enchevêtrements dans des filets fantômes) sur les cétacés	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la mise en œuvre du protocole standardisé de nécropsie incluant l'évaluation des déchets marins ingérés et de l'enchevêtrement dans les filets fantômes • Soutenir les activités pilotes de surveillance au niveau sous-régional par la mise en œuvre du protocole standardisé de nécropsie, y compris l'évaluation des déchets marins ingérés et de l'enchevêtrement dans des filets fantômes • Encourager le rapport dans les bases de données d'échouage des données sur les déchets marins collectées pendant les autopsies • Identification des points chauds potentiels d'enchevêtrement des cétacés et d'ingestion de déchets marins, y compris par l'évaluation des enchevêtrements / déchets marins ingérés lors des nécropsies • Promouvoir / soutenir / assurer la liaison avec les projets et les activités de recherche afin d'évaluer l'impact des 	<p>Réalisé Partiellement</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS- MOP8/2022/Inf49</p>	<p>Une étude sur les « hotspots » des interactions entre les cétacés et les déchets marins dans la zone de l'ACCOBAMS est en cours de préparation par le Task Manager sur les déchets marins et la pollution chimique (Cristina Fossi) en liaison avec les experts et les scientifiques concernés de la zone de l'ACCOBAMS. Le projet de rapport a été présenté au SC14 pour examen.</p> <p>Une collaboration avec RAMOGE et l'Accord Pelagos a été établie dans le cadre de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) 2020 et pendant la Monaco Ocean Week 2021. Une vidéo de présentation d'ACCOBAMS, RAMOGE et Pelagos a été produite et diffusée sur les réseaux sociaux d'ACCOBAMS, afin de sensibiliser aux impacts des déchets dans l'environnement marin. La vidéo a également été diffusée au MedStand lors du Congrès de l'UICN en septembre 2021</p> <p>Des échanges sont en cours avec MEDPOL et le Secrétariat de la Convention de Barcelone pour évaluer comment les données/résultats de l'ASI concernant la distribution des déchets marins pourraient être intégrés dans le Med QSR 2023. Le Secrétariat a participé à plusieurs réunions dans ce contexte, en particulier les réunions CORMON sur les déchets marins en décembre 2020, juin 2021 et mai 2022.</p>

	microplastiques sur les cétacés à l'aide de la plateforme Big Data <ul style="list-style-type: none"> • Collaborer avec les Organisations (MED POL) et les projets pertinents, en particulier Plastic Busters MPA, Healthy Seas et les projets en mer Noire 		
--	--	--	--

CA 2 f	Pollution chimique et biologique
--------	----------------------------------

Résultats attendus	ACCOBAMS collabore avec les Organisations pertinentes sur ce sujet
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Assurer la liaison avec d'autres Organisations pertinentes, telles que la CBI, pour évaluer l'impact de la pollution chimique et biologique (comme les agents pathogènes, les espèces envahissantes) sur les cétacés	<ul style="list-style-type: none"> • Développer une revue bibliographique sur l'impact de la pollution chimique sur les cétacés • Développer des lignes directrices sur les bonnes pratiques pour évaluer l'impact de la pollution chimique sur les cétacés en mettant l'accent sur les contaminants émergents • Développer des collaborations spécifiques • Participer aux réunions et événements parallèles pertinents 	Réalisé Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf50 ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf51	<p>Une revue bibliographique sur l'impact de la pollution chimique sur les cétacés (incluant l'identification de projets de recherche <i>ad hoc</i> visant à évaluer la pollution chimique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS) est en cours de préparation par le Task Manager sur les déchets marins et la pollution chimique (Cristina Fossi). Le projet de rapport a été présenté au Sc14 pour examen.</p> <p>Des lignes directrices sur les bonnes pratiques pour évaluer l'impact de la pollution chimique sur les cétacés / pour mesurer la contamination chimique sur les cétacés sont en cours de préparation par Task Manager sur les déchets marins et la pollution chimique (Cristina Fossi). Ces lignes directrices sont destinées à fournir des informations simples sur les protocoles scientifiques à mettre en œuvre pour la collecte/analyse des échantillons. Un projet de lignes directrices a été présenté au SC14 pour examen.</p>

CA 2 g	Changement climatique
--------	-----------------------

Résultats attendus	ACCOBAMS coopère avec les initiatives régionales sur le changement climatique, en tenant compte de la conservation des cétacés
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Contribuer aux initiatives régionales sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la liaison avec le groupe de travail pertinent de la CMS Participer aux réunions et événements parallèles 	Réalisé Partiellement	Un consultant a été recruté par le Secrétariat pour mener une étude sur l'évolution de la population de cétacés par rapport aux changements environnementaux sur 25 ans dans le Nord-Ouest de la Méditerranée. Les résultats ont été présentés au SC14 en novembre 2021 pour examen.

CA 2 h	Questions liées à la captivité
--------	--------------------------------

Résultats attendus	Tous les spécimens détenus en captivité dans la zone de l'ACCOBAMS sont répertoriés L'identification de l'origine des <i>Tursiops truncatus ponticus</i> élevés ou gardés en captivité est réalisée
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Identifier les spécimens détenus en captivité dans la zone de l'ACCOBAMS, y compris les cas de réintroduction conformément aux dispositions de la Résolution 3.20	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour et compléter l'inventaire des spécimens gardés en captivité dans la zone de l'ACCOBAMS, y compris les cas de réintroduction conformément aux dispositions de la Résolution 3.20 Produire une analyse juridique et scientifique / Évaluer la situation de la semi-captivité dans la zone de l'ACCOBAMS et fournir des Lignes Directrices ou un document de référence 	Réalisé Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf52	<p>Le Secrétariat a engagé un expert pour une assistance technique et scientifique dans la mise en œuvre des activités du Programme de Travail concernant les questions de captivité. Il a produit, entre autres, un aperçu des spécimens détenus en captivité dans la zone de l'ACCOBAMS.</p> <p>Un projet de document "Perspective scientifique sur les "installations marines semi-fermées potentielles" dans la zone de l'ACCOBAMS" a été présenté au cours du SC14 pour examen.</p>

Identifier l'origine des cétacés élevés ou gardés en captivité / Passeport génétique pour les dauphins en captivité / afin de soutenir la mise en œuvre des décisions CITES 17.299 à 17.301 sur le Grand Dauphin (<i>Tursiops truncatus ponticus</i>)	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir le développement d'un passeport génétique en vue de la diffusion d'un protocole ou d'une méthodologie pour de tels cas Soutenir la création par la CITES d'un registre génétique des grands dauphins de la mer Noire 	Non Réalisé	-
---	--	-------------	---

CA3	AMELIORER L'EFFICACITE DE LA CONSERVATION DES HABITATS CRITIQUES DES CETACES
-----	--

CA 3 a	Mesures spatiales pour la conservation des cétacés
--------	--

Résultats attendus	<p>Les Habitats Critiques des Cétacés sont mis à jour</p> <p>La mise en œuvre des mesures pertinentes est lancée dans certains Habitats Critiques des Cétacés pilotes</p>
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Mettre à jour régulièrement les Habitats Critiques des Cétacés (CCH), y compris en identifiant les zones d'action prioritaires pour atténuer les menaces connues (prises accidentelles...) / mettre en place des mesures de gestion spatiale	<ul style="list-style-type: none"> Collecter des données, en particulier en organisant des ateliers régionaux pour la mise à jour des CCH, considérant les processus des IMMA et des EBSA 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc30</p> <p>ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf53</p>	<p>Le processus des CCH est en cours. Un consultant a été recruté par le Secrétariat pour recueillir des données. Les progrès réalisés dans la révision des Habitats Critiques de Cétacés ont été présentés lors du SC14.</p> <p>Un atelier d'experts a été organisé les 10-11 mars 2022 pour un examen complet des progrès.</p> <p>Les 10 et 11 mai 2022 (Barcelone, Espagne), le Secrétariat et le Comité Scientifique ont participé à un atelier sur la planification de l'espace maritime (MSP), dont l'objectif était de trouver un compromis entre les stratégies de protection de l'environnement et les politiques de développement économique, en mettant l'accent sur la conservation des mammifères marins et le développement de plusieurs secteurs tels que le transport maritime et les parcs éoliens offshore.</p>
Soutenir la mise en œuvre des mesures pertinentes pour une gestion adéquate au sein des CCH	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et promouvoir des mesures de gestion pertinentes dans des CCH 	Réalisé	Le Secrétariat a joué un rôle de coordinateur dans l'organisation des sessions Med Stand de l'UICN sous le thème 3 - "Améliorer le partenariat et la gouvernance efficace et équitable des ressources naturelles méditerranéennes" - où un message global en relation

	<p>pilotes, en collaboration avec toutes les parties prenantes (CB)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Collaborer avec d'autres Organisations, telles que PNUE-PAM / SPA-RAC, BSC, OMI, CBI et CGPM, notamment par l'intermédiaire de l'Alliance Stratégique 		<p>avec le partenariat et la gouvernance des ressources Med a été partagé ensemble avec d'autres organisations.</p> <p>Le Secrétariat a été impliqué dans l'organisation du Forum MPA Méditerranée 2020 (organisé en décembre 2021) et a participé à 3 autres groupes de travail : " Politique et Gouvernance ", " Gestion et Connaissance " et " Capacité et Sensibilisation ".</p> <p>Le Secrétariat s'est engagé dans le processus de l'OECM et a présenté l'ACCOBAMS lors du premier séminaire web de l'atelier "Autres Mesures Efficaces de Conservation par Zone (OECMs) pour la Méditerranée", le 14 juin 2021.</p> <p>Le Secrétariat a participé à 3 réunions avec la Convention de Barcelone, la CGPM, l'UICN et le SPA/RAC dans le cadre de l'Alliance stratégique afin d'explorer les synergies et l'alignement des priorités respectives.</p>
--	---	--	---

CA4	AMELIORER LA SENSIBILISATION DU PUBLIC SUR LES CETACES
------------	---

CA 4 a	Information / Communication / Sensibilisation sur les cétacés
---------------	--

Résultats attendus	<p>Tous les organes de l'ACCOBAMS, les Points Focaux / Points de Contact Nationaux, les Partenaires et autres institutions nationales pertinentes, les Organisations et experts connaissent les activités mises en œuvre par ou pertinentes pour ACCOBAMS et partagent des informations avec précision</p> <p>Le grand public et les autres parties prenantes concernées sont informés sur les cétacés et sur la nécessité de les conserver grâce à des activités soutenues ou liées à ACCOBAMS</p>
---------------------------	---

Action(s) proposée(s)	Moyens de mise en œuvre	Etat	Réalisations
Maintenir des informations / communications régulières sur les activités en cours, les possibilités de coopération et de financement, les scientifiques et les experts en conservation des cétacés opérant dans la région et toute autre	<ul style="list-style-type: none"> • Développer une stratégie d'information / communication 	<p>Réalisé</p> <p>Veuillez-vous référer à : ACCOBAMS-MOP8/2022/Doc24</p>	<p>Le Secrétariat a recruté un Consultant international pour développer une proposition de Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS en vue de son adoption lors de la Huitième Réunion des Parties. Début 2021, ce travail a commencé par une phase de diagnostic, dont les résultats préliminaires ont été présentés à la Cinquième Réunion des Représentants Nationaux et à la 14ème réunion du SC.</p> <p>Un comité de Pilotage composé de représentants des parties a été mis en place pour</p>

information pertinente ; faciliter la communication entre les acteurs de la conservation des cétacés de la zone de l'ACCOBAMS, en particulier dans les pays du sud de la Méditerranée		ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf09	<p>donner son avis sur la rédaction de la stratégie de communication. Ce comité directeur s'est réuni le :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1er décembre 2021, - le 9 mai 2022, - le 11 juillet 2022. <p>Les commentaires reçus des membres du Comité de Pilotage ont été intégrés dans les différents projets de la Stratégie de Communication et la version finale a été incluse dans un projet de résolution soumis à la MOP8.</p> <p>En outre, au cours du BUEXT5, reconnaissant la nécessité de renforcer le positionnement de la marque ACCOBAMS, le Bureau a convenu qu'il serait bénéfique d'avoir toutes les conditions en place pour une mise en œuvre efficace de la Stratégie de Communication au cours du prochain triennat. En gardant cela à l'esprit et en considérant la recommandation de la société de rafraîchir l'image visuelle de la marque ACCOBAMS avant de lancer la mise en œuvre de la Stratégie de Communication en 2023, le Bureau a mandaté le Secrétariat pour travailler sur des propositions pour un nouveau logo ou un logo modernisé à soumettre à l'examen et à la décision de la MOP8, par le biais d'un projet de Résolution correspondant.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser une Conférence sur la Conservation des Cétacés dans les pays du Sud de la Méditerranée - CSMC (CB) 	Réalisé	La CSMC5 s'est tenue en ligne en avril 2021. Veuillez consulter le rapport de la cinquième conférence sur la conservation des cétacés dans les pays du sud de la Méditerranée.
	<ul style="list-style-type: none"> • Passer en revue les initiatives en cours concernant les sciences citoyennes participatives dans la région de l'ACCOBAMS et élaborer des Lignes Directrices de référence sur l'utilisation et la collecte d'informations • Évaluer la pertinence de l'intégration des données d'observation des cétacés collectées par la « science participative citoyenne » dans des bases de données supervisées par des experts 	Réalisé	<p>Le 24 novembre 2021, ACCOBAMS a célébré son 25ème Anniversaire, l'occasion ayant été officiellement célébrée le 23/11/2021. Une courte vidéo sur le mandat et l'action de l'ACCOBAMS a été diffusée lors de cet événement au Musée Océanographique de Monaco et diffusée par la suite avec les images prises lors de la cérémonie, dont celles de S.A.S. le Prince Albert II dévoilant la pièce artistique en plastique recyclé offerte par l'ACCOBAMS et exposée à Monaco près du Musée Océanographique.</p> <p>Le Secrétariat d'ACCOBAMS a lancé un concours pour la création du logo du 25ème anniversaire de l'ACCOBAMS. Le design gagnant a été sélectionné par les membres du Bureau de l'ACCOBAMS en décembre 2020.</p> <p>Le Secrétariat s'est rapproché de l'Office d'émission des timbres de Monaco afin d'éditer un timbre commémoratif ainsi qu'une flamme postale. Le timbre a été émis en mai 2021 et a pu être acheté dans tous les bureaux de poste jusqu'au 31 décembre 2021. La flamme postale a été émise périodiquement au cours de l'année 2021.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des événements de sensibilisation du public • Développer des supports et des outils d'information • Promouvoir des actions de conservation des cétacés lors d'événements nationaux et internationaux • Produire le bulletin annuel (FINS) • Publier sur le site Web d'ACCOBAMS et les médias sociaux • Publier sur NETCCOBAMS 		Un consultant a été recruté par le Secrétariat pour passer en revue les initiatives actuelles de sciences citoyennes dans la zone de l'ACCOBAMS et évaluer la pertinence de la contribution de la "Science Citoyenne" d'observations de cétacés dans les bases de données supervisées par des experts. Les résultats ont été présentés au SC14.
	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le fonctionnement de MEDACES 		Le Secrétariat a échangé avec le SPA/RAC et le point focal espagnol concernant le soutien de MEDACES.
Introduire dans un nouveau pays / diffuser les cours du Module d'enseignement de l'ACCOBAMS	<ul style="list-style-type: none"> • Introduire le Module d'enseignement dans un nouveau pays et soutenir sa diffusion là où le Module a déjà été introduit (CB) • Collaborer à des projets pertinents tels que la réalisation du Master de premier niveau en "Médecine de conservation des animaux aquatiques" et le projet "Human Oceans Professional Experts" (HOPE) and the project "Human Oceans Professional Experts" (HOPE) 	Réalisé Partiellement	Une collaboration entre le Secrétariat et MedPAN a été établie concernant les formations sur la conservation et le suivi des cétacés dans les AMP de la Méditerranée (octobre 2020).
Sensibiliser le public à la conservation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre la journée ACCOBAMS des cétacés • Remettre des prix pour la conservation (prix ECS, prix Partenaires) • Produire des communiqués de presse 	Réalisé	<p>Des nouvelles et des tweets ont été régulièrement postés sur le site web d'ACCOBAMS, et sur les réseaux sociaux d'ACCOBAMS.</p> <p>La Célébration de la journée du dauphin a été faite en même temps que la journée des cétacés de l'ACCOBAMS, principalement en ligne en raison des restrictions du COVID 19.</p> <p>La courte vidéo produite pour la cérémonie du 25ème anniversaire a été diffusée avant l'événement officiel au Musée océanographique le 23 novembre et diffusée en décembre</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Publier sur les réseaux sociaux 		<p>dans les médias sociaux avec les images prises pendant la cérémonie, y compris celles de S.A.S. le Prince Albert II dévoilant la pièce artistique faite de plastiques recyclés qui a été offerte par ACCOBAMS au pays hôte.</p> <p>Un livre "Conserving Whales, Dolphins and Porpoises in the Mediterranean Sea, Black Sea and adjacent areas : an ACCOBAMS status report (2021)" a été donné à chacun des trois lauréats du prix étudiant de l'ECS (Conférence de l'ECS 5-7 avril 2022 : Prix étudiant).</p>
--	---	--	--

ANNEXE 1
Principales réunions auxquelles le Secrétariat a participé entre 2020-2022 (jusqu'en septembre 2022)

Dates	Nom de la Réunion	Lieu	Organisée par
2020			
16 janvier	1 st workshop of the French collective on underwater noise in the Mediterranean	Paris, France	Office Français de la Biodiversité
23 janvier	12 th Meeting of the Scientific and Technical Committee of the Pelagos Agreement	Monaco	Secrétariat Permanent de l'Accord Pelagos
6-7 février	Steering Committee for the 2020 MPA Forum	Marseille, France (En ligne vidéo conférence)	MedPAN
10 février	GIAS project workshop on "Sharing best practices for the management of large cetacean carcasses adrift"	Savone, Italie	Fondation CIMA
12-24 mai	68th IWC Scientific Committee Meeting	En ligne	CBI
2 juin	15th Meeting of the MSFD Common Implementation Strategy Technical Group on Underwater Noise (TG Noise)	En ligne	Commission européenne (DG ENV)
26 juin	EU Roundtable on preventing by-catch of common dolphins and harbour porpoises in fisheries (with Commissioner Sinkevicius and DG MARE)	En ligne	Commission européenne (DG MARE)
30 juin	JONAS - Joint Framework for Ocean Noise in the Atlantic Seas En ligne Underwater Noise Visualisation Workshop	En ligne	Consortium Projet Jonas
10 juillet	Marine mammal post-mortem workshop (1 st part)	En ligne	Université de Liège
7-11 septembre	ASCOBANS 9 th Meeting of the Parties	En ligne	Secrétariat ASCOBANS
8 septembre	Kick-off meeting of the PIAQUO project	Toulon, France	Groupe Naval
23 septembre	France National Committee meeting for the Pelagos Sanctuary	Saint Jean Cap Ferrat, France	Parc National de Port-Cros
5-9 octobre	Training on the conservation and monitoring of cetaceans across Mediterranean Marine Protected Areas (MPAs)	Observatoire marin du Golfe de Saint-Tropez	MedPAN

Dates	Nom de la Réunion	Lieu	Organisée par
6 octobre	16th Meeting of the MSFD Common Implementation Strategy Technical Group on Underwater Noise (TG Noise)	En ligne	Commission européenne (DG ENV)
6- 7 octobre	EU TG Noise Thematic Sessions on the assessment frameworks for the definition of threshold values for impulsive and continuous noise	En ligne	Commission européenne (DG ENV)
26 octobre	Workshop “Start of MAVA OAP M4/5 phase 2”	En ligne	Fondation MAVA
27-30 octobre	Regional Workshop on common approaches to habitats and species conservation in the Black Sea Marine Biogeographical Region	En ligne	Ministère bulgare de l’Environnement et de l’Eau
29 octobre	EU TG-Noise Thematic Session on the assessment framework for the definition of threshold values for continuous noise	Bruxelles, Belgique	Commission européenne (DG ENV)
3 novembre	HQWW Certificate - Working meeting on the future developments of the certificate in France	En ligne	MIRACETI
3 novembre	High-level meeting on “Building a new strategy for Mediterranean and Black Sea fisheries and aquaculture”	En ligne	GFCM
1-3 décembre	Integrated Meetings of the Ecosystem Approach Correspondence Groups on IMAP Implementation (CORMONs)	En ligne	PNUE/PAM
8 décembre	1 st Meeting of the Ad hoc Group of Experts for Marine Protected Areas in the Mediterranean (AGEM)	En ligne	SPA/RAC
2021			
22-23 février	Meeting of the Marine Expert Group	En ligne	Commission européenne DG ENV
22-26 février	Regional Workshop for the Identification of Important Marine Mammal Areas in the Black Sea, Turkish Straits System and Caspian Sea	En ligne	MMPA Task Force
22-24-26 mars	Short course “Science-Policy-Society interactions in ecosystem-based marine resources management and planning”	En ligne	Mediterranean Biodiversity Protection Community (MBPC) & the BlueMed CSA
9-11 mars	Subregional Committee for the Central Mediterranean (SRC-CM)	En ligne	CGPM
15-19 mars	European Cetacean Society Webinar 2021	En ligne	ECS
22-27 mars	Monaco Ocean Week	En ligne	Monaco

Dates	Nom de la Réunion	Lieu	Organisée par
31 mars - 1 avril	First Meeting of the Working Group of Experts on Upgrading the Regional Plan on Marine Litter Management	En ligne	Programme MED POL
7 avril	Meeting of the En ligne Working Group on marine mammals	En ligne	SPA/RAC
3-4 mai 2021	2 nd Meeting of the Ad hoc Group of Experts for Marine Protected Areas in the Mediterranean (AGEM)	En ligne	SPA/RAC
5 mai	Post-2020 SAPBIO 3rd Advisory Committee Meeting	En ligne	SPA/RAC
27 avril – 15 mai	68th IWC Scientific Committee Meeting	En ligne	CBI
18 mai	ASCOBANS Workshop on Management of MPAs for Small Cetaceans	En ligne	Secrétariat ASCOBANS
19-20 mai	Final event of the EcoSTRIM project	En ligne	Fondation CIMA
31 mai – 2 Juin	14th Meeting of REMPEC National Focal Points	En ligne	REMPEC
4 juin	MBPC project workshop on “Mediterranean solutions towards zero pollution impacts on biodiversity and health”	En ligne	ETC-UMA
10-11 juin	Correspondence Group on IMAP implementation (CORMON) on Biodiversity and Fisheries	En ligne	SPA/RAC
7-10 juin	ASCOBANS Workshop on Management of MPAs for Small Cetaceans - conservation measures	En ligne	Secrétariat ASCOBANS
14 juin	Workshop Webinar 1- Mediterranean Marine OECMs: Virtual Workshop Series on catalyzing identification, recognition and reporting of OECMs in the Mediterranean	En ligne	UICN Med
21 juin	Celebration of 100 th anniversary of International Hydrographic Organization	Monaco	IHO
23-25 juin	15th Meeting of SPA/BD Focal Points	En ligne	SPA/RAC
5 & 9 juillet	Extraordinary meeting of the Scientific and Technical Committee of the Pelagos Agreement	Monaco / En ligne	Secrétariat Permanent de l'Accord Pelagos
9 juillet	High-level meeting on “A new vision for sustainable fisheries and aquaculture in the Mediterranean and the Black Sea “	En ligne	CGPM
28-30 juillet	Ninth Meeting of the Working Group on the Black Sea (WGBS)	En ligne	CGPM
9-10 septembre	2021 Virtual Special Meeting of the International Whaling Commission (IWC)	En ligne	CBI

Dates	Nom de la Réunion	Lieu	Organisée par
4-9 septembre	IUCN World Conservation Congress – Mediterranean solutions Stand	Marseille, France	UICN
10-17 septembre	Meeting of the UNEP/MAP Focal Points	En ligne	PNUE/PAM
25 septembre	Forum de la Mer, Bizerte, Tunisia & En ligne	En ligne	Tunisie
30 septembre	Gala dinner of Annual Meeting of OSPAR Commission	Lisbonne, Portugal	OSPAR
18-19 octobre	Technical Workshop “Cooperation for a transboundary PSSA in NW Mediterranean Sea”	Paris, France	Ministère français pour la transition écologique
2-6 novembre	GFCM 44 th Session of the Commission	En ligne	CGPM
8-12 novembre	ASCOBANS 26 th Meeting of the Advisory Committee	En ligne	ASCOBANS
28 novembre – 1 décembre	Mediterranean MPA Forum	Monaco & En ligne	MedPAN, SPA/RAC, WWF, Fondation Prince Albert II de Monaco
15-16 décembre	Pelagos Agreement MOP	En ligne	Secrétariat Permanent de l’Accord Pelagos
17 décembre	Workshop on the PSSA proposal for the North-Western Mediterranean	En ligne	Présidence italienne dans le cadre de la 8ème Réunion des Parties à l’Accord Pelagos

2022			
12 janvier	Final event of the SICOMAR plus project	Livourne, Italie & En ligne	SICOMAR plus project
1 février	Virtual training course on the identification and handling of vulnerable species incidentally caught during fishing operations (marine mammals)	En ligne	CGPM
3 février	Meeting of the En ligne Working Group on marine mammals	En ligne	SPA/RAC
7-10 février	MAVA OAP M4/M5 Steering Committee meeting and fundraising workshop	Malaga, Espagne & En ligne	Fondation MAVA
16-17 février	FAO/GFCM Expert Meeting on fisheries-related other effective area-based conservation measures (OECMs) in the Mediterranean	En ligne	FAO/CGPM
28 février	Opening event of the Life CONCEPTU MARIS Project	En ligne	ISPRA
20-21 mars	Monaco Blue Initiative	Monaco	Monaco
21-26 mars	Monaco Ocean Week	Monaco	Monaco
28-29 mars	SPA/RAC CORMON meeting on Biodiversity and Fisheries	En ligne	SPA/RAC
5-7 avril	ECS Conference 2022	Israël - En ligne	ECS
19-22 avril	GFCM Subregional Committee for the Western Mediterranean (SRC-WM)	En ligne	CGPM
9-12 mai	MSPMED project workshop "Underwater noise assessment for decision support in MSP and related policies"	Barcelone, Espagne	IEO
20 mai	SPAMI Day 2022 special event	Monaco	SPA/RAC
24 mai	21 st Meeting of Technical Group on Underwater Noise (TG-Noise)	En ligne	Commission européenne DG ENV
31 mai	CORMON Marine Litter	En ligne	Programme MED POL
21-24 juin	23rd Session of the GFCM Scientific Advisory Committee on Fisheries (SAC)	En ligne	CGPM
23-24 juin	EU Marine Expert Group Meeting	En ligne	Commission européenne DG ENV

27 juin – 1 Juillet	UN Ocean Conference	Lisbonne, Portugal	UN
6 juillet	5th Meeting of the Regional Cooperation Platform on Marine Litter in the Mediterranean	En ligne	MED POL Programme
27-28 septembre	GFCM Working Group on Fishing Technology	En ligne	CGPM
28-30 septembre	27th Meeting of the ASCOBANS Advisory Committee (AC27)	En ligne	ASCOBANS Secretariat
29 septembre – 1 Octobre	IUCN-Med 20 th anniversary	Malaga, Espagne	UICN-Med

ANNEXE 2

Rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS

La Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS a été adoptée lors de la Septième Réunion des Parties en 2019 par la Résolution 7.5. Le Secrétariat doit rendre compte des progrès de cette Stratégie de financement à chaque Réunion des Parties. Les progrès présentés ci-dessous suivent les actions clés de la Stratégie de financement de l'ACCOBAMS.

a) Surveillance des possibilités de financement externe

Le Secrétariat a surveillé les opportunités de financement qui pourraient être intéressantes pour soutenir les thèmes prioritaires de l'ACCOBAMS du Programme de Travail. Au cours de la période triennale 2020-2022, le Secrétariat a coordonné des propositions (ou collaboré à l'élaboration de propositions) dans le cadre des appels à propositions suivants :

- L'appel à propositions "DG ENV/MSFD 2020" - Directive Cadre sur la Stratégie pour le Milieu Marin : Soutien à la préparation du prochain cycle de mise en œuvre de 6 ans.

Deux propositions de projet dans lesquelles le Secrétariat de l'ACCOBAMS a participé en tant que partenaire ont été soumises dans le cadre de cet appel :

- ABIOMMED "Support coherent and coordinated assessment of biodiversity and measures across Mediterranean for the next 6-year cycle of MSFD implementation";
- QUIETSEAS "Assisting (sub) regional cooperation for the practical implementation of the MSFD second cycle by providing methods and tools for D11 (underwater noise)".

Les deux projets ont été sélectionnés pour un financement.

- Un appel lancé par la Fondation MAVa en octobre 2020 « Garder la nature au cœur de la récupération post-COVID ».

Deux propositions ont été développées par le Secrétariat de l'ACCOBAMS :

- Aider les parties prenantes à déterminer une stratégie de récupération pour les industries du transport maritime, qui comprend des pratiques durables pour atténuer les pressions exercées par le trafic maritime sur le milieu marin, en analysant les données relatives au trafic maritime et leurs effets ;
- Promouvoir le Certificat High-Quality Whale-Watching® comme un outil modèle dans l'ère post-COVID pour améliorer la durabilité de l'industrie touristique d'observation de la faune marine en Méditerranée.

Aucune des propositions n'a été retenue.

En outre, le Secrétariat de l'ACCOBAMS a participé au projet financé par MAVa « Together for the Med » visant à assurer la durabilité du partenariat établi par MAVa depuis 2017 à travers leurs plans d'action liés aux interactions entre la pêche et la biodiversité, et la préservation des ressources marines vivantes. L'objectif principal étant de maintenir la communication et la coordination entre les différents partenaires, et d'améliorer la visibilité du partenariat, afin d'attirer de nouveaux financements après 2022, date à laquelle la Fondation MAVa prendra fin. Plusieurs actions dédiées à la collecte de fonds ont été menées par l'équipe « Together for the Med » avec le soutien de MAVa, comme un événement parallèle organisé pendant la Conférence des Nations Unies sur les Océans, ou une rencontre avec les donateurs à Tunis, en juillet 2022, pour présenter différents projets. Dans ce cadre, des efforts ont été entrepris en juin 2022 pour commencer à développer une proposition de projet qui assurerait la continuité des activités entreprises par les projets MedBycatch et Déprédation financés par MAVa, avec tous les partenaires impliqués dans ces derniers. Aucun bailleur de fonds n'a encore été identifié. Ce partenariat apparaît comme une excellente plateforme d'échange d'informations en matière d'opportunités de financement.

b) Encourager le développement de projets multilatéraux/transfrontaliers

En accord avec les efforts ci-dessus pour explorer les opportunités de financement externe, le Secrétariat de l'ACCOBAMS a soutenu le développement d'un consortium potentiel de partenaires pour développer une proposition de projet dans le cadre de l'appel émis par Biodiversa+ (Partenariat Européen pour la Biodiversité) sur le thème « Soutenir la protection de la biodiversité et des écosystèmes sur terre et en mer ». Malheureusement, le délai trop court n'a pas permis de développer une proposition solide et les partenaires ont décidé de ne pas soumettre de proposition de projet.

c) Renforcer les capacités en matière de développement/gestion de projets

Cette activité était prévue dans le Programme de Travail 2020-2022 à travers l'organisation d'un atelier de formation sur le développement de projets/la collecte de fonds, mais aucune contribution volontaire n'a été ciblée pour mettre en œuvre cette activité.

d) Renforcer la mobilisation des contributions volontaires des Parties à l'ACCOBAMS, y compris pour le Fonds Additionnel de Conservation

Les appels à Contributions Volontaires ont été considérés comme une étape nécessaire pour faciliter la mobilisation des contributions volontaires des Parties pour l'organisation d'actions spécifiques.

En juillet 2020, un Appel à contributions volontaires pour la mise en œuvre du Programme de Travail 2020-2022 a été publié auprès de tous les Points Focaux Nationaux et des Membres du Bureau. Quatre Parties ont versé des contributions volontaires pour soutenir des actions spécifiques dans le cadre du Programme de Travail 2020-2022 : Malte, Monaco, l'Italie et l'Espagne.

La Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS encourage également les Parties à continuer à fournir un soutien par le biais de contributions volontaires au Fonds Additionnel de Conservation de l'ACCOBAMS, compte tenu de son rôle significatif dans le soutien des initiatives de conservation des cétacés dans les pays en développement et les pays à économie en transition. Grâce aux contributions volontaires fournies par l'Italie et Monaco pendant la période 2020-2022, un appel à propositions a été lancé en 2022 afin de soutenir financièrement 4 projets.

e) Développer ou renforcer les relations avec les donateurs

Rencontrer des donateurs, organiser des réunions ou des tables rondes avec des donateurs potentiels a été identifié comme un moyen de susciter l'intérêt et l'attention sur le travail de l'ACCOBAMS, et de constituer des opportunités pour présenter des idées de projets. La participation du Secrétariat de l'ACCOBAMS à des événements de haut niveau organisés dans la région, tels que le Congrès Mondial de la Conservation de l'UICN en 2020, la Conférence des Nations Unies sur les Océans en 2022, Monaco Blue Initiative tous les deux ans, ont été de bonnes occasions d'initier des contacts avec des donateurs potentiels.

De plus, dans le cadre des efforts pour reproduire l'ACCOBAMS Survey Initiative, une liste de donateurs potentiels à approcher a été élaborée et sera utilisée comme une feuille de route pour les contacts du Secrétariat dans les efforts futurs de collecte de fonds.

f) Animer et mobiliser la communauté de l'ACCOBAMS

Le réseau des Partenaires de l'ACCOBAMS a été identifié par la Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS comme un support structurel pour la communauté de l'ACCOBAMS. L'animation de ce réseau, y compris le « recrutement » de nouveaux partenaires, peut contribuer au développement de nouveaux cadres de collaboration et de projets et initiatives communs.

5 organisations ont reçu le statut de partenaire de l'ACCOBAMS pour la période 2020-2022.

g) Renforcer la communication et la sensibilisation sur l'ACCOBAMS

Le développement d'une Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS a été identifié comme une étape clé pour renforcer la visibilité et la réputation de l'ACCOBAMS, en étant attentif au cycle vertueux entre la communication, la sensibilisation et la collecte de fonds.

En consultation avec le Bureau, une société spécialisée a été recrutée en 2020 afin de développer un projet de Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS. Le projet finalisé de la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS est présenté à la MOP8 pour adoption par le biais du projet de Résolution 8.6. L'allocation de moyens suffisants dans le futur proche est nécessaire pour assurer une mise en œuvre concrète et efficace de la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS.

h) La collaboration, facteur clé de succès dans la collecte de fonds

Renforcer les collaborations et assurer les synergies avec les organisations pertinentes est fondamental pour éviter la duplication des efforts et contribuer à augmenter la visibilité des activités de l'ACCOBAMS. Cela contribue également à renforcer la durabilité des actions entreprises sous les auspices de l'ACCOBAMS et à « rassurer » les bailleurs de fonds potentiels sur la non-duplication des financements.

i) Développer des partenariats avec le secteur privé

Aucun progrès à noter à ce sujet.

j) S'engager dans le crowdfunding

Aucun progrès à noter à ce sujet.

k) Explorer des mécanismes de financement innovants

Aucun progrès à noter à ce sujet.

ANNEXE IX

RAPPORT DU COMITE SCIENTIFIQUE ET DE SES GROUPES DE TRAVAIL

I.	RÉSUMÉ (par le Président et le Vice-président du CS)	153
II.	RAPPORTS DES REPRESENTANTS REGIONAUX DU CS	154
1.	Rapport sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes en Méditerranée occidentale et dans la zone Atlantique adjacente	154
2.	Rapport sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes en Méditerranée centrale	155
3.	Rapport sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes en Méditerranée orientale	156
4.	Rapport sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes en mer Noire	157
III.	RAPPORTS DES TASKS MANAGERS DU CS	158
1.	Plans de Gestion de Conservation des Espèces	158
2.	Interactions entre les activités de pêche et l'aquaculture	158
3.	Déchets marins & pollution chimique et biologique	160
4.	Aires Protégées pour les Cétacés	162
IV.	RAPPORTS DES PRESIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL	163
1.	Groupe de Travail conjoint sur les prises accidentelles	163
2.	Groupe de Travail conjoint sur le Bruit	164
3.	Groupe de Travail sur les Collisions	164
4.	Groupe de Travail sur les MMO	164
5.	Groupe de Travail sur NETCCOBAMS	165
6.	Groupe de Travail sur les « centres » de semi-captivité dans la zone de l'ACCOBAMS	165
7.	Groupe de Travail sur le <i>Whale Watching</i> (WWWG)	165
V.	RECOMMANDATIONS ISSUES DU CS14	167
	RECOMMANDATION 14.1 - LE PROGRAMME DE SURVEILLANCE À LONG TERME DE L'ACCOBAMS (LTMP)	167
	RECOMMANDATION 14.2 - LISTE ROUGE DE L'UICN	172
	RECOMMANDATION 14.3 - PLANS DE GESTION DE CONSERVATION (CMP)	174
	RECOMMANDATION 14.4 - RÉSEAUX D'ÉCHOUAGE POUR LES CÉTACÉS (CSN)	176
	RECOMMANDATION 14.5 - BYCATCH	177
	RECOMMANDATION 14.6 - BRUIT	180
	RECOMMANDATION 14.7 - COLLISIONS AVEC LES NAVIRES	183
	RECOMMANDATION 14.8 – ACTIVITES COMMERCIALES DE WHALE WATCHING	186
	RECOMMANDATION 14.9 - DÉCHETS MARINS ET POLLUTION CHIMIQUE	188
	RECOMMANDATION 14.10 - NETCCOBAMS	190
	RECOMMANDATION 14.11 - SCIENCE CITOYENNE	191

I. RÉSUMÉ (par le Président et le Vice-président du CS)

The 'ACCOBAMS Survey Initiative' - ASI - une campagne à l'échelle du bassin pour estimer la densité et l'abondance des cétacés est maintenant terminée. Un atelier technique de clôture en ligne a été organisé par le Secrétariat de l'ACCOBAMS, où les participants ont eu l'occasion de discuter et de présenter une liste de recommandations de conservation découlant des résultats de l'ASI. Un document détaillé a été préparé, avec l'objectif final d'établir un Programme de Surveillance à Long Terme (LTMP) pour faciliter une surveillance régulière et systématique à l'échelle du bassin avec des protocoles de recherche et de logistique partagés. Des efforts ont également été consacrés à la planification d'un numéro spécial de l'ASI qui sera publié dans *Frontiers of Marine Science*. L'idéal serait que la plupart des scientifiques impliqués dans l'ASI accèdent à la plateforme en ligne dédiée et envisagent de soumettre un manuscrit, compte tenu de l'importance de ce numéro spécial pour diffuser les résultats, les actions de conservation proposées et les recommandations des projets ASI et CeNoBS. La date limite de réception des manuscrits a été fixée à la fin de 2022 et un petit nombre de contributions ont été soumises, couvrant différents aspects de l'ASI.

Les résultats de l'ASI ont également permis de poursuivre les efforts pour clarifier la structure des populations de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS, facilitant la réévaluation, selon les critères de la **Liste Rouge de l'UICN**, de toutes les espèces présentes dans la région de l'ACCOBAMS, y compris celles qui étaient répertoriées comme Données Insuffisantes et celles qui n'avaient pas été évaluées précédemment. Les résultats finaux de cet effort, réalisé en coopération avec le Bureau de l'UICN à Malaga et l'Autorité de la Liste Rouge sont 3 sous-espèces évaluées dans la mer Noire, toutes trois appartenant à un statut menacé. 13 sous-populations de 9 espèces ont été évaluées pour la mer Méditerranée : 10 sont menacées, 1 est Quasi Menacée et 2 sont Préoccupation Mineure. Les nouvelles évaluations de la Liste rouge ont été publiées sur le portail de la Liste rouge de l'UICN en décembre 2021.

La **pollution chimique**, ainsi que la présence de **débris plastiques** dans l'ensemble du bassin, représentent toujours une source de préoccupation importante pour les cétacés de la zone de l'Accord, les macro, micro et nano-plastiques figurant en bonne place sur l'agenda international. Les propositions du CS visant à évaluer les moyens d'éliminer les plastiques de la mer, ainsi qu'une réduction significative des plastiques provenant de la terre ont été discutées. Plutôt que de collecter de nouvelles données, le CS et l'atelier de recommandations de l'ASI ont souligné qu'il était urgent de prendre des mesures concrètes afin de réduire l'impact sur les populations de cétacés.

En ce qui concerne les **questions relatives à la captivité des cétacés**, un document de référence sur les potentielles installations semi-fermées dans la zone de l'ACCOBAMS a récemment été produit. Les préoccupations concernant le bien-être des cétacés en captivité se sont accrues, en particulier au cours des dernières décennies, à l'instar des préoccupations concernant les autres animaux en captivité. Certains delphinariums ferment, soit parce que leurs installations sont devenues obsolètes et ne sont plus conformes aux exigences légales relatives à la détention d'animaux sauvages, soit en raison d'un déclin de l'activité et d'un changement de l'opinion publique. En conséquence, il y a un manque de destinations appropriées pour leurs dauphins. Ce document a pour but de contribuer au développement de standards internationaux pour les installations de conservation des cétacés liés à la création d'installations marines semi-fermées pour les cétacés, appelées REFUGES (et non "sanctuaires", pour éviter toute confusion avec le "Sanctuaire Pelagos", qui a une nature et un but complètement différents) dans la zone de l'ACCOBAMS. Un refuge pour dauphins peut être une option valable non seulement pour les dauphins actuellement dans les delphinariums mais aussi pour les dauphins échoués qui ont besoin d'une réhabilitation prolongée. En outre, le document propose la création, pour consultation future, d'un Comité Consultatif composé d'experts dans divers domaines, notamment l'écologie et le comportement des odontocètes, l'élevage des odontocètes, la médecine vétérinaire axée sur les mammifères marins, les échouages, le sauvetage, la réhabilitation en captivité et les techniques de libération, l'éducation et la sensibilisation du public.

L'approche basée sur le lieu et les menaces a également joué un rôle important au cours de la dernière période triennale, en référence au processus en cours mené par le Groupe de Travail sur les Aires Protégées pour les Mammifères Marins de l'UICN pour identifier les Zones d'Importance pour les Mammifères Marins (IMMA) au sein de la Méditerranée et de la mer Noire, et l'effort de l'ACCOBAMS pour superposer les cartes de référence existantes pour la région de l'ACCOBAMS des densités de cétacés (de Mannocci et al, 2018 et ASI), en tenant compte des IMMA, avec les cartes des pressions humaines pour délimiter les **Habitats Critiques pour les Cétacés**.

Onze nouvelles **IMMA** (Zones d'Importance pour les Mammifères Marins) font partie des 14 nouvelles IMMA pour les mammifères marins de la mer Noire, du Système des Détroits de Türkiye et de la mer Caspienne, qui ont été élaborées lors de l'atelier régional en ligne IMMA organisé en février 2021 par le Groupe de Travail de l'UICN SSC-WCPA sur les Aires Marines Protégées. L'atelier a permis d'identifier 23 nouvelles zones candidates d'importance pour les mammifères marins (cIMMA). Après un examen indépendant, 14 IMMA, une IMMA candidate (cIMMA) et 11 zones d'intérêt (Aol) ont été approuvées.

II. RAPPORTS DES REPRESENTANTS REGIONAUX DU CS

1. Rapport sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes en Méditerranée occidentale et dans la zone Atlantique adjacente

- Pays de la région : Algérie, Espagne, France, Italie (côte occidentale), Maroc, Monaco, Portugal.
- Aperçu des activités dans la Région en 2020-2022

Algérie : Le chargé de recherche du CNRDPA a participé à plusieurs réunions et ateliers techniques ;
Signature d'un nouveau réseau opérationnel de suivi des échouages de cétacés sur le littoral algérien ;
Adoption du Projet de Plan National de Suivi des Cétacés sur le littoral algérien.

Espagne : Mise en œuvre de plusieurs projets visant à : 1) évaluer les principales menaces pesant sur les cétacés dans le couloir de migration des cétacés de la Méditerranée ; 2) renforcer le réseau d'échouages d'animaux marins de la communauté valencienne ; 3) MEDACES.

France : Mise en œuvre de plusieurs projets visant à 1) la protection et la gestion durable des grands dauphins, 2) l'évaluation de la pression des activités de whale watching, 3) la réduction des collisions avec les navires.

Italie : Projet EcoSTRIM (élaboration de lignes directrices pour la labellisation des activités touristiques ; mise en place du label High Quality Whale-Watching® en Italie).

Maroc : Mise en œuvre de plusieurs projets visant à 1) développer une activité de whale watching durable et bien gérée, 2) tester différentes mesures visant à réduire les interactions entre les cétacés et les activités de pêche ; 3) renforcer le réseau national d'échouage ;

Portugal : Mise en œuvre de plusieurs projets visant à 1) surveiller les cétacés, 2) surveiller et évaluer les impacts potentiels du whale watching sur les cétacés ; 3) évaluer le niveau d'interaction entre les activités de pêche artisanale côtière et les cétacés et tester l'utilisation d'alarmes acoustiques ; 4) renforcer le réseau national d'échouage ; 5) surveiller les interactions entre les orques et les voiliers (avec l'Espagne).

- Principaux enjeux ou menaces ou sujets " sensibles " qui sont apparus au cours de ladite période pour la Région :

France : La sensibilisation et la formation des professionnels ont été rendues très compliquées avec la COVID-19.

- Recommandations / suggestions pour l'amélioration de la conservation

France : 1) Encourager et améliorer la coopération régionale et transfrontalière sur la question des collisions et du whale-watching afin d'adopter une stratégie globale et commune sur le développement de mesures d'atténuation ; 2) Encourager le partage d'expériences et la capitalisation des outils existants au niveau régional.

2. Rapport sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes en Méditerranée centrale

- Pays de la région : Albanie, Croatie, Italie (côte adriatique), Libye, Malte, Monténégro, Slovénie, Tunisie.

- Aperçu des activités dans la Région en 2020-2022

La recherche dans la région a été menée via un certain nombre d'approches, y compris des études locales de photo-identification à bord de bateaux, des études à terre, des relevés aériens par transects linéaires dédiés, des relevés grâce aux passagers des ferries, une surveillance acoustique passive, des prélèvements par biopsie, des échouages et des enquêtes post-mortem, et l'utilisation d'aéronefs sans pilote ("drones"), en se concentrant sur plusieurs espèces régulières dans cette région. Si certaines parties de la région sont bien étudiées, avec une bonne compréhension de l'état de conservation des cétacés, de grandes portions de la région restent peu couvertes, avec des informations limitées sur la présence, l'abondance, le statut ou les menaces des cétacés. La partie septentrionale de la région est beaucoup mieux étudiée, avec des lacunes importantes dans les informations sur la partie méridionale de la région, où des efforts supplémentaires de recherche ciblée et de renforcement des capacités sont nécessaires. Il existe des preuves que les eaux du sud de la Méditerranée peuvent contenir des habitats importants pour plusieurs espèces, y compris les baleines à bec.

De nouvelles évaluations de la Liste rouge de l'UICN ont été publiées pour les espèces de cétacés habitant la Méditerranée et la mer Noire en 2021. Toutes les espèces de la région, sauf deux, ont été classées dans l'une des catégories menacées.

- Principaux enjeux ou menaces ou sujets " sensibles " qui sont apparus au cours de ladite période pour la Région :

Les principaux enjeux dans la région sont des menaces permanentes et bien connues, notamment les prises accidentelles dans les engins de pêche et d'autres interactions entre les cétacés et les activités de pêche, les perturbations causées par la navigation de plaisance, la navigation et d'autres sources de bruit sous-marin, les polluants chimiques et les déchets marins. Les prises accidentelles sont un problème connu pour les cétacés de la région, mais les estimations robustes des prises accidentelles font cruellement défaut. Un nouveau sujet de préoccupation concerne l'incidence accrue des déchets marins provenant des équipements de protection individuelle (EPI) et des plastiques à usage unique, tous deux liés à la pandémie de la COVID-19. Enfin, alors que la politique sur le papier semble largement adéquate, un manque substantiel d'application des dispositions de l'ACCOBAMS a été noté dans plusieurs parties de la région et en relation avec plusieurs types de menaces.

- Recommandations / suggestions pour l'amélioration de la conservation

- L'accroissement des compétences est nécessaire dans certains domaines, pour améliorer les compétences en matière de collecte et d'analyse des données, afin de mieux informer la conservation.
- Des estimations robustes des prises accidentelles sont nécessaires, tant au niveau régional qu'au niveau du bassin méditerranéen.
- Une meilleure conformité et une meilleure application des dispositions de l'ACCOBAMS sont nécessaires par rapport à plusieurs types de menaces.

3. Rapport sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes en Méditerranée orientale

- Pays de la région : Chypre, Egypte, Grèce, Liban, Syrie, Türkiye (côte méditerranéenne).

- Aperçu des activités dans la Région en 2020-2022

Chypre : En 2019, soumission de l'aire Marine Oceanid dans les sites Natura 2000 au titre de la Directive Habitats 92/43/CEE (SIC). La zone proposée a été adoptée dans les zones Natura 2000 en 2021 et elle protège 12 espèces des Directives Nature dont le grand dauphin (*Tursiops truncatus*). En outre, le Département de la Pêche et de la Recherche Marine (DFMR) a mis en place un programme de science citoyenne pour recueillir des informations sur les cétacés. Le DFMR a créé une application mobile appelée CY-FIS pour l'enregistrement des activités de pêche par les pêcheurs professionnels et récréatifs, ainsi que d'autres activités connexes aux fins de la gestion des ressources halieutiques par le DFMR. En outre, les observations d'espèces protégées peuvent également être communiquées au DFMR par le biais de l'application. Chypre a également participé au projet QUIETMED 2 et au projet Quiet Seas.

Egypte : Participation à la 5^{ème} Conférence sur la Conservation des Cétacés dans les Pays du Sud de la Méditerranée (CSMC5) qui s'est tenue en ligne du 13 au 15 avril 2021.

Grèce : Grâce à une étude sur les réseaux nationaux d'échouage de cétacés en 2017/2018, des données ont été fournies au Secrétariat de l'ACCOBAMS. La banque de données et la banque de tissus sont disponibles auprès de l'Institut de recherche sur les cétacés Pelagos. Le pays travaille sur l'origine de la mort, la cartographie dynamique, les spécimens juste repérés, les débris marins dans les nécropsies et les nécropsies.

Liban : Le pays tente de mettre en place une banque de tissus en collectant les organes et les tissus des cétacés échoués. Chaque fois qu'un animal échoué est signalé, une équipe du Centre National des Sciences Marines intervient afin de procéder à la dissection, et donc à la collecte d'organes et de tissus. En outre, le Centre national des sciences de la mer (CNRS-L) a accueilli la 5e Conférence sur la Conservation des Cétacés dans les Pays du Sud de la Méditerranée (CSMC5) qui s'est tenue en ligne du 13 au 15 avril 2021. Des experts, des chercheurs et des étudiants du Liban ont participé à cette conférence.

Syrie : Des experts, des chercheurs et des étudiants syriens ont participé à la conférence CSMC5.

Türkiye (côte méditerranéenne) : Organisation de deux expéditions scientifiques dans la Zone de Protection Environnementale Spéciale (ZPE) des Monts sous-marins de Finike (Anaximandre) en mai et septembre 2021, dans le cadre des activités de protection et de surveillance de la diversité des cétacés. En outre, DMAD (Marine Mammals Research Association) effectue depuis 2018 des relevés de recherche visuels traditionnels combinés à une surveillance acoustique passive entre Marmaris et Anamur en mer Levantine, avec un effort de relevé continu, sous le nom de projet « Giant Guardians of The Deep Seas II ». En outre, le projet « Understanding Mediterranean multi-taxa 'bycatch' of vulnerable species and testing mitigation- a collaborative approach » (Projet Bycatch) a eu lieu en Türkiye et vise à soutenir la Convention de Barcelone du PNUE/PAM, et plus particulièrement les parties contractantes du sud et de l'est de la Méditerranée (Maroc, Tunisie et Türkiye), pour identifier et tester des mesures visant à réduire l'impact de la pêche sur les mammifères marins, les oiseaux, les tortues et les élasmodontes.

- Principaux enjeux ou menaces ou sujets " sensibles " qui sont apparus au cours de ladite période pour la Région :

La mise en œuvre de l'Accord se heurte à des difficultés dans certaines régions pour les raisons suivantes :

- Manque de personnel hautement qualifié
- Manque d'équipement
- Manque de financement adéquat

- Difficultés à convaincre l'opinion publique de l'intérêt de l'Accord et de la conservation des cétacés
- Situation sécuritaire épisodiquement tendue ne permettant pas d'effectuer des missions de recherche et de sensibilisation de manière continue.

De plus, des activités continues liées au pétrole et au gaz (études sismiques, forage) dans la région ont été observées sans qu'aucune mesure d'atténuation concrète et aucune législation ne soit mise en place (obligation d'engager un MMO pendant leurs activités) au niveau national afin d'assurer le suivi et la conservation des cétacés.

- Recommandations / suggestions pour l'amélioration de la conservation

L'accroissement des compétences est nécessaire dans la région afin d'améliorer la mise en œuvre de l'Accord.

4. Rapport sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes en mer Noire

- Pays de la région : Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Türkiye, Ukraine.

- Aperçu des activités dans la Région en 2020-2022

Les activités ont permis l'acquisition continue de données liées à l'estimation et à la répartition de la population de cétacés, à l'utilisation de l'habitat, à la surveillance acoustique passive, à la surveillance des prises accidentelles et à l'essai de mesures d'atténuation à l'aide de pingers, à la création d'une banque de tissus, aux microplastiques, aux réseaux d'échouage et aux événements pour les trois espèces vivant dans la mer Noire (*Delphinus delphis ponticus*, *Tursiops truncatus ponticus* et *Phocoena phocoena relicta*). Les 11 nouvelles IMMA (Aires d'Importance pour les Mammifères Marins) font partie des 14 nouvelles IMMA pour les mammifères marins de la mer Noire, du Système des Détroits Turcs et de la mer Caspienne, qui ont été élaborées lors de l'atelier régional en ligne organisé en 2021. L'évaluation du statut des trois sous-espèces de la mer Noire dans la Liste Rouge de l'UICN a été mise à jour et se trouve maintenant dans le processus de révision.

- Principaux enjeux ou menaces ou sujets " sensibles " qui sont apparus au cours de ladite période pour la Région :

Le résultat de l'évaluation des prises accidentelles réalisé par le projet CeNoBS (2021) a montré que les prises accidentelles de marsouins communs en mer Noire dépassent le seuil de durabilité de la population et constituent une menace importante pour cette sous-espèce. Les principales tâches pour les activités futures sont la mise à jour des évaluations de la flotte et de l'effort, l'amélioration de la déclaration des prises accidentelles et de la couverture d'observation, l'analyse de la mortalité, la validation des données, l'élaboration du contexte des mesures de fermeture spatio-temporelle et, surtout, le développement de techniques d'atténuation des prises accidentelles, en tenant compte des caractéristiques spécifiques locales.

Au printemps-été 2022, une augmentation inhabituelle des échouages et des prises accidentelles de cétacés (principalement des dauphins communs et des marsouins communs) a été observée sur les côtes de la mer Noire. Au total, plus de 600 décès ont été observés depuis le début de l'année 2022 sur les côtes de Bulgarie, Roumanie, Türkiye et Ukraine. L'escalade de la guerre de la Russie contre l'Ukraine en février 2022 place l'ensemble du bassin de la mer Noire sous une énorme menace. Les activités militaires dans les zones marines et côtières peuvent affecter le biote marin de la région, y compris les cétacés. Tous les experts de la mer Noire tentent de collecter des données et des échantillons afin de découvrir la cause de ces décès en mer Noire. En outre, dans certaines zones, les enquêtes en bateau ont été difficiles en raison du danger potentiel que représentent les mines à la dérive.

- Recommandations / suggestions pour l'amélioration de la conservation

Les prises accidentelles lors de la pêche au turbot et la mortalité saisonnière élevée des marsouins menacent la viabilité de la sous-espèce, il est urgent d'affiner et de surveiller les estimations de l'abondance des marsouins, la dynamique de la population et le niveau des prises accidentelles, ainsi que de développer des mesures pour réduire les prises accidentelles.

III. RAPPORTS DES TASK MANAGERS DU CS

Conformément aux principales priorités du Programme de Travail 2020-2022, le Comité Scientifique a décidé de désigner les Task Managers suivants :

1. Plans de Gestion de Conservation des Espèces

- Composition

- Task Manager: Greg DONOVAN
- Vice-Task Manager: Simone PANIGADA
- Groupe de Soutien : Ayaka Amaha OZTÜRK, Joan GONZALVO, Aurélie MOULINS et les coordinateurs CMP.

- Aperçu des activités pertinentes sur ce sujet pendant la période triennale 2020/2022

Le document ACCOBAMS-MOP6/2016/Res.6.21 a consolidé les travaux antérieurs sur les plans de conservation spécifiques et a approuvé les lignes directrices et le processus d'élaboration des Plans de Gestion de Conservation (CMP) en se concentrant initialement sur les rorquals communs et les grands dauphins de la Méditerranée. Cette approche était en accord avec celle développée par la CBI et la valeur de la cohérence de l'approche et des CMP approuvés conjointement le cas échéant a été reconnue. Par la suite, il a été demandé au Comité Scientifique d'ajouter les dauphins de Risso et les dauphins communs de Méditerranée au processus de développement.

Les CMP visent à garantir le bon état de conservation à long terme d'une espèce dans une zone donnée, compte tenu des activités humaines. Ce sont des documents vivants qui regroupent les meilleures connaissances scientifiques, de conservation et de gestion disponibles pour guider et coordonner les efforts de gestion efficaces entre toutes les parties prenantes au niveau international, national et local.

Le travail, bien que retardé par la situation liée au Covid, s'est poursuivi sur les quatre espèces, avec comme point culminant un atelier sur les CMP pour les grands dauphins et les dauphins communs (mars 2022). Un travail considérable a été accompli, et un effort particulier a été et est fait pour assurer la cohérence entre les espèces, le cas échéant, en particulier lorsqu'il s'agit de relier des actions qui peuvent nécessiter une expertise, un personnel et des ressources similaires. Ces quatre projets sont en cours de révision et la prochaine étape consistera à organiser une série d'ateliers pour les parties prenantes au cours des deux prochaines années en utilisant les projets comme base afin de finaliser la première itération de six ans de chaque CMP et de présenter les CMP à la MOP en 2025 pour approbation et mise en œuvre. Les CMP seront ensuite examinées et révisées régulièrement (environ tous les six ans) à la lumière des progrès accomplis.

Le Comité Scientifique a également recommandé que le travail commence sur les CMPs pour les cachalots et les baleines à bec de Cuvier en mer Méditerranée.

2. Interactions entre les activités de pêche et l'aquaculture

- Composition

- Task Manager: Joan GONZALVO
- Vice-Task Manager: Souad LAMOUTI
- Groupe de Soutien : Membres du JBWG (Marina SEQUEIRA et Fiona READ ont été ajoutées à la liste des membres du JBWG)

- Aperçu des activités pertinentes sur ce sujet pendant la période triennale 2020/2022

Le Task Manager (TM) rapporte les activités suivantes :

1 – Participation à la Quatorzième Réunion du Comité Scientifique à Monaco (22-26 novembre 2021). Une carcasse de cétacé, peut fournir des informations précieuses, y compris des preuves qui pourraient être utilisées comme des indicateurs fiables de prises accidentelles telles que des marques de filet, des amputations, des filets trouvés dans l'estomac. Cependant, aucune évaluation des données recueillies par les réseaux d'échouage n'avait été faite dans la zone de l'ACCOBAMS afin d'évaluer les niveaux de prises accidentelles. En 2021, une revue des données disponibles sur les prises accidentelles de cétacés dans les bases de données nationales d'échouage et dans MEDACES a été produite par M. Joan Gonzalvo et Mme Souad Lamouti, respectivement Task et Vice-Task Managers sur les Interactions avec les Activités de Pêche du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS. Cette revue avait pour but de collecter les informations disponibles sur les cétacés échoués dont les causes de mort étaient liées à des interactions avec des engins de pêche, d'évaluer les méthodes utilisées pour déterminer les causes de mort, et d'identifier les lacunes à combler afin d'améliorer la future collecte de données. Le document résultant a été présenté lors du SC14.

2 – La déprédation par les cétacés - lorsqu'ils enlèvent partiellement ou complètement les proies des engins de pêche - est une cause de préoccupation croissante dans plusieurs pêcheries méditerranéennes. Les impacts socio-économiques des engins de pêche endommagés et des proies perdues créent des conflits entre les pêcheurs et les dauphins, sapant ainsi les efforts de conservation et de durabilité promus par des organisations régionales comme l'ACCOBAMS et la CGPM (Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée). Le projet "Atténuation de la déprédation des dauphins dans les pêcheries méditerranéennes - Conjuguer les efforts pour renforcer la conservation des cétacés et la pêche durable" (Projet Déprédation 2) est coordonné par l'ACCOBAMS et la CGPM, en collaboration avec le SPA / RAC et la plate-forme LIFE. Dans le cadre de ce projet, une méthodologie standardisée de suivi de l'impact de la déprédation a été développée, en vue de fournir un cadre harmonisé pour accroître les connaissances sur la déprédation en Méditerranée et en mer Noire. Dans ce même contexte, une revue des informations disponibles sur la déprédation par les cétacés dans les engins de pêche en mer Méditerranée, en mer Noire et dans la zone atlantique adjacente a également eu lieu. Au moment de la rédaction de ce rapport, ces deux documents sont en cours d'édition et devraient être disponibles sous peu.

- Recommandations / suggestions pour l'amélioration de la conservation

Les Réseaux d'Echouage de Cétacés (CSN) sont une source importante de données pour déterminer les causes de mort des cétacés, y compris les prises accidentelles. Les résultats de l'examen des données disponibles sur les prises accidentelles de cétacés dans les bases de données d'échouage de la zone ACCOBAMS doivent être partagés avec les Parties et les organisations concernées. La situation actuelle de la surveillance des échouages de cétacés varie beaucoup entre les pays. Certains d'entre eux ont des CSN nationaux officiels bien établis et conservent des bases de données englobant tout ou partie de leur côte, tandis que d'autres dépendent fortement de l'enthousiasme de quelques individus travaillant de façon indépendante avec des ressources assez limitées. Les CSN varient considérablement en fonction des exigences scientifiques, des motivations politiques, des ressources, des infrastructures et de l'expérience du personnel. Une approche par paliers du triage des carcasses permet de mener des enquêtes à plusieurs niveaux, en fonction des ressources, des installations ou de l'expérience du réseau d'échouage. Bien que l'idéal soit de disposer d'une étude post-mortem approfondie et détaillée menée par des pathologistes vétérinaires expérimentés et disposant de ressources suffisantes, ce n'est pas souvent le cas. L'approche par paliers offre un cadre pour la collecte et l'interprétation des données, adapté et optimisé en fonction des ressources disponibles. S'assurer que tous les CSN sont en mesure de mener leurs examens jusqu'au niveau 3 (examen post-mortem à visée diagnostique, qui peut permettre de déterminer le rôle de l'interaction avec la pêche dans la mort de l'animal) devrait être considéré comme une priorité absolue.

Le protocole « Déprédation des dauphins dans les pêcheries de la Méditerranée et de la mer Noire : Méthodologie pour la collecte de données » vise à soutenir les programmes de surveillance régionaux et à fournir un cadre pour le développement et la mise en œuvre d'un système efficace et standardisé de collecte de données et de surveillance

des événements de déprédation. La collecte de ces données devrait offrir une base harmonisée de connaissances, d'informations et de preuves pour la prise de décision qui suit.

3. Déchets marins & pollution chimique et biologique

- Composition

- Task Manager: Cristina FOSSI
- Vice-Task Manager: Céline MAHFOUZ
- Groupe de Soutien : Tilen GENOV, Pine PIERANTONIO

Le Task Manager (TM) rapporte une série d'activités stratégiques qui ont impliqué les participants du TM et du Groupe de Soutien, sur la question spécifique des déchets marins et de la pollution chimique et biologique dans la période triennale 2020/2022 :

1 – Participation au dernier CS (CS14, 2021). Pendant la réunion, plusieurs discussions ont eu lieu entre les participants et les membres du groupe de soutien sur le thème de l'impact des déchets marins et de la pollution chimique. En détail, le Task Manager, Cristina Fossi, a présenté les documents qu'elle a développés conjointement, sur ce sujet spécifique, avec Cristina Panti. Le TM résume l'étude en cours sur les hotspots d'interaction entre les cétacés et les déchets marins dans la zone ACCOBAMS comme dans le document ACCOBAMS-SC14/2021/Doc30. Le document décrit les interactions entre les cétacés et les déchets marins (ML) dans la zone ACCOBAMS, en identifiant les hotspots et les zones à risque. Le document passe en revue la dimension globale des déchets marins, puis se concentre sur la mer Méditerranée et les zones adjacentes, ainsi que sur les sources et les forces motrices de la distribution des ML dans la zone ACCOBAMS. En ce qui concerne la recherche bibliographique sur l'interaction des déchets marins avec les cétacés (y compris l'ingestion et l'enchevêtrement), sur les 10 articles évalués par des pairs disponibles pour la zone ACCOBAMS, le cachalot semble être à la fois l'espèce la plus étudiée et la plus affectée.

Le Task Manager a également décrit une revue bibliographique sur l'impact de la pollution chimique sur les cétacés, y compris l'identification de projets de recherche *ad hoc* visant à évaluer la pollution chimique sur les cétacés dans la zone ACCOBAMS, tel que reflété dans le document ACCOBAMS-SC14/2021/Doc31. Globalement, en tant que prédateurs apex avec une longue durée de vie, les cétacés sont particulièrement sensibles aux contaminants, en particulier les métaux lourds, les PCBs, les PBDEs, les DDTs, et les polluants émergents tels que les Additifs Plastiques. Une soixantaine d'articles ont été identifiés comme analysant la charge en contaminants et l'interaction avec les espèces de cétacés dans la zone méditerranéenne. Ils ont révélé que le dauphin rayé bleu et blanc est l'espèce la plus étudiée et que les PCB sont les contaminants les plus mesurés à ce jour. L'identification des projets de recherche *ad hoc* visant à évaluer la pollution chimique sur les cétacés dans la zone ACCOBAMS a également été effectuée, soulignant le nombre réduit de projets *ad hoc* sur ce sujet dans la zone.

Pendant le CS, le TM, en accord avec le Groupe de Soutien, a identifié une ébauche des meilleures pratiques : Lignes Directrices pour évaluer l'impact de la pollution chimique sur les cétacés pour mesurer les niveaux de contamination chimique sur les cétacés (ACCOBAMS-SC14/2021/Doc32). Le document fournit également des protocoles pour mesurer la contamination chimique des cétacés dans la zone ACCOBAMS. Concernant les organismes échoués, les informations pertinentes ont été intégrées à partir du document conjoint ACCOBAMS et ASCOBANS "Best practice on cetacean postmortem investigation and tissue sampling" (Lonneke L. IJsseldijk, Andrew C. Brownlow, Sandro Mazzariol, 2019). Des protocoles standardisés pour l'examen des organismes en liberté ; des informations pertinentes ont été intégrées par le livre "Marine Mammals Ecotoxicology" édité par Fossi et Panti (2018). Un schéma et une description du flux de travail seront partagés entre les Parties de l'ACCOBAMS afin de fournir une boîte à outils utile tant pour l'échantillonnage que pour les différentes analyses écotoxicologiques.

2- Le Représentant du SPA/RAC a suggéré l'importance de ce sujet et que les résultats des deux études soient partagés avec le MED POL - le Programme PNUE/PAM pour l'évaluation et le contrôle de la pollution marine en Méditerranée - pour sa considération, en particulier pour compléter le travail effectué dans la définition de l'Indicateur Candidat IMAP 24 « Tendances de la quantité de déchets ingérés par ou s'enchevêtrant dans des organismes marins en se concentrant sur certains mammifères, oiseaux marins et tortues marines ».

3- Le TM souligne les synergies entre le projet ASI et le projet Med-Interreg Plastic Busters MPAs, et d'autres initiatives. Une méthodologie d'évaluation des risques sera utilisée pour définir l'évaluation des risques pour les cétacés, liée aux zones ML hotspot (dans le Sanctuaire Pelagos comme zone d'étude clé) en utilisant les données ASI dans un effort de collaboration entre UNISI, IFREMER et le Consortium LaMMA. Un inventaire des projets disponibles, qu'ils soient terminés ou en cours, aidera également à identifier les besoins en matière de recherche, ainsi que les actions de recherche actuelles dans ce domaine.

4- Le Comité Scientifique de la CBI (communication de Greg Donovan) a développé deux outils précieux liés à la pollution chimique et aux cétacés. Le premier est le modèle 3 SPoC (Effects of Pollutants on Cetacean Populations), une application web permettant aux utilisateurs d'explorer ces effets potentiels en simulant l'effet des polychlorobiphényles (PCB) sur la croissance potentielle de la population par le biais (a) des PCB maternels et de la probabilité de survie des baleineaux, et (b) sur la fonction immunitaire et la résistance de l'hôte. Le deuxième outil est un outil de cartographie des contaminants 4 qui affiche les données publiées sur la concentration de polluants organiques persistants (POP) et de mercure dans les tissus des cétacés, à l'échelle mondiale. Il permet aux chercheurs d'explorer visuellement les tendances des concentrations de contaminants communément surveillés au fil du temps.

5 - Le Task Manager et les représentants du Groupe de Soutien ont participé à l'Atelier Intersessionnel Pollution 2025 Effets Cumulatifs et Facteurs de Stress Multiples (2021) L'atelier a examiné : (i) Les études pertinentes sur les nouvelles informations sur les effets cumulatifs et les stressés multiples ; (ii) Les approches pour analyser et identifier les causes de ces effets, les mécanismes d'action du stressé et l'interaction entre les stressés et l'organisme. (iii) Nouvelles méthodes disponibles pour évaluer les effets cumulatifs des facteurs de stress multiples. (iv) Effets cumulatifs au niveau de la population. (v) Études de cas sur des espèces et des populations spécifiques et la transférabilité des approches à d'autres espèces et populations.

Le Task Manager a participé à plusieurs réunions en ligne du Groupe Ad Hoc d'Experts pour les déchets marins et la pollution chimique au niveau méditerranéen et à l'échelle mondiale.

- Recommandations / suggestions pour l'amélioration de la conservation

Plusieurs recommandations et suggestions sur ce sujet proviennent des activités du SC14 et sont résumées ci-dessous:

a) Déchets marins

1. Etant donné les niveaux particulièrement élevés de déchets marins dans tous les compartiments écologiques de la zone ACCOBAMS et le chevauchement avec la distribution et l'habitat de plusieurs espèces de cétacés montrés par, entre autres, les résultats des projets ASI et UE, et étant donné les effets néfastes reconnus par l'ingestion de déchets marins, le dernier Comité Scientifique demande instamment que toutes les organisations compétentes sur les questions de pollution (par exemple, UE, Convention de Barcelone, OMI) améliorent et appliquent d'urgence leurs mesures de gestion concernant la pollution liée à la terre et aux navires ; il n'est pas nécessaire d'attendre des informations supplémentaires sur les cétacés avant de prendre des mesures d'atténuation.

2. Le Groupe, en accord avec le CS, suggère de : (a) d'œuvrer en faveur d'un accord global sur les plastiques, ciblant à la fois les sources terrestres et maritimes de pollution plastique et l'ensemble du cycle de vie des plastiques ; et (b) d'engager tous les niveaux de parties prenantes, des producteurs aux utilisateurs en passant par les décideurs, à mettre en œuvre des actions pouvant contribuer à traiter les déchets plastiques à la source et à empêcher les

plastiques de pénétrer dans la Méditerranée, la mer Noire et les zones adjacentes, et à faciliter la collaboration entre la science et la politique pour s'attaquer aux problèmes des déchets marins.

3. Afin d'améliorer nos connaissances sur les déchets marins et les cétacés, le Comité Scientifique : (a) encourage la réalisation des études post-mortem conformément aux lignes directrices sur les meilleures pratiques (IJseldijk, Brownlow, et Mazzariol, 2019, voir la Recommandation 14.4 sur les réseaux d'échouage de cétacés) et soutient - les efforts scientifiques collectifs sur le développement de méthodes standardisées pour détecter la présence et les effets des déchets marins (y compris les microplastiques) chez les espèces de cétacés et - l'utilisation de formats standardisés pour rapporter les résultats dans toute la zone ACCOBAMS en synergie avec les cadres existants (par ex, les indicateurs DCSMM et IMAP, GESAMP) et les AEM pertinents (par ex, la Convention de Barcelone, la CMS, la CBI, etc.) qui demandent un rapport périodique des enquêtes post-mortem ; (b) soutient l'identification des zones sensibles pour l'accumulation des déchets marins et, grâce à la modélisation de l'exposition à l'ingestion de plastique et à l'enchevêtrement, identifie la menace pour les espèces de cétacés présentes dans ces zones afin de concevoir des mesures d'atténuation ciblées ; et (c) propose les espèces de cétacés comme indicateurs des déchets marins dans la zone de l'ACCOBAMS, en concentrant en particulier l'attention sur les espèces de plongée profonde pour les macro-déchets (par ex, le cachalot et la baleine à bec de Cuvier) et les filtreurs pour les micro-plastiques (rorqual commun).

b) **Pollution chimique** - Compte tenu de la présence et des concentrations élevées de substances anciennes et émergentes dans la mer Méditerranée et la mer Noire, et compte tenu du fait que la contamination chimique est préjudiciable à la santé des cétacés puisqu'elle peut induire des effets négatifs sur les systèmes immunitaire, nerveux et reproducteur des cétacés, le Groupe, en accord avec le CS, recommande : (a) le développement d'un réseau transfrontalier de surveillance de l'état de santé des cétacés échoués et en liberté dans la zone de l'ACCOBAMS - cela pourrait également faciliter le développement d'une base de données commune sur les maladies et les charges chimiques et la coopération entre les banques de tissus existantes pour partager les tissus et les données et contribuer à l'évaluation de l'« état de conservation favorable » des mammifères marins dans le cadre de la Directive Habitats de l'UE et de la législation nationale/régionale correspondante ; (b) le développement d'un inventaire des institutions ou des laboratoires dans la zone de l'ACCOBAMS qui sont prêts à recevoir et à analyser des échantillons pour les polluants anciens et émergents des institutions qui n'ont pas les installations et l'expertise appropriées ; (c) que les mesures existantes pour l'atténuation de la contamination toxicologique dans la zone de l'ACCOBAMS devraient être appliquées, par ex, (d) l'attention future devrait se concentrer sur l'évaluation des effets cumulatifs et des facteurs de stress multiples (y compris les produits chimiques, les déchets marins, le changement climatique et les pathogènes émergents) sur les cétacés dans les zones de l'ACCOBAMS, y compris les nouvelles techniques (telles que les techniques -omique, l'épigénétique et les laboratoires microprocesseur), en profitant de la prise en compte des recommandations (une fois disponibles) de l'Atelier intersessionnel de la CBI sur la pollution 2025 : effets cumulatifs et facteurs de stress multiples" (novembre 2021).

4. Aires Protégées pour les Cétacés

- Composition

- Task Manager: Léa DAVID
- Vice-Task Manager: Loriane MENDEZ
- Groupe de Soutien : Simone PANIGADA, Joan GONZALVO, Souad LAMOUTI, Tilen GENOV, Aurélie MOULINS, Vasileios PETROPOULOS, Costanza FAVILLI

- Aperçu des activités pertinentes sur ce sujet pendant la période triennale 2020/2022

Le Task Manager a rassemblé les couches de données existantes, suivi et amélioré le processus technique pour obtenir des Habitats Critiques pour les Cétacés sur deux études de cas (i) les grandes espèces de cétacés contre les grands navires commerciaux, d'une part, et (ii) les petits delphinidés contre les activités de pêche, d'autre part.

Ces résultats ont été présentés et les limites, questions et lacunes ont été discutées avec des scientifiques et des experts au cours de plusieurs ateliers :

- 1) Avant et pendant l'atelier technique de l'ASI (en ligne, juin 2021), les cartes représentant les pressions, obtenues à partir des données sur les activités humaines collectées lors du relevé aérien de l'ASI et d'autres sources, ont été comparées. Une discussion a suivi sur la manière d'obtenir des cartes représentatives des activités humaines en mer qui ne sont pas automatiquement enregistrées géographiquement, comme les voiliers ou les petits bateaux de pêche.
- 2) Le processus CCH et les premiers résultats ont été présentés lors du forum MedPan et la discussion sur la liaison entre EBSAS et d'autres processus d'identification des zones importantes à l'échelle méditerranéenne a été discutée (novembre 2021, Monaco).
- 3) L'étude de cas sur les grandes espèces de cétacés par rapport aux grands navires commerciaux, aidant à identifier les zones à risque pour les collisions avec les navires, a été présentée lors de deux ateliers sur la désignation possible d'une PSSA dans le nord-ouest de la Méditerranée (Paris, octobre 2021 et Rome, décembre 2021).
- 4) Un atelier dédié a été réalisé en mars 2022 à Monaco, après que les Termes de Référence aient été approuvés par la 14ème réunion du Comité Scientifique. Pendant trois jours, les membres du CS, des experts en système d'information géographique, en conservation et des collègues de la CGPM et de MedPan ont discuté de la manière de combler les lacunes dans les connaissances, des meilleurs choix pour encadrer l'utilisation de ces cartes et leur interprétation, des règles et des décisions concernant les limites des polygones et des zones tampons, entre autres points.
- 5) Les Termes de Référence pour la création d'un groupe de travail sur les données et les cartes pour le processus du CCH ont été l'un des résultats de l'atelier.
- 6) Le processus CCH et les études de cas ont été présentés lors d'un atelier sur la planification de l'espace marin en Méditerranée (mai 2022, Barcelone).

Le Task Manager a participé à plusieurs réunions en ligne du groupe Ad hoc d'experts pour les Aires Marines Protégées en Méditerranée (AGEM) dans le cadre du SPA/RAC.

- Recommandations / suggestions pour l'amélioration de la conservation

Le Comité Scientifique a encouragé la poursuite du processus vers le développement de cartes représentatives de l'habitat favorable par espèce, en prenant en compte les informations fournies par les IMMA et les cartes de pression anthropique, ainsi que les informations fournies par les projets en cours dans la zone de l'ACCOBAMS, afin de définir de nouveaux CCH, car cela facilite le développement de mesures de conservation et de gestion adéquates dans la région.

Il encourage également le chargé de mission à mettre à jour le document ACCOBAMS-MOP6/2016/**Doc35** (Evaluation de l'efficacité de la conservation basée sur le lieu pour les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS - un manuel).

IV. RAPPORTS DES PRESIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL

1. Groupe de Travail conjoint sur les prises accidentelles

L'ACCOBAMS est également très actif en ce qui concerne l'évaluation des questions de prises accidentelles et de déprédation et a joint ses efforts à ceux du SPA/RAC et de la CGPM dans le cadre du projet MAVA sur les prises accidentelles. Le groupe de travail conjoint ACCOBAMS-ASCOBANS sur les prises accidentelles a organisé la première réunion, qui s'est déroulée en ligne du 10 au 12 février 2021 afin d'échanger et de partager l'expérience entre deux

zones d'accord. Plus de 150 participants de 31 pays ont produit une série de recommandations sur les aspects généraux, la surveillance et la réduction des prises accidentelles. Les publications des deux organismes ont été partagées et des mises à jour sur les développements récents concernant les prises accessoires ont été faites.

Au cours de l'été 2021, un examen des données disponibles sur les prises accidentelles de cétacés dans les bases de données nationales sur les échouages a été réalisé. Un questionnaire a été distribué à 24 pays et un questionnaire compilé a été reçu de 18 d'entre eux. La situation actuelle de la surveillance des échouages de cétacés varie considérablement d'un pays à l'autre. Certains disposent de réseaux nationaux officiels d'échouage de cétacés (CSN) bien établis et gèrent des bases de données couvrant tout ou partie de leur côte, tandis que d'autres sont moins structurés et fonctionnent avec des ressources limitées. Cette étude a montré que, dans de nombreux échouages, la cause de la mort n'est pas identifiée, ce qui indique qu'il y a encore une grande marge d'amélioration. La formation et le financement sont les besoins les plus fréquemment cités par les participants à l'étude.

2. Groupe de Travail conjoint sur le Bruit

La problématique du **bruit** figure en bonne place parmi les actions prioritaires du CS, afin de s'assurer qu'une attention adéquate est accordée lors de la programmation, entre autres, d'activités sismiques ou militaires, en soulignant l'importance de mener des évaluations d'impact environnemental spécifiques et rigoureuses. La plateforme en ligne **NETCCOBAMS**, récemment développée, a été révisée en profondeur, avec des outils en ligne permettant de cartographier les habitats des cétacés et les menaces potentielles, comme les points chauds du bruit et les données de trafic, grâce au traitement des signaux GIS.

3. Groupe de Travail sur les Collisions

Les collisions avec les navires ont également été abordées et des mesures d'atténuation ont été suggérées. La collaboration existante avec la Commission Baleinière Internationale et l'effort de collecte d'informations sur les collisions avec les navires au niveau mondial ont facilité l'identification des zones à haut risque en Méditerranée. L'ACCOBAMS se joint à l'effort international pour développer et soutenir le processus de désignation d'une PSSA à une échelle qui inclut l'IMMA du Nord-Ouest de la Méditerranée, du Talus et du Canyon, plus la partie orientale du Sanctuaire Pelagos et le corridor espagnol, afin de prendre en compte les mouvements et la distribution des populations de baleines. Le zonage de la zone avec des outils d'atténuation des collisions avec les navires (par exemple, des mesures de réduction de la vitesse et de routage) pourrait être proposé dans le cadre des mesures de protection associées au sein de la PSSA.

4. Groupe de Travail sur les MMO

Le Groupe de Travail sur le HQMMO/PAM de l'ACCOBAMS comprend des scientifiques, des professionnels du MMO/PAM et des représentants des industries pétrolières et gazières. Les membres se sont réunis en ligne, ont construit un programme de travail afin de mettre à jour et d'améliorer la formation et les outils associés en mars 2021. Depuis lors, des révisions ont été faites concernant le format, le contenu, la définition, l'évaluation, les formulaires. Aucune formation n'a pu être mise en place, en raison de la crise du COVID. Une réunion avec plusieurs membres a été réalisée en mai 2022 pour mettre en place une formation en ligne pour les MMO/PAM professionnels qui ne sont pas encore certifiés par l'ACCOBAMS. Les aspects techniques et financiers sont encore en discussion, ce qui limite le déploiement d'un tel outil sur le site de l'ACCOBAMS jusqu'à présent. Le travail est en cours afin de finaliser les mises à jour des outils de formation, de lancer la plateforme en ligne et de faire le lien avec d'autres organismes de certification en dehors de la mer Méditerranée (par exemple, le JNCC).

5. Groupe de Travail sur NETCCOBAMS

Les Termes de Référence ont été adoptés lors de la 14ème réunion du Comité Scientifique pour la création d'un Groupe de Travail sur NETCCOBAMS comprenant des scientifiques, des gestionnaires, des parties prenantes et des Parties. Ce groupe devrait être utile pour la définir les règles d'utilisation de la plateforme en ligne, en termes de données à télécharger jusqu'aux conseils pour la conservation et l'utilisation des résultats.

6. Groupe de Travail sur les « centres » de semi-captivité dans la zone de l'ACCOBAMS

M. Joan Gonzalvo, le Président de ce GT, créé lors de la Treizième Réunion du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS (février 2020, Cap d'Ail, France), a produit le document de référence "Installations Marines Semi-Enfermées Potentielles" dans la zone de l'ACCOBAMS, ainsi que l'aperçu actualisé des spécimens détenus en captivité dans la zone de l'ACCOBAMS, qui a été présenté lors de la 14ème Réunion du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS. Ce document vise uniquement à contribuer au développement de normes internationales pour les installations de maintien captivité des cétacés en fournissant un point de vue scientifique sur les questions suivantes liées à la création d'installations marines semi-fermées pour les cétacés (c'est-à-dire des refuges), en particulier pour les odontocètes, dans la zone de l'ACCOBAMS :

- les questions juridiques ;
- l'écologie et le comportement des odontocètes ; leurs exigences écologiques et éthologiques, par exemple en termes d'espace, de profondeur, de variation de température saisonnière, de qualité de l'eau (salinité, pureté), de bruit ambiant, de structure sociale, de schémas d'activité ;
- les soins aux odontocètes (par exemple, la nourriture, les soins médicaux, la manipulation, le transport) ;
- la médecine vétérinaire axée sur les cétacés ;
- les aspects structurels, fonctionnels et logistiques de l'installation d'accueil potentielle ;
- l'évaluation de l'impact écologique des environnements marins touchés
- l'évaluation économique de la durabilité du projet proposé et des coûts opérationnels du centre, une fois établi ;
- le développement du potentiel d'éducation, de sensibilisation et de recherche offert par l'installation ;
- les relations avec les principales parties prenantes : administration publique, application de la loi, questions de santé humaine, questions environnementales, questions juridiques.

7. Groupe de Travail sur le *Whale Watching* (WWWG)

Le WWWG a mené plusieurs activités au cours de la période 2020-2021 visant à tester le système de collecte de données et à évaluer les impacts des activités de whale watching dans la zone de l'ACCOBAMS. Le groupe a discuté et mis à jour la proposition de collecte de données auprès des navires commerciaux de whale watching qui a été soumise au CS en 2014, ainsi que la liste des espèces qui a été revue en fonction de la zone géographique considérée. Des tests ont été effectués en France et en Italie et ont montré que des membres d'équipage formés et dévoués peuvent constituer un bon choix pour la collecte régulière de données par les sociétés de whale watching. En Italie, la collecte des données a été réalisée à l'aide de l'application IlogWhales développée dans le cadre du projet EcoSTRIM.

Un expert a été recruté par le Secrétariat pour développer une étude visant à identifier les hotspots des activités de WW dans la zone de l'ACCOBAMS, et pour réviser les Lignes Directrices pour les programmes de surveillance visant à maximiser les chances de détecter les impacts négatifs potentiels des activités de whale watching posés aux cétacés individuels et aux populations. L'étude vise à cartographier les pressions potentielles sur les populations de cétacés qui sont ciblées pour les activités de whale watching dans toute la zone de l'ACCOBAMS, et est menée en deux phases. Au cours de la phase I, il a été demandé à des volontaires de compiler des données dans chacun des 26 pays de l'aire de répartition de l'ACCOBAMS afin de fournir des métadonnées sur le nombre estimé d'opérateurs commerciaux de

whale watching dans leur pays, ainsi que le nombre de ports à partir desquels l'observation commerciale des baleines a lieu, et si oui ou non des cadres juridiques sont en place pour réglementer l'activité de whale watching.

Au cours de la phase II, les pays qui avaient signalé un certain niveau d'activité commerciale de whale watching ont été invités à fournir des informations détaillées sur la localisation, la nature, la fréquence et la durée des tours. Ces données sont actuellement compilées, analysées et cartographiées afin de fournir des représentations visuelles et quantitatives de mesures comparables de la pression potentielle que l'observation des cétacés peut exercer sur les populations locales de cétacés.

Le document « Projet de Lignes Directrices pour la gestion des activités d'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS » a été présenté (techniquement, le document est une mise à jour de ACCOBAMS-MOP6/2016/Doc37/Annex12/Res6.20, Annexe 3) et le Groupe de Travail sur le *Whale Watching* et le Secrétariat de l'ACCOBAMS ont convenu qu'un document plus général contenant également des conseils de gestion était nécessaire, et pas seulement des aspects de recherche pour détecter les impacts. En tant que tel, ce nouveau document comprend le contexte, les stratégies et les outils, ainsi que des recommandations liées à neuf grands domaines qui sont pertinents pour réglementer et gérer l'observation des cétacés :

- Mesures pour évaluer les populations ciblées et les impacts potentiels du tourisme, y compris le concept de "capacité de charge".
- Suivi et gestion adaptative
- Développement d'équipes de gestion efficaces (implication des parties prenantes)
- Mesures d'octroi de licences ou de certification
- Mesures visant à réglementer les approches, la fréquence, la durée et le type d'exposition lors des rencontres avec les cétacés
- Surveillance et mise en application
- Fermetures temporelles/de zone pour assurer une protection supplémentaire
- Promotion de l'éducation et de la sensibilisation
- Le whale watching comme plateforme d'opportunité pour la collecte de données scientifiques.

Le représentant de la Fondation CIMA a donné des informations sur les activités du projet EcoSTRIM visant à soutenir la mise en œuvre du certificat High-Quality Whale-Watching® en Italie, en particulier en Ligurie, en Toscane et en Sardaigne. Les résultats du projet comprennent:

- cartes des opérateurs commerciaux de whale-watching en Ligurie, Toscane et Sardaigne ;
- la formation des opérateurs de whale-watching (en face à face et en ligne) pour diffuser les meilleures pratiques ;
- le kit "High Quality Whale-Watching®" avec le drapeau " whale risk " et un jeu de cartes (<https://www.ligurianseatrails.com/whale-risk>) destiné à sensibiliser le jeune public aux besoins de conservation des cétacés ;
- la promotion du certificat "High-Quality Whale-Watching®" à travers une page web dédiée, des totems informatifs distribués dans les villes côtières de la Ligurie et une vidéo des opérateurs certifiés (<https://www.ligurianseatrails.com>) ;
- développement de l'application pour smartphone llogWhales basée sur le formulaire ACCOBAMS, disponible sur <https://play.google.com> , afin de soutenir la collecte de données sur les cétacés ;
- audit de conformité des entreprises certifiées High Quality Whale-Watching® ;
- une nouvelle qualification professionnelle régionale pour les visites guidées marines certifiées.

V. RECOMMANDATIONS ISSUES DU CS14

RECOMMANDATION 14.1 - LE PROGRAMME DE SURVEILLANCE À LONG TERME DE L'ACCOBAMS (LTMP)

1. Reconnaissant le grand succès des projets ASI (et CeNoBS) dans la collecte d'estimations estivales d'abondance de référence pour les cétacés dans la région de l'ACCOBAMS, le Comité Scientifique recommande que les Parties approuvent et s'engagent pleinement à faciliter la mise en œuvre du Programme de Surveillance à Long Terme de l'ACCOBAMS (LTMP - voir ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc09**), qui se concentre principalement sur l'obtention d'estimations solides de l'abondance et de la distribution des cétacés (et l'identification des changements dans le temps), ainsi que de certaines autres mégafaunes et activités humaines, dans le but de fournir des conseils sur la mise en œuvre des objectifs de conservation et de gestion.
2. Ce programme est non seulement fondamental pour permettre aux Parties d'atteindre les objectifs fixés de l'ACCOBAMS, mais il aidera également les Parties à respecter, individuellement, les engagements nationaux et internationaux pertinents. Ceux-ci peuvent inclure l'Approche Écosystémique de la Convention de Barcelone/Programme Intégré de Surveillance et d'Évaluation (EcAp/IMAP), la Directive Cadre Stratégie Marine de l'UE et la Directive Habitats de l'UE. Étant donné l'importance fondamentale du LTMP, le Comité Scientifique **recommande** que les Parties et le Secrétariat commencent immédiatement à établir un modèle/stratégie de financement pour le LTMP (voir discussion dans ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc10**).
3. Le LTMP comprend plusieurs composantes (et voir Fig. 1 à la fin) qui nécessiteront un développement et une mise à jour au fil du temps par le Comité Scientifique et/ou le Secrétariat. Le Comité Scientifique **recommande** le LTMP et ses composantes ci-dessous aux Parties et souligne la nécessité pour le Secrétariat, en coopération avec le Comité Scientifique, de revoir, consolider et mettre à jour le document général du LTMP (ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc09**) à intervalles réguliers, ainsi que chacune de ses composantes.

COMPOSANTE 1. Développement et mise en œuvre d'un cadre de simulation pour examiner la performance des différentes stratégies de futures études (synoptique, régionale/nationale).

4. Le Comité Scientifique **convient** qu'il devrait travailler aussi rapidement que possible avec les experts en modélisation pour développer un cadre de simulation afin d'examiner la capacité de différentes stratégies d'études (y compris la fréquence et l'étendue géographique) pour obtenir des estimations d'abondance robustes et détecter les tendances (dans l'abondance et la distribution) et déterminer si les objectifs de conservation de l'ACCOBAMS sont atteints. Ce cadre devrait également être utilisé pour examiner comment et où les navires d'opportunité (par exemple, les ferries - ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc12**) et les enquêtes multidisciplinaires (voir ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc11**) peuvent contribuer au LTMP. En définitive, cela permettra aux composantes synoptiques et régionales/nationales du LTMP (voir Composante 4) d'être aussi efficaces et rentables que possible. Les résultats de ce travail seront également précieux en tant que contribution à tout cadre quantitatif d'évaluation des risques de l'ACCOBAMS qui pourrait être développé (par exemple, en contribuant à la simulation des procédures de rétroaction pour évaluer les approches d'atténuation).

COMPOSANTE 2. Entreprendre des études synoptiques périodiques (de préférence tous les six ans, voir composante 1) à l'échelle du bassin en Méditerranée et en mer Noire (cf. ASI) en mettant l'accent sur l'abondance et les tendances.

5. Le Comité Scientifique **convient** qu'il devrait revoir, et mettre à jour si nécessaire, les protocoles de terrain et d'analyse pour les études sur les cétacés à l'échelle du bassin (incluant également une sélection de données sur la mégafaune marine et l'activité humaine) et prendre en compte les nouveaux développements technologiques, la

conception des études et les méthodes d'analyse des données. Il est reconnu que cette révision est directement pertinente pour les protocoles de collecte et d'analyse des données régionales/nationales (voir composante 4). En particulier, à la lumière de l'expérience acquise au cours de l'ASI, la révision inclura l'examen des points suivants :

- (a) les besoins de gestion nationaux et autres (par exemple, le rapportage et l'organisation des données pour d'autres engagements, les évaluations des risques, etc.) lors de la conception des strates pour obtenir des estimations d'abondance;
- (b) la conception des études, les méthodes et les approches analytiques qui peuvent mieux tenir compte des différentes préférences/disponibilités en matière d'habitat selon les espèces (par exemple, l'habitat côtier pour des espèces telles que les grands dauphins, les méthodes acoustiques pour les plongeurs profonds tels que les cachalots et les baleines à bec) ;
- (c) une couverture accrue dans certaines régions (par exemple, la Méditerranée orientale) et l'examen des moyens pour essayer de prendre en compte les zones qui pourraient ne pas être en mesure d'être couvertes pour des raisons politiques/sécuritaires (y compris l'examen de l'utilisation des navires d'opportunité et des enquêtes multidisciplinaires - ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc11** et ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc12**) ;
- (d) des approches de terrain et analytiques qui corrigent les biais de disponibilité et de perception ;
- (e) l'amélioration des protocoles/méthodes de formation, notamment en ce qui concerne l'identification des espèces/la taille des bancs (par exemple, utilisation d'appareils photo à haute vitesse/résolution), les procédures et protocoles des études générales, y compris la collecte de certaines données sur d'autres mégafaunes et certaines activités humaines ;
- (f) l'incorporation appropriée d'études à bord des navires, y compris les composantes d'échantillonnage acoustique et biopsique, qui tiennent compte, entre autres, des besoins identifiés dans les CMP ; et
- (g) un examen régulier de l'utilisation des nouvelles technologies/du traitement des données par l'informatique (par exemple, les véhicules sans pilote tels que les drones - voir ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc13**) dans le contexte du LTMP tout en s'assurant que la comparabilité à long terme des ensembles de données est maintenue.

COMPOSANTE 3. Élaboration d'un protocole de mise en œuvre pour résoudre les problèmes logistiques, bureaucratiques et de financement liés aux études régulières à l'échelle du bassin

6. Les questions logistiques et autres entourant la mise en œuvre de l'ASI ont constitué un défi aussi important pour son succès que les questions scientifiques et cela sera probablement le cas à l'avenir. Pour minimiser cela, le Comité Scientifique **recommande** qu'en coopération avec le Comité Scientifique si nécessaire, le Secrétariat crée et mette régulièrement à jour un protocole pour les activités administratives/logistiques/bureaucratiques liées à la réalisation des études synoptiques à l'échelle du bassin sur la base de l'expérience acquise avec ASI. Cela comprendra la préparation d'un plan à long terme pour l'approbation finale par les Parties qui inclura une feuille de route (par exemple, voir ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc10**) et des procédures convenues pour :
 - (a) désigner des officiers/représentants nationaux actifs et bien informés pour veiller à ce que les procédures administratives nationales soient respectées afin de faciliter, entre autres, l'obtention des permis nécessaires (par exemple, permis de recherche, d'aviation et de navigation, visas, assurances) ;
 - (b) tenir à jour une liste d'informations sur toutes les restrictions susceptibles d'affecter la conception et la logistique de l'étude (par exemple, les zones, l'équipement et le personnel) ;

- (c) partager le projet de conception de l'étude (au moins un an avant celle-ci) avec les pilotes et les autorités nationales compétentes afin de discuter des améliorations possibles, des difficultés et des moyens de surmonter ces difficultés ;
- (d) identifier les plateformes de recherche appropriées (par exemple, certification, assurance, endurance et visibilité, équipage ayant une expérience en mer et, pour les pilotes, une expérience du vol à basse altitude, volonté de participer à l'enquête) ; et
- (e) les stratégies pour obtenir des financements (voir ACCOBAMS-SC14/2021/Doc10).

COMPOSANTE 4. Faciliter les synergies des programmes régionaux et nationaux avec l'ASI (y compris les méthodes, le calendrier et la fréquence).

7. Le Comité Scientifique intégrera les informations des composantes 1 et 2 pour aider à la mise à jour des conseils sur les méthodes et les protocoles pour les programmes régionaux et nationaux existants et nouveaux à plus petite échelle pour le suivi de l'abondance, de la distribution et des tendances, à la lumière des informations qui seront reçues des études synoptiques estivales périodiques à l'échelle du bassin.
8. Le Comité Scientifique recommande aux Parties de s'assurer que les autorités compétentes partagent les plans de leurs programmes nationaux/sous-régionaux de surveillance à long terme des cétacés (y compris les activités en cours au titre du HD, de la MSFD et de l'EcAp/IMAP) afin de faciliter la synergie si possible et de s'assurer qu'ils utilisent des méthodes cohérentes approuvées par le Comité Scientifique, dans la mesure du possible. Ils devraient demander aux coordinateurs nationaux de fournir des informations sur la conception de ces programmes (le Comité est disposé à fournir des conseils) et faire part de leurs résultats au Comité Scientifique. Le Comité aidera également à identifier les synergies et les collaborations potentielles dans les programmes existants ou proposés.
9. À cet égard, le Comité Scientifique souligne l'importance des points suivants (et sa volonté d'y contribuer) :
 - (a) étudier (en liaison avec la Composante 1) l'utilisation de navires d'opportunité et/ou de croisières multidisciplinaires, ainsi que d'études spécifiques, pour fournir des informations sur :
 - les zones qui ne peuvent pas être étudiées dans le cadre des études à l'échelle du bassin et pour lesquelles peu de données, même sur la présence et l'absence, sont disponibles
 - la présence en dehors de l'été, et
 - les tendances « locales » en matière d'abondance/distribution ; et
 - les zones où ces plateformes sont déjà utilisées pour la collecte de données sur les cétacés et les composantes de leur habitat ;
 - (b) entreprendre des études pilotes lorsque de nouvelles techniques ou de nouveaux navires d'opportunité sont envisagés ; et
 - (c) la poursuite de l'examen de l'utilisation de la surveillance acoustique passive et active pour des zones et des espèces spécifiques, par exemple le cachalot et la baleine à bec de Cuvier, conformément aux plans de surveillance en cours, tels que ceux qui relèvent de la MSFD et de l'EcAp/IMAP, incluant le bassin oriental.

COMPOSANTE 5. Archivage, utilisation et partage des données

10. Le Comité Scientifique souligne la grande valeur à long terme de l'ensemble des données de l'ASI et des futures données collectées dans le cadre du LTMP pour ACCOBAMS et les efforts de conservation plus larges. Etant donné l'importance d'archiver correctement les données collectées dans le cadre de l'ASI et du LTMP, et de rendre leur disponibilité largement répandue au profit de la communauté scientifique de la conservation, le Comité Scientifique **recommande** (conjointement avec le Comité Scientifique) les Parties et le Secrétariat, le suivant :

- (a)** de s'efforcer d'optimiser l'archivage et le partage des données, notamment en assurant l'interopérabilité des ensembles de données de l'ASI avec d'autres bases de données pertinentes (par exemple, NETCCOBAMS, EMODnet, IMAP Info System) et les organisations d'échange de données ;
- de s'assurer que le protocole pour obtenir l'accès aux données ASI (et futures) comprend un élément qui stipule que les résultats de toute analyse utilisant les données ASI (et futures) sont mis à la disposition de l'ACCOBAMS (avec des garanties de publication appropriées) afin que :
- que les résultats puissent être utilisés par le Comité Scientifique pour contribuer à sa capacité à donner les meilleurs conseils scientifiques et que
- que le Secrétariat puisse surveiller l'utilisation et l'influence de la base de connaissances pour aider à illustrer la valeur plus large de l'ASI et pour aider à améliorer l'entreprise et la collecte de données sur les études futures dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS ;
- (b)** que les Parties et le Secrétariat s'efforcent d'identifier les moyens de favoriser la coopération et les partenariats entre experts dans toute l'aire de répartition de l'Accord, y compris :
- l'augmentation de la visibilité des ensembles de données ASI (et futures) et des résultats associés, encourager l'utilisation la plus large possible des analyses existantes pour contribuer à la prise de décision sur les questions de conservation (par exemple, la proposition PSSA dans le nord-ouest de la mer Méditerranée), ainsi que pour encourager d'autres analyses des données ASI (et futures) pour répondre aux besoins de conservation et de gestion au niveau des cétacés et des écosystèmes,
- la mise à disposition de ressources suffisantes pour utiliser au mieux les données ASI dans toute la zone de l'ACCOBAMS, par exemple, par le biais d'un soutien financier pour des programmes de mentorat, de formation et de publications conjointes,
- encourager une plus grande participation future aux activités de recherche et de conservation du LTMP, le développement d'actions conjointes et de relations de travail entre les spécialistes et les administrations des Parties dans le contexte du vaste programme LTMP.

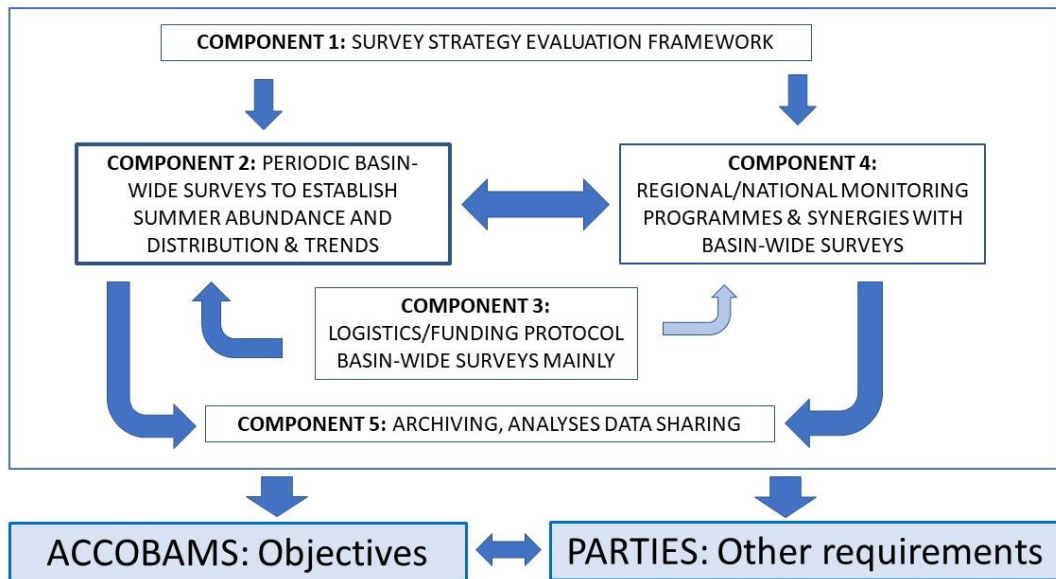


Fig.1 Schéma des liens entre les cinq composantes du LTMP

RECOMMANDATION 14.2 - LISTE ROUGE DE L'UICN

1. La liste rouge de l'UICN⁴ fournit un moyen simple de classer le statut des espèces (ou dans certains cas ce qu'elle appelle des "sous-populations" ou occasionnellement des unités plus petites) dans l'une des neuf catégories suivantes : Non évaluée, Données insuffisantes, Préoccupation mineure, Quasi menacée, Vulnérable, En danger, En danger critique d'extinction, Éteinte à l'état sauvage et Éteinte.
2. Tous les cétacés régulièrement présents en Méditerranée et en mer Noire ont maintenant été estimés ou réestimés depuis 2018 - ceux estimés en 2021 ont été publiés sur le site web de la Liste Rouge en décembre 2021. Ainsi, le Comité Scientifique a achevé le travail qui lui a été assigné dans la Résolution 6.15. Cette tâche ambitieuse a été grandement facilitée par les données récoltées lors de l'ACCOBAMS Survey Initiative, ainsi que par d'autres données recueillies depuis les évaluations précédentes en 2008-2011. Un résumé est fourni ci-dessous et dans le Tableau 1.
 - A. Le statut de conservation s'est amélioré depuis la dernière évaluation
 3. Le statut de conservation de deux espèces en Méditerranée (le dauphin rayé et le grand dauphin) s'est amélioré, passant de Vulnérable à Préoccupation mineure.
 - B. Le statut de conservation est resté inchangé
 4. Le statut des trois espèces de la mer Noire⁵ est resté le même (Vulnérable pour le dauphin commun de la mer Noire et En danger pour le grand dauphin de la mer Noire et le marsouin commun de la mer Noire), tout comme le statut des cachalots de la Méditerranée (En danger) et des dauphins communs de la Méditerranée (En danger), bien que pour ces derniers, la mer d'Alboran soit désormais exclue et que la sous-population soit appelée Méditerranée intérieure.
 - C. Le statut de conservation s'est aggravé
 5. Le statut du rorqual commun de Méditerranée s'est détérioré, passant de Vulnérable à En Danger.
 - D. Le statut de conservation a été évalué pour la première fois (y compris ceux qui étaient initialement insuffisamment documentés).
 6. Les dauphins à bec étroit de Méditerranée ont été évalués comme Quasi menacés. Les baleines à bec de Cuvier de Méditerranée ont été évaluées en 2018 comme Vulnérables - en 2006, elles avaient été classées comme Données insuffisantes. Les dauphins de Risso, évalués comme Données insuffisantes en 2012, ont maintenant été évalués comme En danger.
 7. En termes d'unités plus petites, les globicéphales noirs de Méditerranée sont maintenant considérés comme deux unités - les globicéphales noirs de Méditerranée intérieure sont en danger tandis que ceux du détroit de Gibraltar sont en danger critique d'extinction. Quatre unités locales plus petites d'autres espèces ont également été convenues et évaluées : Dauphins communs du Golfe de Corinthe - En danger critique d'extinction ; Grands dauphins communs du Golfe d'Ambracia - En danger critique d'extinction ; Dauphins rayés du Golfe de Corinthe - En danger (en cours de révision) ; Orques du Déroit de Gibraltar - En danger critique d'extinction.
 8. Le Comité Scientifique attire l'attention sur le fait que dans toute la zone de l'Accord, seules deux « sous-populations » sont considérées comme étant de préoccupation mineure. Malgré le bon travail entrepris au cours des 25 dernières années, cela souligne que beaucoup plus de travail et d'efforts sont nécessaires pour que

⁴ <https://www.iucnredlist.org/>

⁵ Actuellement ces classifications restent provisoires étant donné que les évaluations sont en cours de révision par l'UICN

l'ACCOBAMS et ses Parties atteignent ses objectifs de conservation. Le Comité note qu'il y a quatre projets de Plans de Gestion de Conservation (CMP) qui sont sur le point d'être achevés (voir la Recommandation 14.3 sur les CMP). Il recommande que le projet de CMP pour les dauphins communs accorde une attention particulière aux animaux du Golfe de Corinthe qui ont été nouvellement désignés comme En Danger Critique d'Extinction.

9. Le Comité Scientifique **réitère** que de nombreuses mesures de conservation ont été développées et recommandées par celui-ci au cours des années et que beaucoup d'entre elles ont été approuvées et adoptées par les Parties dans différentes Résolutions. Par conséquent, l'objectif prioritaire reste pour les Parties de mettre en œuvre, de respecter et d'appliquer ces mesures de conservation afin de parvenir à un état de conservation favorable des espèces dans la zone de l'Accord. De plus, les Etats non-Parties de l'aire de répartition sont encouragés à utiliser les actions de conservation recommandées développées dans le cadre de l'ACCOBAMS.
10. Le Comité **demande instamment aux Parties et aux Non-Parties** d'accorder une attention particulière aux « sous-populations » qui ont été évaluées comme étant En Danger Critique d'Extinction (toutes les petites unités locales) et En Danger, et de prendre les mesures de conservation appropriées. Tout en soutenant fortement et en mettant en œuvre des actions de conservation dans les projets de CMP pertinents, de nombreuses sous-populations En Danger Critique d'Extinction et En Danger n'ont pas encore de CMP et il n'est pas approprié d'attendre que ceux-ci soient développés avant de prendre des mesures.

Tableau 1- Résumé des estimations 2018-2021 des cétacés dans la région de l'ACCOBAMS.

Classification de la Liste Rouge
En Danger Critique
Les dauphins communs dans le Golfe de Corinthe
Les dauphins communs dans le golfe d'Ambracia
Les orques dans le détroit de Gibraltar
Les globicéphales noirs dans le Détroit de Gibraltar
En Danger
Les grands dauphins de mer Noire
Les dauphins communs en Méditerranée intérieure
Les rorquals communs en Méditerranée
Les marsouins communs de mer Noire
Les globicéphales noirs en Méditerranée intérieure
Les dauphins de Risso en Méditerranée
Les cachalots en Méditerranée
Les dauphins rayés dans le Golfe de Corinthe
Vulnérable
Les dauphins communs de mer Noire
Les baleines à bec de Cuvier en Méditerranée
Préoccupation mineure
Les grands dauphins en Méditerranée
Les dauphins rayés en Méditerranée

RECOMMANDATION 14.3 - PLANS DE GESTION DE CONSERVATION (CMP)

1. Conformément à la Résolution 6.21 de l'ACCOBAMS, le Comité Scientifique a consacré des efforts importants au cours de la dernière période triennale (2020-2022) pour développer des projets de CMP pour le rorqual commun de Méditerranée, le dauphin de Risso, le dauphin commun et le grand dauphin. Malgré les retards dus à Covid-19, les projets seront achevés du point de vue du Comité Scientifique lors d'un atelier en mars 2022.

Quelques éléments clés des CMP incluent :

- (a) le soutien des autorités nationales ;
 - (b) l'implication des parties prenantes ;
 - (c) la reconnaissance du fait que les plans de gestion de conservation viennent compléter les mesures existantes sans les remplacer ;
 - (d) une vue d'ensemble du statut actuel des espèces ;
 - (e) des objectifs clairs et réalisables ;
 - (f) des mesures d'atténuation pratiques et hiérarchisées et d'autres actions ;
 - (g) un suivi et des rapports réguliers ;
 - (h) des structures de gouvernance claires pour coordonner l'engagement des principales parties prenantes.
2. Le Comité **souligne** l'importance de coordinateurs de CMP à plein temps agissant sous la direction de groupes de pilotage de CMP qui représentent les principales parties prenantes. La nécessité d'organiser des ateliers pour les parties prenantes afin de finaliser chaque CMP est un élément essentiel du processus, car l'obtention d'un accord entre les principales parties prenantes est la clé de l'efficacité des CMP et de la réussite de la mise en œuvre des actions.
 3. Le Comité Scientifique **recommande** aux Parties de soutenir la tenue de tels ateliers, si possible avant la MOP de 2022 ou peu après. La participation devrait inclure les OIG concernées, notamment la CBI qui a développé l'approche CMP, les autorités locales et nationales, l'industrie et les ONG.
 4. Le Comité Scientifique reconnaît que bien que l'idéal serait d'avoir des CMP pour toutes les espèces et unités cohérentes des régions de l'ACCOBAMS, des priorités doivent être établies. Le Comité attire l'attention sur les récentes évaluations de la Liste Rouge de l'UICN dans ce contexte (Recommandation 14.2 sur la Liste Rouge de l'UICN). Sur cette base, le Comité **recommande** que les Parties considèrent les espèces/populations suivantes comme bénéficiant de CMP pour la période triennale à venir et recommande que les Etats de l'aire de répartition concernés envisagent de les proposer à travers de l'ACCOBAMS pour le processus de CMP :

(a) Cachalots de Méditerranée

Ils sont considérés comme " En Danger " dans la Liste Rouge et le Comité Scientifique de la CBI a recommandé en 2020 et 2021 qu'ils soient traités comme une « population prioritaire » aux fins du processus de développement du CMP. Outre les collisions avec les navires, les bruits d'origine anthropique et les prises accidentelles, il a été noté que les cachalots peuvent également être particulièrement vulnérables aux déchets marins. Les États de l'aire de répartition incluent : l'Albanie, l'Algérie, Chypre, l'Égypte, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Libye, Malte, Monaco, le Maroc, la Tunisie et la Türkiye.

(b) Baleines à bec de Cuvier de Méditerranée

Ils sont considérés comme « Vulnérables » dans la Liste Rouge et les menaces incluent le bruit d'origine anthropique, la dégradation de l'habitat, la pollution chimique, les prises accidentelles et l'ingestion de déchets marins. Les États de l'aire de répartition incluent : l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, l'Espagne, la France, la Grèce, Israël, l'Italie, Monaco, le Monténégro, le Maroc et la Türkiye.

(c) Cétacés de mer Noire

Les marsouins communs et les grands dauphins de la mer Noire sont classés comme « En Danger » dans la Liste Rouge de l'UICN, et les dauphins communs sont considérés comme « Vulnérables ». La Commission de la mer Noire (Unité de Coordination Sous-Régionale) a recommandé en 2021 de développer le plan de conservation révisé pour les cétacés de la mer Noire, en tant que Plans de Conservation séparés pour chacune des trois espèces. Les menaces incluent les prises accidentelles (en particulier pour le marsouin commun), la dégradation de l'habitat (y compris la réduction des proies), les captures illégales de grands dauphins de la nature vers la captivité et les conséquences des bio-invasions par des espèces étrangères. Les États de l'aire de répartition incluent : la Bulgarie, la Géorgie, la Roumanie, la Russie, la Türkiye et l'Ukraine.

5. Le Comité a noté que le Programme de Travail 2020-2022 de l'ACCOBAMS (Résolution 7.6) a également souligné la nécessité d'améliorer la collecte de données relatives à la génétique des populations de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS (et voir la discussion au point 3.2.3). Si nécessaire, les projets de CMP peuvent incorporer des actions impliquant une telle collecte de données (y compris les zones et les méthodes), ainsi qu'incorporer les actions envisagées par le réseau de surveillance de la santé proposé au point 3.3.5.

RECOMMANDATION 14.4 - RÉSEAUX D'ÉCHOUAGE POUR LES CÉTACÉS (CSN)

1. Les Réseaux d'échouage pour les Cétacés (CSN) sont reconnus comme une source importante de données complémentaires sur la mortalité des cétacés, y compris les prises accidentelles. Les CSN varient considérablement en fonction des exigences scientifiques, des motivations politiques, des ressources, des infrastructures et de l'expérience du personnel. Une approche par paliers de triage des carcasses permet de mener des enquêtes à différents niveaux, en fonction des ressources, des installations ou de l'expérience du réseau d'échouage, et offre un cadre de collecte et d'interprétation des données adapté et optimisé aux ressources disponibles. Dans un grand nombre de cas analysés par les CSN existants, la cause de la mort n'a pas pu être identifiée, ce qui indique qu'il est encore possible d'améliorer l'expertise.
2. La nécessité d'une formation appropriée et d'un financement adéquat est fréquemment citée comme l'une des principales causes empêchant le fonctionnement optimal d'une CSN. L'utilisation des nouvelles technologies augmente la possibilité de formation, de soutien et de conseil à distance en cas d'échouage de cétacés en utilisant la réalité virtuelle et la télé-nécropsie. Le Comité Scientifique **recommande** que ces approches et technologies soient testées afin de mettre en œuvre un programme de formation continue, reliant les experts aux scientifiques locaux confrontés aux échouages de cétacés, afin de garantir une approche standardisée des investigations post-mortem, de la collecte des données, de l'échantillonnage des tissus et des analyses.
3. Le Comité Scientifique **encourage** également la poursuite des études utilisant les investigations post-mortem sur les animaux échoués en utilisant un cadre de diagnostic dédié pour évaluer la mortalité des prises accidentelles, comme l'utilisation de modèles de dérive des carcasses.
4. Le Comité Scientifique **souligne** la nécessité d'améliorer la collecte de données sur la génétique et la pathologie des populations de cétacés, et **recommande** un effort de renforcement des capacités dans le développement des banques de tissus et **encourage** la poursuite de la collaboration au niveau régional entre les banques de tissus afin de faciliter les échanges d'échantillons de tissus pour des analyses conjointes.

RECOMMANDATION 14.5 - BYCATCH

1. Le Comité Scientifique **réitère fortement** que les prises accidentelles dans les engins de pêche constituent une menace répandue et significative pour les cétacés dans toute la zone de l'Accord, bien que des estimations solides manquent pour la plupart des zones et pour la région dans son ensemble. Il est essentiel qu'une meilleure compréhension des niveaux de prises accidentelles soit développée dès que possible. Avec les résultats de l'ASI, cela permettra une meilleure détermination des taux de prises accidentelles et aidera ainsi à déterminer les niveaux de réduction des prises accidentelles nécessaires pour permettre d'atteindre les objectifs de conservation de l'ACCOBAMS.
2. Malgré la nécessité de meilleures estimations, le Comité Scientifique **demande instamment** que les efforts d'atténuation soient intensifiés immédiatement dans toute la région et en particulier dans les zones/populations identifiées comme étant En Danger Critique ou En Danger dans la Liste Rouge de l'UICN (Voir Recommandation 14.2 sur la Liste Rouge de l'UICN).
3. Le Comité Scientifique **reconnaît** que les réseaux d'échouage de cétacés (CSN) sont une source importante de données pour déterminer les causes de mortalité des cétacés, y compris les prises accidentelles. Il **prend note** des résultats de l'examen des données disponibles sur les prises accidentelles de cétacés dans les bases de données d'échouage de la zone de l'ACCOBAMS et **invite** le Secrétariat à partager ces résultats avec les Parties et les organisations pertinentes. Il **encourage** également la réalisation d'autres études sur l'utilisation des données d'échouage pour évaluer le taux de mortalité des prises accidentelles, comme l'utilisation de modèles de dérive des carcasses, tout en reconnaissant que les analyses des données d'échouage sous-estiment presque toujours les prises accidentelles à un degré inconnu.
4. La mortalité causée par l'ingestion de matériel de pêche en rapport avec la prédation est également une source de préoccupation et les études sur le comportement des animaux pendant les interactions avec les pêcheries sont importantes pour le développement de mesures d'atténuation efficaces.
5. Le Comité Scientifique **approuve** les recommandations (https://accobams.org/wp-content/uploads/2021/09/SC14.Inf10_JBWG1-Recommendations.pdf) sur la surveillance et l'atténuation de la première Réunion du Groupe de travail conjoint ACCOBAMS-ASCOBANS sur les prises accidentelles, organisée en février 2021, et **exhorte** les Parties à les mettre en œuvre dès que possible.

La mer Noire

6. Le Comité Scientifique **exprime une grande inquiétude** quant au problème des prises accidentelles en mer Noire. Les résultats du projet CeNoBS (<https://www.cenobs.eu/content/deliverables>), y compris la campagne aérienne et l'étude pilote sur les prises accidentelles dans les filets de turbot, ainsi que ceux d'autres études locales récentes ont mis en évidence, même avec des hypothèses prudentes, le lien significatif entre les prises accidentelles dans la pêche au turbot et la mortalité saisonnière élevée des marsouins communs en mer Noire, qui menace la viabilité de cette sous-espèce. Par conséquent, le Comité **recommande vivement** aux autorités compétentes de mettre en œuvre de toute urgence des actions continues visant à élaborer et à appliquer des mesures pour réduire les niveaux de prises accidentelles, à améliorer les programmes de surveillance obligatoires (par exemple, ceux qui sont gérés dans le cadre de la collecte de données de l'UE) et à rendre disponibles les données officielles sur l'effort de pêche dans la pêcherie de turbot.

7. En outre, les programmes de surveillance obligatoires et la disponibilité d'un effort de pêche fiable, mentionnés ci-dessus, permettront d'établir des estimations solides de la taille de la flotte et de la longueur totale des filets utilisés, ce qui permettra d'affiner les estimations des prises accidentelles totales en mer Noire. La coopération avec les pêcheurs et les autorités chargées du contrôle de la pêche en vue d'améliorer la déclaration des prises accidentelles sera essentielle à cet égard, de même que la surveillance globale des prises accidentelles par des observateurs embarqués, des questionnaires adressés aux pêcheurs et/ou d'autres moyens techniques disponibles, tels que la surveillance électronique à distance (REM).
8. Le Comité souligne qu'une application rigoureuse des lois et règlements existants est nécessaire dans la région pour réduire au minimum la pêche IUU.
9. La récupération des animaux capturés accidentellement sur les navires devrait être encouragée par les autorités compétentes afin d'obtenir des données biologiques, y compris des échantillons de tissus, pour un large éventail d'analyses visant à comprendre le statut et les caractéristiques démographiques des populations concernées.
10. Le Comité **encourage** la poursuite des essais et du développement des mesures d'atténuation des prises accidentelles en mer Noire, en tenant compte des spécificités locales (par exemple, l'évaluation de l'efficacité des pingers spécifiquement pour les marsouins de la mer Noire). Sans retarder la mise en œuvre de mesures d'atténuation immédiates (notamment l'utilisation de pingers qui se sont avérés efficaces ailleurs pour les marsouins communs), les effets négatifs potentiels à long terme des pingers, tels que l'accoutumance et l'exclusion de l'habitat, devraient être soigneusement examinés, et une analyse coûts/avantages écologiques et économiques devrait être réalisée. D'autres mesures d'atténuation potentielles devraient également être identifiées et testées en collaboration avec les pêcheurs ; la fermeture spatio-temporelle de la pêche devrait être envisagée lorsque d'autres mesures d'atténuation ne sont pas possibles.
11. En conclusion, le Comité **demande instamment** aux Parties de l'ACCOBAMS en mer Noire de faciliter la création d'un Groupe de Travail d'Urgence avec la pleine participation de la Commission Européenne, du Secrétariat de l'ACCOBAMS et du CS, de la CGPM et du Secrétariat de la Commission de la mer Noire pour identifier et mettre en œuvre les meilleures mesures de gestion de la pêche.

La mer Méditerranée

12. La situation en mer Méditerranée reste également préoccupante. Le Comité Scientifique **réitère son inquiétude** quant à l'utilisation de filets maillants dérivants illégaux pour les grands pélagiques qui continuent à causer la mortalité de plusieurs espèces de cétacés (en particulier le cachalot, espèce menacée) et **recommande** que la législation existante relative à l'interdiction de ces engins de pêche soit pleinement appliquée par les Parties en mer Méditerranée.
13. Le Comité Scientifique **souligne** la nécessité de prendre en compte de manière urgente les résultats à venir (attendus pour la mi-2022) du projet MedBycatch qui a été mis en œuvre dans 5 pays méditerranéens depuis 2017 et comprend plus de 2 ans de collecte de données sur les prises accidentelles multi-taxa (y compris les cétacés) et des essais d'atténuation des prises accidentelles fondés sur la science. Le projet MedBycatch a montré la valeur des programmes d'observateurs embarqués et des questionnaires pour collecter en grand nombre des données sur les prises accidentelles, définir les principales sources d'interactions des prises accidentelles et aider les décideurs et les scientifiques à concevoir des mesures d'atténuation des prises accidentelles multi-taxa

fondées sur la science, y compris la modification des engins de pêche, les mesures spatio-temporelles et les instruments juridiques.

14. Le Comité Scientifique **a également noté** qu'à ce jour, peu de modèles de pingers ont été testés en Tunisie dans le cadre du projet MAVA Déprédation et souligne que davantage de recherches sont nécessaires sur l'efficacité de cet outil d'atténuation à court et à long terme.
15. Dans l'ensemble, le Comité Scientifique **recommande** la poursuite de telles études en Méditerranée afin de surveiller et d'évaluer les prises accidentelles et la déprédation pour s'assurer que les mesures d'atténuation fonctionnent.

RECOMMANDATION 14.6 - BRUIT

Le Comité Scientifique **réitère** que la pollution sonore anthropogénique reste une préoccupation importante dans la région de l'ACCOBAMS et **souligne** que la mer Noire a été peu étudiée en termes de surveillance du bruit sous-marin malgré un nombre croissant d'activités qui produisent du bruit sous-marin et la présence d'espèces résidentes sensibles au bruit.

Par conséquent, le Comité Scientifique :

1. **reconnaît** que la plateforme en ligne NETCCOBAMS fournit de nouvelles informations sur la propagation du bruit lié à la navigation dans le contexte des habitats des cétacés - elle exploite les meilleures données scientifiques disponibles sur la répartition des cétacés et la propagation continue du bruit anthropique pour déterminer les zones à risque d'effets néfastes causés par cette pression anthropique ;
2. **reconnaît** que les zones à risque générées par le bruit des navires sont largement répandues en ce qui concerne les habitats des cétacés et que cela représente une préoccupation majeure pour la conservation des cétacés - ces zones à risque devraient également être prises en compte lors de la conception de mesures d'atténuation des collisions entre navires et grands cétacés, afin de garantir que ces mesures n'augmentent pas le bruit dans des zones déjà à risque pour les plongeurs en eau profonde ;
3. **réitère** l'importance de l'engagement des parties prenantes dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures d'atténuation ;
4. **exprime** ses préoccupations concernant les conclusions de l'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE) et de l'Agence Européenne pour la Sécurité Maritime (AESM) dans leur rapport environnemental sur le transport maritime européen (EMTER) 2021, selon lesquelles les niveaux de bruit sous-marin ont doublé dans les eaux de l'UE entre 2014 et 2019 ;
5. **prend note** de l'ébauche du Rapport II sur les Hotspots de Bruit (ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc21**) et reconnaît le besoin de données supplémentaires sur les activités génératrices de bruits impulsifs afin de générer un ensemble de données plus complet ;
6. **reconnaît** le travail effectué pour développer la méthodologie de calcul des cartes de risques acoustiques préliminaires (ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc23**) présentées au cours de la réunion qui fourniront, une fois achevées, de nouvelles informations sur l'étendue des perturbations subies par les cétacés, et que cette méthodologie est pertinente pour le processus des CCH ;
7. **demande instamment** aux Parties d'éviter l'introduction de bruits impulsifs potentiellement nuisibles, tels que ceux produits par les canons à air, les sparkers, les sonars actifs dans les zones importantes pour les cétacés telles que le Sanctuaire Pelagos, les zones marines protégées et les IMMA ;
8. **demande** au Secrétariat, en liaison avec le Comité Scientifique, de :
 - (a) diffuser, lorsqu'elles seront terminées, les informations sur la plateforme en ligne NETCCOBAMS sur les zones de risque acoustique (voir la recommandation 14.10 sur NETCCOBAMS),

- (b) rappeler aux parties prenantes concernées de mettre en œuvre l'Annexe 1 « Plan d'action résultant de l'atelier ACCOBAMS sur les sonars et les interactions avec les cétacés » de la Résolution 7.13 sur le bruit sous-marin d'origine anthropique et approcher le Secrétariat d'ASCOBANS pour explorer le potentiel d'efforts conjoints de sensibilisation auprès des marines nationales et de l'OTAN pour atténuer le bruit des activités militaires,
- (c) développer des projets/initiatives communs pour simuler des mesures d'atténuation, telles que des réductions de vitesse, et les avantages qui en découlent, dans le but de réduire l'impact du bruit sur les habitats des cétacés.

9. encourage les Parties à:

- (a) améliorer la formation des régulateurs sur l'application appropriée des évaluations d'impact environnemental (EIE) de la CMS et des directives sur le bruit de l'ACCOBAMS avant l'approbation des projets, y compris en les informant de la volonté des Secrétariats de la CMS et de l'ACCOBAMS de fournir des conseils ;
- (b) s'engager dans le processus en cours de « révision des directives 2014 de l'OMI pour la réduction des bruits sous-marins émis par la navigation commerciale afin de remédier aux effets néfastes sur la vie marine (circulaire MEPC.1/Circ.833) (directives 2014) et identification des prochaines étapes » et promouvoir l'évolution du statut des directives pour favoriser l'amélioration de leur prise en compte par les parties de l'OMI ;
- (c) promouvoir la mise en œuvre de la réduction de la vitesse des navires (par exemple, la navigation à vitesse réduite) en tant que mesure opérationnelle présentant de multiples avantages environnementaux, notamment la réduction du bruit sous-marin et des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que du risque de collision avec les navires, et promouvoir ces mesures dans le cadre de la proposition de PSSA en Méditerranée du Nord-Ouest ;
- (d) prendre note du fait que la question de la pollution sonore sous-marine causée par les navires ne peut être traitée efficacement que par des mesures de l'OMI et par la coopération internationale, et que l'application de mesures obligatoires permet de maintenir des conditions de concurrence équitables pour le secteur privé ;
- (e) inviter les autorités portuaires à élaborer des programmes d'incitation pour encourager la surveillance et la réduction des émissions sonores sous-marines, et à signaler régulièrement toutes les activités génératrices de bruit afin d'améliorer la cartographie pour le rapport sur les Hotspots du bruit (SC14.Doc21) ;
- (f) s'engager dans des essais mesurant l'impact de la réduction de la vitesse et d'autres mesures opérationnelles réduisant le bruit sous-marin dans leurs eaux ;
- (g) donner mandat aux institutions nationales responsables de fournir des données sur les sources génératrices de bruit impulsif de toute la zone de l'ACCOBAMS au Registre International du Bruit existant géré par l'ACCOBAMS ;
- (h) donner mandat aux institutions nationales responsables de fournir les données nécessaires à la mise à jour des cartes de risques et de produire des cartes pour la mer Noire en tenant compte des espèces cibles pertinentes, en rappelant notamment la Résolution 7.13 qui prévoit l'élaboration de cartes de hotspots de bruit pour la mer Noire, reflétant les activités génératrices de bruit impulsif et continu.

10. demande au JN WG de:

- (a) fournir des commentaires finaux et des contributions au document de la CMS sur la Meilleure Technologie Disponible et la Meilleure Pratique Environnementale pour trois sources de bruit : la navigation, les études sismiques par canons à air et le forage⁶;

⁶ https://www.cms.int/sites/default/files/document/cms_cop13_inf.9_noise-bat-bep_e.pdf

- (b)** produire une étude sur les effets du bruit sous-marin généré par l'augmentation prévisible des parcs éoliens dans la zone de l'ACCOBAMS, en abordant toutes les phases du parc éolien, depuis les études d'implantation jusqu'au déclassement ;
- (c)** examiner le projet de Rapport II sur les Hotspots du bruit (ACCOBAMS-SC14/2021/Doc21) et de fournir des informations supplémentaires indispensables, y compris des informations sur les exercices militaires utilisant des sonars actifs, et en particulier de demander au Groupe Consultatif Industriel de fournir toute information pertinente sur les activités génératrices de bruit impulsif dans la zone de l'Accord depuis 2016 ;
- (d)** examiner les modèles de bruit disponibles dans NETCCOBAMS (voir la Recommandation 14.10 sur NETCCOBAMS), en tenant également compte des développements récents de l'EU DCSMM-D11C2, afin de comparer ce modèle de bruit avec les enregistrements de bruit d'origine anthropique *in situ* disponibles, effectués en différents points de la zone de l'ACCOBAMS, et en tenant compte des différentes sensibilités des différentes espèces de cétacés.

RECOMMANDATION 14.7 - COLLISIONS AVEC LES NAVIRES

1. L'ACCOBAMS et la Commission Baleinière Internationale (CBI) ont depuis longtemps reconnu le problème des collisions avec les navires, en particulier avec les grandes baleines telles que les rorquals communs et les cachalots, et ont travaillé ensemble pour mieux comprendre le problème et développer des mesures d'atténuation efficaces, entre autres, dans la zone de l'ACCOBAMS. Ces préoccupations sont liées aux questions de conservation, de bien-être animal et de sécurité humaine.

2. Le Comité Scientifique **recommande** que le Groupe de Travail de l'ACCOBAMS sur les collisions avec les navires se mette en relation avec les nations riveraines et avec d'autres pour continuer à obtenir des informations concernant à la fois les cétacés et le trafic maritime, ce qui lui permettra de mieux identifier les zones pour les cétacés (en particulier les rorquals communs et les cachalots) où ils sont (ou sont potentiellement) susceptibles d'être victimes de collisions avec les navires (en se basant sur des modèles de risque qui incorporent des informations sur la distribution des baleines et des navires et des prédictions sur les taux de collision).
 Pour ce faire, il faut :
 - (a) rapporter et cartographier les mouvements des navires et la densité de la navigation à des échelles géographiques appropriées, y compris les estimations des navires qui ne sont pas tenus de transmettre des signaux AIS ;
 - (b) collaborer avec les compagnies maritimes et les exploitants de navires, impliquant à la fois des approches ascendantes (c'est-à-dire la sensibilisation, la participation) et descendantes (c'est-à-dire la réglementation) ;
 - (c) cartographier la distribution temporelle et géographique et l'abondance des cétacés en relation avec des informations similaires sur le trafic maritime afin d'identifier les zones potentielles à haut risque ;
 - (d) estimer le nombre de collisions avec des navires, y compris les données :
 - des réseaux d'échouage (y compris les nécropsies détaillées) ;
 - des études de photo-identification (les photographies peuvent contenir des preuves de rencontres non létales avec des navires) ;
 - recueillies par la base de données de la CBI sur les collisions avec les navires ;
 - recueillies lors des campagnes en mer.
 - (e) des exercices de modélisation pour évaluer le niveau de risque et les implications potentielles en matière de conservation.

3. Le travail effectué par le CS et le GT doit conduire à la création d'un réseau méditerranéen, incluant les Etats de l'aire de répartition de l'ACCOBAMS, les Partenaires de l'ACCOBAMS, la CBI, différents instituts de recherche, et les compagnies maritimes concernées pour contribuer à la base de données centrale sur les collisions entre navires développée par la CBI (<https://iwc.int/ship-strikes>), afin de faciliter l'échange d'informations et le partage de données.

4. Les éléments clés du travail de la CBI et de l'ACCOBAMS impliquent une meilleure communication avec les parties prenantes (par exemple, les compagnies maritimes), l'implication directe du transport maritime dans les initiatives d'atténuation, et l'augmentation du signalement des incidents de collision par le biais d'initiatives régionales et surtout de la base de données mondiale des collisions de navires. Cela conduira à un effort accru à cet égard dans la zone de l'ACCOBAMS.
 Ces efforts doivent inclure :
 - (a) la promotion de la question et de l'importance des rapports par le biais d'un certain nombre de forums, y compris la presse marine spécialisée ;

- (b) poursuivre l'évaluation et la diffusion des informations sur les méthodes d'atténuation ;
- (c) favoriser le développement de systèmes d'incitation pour les compagnies maritimes adoptant les mesures d'atténuation suggérées ;
- (d) une coopération supplémentaire avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI) (et son MEPC) à la fois par le biais des accords de la CBI et de la CMS, mais aussi par des initiatives avec les Etats membres (le mécanisme le plus approprié pour l'action de l'OMI) ;
- (e) améliorer la coopération avec l'Accord Pelagos en ce qui concerne l'organisation et la mise en œuvre de toute initiative menée dans la zone de l'Accord Pelagos ;
- (f) améliorer les protocoles d'identification des collisions avec les navires par le biais de nécropsies ;
- (g) enquêter sur les incidences concernant la nature des blessures causées par les collisions avec les navires dans le cadre d'études de photo-identification (par exemple, le projet sur les collisions avec les navires financé par l'Accord Pelagos) ;
- (h) encourager les études qui améliorent l'accès à la distribution temporelle et spatiale de la navigation, en particulier les navires qui ne transmettent pas d'informations AIS ;
- (i) encourager les études qui améliorent notre compréhension de la distribution temporelle et spatiale des cétacés dans la région, y compris les études de télémétrie ;
- (j) encourager les études visant à élaborer et à évaluer des mesures d'atténuation, en tenant compte notamment des résultats obtenus aux points (g) et (h) ci-dessus, en reconnaissant que les mesures appropriées devront être spécifiques à une zone donnée, mais que les modifications apportées à la navigation peuvent également avoir un impact sur d'autres zones ;
- (k) capitaliser les résultats des projets en cours et à venir concernant les collisions avec les navires (par exemple, Sicomar plus et Life *conceptu maris*, avec cartes, évaluation des risques de collision, webGIS mis en œuvre avec les données AIS et collaboration avec les compagnies maritimes).

5. Le CS **reconnait** les zones à haut risque suivantes, où les collisions avec les navires sont fréquentes dans la Région de l'ACCOBAMS, et **recommande** que des mesures d'atténuation soient mises en œuvre de toute urgence :
 1. *Détroit de Gibraltar - rorquals communs et cachalots*
 2. *Îles Baléares - rorquals communs et cachalots*
 3. *Bassin des Baléares et côte catalane - rorquals communs et cachalots*
 4. *Mer d'Alboran orientale - rorquals communs et cachalots*
 5. *Sanctuaire Pelagos - rorquals communs et cachalots*
 6. *Fosse hellénique, Grèce – cachalots*
6. Les mesures d'atténuation des collisions entre les navires et les rorquals communs ont été discutées lors d'ateliers dédiés de la CBI et de l'ACCOBAMS (Beaulieu sur Mer, 2010 ; Panama, 2014 ; Messinia, 2019), au cours desquels différentes recommandations ont été discutées et suggérées. Les mesures qui séparent les baleines des navires (ou du moins minimisent la cooccurrence) dans l'espace et dans le temps, dans la mesure du possible, sont les plus efficaces, lorsque cela est possible (par exemple, les schémas de routage). **Lorsqu'il n'est pas possible d'établir des routes pour séparer les baleines des navires, la seule mesure démontrée pour réduire les collisions mortelles avec la plupart des grandes baleines est de réduire la vitesse.**
7. Le CS encourage les chercheurs, les institutions scientifiques et les organisations partenaires, engagés dans le développement de projets de localisation en temps réel des cétacés, qui sont conçus comme des outils complémentaires pour éviter les collisions avec les navires, à partager et à communiquer leurs résultats. Le CS encourage l'intégration des systèmes en temps réel développés afin de renforcer leur efficacité.

8. Il convient également de mettre l'accent sur la collecte et la communication de données à la Base de Données Globale de la CBI sur les collisions avec les navires, ce qui permettra à la fois : (i) de faciliter l'évaluation, la hiérarchisation et le suivi des collisions avec les navires en tant que menace pour diverses populations et régions; et (ii) d'aider au développement de mesures d'atténuation.

9. Le dernier atelier CBI-UICN-ACCOBAMS (Messinia, 2019) **recommande** que les étapes suivantes soient entreprises dans le cadre d'un processus d'identification des zones à haut risque de collision avec des navires basé sur les IMMA :
 - (a) Informations sur le trafic (par exemple, types de navires, taille, vitesse, pavillon, etc.) : tracer les principales routes des navires pour voir si elles traversent des IMMA qui abritent des populations importantes ou à forte densité d'espèces menacées et/ou vulnérables aux collisions avec les navires ;
 - (b) Informations sur les espèces (par exemple, l'abondance relative, le statut, le comportement animal/la saisonnalité/l'utilisation des cycles de vie clés dans et au sein des IMMA) ;
 - (c) Gestion et atténuation.

10. Le CS **recommande** que les Parties développent et soutiennent le processus de désignation d'une Zone Maritime Particulièrement Sensible (PSSA) par l'OMI à une échelle qui inclut l'IMMA du nord-ouest de la Méditerranée, le talus et le canyon, plus la partie orientale au large de la frontière orientale du Sanctuaire Pelagos et le corridor espagnol, afin de prendre en compte les mouvements et la distribution des populations de baleines. Le zonage de la région avec des outils d'atténuation des collisions avec les navires (par exemple, des mesures de réduction de la vitesse et de routage) pourrait être proposé dans le cadre des mesures de protection associées au sein de la PSSA. La proposition doit prendre en compte le modèle sur le bruit acoustique (basé sur les données AIS) et les risques pour les cachalots et les baleines à bec de Cuvier afin d'éviter la désignation de mesures augmentant le risque acoustique de ces dernières.

11. La coopération avec l'OMI, d'autres OIG, les autorités nationales, l'industrie du transport maritime, les autorités portuaires et l'industrie de l'observation des baleines est essentielle pour une atténuation efficace. Par exemple, à travers le processus CCH, lancé par l'ACCOBAMS, le chevauchement des menaces humaines actuelles et connues et les Zones Importantes pour les Mammifères Marins (IMMA). Le Comité Scientifique **recommande** que les Parties demandent au Secrétariat d'accroître la communication avec les parties prenantes concernées et de les informer de la volonté du Comité Scientifique et du Groupe de Travail sur les collisions avec les navires de l'ACCOBAMS de fournir des conseils.

RECOMMANDATION 14.8 - ACTIVITES COMMERCIALES D'OBSERVATION DE CETACES⁷

1. Au cours de la dernière décennie, la présence d'une grande diversité de cétacés dans la région de l'ACCOBAMS a conduit au développement d'un nombre important d'opérateurs commerciaux d'observation de cétacés.
2. Lorsqu'elles sont menées de manière responsable, les activités de whale watching ont le potentiel de générer des revenus et des moyens de subsistance pour les communautés côtières, ainsi que de contribuer à la sensibilisation du public et à une meilleure compréhension de la présence et de la distribution des baleines, des dauphins et des marsouins et, finalement, de leurs besoins en matière de conservation. Cependant, lorsque le secteur se développe trop rapidement ou que les opérateurs se livrent à des pratiques irresponsables, l'observation commerciale de cétacés peut également devenir une source d'inquiétude sérieuse pour les populations sauvages de cétacés qui peuvent déjà souffrir d'une baisse de leur condition physique ou d'un déclin de leur population en raison des prises accidentelles, de la dégradation de l'habitat, du changement climatique et d'autres menaces.
3. Conscient que la Résolution 4.7 de l'ACCOBAMS établit des lignes directrices claires pour l'observation commerciale des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS, et que la Résolution 6.20, Annexe 2, élargit ces conseils en fournissant une description détaillée des normes associées au Certificat « High Quality Whale Watching® » (HQQWW), et le code de bonne conduite que les opérateurs doivent suivre pour obtenir ce label.
4. Le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS :
 - (a) En accord avec les résolutions précédentes de l'ACCOBAMS (Res. 4.7, Res. 6.20 et Res. 7.16) **réitère** le besoin d'une réglementation légalement applicable pour l'observation des cétacés qui soit en place et entièrement mise en œuvre par toutes les Parties à l'ACCOBAMS.
 - (b) **Approuve** la nouvelle version des Lignes Directrices pour la Gestion des Activités d'Observation des Cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS (ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc29**).
 - (c) **Convient** que le formulaire de collecte de données proposé pour les navires commerciaux d'observation des baleines inclus dans l'Annexe 4 de la Résolution 6.20 doit être revu et mis à jour.
 - (d) **Recommande** que le Groupe de Travail sur l'observation des cétacés établi en 2014 lors de la neuvième réunion du Comité Scientifique poursuive son travail et teste la procédure commune révisée (système de collecte de données) pour l'activité d'observation des cétacés dans les zones pilotes précédemment identifiées (Bassin liguro-provençal, y compris le Sanctuaire Pelagos, Détroit de Gibraltar, et sud du Portugal).
 - (e) **Approuve** les résultats de l'étude visant à identifier les hotspots des activités d'observation des baleines dans la zone de l'ACCOBAMS (ACCOBAMS-SC14/2021/**Doc28**).
 - (f) **Encourage** les Parties à mettre en œuvre une législation spécifique (en accord avec les Lignes Directrices de l'ACCOBAMS) pour atténuer la pression potentielle sur les populations de cétacés dans les hotspots d'observation commerciale des cétacés identifiés.
 - (g) **Encourage** en outre les Parties à promouvoir les objectifs du Green Deal européen et notamment la transition vers la réduction des émissions de CO₂ et du bruit des navires, en particulier auprès des opérateurs commerciaux d'observation de cétacés.

⁷ Selon la CBI, l'observation des baleines est un terme qui inclut tous les cétacés - baleines, dauphins et marsouins - veuillez-vous référer à Parsons, E.C.M. & Fortuna, Caterina Maria & Ritter, Fabian & Rose, N.A. & Simmonds, Mark & Weinrich, Mason & Williams, R. & Panigada, S. (2006). Glossaire des termes relatifs à l'observation des baleines. Journal of Cetacean Research and Management. 8. 249-251

- (h) Recommande** que les résultats des travaux à mener sur les hotspots soient utilisés pour compléter le processus sur les Habitats Critiques pour les Cétacés (CCH).
- (i) Recommande** aux Parties de mettre en œuvre et de continuer à promouvoir et à améliorer le statut du Certificat "High Quality Whale-Watching®" en collaboration avec l'Accord Pelagos et d'autres organisations intergouvernementales et accords environnementaux multilatéraux pertinents dans la zone de l'Accord (par exemple, la Convention de Barcelone, la Commission pour la mer Noire et la Commission Baleinière Internationale).

RECOMMANDATION 14.9 - DÉCHETS MARINS ET POLLUTION CHIMIQUE

Déchets marins

1. Etant donné les niveaux particulièrement élevés de déchets marins dans tous les compartiments écologiques de la zone ACCOBAMS (surface de la mer, colonne d'eau, fond marin et rivages côtiers) et le chevauchement avec la distribution et l'habitat de plusieurs espèces de cétacés montré entre autres par les résultats de l'ASI, et étant donné les effets délétères reconnus de l'ingestion et de l'enchevêtrement des déchets marins (et les effets toxiques) sur le bien-être, la biologie et l'écologie de la faune sauvage, le Comité Scientifique **recommande fortement** que toutes les organisations compétentes en matière de pollution (par ex, UE, Convention de Barcelone, OMI) améliorent et appliquent d'urgence leurs mesures de gestion concernant la pollution liée à la terre et aux navires ; il n'est pas nécessaire d'attendre des informations supplémentaires sur les cétacés avant de prendre des mesures d'atténuation.
2. A cet égard, le Comité scientifique **exhorte** également les Parties à :
 - (a) œuvrer à la conclusion d'un accord global sur les plastiques, ciblant à la fois les sources terrestres et marines de pollution plastique et l'ensemble du cycle de vie des plastiques ; et
 - (b) engager tous les niveaux des parties prenantes, des producteurs aux utilisateurs en passant par les décideurs, à mettre en œuvre des actions qui peuvent contribuer à traiter les déchets plastiques à la source et à empêcher les plastiques de pénétrer dans la Méditerranée, la mer Noire et les zones adjacentes, et à faciliter la collaboration entre la science et la politique pour s'attaquer aux problèmes des déchets marins.
3. Afin d'améliorer notre connaissance des déchets marins et des cétacés, le Comité Scientifique :
 - (a) **encourage** la réalisation d'investigations post-mortem conformément aux lignes directrices relatives aux bonnes pratiques (IJseldijk, Brownlow, et Mazzariol, 2019, voir la Recommandation 14.4 sur les Réseaux d'échouages de cétacés) et **soutient** :
 - les efforts scientifiques collectifs sur le développement de méthodes standardisées pour détecter l'occurrence et les effets des déchets marins (y compris les microplastiques) chez les espèces de cétacés et
 - l'utilisation de formats standardisés pour rapporter les résultats dans toute la zone de l'ACCOBAMS en synergie avec les cadres existants (par exemple, les indicateurs MSFD et IMAF, GESAMP) et les Accords Environnementaux Multilatéraux pertinents (par exemple, la Convention de Barcelone, la CMS, la CBI, etc.) qui demandent un rapport périodique des études post-mortem ;
 - (b) **soutient** l'identification des "hotspot" pour l'accumulation des déchets marins et, grâce à la modélisation de l'exposition à l'ingestion et à l'enchevêtrement de plastique, l'identification de la menace pour les espèces de cétacés présentes dans ces zones afin de concevoir des mesures d'atténuation ciblées ; et
 - (c) **propose** les espèces de cétacés en tant qu'indicateurs des déchets marins dans la zone de l'ACCOBAMS, en concentrant en particulier l'attention sur les espèces plongeant en profondeur pour les macro-déchets (par exemple, le cachalot et la baleine à bec de Cuvier) et les filtreurs pour les microplastiques (rorqual commun).⁸

Pollution chimique

4. Compte tenu de la présence et des concentrations élevées de contaminants hérités et émergents (OC, HAP, PBDE, PFAS, métaux lourds, additifs plastiques, PPCP, etc.) dans la mer Méditerranée et la mer Noire et compte tenu du

⁸ Veuillez consulter le rapport de l'Atelier de Travail de la CBI sur les Débris Marins.: The Way Forward, 3-5 December 2019, La Garriga, Catalonia, Spain (SC/68B/REP/03)

fait que la contamination chimique est préjudiciable à la santé des cétacés puisqu'elle peut induire des effets négatifs sur les systèmes immunitaire, nerveux et reproducteur des cétacés, le Comité Scientifique **recommande** :

- (a) le développement d'un réseau transfrontalier de surveillance pour les cétacés échoués et nageant librement dans la zone de l'ACCOBAMS - ceci pourrait également faciliter le développement d'une base de données commune sur les maladies et les substances chimiques et la coopération entre les banques de tissus existantes afin de partager les tissus et les données et de fournir ces données pour l'évaluation du " Statut de Conservation Favorable " des mammifères marins sous la Directive Habitats de l'UE et la législation nationale/régionale équivalente ;
- (b) le développement d'un inventaire des institutions ou des laboratoires dans la zone de l'ACCOBAMS qui sont disposés à recevoir et à analyser des échantillons pour les polluants hérités et émergents des institutions qui ne disposent pas des installations et de l'expertise appropriées ;
- (c) que les mesures existantes pour l'atténuation de la contamination toxicologique dans la zone de l'ACCOBAMS devraient être appliquées, par exemple par le respect total de la Convention de Stockholm par les Etats membres ; et
- (d) l'attention future devrait se concentrer sur l'évaluation des effets cumulatifs et des facteurs de stress multiples (y compris les produits chimiques, les déchets marins, le changement climatique et les pathogènes émergents) sur les cétacés dans les zones de l'ACCOBAMS, y compris les nouvelles techniques (telles que les techniques - omiques, l'épigénétique et les « lab-on-chip »), en profitant de la prise en compte des recommandations (une fois disponibles) de l'Atelier inter-session de la CBI sur la Pollution 2025 : effets cumulatifs et facteurs de stress multiples (1-4 novembre 2021).

RECOMMANDATION 14.10 - NETCCOBAMS

1. Le Comité Scientifique **recommande** aux Parties la Plateforme en ligne NETCCOBAMS (accobams.sinay.fr) comme une source d'informations précieuses sur les pressions et les menaces et les encourage à soutenir son développement et son amélioration. À cette fin, le Comité Scientifique accepte d'établir un Groupe de Travail d'experts composé de scientifiques, de gestionnaires, de parties prenantes et de Parties, avec les Termes de Référence suivants pour qu'il guide et fournisse une supervision sur :
 - (a) la sélection et l'incorporation de données et d'informations validées appropriées, y compris les conditions de téléchargement et d'utilisation⁹;
 - (b) les outils d'analyse à utiliser pour les différents ensembles de données ;
 - (c) des méthodes de visualisation appropriées (y compris celles qui sont pertinentes pour les CCH) et des conseils correspondants pour les Parties et autres utilisateurs sur l'interprétation des résultats ; et
 - (d) le développement futur de la plateforme en ligne NETCCOBAMS (par exemple, pour prendre en compte d'autres menaces, pour faciliter la saisie et la validation des données) afin de contribuer à la fourniture de conseils en matière de conservation des cétacés et de leurs habitats - une certaine priorité devrait être accordée au développement d'un module d'analyse des données GIS en fournissant des informations dans une zone spécifique sélectionnée en utilisant les résultats des projets ou des plateformes en ligne existants (par exemple, le type de navire, la densité, la vitesse, le temps d'attente, etc.) - Réf. à la Recommandation 14.7 sur les collisions avec les navires.
2. De plus, le Comité Scientifique **recommande** :
 - (a) que les parties prenantes concernées (y compris les Partenaires de l'ACCOBAMS et les organismes industriels) devraient être encouragées par les Parties et le Secrétariat à soumettre des données et des informations pertinentes sur les cétacés et les activités anthropiques à NETCCOBAMS (conformément aux conseils du Groupe de Travail) afin d'améliorer la valeur et l'application de la plateforme en ligne dans la fourniture de conseils de gestion au fil du temps ;
 - (b) le GT NETCCOBAMS devrait assurer la liaison avec le GT conjoint sur le bruit en ce qui concerne (a) la définition d'objectifs quantitatifs potentiels en termes de réduction des risques, (b) l'amélioration de la robustesse des résultats des modèles (incorporation de l'incertitude des modèles, vérification in situ sur des sites sélectionnés), et (c) le développement de nouvelles fonctionnalités, notamment des scénarios simulés de réduction du bruit (et des risques) en réponse à des approches d'atténuation potentielles, afin d'évaluer leur efficacité probable ;
 - (c) que le GT NETCCOBAMS devrait assurer la liaison avec les autres GT lorsque la plateforme mettra en œuvre d'autres fonctionnalités.

Enfin, le Comité Scientifique demande au Secrétariat de diffuser des informations sur la valeur de la plateforme en ligne NETCCOBAMS (y compris sa contribution aux mesures d'atténuation mises en œuvre) auprès des *forums* nationaux et internationaux, des gestionnaires, des parties prenantes (par exemple, les compagnies maritimes, les ports et l'OMI) afin d'accroître la visibilité du travail effectué et d'encourager son utilisation et la soumission de données.

⁹ Par exemple, des cartes d'abondance et/ou d'habitat validées, des rapports des partenaires, de la documentation sur le travail de l'ACCOBAMS et de ses Comités, Parties et Partenaires.

RECOMMANDATION 14.11 - SCIENCE CITOYENNE

La science citoyenne permet à des personnes aux motivations et aux capacités diverses de participer à des initiatives de recherche et de conservation (par exemple, les réseaux d'échouages de cétacés ou l'observation/la collecte de données en mer) lorsque l'effort scientifique est limité en raison d'une faible allocation budgétaire, d'un personnel réduit, de ressources limitées, d'une grande zone à couvrir, etc. Il s'agit également d'un outil valable pour faciliter la sensibilisation du public aux cétacés et à la conservation des habitats.

Le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS :

1. **reconnaît** que le concept de science citoyenne et les projets spécifiques de science citoyenne peuvent compléter la collecte de données scientifiques sur les observations et les échouages de cétacés ;
2. **souligne** la valeur croissante des technologies numériques existantes et en cours d'amélioration (sites web, applications mobiles et plateformes de médias sociaux). Cela a permis une percée en termes de collecte et de validation des données et le Comité recommande les efforts visant à promouvoir leur utilisation généralisée.
3. **souligne** que la validation des données soumises par des experts est une étape cruciale pour permettre l'intégration de ces données dans les évaluations quantitatives de la distribution et la présence des cétacés ; et
4. **accueille** favorablement et **encourage** les efforts des experts en vue de la normalisation des protocoles et de la méthodologie de collecte de données par le biais de la science citoyenne, avec toutes les précautions appropriées en matière de bien-être animal et de sécurité humaine.

ANNEXE X - RAPPORT DE L'UNITE DE COORDINATION SOUS-REGIONALE POUR LA MER NOIRE

INCLUANT LES ACTIVITES DES PAYS NON-PARTIES



Depuis 2002, conformément au Mémoire d'Entente (MoU) entre la Commission de la mer Noire et ACCOBAMS (révisé en 2012), le Secrétariat Permanent de la Commission de la mer Noire (BSC PS) exerce son rôle d'Unité de Coordination Sous-Régionale pour la mer Noire pour ACCOBAMS concernant la conservation des cétacés de la mer Noire.

Au cours de la dernière période triennale, les principales activités suivantes ont été mises en œuvre :

- Participation aux réunions pertinentes du BSC-ACCOBAMS, aux réunions inter secrétariats régulières, entre autres, aux réunions du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS (12 à 14) et à toutes les réunions en ligne pertinentes du projet CENOBIS ;
- Les activités de conservation des cétacés ont été incluses dans tous les documents stratégiques régionaux pertinents pour la mer Noire (projet de BSIMAP 2017-2022), projet de rapport SoE BS, format révisé de rapport annuel, etc.) ;
- La question des « Individus de grands dauphins de la mer Noire en captivité » a été introduite dans le BSIMAP pour 2017-2022, ainsi que la liste des indicateurs de pêche pour le rapport annuel à la Commission de la mer Noire ;
- Avec le soutien de l'ACCOBAMS, le BSC PS a introduit les modules « Conservation des cétacés » dans les programmes de troisième cycle existants et a inscrit les universités anglophones de la zone de l'ACCOBAMS (un atelier pour les enseignants et les doctorants de l'Université d'Istanbul a été organisé en 2019) ;
- L'élaboration du chapitre « Conservation des cétacés » du rapport sur l'état de l'environnement de la mer Noire (BS SoE Report) est soutenue par le Secrétariat de l'ACCOBAMS ; de nouvelles publications sur les cétacés de la mer Noire sont publiées. Dans une résolution pertinente, le BSC a soutenu les efforts du Secrétariat de l'ACCOBAMS sur le bruit sous-marin ;
- La Journée des Cétacés de l'ACCOBAMS a été célébrée dans la région de la mer Noire en même temps que la Journée de la mer Noire le 31 octobre de chaque année ;

- Le BSC PS a participé à des initiatives conjointes avec la CGPM (réunion de haut niveau sur les pêcheries de la mer Noire, projet BlackSea4Fish), la Convention CBD (réunions conjointes des CSR et des ORP, ateliers EBSA, etc.), la CE (projets, gouvernance des océans, directive DCSMM, PNUE (SDG 14), etc.) ;
- Avec l'aide du Secrétariat de l'ACCOBAMS, le projet de Plan de Conservation des Cétacés de la mer Noire (2019-2022) a été révisé et aligné sur les documents de la BSC et a été recommandé pour examen lors de la réunion régulière de la BSC ;
- Participation en tant que partenaire à l'appel à propositions mené par l'ACCOBAMS pour la mise en œuvre de la DCSMM pour les cétacés ;
- Soutenu les efforts du Secrétariat Permanent de l'ACCOBAMS dans la mise en œuvre de « ACCOBAMS Survey Initiative », une activité à grande échelle sans précédent coordonnée par l'ACCOBAMS et impliquant les pays de la mer Noire pour estimer l'abondance et la distribution des populations de cétacés en mer Noire en Bulgarie, Roumanie, Ukraine, Géorgie et Türkiye à l'été 2019 ;
- Soutien au projet CeNoBS et au projet EMBLAS+ de l'UE-PNUD pour la mise en œuvre d'une étude aérienne des cétacés, y compris le soutien d'activités pilotes de surveillance en Roumanie, en Bulgarie, en Türkiye et en Ukraine en vue de combler les lacunes sur la distribution, l'intensité et les effets de la pression des prises accessoires sur les cétacés ;
- Les résultats de l'analyse des données en cours ont été présentés et seront utilisés par la Commission de la mer Noire et ses partenaires, afin d'initier la définition de valeurs seuils pour les indicateurs et critères relatifs aux cétacés, en particulier l'abondance et la distribution ;
- Globalement, le BSC PS partage le même objectif avec l'ACCOBAMS sur l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données sur le statut biologique de la mer Noire et l'amélioration de la capacité des pays à effectuer une surveillance du milieu marin, en ligne avec les besoins attendus de la DCSMM et du Plan d'Action Stratégique pour la mer Noire.

ANNEXE XI - RAPPORT DE L'UNITE DE COORDINATION SOUS-REGIONALE POUR LA MEDITERRANEE

Mise en œuvre par le PNUE-PAM -SPA/RAC des actions relatives à la conservation des cétacés en Méditerranée
(Septembre 2019 -septembre 2022)



Mediterranean
Action Plan
Barcelona
Convention



Le Protocole d'accord entre le SPA/RAC et le Secrétariat de l'ACCOBAMS pour la période 2021-2022 a été signé par les deux organisations après examen par l'Unité de coordination du PAM. Il comprend un programme de travail commun détaillé.

1. EVALUATION ET MISE À JOUR DU PLAN D'ACTION POUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS EN MÉDITERRANÉE

Le Plan d'action actualisé pour la conservation des cétacés en Méditerranée a été adopté par Décision IG.25/13 pendant la COP22 (Antalya, Türkiye 2021). Son évaluation et sa mise à jour ont été effectués en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'ACCOBAMS.

2. APPROCHE ECOSYSTEMIQUE/PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET D'EVALUATION INTEGRES (IMAP)

- Le SPA/RAC apporte son assistance aux pays du sud de la Méditerranée dans la mise en œuvre de l'IMAP, pour le cluster Biodiversité. Les indicateurs sur les mammifères marins sont pris en compte (IC3, 4 et 5 sur l'aire de répartition des espèces, l'abondance de la population et les caractéristiques démographiques de la population, respectivement) dans au moins deux zones de surveillance, dans une zone à faible pression (par exemple, une aire marine protégée/une aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne (ASPIM)) et dans une zone à forte pression due à l'activité humaine.
- Le SPA/RAC a développé les échelles de suivi et d'évaluation, les critères d'évaluation, les seuils et les valeurs de référence pour les Indicateurs communs 3, 4 et 5 de l'IMAP relatifs aux mammifères marins. Ce document a été révisé par le Comité scientifique de l'ACCOBAMS, discuté par le CorMon sur la biodiversité (visioconférence, 10-11 juin 2021) et approuvé par la 8^{ème} réunion du Groupe de coordination de l'approche écosystémique (visioconférence, 9 septembre 2021) pour son utilisation dans le cadre du Rapport de 2023 sur la qualité de la Méditerranée (2023 Med QSR).
- Le SPA/RAC a discuté les normes de données et les dictionnaires de données pour les Indicateurs communs 3, 4 et 5 de l'IMAP pour leur utilisation dans le cadre du MedQSR 2023.

3. LE SAPBIO POST-2020

Le Programme d'action stratégique post-2020 relatif à la conservation de la biodiversité et à la gestion durable des ressources naturelles dans la région méditerranéenne (SAPBIO post-2020), a été adopté par Décision IG.25/11 de la COP 22 (Antalya, décembre 2021), en tant que politique méditerranéenne de conservation de la biodiversité marine et côtière orientée vers l'action, visant à contribuer à la réalisation du bon état écologique, aux objectifs de développement durable et de leurs cibles respectives et au Cadre mondial pour la biodiversité de la CDB après 2020 dans l'optique du contexte méditerranéen.

L'élaboration du SAPBIO post-2020 s'est appuyée sur les besoins et les priorités identifiés de manière participative au cours d'un processus ascendant avec les pays méditerranéens à l'échelle nationale.

Vingt-et-un (21) documents nationaux sur la préservation de la biodiversité marine et côtière de la Méditerranée au-delà de 2030 et quatre documents d'orientation sous-régionaux du SAPBIO post-2020 ont été préparés afin d'assurer un haut niveau de coordination et un passage en douceur des informations du processus national à l'élaboration du SAPBIO post-2020. Le projet de document du SAPBIO post-2020 a été soumis pour consultation au Comité consultatif et examiné par deux réunions des correspondants nationaux du SAPBIO.

4. AMÉLIORATION DE LA CONSERVATION EFFICACE DES HABITATS CRITIQUES DES CÉTACÉS

- Une stratégie post-2020 ambitieuse et transformatrice relative aux aires marines protégées (AMP) et aux autres mesures efficaces de conservation par zone (AMCE) en Méditerranée, en accord avec le cadre mondial de la biodiversité post-2020 de la CDB et d'autres processus régionaux et mondiaux, a été préparée par le SPA/RAC en consultation avec les PFN des ASP, les organisations mondiales et régionales pertinentes, et adoptée par les Parties contractantes lors de leur COP 22 (Décision IG.24/6) : Elle vise à protéger et conserver la Méditerranée grâce à des systèmes efficaces et bien connectés d'aires marines et côtières protégées et d'autres mesures efficaces de conservation par zone, y compris les Aires spécialement protégées et les Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne.
- La Journée des ASPIM a été organisée le 20 mai 2022, avec la participation de S.A.S. le Prince Albert II de Monaco au Musée océanographique de Monaco afin de renforcer la collaboration entre les gestionnaires et de remettre les certificats des ASPIM.
- Le rapport 2020 sur l'état des AMP est en cours de finalisation, en vue de sa soumission au conseil d'édition du PNUE après l'été.

5. PROJETS FINANCES PAR DES SOURCES EXTERNES

Le SPA/RAC collabore avec le secrétariat de l'ACCOBAMS pour la mise en œuvre des projets et programmes suivants :

I. Réduction des pressions humaines sur les cétacés

Projet « Atténuer la déprédation des dauphins dans la pêche en Méditerranée - Conjuguer les efforts en vue de renforcer la conservation des cétacés et la pêche durable » :

Il se concentre sur les priorités identifiées dans le cadre de l'action pilote tunisienne "Interactions des dauphins et des oiseaux de mer avec la pêche en pélagique artisanale à la senne coulissante à Kelibia". Il vise à assurer un suivi technique des activités de surveillance et des expériences - la senne renforcée et les répulsifs acoustiques - et à améliorer, en parallèle, la compréhension du comportement des grands dauphins et de leurs interactions avec la pêche et l'aquaculture.

Avec sa deuxième composante qui vise à promouvoir le développement d'activités d'écotourisme pour concilier la conservation des espèces marines menacées et la pratique de l'activité de pêche (activités de pécaturisme, découverte du milieu marin et observation de la faune marine selon des principes et pratiques responsables), le

SPA/RAC a appuyé l'ONG tunisienne Notre Grand Bleu pour la mise en œuvre d'une action pilote menée durant le mois de mai 2022 dans la baie de Monastir avec la participation des principaux acteurs, des pêcheurs et du grand public.

Projet « Comprendre les prises accessoires multi-taxons méditerranéens d'espèces vulnérables et tester l'atténuation - une approche collaborative »

Ce projet est mis en œuvre conjointement par le SPA/RAC, l'ACCOBAMS, la CGPM, l'UICN Med, BirdLife International (coordinateur du projet) et MEDASSET. Il a débuté en septembre 2017 et s'achèvera en octobre 2022. Dans le cadre de ce projet, le SPA/RAC a :

- appuyé la mise en œuvre d'un programme de recueil de données sur les prises accidentelles multitaxons en Tunisie ainsi que l'élaboration d'un premier rapport national sur les prises accidentelles grâce à des programmes d'observation sur le terrain (à bord, sur le site de débarquement et par auto-échantillonnage) pour différents engins de pêche, ainsi que des activités de formation, de sensibilisation, d'identification et de tests de techniques d'atténuation : programme de recueil de données sur les prises accidentelles (novembre 2020-janvier 2022) : 872 observations à bord, 1.450 questionnaires, 135 données sur les animaux échoués et 28 auto-échantillonnages de prises accidentelles par les pêcheurs. L'analyse des données commence et un rapport national d'analyse des données pour la Tunisie est en cours de finalisation.
- apporté son appui à l'harmonisation et à l'interconnexion entre le SAPBIO post-2020 et la nouvelle stratégie de la CGPM pour la pêche et l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire, afin de s'assurer que les deux abordent de manière harmonisée l'atténuation des captures accidentelles d'espèces vulnérables en Méditerranée.
- contribué à l'élaboration du portail de base de données méditerranéen en ligne sur le recueil de données relatif aux prises accidentelles par la FAO/CGPM dans le cadre du projet MAVA MedBycatch, phase 2.
- participé et contribué au webinaire de savoir-faire - prises accidentelles et déprédation –organisé le 16 mai 2022 et à l'événement sur les prises accidentelles tenu le 14 juin 2022 pendant la semaine Birdlife Ocean à Bruxelles ; la 23ème réunion du Comité scientifique consultatif de la CGPM au siège de la FAO, à Rome, Italie, du 21 au 24 juin 2022.

Projet « Mécanisme d'appui pour combler les principales lacunes en matière de connaissances sur les espèces vulnérables (mammifères marins, oiseaux de mer, tortues marines et élastomobranques) touchées par la pêche dans certaines zones de la Méditerranée »

Ce projet est coordonné par le SPA/RAC en collaboration avec l'ACCOBAMS, BirdLife International, MEDASSET et l'UICN Med. Le projet a débuté le 1er janvier 2018 et s'achèvera en octobre 2022. A travers 9 petits projets sélectionnés, des informations sur les pêches opérant dans les zones méditerranéennes ont été recueillies ainsi que les mouvements des espèces vulnérables. Une étude ciblée "Les petits cétacés aux grandes baleines de l'Est de la Türkiye" a été réalisée par l'ONG Marine Mammals Research Association.

II. Atténuation de l'impact de la pollution acoustique

Le projet financé par l'UE "Programme conjoint pour l'évaluation du BEE en termes de bruit-D11 dans la région marine méditerranéenne" QUIETMED2 : il s'agit d'un projet élaboré par un consortium composé de 11 entités dont le SPA/RAC et l'ACCOBAMS, coordonné par le CTN-Marine Technology Center del Mar. Il a débuté en février 2019 et s'est achevé en février 2021. Dans le cadre de ce projet, le SPA/RAC a élaboré le "manuel de suivi des activités anthropiques générant du bruit impulsif en mer". Ce manuel est destiné aux autorités compétentes des Parties contractantes à la Convention de Barcelone. Il fournit des notions de base sur la question du bruit sous-marin, son

impact, le cadre juridique et les méthodes de rapport, aux plans national et international (exemple : le registre mis en place par l'ACCOBAMS).

Le projet financé par l'UE "Aide à la coopération pour la mise en œuvre de la directive-cadre "Stratégie pour le milieu marin" sur le bruit sous-marin" QUIETSEAS : il vise à aider les Etats membres et les autorités compétentes en leur fournissant des méthodes et des outils pour faciliter la gestion du Descripteur 11-Bruit sous-marin. Le projet a débuté en février 2021 et s'achèvera au cours du premier semestre de 2023.

Dans le cadre de ce projet, le SPA/RAC promeut la coopération en Méditerranée et encourage la coopération entre les Etats membres et non membres de l'UE.

III. Amélioration des capacités des organisations et experts nationaux

- Dans le cadre de la phase II du projet MAVA MedBycatch, le SPA/RAC, avec l'appui des partenaires du projet, a organisé une formation en ligne (3-5 mai 2021) pour les acteurs tunisiens de la pêche et de l'environnement et en particulier les observateurs des prises accessoires et les gardes-pêche, concernant le protocole de recueil de données sur les prises accessoires en Méditerranée de la FAO/CGPM, l'identification des espèces vulnérables (requins, raies, cétacés, oiseaux de mer et tortues marines) ainsi que les engins de pêche et les mesures d'atténuation des prises accessoires.
- Dans le cadre du projet QuietMed 2 financé par l'UE, le SPA/RAC a organisé en étroite collaboration avec l'ACCOBAMS, l'atelier francophone sur le bruit impulsif en mer, en décembre 2020, avec la participation de représentants des autorités compétentes et scientifiques du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et du Liban.
- La 5^{ème} Conférence sur la conservation des cétacés dans les pays du sud de la Méditerranée (CSMC5), abritée par le Centre national des sciences marines du Liban (CNRS-L), s'est tenue en ligne du 13 au 15 avril 2021. Cette conférence a été organisée par le Secrétariat de l'ACCOBAMS, en étroite collaboration avec le SPA/RAC et a été financièrement appuyée par la Principauté de Monaco.
- Formation sur les nécropsies, les échouages vivants et les réponses aux situations d'urgence dans la zone de l'ACCOBAMS : suivre les bonnes pratiques en vue de déterminer les causes de mortalité ; Le Programme de Travail 2020-2022 de l'ACCOBAMS prévoyait la mise en place et le renforcement des réseaux nationaux officiels d'échouage (avec toutes les institutions nationales concernées), ainsi que l'appui à la collaboration entre les réseaux nationaux des Parties. Dans ce cadre, l'ACCOBAMS a organisé, en 2021 2022 et en collaboration avec le SPA/RAC, une formation en ligne puis en présentiel (Padoue et Liège) sur les nécropsies, l'adoption de bonnes pratiques en vue de déterminer les causes de mortalité, y compris les prises accidentelles lors des opérations de pêche (prises accidentelles) et l'ingestion de déchets marins, l'enchevêtrement dans les filets fantômes, mais également les impacts causés par le bruit, les collisions avec les navires et les maladies infectieuses.

6. MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE SURVEILLANCE DES CETACES

- **Le projet InterMed**, vise à accroître les connaissances sur la présence des cétacés dans le bassin méditerranéen. Dans le cadre de ce projet, le SPA/RAC coordonne une campagne de recherche sur le terrain, dans le détroit de Sicile et plus précisément dans les eaux faisant face aux côtes de Tunisie (golfe de Tunis et zones voisines comprises dans le plateau continental) en suivant les indicateurs IMAF convenus et en utilisant les protocoles appropriés tels qu'adoptés par le Groupe de coordination de l'approche écosystémique (Athènes, Grèce, 9 septembre 2019).
- Le SPA/RAC appuie un travail de terrain sur les eaux marines du Garraf (Corridor espagnol pour les cétacés), qui constitue une zone d'alimentation importante pour le rorqual commun, en vue de sa désignation en tant que zone importante pour les mammifères marins (IMMA).

7. MEDACES

Le SPA/RAC, en collaboration avec le secrétariat de l'ACCOBAMS, appuie la mise à jour de la base de données méditerranéenne sur les échouages de cétacés (MEDACES) à travers sa promotion auprès des points focaux nationaux des ASP/DB et de l'ACCOBAMS. En effet, le SPA/RAC a appuyé la mise en place et le renforcement du réseau national d'échouage des tortues marines en Algérie, en Egypte, au Liban, au Maroc et en Tunisie, ce réseau pouvant servir au suivi des cétacés échoués.

8. MEETING & WORKSHOP

Dans le cadre du Forum 2020 sur les AMP, qui s'est tenu du 28 novembre au 1^{er} décembre 2021 à Monaco, le SPA/RAC et l'ACCOBAMS ont organisé un atelier sur le thème " Vitrine Initiatives pour la conservation des espèces mobiles". Des informations solides sur l'occurrence, la répartition et les aires de répartition des espèces mobiles ont été présentées comme base de référence afin d'effectuer des recherches plus approfondies et d'obtenir des informations sur l'état de conservation des populations cibles.

Le SPA/RAC a participé aux réunions suivantes organisés par le Secrétariat de l'ACCOBAMS :

- Treizième réunion du Comité scientifique, à Cap D'Ail, en France, du 26 au 28 février 2020
- Réunion des partenaires du projet MAVA DEPREDATION (*en ligne*), le 10 novembre 2021
- Deuxième atelier d'échange du Projet MAVA DEPREDATION, à Catane, en Sicile, du 8 au 10 juin 2022

ANNEXE XII - RAPPORT DU COMITÉ DE SUIVI DES OBLIGATIONS DE L'ACCOBAMS

Le Comité de suivi des obligations de l'ACCOBAMS a été créé par les Parties à l'ACCOBAMS lors de la MOP5, à travers l'adoption de la Résolution 5.4.

1- COMPOSITION

Pour la période 2020- 2022, la composition du Comité était la suivante :

Membres nommés par les parties

Moustafa FOUDA	Mandat complet : 2017-2022
Clément PAYEUR	Mandat complet : 2017-2022
Imane TAI	Mandat complet : 2020-2025
Zurab GURIELIDZE	Suppléant

En octobre 2021, M. Clément PAYEUR a quitté le ministère français. M. Zurab GURIELIDZE, le suppléant des membres nommés par les Parties, est devenu membre (mandat complet : 2020-2025).

Membres nommés par les Partenaires de l'ACCOBAMS

Aurélie MOULINS	Mandat complet : 2020-2025
Tilen GENOV	Mandat complet : 2017-2022
Dimitar POPOV	Suppléant

La Troisième Réunion du Comité de suivi des obligations de l'ACCOBAMS a eu lieu en ligne le mardi 29 et le mercredi 30 mars 2022.

Le Comité de suivi des obligations de l'ACCOBAMS a décidé par consensus d'élire Mme Imane TAI comme Présidente, et Mme Aurelie MOULINS comme vice-présidente.

2- Suivi des recommandations du Comité et implication de la Réunion des Parties de l'ACCOBAMS

Les membres ont convenu de recommander à la Réunion des Parties de prendre des décisions sous la forme de *Résolutions ad hoc* en ce qui concerne les recommandations émises par le Comité de suivi sur les communications existantes. Ceci est reflété dans la Résolution 8.8A.

3- Examen des communications

Quatre communications, d'un seul partenaire ACCOBAMS qui a émis des réserves au sujet du suivi des obligations de l'Accord d'une Partie, étaient encore ouvertes au début de la période 2020-2022.

- Communication par OceanCare concernant l'évaluation et le contrôle par la Grèce des activités militaires autour de la Crète du Sud-Est

Le Comité de suivi des Obligations a recommandé que la Réunion des Parties, sur la base des conclusions et des motivations du Comité de suivi, adopte une Résolution :

- rappelant que la procédure de suivi est une procédure non conflictuelle qui requiert la coopération des Parties de l'ACCOBAMS ;
- invitant la Grèce à fournir des informations au Secrétariat de l'ACCOBAMS sur la manière dont, depuis 2014, les Lignes Directrices annexées à la Résolution 4.17, et les Lignes Directrices annexées à la Résolution 7.13, qui ont remplacé en 2019 les précédentes, ont été mises en œuvre;
- demandant au Comité de suivi des Obligations de rester saisi de la communication.

Ces recommandations sont reflétées dans la Résolution 8.8B.

- Communication par OceanCare concernant l'évaluation et le contrôle par l'Espagne des activités d'exploration pétrolière autour des îles Baléares

Le Comité de suivi des Obligations a recommandé que la Réunion des Parties, sur la base des conclusions et des motivations du Comité de suivi, adopte une Résolution :

- constater qu'il n'y a aucune preuve que les autorités de l'État concerné ont soit autorisé des activités produisant du bruit de juillet 2012 à juillet 2013, soit fait preuve de négligence dans le contrôle de ce qui s'est passé dans les eaux ou les fonds marins soumis à la juridiction espagnole;
- déclarer la procédure de suivi close en ce qui concerne l'implication de l'Espagne;
- demandant *au* Comité de Suivi des Obligations d'assurer le suivi de la Résolution 7.13, dans la mesure où elle « encourage vivement les Parties à contribuer au registre régional des sources de bruit impulsif de l'ACCOBAMS, notamment en partageant leurs données », et « invite les Parties à mettre en place un mécanisme de coopération permettant d'identifier les sources des bruits sous-marins distants et ceci afin de remédier aux effets à longue distance »;
- soulignant l'importance de la surveillance des sources de bruit impulsif et la nécessité de sensibilisation et d'ateliers à cet égard au niveau national et régional, à la lumière de la Recommandation 14.6 du Comité Scientifique concernant le bruit

Ces recommandations sont reflétées dans la Résolution 8.8C.

- Communication par OceanCare concernant l'évaluation et le contrôle par le Portugal des activités d'exploration pétrolière dans les bassins de l'Algarve et de l'Alentejo

Le Comité de suivi des Obligations a recommandé que la Réunion des Parties, sur la base des conclusions et des motivations du Comité de suivi, adopte une Résolution :

- rappelant que les Parties à l'ACCOBAMS sont tenues, entre autres, d'exiger une étude d'impact pour autoriser ou interdire des activités susceptibles d'affecter les cétacés ou leurs habitats, comme la prospection et l'exploitation offshore (voir Annexe 2, para. 1, c de l'ACCOBAMS) et que, pour répondre aux préoccupations provenant du bruit sous-marin, les Parties à l'ACCOBAMS ont adopté la Résolution 4.17, qui comprend un ensemble de « Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS », remplacée par la Résolution 7.13, qui établit des « Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS »;

- prenant note du fait que, après la présentation de la communication, la législation portugaise sur les activités d'exploration et d'exploitation pétrolières a été renforcée et améliorée au niveau environnemental, afin d'assurer une approche guidée par le principe de précaution et qu'aujourd'hui toutes les activités d'exploration et d'exploitation pétrolières relèvent du régime d'études d'impact environnementales, en fonction des caractéristiques du projet et de sa localisation;
- estimant que des orientations utiles pour traiter les problèmes liés aux activités d'exploration et d'exploitation pétrolières peuvent également être trouvées dans la recommandation du Comité de Suivi des Obligations relative aux activités sismiques dans la zone de l'ACCOBAMS, approuvée lors de la troisième réunion du Comité de Suivi des Obligations;
- appréciant la déclaration de la Partie concernée selon laquelle elle est profondément engagée dans la protection et la sauvegarde de la vie marine, en particulier des cétacés, dans le plein respect de l'ACCOBAMS;
- invitant le Secrétariat à transmettre ces considérations et recommandations à la Réunion des Parties, ainsi qu'à la Partie et au Partenaire concernés ;
- déclarant *la* procédure de suivi close.

Ces recommandations sont reflétées dans la Résolution 8.8D.

- Communication par OceanCare concernant les défaillances de l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, de l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, le Liban, la Libye, Malte, Monaco, le Monténégro, le Maroc, la Slovénie, l'Espagne, la Syrie, la Tunisie à mettre en œuvre le plan de conservation ACCOBAMS pour les dauphins communs en Méditerranée

Le Comité de suivi des Obligations a recommandé que la Réunion des Parties, sur la base des conclusions et des motivations du Comité de suivi, adopte une Résolution :

- rappelant que la procédure de suivi est une procédure non conflictuelle qui requiert la coopération des Parties de l'ACCOBAMS ;
- rappelant " que les Parties de l'ACCOBAMS sont tenues, entre autres, d'appliquer la Résolution 4.13, qui souligne que la mise en œuvre du Plan de conservation du dauphin commun à bec court de Méditerranée est une priorité élevée dans la région " ;
- invitant l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, le Liban, la Libye, Monaco, le Monténégro, la Slovénie, la Syrie et la Tunisie, à fournir des informations au Comité de Suivi des Obligations, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ACCOBAMS, sur les mesures spécifiques prises pour la mise en œuvre du Plan de Conservation du dauphin commun à bec court de Méditerranée, ou sur toute autre mesure considérée comme pertinente pour leur protection;
- invitant le Secrétariat à partager les informations reçues des Parties avec le Comité scientifique ;
- invitant le Secrétariat à transmettre ces considérations et recommandations à la Réunion des Parties, ainsi qu'aux Parties et au Partenaire concerné ;
- regrettant qu'actuellement, il semble que le plan de conservation du dauphin commun à bec court de Méditerranée, tel qu'accueilli par la Résolution 2.20 et rappelé par la Résolution 4.13, n'ait pas encore été pleinement mis en application;
- considérant qu'il est urgent de mettre en place un plan de gestion de conservation pour la zone méditerranéenne et de le mettre en œuvre au niveau national et au niveau transfrontalier, comme en témoigne l'évaluation récente (décembre 2021) de la liste Rouge de l'UICN qui évalue la sous-population de dauphins communs de la Méditerranée intérieure sur la liste rouge de l'UICN comme étant En danger, et de la sous-population du golfe de Corinthe comme étant En danger critique;

- soulignant que la mise en œuvre correcte des plans de gestion de conservation est essentielle pour garantir la crédibilité du mandat de l'ACCOBAMS en tant qu'Accord Intergouvernemental efficace de coopération régionale;
- se réservant le droit de prendre ultérieurement d'autres décisions sur les réponses soumises, lorsque davantage de réponses nationales auront été recueillies;
- demandant au Comité de suivi **de rester saisi de la communication**.

Ces recommandations sont reflétées dans la Résolution 8.8E.

4- Examiner les questions générales de mise en œuvre et de suivi de l'Accord, comme demandé par la MOP7.

- Obligations et engagements concernant les activités sismiques produisant du bruit sous-marin

Les membres du Comité de suivi des obligations suivi ont été invités à examiner les questions juridiques et techniques de la mise en œuvre et du suivi des obligations et engagements existants concernant les activités sismiques produisant du bruit sous-marin.

Ils ont adopté les conclusions suivantes :

- 1- Lorsqu'il fait référence à l'évaluation d'impact, le Comité **recommande** d'utiliser les meilleurs outils d'évaluation d'impact **disponibles**, tels que l'évaluation des impacts environnementaux dans le cadre des instruments de l'UE, la procédure ESPOO (ou EIE) ou tout autre outil approprié, tel que les observateurs des mammifères marins qualifiés de l'ACCOBAMS / opérateurs pour la surveillance acoustique passive. Le Comité recommande également de partager les informations sur les pratiques utilisées par les Parties.
- 2- Le Comité **considère** que les activités sismiques relèvent de la catégorie des "activités industrielles", et par conséquent :
 - a. Les Parties doivent recueillir, analyser et rapporter des données sur les interactions directes et indirectes entre les humains et les cétacés dans le cadre de ces activités. Dans ce contexte, le registre de bruit qui est élaboré dans le cadre de la Résolution 6.17 est pertinent.
 - b. Les Parties doivent mettre en œuvre les Lignes directrices de l'ACCOBAMS relatives aux prospections sismiques (Annexe 2 de la Résolution 7.13).
- 3- Le Comité **recommande** que les Parties soient encouragées à :
 - a. éviter ou réduire la génération de bruit dans les aires marines protégées, ainsi que dans des aires particulières contenant des habitats critiques pour les cétacés, susceptibles d'être affectées par le bruit d'origine anthropique (paragraphe 16 de la Résolution 7.13) ;
 - b. échanger des informations sur les mesures prises par les Parties.
- 4- Le Comité **recommande** que tous les éléments mentionnés dans l'Article 4 (Recherche et surveillance) de l'Annexe 2 de l'ACCOBAMS soient pris en considération dans le cadre des activités sismiques.
- 5- Le Comité **recommande aux** Parties de fournir des données au registre du bruit, avec l'assistance technique du Secrétariat, si nécessaire.
- 6- Le Comité **recommande** aux Parties de :
 - a. mettre en œuvre les Résolutions 4.16 et 7.14 ainsi que la recommandation 14.4 du comité scientifique ;
 - b. fournir des données à MEDACES (Mediterranean Database of Cetacean Strandings).

7- Le Comité

- a. **considère** que les activités sismiques peuvent déterminer des « conditions exceptionnellement défavorables ou mettant en danger » conduisant à des situations d'urgence et, par conséquent, des interventions d'urgence devraient être envisagées;
 - b. **recommande aux** parties d'échanger des informations sur les codes de conduite déjà mis en œuvre, les données recueillies lors de ces événements, en particulier lorsqu'un lien avec les activités sismiques est suspecté.
- Obligations et engagements concernant les activités militaires produisant du bruit sous-marin

Les membres du Comité de Suivi ont été invités à discuter des obligations et des engagements des Parties concernant les activités **militaires**.

Ils ont adopté les conclusions suivantes :

- 1- Le Comité **comprend** que les activités militaires sont en principe dans le cadre de l'application de l'ACCOBAMS, car il n'y a aucune disposition dans l'Accord qui exclut son application à ces activités. Les activités militaires ne sont donc pas autorisées si elles aboutissent à la « prise » de cétacés, telle que définie dans l'article 1, para I de la Convention de Bonn, ce qui signifie « prélever, chasser, pêcher, capturer, harceler, tuer délibérément ou tenter d'entreprendre l'une quelconque des actions précitées ».
- 2- Le Comité **est pleinement conscient** de l'article 236 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui stipule : « Les dispositions de la Convention relative la protection et la préservation du milieu marin ne s'appliquent ni aux navires de guerre ou navires auxiliaires, ni aux autres navires ou aux aéronefs appartenant à un Etat ou exploités par lui lorsque celui-ci les utilise, au moment considéré, exclusivement à des fins de service public non commerciales. Cependant, chaque État prend des mesures appropriées n'affectant pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires ou aéronefs lui appartenant ou exploités par lui, de façon à ce que ceux-ci agissent, autant que faire se peut, d'une manière compatible avec la Convention ». À cet égard, le Comité note que la deuxième phrase de l'article 236 oblige les Parties à l'UNCLOS parties à exploiter des navires et des aéronefs des État de manière compatible avec l'UNCLOS, dans la mesure du possible et sans porter atteinte aux opérations ou aux capacités opérationnelles. De plus, l'article 237 de l'UNCLOS ne porte pas préjudice aux accords, tels que l'ACCOBAMS, qui peuvent être conclus en application des principes généraux de l'UNCLOS. Ces principes comprennent le principe général de préservation et de protection de l'environnement.
- 3- En ce qui concerne l'évaluation de l'impact, le Comité **recommande** d'utiliser le meilleur outil d'évaluation d'impact disponible, tels que les Lignes Directrices de l'ACCOBAMS sur le bruit et les Lignes Directrices de la CMS pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE). Il est également recommandé de partager les informations sur les pratiques utilisées par les Parties en ce qui concerne l'évaluation de l'impact lié aux différentes activités militaires.
- 4- Le Comité **encourage les** Parties à fournir des informations sur les activités militaires relatives aux interactions entre l'homme et les cétacés, en particulier celles qui produisent du bruit sous-marin, et à les signaler dans le registre du bruit, conformément au paragraphe 11 de la Résolution 7.13.
- 5- Le Comité **recommande d'**encourager les Parties engagées dans des activités militaires, à :

- a. éviter ou réduire la génération de bruit dans les aires marines protégées, ainsi que dans des aires particulières contenant des habitats critiques pour les cétacés, susceptibles d'être affectées par le bruit d'origine anthropique, conformément au paragraphe 16 de la résolution 7.13 ;
- b. échanger des informations sur les mesures prises par les Parties ;
- c. prendre en considération les impacts que ces activités peuvent avoir dans l'habitat acoustique des cétacés.

6- Le Comité **considère** que les activités militaires peuvent déterminer des « conditions exceptionnellement défavorables ou mettant en danger les espèces » conduisant à des situations d'urgence et, par conséquent, des mesures d'urgence devraient être envisagées.

- Les interactions entre les hommes et les dauphins abordées par la Résolution 3.13 (programme d'interaction avec les dauphins)

Les participants ont été invités à discuter des obligations et des engagements des Parties à l'ACCOBAMS en ce qui concerne les **interactions entre les hommes et les dauphins**.

Ils ont adopté les conclusions suivantes :

- 1- Le Comité **recommande** que, comme conseillé par le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS, la Réunion des Parties envisage d'établir un Comité Consultatif de l'ACCOBAMS sur les installations marines semi-fermées qui pourrait fournir des conseils, basés sur les meilleures preuves scientifiques, aux Parties intéressées sur toutes les questions liées aux installations semi-fermées pour les cétacés, en prenant également en considération les études "*Taking of cetaceans, dolphinaria and quasi-dolphinaria : une analyse juridique relative aux Parties de l'ACCOBAMS*" - [ACCOBAMS-MOP7/2019/Inf 09](#) et "*Perspective scientifique sur les " potentielles installations marines semi-fermées " dans la zone de l'ACCOBAMS*" - [ACCOBAMS-SC14/2021/Doc34](#) ;
- 2- Le Comité **recommande** que le Comité consultatif de l'ACCOBAMS sur les installations marines semi-fermées soit composé d'experts dans différents domaines, notamment :
 - expertise en écologie et comportement sur les odontocètes, principalement sur les grands dauphins ;
 - Les soins liés des odontocètes (par exemple, la nourriture, les soins médicaux, la manipulation, le transport) ;
 - médecine vétérinaire axée sur les mammifères marins ;
 - les techniques et procédures d'échouage, de sauvetage, de réhabilitation en captivité et de remise en liberté ;
 - les aspects structurels, fonctionnels et logistiques de l'installation d'accueil potentielle ;
 - évaluation de l'impact écologique des environnements marins concernés ;
 - évaluation de la viabilité économique de tout projet proposé et des coûts opérationnels du centre, une fois établi ;
 - conception de l'éducation, de la sensibilisation et de la recherche ;
 - les relations avec les principales parties prenantes.

Les **termes de référence** pour un Comité Consultatif ACCOBAMS sur les installations marines semi-fermées sont présentés dans le document MOP8/2022/Doc29.

ANNEXE XIII - RESOLUTIONS

RESOLUTION 8.1 - OCTROI DU DROIT DE VOTE.....	206
RESOLUTION 8.2 - PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR LE TRIENNAT 2023-2025	207
RESOLUTION 8.3 - COMITE SCIENTIFIQUE POUR LE TRIENNAT 2023-2025	240
RESOLUTION 8.4 - PROCEDURE POUR LES PROJETS SOUMIS A UN SOUTIEN INSTITUTIONNEL	248
RESOLUTION 8.5 - PROCEDURE DE L'APPEL A PROPOSITIONS ACCOBAMS POUR LES PROJETS FINANCES PAR LE FONDS ADDITIONNEL DE CONSERVATION.....	250
RESOLUTION 8.6 - STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE L'ACCOBAMS 2023-2028	269
RESOLUTION 8.7 - NETCCOBAMS	281
RÉSOLUTION 8.8 - PROCÉDURE DE SUIVI DES OBLIGATIONS	283
RESOLUTION 8.9 - FILETS MAILLANTS DERIVANTS	290
RESOLUTION 8.10 - PROGRAMME DE SURVEILLANCE A LONG TERME DE L'ACCOBAMS.....	293
RESOLUTION 8.11 GENETIQUE DES POPULATIONS DE CETACES	305
RESOLUTION 8.12 - STATUT DES ESPECES DE CETACES DE LA ZONE ACCOBAMS SELON LA LISTE ROUGE DE L'UICN	307
RESOLUTION 8.13 - PLANS D'ACTION NATIONAUX	310
RESOLUTION 8.14 - PLANS DE GESTION DE CONSERVATION	311
RESOLUTION 8.15 - RESEAUX D'ECHOUEGE DE CETACES	313
RESOLUTION 8.16 - INTERACTIONS ENTRE LES ACTIVITES DE PECHE ET LES CETACES	315
RÉSOLUTION 8.17 - BRUIT D'ORIGINE ANTHROPIQUE	320
RESOLUTION 8.18 - COLLISIONS.....	325
RESOLUTION 8.19 - ACTIVITES COMMERCIALES D'OBSERVATION DE CETACES DANS LA ZONE DE L'ACCOBAMS	328
RESOLUTION 8.20 - DECHETS MARINS ET POLLUTION CHIMIQUE.....	354
RESOLUTION 8.21 - SCIENCE CITOYENNE.....	358
RESOLUTION 8.22 - DATE ET LIEU DE LA NEUVIEME SESSION DE LA REUNION DES PARTIES	359
RESOLUTION 8.23 - HOMMAGE AUX ORGANISATEURS.....	360

RESOLUTION 8.1
OCTROI DU DROIT DE VOTE

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'Article III, paragraphes 5 et 6, de l'Accord concernant le droit de vote,

Rappelant l'Article XIV, paragraphe 2, du Règlement Intérieur de la Réunion des Parties, qui prévoit que « Les Représentants des Parties qui ont un retard de trois ans ou plus dans le versement de leur contribution à la date de la séance d'ouverture de la Réunion des Parties ne sont pas autorisés à voter. Cependant, la Réunion des Parties peut leur permettre de continuer d'exercer leur droit de vote s'il est entendu que le retard du règlement résulte de circonstances exceptionnelles »,

Convaincue que le processus de prise de décisions lors de la Huitième Réunion des Parties ne pourra que bénéficier de la participation active du plus grand nombre de Parties possible,

1. *Décide* que, bien que la Grèce et la Libye aient plus de trois années de retard dans le paiement de leurs contributions ordinaires, elle est convaincue que le retard de paiement résulte de circonstances exceptionnelles, et que ces Parties pourront exercer leur droit de vote lors de la Huitième Réunion des Parties.

RESOLUTION 8.2

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR LE TRIENNAT 2023-2025

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Agissant selon les engagements des Parties de conserver les cétacés conformément à l'Accord, et en particulier aux obligations fondamentales prévues pour les Parties par l'Article II,

Rappelant l'Article IX, paragraphes 1 et 2, de l'Accord, qui stipule que les Parties déterminent le barème des contributions au budget et que la Réunion des Parties adopte un budget par consensus,

Tenant compte de la Stratégie de l'ACCOBAMS (2014-2025), telle qu'adoptée par la Résolution 5.1, ainsi que de la nouvelle Stratégie de l'ACCOBAMS telle qu'adoptée par la Résolution 7.4,

Reconnaissant les travaux pertinents menés par d'autres Organisations, notamment dans le cadre de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de la Commission baleinière internationale (CBI), de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne), la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone), la Convention sur la protection de la mer Noire contre la pollution (Convention de Bucarest) et l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

Accueillant avec gratitude :

- a. le soutien financier et les contributions en nature alloués par le Gouvernement de S.A.S. le Prince de Monaco au Secrétariat de l'ACCOBAMS au titre de l'Accord de Siège,
- b. les contributions volontaires fournies par les Gouvernements d'Espagne, d'Italie, de Malte et de Monaco,
- c. les cofinancements du SPA/RAC et de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN),
- d. le soutien financier apporté par la Fondation MAVIA et l'Union européenne à travers des projets spécifiques,
- e. le soutien des Organisations Partenaires pour les activités de l'Accord,

Remerciant le Comité scientifique pour son travail et ses conseils aux Parties pour l'établissement de mesures de conservation appropriées,

Remerciant également les Unités de Coordination Sous-Régionales et les Partenaires de l'ACCOBAMS pour leur soutien constant à la mise en œuvre de l'Accord,

Consciente que la recherche scientifique dans la zone de l'Accord reste essentielle pour identifier les populations dont l'état de conservation est peu favorable et pour répondre aux priorités de conservation,

Consciente que l'hétérogénéité actuelle des capacités de gestion et de recherche dans la zone couverte par l'Accord doit être prise en compte par le renforcement des capacités et la sensibilisation du public,

Soulignant la nécessité de renforcer la collaboration avec les Organisations Internationales dont le mandat englobe des aspects interdépendants dans la même zone de l'Accord, dans l'esprit de l'approche écosystémique.

Reconnaissant la nécessité d'établir des priorités,

Prenant en considération les résultats de la Réunion des Représentants Nationaux organisée en juillet 2021, au cours de laquelle les besoins et les priorités des Parties pour la mise en œuvre de l'Accord ont été identifiés,

Soulignant l'importance du paiement par toutes les Parties des contributions dues au Budget de l'Accord,

Rappelant que l'Article IX, paragraphe 3, appelle à des contributions volontaires dans le but d'accroître les fonds disponibles pour la surveillance, la recherche, la formation et les projets de conservation,

Rappelant les Résolutions 1.7 et 7.8, établissant et mettant en œuvre un Fonds Additionnel de Conservation,

1. *Prend* note de l'état des comptes audités pour la période 2020-2022 présentés par le Secrétariat de l'ACCOBAMS;
2. *Accepte* de fournir un soutien financier pour la participation aux Réunions des Parties à l'ACCOBAMS aux délégués (un délégué par Pays) des Pays à revenu moyen et faible, tels que classés par la Banque Mondiale en [2022] et tels que listés à [l'Annexe 5](#) de la présente Résolution, à l'exclusion des Pays redevables de contributions au Fonds d'Affectation Spécial pour une période supérieure à trois ans ;
3. *Adopte* le Budget pour 2023-2025, tel qu'il figure à [l'Annexe 1](#) de la présente Résolution ;
4. *Confirme* que les Parties doivent contribuer au Budget, conformément à l'Article III, paragraphe 8 (e), de l'Accord, selon le barème convenu par la Réunion des Parties ;
5. *Accepte* d'appliquer, pour le calcul des Contributions Ordinaires minimales, un pourcentage du budget total, à la place d'un montant fixe ;
6. *Accepte* le barème et les montants des contributions des Parties à l'Accord, tels qu'ils figurent à [l'Annexe 2](#) de la présente Résolution, ainsi que l'application de ce barème aux nouvelles Parties au *pro rata* de l'exercice financier annuel restant ;
7. *Demande* aux Parties, en particulier à celles qui s'acquittent d'une contribution minimale, d'envisager de payer la totalité de la période triennale en un seul versement au début de la période ;
8. *Demande* en outre aux Parties de s'acquitter de leurs contributions aussi rapidement que possible mais en aucun cas après la fin du mois de mars de l'année correspondante et dans le respect des législations nationales ;
9. *Demande* aux Parties qui ont des contributions impayées de s'en acquitter dans un délai raisonnable, au plus tard deux à trois mois après la fin de 2022, afin de clôturer le budget de la période triennale 2020-2022 dans les meilleurs délais ;

10. Demande au Secrétariat d'utiliser la somme de 10 000 € des montants des reliquats attendus, afin de reconstituer le fonds sécurisé mentionné au paragraphe 19 de l'annexe 3 sur les termes de référence pour l'administration du budget ;
11. Demande au Bureau de :
 - surveiller le cumul des fonds non dépensés sur le budget de l'ACCOBAMS en vue de fournir au Secrétariat des conseils pour éviter le cumul de fonds non dépensés ou, le cas échéant, sur leur utilisation en temps voulu ;
 - proposer à la Réunion des Parties une procédure concernant la gestion et le recouvrement des contributions en attente de longue date ;
 - surveiller le maintien par le Secrétariat d'un fonds sécurisé adéquat ainsi que l'application du paragraphe 19 de l'annexe 3 sur les termes de référence pour l'administration du budget ;
12. *Invite* les Parties, les Etats de l'aire de répartition et les Organisations à examiner la possibilité de mettre du personnel à disposition du Secrétariat de l'ACCOBAMS ;
13. *Invite* également les Parties, les États non-Parties à l'Accord, ainsi que les Organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales et les autres donateurs éventuels, à envisager de contribuer à la mise en œuvre de l'Accord sur une base volontaire ;
14. *Approuve* les termes de référence pour l'administration du Budget de l'Accord pour la période 2023-2025, tels qu'ils figurent à [l'Annexe 3](#) de la présente Résolution, ainsi que les lignes directrices pour l'acceptation des contributions financières, telles qu'elles figurent à [l'Annexe 4](#), étant entendu qu'aucune contribution volontaire ne peut entraîner de responsabilité financière présente ou future pour le Fonds d'Affectation Spécial de l'Accord sans le consentement préalable des Parties ou du Bureau ;
15. *Confie* au Secrétariat de l'ACCOBAMS la tâche d'explorer la disponibilité de financements extérieurs appropriés pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord ;
16. *Adopte* le Programme de Travail pour 2023 - 2025, tel que présenté à [l'Annexe 6](#) de la présente Résolution ;
17. *Prie* les Parties d'apporter un soutien aux projets et activités, en ligne avec le Programme de Travail, par des contributions financières et en nature et à en faire rapport à la Neuvième Réunion des Parties ;
18. *Prie* les Parties de s'engager pleinement dans la Réunion des Représentants Nationaux de l'ACCOBAMS, qui devrait être organisée en 2024, en ayant un représentant présent à la Réunion ;
19. *Recommande* aux Parties, afin de préparer cette Réunion des Représentants Nationaux de l'ACCOBAMS, d'organiser par l'intermédiaire des Points Focaux de l'ACCOBAMS une réunion nationale d'une demi-journée pour recueillir toutes les informations pertinentes en amont de la Réunion, si nécessaire ;
20. *Prie* les Parties et les Organisations internationales et nationales spécialisées de développer des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre du Programme de Travail et de tenir le Secrétariat de l'ACCOBAMS pleinement informé des progrès réalisés ;

21. *Prie* également les Parties et *encourage* les organisations nationales et internationales et les autres donateurs de fournir une aide financière aux Pays qui ont besoin de renforcer leurs capacités pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord et du Programme de Travail, directement ou au travers des mécanismes financiers de l'Accord, en particulier le Fonds Additionnel de Conservation ;
22. *Demande* aux Parties, aux non-Parties, aux Partenaires, à toutes les Organisations pertinentes et experts de partager toutes les informations pertinentes concernant leurs activités dans NETCCOBAMS ;
23. *Invite* le Comité Scientifique, le Secrétariat de l'ACCOBAMS, le Bureau, les Unités de Coordination Sous-Régionales, les Partenaires de l'ACCOBAMS et les Organisations non-gouvernementales internationales et nationales à promouvoir les actions nécessaires pour faciliter la mise en œuvre du Programme de Travail, tenant compte des Résolutions adoptées par les Réunions des Parties ;
24. *Invite* le Comité Scientifique à promouvoir davantage la coopération avec les Institutions scientifiques de la zone de l'ACCOBAMS ;
25. *Demande* au Secrétariat de l'ACCOBAMS de renforcer la coopération et de développer des activités avec d'autres entités pertinentes ;
26. *Charge* le Secrétariat de l'ACCOBAMS de :
 - a. préparer un scénario de croissance nominale zéro et un scénario de croissance nominale réelle à inclure comme scénarios de référence dans le projet de Programme de Travail et de budget pour la période triennale 2026-2028 à soumettre à la MOP9 ;
 - b. diffuser le Programme de Travail pour les actions prioritaires pour 2023-2025, collaborer étroitement à sa mise en œuvre avec les Secrétariats des autres Conventions pertinentes, les Organisations internationales et les Partenaires de l'ACCOBAMS et d'identifier les donateurs appropriés ;
 - c. informer en temps utile les Points Focaux Nationaux des ateliers et réunions, ainsi que de la création de groupes de travail dans le cadre de l'ACCOBAMS.

ANNEXES

[Annexe 1](#) : Budget 2023 -2025

[Annexe 2](#) : Contributions annuelles des Parties au Fonds d'Affectation Spécial de l'ACCOBAMS 2023-2025

[Annexe 3](#) : Termes de référence pour l'administration du Budget

[Annexe 4](#) : Lignes Directrices pour l'acceptation des contributions financières volontaires

[Annexe 5](#) : Eligibilité au soutien financier pour assister aux Réunions des Parties à l'ACCOBAMS

[Annexe 6](#) : Projet de Programme de Travail 2023 - 2025

ANNEXE 1
Tableau 1 - BUDGET 2023 - 2025 basé sur une non diminution du montant pour les actions de conservation (en €/euros)

				Budget approuvé - OC 2020- 2022	Budget proposé- OC	Fonds sécurisé des reliquats	Fonds Additionnels requis	LB1101	LB1102	LB1103	LB1104	LB1201	LB1202	LB 1203	LB 1300	LB 1400	LB1501	LB1502	LB1600	LB2100	LB2200	LB2300	LB2400	LB2500	LB52	LB53	LB54	
			Gestion générale et soutien administratif																									
Gestion générale ¹⁰ (Personnel administratif, Assistance administrative, Frais bancaires, Hospitalité)				379 200	432 900			36 000	150 000	150 000	75 000	3 000	6 000	9 000	1 500	2 400												
MA1a	Renforcer l’implication de tous les acteurs clés dans le cadre des activités de l’ACCOBAMS			227 600	214 000	5 000	41 000										3 600	39 400		61 000	49 000	25 000					36 000	
MA2a	Nouvelles perspectives de financement			0	0		75 000																					
MA3a	Accroître le degré de mise en œuvre et de respect des Résolutions de l’ACCOBAMS et le suivi des progrès accomplis			5 000	20 000		56 000												0				15 000	5 000				
MA4a	Assurer la mise en œuvre des normes de l’ACCOBAMS en matière de conservation des cétacés dans les zones adjacentes			0	0																							
Budget triennal Gestion générale et soutien administratif (€)				611 800	666 900	5 000	172 000	36 000	150 000	150 000	75 000	3 000	6 000	9 000	1 500	2 400	3 600	39 400	0	61 000	49 000	25 000	15 000	5 000	0	0	36 000	
					843 900																							
			Actions de Conservation																									
CA1a	Estimations des populations de cétacés et distribution			20 000	36 400	148 600	3 127 00																			36 400		
CA1b	Structure des populations			0	0	0	96 000																					
CA1c	Suivi de l’état des cétacés			42 000	0	42 000	47 000										0								0			
CA1d	Réseaux d’échouage fonctionnels et réponses aux situations d’urgence			17 000	26 000	11 000	121 000										6 000									20 000		
CA2a	Interactions avec les activités de pêche / aquaculture			11 000	18 000	2 000	750 000																		18 000			
CA2b	Bruit sous-marin d’origine anthropique			24 500	26 000	17 000	132 000																		26 000			
CA2c	Collisions avec les navires			10 000	8 000	6 000	32 000																		8 000			
CA2d	Observation des cétacés			7 000	0	12 000	203 000																					
CA2e	Débris marins			11 500	17 000	16 000	82 000																		17 000			
CA2f	Pollution chimique et biologique			0	0	10 000	40 000																					
CA2g	Changement climatique			0	0	0	2 000																					
CA2i	Questions liées à la captivité			0	0	15 000	0																					
CA3a	Mesures spatiales de conservation des cétacés			61 000	0	44 000	18 000																		0			
CA4a	Information/Communication/Sensibilisation du public			48 000	65 500	22 500	181 500																				65 500	
Budget triennal Actions de conservation (€)				252 000	196 900	346 100	4 830 500										6 000	0	0	0	0	0	0	0	69 000	56 400	65 500	
					5 373 500																							
Budget Triennium TOTAL - CO				863 800	863 800	351 100	5 002 500	36 000	150 000	150 000	75 000	3 000	6 000	9 000	1 500	2 400	9 600	39 400	0	61 000	49 000	25 000	15 000	5 000	69 000	56 400	101 500	
					6 217 400																							
Budget triennal (€) par année et ligne budgétaire (LB)								LB1101	LB1102	LB1103	LB1104	LB1201	LB1202	LB 1203	LB 1300	LB 1400	LB1501	LB1502	LB1600	LB2100	LB2200	LB2300	LB2400	LB2500	LB52	LB53	LB54	
				2023				12 000	50 000	50 000	25 000	1 000	2 000	3 000	500	800	3 200	15 000	-	-	20 000	7 000	-	-	29 000	20 000	40 000	
				2024				12 000	50 000	50 000	25 000	1 000	2 000	3 000	500	800	3 200	14 000	-	3 000	29 000	7 000	15 000	5 000	20 000	20 000	35 000	
				2025				12 000	50 000	50 000	25 000	1 000	2 000	3 000	500	800	3 200	10 400	-	58 000	-	11 000	-	-	20 000	16 400	26 500	

¹⁰ Voir le tableau 1. ci-dessous sur les lignes budgétaires

Table 2. Lignes budgétaires

Gestion générale et soutien administratif		2020-2022	2023 -2025 Scenario 0% (à partir des CO)	2023 -2025 Scénario avec non-diminution pour les actions de conservation grâce aux montants des reliquats
Gestion générale				
1100	Personnel administratif			
1 101	Allocation de logement du Secrétaire Exécutif	34 000	36 000	36 000
1 102	Chargé de programme et de projets 1	133 500	150 000	150 000*
1 103	Chargé de programme et de projets 2	133 500	150 000	150 000*
1 104	Assistant comptable et de programme (50%)	60 000	75 000	75 000*
1200	Assistance administrative			
1 201	Traducteurs	3 000	3 000	3 000
1 202	Expert-comptable	2 000	6 000	6 000
1 203	Assistance extérieure	5 300	9 000	9 000
1300	Frais bancaires	2 400	1 500	1 500
1400	Hospitalité	1 500	2 400	2 400
Soutien administratif				
1 501	Unités de coordination	21 600	9 600	9 600
1 502	Déplacements du personnel du Secrétariat	50 000	39 400	39 400
Stratégie de l'ACCOBAMS				
1 600	Évaluation et stratégie de l'ACCOBAMS	0	0	0
Réunions institutionnelles				
2100	Réunion des Parties	61 000	61 000	61 000
2200	Comité Scientifique	49 000	49 000	49 000
2300	Bureau	32 000	25 000	25 000
2400	Réunion des Représentants Nationaux	21 000	15 000	15 000
2500	Réunion du Comité de Suivi des Obligations	5 000	5 000	5 000
Appui aux actions de conservation				
52	Interactions homme-cétacés / Situations d'urgence	51 000	69 000	77 000 (incluant 8 000€ des reliquats)
Interactions avec les activités de pêche / aquaculture				
Bruit sous-marin d'origine anthropique				
Collisions avec les navires				
Observation des cétacés				
Débris marins				
Pollution chimique et biologique				
Changement climatique				
Questions liées à la captivité				
53	Habitats / Recherche et suivi	133 000	56 400	97 000 (incluant 40 600€ des reliquats)
Estimations des populations de cétacés et distribution				
Structure des populations				
Suivi état des cétacés, y compris plans de conservation espèces				
Réseaux échouage fonctionnels & réponses aux situations d'urgence				
Mesures spatiales de conservation des cétacés				
54	Information/Communication/Sensibilisation du public	61 000	101 500	106 000 (incluant 4 500€ des reliquats)
NETCCOBAMS				
Stratégie de communication				
Science citoyenne participative				
Module universitaire ACCOBAMS				
Promotion et dissémination				

*le montant de l'augmentation est dû à la correction des erreurs de calcul des salaires pour la période 2020-2022, et à la mise à jour prévue des charges sociales pour 2023-2025

ANNEXE 2
BILAN DES RECETTES ET DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 2023-2025

Recettes attendues 2023-2025	
Total attendu des reliquats au 31/12/2022	380 000
<i>y compris le fonds sécurisé</i>	18 800
Montants restants disponibles pour la période triennale 2022-2025	361 200
Contributions ordinaires 2022-2025	863 800
Contributions volontaires et fonds externes	0
Recettes financières	100
Contribution du pays hôte	636 000
TOTAL	1 861 100

Dépenses prévues 2023-2025	
Gestion générale et soutien administratif – provenant du budget des CO	666 900
Gestion Générale – provenant des reliquats	5 000
Gestion Générale – provenant des fonds externes	-
Augmentation de la réserve du fonds sécurisé à partir des reliquats	10 000
Gestion générale de la contribution du pays hôte	636 000
Actions de Conservation – provenant du budget des CO	196 000
Actions de Conservation – provenant des reliquats	346 100
Actions de Conservation – provenant des contributions volontaires et fonds externes	0
TOTAL	1 860 000

**CONTRIBUTIONS ANNUELLES DES PARTIES AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIAL DE L'ACCOBAMS
2023-2025**

Parties	Barème des NU 2023-2025	Clé ACCOBAMS 2023-2025	Contributions ordinaires (en euros) 2023-2025
Albanie	0,008	0,80	2 304
Algérie	0,109	1,50	4 328
Bulgarie	0,056	0,80	2 304
Croatie	0,091	0,92	2 661
Chypre	0,036	0,80	2 304
Egypte	0,139	1,42	4 086
Espagne	2,134	19,70	56 732
France	4,318	23,16	66 712
Géorgie	0,008	0,80	2 304
Grèce	0,325	4,40	12 662
Italie	3,189	22,49	64 769
Liban	0,036	0,80	2 304
Libye	0,018	1,17	3 360
Malte	0,019	0,80	2 304
Maroc	0,055	0,80	2 304
Monaco	0,011	0,80	2 304
Monténégro	0,004	0,80	2 304
Portugal	0,353	3,66	10 538
Roumanie	0,312	1,72	4 947
Slovénie	0,079	0,80	2 304
Syrie (République arabe syrienne)	0,009	0,80	2 304
Tunisie	0,019	0,80	2 304
Türkiye	0,845	9,50	27 370
Ukraine	0,056	0,96	2 769
TOTAL		100	288 582

ANNEXE 3

TERMES DE REFERENCE POUR L'ADMINISTRATION DU BUDGET

1. Les termes de référence pour l'administration du Budget de l'ACCOBAMS portent sur les exercices financiers commençant le 1^{er} janvier 2023 et se terminant le 31 décembre 2025.
2. Le Budget est administré par le Secrétaire Exécutif conformément à ces Termes de Référence.
3. Les ressources financières du Budget proviennent :
 - (a) des contributions des Parties conformément à l'Annexe 2, ainsi que des contributions de toute nouvelle Parties, et
 - (b) des contributions volontaires des Parties, des contributions des États non Parties à l'Accord, des contributions d'autres Organisations gouvernementales, intergouvernementales ou non gouvernementales, ainsi que d'autres sources.
4. Toutes les contributions au Budget sont versées en Euros.
5. Concernant les contributions des États qui deviennent Parties à l'Accord après le début de l'exercice financier, la contribution initiale (à partir du premier jour du troisième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion jusqu'à la fin de l'exercice financier) est fixée au *pro rata* de la contribution des autres Parties, et est fonction de la durée de l'exercice financier annuel restant.
6. Les contributions des Parties, pour la période triennale 2023-2025, sont calculées sur la base du barème des Nations Unies applicable pour 2022, incluant les modifications nécessaires à son adaptation aux Parties à l'ACCOBAMS.
7. Les contributions sont dues au 1^{er} janvier 2023, 1^{er} janvier 2024 et 1^{er} janvier 2025. Elles sont virées sur le compte suivant :

<i>Titulaire du compte</i>	<i>Code Swift</i>	<i>Code IBAN</i>
ACCOBAMS	CFMOMCMX	MC 02 1273 9000 7001 0702 3000 M76

8. Pour la commodité des Parties, le Secrétaire Exécutif notifie dès que possible aux Parties à l'Accord le montant des contributions dont elles sont redevables pour chacune des années de l'exercice budgétaire.
9. Les Contributions Volontaires reçues dans le budget et qui ne sont pas immédiatement utilisées au financement des activités sont investies à la discrétion du Secrétaire Exécutif, en consultation avec le Bureau, et les recettes qui en résultent sont portées au Budget de l'Accord.
10. Les comptes du Budget sont audités par un expert-comptable.
11. Les prévisions budgétaires de recettes et de dépenses pour chaque année civile de l'exercice financier sont préparées en euros et soumises à la Réunion des Parties à l'Accord.

12. Les prévisions pour chacune des années civiles de l'exercice financier sont divisées en sections et objets de dépenses, sont spécifiées selon des lignes budgétaires, sont cohérentes avec les programmes de travail auxquels elles se rapportent et sont accompagnées des informations qui peuvent être demandées par les contributeurs ou en leur nom.
13. Le projet de Budget, comprenant toutes les informations nécessaires, est envoyé par le Secrétariat de l'ACCOBAMS à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la Réunion des Parties.
14. Le Budget est adopté par consensus par la Réunion des Parties.
15. Le Secrétariat de l'ACCOBAMS peut, si nécessaire, transférer des fonds jusqu'à 20% d'une ligne budgétaire du budget approuvé, à une autre ligne budgétaire d'une même section du budget. Si le transfert de fonds nécessaire, au sein de cette même section budgétaire, est supérieur à 20% de la ligne budgétaire à partir de laquelle le transfert est effectué, le Secrétariat demande l'autorisation du Bureau.
16. Si le Secrétariat de l'ACCOBAMS prévoit un manque de ressources au cours de l'exercice financier, le Secrétariat de l'ACCOBAMS consulte le Bureau sur les priorités de dépenses.
17. Les engagements sur les ressources du budget ne peuvent être effectués que s'ils sont couverts par des recettes suffisantes.
18. Aucun transfert de fonds n'est autorisé à partir des Contributions Ordinaires du Fonds d'Affectation Spécial vers le Fonds Additionnel de Conservation.
19. Un fonds sécurisé est créé, équivalent à 30% du Budget administratif.
20. A la fin de chaque année civile de l'exercice financier, le Secrétariat de l'ACCOBAMS soumet les comptes de l'exercice au Bureau. Ces comptes comprennent le détail des dépenses effectives et des comparaisons avec les provisions initiales pour chaque ligne budgétaire.
21. Le Secrétariat de l'ACCOBAMS fournit au Bureau une estimation des dépenses proposées pour l'année à venir, et simultanément, ou dès que possible, la communication des comptes et rapports mentionnés dans les paragraphes précédents.
22. Le Secrétariat de l'ACCOBAMS présente à la Réunion des Parties les comptes de l'exercice financier dûment audités.
23. Les présents termes de référence ci-dessus sont mis en œuvre par le Secrétaire Exécutif.

ANNEXE 4

LIGNES DIRECTRICES POUR L'ACCEPTATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES VOLONTAIRES

1. Règles Générales

Aucune contribution volontaire, aucun cadeau ou don destiné à un but spécifique ne peut être accepté s'il est considéré comme incompatible avec les principes et les objectifs de l'Accord ou de la CMS.

2. Approbation des donateurs

- 2.1 Les donateurs qui ne sont pas des institutions gouvernementales des Parties ou des Organisations d'intégration économique ou des Etats riverains non-Parties à l'Accord, doivent être approuvés comme tels par le Bureau avant que leurs contributions ne soient acceptées par le Secrétariat de l'ACCOBAMS.
- 2.2 Sont exclues les donateurs connus pour avoir été impliqués dans des intérêts ou des activités contraires aux objectifs de l'Accord ou de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, ainsi que toute organisation ou tout individu qui a délibérément jeté ou pourrait jeter le discrédit sur l'Accord. Il en va de même lorsqu'il existe un risque que le donateur tente d'influencer les décisions d'un organe de l'Accord et que, de l'avis du Comité scientifique, il a, ou a eu dans le passé, une attitude peu respectueuse de l'environnement.

3. Acceptation des contributions volontaires

- 3.1 Les Contributions Volontaires ne sont acceptées que si leur objet est conforme aux principes et aux objectifs de l'Accord.
- 3.2 Aucune Contribution Volontaire n'entraîne une responsabilité financière présente ou future pour le Fonds d'Affectation Spécial de l'Accord sans le consentement préalable des Parties ou du Bureau.
- 3.3 Si des coûts indirects surviennent, en relation avec le soutien administratif de l'activité mise en œuvre par le biais d'une contribution volontaire, y compris la gestion des ressources financières et de l'information, et qu'ils ne sont pas inclus dans le budget du projet visé par la contribution volontaire, alors le Secrétariat peut retenir un pourcentage allant jusqu'à 4% de la contribution volontaire d'un montant allant jusqu'à 50.000 €, et de 7% pour la contribution volontaire de plus de 50.000 €. Il est demandé au Secrétariat de rendre compte de l'application de cette disposition au Bureau et à la Réunion des Parties.
- 3.4 Toutes les contributions financières doivent être versées en devise librement convertible ; des exceptions peuvent toutefois être faites pour des projets spéciaux si la devise en question peut être effectivement utilisée.
- 3.5. Les Contributions Volontaires en nature peuvent être acceptées, à condition qu'elles soient utilisées pour des activités approuvées par la Réunion des Parties. Il peut s'agir, entre autres, de la participation directe ou indirecte à un projet conjoint, de la mise à disposition de bureaux à titre gracieux, d'équipements ou du détachement de personnel.

ANNEXE 5**ELIGIBILITÉ AU SOUTIEN FINANCIER POUR ASSISTER AUX RÉUNIONS DES PARTIES À L'ACCOBAMS**

Sur la base de l'échelle des revenus moyens et faibles, de la Banque Mondiale en 2022, le Secrétariat de l'ACCOBAMS est autorisé à couvrir, selon la disponibilité du budget, les frais de voyage et d'hébergement des représentants des Parties suivantes pour les Réunions des Parties de l'ACCOBAMS (un délégué par Partie) :

- Albanie
- Algérie
- Bulgarie
- Egypte
- Géorgie
- Liban
- Libye (soumis au versement des contributions impayées)
- Maroc
- Monténégro
- Roumanie
- Syrie - République arabe syrienne (soumis au versement des contributions impayées)
- Tunisie
- Türkiye
- Ukraine

ANNEXE 6 – PROGRAMME DE TRAVAIL PROVISOIRE POUR 2023-2025

GESTION DE L'ACCORD (MA)

MA1	IMPLICATION DES ACTEURS CLES
MA1a	Renforcer l'implication de tous les acteurs clés dans le cadre des activités de l'ACCOBAMS

Résultats attendus	
---------------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Assurer le fonctionnement / la gouvernance / le processus institutionnel de l'ACCOBAMS	Majeure	Secrétariat, Parties, États de l'aire de répartition non-Parties, Comité Scientifique Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des Réunions Institutionnelles de l'ACCOBAMS : <ul style="list-style-type: none"> Réunion des Parties Réunions du Comité Scientifique Réunions du Bureau Inviter les observateurs, y compris les pays riverains non parties, et les experts concernés aux réunions de l'ACCOBAMS. Assurer la liaison avec le Dépositaire pour encourager l'adhésion des États riverains à l'Accord 	138 600 €	61 000 € LB 2100				
Renforcer la participation de tous les pays riverains pour encourager l'adhésion à l'Accord.					49 000 € LB 2200				
					25 000 € LB 2300				
					3 600 € LB 1501				
Établir/renforcer les partenariats et les collaborations avec toutes les OIG, ONG et entités internationales/nationales concernées.	Majeure	Secrétariat, Parties, États de l'aire de répartition non-Parties, Comité Scientifique Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Établir un Mémoire d'Entente avec les OIG, les organismes gouvernementaux, les organisations scientifiques, les universités, les ONG et les organisations pertinentes. Participer aux réunions, forums et groupes de travail pertinents Contribuer à l'élaboration de documents / rapports sur les politiques régionales pertinentes Assurer le dialogue entre les Conventions régionales afin de faciliter l'établissement de rapports par les Pays dans le cadre d'autres Conventions 	39 400 €	39 400 € LB1502				
Établir des synergies avec les politiques de l'Union européenne (DCSMM, HD), la Convention de Barcelone, la Convention de Bucarest et d'autres accords et stratégies d'organisations pertinentes.									
Renforcer la communication au sein de la communauté de l'ACCOBAMS et renforcer les échanges d'informations sur les projets / activités / initiatives nationaux et régionaux		Parties	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation de la plateforme NETCCOBAMS comme outil de partage/consultation - Échange d'informations sur les rapports nationaux et les projets / activités / initiatives régionaux 	72 000 €	36 000 € LB54				36 000 €
Renforcer les synergies avec et entre les Partenaires		Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Examen de nouvelles candidatures pour le partenariat avec l'ACCOBAMS Organiser des réunions des partenaires de l'ACCOBAMS afin de partager l'expertise, les connaissances et les informations Révision du statut des Partenaires de l'ACCOBAMS 	10 000 €		5 000 € Reliquats LB54			5 000 €
TOTAL MA1a - Renforcer l'implication de tous les acteurs clés dans le cadre des activités de l'ACCOBAMS				260 000 €	214 000 €	5 000 €	-	-	41 000 €

MA2	ASSURER DES FINANCEMENTS APPROPRIÉS NOTAMMENT POUR LES ACTIVITÉS DE CONSERVATION
MA2a	Mobiliser et diversifier les sources de financement

Résultats attendus	
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Financer des projets de conservation des cétacés dans le cadre du Fonds Additionnel de Conservation (FAC)	Majeure	Secrétariat, Parties, États de l'aire de répartition non-Parties, Comité Scientifique Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Lancer un nouvel appel à propositions de projets de conservation des cétacés	45 000 € Nouvel appel à propositions de projets (FAC)					45 000 €
Diversifier les sources de financement pour développer des projets/actions en accord avec les priorités de l'ACCOBAMS			<ul style="list-style-type: none">Lancement d'un appel à contributions volontairesExploration et examen des possibilités de financement international pour les projets de conservation des cétacés dans le cadre d'un partenariat avec les donateursÉlaboration d'une proposition pour un programme de parrainageOrganiser des rencontres avec des donateurs potentiels pertinentsTirer parti des partenariats et collaborations existants avec toutes les OIG, ONG et entités internationales/nationalesObtenir des fonds nationaux à utiliser comme cofinancement pour soutenir les propositions de projets élaborées par les organisations nationales.	<i>dans le cadre d'autres actions</i>					
Renforcer les capacités nationales en matière de développement de projets de conservation des cétacés et de collecte de fonds			<ul style="list-style-type: none">Partager des informations sur les possibilités de financementOrganiser un atelier de formation pour les PF et les parties prenantes nationales concernées sur le développement de projets et la collecte de fonds.	30 000 €					30 000 €
TOTAL MA2a - Mobiliser et diversifier les sources de financement				75 000 €	-	-	-	-	75 000 €

MA3	MISE EN OEUVRE ET RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'ACCOBAMS
MA3a	Accroître le degré de mise en œuvre et de respect des Résolutions de l'ACCOBAMS et le suivi des progrès accomplis

Résultats attendus	
---------------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Réviser la Stratégie de l'ACCOBAMS (2018-2025) et en proposer une nouvelle après avoir évalué l'efficacité globale de l'Accord.	Majeure	Secrétariat, Parties, Comité Scientifique Partenaires, UCSR, États de l'aire de répartition non-Parties	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer l'efficacité globale de l'Accord Préparation d'une Stratégie de l'ACCOBAMS (2026-2037) en collaboration avec tous les organes de l'ACCOBAMS 	50 000 €	0 €				50 000 €
Renforcer la participation des Points Focaux Nationaux	Majeure	Secrétariat, Parties, États de l'aire de répartition non-Parties, Comité Scientifique Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Diffuser le guide sur le rôle du Point Focal National de l'ACCOBAMS Fournir une mise à jour régulière sur la mise en œuvre des Résolutions par les Parties Organiser la Réunion des Représentants Nationaux avec les réunions sous-régionales pour développer le Programme de Travail 2026-2028 en identifiant les actions liées à la conservation des cétacés, selon les priorités nationales 	21 000 €	15 000 € LB 2400				6 000 €
Proposer des actions correctives en cas de non suivi des Résolutions de l'ACCOBAMS et d'infractions	Majeure	Comité de suivi des Obligations, Secrétariat, Parties, Comité scientifique Partenaires, UCSR, États de l'aire de répartition non-Parties	<ul style="list-style-type: none"> Convoquer une réunion du Comité de Suivi des Obligations Appliquer les procédures de Suivi des Obligations 	5 000 €	5 000 € LB 2500				
TOTAL MA3a - Accroître le degré de mise en œuvre et de respect des Résolutions de l'ACCOBAMS et le suivi des progrès accomplis				76 000 €	20 000 €	-	-	-	56 000 €

MA4	EXTENSION DE LA ZONE DE L'ACCOBAMS
MA4a	Assurer la mise en œuvre des normes de l'ACCOBAMS en matière de conservation des cétacés dans les zones adjacentes

Résultats attendus	
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Promouvoir la ratification de l'Amendement visant à étendre géographiquement la zone de l'Accord à l'Atlantique	Majeure	Secrétariat Dépositaire	<ul style="list-style-type: none">Assurer la liaison avec le Dépositaire pour encourager les autorités nationales compétentes à ratifier l'Amendement visant à étendre géographiquement la zone de l'Accord à l'AtlantiqueFournir à tous les Points Focaux une note explicative sur l'AmendementFournir un soutien aux Points Focaux Nationaux pour résoudre les problèmes concernant la ratification de l'Amendement par l'organisation de réunions trilatérales entre le Point Focal National, le Secrétariat et un conseiller juridique de l'ACCOBAMS.	-	-	-	-	-	-
TOTAL MA4a - Assurer la mise en œuvre des normes de l'ACCOBAMS en matière de conservation des cétacés dans les zones adjacentes				-	-	-	-	-	-

TOTAL GESTION DE L'ACCORD (MA)	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
			CO 2020-2022	CV	FE	
	411 000 €	234 000 €	5 000 €	-	-	172 000 €
TOTAL GESTION DE L'ACCORD (MA) y compris la Gestion Générale & Soutien Administratif (432 900 €)	843 900 €	666 900 €	5 000 €	-	-	172 000 €

ACTIONS DE CONSERVATION (CA)	
CA 1 a	Estimation des populations de cétacés et distribution
Résultats attendus	Amélioration des connaissances sur les populations de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS Distribution et abondance globales des cétacés en Méditerranée et en mer Noire établies, sur la base des résultats des études synoptiques

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Promouvoir la mise en œuvre du Programme de Surveillance à Long Terme, en prenant en considération les obligations de surveillance et de rapport des pays (DCSMM, Convention de Barcelone, Convention de Bucarest)	Majeure	Comité Scientifique Secrétariat Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Sécuriser les fonds pour la mise en œuvre de l'ASI2, y compris en étudiant l'existence de financements possibles aux niveaux national / régionalDéveloppement et mise en œuvre d'un cadre de simulation pour examiner les performances de différentes stratégies d'études futures (synoptique, régionale/nationale)Entreprendre des études synoptiques à l'échelle de l'Aire ACCOBAMS en mettant l'accent sur l'abondance et les tendances en 2024/2025 (ASI2) avec le soutien d'un groupe de contact ASI pour définir les conditions/protocoles de mise en œuvre liés à la logistique (plateforme de recherche, moyens humains, équipement, formation...) et à l'administration (restrictions des études, permis,...), et du comité scientifique pour réviser et mettre à jour si nécessaire les protocoles de terrain et d'analysePromouvoir la synchronisation et la normalisation des efforts de surveillance existants afin de contribuer à l'objectif du LTMP (réunions de coordination au niveau sous-régional, Groupe de Travail sur la surveillance des cétacés...)Collaborer avec les organisations concernées, telles que la Convention de Barcelone (EcAp-Med III), la Convention de Bucarest et la Commission européenne (DCSMM)	80 000 € 15 000 € 3 000 000 € ¹¹ 30 000 € 5 000 €	18 000 € LB53	+ 2 000 €	80 000 € (savings from ASI)	30 000 € (ABIOMMED project)	3 000 000 €
Promouvoir l'utilisation des données de l'ASI en augmentant la visibilité des ensembles de données de l'ASI (et des futurs ensembles de données) et des résultats connexes et encourager les analyses ultérieures	Elevée	Comité Scientifique Secrétariat UCSR Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties Partenaires	<ul style="list-style-type: none">Développer les fonctionnalités de NETCCOBAMS pour créer un système d'archivage des données de l'ASIPromouvoir les données et les résultats de l'ASI dans les forums pertinents, notamment par le biais du numéro spécial de Frontiers of Marine Science	12 000 € 20 000 €	3 400 € LB53	+ 1 600 €	15 000 € VC Italy (LB 6602)		12 000 €

¹¹ Comme estimé dans le document ACCOBAMS/MOP8/Doc27

			<ul style="list-style-type: none"> Partage des données de l'ASI suite aux demandes reçues, conformément aux Conditions d'utilisation de l'ASI et à l'archivage/au suivi des demandes Collecte des résultats des travaux et des analyses effectués à la suite des demandes d'ensembles de données complets de l'ASI, afin que le Comité Scientifique les utilise pour fournir les meilleurs conseils scientifiques 						
Promouvoir la collecte de données aux niveaux sous-régional et national (en cohérence avec les méthodologies d'étude de l'ACCOBAMS)	Majeure	Comité Scientifique, Secrétariat, Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter les échanges et la coordination entre les Parties sur les études sous-régionales. Organiser des activités de formation sur les méthodes/protocoles de surveillance et l'analyse des données pour les études à plus petite échelle (aux niveaux local, national et sous-régional) Développer des manuels sur les méthodes de surveillance standardisées (études aériennes, études par bateau, études acoustiques...) Collaborer avec les organisations concernées, telles que la Convention de Barcelone (EcAp-Med III), la Convention de Bucarest et la Commission européenne (DCSMM) 	50 000 € 15 000 € 5 000 €	5 000 € LB53				65 000 €
Promouvoir la collecte de données à partir d'études pluridisciplinaires (telles que les enquêtes sur la pêche et les enquêtes acoustiques), de technologies innovantes (UAV, satellite) et de plateformes d'opportunité (ferries, navires d'observation des baleines, navires de la marine, etc.)	Elevée	Comité Scientifique, Secrétariat, Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Entreprendre des activités dans des zones pilotes pour collecter des données à l'aide d'études pluridisciplinaires (telles que des études halieutiques/acoustiques), de technologies innovantes (UAV, satellite) et de plates-formes d'opportunité (ferries, navires d'observation des baleines, navires de la marine, etc.) sur la base des recommandations des études précédentes Initier la collaboration avec les études régionales existantes sur la pêche (MEDITS, MEDIAS) et les organisations pertinentes telles que la CGPM et la CICTA Collaborer avec les réseaux existants (FLT) et les initiatives/projets pertinents (ex. le projet CONCEPTU MARIS Life) Organiser des réunions/ateliers pour discuter des synergies possibles et du partage de la méthodologie et de l'analyse des données Développement de protocoles sur les méthodes de surveillance standardisées pour les études multidisciplinaires/ferries Mise à jour des « Lignes Directrices pour la Surveillance de la Distribution des Cétacés, de l'Abondance et des Caractéristiques Démographiques des Populations » Examiner régulièrement les « meilleures technologies disponibles » et évaluer leur contribution potentielle à la LTMP 	55 000 € 5 000 € 15 000 € 5 000 €	10 000 € LB53	20 000 € Reliquats LB53			50 000 €
TOTAL CA1a - Estimation des populations de cétacés et distribution				3 312 000 €	36 400 €	23 600 €	95 000 €	30 000 €	3 127 000 €

CA 1 b	Structure des Populations
--------	---------------------------

Résultats attendus	Amélioration des connaissances sur la structure des populations dans la zone de l'ACCOBAMS et réalisation de plans de gestion de conservation des espèces Echanges d'échantillons facilités pour une analyse conjointe Echanges de données facilités pour une analyse à l'échelle du bassin
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Améliorer la collecte et la diffusion des données relatives à la photo-identification : - Mettre à jour et harmoniser les protocoles de collecte de données pour la photo-identification - Partager les données relatives à la photo-identification	Elevée	Comité Scientifique, Secrétariat, Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Organisation d'une réunion d'experts pour l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques sur la manière de collecter des données à des fins de comparaison.Organiser des formations régionales d'experts sur l'analyse de la photo-identification, y compris l'intelligence artificielle (IA) projet de termes de références pour faciliter les échanges ou l'harmonisation des bases de données pertinentes.Faciliter le partage des données et la création de catalogues de photo-identification à grande échelle pour une analyse approfondie.	10 000 € 35 000 €					45 000 €
Améliorer la collecte de données sur la génétique des populations de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS Développement de l'identification génétique de la structure des populations (en particulier pour la Méditerranée), y compris l'e-ADN	Elevée	Comité Scientifique, Secrétariat, Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Établir et promouvoir un protocole commun de collecte de données sur les populations de cétacésFaciliter la création d'une base de données/archives/inventaire général sur les échantillons/tissus existants dans la zone de l'ACCOBAMSDiffuser les bases de données et les Lignes Directrices aux parties prenantesFaciliter l'analyse des échantillons de tissus existants (y compris ceux provenant de biopsies) pour répondre aux questions sur la structure des stocks et la diversité génétiqueOrganiser un atelier sur la structure génétique de la population (y compris l'e-DNA) pour les mammifères marins dans le cadre d'événements ou de réunions scientifiques internationauxCollaborer avec d'autres organisations pertinentes (CITES, ABS Nagoya protocole,...)	6 000 € 30 000 € 15 000 €					51 000 €
TOTAL CA1b - Structure des Populations				96 000 €	-	-	-	-	96 000 €

CA 1 c	Suivi de l'état des cétacés
--------	-----------------------------

Résultats attendus	Les plans régionaux de conservation (Med et BS) des cétacés sont promus au niveau national. Des plans de gestion de conservation pertinents sont développés et mis en œuvre Des Plans d'Action Nationaux sont développés et mis en œuvre dans plusieurs pays
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Soutien à la mise en œuvre des plans régionaux de conservation des cétacés (en mer Noire et en mer Méditerranée)	Majeure	UCSR, Parties Etats de l'aire de répartition non-Parties Secrétariat Comité Scientifique, Partenaires	<ul style="list-style-type: none">Soutenir le BSC dans la révision du Plan Régional de Conservation des cétacés en mer Noire, en prenant en considération le Plan de Gestion de Conservation de la CBI.Soutenir le SPA/RAC dans la mise en œuvre du Plan d'Action pour les cétacés en Méditerranée adopté par les Parties à la Convention de Barcelone	2 000 €	0	+ 2 000€			
Développer/réviser/mettre en œuvre des plans de gestion de conservation pertinents pour les espèces de cétacés	Majeure	Comité Scientifique, Secrétariat, Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Organisation des ateliers d'experts pour développer/réviser les Plans de Gestion de Conservation des espèces de cétacés, en tenant compte de tous les plans nationaux de conservation.Commencer à se concentrer sur la mer Noire avec un document préliminaireSoutenir la mise en œuvre des actions pertinentes des Plans de Gestion de Conservation approuvés pour les espèces de cétacés en mettant l'accent sur les actions de coordination et l'organisation d'ateliers pour les parties prenantes.Commencer le développement de CMP pour d'autres espèces méditerranéennes telles que les baleines à bec de Cuvier et les cachalots.Les actions dérivées CMP sont transversales et considérées dans le cadre d'autres activités spécifiques	80 000 €	0	+ 20 000 € 4 000 € Remaining LB53	5 000 € VC France (LB 6350) 4 000 € VC Monaco (LB 6900)		47 000 €
Faciliter le développement/la révision/la mise en œuvre des Plans d'Action Nationaux pour les cétacés	Elevée	Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Secrétariat, UCSR, Comité Scientifique, Partenaires	<ul style="list-style-type: none">Soutien à la révision / au développement des Plans d'Action Nationaux pour les cétacés en collaboration avec les UCSR et les autorités nationales, à travers un processus participatif impliquant toutes les organisations concernées (ONG, associations, partenaires nationaux...)Mise en place de groupes de travail ou de conseils nationaux dans le cadre des plans d'action nationaux.	7 000 €		5 000 € Remaining LB53	2 000 € VC Italy (LB 6600)		
TOTAL CA1c - Suivi de l'état des cétacés				89 000 €	0 €	31 000 €	11 000 €	-	47 000 €

CA 1 d		Réseaux d'échouages fonctionnels et réponses aux situations d'urgence							
Résultats attendus		Des Réseaux Nationaux Officiels d'Echouage sont établis et fonctionnent Des informations sur les échouages sont régulièrement échangées entre les réseaux nationaux							
Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Mettre en place/renforcer les réseaux nationaux officiels d'échouage (avec toutes les institutions nationales concernées et les accords internationaux pertinents)	Majeure	Parties, États de l'aire de répartition non-Parties, Comité Scientifique, Secrétariat, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Diffusion d'une étude sur le statut juridique/institutionnel des réseaux nationaux d'échouage afin d'aider les experts à établir un réseau national officiel d'échouage, le cas échéant. Assistance dans la préparation d'un cadre législatif pour installer le réseau national de coordination Organiser des formations sur les nécropsies, la réponse aux échouages vivants et aux situations d'urgence dans la zone de l'ACCOBAMS, et sur l'utilisation des bases de données pertinentes 	48 000 €	6 000 € LB 1501		3 000 € VC Italy (LB 6600)		39 000 €
Encourager les collaborations entre les réseaux nationaux des Parties	Majeure	Comité Scientifique Secrétariat Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Diffuser les procédures sur les meilleures pratiques sur l'investigation post-mortem sur les cétacés et l'échantillonnage des tissus résultant du processus d'harmonisation dans l'ACCOBAMS et ASCOBANS. Création d'un Groupe de Travail d'Urgence régional pour les événements d'échouage (échange de photos/conseils/explications scientifiques même sur le terrain) y compris les échouages d'espèces non communes en tenant compte des législations nationales afin de soutenir le réseau national pour traiter les événements non communs. 	3 000 €	3 000 € LB53	+ 3 000€			5 000 €
Pérenniser la mutualisation des protocoles d'échouage entre les Parties			<ul style="list-style-type: none"> Développer la télé-nécropsie dans la zone de l'ACCOBAMS (ateliers et formations) 	30 000 €	17 000 € LB53	5 000 € Remaining LB53			54 000 €
			<ul style="list-style-type: none"> Entrer les données nationales pertinentes dans les bases de données régionales pertinentes, telles que MEDACES Soutien et financement de MEDACES 	54 000 €					20 000 €
			<ul style="list-style-type: none"> Créer un réseau d'échange d'informations sur l'échantillonnage par le biais de la plateforme NETCCOBAMS 	20 000 €					
Communiquer simplement et efficacement sur les situations peu communes dans la zone de l'ACCOBAMS (exemple des orques en 2019/2020)	Elevée	Comité Scientifique Secrétariat Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Création d'un Groupe de Travail d'Urgence pour la gestion des situations peu communes, y compris le suivi des espèces peu communes dans la zone de l'ACCOBAMS, en tenant compte des législations nationales 	3 000 €	-				3 000 €
TOTAL CA1d - Réseaux d'échouages fonctionnels et réponses aux situations d'urgence				158 000 €	26 000 €	8 000 €	3 000 €	-	121 000 €

CA 2 a	Interactions avec les activités de pêche / aquaculture
Résultats attendus	<p>Les impacts des prises accidentelles et de la déprédation des cétacés sont évalués et réduits.</p> <p>Des activités d'écotourisme (observation des baleines et pèscatourisme) sont proposées comme source de revenus alternative aux pêcheurs touchés par la déprédation</p>

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Soutenir les pays dans la surveillance et l'atténuation des situations de déprédation et de prises accidentelles, en se concentrant de toute urgence sur les prises accidentelles de marsouins en mer Noire	Majeure	Secrétariat, Parties, Comité Scientifique (JBWG), Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Améliorer la collecte de données sur les interactions avec les activités de pêche (mise en œuvre de programmes d'observation à bord et de questionnaires au port...) et tester les mesures d'atténuation.Partager l'expérience et les résultats, notamment des projets antérieurs sur les interactions avec les activités de pêche (ateliers, visites sur le terrain, etc.).Étudier l'utilisation des données d'échouage pour évaluer la mortalité des prises accidentelles (en utilisant des modèles de dérive)Collaborer avec les entités concernées, en particulier avec la CGPM, la CE (DG MARE et DG Environnement), la Convention de Barcelone (projet EcAp-Med III) et le BMI de la CBI.Mise en place d'un Groupe de Travail d'Urgence avec la CE, la CGPM et le BSC pour traiter le problème critique des prises accidentelles de marsouins dans la mer Noire	600 000 € 15 000 € 30 000 € 10 000 € 15 000 €	18 000 € LB52	+ 2 000 €			650 000 €
Apporter un soutien aux Parties pour promouvoir le développement d'activités d'écotourisme comme revenu alternatif pour les pêcheurs (pescatourisme et observation des cétacés)	Elevée	Secrétariat, Parties, Comité Scientifique, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Soutenir le développement d'activités écotouristiques durables dans des sites pilotesConsidérer les aspects socio-économiques des solutions alternatives	100 000 €					100 000 €
TOTAL CA2a - Interactions avec les activités de pêche / aquaculture				770 000 €	18 000 €	2 000 €	-	-	750 000 €

CA 2 b		Bruit sous-marin d'origine anthropique							
Résultats attendus		<p>Les principales activités anthropiques générant du bruit sous-marin sont surveillées dans la zone de l'ACCOBAMS.</p> <p>Utilisation de mesures d'atténuation des activités anthropiques générant des bruits sous-marins.</p>							
Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Encourager la surveillance des activités anthropiques générant du bruit sous-marin	Majeure	Comité Scientifique, y compris par le biais du JN WG Secrétariat, Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les pays en organisant un atelier de sensibilisation et de consultation au niveau national avec différentes parties prenantes, notamment au niveau ministériel, Impliquer les différentes parties prenantes nationales (coordination par les Points Focaux Nationaux) et identifier une entité qui puisse centraliser les informations au niveau national, Inviter les autorités portuaires à développer des programmes d'incitation pour encourager la surveillance et la réduction des émissions sonores sous-marines, et à signaler régulièrement toutes les activités générant du bruit afin d'améliorer la cartographie pour le Rapport sur les Hotspots du Bruit, 	15 000 €	20 000 € LB52	+ 2 000 € 6 000 € Remaining LB52	5 000 € VC Malta (LB 6356) 4 000 € VC Monaco (LB 6900)		105 000 €
			<ul style="list-style-type: none"> Organiser des formations pour les entités nationales sur la surveillance du bruit (CB), y compris des analyses des données collectées par la surveillance acoustique passive dans certaines zones prioritaires identifiées, Prendre en compte le travail réalisé et les conseils fournis par le JN WG, 	30 000 €					
			<ul style="list-style-type: none"> Gérer le registre régional du bruit, Introduire les données sur les sources génératrices de bruit impulsif de toute la zone de l'ACCOBAMS dans le Registre International du Bruit existant géré par l'ACCOBAMS, 	8 000 €					
			<ul style="list-style-type: none"> Fournir les données nécessaires pour mettre à jour les cartes de risques et générer des cartes pour la mer Noire en tenant compte des espèces cibles pertinentes, Réviser le Rapport sur les Hotspots du Bruit II, 	60 000 €					
			<ul style="list-style-type: none"> Réviser et mettre à jour les Lignes Directrices de l'ACCOBAMS sur le bruit sous-marin en tenant compte des résultats des projets récents, 	8 000 €					
			<ul style="list-style-type: none"> Produire une étude sur les effets du bruit sous-marin généré par l'augmentation prévisible des parcs éoliens dans la zone de l'ACCOBAMS, 	15 000 €					
			<ul style="list-style-type: none"> Développer la coopération sur la question du bruit sous-marin avec d'autres organisations internationales, telles que la Convention de 	6 000 €					

			Barcelone (ECAP) et l'UE (DCSMM) et la collaboration avec d'autres projets régionaux sur les questions de bruit.						
Encourager le recours à des mesures d'atténuation pour les activités anthropiques générant du bruit sous-marin	Majeure	Comité Scientifique, y compris par le biais du JN WG Secrétariat, Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la formation des régulateurs sur l'application appropriée des évaluations d'impact environnemental (EIA) de la CMS et des Lignes Directrices de l'ACCOBAMS sur le bruit. Produire des exigences minimales communes pour une législation nationale appropriée et d'autres réglementations concernant les impacts du bruit sous-marin sur les cétacés. Promouvoir le certificat d'opérateur MMO/PAM hautement qualifié de l'ACCOBAMS, Soutenir le développement et la mise à jour des outils de formation du HQMMO/PAM de l'ACCOBAMS, Accorder le statut de Partenaires HQMMO ACCOBAMS aux entités pour la mise en œuvre du certificat d'opérateurs MMO/PAM hautement qualifiés, Révision et mise à jour du "Guide pour l'utilisation des mesures d'atténuation par les Parties" de l'ACCOBAMS, Développer des projets/initiatives communs pour simuler les mesures d'atténuation telles que la réduction de la vitesse et les avantages qui en découlent, Développer la coopération sur les questions de bruit sous-marin avec d'autres organisations internationales. 	18 000 €	6 000 € LB52				12 000 €
Échange d'informations pertinentes avec les autorités compétentes avant les activités/exercices militaires	Elevée	Comité Scientifique, y compris par le biais du JN WG Secrétariat, Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Lettre d'information régulière du Secrétariat à l'OTAN et aux forces navales nationales pour attirer l'attention sur les impacts du bruit sur les cétacés et proposer des mesures d'atténuation. Atelier/réunion avec les forces navales nationales et les membres de l'OTAN 	15 000 €					15 000 €
TOTAL CA2b - Bruit sous-marin d'origine anthropique				175 000 €	26 000 €	8 000 €	9 000 €	-	132 000 €

CA 2 c	Collisions avec les navires
--------	-----------------------------

Résultats attendus	Réduction du nombre de collisions avec des navires dans les zones à haut risque
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Surveiller / évaluer les zones à haut risque pour les collisions avec les navires (CCH) dans la mer Méditerranée et la zone Atlantique adjacente	Elevée	Comité Scientifique Secrétariat, Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Encourager la saisie des données relatives aux collisions avec les navires dans les bases de données pertinentes, telles que la base de données centrale de la CBI sur les collisions avec les navires.Améliorer les protocoles pour l'identification des collisions avec les navires par le biais de nécropsies en collaboration avec l'Accord Pelagos.Identifier les zones à haut risque de collision avec des navires (CCH) en encourageant les études qui améliorent la compréhension de la distribution temporelle et spatiale de la navigation et des cétacés (IMMA), et en soutenant la carte interactive des zones à haut risque de collision avec des navires pour les équipages des navires concernés.Développer la coopération sur la question des collisions avec les navires avec d'autres organisations internationales, telles que la CBI, l'EMSA (UE) / REMPEC / OMI/ l'Accord Pelagos et contribuer à toute autre initiative, projet ou atelier pertinent dans la zone de l'ACCOBAMS.Suivre et assister les Parties dans le processus du projet ZMPV en collaboration avec le Secrétariat Permanent de l'Accord Pelagos	4 000 € 30 000 € 4 000 €	8 000 € LB52				30 000 €
Promouvoir l'utilisation de mesures d'atténuation	Elevée	Secrétariat, Comité Scientifique Parties, Etats de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Renforcer la coopération entre les pays qui partagent des zones marines présentant un risque élevé de collision pour les cétacés afin de développer une gestion commune et cohérente de ces zonesFavoriser le développement de systèmes d'incitation pour les compagnies maritimes adoptant les mesures d'atténuation proposéesSoutenir des projets nationaux ou régionaux afin de réduire le risque de collision (réseau FLT / système REPCET...)Évaluation de l'efficacité des mesures d'atténuation mises en œuvre ou proposées.	8 000 €	0 €	+ 4 000 € 2 000 € Remaining LB52			2 000 €
TOTAL CA2c - Collisions avec les navires				46 000 €	8 000 €	6 000 €	-	-	32 000 €

CA 2 d	Observation des cétacés
--------	-------------------------

Résultats attendus	Les activités d'observation des cétacés sont correctement menées dans la zone de l'ACCOBAMS
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Suivi de l'état des activités d'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS et de leurs impacts négatifs potentiels sur les cétacés : individus et populations	Elevée	Comité Scientifique à travers le WWWG, Parties, Secrétariat États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Révision des Lignes Directrices pour l'observation commerciale des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMSAnalyse des législations nationales existantes relatives à la réglementation de l'observation des cétacésMise en place d'une étude pilote pour définir la « capacité de charge » de l'observation des cétacés dans une zone géographique ciblée où l'observation commerciale des cétacés est pratiquée de manière intensiveCollaboration avec les organisations concernées, telles que la CBI et l'Accord Pelagos	5 000 € 5 000 € 150 000 €		10 000 € Reliquats LB52			150 000 €
Promouvoir l'utilisation des navires d'observation des cétacés comme plates-formes d'opportunité	Elevée	Comité Scientifique à travers le WWWG, Parties, Secrétariat États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Réviser et mettre à jour le formulaire de collecte de données pour les navires commerciaux d'observation des cétacés et tester la procédure commune révisée pour l'activité d'observation des cétacés dans les zones pilotes identifiées (par exemple, le bassin liguro-provençal, y compris le Sanctuaire Pelagos, le détroit de Gibraltar, et le sud du Portugal)Organiser des formations sur la photo-identification et la collecte de données pour les opérateurs de whale watching, avec l'objectif final de partager les données collectées.	50 000 €					50 000 €
Soutenir la mise en œuvre du certificat HQWW® dans la zone de l'ACCOBAMS	Elevée	Secrétariat, Partenaires Parties Etats de l'aire de répartition non-Parties, Comité Scientifique UCSR	<ul style="list-style-type: none">Promouvoir la mise en œuvre du Certificat HQWW® par les Parties et dans les mesures de gestion basées sur les zones en collaboration avec les organisations/projets pertinents.Organiser des formations sur le HQWW® (CB Parties)Assurer la liaison avec les organisations touristiques concernées	5 000 €		2 000 € Reliquats LB 52			3 000 €
TOTAL CA2d - Observation des cétacés				215 000 €	-	12 000 €			203 000 €

CA 2 e	Déchets marins
--------	----------------

Résultats attendus	Le suivi des déchets marins en relation avec les cétacés est amélioré
--------------------	---

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Surveiller les impacts des déchets marins (déchets marins ingérés / microplastiques / enchevêtrements dans les filets fantômes) sur les cétacés	Elevée	Comité Scientifique Secrétariat, Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Soutenir les actions pilotes visant à mettre en œuvre les lignes directrices sur les meilleures pratiques pour les analyses post-mortem des cétacés, y compris l'évaluation des déchets marins ingérés et l'enchevêtrement dans les filets fantômes.Promouvoir, soutenir et assurer la liaison avec des projets et des activités de recherche afin de mettre au point des méthodes normalisées pour détecter la présence et les effets des déchets marins, y compris les micro-plastiques, chez les espèces de cétacés.Identifier les hotspots de l'accumulation des déchets marins et identifier les menaces qui pèsent sur les espèces de cétacés vivant dans ces zones.Développer une proposition pour utiliser les espèces de cétacés comme indicateurs des déchets marins dans la zone de l'ACCOBAMS.Collaborer avec les organisations concernées (ASCOBANS, CBI, MEDPOL, OMI, FAO) y compris à travers des activités conjointesPromouvoir des campagnes sur l'interdiction des plastiques à usage unique	50 000 € 10 000 € 30 000 € 10 000 € 15 000 €	17 000 € LB52		16 000 € VC Italy (LB 6600)		82 000 €
TOTAL CA2e - Déchets marins				115 000 €	17 000 €	-	16 000 €	-	82 000 €

CA 2 f	Pollution chimique & biologique
--------	---------------------------------

Résultats attendus	Le suivi de la pollution chimique et biologique sur les cétacés est amélioré
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Surveiller l'impact de la pollution chimique et biologique (comme les agents pathogènes, les espèces envahissantes) sur les cétacés	Moyenne	Comité Scientifique Secrétariat, Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Développer un inventaire des institutions ou des laboratoires dans la zone de l'ACCOBAMS capables d'analyser des échantillons pour les polluants anciens et émergents.Établir une base de données commune sur les maladies et les charges chimiques	5 000 €			10 000 € CV Italie (LB 6601)		40 000 €
			<ul style="list-style-type: none">Évaluer les effets cumulatifs et les facteurs de stress multiples, y compris les produits chimiques, les déchets marins, le changement climatique et les pathogènes émergents, sur les cétacés de la zone de l'ACCOBAMS.Diffuser les meilleures pratiques pour évaluer l'impact de la pollution chimique sur les cétacés en mettant l'accent sur les contaminants émergents	25 000 €					
			<ul style="list-style-type: none">Organiser des formations sur les meilleures pratiques pour évaluer l'impact de la pollution chimique.Collaborer avec les organisations, initiatives et projets pertinentsEncourager les Parties à suivre les protocoles existants pour minimiser l'introduction de polluants dans l'environnement marin.	20 000 €					
TOTAL CA2f - Pollution chimique & biologique				50 000 €	-	-	10 000 €	-	40 000 €

CA 2 g	Changement climatique
--------	-----------------------

Résultats attendus	ACCOBAMS coopère avec les initiatives régionales sur le changement climatique, en tenant compte de la conservation des cétacés
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Contribuer aux initiatives régionales sur le changement climatique	Moyenne	Comité Scientifique Secrétariat, Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">Assurer la liaison avec le Groupe de Travail pertinent de la CMSParticiper aux réunions et aux événements en marge	2 000 €					2 000 €
Total CA2g - Changement climatique				2 000 €	-	-	-	-	2 000 €

CA 2 i	Questions liées à la captivité
--------	--------------------------------

Résultats attendus	Tous les individus détenus en captivité dans la zone de l'ACCOBAMS sont répertoriés Le Comité Consultatif sur les questions liées à la captivité et aux installations semi-fermées est opérationnel
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Identifier les individus détenus en captivité dans la zone de l'ACCOBAMS	Elevée	Comité Scientifique Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Secrétariat, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none">• Etablir un Comité Consultatif ACCOBAMS sur les installations semi-fermées qui devrait fournir des conseils, basés sur les meilleures preuves scientifiques, aux Parties intéressées sur toutes les questions relatives aux installations semi-fermées pour les cétacés sur la base de la conclusion du Comité de Suivi des Obligations relative aux « interactions entre les humains et les dauphins » par la résolution 3.13 (programme d'interaction avec les dauphins)• Mettre à jour l'aperçu des individus détenus en captivité dans la zone de l'ACCOBAMS en collaboration avec les organisations internationales (telles que la CITES).• Renforcer la collaboration avec les PFN / ONG / Partenaires ACCOBAMS / autorités CITES dans chaque pays• Développer un modèle de passeport génétique pour les différentes espèces de cétacés gardées en captivité, en collaboration avec le Comité Consultatif de l'ACCOBAMS sur les questions liées à la captivité	15 000 €			15 000 € CV Italie (LB 6602)		
TOTAL CA2i - Questions liées à la captivité				15 000 €	-	-	15 000 €	-	0 €

CA 3 a		Mesures spatiales pour la conservation des cétacés							
Résultats attendus		Les Habitats Critiques des Cétacés sont mis à jour Les IMMA sont mises à jour et de nouvelles sont identifiées. La mise en œuvre des mesures pertinentes est lancée dans certaines zones pilotes des Habitats Critiques pour les Cétacés							
Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Mettre régulièrement à jour les Habitats Critiques pour les Cétacés (CCH) et les Zones d'Importance pour les Mammifères Marins (IMMA), le cas échéant, y compris en identifiant les zones prioritaires pour une action visant à atténuer les menaces connues (prises accidentelles...) / les mesures de gestion par zone.	Majeure	Comité Scientifique Secrétariat, Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Collecte de données, en particulier par l'organisation d'ateliers régionaux pour mettre à jour les CCH, en tenant compte du processus IMMA et EBSA Collecte de données sur les activités humaines et les cétacés, notamment par l'organisation d'ateliers régionaux avec les organisations régionales concernées (CGPM, organisations maritimes...), en tenant compte du processus IMMA et EBSA et de la prochaine étude régionale du Duke Marine Lab. Lancement d'un groupe de travail afin d'examiner les meilleurs paramètres à utiliser compte tenu de l'objectif des CCH 	36 000 €	-	28 000 € remaining LB53			8 000 €
Soutenir la mise en œuvre de mesures pertinentes pour une gestion adéquate dans les CCH	Majeure	Comité Scientifique Secrétariat, Parties États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et promouvoir des mesures de gestion pertinentes dans les CCH pilotes, en collaboration avec toutes les parties prenantes, y compris les gestionnaires de réseaux d'AMP Sensibiliser les Parties aux CCH et à leur valeur ajoutée lors d'ateliers en ligne et à l'utilisation des IMMAs existantes pour identifier et déclarer de nouvelles AMP ou un réseau d'AMP Collaborer avec d'autres organisations, telles que le PNUE-PAM/ SPA-RAC, la BSC, l'OMI, la CBI et la CGPM, en particulier par le biais de l'alliance stratégique 	26 000 €	0 €	+ 14 000 € 2 000 € Remaining LB53			10 000 €
TOTAL CA3a - Mesures spatiales pour la conservation des cétacés				62 000 €	0 €	44 000 €	-	-	18 000 €

CA 4 a	Information / Communication / Sensibilisation sur les cétacés
--------	---

Résultats attendus	Tous les organes de l'ACCOBAMS, les points focaux/contacts nationaux, les partenaires et les autres institutions, organisations et experts nationaux concernés connaissent les activités mises en œuvre par ou liées à l'ACCOBAMS et partagent des informations précises. Le grand public et les autres acteurs concernés sont conscients des cétacés et de la nécessité de leur conservation grâce aux activités soutenues par ou liées à l'ACCOBAMS
--------------------	--

Action(s) proposée(s)	Priorité	Action menée par et en coopération avec	Moyens de mise en œuvre	Budget total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
						CO 2020-2022	CV	FE	
Maintenir des informations/communications régulières sur les activités en cours, les possibilités de coopération et de financement, les scientifiques et experts en conservation des cétacés opérant dans la région et autres informations pertinentes ; faciliter la communication entre les acteurs de la conservation des cétacés de la zone de l'ACCOBAMS, en particulier dans les pays du sud de la Méditerranée.	Majeure	Secrétariat Parties Comité Scientifique États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> Définir l'ACCOBAMS en tant que marque Moderniser les produits de communication Améliorer la présence sur les réseaux sociaux Évaluer l'efficacité de la Stratégie de Communication Développement de la plateforme NETCCOBAMS (MA1a) Promotion de l'utilisation du label HQWW (CA2d) Etablissement d'un lien entre la conservation et la culture (UNESCO/décennie de l'océan) en lançant des expositions conjointes d'histoire naturelle et en offrant une expertise et des connaissances 	61 000 € 60 000 € 26 500 € 5 000 €	60 000 € LB54	8 000 € Reliquats LB54			84 500 €
Promouvoir les utilisations de la science citoyenne		Secrétariat Parties Comité Scientifique États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Aperçu des initiatives et outils déjà en place / afin de mutualiser les efforts notamment au niveau des jeunes Atelier sur la collecte et l'échange de données par le biais d'applications citoyennes (standardisation des protocoles et de la méthodologie de collecte de données) dans le contexte des techniques d'analyse proposes 	21 000 €					21 000 €
Introduire dans un nouveau Pays / Diffuser les cours du Module d'Enseignement de l'ACCOBAMS		Secretariat Secrétariat Parties Comité Scientifique États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Introduction d'un nouveau module d'enseignement dans les universités traitant de la conservation des cétacés Traduction du module d'enseignement dans les langues nationales des Parties à l'ACCOBAMS 	30 000 €			10 000 € CV Italie (LB 6602)		20 000 €
Promouvoir et diffuser les résultats et les outils du projet		Secrétariat Parties Comité Scientifique États de l'aire de répartition non-Parties, Partenaires, UCSR	<ul style="list-style-type: none"> Organiser une Conférence sur la conservation des cétacés dans les pays du sud de la Méditerranée - CSMC Diffusion d'outils issus des projets tels que "whale risk » Numéro spécial ACCOBAMS dans une revue scientifique Encourager les publications d'experts nationaux dans des revues internationales avec des manuels contenant des méthodes simples et standardisées et des formations et ateliers spécifiques 	40 000 € 20 000 € 6 000 €	5 500 € LB54	+ 4 500 €			56 000 €
TOTAL CA4a - Information / Communication / Sensibilisation sur les cétacés				269 500 €	65 500 €	12 500 €	10 000 €	-	181 500 €

TOTAL ACTIONS CONSERVATION (CA)	Budget Total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
			CO 2020-2022	CV	EF	
	5 373 500 €	196 900 €	+ 55 100 € 92 000 €	169 000 €	30 000 €	4 831 500 €

BUDGET TOTAL (MA + CA)	Budget Total (€)	CO 2023-2025	Fonds sécurisés (€)			CV/FE additionnels requis (€)
			CO 2020-2022	CV	EF	
	6 217 400 €	863 800 €	152 100 €	169 000 €	30 000 €	5 002 500 €

RESOLUTION 8.3 - COMITE SCIENTIFIQUE POUR LE TRIENNAT 2023-2025

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'Article VII de l'Accord sur la composition et les fonctions du Comité Scientifique,

Considérant qu'il convient d'amender l'Annexe de la Résolution 7.7 (Règles relatives au Comité Scientifique) en particulier pour aligner le règlement intérieur du Comité Scientifique sur les normes internationales,

Félicitant la participation au Comité Scientifique des représentants régionaux et les experts de la CIESM, de l'UICN, de l'« European Cetacean Society » (ECS), du Comité Scientifique de la Commission Baleinière Internationale (CBI) et du Conseil Scientifique de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS),

Considérant la Stratégie de l'ACCOBAMS (période 2014-2025), telle qu'adoptée par les Résolutions 5.1 et 7.4, ainsi que le Programme de Travail 2023-2025, tel qu'adopté par la Résolution 8.2,

Soulignant le besoin d'établir un lien plus étroit entre le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS et la communauté scientifique travaillant sur les cétacés dans l'aire de l'Accord,

Soulignant le besoin de renforcer la représentativité de la communauté scientifique des Parties dans le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS, en augmentant le nombre de représentants régionaux,

Soulignant la nécessité de garantir la diversité des expériences et des compétences ainsi que la répartition géographique équitable et l'équilibre entre hommes et femmes au sein du Comité Scientifique,

1. *Désigne* des experts nommés par la CIESM et l'UICN pour la période 2023-2025, comme suit :

- **CIESM:**

- Loriane MENDEZ,
- Ayaka Amaha OZTÜRK,
- Simone PANIGADA,

- **UICN**

- Rimmel BEN MESSAOUD,
- Léa DAVID,
- Cristina FOSSI,
- Simone PANIGADA.

2. *Demande* au Comité Scientifique de nommer, lors de sa première Réunion du triennat, un Président et un Vice-président, ainsi que des « Task Managers » ;

3. *Recommande* que les nouveaux Président et Vice-Président du Comité Scientifique ne soient pas des experts

désignés par la même Organisation et que la parité et l'équilibre géographique soient également pris en compte ;

4. *Invite* le Président et le Vice-Président sortants à seconder le Secrétariat dans la préparation de la 15^{ème} Réunion du Comité Scientifique ;
5. *Désigne* les représentants régionaux, jusqu'à 3 membres par sous-région, comme suit :
 - Souad LAMOUTI, Giancarlo LAURIANO et Mohamed Naoufal TAMSOURI représentant la Méditerranée occidentale et la zone Atlantique adjacente,
 - Drasko HOLCER, Caterina FORTUNA et Tilen GENOV représentant la Méditerranée centrale,
 - Celine MAHFOUZ représentant la Méditerranée orientale
 - Dimitar POPOV et Mehmet Arda TONAY représentant la mer Noire
6. *Demande* au Bureau d'examiner toute candidature supplémentaire pour les représentants régionaux du Comité scientifique, afin de pourvoir les postes vacants dans les sous-régions concernées avant la prochaine réunion du Comité scientifique ;
7. *Apprécie* l'offre de l'Italie de fournir pour la période triennale 2023-2025 et à titre expérimental, une Contribution Volontaire pour couvrir les frais de participation aux réunions du Comité scientifique d'un maximum de 8 représentants régionaux de pays éligibles ;
8. *Désigne* des représentants *nommés* par la CBI et la CMS pour la période 2023-2025 comme suit :
 - Greg DONOVAN, représentant le Comité Scientifique de la CBI,
 - Mark SIMMONDS, représentant le Conseil Scientifique de la CMS ;
9. *Remercie* la CBI, la CIESM, la CMS, et l'UICN pour assumer la responsabilité financière de participation de leurs experts ;
10. *Décide* d'amender les règles de procédures du Comité Scientifique comme [annexées](#) à la présente Résolution ;
11. *Convient* que la présente Résolution remplace la Résolution 7.7.

ANNEXE

REGLES DE PROCÉDURE DU COMITE SCIENTIFIQUE

FONCTIONS GENERALES

Article 1

1. Le Comité Scientifique, établi conformément à l'Article VII de l'Accord, fournit des conseils et des informations scientifiques à la Réunion des Parties ou aux Parties par l'intermédiaire du Secrétariat.
2. Les fonctions du Comité Scientifique sont définies à l'Article VII, paragraphe 3, de l'Accord.

COMPOSITION

Article 2

1. Le Comité Scientifique est composé, en principe, des membres suivants, à savoir :
 - Trois experts proposés par la CIESM ;
 - Trois experts proposés par l'UICN ;
 - Jusqu'à trois représentants pour chaque Région définies dans l'Appendice, nommés par la Réunion des Parties;
 - Un représentant du Comité Scientifique de la Commission Baleinière Internationale (CBI) et un représentant du Conseil Scientifique de la Convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS).
2. Les organisations ci-dessus peuvent proposer de soutenir plus de trois experts. Dans ce cas, cette offre sera examinée par le Bureau, qui la notifiera aux Parties 120 jours avant la Réunion des Parties, avec sa recommandation. Si aucune objection à la recommandation de Bureau n'est soulevée dans les 30 jours suivants, l'offre sera considérée comme acceptée, en attendant la désignation définitive de tous les experts par la Réunion des Parties.
3. Le Président et le Vice-Président du Comité Scientifique sont élus par les membres du Comité Scientifique, lors de la première Réunion du triennat, parmi tous les experts désignés.
4. Le Président et le Vice-Président du Comité Scientifique ne doivent pas être des experts nommés par la même Organisation. Le genre, l'équilibre géographique et l'alternance dans tous les rôles du comité scientifique doivent être pris en compte.
5. Des membres additionnels du Comité Scientifique peuvent être désignés par les Parties sur une base volontaire. Le coût de leur participation aux réunions du Comité Scientifique n'est pas couvert par les fonds de l'Accord.

SELECTION DES MEMBRES ET MANDAT

Article 3

1. La sélection des membres du Comité Scientifique doit tenir compte des critères suivants, finalisés par le Bureau étendu en fonction du Programme de Travail proposé aux Parties :
 - a) Être des experts dans l'un ou plusieurs des domaines pertinents de la science de la conservation des cétacés ;
 - b) Posséder un niveau adéquat de qualité, de pertinence, de productivité et d'originalité dans les activités relatives à la conservation et recherche des cétacés, tel que démontré par des publications scientifiques et des rapports techniques, des communications à des conférences, des participations à des groupes de travail ou

des comités aux niveaux national ou international ;

- c) Être disponible pour participer au travail du Comité Scientifique, assister à ses réunions et contribuer aux groupes de travail, avec la continuité nécessaire ;
 - d) Maîtriser l'une des deux langues de travail de l'Accord (anglais et français) et avoir une connaissance suffisante de l'autre.
2. Tous les critères ci-dessus seront vérifiés par l'évaluation de leurs CV. Une évaluation du Président et du Vice-Président du Comité scientifique sera également soumise à la Réunion des Parties.
 3. Les experts qualifiés proposés par la CIESM et de l'UICN sont nommés en étroite consultation avec le Bureau qui fait rapport à la Réunion des Parties du résultat de ces consultations.
 4. Les priorités fixées dans le Programme de Travail de chaque triennat, ainsi que le besoin d'assurer une représentation géographique équilibrée, doivent être pris en compte lors de la sélection des membres du Comité Scientifique par la Réunion des Parties.
 5. Lors de sa première Réunion, quatre « Tasks Managers » sont désignés par le Comité Scientifique parmi ses membres. Dès que nécessaire, ces désignations peuvent être modifiées au cours de la période triennale sur décision du Président du Comité Scientifique en consultation avec le Vice-président et le Bureau.

Article 4

1. Le mandat des membres expire à la clôture de la Réunion ordinaire des Parties qui suit celle au cours de laquelle ils ont été nommés.
2. À partir de 2025, tous les rôles principaux (c'est-à-dire : Président, Vice-président et Task Managers) auront un maximum de deux mandats consécutifs.

REUNIONS

Article 5

1. Le Président préside les réunions du Comité Scientifique, prépare l'ordre du jour provisoire en consultation avec le Secrétariat et se consulte avec les membres entre les réunions du Comité. Le Président peut représenter le Comité selon les besoins et assumer toute autre fonction qui peut lui être déléguée par le Comité, dans les limites des fonctions du Comité.
2. Le Vice-Président assiste le Président. Il/elle préside les réunions du Comité Scientifique en l'absence ou en cas d'empêchement du Président. Il/elle exerce à ces occasions les pouvoirs et devoirs prescrits au Président.
3. Lors de sa première réunion après la Réunion des Parties, le Comité Scientifique attribue des thèmes spécifiques à chaque « Task Manager » en prenant en compte les priorités fixées dans le Programme de Travail du triennat. Chaque « Task Manager », en complément de son rôle de membre du Comité Scientifique, coordonne les travaux du Comité Scientifique concernant les thèmes qui lui ont été attribués par le Comité Scientifique. Chaque « Task Manager » fournit un rapport aux réunions du Comité Scientifique sur les thèmes dont il/elle est en charge.

4. Les représentants régionaux de chaque région doivent travailler ensemble pour fournir un rapport aux réunions du Comité Scientifique sur l'état de conservation des cétacés et les activités pertinentes dans la région dont ils ont la responsabilité.

Article 6

1. Le Comité Scientifique peut établir des groupes de travail ad hoc selon que de besoin afin de traiter de tâches spécifiques. Il définit les termes de référence et la composition de chaque groupe de travail.
2. Les réunions des groupes de travail sont tenues, dans la mesure du possible, en parallèle à d'autres événements ou en intersession via des outils à distance.
3. Le Comité Scientifique peut prendre en compte les rapports d'autres réunions pertinentes et des groupes de travail établis dans le cadre de l'Accord, si nécessaire.
4. Ces Règles s'appliquent, mutatis mutandis, aux réunions des groupes de travail.

Article 7

1. Le Président peut décider d'inviter d'autres experts, y compris des experts en matière juridique et socio-économique, à assister à la réunion (en personne ou à distance), comme observateurs, sans coût supplémentaire pour le fonds d'affectation spécial. Si leur participation nécessite un soutien financier par l'ACCOBAMS, le Bureau décidera de leur présence, en consultation avec le Secrétariat.
2. Les Partenaires de l'ACCOBAMS peuvent participer comme observateurs à la Réunion du Comité Scientifique.

Article 8

1. Les annonces des réunions, y compris la date et le lieu, sont envoyées à toutes les Parties, aux membres du Comité Scientifique et aux Partenaires de l'ACCOBAMS par le Secrétariat au moins 45 jours à l'avance et, dans le cas de réunions extraordinaires, au moins 14 jours à l'avance.
2. Le Secrétariat de l'Accord, avec l'appui des Unités de Coordination Sous-Régionales, se charge des tâches de secrétariat pendant les réunions du Comité Scientifique et de ses groupes de travail et fournit un soutien administratif et logistique.
3. Un rapport de chaque Réunion est préparé par le Secrétariat aussi tôt que possible et est communiqué à tous les membres et observateurs du Comité Scientifique, à toutes les Parties et Partenaires de l'ACCOBAMS.
4. Le rapport est mis en ligne sur le site Internet de l'ACCOBAMS.

Article 9

1. Les recommandations du Comité Scientifique sont adoptées par consensus.
2. Si un consensus ne peut être atteint sur une question, toutes les opinions exprimées à ce sujet pendant la réunion sont incluses dans le rapport de la réunion.

Article 10

1. La réunion du Comité Scientifique est convoquée une fois par an au cours des deux premières années du triennat par le Secrétariat en consultation avec le Président.
2. Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées après accord du Bureau.

PROCEDURE DE COMMUNICATION

Article 11

1. En application de l'Article II, paragraphe 2, de l'Accord, lorsqu'une Partie demande un avis sur les dérogations à l'interdiction de prélèvement délibéré de cétacés, le Secrétariat communique immédiatement la requête au Président et aux membres du Comité Scientifique pour avis.
2. Dans les 30 jours, le Président prend une décision sur la requête, également sur la base des avis reçus des autres membres du Comité Scientifique, et la communique au Secrétariat de l'Accord pour communication immédiate à la Partie qui en a fait la demande.

Article 12

1. Entre les sessions, tout membre du Comité Scientifique ou les Unités de Coordination Sous-Régionales, par l'intermédiaire du Secrétariat, ou le Secrétariat directement peuvent soumettre une proposition écrite au Président pour décision dans les limites des fonctions du Comité Scientifique.
2. Le Président transmet la proposition aux membres du Comité Scientifique. Les commentaires doivent être soumis dans les 30 jours suivant la date de ladite communication à tous les membres du Comité scientifique et au Secrétariat.
3. Si aucun commentaire ni aucune objection relatifs à une proposition n'est reçu de la part d'un membre du Comité Scientifique, la proposition est considérée comme adoptée. Son adoption est notifiée à ceux qui ont fait la proposition. Si un membre du Comité Scientifique s'oppose à une proposition dans le délai imparti, la proposition est renvoyée à la Réunion suivante du Comité Scientifique.

Article 13

Quand, de l'avis du Comité Scientifique, une urgence survient, nécessitant l'adoption de mesures immédiates pour éviter la détérioration du statut de conservation d'une ou de plusieurs espèces de cétacés, le Président peut demander au Secrétariat de l'Accord de contacter les Parties pertinentes en urgence.

LANGUES DE TRAVAIL

Article 14

1. Les langues de travail du Comité Scientifique sont l'anglais et le français.
2. L'interprétation simultanée en anglais et en français peut être assurée pour les sessions plénières des réunions du Comité Scientifique si des fonds sont disponibles.
3. Les documents de travail sont distribués en anglais ou en français et peuvent être traduits si des fonds sont disponibles.

RAPPORT

Article 15

Le Président du Comité Scientifique soumet à chaque Réunion ordinaire des Parties et à chaque réunion du Bureau un rapport écrit sur les travaux du Comité Scientifique depuis la précédente Réunion ordinaire des Parties.

DISPOSITIONS FINALES

Article 16

Ces Règles s'appliquent immédiatement dès leur adoption par les Parties.

Article 17

Ces Règles peuvent être amendées selon les besoins par décision de la Réunion des Parties.

Appendice

Article 1

Afin d'assurer une représentation géographique équilibrée dans le Comité Scientifique, le champ d'application géographique de l'Accord est divisé en quatre régions.

Article 2

Dans le but de faciliter la nomination des membres du Comité Scientifique, la distribution régionale des Parties est la suivante :

Région	Parties
Méditerranée occidentale et zone Atlantique adjacente	Algérie, Espagne, France, Italie, Maroc, Monaco, Portugal, Tunisie
Méditerranée centrale	Albanie, Croatie, Grèce, Italie, Libye, Malte, Monténégro, Slovénie, Tunisie
Méditerranée orientale	Chypre, Egypte, Grèce, Liban, Syrie, Türkiye
Mer Noire	Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Türkiye, Ukraine

RESOLUTION 8.4

PROCEDURE POUR LES PROJETS SOUMIS A UN SOUTIEN INSTITUTIONNEL

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Considérant que la mise en œuvre de l'Accord nécessite le développement et la mise en œuvre de projets de recherche et de conservation qui sont en accord avec les objectifs et les priorités de l'ACCOBAMS,

Rappelant que, dans le cadre de ses fonctions définies dans l'Accord, le Comité Scientifique doit fournir des conseils sur le développement et la coordination des programmes internationaux de recherche et de surveillance,

Désireuse d'encourager les scientifiques, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à consulter le Comité Scientifique et le Secrétariat de l'ACCOBAMS lors de l'élaboration de projets de recherche et de conservation,

Consciente que les lettres de soutien sont une partie importante du processus de demande de financement d'un projet, car elles démontrent la crédibilité des candidats et les raisons pour lesquelles les propositions de projet sont appropriées à un financement,

1. *Adopte* la procédure décrite en Annexe à la présente Résolution pour fournir un soutien institutionnel aux propositions de projet ;
2. *Charge* le Secrétariat et le Comité Scientifique d'appliquer la procédure de [l'Annexe](#) pour les projets soumis pour un soutien institutionnel ;
3. *Demande* au Secrétariat de publier la procédure sur le site internet de l'ACCOBAMS ;
4. *Demande* au Secrétariat, y compris par l'intermédiaire des Points Focaux Nationaux, de communiquer la procédure à toutes les parties prenantes intéressées ;
5. *Décide* que la présente Résolution remplace la Résolution 3.6.

ANNEXE

PROCÉDURE DE SOUTIEN INSTITUTIONNEL AUX PROPOSITIONS DE PROJETS

Les lettres de soutien constituent une partie importante du processus de demande de financement d'un projet. Elles démontrent la crédibilité du demandeur, ses références, et les raisons pour lesquelles la proposition de projet est la plus appropriée pour le financement.

Objectif

La procédure a pour but de s'assurer que les propositions de projets soutenues par l'ACCOBAMS par le biais d'une lettre de soutien du Secrétariat sont en accord avec les dispositions et les priorités de l'ACCOBAMS et sont techniquement et scientifiquement pertinentes.

Procédure

Toute demande de lettre de soutien institutionnel d'un projet doit se dérouler comme suit :

- 1) Le demandeur fournit un document de synthèse (3 pages maximum) au Secrétariat de l'ACCOBAMS sur la proposition de projet, avec au moins les informations suivantes sur le projet :
 - a. Les objectifs du projet et les activités prévues et une brève déclaration sur la façon dont ils se rapportent aux objectifs et aux priorités de l'ACCOBAMS ;
 - b. La méthodologie et une brève déclaration indiquant qu'elle suit toutes les lignes directrices pertinentes et/ou les meilleures pratiques adoptées dans le cadre de l'ACCOBAMS ;
 - c. Des informations sur le demandeur et les autres partenaires du projet (le cas échéant) ;
 - d. Les résultats attendus et une déclaration selon laquelle ils seront fournis, dans un délai raisonnable, en tant qu'information (rapport de projet par exemple) au Comité Scientifique de l'ACCOBAMS et les données enregistrées dans les bases de données pertinentes, le cas échéant ;
 - e. Délai d'exécution.
- 2) Le Secrétariat évalue si la proposition de projet est conforme aux dispositions de l'ACCOBAMS et aux priorités identifiées à la fois dans la Stratégie et le Programme de travail de l'ACCOBAMS.
- 3) Si tel est le cas, le document de synthèse est envoyé au Président et au Vice-Président du Comité Scientifique pour qu'ils confirment la pertinence technique et scientifique de la proposition de projet. En cas de conflit d'intérêt (si le Président ou le Vice-Président est impliqué dans une proposition de projet soumise dans le cadre du même appel à propositions par exemple), un autre membre du Comité scientifique doit être consulté, de préférence un Task Manager pertinent pour les thèmes principaux du projet.
- 4) Si la proposition de projet est considérée comme techniquement et scientifiquement pertinente, le Secrétariat élabore une lettre de soutien au projet et l'envoie au demandeur.
- 5) Si les conditions prévues dans cette procédure ne sont pas remplies, le demandeur sera informé par le Secrétariat qu'aucune lettre de soutien ne sera fournie.
- 6) Les candidats qui reçoivent une lettre de soutien doivent informer le Secrétariat du résultat du processus de demande de financement.

RESOLUTION 8.5
PROCEDURE DE L'APPEL A PROPOSITIONS ACCOBAMS POUR LES PROJETS FINANCES
PAR LE FONDS ADDITIONNEL DE CONSERVATION

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'Article IX, paragraphe 3, de l'Accord, qui prévoit que « la Réunion des Parties peut créer un fonds additionnel de conservation alimenté par des contributions volontaires des Parties ou par toute autre source dans le but d'accroître les fonds disponibles pour la surveillance continue, la recherche, la formation ainsi que des projets concernant la conservation des Cétacés »,

Consciente que la mise en œuvre de l'Accord requiert le développement et la mise en œuvre de projets de conservation qui sont en accord avec les objectifs et priorités de l'ACCOBAMS,

Rappelant que de nombreuses obligations fondamentales des Parties requièrent des actions qui peuvent bénéficier significativement d'un financement à petite échelle, mais qui souvent ne répondent pas aux critères d'éligibilité des financements de projet nationaux ou internationaux,

Réaffirmant sa conviction que, dans certains pays, la mise en œuvre de l'Accord est gravement entravée par le manque de ressources financières adéquates,

Considérant les Résolutions 1.7 et 2.4, relatives au Fonds additionnel de conservation (FAC), ainsi que les Résolutions 3.6 et 7.8, relatives à la procédure de soumission de projet,

Appréciant le fonctionnement réussi du FAC qui a attiré un nombre important de propositions de projet ainsi que des contributions volontaires additionnelles,

Remerciant le soutien financier des Gouvernements de l'Italie et de Monaco pour le renflouement du FAC au cours du triennat 2020-2022,

Prenant en compte les procédures similaires établies par d'autres d'Organisations Internationales,

Reconnaissant le besoin d'améliorer la procédure sur la base des leçons apprises lors des précédents appels à propositions,

Désireuse d'établir une procédure pleinement transparente et efficace pour l'évaluation et la sélection des propositions de projets,

1. *Décide* que les buts et objectifs du FAC sont les suivants :

- catalyser le développement et la réalisation d'actions concertées ou coopératives qui contribueraient clairement à la mise en œuvre de l'Accord et aux priorités adoptées par les Parties ;

- appuyer des projets de conservation appliquée ;
 - fournir un capital d’amorçage pour le lancement de projets à long terme qui ont un effet bien au-delà de la période de financement ;
 - stimuler le dialogue et la coopération aux niveaux local et régional afin d’améliorer l’état de conservation des cétacés dans la zone de l’ACCOBAMS ;
 - aider au développement des capacités nationales pour conserver les cétacés et leurs habitats ;
 - sensibiliser aux besoins de conservation et de gestion des cétacés et de leurs habitats ;
 - mettre des sommes modestes à la disposition des communautés et d’autres parties intéressées à la conservation, qui n’ont pas accès à d’autres sources de financement ;
2. *Décide* que le Fond est financé par des contributions volontaires conformément à la Résolution 8.2, Annexe 4 ;
 3. *Exhorte* les Parties et les Organisations donatrices à fournir des contributions volontaires au FAC ;
 4. *Accepte* de transférer au FAC, s’il y a lieu, le reliquat des précédents triennats des contributions volontaires au Fond d’Affectation Spécial et *mandate* le Bureau d’en déterminer le montant d’après les recommandations du Secrétariat ;
 5. *Note* que le FAC sera mis en œuvre dans la zone de l’Accord ;
 6. *Encourage* les projets transfrontaliers entre les pays Parties à l’ACCOBAMS ;
 7. *Charge* le Secrétariat de :
 - gérer et coordonner le FAC ;
 - lancer des appels à propositions de projet à financer dans le cadre du FAC, en consultation avec le Bureau des Parties et le Comité Scientifique ;
 - informer les Points Focaux Nationaux de l’ACCOBAMS, les Membres du Comité Scientifique de l’ACCOBAMS, les Partenaires de l’ACCOBAMS et d’autres Organisations pertinentes du lancement d’un appel à propositions ;
 - informer les demandeurs des résultats de la sélection ainsi que les Points Focaux des pays dans lesquels les projets sélectionnés seront mis en œuvre ;
 8. *Autorise* le Secrétariat à faciliter des contacts entre des demandeurs potentiels afin d’établir des partenariats ;
 9. *Autorise* le Bureau à sélectionner les propositions de projet, tenant compte de la procédure de l’appel à propositions ACCOBAMS pour des projets financés par le FAC et du budget disponible ;
 10. *Adopte* la procédure en [Annexe](#) à cette Résolution pour l’appel à propositions ACCOBAMS pour des projets financés par le FAC ;
 11. *Décide* que la présente Résolution amende la Résolution 3.6 et remplace la Résolution 7.8.

ANNEXE

Procédure de l'appel à propositions ACCOBAMS pour des projets financés par le Fonds additionnel de conservation

Sommaire

1. Introduction.....	253
2. Fonctionnement du Fonds additionnel de conservation	253
3. Critères d'éligibilité et conditions de soumission	254
4. Procédure de sélection	255
5. Transfert de fonds et rapports	256
6. Termes de l'Accord de financement à petite échelle à conclure avec les demandeurs sélectionnés.....	257
7. Présentation des Rapports à ACCOBAMS et aux autres donneurs	257

Liste des Appendices

Appendice 1 : Note de concept du projet
Appendice 2 : Note de présentation du projet
Appendice 3 : Déclaration du Point Focal National
Appendice 4 : Formulaire de déclaration de conflit d'intérêts
Appendice 5 : Formulaire d'évaluation du projet

1. Introduction

L'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente (ACCOBAMS) est un instrument juridique intergouvernemental qui vise à atteindre et à maintenir un état de conservation favorable pour les cétacés grâce à la mise en œuvre de mesures de conservation coordonnées. Signé à Monaco en 1996 et entré en vigueur en 2001, l'ACCOBAMS a pour but de réduire les menaces qui pèsent sur les cétacés et améliorer la connaissance sur ces espèces.

Le champ d'application géographique de l'Accord est constitué par toutes les eaux maritimes de la mer Noire et de la Méditerranée et de leurs golfes et de leurs mers, et les eaux intérieures qui y sont reliées ou qui relient ces eaux maritimes, ainsi que de la zone Atlantique adjacente à la Méditerranée située à l'ouest du détroit de Gibraltar.

Tenant compte de l'Article IX, paragraphe 3, de l'Accord, les Parties à l'ACCOBAMS ont décidé d'établir, lors de leur Première Réunion (Monaco, 28 février - 2 mars 2002), un Fonds additionnel de conservation (FAC) alimenté par des contributions volontaires des Parties ou par toute autre source dans le but d'accroître les fonds disponibles pour la surveillance continue, la recherche, la formation ainsi que des projets concernant la conservation des Cétacés dans la zone de l'Accord.

Le FAC est devenu opérationnel lors de la Seconde Réunion des Parties (Palma de Mallorca, Espagne, 9-12 novembre 2004) et a eu un rôle significatif dans le soutien aux initiatives de conservation de l'ACCOBAMS dans les pays en développement et dans les pays en économie de transition.

2. Fonctionnement du Fonds additionnel de conservation

Les buts et objectifs des contributions volontaires au FAC sont les suivants :

- Catalyser le développement et la réalisation d'actions concertées ou coopératives qui contribueraient clairement à la mise en œuvre de l'Accord et aux priorités adoptées par les Parties ;
- Appuyer des projets de conservation appliquée ;
- Fournir un capital d'amorçage pour le lancement de projets à long terme qui ont un effet bien au-delà de la période de financement ;
- Stimuler le dialogue et la coopération aux niveaux local et régional afin d'améliorer l'état de conservation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS ;
- Aider au développement des capacités nationales pour conserver les cétacés et leurs habitats ;
- Sensibiliser aux besoins de conservation et de gestion des cétacés et de leurs habitats ;
- Mettre des sommes modestes à la disposition des communautés et d'autres parties intéressées à la conservation, qui n'ont pas accès à d'autres sources de financement.

Les projets à financer au titre du FAC sont soumis dans le cadre d'appels à propositions lancés par le Secrétariat, en consultation avec le Bureau des Parties et le Comité Scientifique.

Le cycle pour le lancement d'appels à propositions de projet dépend des fonds attribués à cet effet. Ainsi, le Secrétariat de l'ACCOBAMS devra prendre en considération le montant disponible pour le financement des projets quand il informe

les Points Focaux Nationaux de l'ACCOBAMS, les Membres du Comité Scientifique, les Partenaires de l'ACCOBAMS et d'autres Organisations pertinentes du lancement d'un appel à propositions.

3. Critères d'éligibilité et conditions de soumission

a. Demandeurs éligibles

Seuls les projets couvrant des activités à mettre en œuvre dans la zone de l'Accord des pays à faible et moyen revenu, tel que classifiés par la Banque Mondiale, qui sont Parties à l'ACCOBAMS, exceptés les pays ayant plus de trois ans d'arriérés dans le paiement de leurs contributions ordinaires au Fond d'Affectation Spécial de l'ACCOBAMS, seront éligibles à un financement.

Les propositions de projet doivent être soumises par des Organisations légalement établies dans le pays où les activités sont mises en œuvre.

Dans le cas d'un projet transfrontalier¹² incluant un pays non éligible, le financement alloué par le FAC sera uniquement consacré à des activités réalisées dans le pays éligible.

La liste des Points Focaux Nationaux de l'ACCOBAMS, la liste des pays éligibles, les dates limites de soumission de propositions de projet ainsi que toute restriction dépendant des conditions fixées par l'organisme de financement seront communiquées par le Secrétariat sur la page du site web de l'ACCOBAMS dédiée à l'appel à propositions et après consultation du Bureau des Parties.

Les institutions gouvernementales, les instituts de recherche et les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) peuvent présenter des propositions. Les projets seront soumis par le biais d'entités qui sont légalement établies et qui ont parmi leurs objectifs l'étude, la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

Les projets peuvent recevoir une subvention maximum de 15 000 €. Un maximum de 10% des fonds demandés peut être alloué aux frais de personnel du projet.

Les projets qui peuvent démontrer qu'un cofinancement est disponible, fourni soit par les demandeurs eux-mêmes soit par une autre source, seront favorisés.

Les partenariats et les collaborations avec des institutions gouvernementales, des instituts de recherche et des ONG d'autres Parties à l'ACCOBAMS sont encouragés, à condition que le montant du budget alloué au(x) partenaire(s) n'excède pas 30% de la subvention demandée.

La durée maximale d'un projet sera de deux ans.

Les données produites par le projet seront considérées comme publiques et, le cas échéant, seront communiquées par le biais des bases de données NETCCOBAMS, OBIS-SEAMAP et MEDACES à l'achèvement du projet.

¹² Les projets transfrontaliers sont définis comme des projets comprenant des activités qui sont mises en œuvre dans au moins deux pays Parties à ACCOBAMS. L'implication d'un partenaire d'un pays différent de celui du demandeur ne signifie pas nécessairement que le projet est transfrontalier.

Les propositions d'Organisations ayant parmi leurs employés, y compris en tant que bénévoles, ou leur conseil d'administration, un ou plusieurs membres du Secrétariat de l'ACCOBAMS ne sont pas éligibles.

Les candidats doivent soumettre une déclaration d'absence de conflit d'intérêt.

Dans le cas où une Organisation à laquelle appartiennent un ou plusieurs membres du Comité Scientifique ou du Bureau, en tant qu'employés, bénévoles ou membres du conseil d'administration, soumet une proposition en tant que demandeur ou partenaire, les membres concernés du Comité Scientifique ou du Bureau ne seront pas impliqués de quelque manière que ce soit dans la procédure de sélection.

b. Soumission

Les propositions de projet peuvent être soumises en anglais ou en français.

Les demandeurs sont encouragés à soumettre leur proposition de projet en anglais afin de faciliter l'évaluation par le Comité Scientifique. Cependant, soumettre des propositions en français ne sera pas un désavantage.

La demande doit inclure les documents suivants :

- Doc 1 : la note de concept du projet complétée (Appendice 1) ;
- Doc 2 : la note de présentation du projet complétée (Appendice 2) ;
- Doc 3 : une lettre d'accompagnement adressée au Secrétaire Exécutif de l'ACCOBAMS ;
- Doc 4 : un CV du chef d'équipe ;
- Doc 5 : une Déclaration signée par le Point Focal National¹³ de l'ACCOBAMS du pays où il est proposé de mettre en œuvre le projet (Appendice 3). Dans le cas d'un projet transfrontalier, la demande doit inclure les Déclarations de chaque Point Focal National de l'ACCOBAMS des pays où le projet proposé sera mis en œuvre¹⁴ (Appendice 3) ;
- Doc 6 : un formulaire de déclaration de conflit d'intérêts (Appendice 4).

Une Organisation est autorisée à participer à un maximum de deux propositions pour un appel donné en tant que demandeur ou partenaire. Pas plus d'un projet soumis par un candidat donné ne peut être sélectionné pour le même appel.

4. Procédure de sélection

Le Secrétariat vérifiera l'éligibilité des propositions de projet suite à leur soumission.

¹³ La liste des Points Focaux est disponible sur le site web de l'ACCOBAMS. Les déclarations de tout Point Focal agissant à partir de la date de publication de l'appel à projet seront prises en compte.

¹⁴ Les demandeurs sont encouragés à contacter les Points Focaux respectifs et à les inviter à fournir la Déclaration signée. Si ce document n'est pas fourni avec la demande, le Secrétariat enverra, par courrier électronique, le document de projet proposé au(x) Point(s) Focal(aux) concerné(s) afin d'obtenir son (leur) avis si le projet proposé mérite d'être soutenu financièrement par le FAC. L'avis exprimé par le Point Focal et sa justification seront pris en compte par le Bureau lors de la sélection des projets. Toutefois, si aucune objection écrite n'est reçue du Point Focal dans les deux semaines suivant l'envoi du courrier électronique par le Secrétariat, le projet proposé sera pris en considération pour l'évaluation.

Les propositions éligibles seront transmises au Comité Scientifique pour être évaluées à l'aide du formulaire d'évaluation (Appendice 5) et de l'échelle de notation décrite ci-après :

Les notes doivent être comprises entre 0-5. Des demi-points peuvent être attribués.

- **0** : La proposition n'est pas pertinente.
- **1** : Faible. La qualité de la proposition est médiocre car des informations essentielles manquent.
- **2** : Moyen. La pertinence de la proposition est très limitée et la qualité de la proposition est faible.
- **3** : Bien. La proposition est pertinente et de qualité.
- **4** : Très bien. La proposition est très pertinente et de très bonne qualité.
- **5** : Excellent. La qualité de la proposition est très élevée et aborde correctement toutes les questions requises.

Le Président du Comité Scientifique organisera l'évaluation des propositions de projet en établissant et en coordonnant un groupe d'évaluation composé de Membres du Comité Scientifique.

La composition du groupe d'évaluation sera établie par le Président du Comité Scientifique en consultation avec les autres Membres du Comité Scientifique. Chaque proposition de projet devra être évaluée par au moins 3 membres du groupe d'évaluation. Pour assurer un processus d'évaluation équitable, toutes les propositions doivent être évaluées par le même nombre de membres du groupe d'évaluation.

La décision finale concernant les projets qui seront financièrement soutenus par le FAC de l'ACCOBAMS sera prise par le Bureau des Parties, prenant en compte la vérification de l'éligibilité faite par le Secrétariat, l'évaluation scientifique et technique des propositions de projet faite par le Comité Scientifique ainsi que les aspects de cohérence et de durabilité de la proposition.

La décision finale sera communiquée aux Points Focaux Nationaux.

Si nécessaire, et à la demande du Bureau, le Secrétariat contactera les demandeurs pour demander des informations complémentaires, sur la base des commentaires et suggestions des membres du Comité Scientifique lors de l'évaluation des propositions de projet.

5. Transfert de fonds et rapports

Une fois le projet approuvé et le financement accordé par le Bureau des Parties, le Secrétariat de l'ACCOBAMS préparera l'Accord de financement à petite échelle avec le demandeur sélectionné.

Durant la mise en œuvre du projet, chaque Organisation bénéficiaire devra fournir :

- un Rapport à mi-terme sur l'avancement de la mise en œuvre du projet financé, y compris un rapport financier, au plus tard 12 mois après la réception du paiement initial pour les projets d'une durée de 24 mois, et 6 mois au plus tard pour les projets d'une durée de 12 mois ;
- un Rapport Final, au plus tard trois mois après l'achèvement du projet. Le Rapport final devra inclure un état des dépenses pour les fonds fournis et des copies de tout matériel produit dans le cadre du projet.

Les délais impartis pour la soumission des deux rapports seront spécifiés dans l'Accord de financement à petite échelle. Le Rapport intermédiaire et le Rapport final devront être transmis au(x) Point(s) Focal(aux) National(aux) pertinent(s) de l'ACCOBAMS et au Secrétariat.

6. Termes de l'Accord de financement à petite échelle à conclure avec les demandeurs sélectionnés

L'Accord de financement à petite échelle qui sera conclu entre le Secrétariat de l'ACCOBAMS et l'Organisation bénéficiaire comportera les spécifications suivantes :

- a) l'étendue et la finalité du financement accordé ;
- b) les obligations du bénéficiaire quant à la mise en œuvre du projet ;
- c) l'obligation du bénéficiaire d'afficher le logo de l'ACCOBAMS sur toute correspondance ou tout matériel imprimé en relation avec des réunions ou des activités financées dans le cadre du projet (par exemple invitations, annonces, ordres du jour, rapports, etc.) ainsi que de faire référence à l'activité comme étant sponsorisée par l'ACCOBAMS ;
- d) l'obligation du bénéficiaire de rembourser à l'ACCOBAMS toute partie d'avance de fonds restant non dépensée ou non engagée à l'achèvement des activités de l'Accord de Financement à petite échelle, dans un délai d'un mois après la présentation du rapport des dépenses.

7. Présentation des Rapports à l'ACCOBAMS et aux autres donateurs

Les rapports finaux des projets seront présentés à la Réunion des Parties. Ils sont également publiés sur le site Web de l'ACCOBAMS.

Le Secrétariat de l'ACCOBAMS fournira aux donateurs des rapports de synthèse sur les résultats des projets, préparés à partir des rapports finaux fournis par les bénéficiaires, soulignant les résultats effectifs des projets et leur contribution aux objectifs et programmes de travail de l'ACCOBAMS.

Appendice 1 : Note de concept du projet

<i>Cadre réservé au Secrétariat de l'ACCOBAMS</i> Référence du formulaire :
--

Titre du projet :Catégorie du projet : ☐ Recherche et surveillance ☐ Renforcement de capacités☐ SensibilisationThème(s) du projet :*[Thèmes de projet correspondants au Programme de Travail du triennat lors du lancement des appels à propositions.]*Montant du projet (Euro) :Durée du projet :Zone géographique du projet :*[Liste des pays éligibles lors du lancement des appels à propositions.]*Partenariat (le cas échéant) :

Date :

Signature et cachet de l'Organisation

Appendice 2 : Note de présentation du projet*Cadre réservé au Secrétariat de l'ACCOBAMS*

Référence du formulaire :

A. LE DEMANDEUR**1. Identité**

Nom officiel complet	
Acronyme	
Statut légal	
Adresse officielle	
Personne à contacter	
Numéro de téléphone	
Numéro de fax	
Adresse email	

2. Description du demandeur

2.1. Quand votre Organisation a-t-elle été fondée et quand a-t-elle démarré ses activités ?

--

2.2. Quelles sont les principales activités de votre Organisation ?

--

2.3. Le projet sera-t-il mis en œuvre en collaboration avec une Organisation partenaire ?

Oui ☐

Non ☐

Si Oui, veuillez indiquer :

- l'identité du partenaire :

Nom officiel complet	
Acronyme	
Statut légal	
Adresse officielle	
Personne à contacter	
Numéro de téléphone	
Numéro de fax	
Adresse email	

- le rôle du partenaire :

--

B. LE PROJET**1. Description****1.1. Titre**

--

1.2. Coordination

Fournissez ici une brève description de la manière dont la coordination du projet sera assurée - par exemple, description de l'équipe du projet, rôles et fonctions des différents partenaires (le cas échéant), communication avec les parties prenantes externes, ...

--

1.3. Lieu

Fournissez ici une brève description de la zone dans laquelle le projet sera conduit (veuillez joindre une carte à ce document).

--

1.4. Durée

--

1.5. Pays participant au projet

--

1.6. Objectifs (maximum 150 mots)

--

1.7 Justification

Veillez indiquer comment les activités contribuent aux objectifs de l'ACCOBAMS, avec une référence particulière au Plan de conservation de l'ACCOBAMS et aux Résolutions pertinentes de l'ACCOBAMS (250 mots maximum).

--

1.8 Activités à mettre en œuvre et calendrier de réalisation

--

1.9 Produits attendus et méthodologie (maximum 400 mots)

--

1.10 Impacts et durabilité

Veillez décrire les impacts attendus du projet et les perspectives pour les maintenir et les développer (maximum : 400 mots).

--

1.11 Estimation du budget

Veillez fournir pour chaque activité la ventilation des frais :

- du personnel,
- des équipements non-consommables,
- des consommables,
- des voyages,
- du travail sur le terrain,
- autre (spécifiez).

Veillez indiquer tous les coûts budgétaires en Euros. Si les arrangements financiers pour le projet incluent tout autre soutien financier additionnel, veuillez alors fournir des informations détaillées sur le(s) montant(s), le(s) donateur(s) et les engagements correspondants. Veuillez également indiquer toutes contributions en nature au projet et leur estimation.

Activités	Catégories	Demandeur		Partenaire	
		Budget demandé à l'ACCOBAMS	Cofinancement (en nature ou d'autres sources)	Budget demandé à l'ACCOBAMS	Cofinancement (en nature ou d'autres sources)
Activité 1	Personnel (Préciser)				
	Equipements non-consommables (Préciser)				
	Consommables (Préciser)				
	Voyages (Préciser)				
	Travail sur le terrain (Préciser)				
	Autres (Préciser)				
Activité 2	Personnel (Préciser)				
	Equipements non-consommables (Préciser)				
	Consommables (Préciser)				
	Voyages (Préciser)				
	Travail sur le terrain (Préciser)				
	Autres (Préciser)				
...					
Total					
GRAND TOTAL					

1.12 Questions relatives au transfert de technologie/renforcement de capacités

Le projet doit inclure le concept de transfert de technologie ou de renforcement de capacités avec des propositions détaillées. Veuillez fournir des informations.

1.13 Liens avec d'autres initiatives

(Remarque : le Secrétariat pourrait consulter d'autres Organisations afin de vérifier si les activités du Projet leur ont été soumises pour financement ou si elles sont complémentaires à des activités ayant reçu un financement de leur part).

Veuillez indiquer si les activités proposées :

(i) ont été présentées pour financement auprès d'autres initiatives/Organisations :

Oui ☐

Non ☐

Si Oui, veuillez indiquer l'initiative/Organisation.

- (ii) ont des liens directs ou sont complémentaires à d'autres activités ayant reçu un financement d'autres Organisations :

Oui ☐

Non ☐

Si Oui, veuillez indiquer le lien ou la complémentarité.

C. DECLARATION DU DEMANDEUR

« A ma connaissance et d'après les informations dont je dispose, les renseignements présentés dans cette demande sont exacts. Si des faits significatifs devaient subvenir après que cette demande soit faite, j'en informerai le Secrétariat de l'ACCOBAMS. J'accepte que les informations contenues dans cette demande soient informatisées et circulées au Point Focal National, au Bureau, au Comité Scientifique et à tout autre organisme concerné. »

Date, Signature

Appendice 3 : Déclaration du Point Focal National

Cette déclaration doit être complétée et signée par le Point Focal National de l'ACCOBAMS du pays où le projet doit être mis en œuvre (pays hôte). Dans le cas de projets transfrontaliers, la demande doit inclure les déclarations de chacun des Points Focaux Nationaux de l'ACCOBAMS des pays où le projet doit être mis en œuvre.

La liste des Points Focaux est disponible sur le site web de l'ACCOBAMS. Les déclarations de tout Point Focal agissant à partir de la date de publication de l'appel à projets seront prises en compte.

Les demandeurs sont encouragés à contacter les Points Focaux concernés et à les inviter à fournir la Déclaration signée. Si ce document n'est pas fourni avec la demande, le Secrétariat enverra, par courrier électronique, le document de projet proposé au(x) Point(s) Focal(aux) concerné(s) afin d'obtenir son (leur) avis si le projet proposé mérite d'être soutenu financièrement par le FAC. L'avis exprimé par le Point Focal et sa justification seront pris en compte par le Bureau dans la sélection des projets. Toutefois, si aucune objection écrite n'est reçue du Point Focal dans les deux semaines suivant l'envoi du courrier électronique par le Secrétariat, le projet proposé sera pris en compte pour l'évaluation.

Pays hôte :

Intitulé du projet :

Organisation soumettant la demande :

Titre et nom du Point Focal de l'ACCOBAMS :

Coordonnées :

J'ai lu la procédure pour les appels à propositions de l'ACCOBAMS pour les projets à financer dans le cadre du Fonds Additionnel de Conservation de l'ACCOBAMS et j'ai examiné le projet susmentionné.

Je déclare que ce projet mérite d'être soutenu financièrement par le Fonds Additionnel de Conservation de l'ACCOBAMS.

Date :

Signature :

Appendice 4 : Formulaire de déclaration de conflit d'intérêts

Ce formulaire doit être rempli et signé par le demandeur.

Objet : Déclaration relative au conflit d'intérêts

Je soussigné, _____, représentant de _____, soumettant une proposition de projet pour un financement dans le cadre du FAC, confirme, quant à la déclaration d'absence de conflit d'intérêts, par la présente :

- ☐ que la proposition de projet soumise ne constitue pas une situation de conflit d'intérêts ;
- ☐ que la proposition de projet soumise peut constituer une situation de conflit d'intérêt car *(nom(s) du personnel, du/des volontaire(s) ou du/des membre(s) du conseil d'administration du demandeur ou des partenaires)* est/sont membre(s) du Comité Scientifique / Bureau de l'ACCOBAMS. Je reconnais qu'il/elle ne sera pas impliqué(e) de quelque manière que ce soit dans la procédure de sélection de cet appel à projets.

Signature :

Date de signature : _____

Appendice 5 : Formulaire d'évaluation du projet*Cadre réservé au Secrétariat de l'ACCOBAMS*

Référence du formulaire :

Titre du projet :

Demandeur :

Avez-vous une collaboration de travail ou un conflit avec le demandeur ou avec son personnel ou avec l'équipe du projet proposé ?Oui ☐Non ☐

Si Oui, veuillez expliquer pourquoi.

1. Les objectifs du projet s'accordent-ils avec les objectifs de l'ACCOBAMS ?Oui ☐Non ☐**2. Le projet proposé contribuera-t-il clairement à la mise en œuvre de l'Accord et aux priorités adoptées par les Parties ?**Oui ☐Non ☐

Si Non, veuillez expliquer pourquoi.

3. Les activités proposés dupliquent-elles ou coïncident-elles avec des projets précédents ou des projets en cours ?Oui ☐Non ☐

Si Oui, veuillez donner des détails.

4. Appréciation générale☐ Le projet est acceptable.

☐ Le projet requiert des améliorations.

Veuillez préciser.

☐ Le projet ne peut pas être accepté.

Veuillez préciser.

5. Autres suggestions et/ou commentaires (s'il y en a)

Pour résumer :

En gardant à l'esprit les buts et objectifs¹⁵ du Fonds additionnel de conservation, veuillez donner une évaluation globale de la proposition de projet :

0	0.5	1	1.5	2	2.5	3	3.5	4	4.5	5
---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

Veuillez inclure ici une brève justification de l'évaluation.

Nom de l'évaluateur :

Date :

¹⁵ Comme défini dans la Résolution 8.5, les buts et objectifs du FAC sont les suivants :

- catalyser le développement et la réalisation d'actions concertées ou coopératives qui contribueraient clairement à la mise en œuvre de l'Accord et aux priorités adoptées par les Parties ;
- appuyer des projets de conservation appliquée ;
- fournir un capital d'amorçage pour le lancement de projets à long terme qui ont un effet bien au-delà de la période de financement ;
- stimuler le dialogue et la coopération aux niveaux local et régional afin d'améliorer l'état de conservation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS ;
- aider au développement des capacités nationales pour conserver les cétacés et leurs habitats ;
- sensibiliser aux besoins de conservation et de gestion des cétacés et de leurs habitats ;
- mettre des sommes modestes à la disposition des communautés et d'autres parties intéressées à la conservation, qui n'ont pas accès à d'autres sources de financement.

RESOLUTION 8.6

STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE L'ACCOBAMS 2023-2028

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'Article IV de l'Accord, paragraphe 2 h), selon lequel les fonctions du Secrétariat de l'Accord consistent à fournir des renseignements au grand public sur le présent Accord et sur ses objectifs,

Rappelant la Section 5 de l'Annexe 2 de l'Accord, selon laquelle les Parties coopèrent pour développer des outils communs pour la collecte et la diffusion de renseignements sur les cétacés et pour organiser des cours de formation et des programmes d'éducation. Ces actions sont conduites de manière concertée au niveau sous-régional et au niveau de l'Accord, soutenues par le secrétariat de l'Accord, les Unités de coordination et le Comité scientifique et menées en collaboration avec les institutions ou organisations internationales compétentes. Les résultats sont mis à la disposition de toutes les Parties. En particulier, les Parties coopèrent pour préparer un bulletin d'information, sous-régional ou régional, relatif aux activités de conservation des cétacés ou contribuer à une publication existante ayant le même objet et préparer des guides d'information, de sensibilisation et d'identification destinés à tous les usagers de la mer,

Rappelant la Résolution 5.1 sur la Stratégie de l'ACCOBAMS pour la période 2014-2025 et son objectif spécifique A.1, qui appelle à améliorer la communication à tous les niveaux entre les différents organes de l'ACCOBAMS,

Rappelant la Résolution 7.4 sur la Stratégie de l'ACCOBAMS qui prévoit d'élaborer, mettre en œuvre et suivre un plan commun de communication, d'information et de sensibilisation,

Rappelant la Résolution 7.5 sur la Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS qui souligne le fait que l'élaboration d'une Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS est une étape clé pour renforcer la visibilité et la réputation de l'ACCOBAMS, en étant conscient du cycle vertueux entre la communication/la sensibilisation et la levée de fonds,

Consciente de l'importance de la communication comme élément central et transversal de la mise en œuvre de l'Accord,

Reconnaissant la nécessité d'améliorer la visibilité des activités et des réalisations de l'ACCOBAMS dans la promotion de la conservation des cétacés en mer Noire, en Méditerranée et dans la zone Atlantique adjacente,

Tenant compte de la Résolution 8.21 sur la Science Citoyenne,

Reconnaissant la nécessité de fournir des ressources adéquates pour une mise en œuvre cohérente et qualitative des activités de communication,

Considérant l'importante contribution que l'Accord apporte à la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, adoptés par la Dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, notamment en ce qui concerne l'Objectif 1, qui consiste à rendre les individus conscients de la valeur de la diversité biologique et

des mesures qu'ils peuvent prendre pour la conserver et l'utiliser de manière durable,

Rappelant la Résolution 11.8 sur le "Plan de communication, d'information et de sensibilisation" adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS),

1. *Approuve* la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS pour 2023-2028, présentée en [Annexe](#) de cette Résolution ;
2. *Demande* au Secrétariat de travailler à sa mise en œuvre, y compris les évaluations à mi-parcours et finale de son efficacité en 2025 et 2028 respectivement, en coopération avec le Bureau et le Comité Scientifique et en collaboration avec les organisations partenaires pertinentes ;
3. *Demande* aux Parties de fournir des contributions volontaires pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS pour 2023-2028, en donnant la priorité aux activités de communication proposées dans le Programme de Travail des triennats concernés ;
4. *Invite* tous les Parties à ACCOBAMS, les partenaires et les parties prenantes concernées à aider activement, grâce à un soutien en nature, à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'ACCOBAMS.

ANNEXE

Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS pour 2023-2028

Introduction

1. L'objectif général de l'ACCOBAMS, en tant qu'Accord établi sous les auspices de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS), est d'atteindre et de maintenir un état de conservation favorable pour les cétacés dans la zone de l'Accord, notamment en améliorant les connaissances sur leurs populations et en mettant en œuvre des mesures de protection et de conservation dans les zones considérées comme des habitats critiques.
2. Les efforts mis en œuvre depuis son entrée en vigueur en 2001 ont fait de l'ACCOBAMS une organisation internationale reconnue dans la conservation des cétacés, aux niveaux national et régional, ainsi qu'au niveau mondial.
3. La majorité des actions de communication développées jusqu'à présent étaient destinées à la communauté de l'ACCOBAMS (Points Focaux Nationaux, Comité Scientifique de l'ACCOBAMS, Unités de Coordination Sous-Régionales, Partenaires de l'ACCOBAMS et autres organisations partenaires avec lesquelles l'ACCOBAMS collabore) pour les informer des activités de l'Accord et les encourager à diffuser ces informations. De nombreuses actions de communication visant une audience plus large en dehors de la communauté de l'ACCOBAMS ont également été menées de manière opportuniste, dans le cadre de projets tels que l'ACCOBAMS Survey Initiative, ou lors d'événements spéciaux, tels que les Congrès mondiaux de la nature de l'UICN ou la Monaco Ocean Week.
4. L'ACCOBAMS dispose d'un fort potentiel en termes de communication, en particulier si l'on considère combien les cétacés sont des espèces emblématiques, ainsi que la dynamique de l'Accord et de sa communauté. Dans une perspective stratégique de communication, l'ACCOBAMS devrait renforcer sa marque et assurer l'homogénéité des aspects visuels de ses produits de communication tout en adaptant les messages à transmettre en fonction des différents publics visés, et ainsi renforcer l'écho sur l'action de l'ACCOBAMS.
5. La mise en place d'une Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS est une étape clé pour accroître la visibilité du travail effectué dans le cadre de l'ACCOBAMS, mettre en avant ses activités et ses résultats, ainsi que pour améliorer la réputation de l'Organisation.
6. Une communication efficace et mieux ciblée aidera l'ACCOBAMS à atteindre ses objectifs. En particulier, rendre l'ACCOBAMS plus visible aidera à la diffusion de l'expérience et des bonnes pratiques mais aussi à la sensibilisation aux questions de conservation des cétacés.
7. Mettre en avant les actions menées par l'ACCOBAMS et communiquer sur ses impacts contribueront également à améliorer l'image de l'ACCOBAMS, à rendre l'ACCOBAMS plus crédible et plus apte à attirer de nouvelles opportunités de partenariat et de financement, comme le souligne la Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS adoptée par la Résolution 7.5.
8. Cette Stratégie de Communication est conçue pour permettre à l'ACCOBAMS de planifier, gérer et cibler le processus de communication institutionnelle et elle doit être considérée comme un levier pour soutenir la mise en

œuvre de la Stratégie globale de l'ACCOBAMS¹⁶ et renforcer son efficacité.

9. Cette Stratégie de Communication est un cadre général fournissant les principales orientations pour les plans de communication qui seront développés à chaque période triennale. Elle n'est pas destinée à fournir des détails sur les activités spécifiques et les ressources financières nécessaires pour assurer sa mise en œuvre. Ceux-ci doivent être spécifiés dans les programmes de travail de chaque période triennale présentés pour adoption par les Parties.

I. Stratégie de Communication

I.1 But et objectifs spécifiques de la Stratégie de Communication

10. Le but principal de la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS est d'améliorer la visibilité des activités et des réalisations de l'ACCOBAMS dans la promotion de la conservation des cétacés en mer Noire, en Méditerranée et dans la zone Atlantique adjacente.

11. Plus spécifiquement, la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS vise à :

- Souligner les actions entreprises pour accomplir la Mission et la Vision de l'ACCOBAMS ;
- Renforcer la réputation de l'ACCOBAMS en tant qu'organisation de coopération régionale efficace et crédible pour la conservation des cétacés ;
- Engager les principales parties prenantes dans la mise en œuvre des dispositions, des lignes directrices et des meilleures pratiques de l'ACCOBAMS ;
- Sensibiliser à l'écologie et à la biologie des cétacés, à leur état de conservation et aux menaces qui les affectent ;
- Informer et mobiliser diverses audiences sur la nécessité d'améliorer les efforts de conservation des cétacés en mer Noire, en Méditerranée et dans la zone Atlantique adjacente.

12. D'un point de vue opérationnel, la mise en œuvre de la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS permet de :

- Maintenir une communication régulière au sein de la communauté de l'ACCOBAMS et améliorer la communication avec les audiences externes ;
- Améliorer la qualité et la cohérence dans la diffusion du matériel d'information ;
- Augmenter la qualité, la cohérence et la quantité de la couverture médiatique, grâce à des outils de communication réguliers, sur la base d'un plan de communication bien structuré.

I.2 Audiences

13. L'identification des audiences est vitale pour toute stratégie de communication. L'ACCOBAMS doit s'adresser aux bonnes personnes, en utilisant au mieux les ressources - budget, temps et ressource humaine - en ciblant différents « publics ».

14. La manière dont les messages sont délivrés dépend de l'audience ciblée, car différentes audiences ont :

- différents niveaux de sensibilisation à l'ACCOBAMS,
- différentes perceptions de ce qu'est et fait l'ACCOBAMS,
- des besoins et des motivations différents lorsqu'il s'agit de traiter avec l'ACCOBAMS en tant qu'organisation.

¹⁶ La Stratégie à long terme actuelle de l'ACCOBAMS couvre la période 2014-2025 et a été adoptée par la Résolution 5.1 et complétée par la Résolution 7.4 de l'ACCOBAMS.

15. Il convient de distinguer les audiences internes et externes. Les audiences internes sont celles qui sont familières avec / impliquées dans l'ACCOBAMS, en tant que membres des différents organes de l'ACCOBAMS ou par le biais d'une collaboration étroite avec l'ACCOBAMS (comme les organisations avec lesquelles des Mémoires d'Accord sont signés) : les membres de la Famille CMS, les Membres du Bureau, les Points Focaux Nationaux, les Membres du Comité Scientifique, les Unités de Coordination Sous-Régionales, les Partenaires de l'ACCOBAMS, les OIG partenaires et les autres Accords et Conventions internationaux.
16. Les audiences externes ne sont pas (encore) familières et impliquées dans l'ACCOBAMS, mais elles sont intéressées par la conservation des cétacés : gestionnaires publics nationaux, organisations professionnelles, chercheurs, étudiants universitaires, journalistes, jeunes et grand public, en particulier de la zone de l'Accord. Leurs intérêts sont différents les uns des autres, et ils peuvent avoir besoin de différents niveaux d'informations sur le contexte qui seraient inutiles lors de la communication avec les audiences internes.
17. La communication interne et externe n'a pas les mêmes objectifs, les messages de communication doivent alors être adaptés.

I.3 Messages clés

18. Pour améliorer le positionnement de l'ACCOBAMS et éviter la dispersion de la communication et des ressources, la communication de l'ACCOBAMS doit suivre trois orientations principales :
- Qui est l'ACCOBAMS (vision, mission et positionnement)
 - Que fait l'ACCOBAMS (activités)
 - Quel est le résultat de l'action de l'ACCOBAMS (réalisations)
19. Les messages à diffuser doivent être alignés sur ces grandes orientations de communication. Voici quelques exemples destinés à une audience externe :

Ce qu'est l'ACCOBAMS :

- ❖ L'ACCOBAMS est la seule organisation au monde spécialement focalisée sur la protection et la conservation des baleines et des dauphins dans la zone géographique du traité : la mer Noire, la Méditerranée, et la zone Atlantique adjacente.
- ❖ L'ACCOBAMS est un accord et un engagement entre 24 pays pour protéger les baleines et les dauphins depuis 1996.
- ❖ L'ACCOBAMS est l'échange collaboratif de connaissances humaines et la coopération internationale visant à protéger et conserver la vie des cétacés.
- ❖ L'ACCOBAMS est un effort collectif pour s'engager et communiquer à l'extérieur.
- ❖ L'ACCOBAMS est un outil de coordination qui maximise les efforts individuels vers la protection des cétacés.

Ce que fait l'ACCOBAMS :

- ❖ L'ACCOBAMS est un outil de coopération qui repose sur la production et l'échange d'informations et de connaissances afin d'aider les pays, les organisations et les individus à protéger les cétacés et leurs habitats.
- ❖ L'ACCOBAMS mène, de manière approfondie, des recherches et surveille les cétacés, leurs habitats et l'impact des activités humaines, en développant des mesures pour atténuer les menaces qu'elles engendrent.
- ❖ L'ACCOBAMS assiste les personnes et les organisations qui aident les cétacés et protègent l'environnement de ces animaux, par la formation et l'éducation.

- ❖ L'ACCOBAMS répond aux situations d'urgence impliquant les cétacés, en fournissant des connaissances et des lignes directrices pour faire face à ces événements.

Quel est/sera le résultat de l'activité de l'ACCOBAMS :

- ❖ Des moyens plus nombreux et plus efficaces pour améliorer la vie et les habitats des cétacés, non seulement dans la zone de l'Accord, mais aussi dans le monde entier.
- ❖ Une plateforme d'échange de connaissances entre les personnes et les institutions désireuses de s'assurer que nous respectons les cétacés, avec lesquels nous partageons la même planète.
- ❖ Les cétacés jouent un rôle important dans notre présent et dans notre avenir.

20. La communication interne consiste à promouvoir une communication efficace au sein de la communauté de l'ACCOBAMS. Elle implique la production et la diffusion de messages sur les activités, les résultats et les réalisations de l'ACCOBAMS, ainsi que la facilitation du dialogue avec et entre les personnes qui contribuent au fonctionnement de l'organisation.

II. Mise en œuvre de la Stratégie de Communication

II.1 Définition d'une identité corporative : la marque, la signature et le style de l'ACCOBAMS

21. La phase de diagnostic qui a soutenu le développement de la Stratégie de Communication a souligné que l'une des principales faiblesses de la communication de l'ACCOBAMS est le manque d'identité corporative et de positionnement.

22. L'ACCOBAMS doit avoir une identité corporative et donc être considérée comme une marque, avec un ensemble de valeurs et un positionnement spécifique, afin d'être pertinente pour différentes audiences.

II.1.1 La marque ACCOBAMS

23. L'ACCOBAMS développe une série d'activités qui sont bien étiquetées ACCOBAMS mais pas de manière cohérente, présentent différentes expressions graphiques, différentes ambiances et une faible cohérence dans l'expression de la marque. L'identité corporative ou la marque est le point de départ de toute stratégie de communication, et elle influence la manière dont l'ACCOBAMS communiquera à l'avenir.

24. La marque d'une organisation est basée sur les définitions de sa Mission et de sa Vision, et sur la façon dont elle envisage son avenir. La Mission et la Vision de l'ACCOBAMS¹⁷ sont les fondements de sa marque ou de son expression corporative

La mission de l'ACCOBAMS	La vision de l'ACCOBAMS
L'ACCOBAMS favorise et facilite à tous les niveaux une coopération régionale active, en fournissant à la fois l'expertise, les pratiques à prendre en considération et les normes	Les populations de cétacés de la mer Noire, de la mer Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente se dirigeront vers un niveau de conservation favorable, tant au niveau de la santé des populations que des habitats, subiront moins les effets

¹⁷ La Mission et la Vision de l'ACCOBAMS ont été adoptées dans la Résolution 5.1 sur la Stratégie de l'ACCOBAMS pour la période 2014 - 2025.

pour la conservation des cétacés dans la mer Noire, de la mer Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente.	négatifs dû à l'homme, avec l'ACCOBAMS ayant un rôle d'acteur régional clé en tant qu'Accord appliqué à grande échelle dans des zones de grand intérêt pour les cétacés, y compris la zone Atlantique adjacente.
--	--

II.1.2 Le positionnement de l'ACCOBAMS

25. L'objectif de l'ACCOBAMS est bien défini, mais il n'a pas été converti en un positionnement de marque, ce qui est important pour définir comment l'ACCOBAMS entend être perçu par ses différents publics. Néanmoins, dans les réseaux sociaux, plus précisément sur Facebook, le message central déjà affiché résume le message principal « conservation des dauphins et des baleines ».
26. Un positionnement de l'ACCOBAMS fournira les piliers stratégiques de la marque pour positionner l'ACCOBAMS parmi d'autres organisations qui opèrent dans des domaines similaires, connexes ou complémentaires.
27. Le positionnement de la marque ACCOBAMS proposé a été développé sur la base d'un modèle de positionnement qui comprend certains des éléments suivants :

Caractère unique	La seule OIG exclusivement consacrée à la protection et à l'amélioration de la vie des cétacés dans sa zone géographique spécifique
Valeurs de la marque	Coopération régionale ; Partage des connaissances ; Protection ; Respect ; Action collective
Objectif de la marque	Prendre des mesures coordonnées pour atteindre et maintenir un état de conservation favorable pour les cétacés
Déclaration de positionnement	L'ACCOBAMS est un outil de conservation légal où 24 pays coopèrent pour la conservation des cétacés.
La marque en quelques mots	Des cétacés en bonne santé

28. Le positionnement de la marque recommandé pour l'ACCOBAMS est « *connaissance et coopération régionale pour protéger la vie des cétacés* ».

II.1.3 Esprit et guide de style de la marque ACCOBAMS

29. Le style de l'ACCOBAMS pour la documentation interne est relativement bien ancré dans les routines du Secrétariat. Néanmoins, l'ACCOBAMS manque d'un style et d'un esprit de marque cohérent. L'esprit de la marque signifie la façon dont la marque se présente graphiquement et le ton qu'elle utilise lorsqu'elle communique, car les marques utilisent des tons spécifiques - amical, formel, terre à terre, curieux, sérieux, parmi beaucoup d'autres.
30. Actuellement, l'ACCOBAMS n'a pas un esprit de marque cohérent, ce qui rend difficile sa reconnaissance publique. Plus son esprit est cohérent, plus la marque sera reconnaissable et visible. La couleur bleue et la mer sont les deux éléments communs de la plupart des produits de communication de l'ACCOBAMS, et on peut considérer qu'ils font partie de son esprit de marque actuel. Cependant, d'autres éléments manquent encore pour définir une ambiance

de marque cohérente, comme le même type de police, le même style de design, les mêmes propriétés de la marque, le même ton de voix, en somme, un style de marque qui contribue à former une identité unique qui, à terme, sera associée à la marque ACCOBAMS.

31. Afin de fournir aux publications de l'ACCOBAMS une expression cohérente du texte et des images utilisés, un style de marque doit être établi, basé sur et projetant au-delà de sa marque ou de son logotype. Le développement d'un guide de style de la marque permettra d'assurer la cohérence de la marque à travers les différentes plateformes, les activités de partenariat et les canaux de communication. Un conseil en design est nécessaire afin d'appliquer le même style de marque à tous les produits de communication.

II.2 Outils de communication

II.2.1 Le site internet de l'ACCOBAMS

32. Une communication cohérente au sein de la communauté de l'ACCOBAMS est l'une des forces de l'organisation. Cependant, il semble que le site web ait été structuré pour les audiences internes en priorité.
33. Le site internet de l'ACCOBAMS centralise déjà un important et vaste répertoire d'informations et de connaissances.
34. L'accès direct à NETCCOBAMS à travers le site de l'ACCOBAMS serait avantageux afin d'accéder rapidement à cette plateforme de connaissances, qui permet de visualiser différentes couches d'informations et offre un canal de communication avec des cibles de communication internes et externes.
35. Le label "High Quality *Whale Watching*" sera promu grâce à une page dédiée sur le site internet de l'ACCOBAMS.
36. Bien qu'un peu datée en termes de design, la version « de bureau » du site actuel de l'ACCOBAMS offre un accès relativement facile pour trouver des informations, contrairement à sa version mobile, sur laquelle il n'est pas facile de naviguer. De plus, bien que disposant actuellement d'une énorme banque d'images, le site internet de l'ACCOBAMS présente une bibliothèque d'images basique, qui pourrait être renforcée et utilisée systématiquement.
37. Le site internet de l'ACCOBAMS devrait être plus facile et plus fluide pour naviguer, rechercher et trouver les informations appropriées, à la fois pour les audiences internes et externes, y compris pour les utilisateurs ayant peu de connaissances sur la conservation des cétacés.
38. Il est essentiel de fournir rapidement des informations aux audiences ciblées, la solution étant d'appliquer un accès convivial dans un site internet d'un nouveau style, présentant des images actualisées et un contenu remodelé.
39. Le site internet étant une composante de la communication de la marque et une expression de son positionnement, il est le meilleur et le plus important « point de contact » de l'ACCOBAMS avec ses différentes audiences et parties prenantes.
40. Ainsi, la présence en ligne de l'ACCOBAMS devrait être modernisée et inclure une approche plus orientée vers l'extérieur. De plus, une « Section média » pourrait être utilisée dans le cadre d'un programme de relations

publiques (RP) afin d'accroître la sensibilisation aux activités et événements de l'ACCOBAMS.

II.2.2 Relation avec les médias

41. Jusqu'à présent, l'activité médiatique de l'ACCOBAMS s'est concentrée sur la fourniture d'informations, avec de rares points de presse ou communiqués de presse sur les initiatives ou événements importants de l'ACCOBAMS. Peu de reportages proactifs ont été initiés, et aucun point de presse spécifique n'a été organisé.
42. Il est conseillé de planifier le contenu médiatique sur une base annuelle et d'envisager des ajustements trimestriels nécessaires en fonction des activités concrètes développées et des priorités de communication, au cas où elles évolueraient différemment de la planification initiale.
43. En ce qui concerne les réseaux sociaux, ACCOBAMS utilise actuellement Facebook et Twitter. Cependant, la publication du même contenu sur les deux canaux devrait être évitée car les audiences de chaque canal sont différentes et motivées par des sujets différents. Twitter devrait être utilisé pour la communication interne, avec des sujets pertinents pour les audiences internes, tandis que Facebook, pour la communication externe, présentant des informations moins "techniques".
44. Les réseaux sociaux actuellement utilisés ciblent principalement les publics adultes. Si des publics plus jeunes ou professionnels doivent être considérés comme faisant partie de la stratégie, un troisième (ou quatrième) canal de réseau social pourrait être envisagé, comme Instagram ou LinkedIn, respectivement. L'ajout de nouveaux canaux nécessiterait davantage de ressources (internes ou externes), car ils impliqueraient une approche et un ton différents pour les sujets abordés.
45. La fréquence de publication est un sujet très débattu car il se rapporte au budget alloué aux réseaux sociaux, et il dépend des canaux, du sujet et du public. Les militants écologistes, par exemple, sont plus sensibles aux sujets concernant l'environnement et effectuent probablement des recherches hebdomadaires ou quotidiennes.
46. Les audiences internes de l'ACCOBAMS seront probablement ouvertes pour recevoir des informations hebdomadaires régulières sur les différentes activités et sujets, alors que les audiences externes pourraient trouver épuisant de recevoir des messages quotidiens sur les sujets principaux. Un à deux messages hebdomadaires sur Facebook et un à trois messages hebdomadaires sur Twitter sont recommandés.

II.2.3 Matériel imprimé et vidéo

47. L'activité de communication hors ligne de l'ACCOBAMS doit contenir un message clé, ou un ensemble de messages centraux, reflétant ce que l'organisation représente. Le matériel imprimé doit également être graphiquement homogène, et des activités spécifiques doivent être communiquées sur la base de ces messages.
48. Le matériel hors ligne de l'ACCOBAMS suit actuellement un certain nombre d'éléments constants, tels que la palette de couleurs ou les images de la mer, mais un certain nombre de règles doivent être établies afin de définir un style de marque cohérent, étant donné que la marque communique directement à ses audiences, par elle-même.
49. Il est conseillé d'appliquer et de suivre de manière cohérente un guide de style de marque établi pour les différents

matériels hors ligne, ce qui aiderait également les graphistes et/ou les développeurs web à respecter la vision unifiée de la marque ACCOBAMS.

II.2.4. Événements présentiels

50. L'ACCOBAMS est régulièrement invité à participer à des événements nationaux, tels que des conférences, des forums, des foires, des activités de sensibilisation organisées par des organisations locales avec lesquelles l'ACCOBAMS collabore. Lorsque le budget et le temps le permettent, la participation à ces événements est un bon moyen de rendre l'ACCOBAMS plus visible, de partager des informations sur le rôle et les activités de l'ACCOBAMS avec un public plus large.
51. La participation aux réunions internationales, telles que les réunions officielles des OIG avec lesquelles l'ACCOBAMS collabore, et aux événements internationaux est également un moyen de rendre l'ACCOBAMS visible, en particulier pour les parties prenantes travaillant dans le domaine de la conservation de l'environnement et du développement durable. Au-delà des déclarations officielles en session, l'organisation ou la participation à des événements parallèles à ces occasions contribuent à mettre en lumière les actions de l'ACCOBAMS.

II.3 Planification du contenu de la communication

52. Le contenu de la communication est l'ensemble des informations produites par l'ACCOBAMS (et certaines tierces parties spécifiques) qui peuvent être transmises à différentes audiences.
53. La détermination du contenu de la communication permet de planifier à l'avance les thèmes à inclure dans le calendrier de communication de l'ACCOBAMS, et donc de prédéfinir quand et où les communiquer.
54. La planification du contenu a un impact sur la stratégie réseaux sociaux, sur la stratégie de relations publiques (RP), et finalement sur le contenu du site internet, si l'ACCOBAMS utilise une section dynamique de news.
55. Il est conseillé de planifier à l'avance le contenu de communication de l'ACCOBAMS sur une base annuelle, et de définir le contenu détaillé chaque trimestre, en travaillant toujours un trimestre à l'avance. Cela permettra de prendre en compte les éléments de contenu qui sont devenus pertinents alors qu'ils n'avaient pas été prévus initialement.

II.4 Ressources nécessaires

56. La mise en œuvre correcte de la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS nécessite des ressources humaines et financières. Les détails des activités spécifiques à mener pour atteindre les objectifs généraux de la Stratégie de Communication ne sont pas détaillés dans la Stratégie elle-même. Ils sont plutôt spécifiés dans le Programme de Travail pour chaque période triennale, avec des informations sur le budget requis. Pour certaines de ces activités, les coûts peuvent être externalisés, tandis que ceux liés à l'activité de communication systématique pourraient être assurés en interne par un chargé de communication, selon la disponibilité des ressources.

II.5 Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie de Communication

57. Les principaux outils de mise en œuvre qui seront nécessaires pour mettre en place la Stratégie de Communication

offriront à eux seuls les moyens de contrôler et d'évaluer la portée et l'efficacité de la stratégie.

58. Sous réserve de l'établissement de points de référence et d'indicateurs quantitatifs, à partir desquels une évaluation de l'efficacité de la Stratégie de Communication peut être effectuée, notamment par le biais de rapports trimestriels sur les performances, les moyens d'évaluation peuvent inclure ceux déjà existants (FINS) et/ou en cours de développement (NETCCOBAMS), ainsi que ceux liés à la présence en ligne et hors ligne de l'ACCOBAMS, comme indiqué, de façon non exhaustive, ci-après :

Site internet	Nombre de visites, de pages vues, temps par visite, pages les plus visitées
Médias sociaux	Nombre de followers, de retours positifs, nombre de republications/retweets
Matériel en ligne et hors ligne et bulletin d'information (FINS)	Nombre de demandes d'ajout à la liste de diffusion, commentaires reçus, nombre de retours favorables
Matériel hors ligne	Nombre de documents imprimés distribués
NETCCOBAMS	Nombre de rapports nationaux introduits par les pays dans NETCCOBAMS
	Nombre de projets introduits dans NETCCOBAMS
Événements en face à face/réunions internationales	Nombre d'événements et de réunions nationaux/internationaux auxquels ACCOBAMS a participé

59. Le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de Communication peut être effectué en interne par le Secrétariat qui peut faire un rapport chaque année au Bureau et tous les trois ans à la Réunion des Parties.

60. L'évaluation de la mise en œuvre et de l'efficacité de la Stratégie de Communication devrait être faite en externe et devrait inclure une évaluation à mi-parcours en 2025 et une évaluation finale en 2028. Les résultats des évaluations à mi-parcours et finale seront également utiles dans le cadre de la révision de la Stratégie de Communication (voir ci-dessous).

II.6 Durée et révision de la Stratégie de Communication

61. Cette Stratégie de Communication est prévue pour une période initiale de 6 ans, de 2023 à 2028.

62. Considérée comme un levier à la mise en œuvre de la Stratégie globale de l'ACCOBAMS, la Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS devra être révisée lors de la mise à jour de la Stratégie de l'ACCOBAMS. Une révision de cette dernière est prévue pour 2023-2025, menant à l'adoption d'une Stratégie globale révisée de l'ACCOBAMS lors de la Neuvième Réunion des Parties en 2025. Face à cela, une révision de la Stratégie de Communication pourrait être nécessaire en 2025 pour l'aligner sur la Stratégie globale révisée de l'ACCOBAMS.

II.7 Synergie avec la Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS

63. Comme souligné dans la Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS adoptée par la Résolution 7.5, le développement d'une Stratégie de Communication de l'ACCOBAMS est une étape clé pour renforcer la visibilité et la réputation de l'ACCOBAMS, en tenant compte du cycle vertueux entre la communication/la sensibilisation et la collecte de fonds. Le renforcement de la communication vers les donateurs ciblés sera alors un soutien et une

facilitation des efforts de liaison avec eux.

64. Enfin, en gardant à l'esprit le caractère emblématique des cétacés, une communication bien structurée, dynamique et efficace pourrait soutenir le lancement de programmes de parrainage et/ou de campagnes de crowdfunding.

RESOLUTION 8.7 NETCCOBAMS

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Considérant la Recommandation 14.10 " NETCCOBAMS" de la 14^{ème} Réunion du Comité Scientifique,

Reconnaissant que la plateforme en ligne NETCCOBAMS, disponible sur le lien : <https://hub.sinay.ai/accobams/home>¹⁸, est une source d'informations précieuses sur les pressions et menaces pour les cétacés,

1. *Encourage* les Parties à soutenir le développement et l'amélioration de NETCCOBAMS et invite les Parties à transmettre des informations sur leurs activités pertinentes par l'intermédiaire de NETCCOBAMS ;
2. *Accueille* la mise en place par le Comité Scientifique d'un Groupe de Travail d'experts comprenant scientifiques, gestionnaires, parties prenantes et Parties, en vertu du mandat suivant, pour guider et superviser :
 - a. la sélection et l'intégration de données et d'informations pertinentes validées, y compris les conditions de téléchargement et d'utilisation¹⁹,
 - b. les outils analytiques à utiliser pour les divers jeux de données,
 - c. les approches de visualisation appropriées (y compris celles qui s'appliquent aux Habitats Critiques pour les Cétacés) et les conseils qui en découlent aux Parties et à tout autre sujet pertinent sur l'interprétation des résultats, et
 - d. le développement futur de la plateforme en ligne NETCCOBAMS (en vue, entre autres, de prendre en compte d'autres menaces et de faciliter la saisie et la validation des données) pour aider à fournir des conseils en matière de conservation des cétacés et de leurs habitats, en donnant la priorité à la mise au point d'un module d'analyse des données du système d'identification automatique (SIA) en fournissant des renseignements dans une zone particulière à l'aide des résultats de projets existants ou de plateformes en ligne (comme le type de navire, la densité, la vitesse, le temps d'attente, etc.) et en tenant compte des données recueillies et déclarées en vertu de la Résolution 8.18 sur les « collisions avec des navires »;
3. *Demande* au Groupe de Travail de rendre compte de ses travaux à la Neuvième Réunion des Parties ;
4. *Invite* les Parties et *donne l'instruction* au Secrétariat d'encourager les parties prenantes concernées, incluant les Partenaires ACCOBAMS et les industriels, à soumettre des données et informations pertinentes sur les cétacés et les activités anthropiques dans NETCCOBAMS, en accord avec l'avis du Groupe de Travail, en vue d'améliorer au fil du temps, la valeur et l'application de la plateforme en ligne dans la prestation de conseils de gestion ;
5. *Demande* au Comité scientifique de charger le Groupe de Travail de :

¹⁸ Pour la création d'un compte NETCCOBAMS, veuillez contacter le Secrétariat ACCOBAMS.

¹⁹ Comme les cartes validées d'abondance et d'habitats, les rapports des Partenaires, la documentation sur le travail de l'ACCOBAMS de son Comité Scientifique, des Parties et des Partenaires.

- a. Assurer la liaison avec le Groupe de travail conjoint sur le bruit (JNWG) en ce qui concerne (i) la définition d'objectifs quantitatifs potentiels en termes de réduction des risques ; (ii) l'amélioration de la robustesse des résultats des modèles (intégrant l'incertitude du modèle, la vérification in situ sur certains sites); et (iii) l'élaboration de nouvelles caractéristiques, y compris des scénarios simulés de réduction du bruit (et des risques) en réponse à des approches d'atténuation potentielles pour évaluer leur efficacité attendue,
 - b. Assurer la liaison avec les autres groupes de travail pertinents quand la plateforme mettra en place d'autres caractéristiques ;
6. *Demande* au Secrétariat de diffuser, lors des événements nationaux et internationaux, des informations sur les avantages de la plateforme en ligne NETCCOBAMS, y compris sa contribution aux mesures d'atténuation réalisées, aux gestionnaires et aux parties prenantes (telles que les compagnies maritimes, les autorités portuaires et l'Organisation Maritime Internationale), en vue d'accroître la visibilité des travaux effectués dans ce contexte, d'encourager l'utilisation de la plateforme et la soumission de données.

RÉSOLUTION 8.8

PROCÉDURE DE SUIVI DES OBLIGATIONS

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Ayant examiné le rapport de la troisième réunion du Comité de Suivi des Obligations de l'ACCOBAMS,

1. *Approuve* les conclusions émises par la Réunion du Comité de Suivi des Obligations (en ligne, 29-30 mars 2022) sur le suivi des obligations et engagements existants concernant (i) les activités sismiques dans la zone ACCOBAMS (ii) les activités militaires produisant du bruit sous-marin dans la zone de l'ACCOBAMS, et (iii) les interactions entre les hommes et les dauphins abordées par la Résolution 3.13 (programme d'interaction avec les dauphins) ;
2. *Adopte les Résolutions* suivantes :

RÉSOLUTION 8.8.A

DECISIONS SUR LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DE SUIVI SUR LES COMMUNICATIONS

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Donnant suite à la recommandation FC3.1 du Comité de Suivi des Obligations,

Considérant que, selon l'art. 12, para. 1, du Règlement de la Procédure de Suivi des obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS, " *La Réunion des Parties peut décider, après examen des recommandations du Comité et compte tenu de la capacité de la Partie concernée et de facteurs tels que la cause, le degré, le type et de la fréquence du non-suivi : a) d'avaliser les mesures recommandées par le Comité ; b) d'entreprendre toute action non conflictuelle qu'elle juge appropriée* ",

Convaincue qu'il convient d'assurer la visibilité des recommandations du Comité de Suivi sur les communications soumises selon la procédure de suivi et des décisions pertinentes de la Réunion des Parties,

1. *Décide* que la Réunion des Parties prendra ses décisions sur les recommandations du Comité de Suivi relatives aux communications soumises selon la procédure de suivi sous la forme de Résolutions *ad hoc*.

RÉSOLUTION 8.8.B
COMMUNICATION PAR OCEANCARE SUR L'ÉVALUATION ET LE CONTRÔLE PAR LA GRÈCE DES ACTIVITÉS
MILITAIRES AUTOUR DE LA CRÊTE DU SUD-EST

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Agissant sur la recommandation FC3.2 du Comité de Suivi des Obligations,

Ayant examiné les considérations et recommandations du Comité de Suivi des Obligations, telles qu'elles figurent dans les rapports de sa deuxième et troisième réunions,

Se fondant sur les motivations énoncées dans les rapports susmentionnés,

Considérant que la 7^{ème} Réunion des Parties "a approuvé les mesures recommandées par le Comité de Suivi des Obligations " (par. 64 du rapport de la 7^{ème} Réunion des Parties),

Considérant que la Partie concernée n'a pas fourni les informations demandées au Secrétariat de l'ACCOBAMS et rappelant que la procédure de suivi est une procédure non conflictuelle qui requiert la coopération des Parties de l'ACCOBAMS,

1. Constate que :

- la deuxième partie de la communication n'est pas recevable et n'est pas fondée ;
- la première partie de la communication est recevable ;
- il est probable que l'atypique échouage massif de baleines à bec porté à son attention par cette communication soit le résultat des exercices militaires qui ont eu lieu du 31 mars au 10 avril 2014, et auxquels la Grèce a également participé;

2. Invite :

- la Partie concernée à poursuivre tous les efforts pour être en conformité avec les Résolutions de l'ACCOBAMS traitant de l'impact du bruit anthropique sur les cétacés, comme la Résolution 4.17, et félicite la Partie concernée pour ce qui est fait dans ce sens ;
- la Partie concernée à fournir des informations au Secrétariat de l'ACCOBAMS sur la manière dont, depuis 2014, les Lignes Directrices annexées à la Résolution 4.17 puis les Lignes Directrices annexées à la Résolution 7.13, qui ont remplacé en 2019 les précédentes, ont été mises en œuvre ;
- le Secrétariat à partager les informations reçues de la Partie concernée avec le Comité scientifique ;

3. Demande que :

- le Comité de Suivi des Obligations reste saisi de la communication ;
- le Secrétariat transmette cette Résolution à la Partie et au Partenaire concernés.

RÉSOLUTION 8.8.C**COMMUNICATION PAR OCEANCARE SUR L'ÉVALUATION ET LE CONTRÔLE PAR L'ESPAGNE DES ACTIVITÉS D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE AUTOUR DES ÎLES BALÉARES**

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Agissant sur la recommandation FC3.3 du Comité de Suivi des Obligations,

Ayant examiné les considérations et recommandations du Comité de Suivi des Obligations, telles qu'elles figurent dans les rapports de sa deuxième et troisième réunions,

Se fondant sur les motivations énoncées dans les rapports susmentionnés,

Considérant que la 7^{ème} Réunion des Parties "a approuvé les mesures recommandées par le Comité de Suivi des Obligations " (par. 64 du rapport de la 7^{ème} Réunion des Parties),

Gardant à l'esprit que la 7^{ème} Réunion des Parties a adopté la Résolution 7.13 sur le bruit, "encourage vivement les Parties à contribuer au registre régional des sources de bruit impulsif de l'ACCOBAMS, notamment en partageant leurs données", et "invite les Parties à mettre en place un mécanisme de coopération permettant d'identifier les sources des bruits sous-marins distants et ceci afin de remédier aux effets à longue distance",

1. *Estime qu'il n'y a aucune preuve que les autorités de l'État concerné ont soit autorisé des activités produisant du bruit de juillet 2012 à juillet 2013, soit fait preuve de négligence dans le contrôle de ce qui s'est passé dans les eaux ou les fonds marins soumis à la juridiction espagnole ;*
2. *Déclare la procédure de suivi close en ce qui concerne l'implication de l'Espagne ;*
3. *Demande au Comité de Suivi des Obligations d'assurer le suivi de la Résolution 7.13, dans la mesure où elle « encourage vivement les Parties à contribuer au registre régional des sources de bruit impulsif de l'ACCOBAMS, notamment en partageant leurs données », et « invite les Parties à mettre en place un mécanisme de coopération permettant d'identifier les sources des bruits sous-marins distants et ceci afin de remédier aux effets à longue distance »" ;*
4. *Souligne l'importance de la surveillance des sources de bruit impulsif et la nécessité de sensibilisation et d'ateliers à cet égard au niveau national et régional, à la lumière de la Recommandation 14.6 du Comité Scientifique concernant le bruit ;*
5. *Demande au Secrétariat de transmettre cette Résolution à la Partie et au Partenaire concernés.*

RÉSOLUTION 8.8.D**COMMUNICATION DE SUIVI PAR OCEANCARE SUR L'ÉVALUATION ET LE CONTRÔLE PAR LE PORTUGAL DES ACTIVITÉS D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE DANS LES BASSINS DE L'ALGARVE ET DE L'ALENTEJO**

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Agissant sur la recommandation FC3.4 du Comité de Suivi des Obligations,

Ayant examiné les considérations et recommandations du Comité de Suivi des Obligations, telles qu'elles figurent dans les rapports de sa deuxième et troisième réunions,

Se fondant sur les motivations énoncées dans les rapports susmentionnés,

Considérant que la 7^{ème} Réunion des Parties "a approuvé les mesures recommandées par le Comité de Suivi des Obligations " (par. 64 du rapport de la 7^{ème} Réunion des Parties),

Prenant note qu'une réponse écrite a été fournie par le Portugal par le biais d'une lettre envoyée le 31 octobre 2019,

Notant également qu'une déclaration d'OceanCare a été transmise au Comité de Suivi des Obligations,

1. *Rappelle* que les Parties à l'ACCOBAMS sont tenues, entre autres, d'exiger une étude d'impact pour autoriser ou interdire des activités susceptibles d'affecter les cétacés ou leurs habitats, comme la prospection et l'exploitation offshore (voir Annexe 2, para. 1, c de l'ACCOBAMS) et que, pour répondre aux préoccupations provenant du bruit sous-marin, les Parties à l'ACCOBAMS ont adopté la Résolution 4.17, qui comprend un ensemble de « Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS », remplacée par la Résolution 7.13, qui établit des « Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS » ;
2. *Prend note* du fait que, après la présentation de la communication, la législation portugaise sur les activités d'exploration et d'exploitation pétrolières a été renforcée et améliorée au niveau environnemental, afin d'assurer une approche guidée par le principe de précaution et qu'aujourd'hui toutes les activités d'exploration et d'exploitation pétrolières relèvent du régime d'études d'impact environnementales, en fonction des caractéristiques du projet et de sa localisation ;
3. *Prend également note* que, selon la nouvelle législation publiée au Portugal en 2021 (Loi N°. 98/2021), l'octroi de nouvelles concessions pour la prospection ou l'exploration d'hydrocarbures sur le territoire national est interdit ;
4. *Estime* que des orientations utiles pour traiter les problèmes liés aux activités d'exploration et d'exploitation pétrolières peuvent également être trouvées dans la recommandation du Comité de Suivi des Obligations relative aux activités sismiques dans la zone de l'ACCOBAMS, approuvée lors de la troisième réunion du Comité de Suivi des Obligations ;

5. *Apprécie* la déclaration de la Partie concernée selon laquelle elle est profondément engagée dans la protection et la sauvegarde de la vie marine, en particulier des cétacés, dans le plein respect de l'ACCOBAMS ;
6. *Déclare la* procédure de suivi close ;
7. *Demande au* Secrétariat de transmettre cette Résolution à la Partie et au Partenaire concernés.

RÉSOLUTION 8.8.E**COMMUNICATION PAR OCEANCARE SUR LES DÉFAILLANCES DE L'ALBANIE, L'ALGÉRIE, LA CROATIE, CHYPRE, DE L'ÉGYPTE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE, LE LIBAN, LA LIBYE, MALTE, MONACO, LE MONTÉNÉGRO, LE MAROC, LA SLOVÉNIE, L'ESPAGNE, LA SYRIE, LA TUNISIE À METTRE EN ŒUVRE LE PLAN DE CONSERVATION ACCOBAMS POUR LES DAUPHINS COMMUNS EN MÉDITERRANÉE**

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Agissant sur la recommandation FC3.5 du Comité de Suivi des Obligations,

Ayant examiné les considérations et recommandations du Comité de Suivi des Obligations, telles qu'elles figurent dans les rapports de sa deuxième et troisième réunion,

Se fondant sur les motivations énoncées dans les rapports susmentionnés,

Considérant que la 7^{ème} Réunion des Parties "a approuvé les mesures recommandées par le Comité de Suivi des Obligations" (par. 64 du rapport de la 7^{ème} Réunion des Parties),

Considérant que des réponses écrites ont été fournies par le Maroc, l'Espagne et Malte,

Prenant note que lors de la 7^{ème} Réunion des Parties, l'Albanie, l'Algérie, l'Égypte, la France, le Liban, Malte et le Maroc ont fait des remarques concernant les modalités et les difficultés pour assurer la mise en œuvre du plan de conservation des dauphins communs en Méditerranée,

Conscient que quinze Parties concernées n'ont pas fourni aucune information au Comité de Suivi des obligations concernant la question soulevée dans la communication et rappelant que la procédure de suivi est une procédure non conflictuelle qui requiert la coopération des Parties à l'ACCOBAMS,

1. *Rappelle* que les Parties de l'ACCOBAMS sont tenues, entre autres, d'appliquer la Résolution 4.13, qui souligne que la mise en œuvre du Plan de conservation du dauphin commun à bec court de Méditerranée est une priorité élevée dans la région ;
2. *Regrette* qu'actuellement, il semble que le plan de conservation du dauphin commun à bec court de Méditerranée, tel qu'accueilli par la Résolution 2.20 et rappelé par la Résolution 4.13, n'ait pas encore été pleinement mis en application ;
3. *Est convaincu* que le prochain plan de gestion de conservation pour *Delphinus delphis*, qui est actuellement en cours d'élaboration par le Comité Scientifique, abordera de manière satisfaisante les difficultés rencontrées ;
4. *Estime* qu'il est urgent de mettre en place un plan de gestion de conservation pour la zone méditerranéenne et de le mettre en œuvre au niveau national et au niveau transfrontalier, comme en témoigne l'évaluation récente

(décembre 2021) de la liste Rouge de l'UICN qui évalue la sous-population de dauphins communs de la Méditerranée intérieure sur la liste rouge de l'UICN comme étant En danger, et de la sous-population du golfe de Corinthe comme étant En danger critique ;

5. *Souligne* que la mise en œuvre correcte des plans de gestion de conservation est essentielle pour garantir la crédibilité du mandat de l'ACCOBAMS en tant qu'Accord Intergouvernemental efficace de coopération régionale ;
6. *Invite* :
 - les quinze Parties concernées, à savoir l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, l'Egypte, la France, la Grèce, l'Italie, le Liban, la Libye, Monaco, le Monténégro, la Slovénie, la Syrie et la Tunisie, à fournir des informations au Comité de Suivi des Obligations, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ACCOBAMS, sur les mesures spécifiques prises pour la mise en œuvre du Plan de Conservation du dauphin commun à bec court de Méditerranée, ou sur toute autre mesure considérée comme pertinente pour leur protection ;
 - le Secrétariat à partager les informations reçues des Parties avec le Comité scientifique ;
7. *Se réserve le droit* de prendre ultérieurement d'autres décisions sur les réponses soumises, lorsque davantage de réponses nationales auront été recueillies ;
8. *Demande que*:
 - le Comité de Suivi des Obligations reste saisi de la communication ;
 - le Secrétariat transmette cette Résolution à la Partie et au Partenaire concernés.

RESOLUTION 8.9

FILETS MAILLANTS DERIVANTS

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant que le respect des obligations découlant de l'ACCOBAMS nécessite l'adoption et la mise en application de la législation nationale pertinente, comme prévu à l'Annexe 2, paragraphe 1, de l'ACCOBAMS,

Consciente que l'état de conservation des cétacés peut être affecté par des captures accidentelles,

Profondément *préoccupée* par le fait que les captures accidentelles sont de loin la première cause anthropique de mortalité pour la plupart des populations de cétacés dans la Zone de l'ACCOBAMS,

Consciente que les compétences dans la zone de l'ACCOBAMS en matière de pêche reviennent à la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée, à la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, à l'Union européenne et aux autorités nationales de pêche,

Rappelant leur conviction que la vulnérabilité des cétacés à ces menaces justifie la mise en œuvre de mesures de conservation spécifiques, lorsqu'elles n'existent pas encore, par les États qui exercent leur souveraineté ou leur juridiction sur une partie quelconque de leur aire de répartition, et par les États dont les navires battant leur pavillon sont engagés, en dehors des limites de leur juridiction nationale, dans des activités susceptibles d'affecter la conservation des cétacés,

Rappelant que l'Accord exige que les Parties collectent et analysent les données sur les interactions directes et indirectes entre les hommes et les cétacés en relation avec la pêche et prennent les mesures appropriées, en appliquant, si nécessaire, le principe de précaution,

Consciente que les filets dérivants, en particulier, sont connus pour représenter une source majeure de mortalité accidentelle pour les cétacés et peuvent affecter sérieusement les populations de cétacés,

Gardant à l'esprit qu'un moratoire général sur la pêche hauturière au grand filet pélagique dérivant a été recommandé par l'Assemblée Générale des Nations Unies depuis la Résolution 46/215 de 1991 et a été réaffirmé à plusieurs reprises, et que ces engins de pêche ont été limités et interdits par un certain nombre d'instruments applicables à la zone de l'ACCOBAMS, y compris la Recommandation 22/1997/1 de la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée et le Règlement 2019/1241 de l'Union Européenne,

Rappelant que l'Annexe 2 (Plan de conservation), telle qu'amendée en 2007 par la résolution A/3.1, qui fait partie intégrante de l'Accord, demande aux Parties « d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures pour minimiser les effets négatifs de la pêche sur la conservation des cétacés et, en particulier, prévoit qu'aucun navire ne sera autorisé à conserver à bord ou à utiliser des filets maillants dérivants »,

Prenant note de l'étude « Use of Driftnets in the ACCOBAMS Area: A Review of Relevant Treaties and National Legislation », préparée, sur la base des informations fournies par les Parties, par des conseillers juridiques nommés par le Secrétariat,

Consciente que les instruments internationaux, régionaux et nationaux sont basés sur des définitions différentes des caractéristiques techniques des filets dérivants à interdire,

Consciente que différents types de filets dérivants conformes aux mesures de conservation adoptées par d'autres instruments réglementaires internationaux et régionaux sont encore légalement utilisés dans la zone de l'Accord,

Préoccupée par le fait que les filets dérivants les plus impactant pour les cétacés, notamment ceux ciblant les grands poissons pélagiques, même s'ils sont interdits par d'autres instruments internationaux, sont toujours utilisés illégalement, même dans les zones marines protégées spécialement établies pour la protection des cétacés,

Consciente que des mesures efficaces contre la pêche illégale, non réglementée et non déclarée, qui se pratique toujours dans la zone de l'ACCOBAMS, est une condition préalable pour aborder avec succès les relations entre la pêche et la conservation des cétacés,

Rappelant que les Parties adoptent les mesures législatives, réglementaires ou administratives nécessaires pour assurer une pleine protection aux cétacés dans les eaux relevant de leur souveraineté ou de leur juridiction et, en dehors de ces eaux, à l'égard de tout navire battant leur pavillon ou immatriculé sur leur territoire, engagé dans des activités susceptibles d'affecter la conservation des cétacés,

Rappelant que, sur la base de la législation modèle sur la conservation des cétacés annexée à la Résolution 4.19, il serait opportun que les Parties assurent, dans leurs législations nationales, des dispositions pénales sanctionnant la possession à bord et l'utilisation de filets dérivants, ainsi que l'acte de rejeter ou de laisser dériver en mer des engins de pêche,

Prenant en considération les Recommandations du Comité Scientifique, notamment la Recommandation 14.5 sur les « captures accidentelles »,

Fermement convaincue que les problèmes causés par l'utilisation des filets dérivants ne peuvent être résolus que par une collaboration étroite entre les organismes régionaux de pêche et de conservation concernés,

Rappelant :

- La Résolution 2.12 sur les Lignes Directrices pour l'utilisation de dispositifs acoustiques répulsifs,
- La Résolution 2.13 sur les Filets maillants pélagiques,
- La Résolution 2.21 Sur l'Évaluation et atténuation des impacts négatifs des interactions entre les cétacés et les activités de pêche dans la zone de l'ACCOBAMS,
- La Résolution A/3.1 sur l'Amendement de l'annexe 2 de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente relative à l'emploi des filets dérivants,
- La Résolution 3.8 sur le Renforcement de la collaboration avec la Commission Générale pour les Pêches en Méditerranée,
- La Résolution 4.9 sur l'Impacts des activités de pêche sur les cétacés,
- La Résolution 4.19 sur la législation modèle pour la conservation des cétacés,

- La Résolution 7.11 sur les Interactions entre les activités de pêche et les cétacés,

1. *Réaffirme* avec force que les captures accidentelles dans les engins de pêche constituent une menace étendue et significative pour les cétacés dans toute la zone de l'Accord ;
2. *Exhorte* les Parties à développer dès que possible une meilleure compréhension des niveaux de captures accidentelles, afin de permettre d'atteindre les objectifs de conservation de l'ACCOBAMS et de renforcer les mesures d'application correspondantes ;
3. *Réitère* sa préoccupation quant au fait que l'utilisation de filets dérivants qui ne sont pas conformes aux dispositions légales pertinentes continue de causer la mortalité de plusieurs espèces de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS, et *demande instamment* que les législations nationales régulant ces engins de pêche soient mises en œuvre et appliquées par les Parties dans les meilleurs délais ;
4. *Exhorte* les Parties à s'assurer que leur législation nationale est pleinement conforme aux traités et règlements pertinents et que les transgresseurs sont sanctionnés par des peines d'une gravité suffisante pour dissuader les violations, en accord avec les législations nationales ;
5. *Note* que les programmes d'indemnisation pour l'abandon des filets dérivants et la reconversion des navires de pêche peuvent être utiles pour promouvoir le respect des règles relatives aux filets dérivants ; ainsi que l'utilisation de technologies modernes visant à tracer l'utilisation des filets dérivants ;
6. *Prend note avec satisfaction* des informations fournies par plusieurs Points Focaux Nationaux sur les outils et mesures juridiques appliqués dans la juridiction des Parties pour faire respecter les dispositions de l'ACCOBAMS sur l'interdiction des filets dérivants ;
7. *Encourage* les Parties qui n'ont pas encore fourni les informations susmentionnées à le faire dans les meilleurs délais ;
8. *Mandate* le Secrétariat de l'ACCOBAMS, en collaboration avec le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS, pour continuer à assurer la liaison avec les organisations régionales de gestion des pêches concernées afin de fournir une définition commune des caractéristiques techniques des filets dérivants qui constituent une menace majeure pour les cétacés, et de faire un rapport sur cette question à la Neuvième Réunion des Parties.

RESOLUTION 8.10
PROGRAMME DE SURVEILLANCE A LONG TERME DE L'ACCOBAMS

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'Article II, paragraphe 3, de l'Accord et son Annexe 2 (Plan de conservation), paragraphe 2,

Rappelant la Résolution 2.11 sur la facilitation des campagnes et des programmes de recherche scientifique,

Rappelant la Résolution 5.1 sur la Stratégie de l'ACCOBAMS pour la période 2014-2025, en particulier son objectif spécifique B.1 « Améliorer les connaissances sur l'état des cétacés »,

Rappelant la Résolution 6.13 "Estimation exhaustive des populations de cétacés et leur répartition dans la zone de l'ACCOBAMS (surveillance de la distribution et de l'abondance des cétacés, et ACCOBAMS Survey Initiative) qui a remplacé les précédentes Résolutions 2.19, 3.15 and 5.9,

Rappelant la Résolution 7.10 pour "Améliorer le suivi et l'évaluation de l'abondance et de la distribution des populations de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS" qui recommande le développement d'un programme de surveillance approprié pour la région de l'ACCOBAMS afin de permettre l'identification de l'évolution de l'abondance des populations et des changements potentiels de répartition, conformément aux cycles de rapport des instruments juridiques pertinents de l'Union européenne, entre autres la Directive Habitats et la Directive-Cadre Stratégie Milieu Marin de l'Union Européenne, et de l'IMAP (Programme Intégré de Surveillance et d'Evaluation de la Mer Méditerranée et de la côte et critères d'évaluation associés) de la Convention de Barcelone,

Prenant en considération la Recommandation 14.1 du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS sur le Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS (LTMP),

Prenant en considération les recommandations du Groupe Ad Hoc établi pour fournir des conseils sur les aspects financiers liés au LTMP de l'ACCOBAMS,

Considérant que le LTMP est non seulement fondamental pour permettre aux Parties d'atteindre les objectifs déclarés de l'ACCOBAMS mais qu'il aidera également les Parties à respecter leurs engagements nationaux et internationaux respectifs, qui incluent les objectifs de l'Approche Écosystémique de la Convention de Barcelone/le Programme Intégré de Surveillance et d'Evaluation (EcAp/IMAP) et le Plan d'Action pour la Conservation des Cétacés en Mer Méditerranée (IG25/13), les instruments juridiques pertinents de l'Union européenne, entre autres la Directive-Cadre Stratégie pour le Milieu Marin de l'Union Européenne et la Directive Habitats de l'Union Européenne, le programme intégré de surveillance et d'évaluation de la mer Noire,

Accueillant très favorablement la réalisation de l'ACCOBAMS Survey Initiative dans la zone de l'Accord et *félicitant* les Parties, les États de l'aire de répartition non-Parties, le Secrétariat Permanent, les Unités de Coordination sous-régionales, le Comité Scientifique, toutes les Organisations partenaires et toutes les personnes associées à la mise en

œuvre réussie des campagnes de suivi des étés 2018 et 2019 en mer Méditerranée, dans la zone Atlantique adjacente et en mer Noire,

Exprimant sa gratitude à l'Espagne, à la France, à l'Italie, à Monaco, à la Slovénie, à la Fondation MAVA, à la Fondation Prince Albert II de Monaco et au Fonds international pour la protection des animaux (IFAW) pour leurs contributions volontaires et leur soutien financier, ainsi qu'aux autres pays Parties qui ont fourni des contributions en nature pour l'ACCOBAMS Survey Initiative en Méditerranée,

Exprimant sa gratitude à la Commission européenne pour son soutien financier au projet CeNoBS - Soutenir la mise en œuvre de la DCSMM en mer Noire par la mise en place d'un système de suivi régional des cétacés (D1) et de suivi du bruit (D11) pour la réalisation du Bon Etat Environnemental (BEE) qui soutient la mise en œuvre de l'ACCOBAMS Survey Initiative dans la mer Noire,

Remerciant également le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (SPA/RAC), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature - Centre de Coopération pour la Méditerranée (UICN-Med), l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB), l'Institut Italien pour la protection de l'Environnement et la Recherche (ISPRA) et l'Observatoire PELAGIS pour leur soutien au sein du comité de pilotage de l'ACCOBAMS Survey Initiative,

Reconnaissant le succès des projets ACCOBAMS Survey Initiative et CeNoBS pour fournir des estimations d'abondance estivales pour les cétacés dans la région de l'ACCOBAMS qui ont contribué à l'évaluation de l'état de conservation de l'UICN pour les espèces de cétacés dans la région et à la publication "Conserving Whales, Dolphins and Porpoises in the Mediterranean Sea, Black Sea and adjacent areas : an ACCOBAMS Status Report 2021",

Reconnaissant la valeur importante de l'ensemble des données de l'ASI pour la préparation du Rapport sur l'Etat de la qualité de la Méditerranée de la Convention de Barcelone, en particulier en ce qui concerne les résultats quantitatifs sur la distribution et l'abondance des cétacés, des autres espèces de mégafaune marine et des déchets marins flottants,

Soulignant la nécessité d'explorer des sources de données nouvelles et alternatives pour évaluer la distribution et l'abondance des cétacés, en particulier grâce à l'utilisation de programmes de surveillance marine et des technologies innovantes existants,

I. Programme de surveillance à long terme de l'ACCOBAMS

1. *Approuve* la Recommandation 14.1 du Comité Scientifique sur le Programme de Surveillance à Long Terme de l'ACCOBAMS telle qu'annexée au Rapport de la 14ème Réunion du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS (ACCOBAMS-SC14/2021/Doc40) ;
2. *Invite* les Parties à faciliter la mise en œuvre du LTMP de l'ACCOBAMS reflété en Annexe, qui se concentre principalement sur l'obtention d'estimations solides d'abondance et de distribution des cétacés et sur l'identification de leurs changements respectifs dans le temps, ainsi que des données sur d'autres espèces de la mégafaune marine et des activités humaines, afin de fournir des conseils pour la réalisation d'objectifs de conservation et de gestion ;

3. *Charge* le Comité Scientifique et le Secrétariat, en collaboration avec le Comité de pilotage de l'ASI et d'autres experts compétents, de préparer, pour chaque suivi synoptique à l'échelle des bassins, un document technique détaillé sous la forme d'une proposition de projet, contenant une description des différents modules de travail, un calendrier, un budget et une analyse SWOT ;
4. *Exhorte* les Parties et le Secrétariat, compte tenu de l'importance fondamentale du LTMP, de garantir le financement de sa mise en œuvre en prenant en considération, le cas échéant, les recommandations du Groupe *ad hoc* LTMP de l'ACCOBAMS (ACCOBAMS-MOP8/2022/27) ;
5. *Invite* les Parties à fournir des contributions volontaires en 2023 afin de répondre au financement interne prévu en vue d'entreprendre des suivis synoptiques à l'échelle de la Zone de l'ACCOBAMS en 2024-2026 ;
6. *Mandate* le Secrétariat pour entreprendre des efforts de collecte de fonds afin de répondre au financement externe attendu en vue d'entreprendre des suivis synoptiques à l'échelle de la Zone de l'ACCOBAMS en 2024-2026 ;
7. *Encourage* vivement les Parties à s'engager à fournir un soutien en nature pour les prochains suivis synoptiques à l'échelle de la Zone de l'ACCOBAMS en 2024-2026, et la mise en œuvre de l'ensemble du cycle du programme 2023-2027 ;
8. *Demande* au Secrétariat d'explorer les possibilités de financement dans le cadre des mécanismes financiers pertinents de l'UE, entre autres le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA), les programmes LIFE et Interreg ;
9. *Mandate* le Secrétariat pour évaluer la faisabilité de mécanismes de financement innovants et ciblés pour soutenir le LTMP de l'ACCOBAMS conformément à la Stratégie de Financement de l'ACCOBAMS adoptée comme Résolution 7.5 et pour élaborer des stratégies spécifiques et des directives opérationnelles pour leur mise en œuvre, ainsi que pour approcher des donateurs ciblés en vue de sécuriser le budget du LTMP dans un avenir proche ;
10. *Invite* les Parties et les Etats de l'aire de répartition de l'ACCOBAMS à nommer une personne contact nationale pour participer à un Groupe de Contact du LTMP afin de définir les conditions de mise en œuvre et le protocole pour la logistique (plateforme de recherche, moyens humains, équipement, formation, etc.) concernant la réalisation de suivis synoptiques à l'échelle d'un bassin sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de l'ASI 1, en tenant compte les orientations fournies dans la recommandation 14.1 du Comité scientifique ;
11. *Demande* au Comité scientifique d'examiner et de mettre à jour, si nécessaire, les protocoles de collecte et d'analyse de données pour les suivis sur les cétacés à l'échelle d'un bassin, comprenant également des données sur la mégafaune marine et les activités humaines, et de prendre en compte les nouveaux développements en matière de technologie, de conception des suivis et des méthodes d'analyse des données conformément aux orientations fournies dans la recommandation 14.1 ;
12. *Demande* au Secrétariat, conjointement avec le Comité Scientifique, compte tenu de la grande valeur à long terme des données ASI et des futures données collectées dans le cadre du LTMP ainsi que de l'importance d'archiver correctement ces données et de généraliser leur disponibilité au profit de la communauté scientifique de la conservation :

- a. de s'efforcer d'optimiser l'archivage et le partage des données, notamment en assurant l'interopérabilité des données de l'ASI avec d'autres bases de données pertinentes, telles que NETCCOBAMS, EMODnet, IMAP Info System, OBIS-SEAMAP et avec des organisations d'échange de données ;
 - b. de s'assurer que le protocole pour obtenir l'accès aux données ASI et aux futures données comprend un élément qui stipule que les résultats de toutes les analyses utilisant les données ASI et données futures sont mis à la disposition de l'ACCOBAMS, avec des garanties de publication appropriées, afin que :
 - les résultats puissent être utilisés par le Comité Scientifique pour contribuer à sa capacité à donner les meilleurs conseils scientifiques, et
 - le Secrétariat puisse suivre l'utilisation et l'influence de cette base de connaissances afin d'illustrer la valeur générale de l'ASI et d'aider à améliorer l'entreprise et la collecte de données de futurs suivis dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS ;
13. Invite les Parties à favoriser, avec le soutien du Secrétariat, la coopération et les partenariats entre experts dans tout le champ d'application de l'Accord, y compris :
- a. en accroissant la visibilité des données ASI, des futures données et des résultats connexes, en encourageant l'utilisation la plus large possible des analyses existantes pour contribuer à la prise de décision en matière de conservation, ainsi qu' en encourageant la conduite d'autres analyses des données de l'ASI et des données futures pour répondre aux besoins de conservation et de gestion des cétacés et des écosystèmes ;
 - b. en fournissant des ressources suffisantes pour utiliser au mieux les données ASI dans toute la zone de l'ACCOBAMS, y compris par le biais d'un soutien financier pour des programmes de mentorat, de formation et de co-publications ;

II – Améliorer les efforts de suivi de la répartition et de l'abondance des cétacés dans la zone de l'Accord

14. *Recommande* que les Parties et les États de l'aire de répartition veillent à ce que tout programme national d'étude de l'abondance et de la répartition des cétacés soit compatible avec les lignes directrices annexées à la Résolution 6.13 ;
15. *Recommande* que les Parties s'assurent que les autorités compétentes partagent les plans de leurs programmes nationaux et sous-régionaux de surveillance à long terme des cétacés, y compris les activités en cours dans le cadre des instruments juridiques pertinents de l'Union européenne , entre autres la Directive Habitats, la Directive-Cadre Stratégie pour le Milieu Marin de l'Union Européenne, de l'EcAp/IMAP et d'autres programmes tels que le Plan d'action pour la conservation des cétacés en Méditerranée ;
16. *Demande* au Comité Scientifique et aux Unités de Coordination sous-régionales d'aider à identifier les synergies et les collaborations potentielles dans les programmes existants ou proposés ;
17. *Recommande* que les Parties, les États de l'aire de répartition et les partenaires de l'ACCOBAMS coordonnent, lorsque pertinent, la mise en œuvre de leurs programmes de suivi nationaux, en particulier en synchronisant leurs campagnes de suivi, et envisagent des efforts de suivi en commun, chaque fois que possible, avec l'assistance du Comité Scientifique et du Secrétariat de l'ACCOBAMS ;
18. *Demande* au Comité Scientifique de fournir des conseils sur les méthodes et les protocoles des programmes régionaux et nationaux existants et nouveaux à plus petite échelle, pour le suivi de l'abondance, de la distribution

et des tendances, à la lumière des informations provenant des suivis synoptiques périodiques estivaux conduits à l'échelle des bassins ;

19. *Demande* au Comité Scientifique de travailler dans les meilleurs délais avec des experts en modélisation pour développer un cadre de simulation visant à examiner différentes stratégies de suivis, y compris concernant la fréquence et l'étendue géographique, pour obtenir des estimations d'abondance solides et pour détecter les tendances dans le but de déterminer si les objectifs de conservation de l'ACCOBAMS sont atteints, en gardant à l'esprit que le même cadre devrait être utilisé pour examiner comment et où les suivis d'opportunité et multidisciplinaires peuvent contribuer au LTMP ;
20. *Invite* le comité scientifique à apporter son aide dans les domaines suivants :
 - a. étudier l'utilisation des navires d'opportunité et de suivis pluridisciplinaires, ainsi que des suivis spécifiques, pour fournir des informations sur :
 - les zones qui ne peuvent pas être étudiées dans le cadre de suivis à l'échelle des bassins et pour lesquelles peu de données sur la présence ou l'absence sont disponibles;
 - présence non-estivale;
 - les tendances en matière d'abondance et de distribution au niveau locale; et
 - les zones où ces plateformes sont déjà utilisées pour la collecte de données sur les cétacés et les composantes de leur habitat;
 - b. entreprendre des études pilotes lorsque de nouvelles techniques ou de nouveaux navires d'opportunité peuvent être envisagés ; et
 - c. examiner plus avant l'utilisation de la surveillance acoustique passive et active pour des zones et des espèces spécifiques, telles que le cachalot et la baleine à bec de Cuvier, conformément aux plans de surveillance en cours tels que ceux des instruments juridiques pertinents de l'Union européenne , entre autres la Directive Habitats et la Directive-Cadre "Stratégie pour le Milieu Marin" de l'Union européenne et l'EcAp/IMAP, y compris dans le bassin oriental ;
21. *Décide* que la présente Résolution complète la Résolution 6.13 et remplace la Résolution 7.10.

ANNEXE

**PROGRAMME DE SURVEILLANCE A LONG TERME DE L'ACCOBAMS POUR ESTIMER LES TENDANCES
DE L'ABONDANCE ET DE LA DISTRIBUTION DES CÉTACÉS**

Sommaire

Contexte	299
Objectifs du LTMP de l'ACCOBAMS	299
L'étendue géographique du LTMP de l'ACCOBAMS.....	300
Approche de suivi	300
Protocoles et plateformes de suivi	301
Gestion et utilisation des données	302
Compétences disponibles/renforcement des capacités	303
Financement	303
Liens avec d'autres initiatives	303

Contexte

L'objectif principal de l'ACCOBAMS étant d'atteindre et de maintenir un état de conservation favorable pour les cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente, l'Accord demande aux Parties Contractantes d'entreprendre, individuellement et par le biais de collaborations, une série de mesures de conservation et de gestion pour les espèces et de développer une coopération pour la recherche et la surveillance afin de les mettre pleinement en œuvre. Le développement de la surveillance est clairement désigné par l'Accord comme l'un des moyens les plus recommandés pour améliorer les connaissances sur la biologie, l'écologie et la dynamique des populations de cétacés afin d'identifier et de mettre en œuvre des mesures de conservation.

Conformément à l'objectif stratégique d'ACCOBAMS sur l'amélioration de la compréhension de l'état de conservation des cétacés au niveau macro-régional, l'ACCOBAMS Survey Initiative (ASI)²⁰, un projet collaboratif visant à établir un système de surveillance intégré et coordonné pour les cétacés, a été lancé en 2016 lors de la sixième réunion des parties à ACCOBAMS (Monaco, 22-25 novembre 2016).

Après la mise en œuvre réussie en 2018/2019 des suivis en mer Méditerranée et dans la Zone Atlantique adjacente dans le cadre du projet ASI, une campagne de suivi a été menée au cours de l'été 2019 dans une grande partie de la mer Noire grâce aux projets CeNoBS²¹ et EMBLAS-Plus²²

En s'appuyant sur l'expérience acquise jusqu'à présent par le développement et la mise en œuvre de l'ASI, le Secrétariat de l'ACCOBAMS a initié l'élaboration du Programme de Surveillance à Long Terme de l'ACCOBAMS (LTMP) pour estimer l'abondance et la distribution des cétacés et évaluer les tendances dans l'espace et le temps

Objectifs du LTMP de l'ACCOBAMS

La motivation première du LTMP de l'ACCOBAMS est de collecter des données fiables permettant d'obtenir des estimations précises de l'abondance et de la distribution des espèces de cétacés dans l'Aire de l'ACCOBAMS. Il peut également recueillir des informations sur les activités humaines en mer qui pourraient constituer une menace pour les cétacés (trafic maritime, navigation de plaisance, pêche, déchets marins, polluants chimiques, etc.) Ces informations peuvent être utilisées pour identifier les zones d'interaction entre les cétacés et les activités humaines dans l'Aire de l'ACCOBAMS. L'objectif final est de fournir une base scientifique solide pour la mise en place et l'ajustement régulier des mesures de conservation et de gestion permettant d'atteindre un état de conservation favorable pour les cétacés dans l'Aire de l'Accord. Grâce à cette réalisation, les Parties rempliront leurs obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS, ainsi que leurs engagements envers d'autres accords multilatéraux pertinents (CBD, CMS, Convention de Barcelone, réglementations de l'UE, etc.)

La mise en œuvre périodique du LTMP de l'ACCOBAMS permettra d'évaluer les tendances de taille et de distribution des populations d'espèces, et, en utilisant également les informations sur les activités humaines ayant un impact sur les cétacés, d'évaluer les mesures de conservation en place et si nécessaire de les adapter. Les données collectées par l'ASI dans la zone de l'ACCOBAMS ont permis d'établir une base de référence fiable à partir de laquelle il sera possible de mesurer les changements futurs des paramètres surveillés.

²⁰ Le projet ASI a bénéficié, pour sa composante Méditerranée et Zone Atlantique adjacente, du soutien financier de l'Espagne, de la France, de l'Italie, de Monaco, de la Slovénie, de la Fondation MAVIA, de la Fondation Prince Albert II et de l'IFAW.

²¹ Le projet CeNoBS " Soutenir la mise en œuvre de la DCSMM en mer Noire par l'établissement d'un système régional de surveillance des cétacés (D1) et de surveillance du bruit (D11) pour atteindre le Bon Etat Environnemental " a été mis en œuvre entre 2018-2021 grâce à un soutien financier de l'Union européenne (<https://www.cenobs.eu/>)

²² Le projet EMBLAS-Plus "Improving Environmental Monitoring in the Black Sea - Selected Measures" (<http://emblasproject.org/>) est financé par l'Union européenne.

L'étendue géographique du LTMP de l'ACCOBAMS

Etant donné la nature mobile des cétacés, le LTMP de l'ACCOBAMS doit couvrir l'ensemble de l'Aire de l'Accord telle que définie dans l'Article I de l'Accord de l'ACCOBAMS²³. Cela implique qu'il couvrira dans l'Aire de l'Accord (i) les eaux maritimes sous la juridiction des Parties, (ii) les eaux maritimes des Etats non-Parties et (iii) les eaux maritimes situées au-delà des juridictions nationales. En outre, il peut également couvrir d'autres zones maritimes qui pourraient être incluses à l'avenir dans la zone de l'accord, telles que les zones maritimes du Portugal et de l'Espagne dont l'inclusion dans la zone de l'accord a été adoptée par les parties par la résolution A/4.1 modifiant la portée géographique de l'accord, en attendant l'entrée en vigueur de l'amendement.

Cependant, dans certaines circonstances, il peut s'avérer impossible de mener des campagnes de suivi dans des zones où les contraintes administratives (liées aux permis) ou politiques ne permettent pas aux équipes de travailler normalement et en toute sécurité.

En outre, la couverture géographique de la surveillance peut également dépendre de la disponibilité des ressources financières. Par conséquent, un suivi synoptique peut être limité à ne couvrir qu'une partie des zones ciblées par le LTMP de l'ACCOBAMS. Cependant, il faut viser à couvrir une couverture maximale.

Approche de suivi

Le LTMP de l'ACCOBAMS sera principalement basé sur des suivis synoptiques périodiques couvrant toute l'Aire de l'Accord. Chaque suivi sera une initiative collaborative impliquant toutes les Parties de l'ACCOBAMS par le biais de leurs administrations nationales compétentes, des chercheurs et des ONG. Elle sera coordonnée par le Secrétariat de l'ACCOBAMS et mise en œuvre par des équipes nationales soutenues, si nécessaire et approprié, par des observateurs et/ou des chefs d'équipe désignés par le Secrétariat de l'ACCOBAMS en consultation avec les Points Focaux concernés et sur la base de leur expertise scientifique.

Le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS contribuera à toutes les phases du LTMP de l'ACCOBAMS en donnant conseil aux Parties Contractantes et au Secrétariat sur les questions scientifiques et techniques, en particulier en ce qui concerne la planification, le développement, la mise en œuvre et l'évaluation des suivis synoptiques et autres activités de surveillance pertinentes.

Mener les suivis synoptiques du LTMP de l'ACCOBAMS suivant une fréquence de six ans permettrait de trouver le bon équilibre entre les coûts des suivis et la mise à jour régulière des informations sur l'abondance et la distribution des espèces de cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS. Assurer une telle fréquence sera cependant un défi crucial étant donné les ressources financières requises pour un tel effort de surveillance

Pour chaque suivi synoptique, le Secrétariat de l'ACCOBAMS collaborera étroitement avec les Points Focaux Nationaux de l'ACCOBAMS et un groupe de contact dont les membres seront désignés par les Points Focaux Nationaux. Comme cela a été démontré lors de la mise en œuvre du Projet ASI en 2018, le rôle des membres du Groupe de Contact est important, notamment pour assurer la liaison avec les autorités nationales compétentes, assurer le suivi au niveau

²³ L "Aire de l'accord", est constituée de toutes les eaux maritimes de la mer Noire et de la Méditerranée, de leurs golfes et de leurs mers, ainsi que des eaux intérieures reliées à ces eaux maritimes ou les interconnectant, et de la zone atlantique contiguë à la mer Méditerranée à l'ouest du détroit de Gibraltar. Aux fins du présent Accord :

- la mer Noire est délimitée au sud-ouest par la ligne joignant les caps Kelaga et Dalyan (Türkiye);
- la mer Méditerranée est limitée à l'est par la limite méridionale du détroit des Dardanelles entre les phares de Mehmetcik et de Kumkale (Türkiye) et à l'ouest par le méridien passant par le phare du cap Spartel, à l'entrée du détroit de Gibraltar ; et
- la zone Atlantique contiguë située à l'ouest du détroit de Gibraltar est délimitée à l'est par le méridien passant par le phare du cap Spartel et à l'ouest par la ligne joignant les phares du cap Saint-Vicente (Portugal) et de Casablanca (Maroc).

national des processus de demande d'autorisation pour les suivis aériens et/ou par bateau et apporter un soutien aux aspects logistiques lors de la phase de mise en œuvre du suivi. Afin de soutenir la coordination au niveau national du suivi, le Secrétariat, à la demande du Point Focal National, informera les autorités nationales compétentes du pays du suivi, telles que les services des affaires étrangères, et leur fournira des informations sur le cadre général de l'initiative et les résultats attendus. Les parties contractantes et les autres pays impliqués faciliteront la mise en œuvre des suivis dans leurs eaux et, si possible, apporteront leur soutien en ce qui concerne les besoins logistiques.

Un Coordinateur Scientifique assistera le Secrétariat dans les phases de développement et de mise en œuvre des suivis synoptiques, en liaison avec le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS.

Les Parties à l'ACCOBAMS et les Etats non-Parties sont encouragés à adhérer au LTMP de l'ACCOBAMS et à assurer le niveau maximum d'harmonisation entre leurs activités de surveillance "de routine" des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS et le LTMP de l'ACCOBAMS. Dans ce contexte, étant donné que plusieurs pays mènent régulièrement des campagnes de surveillance pour évaluer les populations de cétacés dans leurs eaux nationales incluses dans l'Aire de l'ACCOBAMS, il serait utile que le Secrétariat de l'ACCOBAMS, avec le soutien du Bureau, assure la liaison avec les autorités compétentes de ces pays et les invite à synchroniser la réalisation de leurs campagnes de surveillance des cétacés avec les suivis effectués dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS et à assurer un niveau élevé d'harmonisation des protocoles de suivi. Ceci permettra une meilleure utilisation des ressources et des moyens disponibles pour assurer l'évaluation du statut des populations de cétacés dans l'ensemble de l'Aire de l'Accord.

Les programmes visant à surveiller des paramètres autres que ceux couverts par le LTMP de l'ACCOBAMS (par exemple, les programmes de surveillance des échouages de cétacés, la surveillance acoustique passive à long terme, la surveillance des prises accidentelles, etc.) doivent être encouragés car ils fournissent des données supplémentaires qui complètent les informations recueillies dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS et sont une composante cruciale de la conservation des cétacés.

Protocoles et plateformes de suivi

Le LTMP de l'ACCOBAMS utilisera les protocoles de surveillance multi-espèces développés et utilisés pour les suivis menés dans le cadre du Projet ASI en 2018 et 2019 qui ont permis, en utilisant des avions appropriés et des observateurs qualifiés et/ou formés, de collecter des données pour obtenir des estimations robustes de la densité et de l'abondance de la plupart des espèces de cétacés dans l'Aire de l'Accord. Les campagnes de suivis du LTMP de l'ACCOBAMS seront principalement basées sur des suivis aériens ; cependant, des suivis à bord de navires seront utilisés pour les espèces nécessitant des techniques de surveillance acoustique passive et/ou dans les zones où les autorisations de vol ne peuvent être obtenues.

Pendant tout le processus de collecte et de traitement des données, une attention particulière doit être accordée à la qualité des données. Les paramètres à prendre en compte par le LTMP de l'ACCOBAMS sont ceux nécessaires à estimer l'abondance et la distribution des différentes populations de cétacés dans l'Aire de l'Accord et pour fournir des informations sur les activités humaines qui les impactent.

Les suivis périodiques du LTMP de l'ACCOBAMS doivent être mis en œuvre au cours de la même saison²⁴ afin d'assurer la comparabilité des données entre les différentes années. Leurs données ne renseigneront donc pas sur la distribution saisonnière de l'espèce. Ce type d'information pourrait être généré par d'autres programmes de surveillance entrepris à une planification temporelle différente et à des échelles spatiales plus petites ou en utilisant des plateformes opportunistes (ferries, bateaux de pêche, etc.).

²⁴ Les suivis seront menés de préférence en été et leur calendrier tiendra compte des spécificités climatiques de chaque région.

Afin de tirer profit d'éventuelles avancées technologiques et/ou méthodologiques dans la surveillance des cétacés, le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS suivra de près le développement des techniques de suivis des cétacés afin de proposer des adaptations et/ou des améliorations aux protocoles de surveillance dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS.

Les cibles du suivi

Le LTMP de l'ACCOBAMS ciblera principalement les espèces de cétacés et les menaces ayant un impact direct sur ces dernières. Cependant, afin de maximiser le bénéfice des efforts de suivi mis en œuvre, des données d'observation relatives à d'autres espèces de mégafaune et/ou d'autres espèces menacées pourront être collectées, si les équipes d'observation ont les compétences suffisantes pour assurer la qualité des données, notamment en ce qui concerne l'identification des espèces observées. Les taxons suivants pourraient être couverts en plus des cétacés : tortues, phoques moines, grands poissons, y compris les espèces d'élastomobranques et oiseaux.

Il s'agit également de recueillir des informations sur la présence le long des transects de surveillance, de navires commerciaux, de bateaux de pêche, de fermes aquacoles, de bateaux de plaisance, de navires d'étude acoustique, de nappes de pétrole, de déchets marins et de tout autre élément lié aux activités humaines susceptibles de menacer les cétacés. La collecte de données concernant ces activités humaines devrait permettre d'identifier les zones présentant un risque élevé d'interactions négatives avec les cétacés, par exemple par le biais d'approches de modélisation spatiale.

Gestion et utilisation des données

Le Secrétariat de l'ACCOBAMS est le dépositaire de l'ensemble des données collectées dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS. Chaque Point Focal peut recevoir, sur demande, une copie des jeux de données collectées.

ACCOBAMS étant un Accord Intergouvernemental visant à promouvoir la conservation des cétacés, il est donc approprié et souhaitable que les données collectées dans le cadre du LTMP d'ACCOBAMS soient disponibles pour une utilisation la plus large possible à des fins de conservation. Les données brutes générées peuvent donc être mises à la disposition, sur demande, des scientifiques et des organisations partenaires pour être utilisées à des fins de conservation. Leur diffusion et leur utilisation dans des publications scientifiques et du matériel de sensibilisation seront soumises à des Conditions d'Utilisation qui prennent en compte les objectifs de l'ACCOBAMS et les exigences éventuelles des Parties et des donateurs. Les Conditions d'Utilisation seront disponibles sur le site Internet de l'ACCOBAMS.

Pour chaque suivi synoptique, le Secrétariat de l'ACCOBAMS établira un processus d'analyse des données en étroite consultation avec le Coordinateur Scientifique. L'analyse des données sera menée a minima par un expert qualifié avec les conseils du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS. Si les fonds le permettent, le processus d'analyse pourra être mené par une équipe composée d'un groupe *ad hoc* d'experts et d'autres scientifiques qualifiés que les Parties pourraient désigner pour contribuer à l'analyse des données.

L'expert / l'équipe d'analyse des données produira un rapport de résultats des travaux, en se concentrant sur les estimations d'abondance et de distribution des cétacés, ainsi que sur les tendances lorsque cela sera possible. Le rapport sera examiné par le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS et publié par le Secrétariat.

Au niveau de l'ACCOBAMS, l'utilisation finale des résultats des suivis synoptiques sera principalement pour le développement de recommandations de conservation élaborées par le Comité Scientifique qui serviront de base aux projets de Résolutions préparés par le Secrétariat et revus par le Bureau Etendu en vue de les soumettre aux Parties pour considération. Les résultats issus du LTMP de l'ACCOBAMS peuvent également aider à la prise de décision en matière de conservation au niveau national et dans le cadre d'autres accords multilatéraux concernés par la conservation et l'utilisation durable des ressources marines.

Compétences disponibles/renforcement des capacités

La précision et la fiabilité des données collectées dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS dépendront en grande partie de la disponibilité d'observateurs qualifiés et/ou formés capables d'identifier les espèces ciblées et d'appliquer correctement les protocoles de suivi. Dans le cadre du projet ASI, des sessions de formation ont été organisées pour les observateurs afin de les familiariser avec les protocoles de suivi et de les former aux procédures de sécurité à suivre le cas échéant. Ces sessions ont permis de former plusieurs observateurs des pays de l'Aire de l'ACCOBAMS. Ces derniers ont également eu l'opportunité d'améliorer leurs compétences lors des suivis réalisés en 2018 et 2019. La future mise en œuvre du LTMP pourra donc compter sur ces compétences. Cependant, compte tenu du fait que certains des observateurs formés ne seraient peut-être plus disponibles pour les futures campagnes de suivi, le Secrétariat devra s'assurer pour chaque suivi effectué dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS de la disponibilité d'observateurs et de chefs d'équipe qualifiés. A cette fin, le LTMP devrait inclure une composante de formation ciblant tous les acteurs de terrain (observateurs, chefs d'équipe, etc.) permettant aux participants nouvellement impliqués de se qualifier pour les tâches à accomplir et aux plus expérimentés de rafraîchir leurs connaissances et de se familiariser avec les nouvelles mises à jour méthodologiques. Les formations doivent inclure, en plus des questions directement liées à la collecte de données, d'autres aspects pertinents couvrant la sécurité, la logistique, les procédures administratives, etc.

Financement

Les besoins financiers pour la mise en œuvre du LTMP de l'ACCOBAMS sont relativement élevés, ce qui nécessite un effort particulier pour mobiliser les fonds nécessaires. En outre, la mise en œuvre efficace d'un tel programme de surveillance à long terme exigera que l'on fournisse une assistance, dans un esprit de solidarité, à certains Etats de l'aire de répartition pour le renforcement des capacités et pour contribuer à couvrir leurs coûts sur le terrain dans le cadre du LTMP de l'ACCOBAMS.

Il est donc important d'établir un mécanisme à long terme pour le financement des actions du programme afin d'assurer sa durabilité et de contribuer à la rationalisation des ressources disponibles auprès des donateurs et des autorités nationales.

Le Secrétariat, en étroite collaboration avec le Bureau de l'ACCOBAMS, étudiera les options de financement et assurera la liaison avec les donateurs potentiels ainsi qu'avec les autorités nationales compétentes et les organisations multilatérales concernées afin d'obtenir les fonds nécessaires pour les suivis synoptiques.

Liens avec d'autres initiatives

Des programmes de surveillance des cétacés visant à évaluer les populations et leur distribution dans l'Aire de l'ACCOBAMS sont mis en œuvre dans le cadre de plusieurs initiatives au niveau national et également multilatéral.

Au niveau national, les pays membres de l'Union Européenne doivent entreprendre régulièrement des programmes de surveillance des cétacés afin de collecter les informations requises pour leur rapportage sous l'Article 17 de la

Directive Habitats ainsi qu'en relation avec l'évaluation de l'état environnemental sous le Descripteur 1 (Biodiversité) de la Directive-Cadre Stratégie pour le Milieu Marin de l'UE (DCSMM). Ces programmes de suivi pourraient également être utiles pour d'autres cadres juridiques pertinents de l'Union européenne

En Méditerranée, d'autres programmes de surveillance des cétacés devraient démarrer à partir de 2021 dans le cadre du programme intégré de surveillance et d'évaluation (IMAP) du processus EcAp de la Convention de Barcelone. Une initiative similaire est également prévue pour la mer Noire dans le cadre de la Convention de Bucarest. La plupart de ces programmes de surveillance présentent des similitudes avec le LTMP de l'ACCOBAMS, en termes d'objectifs et de protocoles de surveillance. Les estimations de l'abondance et de la distribution des espèces de cétacés qui seront générées régulièrement par le LTMP de l'ACCOBAMS constitueront des données très utiles pour rendre compte de l'état de conservation favorable dans le cadre de la Directive Habitats de l'UE et pour évaluer le Bon Etat Environnemental (BEE), dans le cadre de la DCSMM de l'UE et de l'IMAP du processus EcAp de la Convention de Barcelone.

RESOLUTION 8.11

GENETIQUE DES POPULATIONS DE CETACES

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant la Résolution 3.9 de l'ACCOBAMS « Lignes Directrices pour l'établissement d'une Banque de Tissus dans l'aire ACCOBAMS et Code d'Ethique »,

Rappelant également que le Comité Scientifique de l'ACCOBAMS a reconnu la nécessité d'Institutions dédiées à la préservation des parties du corps des mammifères marins l'aire de l'ACCOBAMS, et que de telles Institutions devraient a) promouvoir la collecte non invasive ou post-mortem d'échantillons de cétacés vivant dans l'aire de l'ACCOBAMS et dans les eaux adjacentes ; b) préparer ces échantillons pour un stockage à long terme ; et c) les distribuer à la communauté des chercheurs sur les mammifères marins,

Prenant en considération les Recommandations de l'Atelier de l'ACCOBAMS sur la Collecte de Données sur la Génétique des Populations de Cétacés, organisé en septembre 2022,

1. *Encourage* les Parties à prendre note du rapport de l'Atelier de l'ACCOBAMS sur la Collecte de Données sur la Génétique des Populations de Cétacés, ainsi que des Meilleures Pratiques de l'ACCOBAMS sur la Génétique des Populations de Cétacés qui y sont associées ;
2. *Invite* les Partenaires effectuant des collectes d'échantillons et des recherches sur la génétique des populations à appliquer les Meilleures Pratiques de l'ACCOBAMS sur la Génétique des Populations de Cétacés dans leur travail et à fournir régulièrement au Secrétariat les informations pertinentes pour mettre à jour la base de données en ligne des échantillons de cétacés, ainsi que la liste des laboratoires de génétique appropriés et les nouvelles publications scientifiques ;
3. *Encourage* les Parties à recueillir des informations actualisées concernant les résultats issus de la recherche sur la génétique des populations et à les inclure dans leurs Rapports Nationaux ;
4. *Demande* au Comité Scientifique et au Secrétariat de :
 - a. examiner le processus décrit dans la Résolution 4.18 sur les lignes directrices sur l'octroi de dérogations à l'Article II, paragraphe 1, aux fins de recherches in situ non létales dans la zone de l'Accord, notamment en ce qui concerne les avis à obtenir du Comité Scientifique avant que la Partie concernée ne décide de délivrer un permis de recherche ;
 - b. encourager les efforts de recherche sur les lacunes et les priorités identifiées lors de l'atelier, en tenant compte de l'Annexe 1 des Meilleures Pratiques de l'ACCOBAMS sur la Génétique des Populations de Cétacés;
 - c. organiser un événement en ligne pour promouvoir la diffusion des bases de données et des meilleures pratiques auprès de toutes les parties intéressées ;

5. *Demande* au Comité Scientifique de :

- a. faire un rapport sur le travail effectué sur la génétique des populations de cétacés lors de la Neuvième Réunion des Parties;
- b. fournir un avis urgent sur la procédure recommandée pour l'identification individuelle et l'origine des individus captifs en utilisant la génétique médico-légale, en particulier dans la mer Noire pour le grand dauphin.

RESOLUTION 8.12**STATUT DES ESPECES DE CETACES DE LA ZONE ACCOBAMS SELON LA LISTE ROUGE DE L'UICN**

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Agissant sur la Recommandation 14.2 du Comité Scientifique,

Rappelant la Résolution 2.22 sur le renforcement des relations avec l'UICN, Résolution 3.19 sur la liste rouge UICN des cétacés dans la mer Méditerranée et la mer Noire et la Résolution 6.15 sur l'évaluation des statuts de conservation de l'UICN des cétacés de la zone de l'ACCOBAMS,

Gardant en mémoire que la Liste Rouge de l'UICN fournit un moyen simple de classement des statuts de taxon à espèces ou de niveau taxonomiques plus bas comme des sous-espèces, variétés ou sous-populations dans une des huit catégories : Données Insuffisantes (DD), Préoccupation mineure (LC), Quasi Menacé (NT), Vulnérable (VU), En danger (EN), En danger critique (CR), Éteinte à l'état sauvage (EW), et éteinte (EX)

Consciente que tous les cétacés présents régulièrement en Méditerranée et en mer Noire ont été évalués ou réévalués et que le Comité Scientifique a effectué le travail assigné par la Résolution 6.15 (Evaluation du statut de conservation UICN des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS), étant grandement aidé dans cette tâche ambitieuse par les données collectées durant l'ACCOBAMS Survey Initiative, ainsi que par les autres collectes de données réalisées depuis les dernières évaluations,

Profondément préoccupée par les conséquences critiques de l'agression armée et des activités militaires dans la mer Noire et la mer d'Azov dans les aires de répartition des espèces figurant sur la Liste Rouge ;

Tenant compte des propositions visant à élaborer un plan de conservation des Cétacés de la mer Noire, sous la forme de plans de conservation distincts pour chacune des trois espèces ;

Exprimant sa gratitude pour le travail réalisé par le Comité Scientifique, les experts, les évaluateurs et l'UICN pour les évaluations 2018-2021,

Rappelant que de nombreuses mesures de conservation ont été développées par le Comité Scientifique et ont été approuvées et adoptées par les Réunions des Parties dans différentes Résolutions pour atteindre un état de conservation favorable des espèces de cétacés dans la zone de l'Accord,

Prenant en considération la Décision IG.25/13 de la Réunion des Parties à la Convention de Barcelone, en particulier, l'Annexe 1 sur le Plan d'Action pour la conservation des cétacés de la mer Méditerranée,

Notant avec satisfaction que le statut des deux espèces de mer méditerranée (le dauphin bleu et blanc et le Grand dauphin) s'est amélioré en passant de Vulnérable à Préoccupation mineure,

Notant que le statut des trois espèces de mer Noire²⁵ est resté le même (Vulnérable pour le dauphin commun de mer Noire et En danger pour le Grand Dauphin de mer Noire et le marsouin commun de mer Noire), tout comme le statut des cachalots de la Méditerranée (en danger) et des dauphins communs de la Méditerranée (en danger), bien que pour ces derniers, la mer d'Alboran soit désormais exclue et que la sous-population soit appelée sous-population de la Méditerranée intérieure,

Notant avec inquiétude que le statut du Rorqual commun de Méditerranée s'est empiré de Vulnérable à En danger,

Reconnaissant que les dauphins sténo ont été identifiés comme une sous population et ont été évalués comme étant Quasi Menacés, que les baleines à bec de Méditerranée de Cuvier avaient été évaluées en 2018 comme Vulnérables, alors qu'elles avaient été classées en 2006 comme Données Insuffisantes et que les dauphins de Risso, précédemment évalués Données Insuffisantes en 2012, ont maintenant été évalués comme En danger,

Appréciant que les globicéphales de Méditerranée sont désormais considérés comme deux sous-populations (les globicéphales de la Méditerranée intérieure sont en danger tandis que ceux du détroit de Gibraltar sont En danger critique) et que quatre sous-populations d'autres espèces ont également été reconnues et évaluées (Dauphins communs du Golfe de Corinthe - En danger critique ; Grands dauphins du golfe d'Ambracia - En danger critique ; Dauphins bleus et blancs du golfe de Corinthe - En danger (en cours de révision) ; Orques du détroit de Gibraltar - En danger critique),

Notant que 4 ébauches du Plan de Gestion de Conservation sont presque achevées,

1. *Invite* les Parties à prendre note de la Liste Rouge UICN des statuts d'espèces de cétacés suivant les évaluations de 2018-2021 ainsi que des changements s'étant produit depuis les dernières évolutions :

Espèces	Statuts précédents de la Liste Rouge l'UICN		Statuts de la Liste Rouge suivant les évaluations de 2018-2021	
Grand Dauphin <i>Tursiops truncatus</i>	Sous population de Méditerranée	Vulnérable	Sous-population de Méditerranée intérieure	Préoccupation mineure
			Sous-population du Golf d'Ambracia	En danger critique
Grand Dauphin sous espèce de mer Noire <i>Tursiops truncatus ssp. ponticus</i>	Sous-espèce de mer Noire	En danger	Sous-espèce de mer Noire	En danger¹
Dauphin Commun <i>Delphinus delphis</i>	Sous-population de Méditerranée	En danger	Sous-population de Méditerranée intérieure	En danger
			Sous-population du Golfe de Corinthe	En danger critique
Dauphin Commun sous espèce de mer Noire <i>Delphinus delphis ssp. ponticus</i>	Sous-espèce de mer Noire	Vulnérable	Sous-espèces de mer Noire	Vulnérable¹

²⁵ Ces classifications sont provisoires car les évaluations sont en cours de révision par l'UICN et le Groupe de spécialistes des cétacés du SSC de l'UICN.

Espèces	Statuts précédents de la Liste Rouge l'UICN		Statuts de la Liste Rouge suivant les évaluations de 2018-2021	
Baleine à bec de Cuvier <i>Ziphius cavirostris</i>	Sous-population de Méditerranée	Données Insuffisantes	Sous-population de Méditerranée	Vulnérable
Rorqual Commun <i>Balaenoptera physalus</i>	Sous-population de Méditerranée	Vulnérable	Sous-population de Méditerranée	En danger
Marsouin commun sous espèce de mer Noire <i>Phocoena phocoena</i> <i>ssp. relicta</i>	Sous espèce de mer Noire	En danger	Sous-espèce de mer Noire	En danger¹
Orque <i>Orcinus orca</i>	Sous-population de Méditerranée	Non évalué	Sous-population du Déroit de Gibraltar	En danger critique
Globicéphale <i>Globicephala melas</i>	Sous-population de Méditerranée	Données Insuffisantes	Sous-population de Méditerranée intérieure	En danger
			Sous-population du Déroit de Gibraltar	En danger critique
Dauphin de Risso <i>Grampus griseus</i>	Sous-population de Méditerranée	Données Insuffisantes	Sous-population de Méditerranée	En danger
Cachalot <i>Physeter</i> <i>macrocephalus</i>	Sous-population de Méditerranée	En danger	Sous-population de Méditerranée	En danger
Dauphin bleu et blanc <i>Stenella coeruleoalba</i>	Sous-population de Méditerranée	Vulnérable	Sous-population de Méditerranée	Préoccupation mineure
			Sous-population du Golfe de Corinthe	En danger
Dauphin Sténo <i>Steno bredanensis</i>	Sous-population de Méditerranée	Non évalué	Sous-population de Méditerranée	Quasi Menacé

2. *Prie* les Parties de mettre en œuvre des mesures pour faire face aux menaces auxquelles sont exposées les populations évaluées en accord avec la liste ci-dessus, avec un regard particulier sur les populations En danger critique et Menacées, et de mettre à jour leur Liste Rouge nationale ;
3. *Recommande* que l'ébauche du Plan de Gestion de Conservation pour les Dauphins Communs accorde une attention particulière au Dauphin Commun du Golfe de Corinthe qui été récemment évalué comme étant « En danger critique » ;
4. *Exhorte* les Parties et *demande* aux non-Parties d'accorder une attention particulière à ces "sous-populations" qui ont été évaluées comme étant En danger critique ou Menacées ou Vulnérables et de prendre les actions de conservations appropriées, notamment pour les espèces pour lesquelles des Plans de Gestion de Conservation n'ont pas encore été développés ;
5. *Demande* aux Parties de prendre en compte les impacts militaires et anthropiques des opérations militaires lors de la mise en œuvre du Plan de Gestion de Conservation dans la mer Noire ;
6. *Décide* que la présente Résolution remplace les Résolutions 3.19 et 6.15.

RESOLUTION 8.13

PLANS D'ACTION NATIONAUX

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'annexe 2 de l'Accord sur les mesures de conservation, de recherche et de gestion à appliquer afin d'atteindre l'objectif de l'ACCOBAMS,

Considérant que les Plans d'Action Nationaux, en tant que documents politiques spécifiques, visent à soutenir la mise en œuvre de l'ACCOBAMS au niveau national,

Considérant que ces Plans d'Action Nationaux devraient être développés en suivant une approche participative et intégrée impliquant des autorités compétentes, des gestionnaires, des scientifiques, des organisations non-gouvernementales ainsi que d'autres parties prenantes intéressées,

Prenant en considération les stratégies régionales, plans ou programmes pour la préservation des cétacés, tel que les Plans de Gestion de Conservation (CMP) de l'ACCOBAMS en cours,

Prenant en considération la décision IG.25/13 de la Réunion des Parties à la Convention de Barcelone, en particulier son Annexe 1 concernant le plan d'action pour la conservation des cétacés dans la mer Méditerranée,

Tenant compte de la décision IG.25/11 de la Réunion des Parties à la Convention de Barcelone sur le Programme d'actions stratégiques pour la conservation de la diversité biologique et la gestion durable des ressources naturelles en région méditerranéenne (SAPBIO Post 2020),

Prenant en compte les décisions pertinentes de la Convention de Bucarest,

1. *Invite* les Parties à :

- a. mettre à jour ou développer un ou plusieurs Plan d'Actions National pour la conservation des cétacés, qui intègre, entre autres, les mesures énoncées dans l'Accord, en particulier son Annexe 2, ou
- b. adapter, à cette fin, les programmes nationaux pertinent existant, et
- c. intégrer la conservation des cétacés dans les plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels pertinents ;

2. *Invite* le Secrétariat, les Unités Sous-Régionales de Coordination et le Comité Scientifique à aider les Parties à élaborer et à mettre à jour leurs Plans d'Action Nationaux.

RESOLUTION 8.14

PLANS DE GESTION DE CONSERVATION

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant la Résolution 6.21 sur les Plans de Gestion de Conservation (CMP), où les Parties ont pris note du modèle CMP, concernant les nouveaux CMP dans la zone ACCOBAMS,

Prenant en considération la Recommandation 14.13 "Plans de gestion de la conservation (PGC)" de la 14eme Réunion du Comité Scientifique,

Reconnaissant que le Comité Scientifique et les quatre points de contact des CMP ont consacré des efforts importants au cours de la période triennale écoulée (2020-2022) pour élaborer des projets de CMP pour les rorquals communs de méditerranée, les dauphins de Risso, les dauphins communs et les grands Dauphins,

Reconnaissant également que, malgré les retards causés par la pandémie de COVID-19, les projets de CMP ont été achevés pendant le workshop de l'ACCOBAMS à Cap d'Ail, en France, du 7 au 9 mars 2022,

Prenant en considération les récentes évaluations de la Liste rouge de l'UICN comme présentées dans la Résolution 8.12 sur la Liste Rouge de l'UICN,

1. *Prend note* des projets de CMP présentés dans le document MOP8/2022/Inf29;
2. *Demande* aux points de contact des CMP de finaliser les différents CMP en organisant des ateliers avec les parties prenantes, en collaboration avec le Secrétariat et les Unités de Coordination Sous-Régionales, comme partie essentielle du processus contribuant à l'efficacité et à la réussite de la mise en œuvre des CMP ;
3. *Encourage* les Parties à travailler à la réalisation des composantes clés des CMP, qui devraient comprendre :
 - le soutien des autorités nationales,
 - la participation des parties prenantes à un stade précoce de développement,
 - la reconnaissance des CMP comme complément des mesures existantes sans les remplacer,
 - un aperçu de la situation actuelle des espèces,
 - des objectifs clairs et réalisables,
 - des mesures d'atténuation pratiques et prioritaires,
 - une surveillance et des rapports réguliers,
 - des structures de gouvernance claires pour coordonner la participation des intervenants clés;

4. *Recommande* au Comité Scientifique d'envisager la rédaction d'un CMP pour les espèces/populations suivantes :

a. Cachalots Méditerranéens

Les cachalots méditerranéens sont répertoriés comme « en voie de disparition » dans la Liste rouge de l'UICN. Le Comité scientifique de la Commission Baleinière Internationale a recommandé en 2020 et 2021 que ces espèces soient traitées comme une « population prioritaire » aux fins du processus d'élaboration du CMP. En plus des collisions avec les navires, du bruit anthropique et des prises accessoires, les cachalots méditerranéens sont particulièrement vulnérables aux déchets marins. Les États de l'aire de répartition comprennent l'Albanie, l'Algérie, Chypre, l'Égypte, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Libye, Malte, le Maroc, Monaco, la Tunisie et la Türkiye ;

b. Baleines à bec de Cuvier Méditerranéennes

Les baleines à bec de Cuvier de la Méditerranée sont répertoriées comme « vulnérables » dans la Liste rouge de l'UICN. Les menaces qui pèsent sur ces espèces comprennent le bruit anthropique, la dégradation de l'habitat, la pollution chimique, les prises accidentelles et l'ingestion de déchets marins. Les États de l'aire de répartition comprennent l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, l'Espagne, la France, la Grèce, Israël, l'Italie, le Maroc, Monaco, le Monténégro et la Türkiye ;

c. Cétacés de la mer Noire

Les marsouins communs et les dauphins à gros nez de la mer Noire figurent sur la Liste rouge de l'UICN. Les dauphins communs de la mer Noire sont classés comme « vulnérables ». La Commission de la mer Noire (Unité de coordination sous-régionale) a recommandé en 2021 d'élaborer le plan de conservation mis à jour pour les cétacés de la mer Noire, sous forme de plans de conservation distincts pour chacune des trois espèces. Les menaces qui pèsent sur ces espèces comprennent les prises accessoires (en particulier pour le marsouin commun), la dégradation de l'habitat (y compris l'épuisement des proies), les prises illégales de dauphins à gros nez dans la nature et les conséquences des bio-invasions par des espèces exotiques. Les États de l'aire de répartition comprennent la Bulgarie, la Géorgie, la Roumanie, la Russie, la Türkiye et l'Ukraine ;

5. *Encourage* les États de l'aire de répartition à participer au processus de rédaction des CMP.

RESOLUTION 8.15

RESEAUX D'ECHOUAGE DE CETACES

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Considérant que les Plans d'Actions Nationaux, en tant que documents politiques spécifiques, visent à soutenir la mise en œuvre de l'ACCOBAMS au niveau national,

Rappelant les Résolutions 1.10 « Coopération entre les réseaux nationaux d'échouages de cétacés et la création d'une base de données », 2.10 « Facilitation des échanges d'échantillons de tissus », 3.25 « Échouages de cétacés vivants », 4.16 « Lignes directrices pour une réponse coordonnée en cas d'échouage de cétacés », 6.22 « Échouages de cétacés vivants » et 7.14 « Meilleures pratiques en matière de surveillance et de gestion des échouages de cétacés »,

Rappelant le document « Meilleures pratiques en matière d'enquête post mortem et d'échantillonnage de tissus sur les cétacés » résultant du processus d'harmonisation dans l'ACCOBAMS et ASCOBANS (ACCOBAMS-MOP7/2019/Doc33),

Prenant en considération la Recommandation 14.14 « Réseaux d'échouage de cétacés (CSN) » de la 14^{ème} Réunion du Comité Scientifique,

Reconnaissant que :

- les réseaux d'échouage de cétacés (CSN²⁶) sont une source importante pour compléter les données sur la mortalité des cétacés, y compris les occurrences de prises accidentelles,
- les CSN varient considérablement selon les exigences scientifiques, les facteurs politiques, les ressources, les infrastructures et l'expérience du personnel,
- une approche progressive du triage des carcasses permet de mener des enquêtes à différents niveaux, selon les ressources, les installations ou l'expérience du réseau d'échouage, et offre un cadre de collecte et d'interprétation des données approprié et optimisé en fonction des ressources disponibles,
- dans un grand nombre de cas examinés par les CSN existants, la cause du décès n'a pu être identifiée, ce qui indique qu'une amélioration de l'expertise est encore nécessaire,

Reconnaissant les efforts importants déployés par le Secrétariat et les deux coordinateurs (Université de Liège, Belgique, et Université de Padoue, Italie) pour organiser, malgré la pandémie de COVID-19, des formations en ligne et en présentiel pour quarante experts ACCOBAMS sur la nécropsie, suivant les pratiques exemplaires en matière d'enquête sur les causes de décès, y compris les prises accidentelles pendant les opérations de pêche (prises accessoires) et l'ingestion de déchets marins, enchevêtrements, le bruit, les collisions avec des navires et les maladies infectieuses (« Meilleures pratiques en matière d'enquête *post mortem* et d'échantillonnage de tissus sur les cétacés » résultant du processus d'harmonisation dans l'ACCOBAMS et ASCOBANS),

Rappelant le Plan d'action pour la conservation des cétacés en mer Méditerranée (IG25/13),

²⁶ En anglais : Cetacean Stranding Network (CSN)

1. *Encourage* :
 - les Parties à établir et/ou assurer le fonctionnement continu des réseaux d'échouages,
 - le Secrétariat à continuer d'appuyer l'établissement de tels réseaux en collaboration avec les Unités de Coordination Sous-Régionales;
2. *Demande* au Secrétariat, en coordination avec le Comité Scientifique, de :
 - Promouvoir l'utilisation de nouvelles technologies, telles que la réalité virtuelle et la télé-nécropsie, afin d'accroître les possibilités de formation à distance, de soutien et de conseil en cas d'échouages de cétacés,
 - Accroître les efforts de renforcement des capacités pour réaliser des nécropsies détaillées et analyser les tissus afin de déterminer les causes du décès ;
 - Accroître les efforts de renforcement des capacités dans la création de banques de tissus ;
3. *Demande au Comité Scientifique de tester ces nouvelles approches et technologies dans des domaines pilotes* sélectionnés, afin de mettre en œuvre un programme de formation continue, mettant en contact des experts avec des scientifiques locaux traitant les échouages de cétacés, et d'assurer une approche normalisée pour les enquêtes post mortem, la collecte de données, l'échantillonnage des tissus et les analyses ;
4. *Souligne* la nécessité d'améliorer la collecte de données sur la génétique et la pathologie des populations de cétacés ;
5. *Encourage* les Parties à soumettre leurs données nationales dans MEDACES ;
6. *Encourage* les Parties à poursuivre la collaboration au niveau régional entre les banques de tissus, afin de faciliter les échanges d'échantillons de tissus pour des analyses conjointes.

RESOLUTION 8.16

INTERACTIONS ENTRE LES ACTIVITES DE PECHE ET LES CETACES

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant les dispositions de l'Article II, paragraphe 3, de l'Accord, invitant les Parties à appliquer, dans les limites de leur souveraineté et/ou juridiction et en accord avec leurs obligations internationales, les mesures appropriées pour l'évaluation et la gestion des interactions homme-cétacés et soulignant que les mesures concernant les activités de pêche devront être appliquées à l'égard des navires battant leur pavillon ou immatriculés dans leur territoire, dans l'ensemble des eaux sous leur souveraineté et/ou juridiction et en dehors de ces eaux,

Rappelant les Résolutions suivantes :

- Résolution 2.12 sur les Lignes directrices pour l'utilisation des dispositifs acoustiques répulsifs,
- Résolution 2.13 sur les filets maillants pélagiques,
- Résolution 2.21 sur l'évaluation et l'atténuation des impacts négatifs des interactions entre les cétacés et les activités de pêche dans la zone de l'ACCOBAMS,
- Résolution A/3.1, amendant l'Annexe 2 de l'ACCOBAMS quant à l'emploi des filets dérivants,
- Résolution 3.8 renforçant la collaboration avec la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),
- Résolution 4.9 sur les interactions entre les activités de pêche et les cétacés,
- Résolution 7.11 sur les interactions entre les activités de pêche et les cétacés,

Prenant en considération la Recommandation 14.5 du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS sur les prises accidentelles,

Réaffirmant que les prises accidentelles dans les engins de pêche constituent une menace étendue et importante pour les cétacés dans toute l'Aire l'Accord, bien que des estimations précises fassent défaut pour la plupart des zones et pour la région dans son ensemble,

Rappelant qu'il est essentiel qu'une meilleure compréhension des niveaux de prises accidentelles soit développée dès que possible et que, conjointement avec les résultats de l'ACCOBAMS Survey Initiative, cela permettra une meilleure détermination des taux de prises accidentelles et aidera ainsi à déterminer les niveaux de réduction des prises accidentelles nécessaires pour permettre d'atteindre les objectifs de conservation de l'ACCOBAMS,

Exprimant une grande inquiétude quant aux résultats du projet "Soutenir la mise en œuvre de la Directive-Cadre Stratégie Milieu Marin (DCSMM) dans la mer Noire par la mise en place d'un système régional de surveillance des cétacés (D1) et de surveillance du bruit (D11) pour la réalisation du Bon Etat Environnemental" (CeNoBS), ainsi que d'autres études locales récentes qui ont, même avec des hypothèses prudentes, mis en évidence le lien significatif entre les prises accessoires de la pêche au turbot et la mortalité saisonnière élevée des marsouins dans la mer Noire, ce qui menace la viabilité de cette sous-espèce,

Pleinement consciente de la complexité de la question des interactions entre les activités de pêche et les cétacés avec ses impacts négatifs pour les populations de cétacés ainsi que ses implications socio-économiques dans certaines

régions de la zone de l'Accord, en particulier la situation de conflits sévères entre les pêcheurs et les dauphins engendrées par les dommages causés sur les engins de pêche,

Consciente des travaux pertinents en cours dans le cadre de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS) et *rappelant* les décisions connexes, en particulier la Résolution 12.22 de la CMS sur les prises accidentelles,

Consciente des travaux sur la question, en cours dans le cadre de l'Accord sur la Conservation des Petits Cétacés de la Baltique, de l'Atlantique du Nord-Est, de l'Irlande et du Nord (ASCOBANS), et *rappelant* les décisions connexes, en particulier la Résolution 8.5 de l'ASCOBANS (Rev MOP9) sur la surveillance et l'atténuation des captures accidentelles de petits cétacés,

Approuvant les recommandations sur le suivi et l'atténuation de la première Réunion du Groupe de travail conjoint ACCOBAMS-ASCOBANS sur les prises accidentelles, organisée en février 2021, et *exhortant* les Parties à les mettre en œuvre dès que possible,

Reconnaissant que les Réseaux d'Echouage de cétacés (RNE) sont une source importante de données pour déterminer les causes de décès des cétacés, y compris les prises accidentelles, et *prenant note* des résultats de l'examen des données disponibles sur les prises accidentelles de cétacés dans les bases de données d'échouage de la zone ACCOBAMS,

Se félicitant des liens de collaboration établis entre les Secrétariats de l'ACCOBAMS et de la CGPM, en particulier concernant l'atténuation des impacts négatifs des interactions entre les cétacés et les activités de pêche dans la zone de l'Accord,

Notant avec appréciation la résolution récemment adoptée sur le renforcement de la conservation des cétacés dans la zone d'application de la CGPM (Résolution CGPM/43/2019/2), et les deux recommandations récemment adoptées par la CGPM sur l'atténuation des impacts des activités de pêche sur la conservation des cétacés (Recommandation CGPM/44/2021/15) et sur les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés d'une autre manière (Recommandation CGPM/44/2021/14), et les directives volontaires de la FAO sur le marquage des engins de pêche (2019) ;

Notant avec satisfaction les recommandations récemment adoptées par la CGPM sur l'atténuation des impacts de la pêche pour la conservation des cétacés (recommandation GFCM/44/2021/15) et sur les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés d'une autre manière (recommandation GFCM/44/2021/14),

Notant avec satisfaction la traduction en plusieurs langues de l'Aire de l'ACCOBAMS des guides de bonnes pratiques FAO/ACCOBAMS pour la manipulation des espèces vulnérables capturées accidentellement dans les pêcheries méditerranéennes, développés en collaboration avec le SPA/RAC,

Appréciant vivement le soutien financier apporté par la Fondation MAVA pour les projets visant à répondre aux problèmes d'interactions entre les activités de pêche et les cétacés,

Rappelant le Plan d'action pour la conservation des cétacés en mer Méditerranée (IG25/13),

1. *Encourage les Parties* à produire une estimation réaliste des prises accidentelles de cétacés et d'autres espèces de la mégafaune en tenant compte des travaux en cours de l'ECAP/IMAP, mais aussi en tenant compte de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et de la pêche au filet fantôme, et de d'aligner les seuils de capture avec ceux développés par d'autres processus en cours ;
2. *Encourage les Parties* à évaluer le niveau de captures accidentelles de cétacés provenant de leurs pêcheries en utilisant une combinaison de méthodes, suivant les lignes directrices du Manuel « Suivi des captures accidentelles d'espèces vulnérables en mer Méditerranée et en mer Noire : Méthodologie de collecte de données », développé par la CGPM en collaboration avec d'autres partenaires, telles que :
 - a. Embarquement d'observateurs formés sur les navires de pêche, lorsque possible ;
 - b. Enquêtes auprès des pêcheurs ;
 - c. Auto-échantillonnage par les pêcheurs, lorsque possible ;
 - d. Collecte de données sur les échouages ;
 - e. Surveillance électronique à distance ;
3. *Demande instamment* que, malgré la nécessité d'obtenir des estimations plus précises, les efforts d'atténuation soient immédiatement intensifiés par les Parties et les États de l'aire de répartition non-Parties dans toute la région et en particulier dans les zones abritant des populations identifiées comme étant en danger critique d'extinction ou en danger dans la liste rouge de l'UICN ;
4. *Demande* au Secrétariat de partager les résultats de l'examen des données disponibles sur les prises accidentelles de cétacés dans les bases de données d'échouages de la zone de l'ACCOBAMS avec les Parties et les organisations concernées, et *encourage* la réalisation d'autres études sur l'utilisation des données d'échouages pour évaluer la mortalité liée aux prises accidentelles, y compris l'utilisation de modèles de dérive des carcasses, tout en reconnaissant que les analyses des données d'échouages sous-estiment presque toujours les prises accidentelles à un degré inconnu ;
5. *Exhorte* le Comité Scientifique de revoir les études sur le comportement des animaux lors des interactions avec les pêcheries, notamment sur leur mortalité due à l'ingestion d'engins de pêche, en vue de mettre au point des mesures d'atténuation efficaces ;
6. *Exhorte* les Parties à améliorer l'identification et la traçabilité des filets de pêche, ainsi que la récupération des filets de pêche abandonnés, perdus ou rejetés d'une autre manière, afin d'éliminer les prises accidentelles de cétacés dans les filets fantômes ;
7. *Invite* les Parties et le Secrétariat à diffuser auprès des organisations concernées, en particulier les organisations professionnelles de la pêche, les guides de bonnes pratiques FAO/ACCOBAMS pour la manipulation des espèces vulnérables capturées accidentellement dans les pêcheries méditerranéennes, élaborés en collaboration avec le SPA/RAC ;
8. *Encourage les Parties* à réaliser des études socio-économiques sur l'ampleur de la déprédation causée par les cétacés, le cas échéant et au niveau régional, afin d'élaborer d'éventuelles mesures d'atténuation ;
9. *Demande* au Secrétariat de fournir une assistance aux Parties pour répondre au problème des interactions entre les cétacés et les activités de pêche, y compris dans le contexte des pêche INN, en s'assurant que toutes les

activités entreprises dans ce cadre vont dans le sens des objectifs de l'ACCOBAMS et en considérant les bénéfices réciproques des mesures d'atténuation ;

10. *Invite* le Secrétariat Permanent à poursuivre sa collaboration avec le Secrétariat de la CGPM, de la Convention de Barcelone / SPA/RAC et de la Convention de Bucarest, et à renforcer sa participation à leurs travaux et initiatives pertinents ;
11. *Invite en outre* le Secrétariat Permanent à renforcer également sa collaboration avec les Secrétariats de la CMS, de l'ASCOBANS, de la CBI et d'autres Organisations pertinentes afin de rechercher des approches permettant de réduire significativement les niveaux de captures accidentelles de cétacés, en utilisant le cas échéant les recommandations du Comité Scientifique ;
12. *Encourage* le Secrétariat à fournir une assistance et un soutien techniques aux Parties engagées dans l'évaluation et la réduction de la déprédation causée par les cétacés dans les activités de pêche ;

La mer Noire

13. *Demande* aux autorités compétentes de mettre en œuvre, de toute urgence, une action continue pour élaborer et appliquer des mesures visant à réduire les niveaux de prises accidentelles, d'améliorer les programmes de surveillance obligatoires, tels que ceux gérés dans le cadre de la collecte de données établi par le règlement de l'Union européenne 2017/1004 du 17 mai 2017, et de rendre disponibles les données officielles sur l'effort de la pêcherie de turbot, en vue de permettre, entre autres, des estimations de la taille de la flotte et de la longueur totale des filets impliqués, permettant d'affiner les estimations des prises accidentelles totales en mer Noire ;
14. *Appelle à* un renforcement de la coopération des autorités compétentes avec les pêcheurs et une amélioration de la surveillance globale des prises accidentelles par le recours à des observateurs embarqués, à des questionnaires adressés aux pêcheurs, ainsi qu'aux moyens techniques disponibles, tels que la surveillance électronique à distance (REM) ;
15. *Exhorte* les autorités compétentes à faire appliquer les lois et règlements existants dans la région afin de réduire au minimum la pêche INN ;
16. *Demande* que les autorités compétentes encouragent la récupération des animaux capturés accidentellement par les navires, en vue d'*obtenir* des données biologiques, y compris des échantillons de tissus, pour entreprendre des analyses visant à comprendre le statut et les caractéristiques démographiques des populations concernées ;
17. *Encourage* la poursuite des essais et du développement des mesures d'atténuation des prises accidentelles, sans retarder la mise en œuvre des mesures d'atténuation immédiates, y compris l'utilisation des pingers ;
18. *Souligne* la nécessité d'examiner attentivement les effets négatifs potentiels à long terme des pingers, tels que l'accoutumance et le déplacement des animaux de leurs habitats d'origine, ainsi que les coûts et avantages écologiques et économiques d'autres mesures d'atténuation, telles que des fermetures spatio-temporelles de la pêche lorsque d'autres mesures d'atténuation ne sont pas possibles, qui devraient être identifiées en collaboration avec les pêcheurs ;

19. *Exhorte* les Parties de la mer Noire à faciliter la création d'un Groupe de Travail d'Urgence avec la pleine participation de la Commission européenne, du Secrétariat et du Comité scientifique de l'ACCOBAMS, de la CGPM et du Secrétariat de la Commission de la mer Noire, afin d'identifier et de mettre en œuvre les meilleures mesures de gestion de la pêche ;

La mer Méditerranée

20. *Réitère* sa grande préoccupation quant au niveau des prises accidentelles de cétacés dans certaines zones de mer Méditerranée ;
21. *Demande* au Comité Scientifique de réviser les résultats du projet MedBycatch, qui a été mis en œuvre dans cinq pays méditerranéens depuis 2017 et comprend plus de deux ans de collecte de données sur les prises accidentelles multi-taxa (y compris les cétacés) et d'essais de recherche scientifique sur l'atténuation des prises accidentelles ;
22. *Note* que, à ce jour, peu de modèles de pingers ont été testés dans certains pays et *souligne* que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer l'efficacité de cet outil d'atténuation à court et à long terme ;
23. *Recommande* la poursuite de telles études en mer Méditerranée afin de surveiller et d'évaluer les prises accidentelles et la déprédation et de s'assurer que les mesures d'atténuation sont efficaces ;
24. *Décide* que la présente résolution remplace la Résolution 7.11.

RÉSOLUTION 8.17

BRUIT D'ORIGINE ANTHROPIQUE

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant les Résolutions 7.13 sur les "Lignes directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS", 5.15 "Agir pour traiter l'impact du bruit d'origine anthropique" et 6.17 "Bruit d'origine anthropique",

Considérant la Recommandation 14.6 « Bruit d'origine anthropique » de la 14^{ème} Réunion du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS,

Reconnaissant qu'une grande portion de la zone de l'ACCOBAMS est impactée par les activités humaines génératrices de bruit sous-marin et que celles-ci vont probablement s'intensifier,

Reconnaissant également que les cétacés et autres mammifères marins, les espèces de reptiles et de poissons, ainsi que leurs proies, sont vulnérables aux nuisances sonores et sont soumis à plusieurs types d'impacts anthropiques,

Convaincue que les procédures d'étude d'impact environnemental devraient être effectuées avant les projets pouvant affecter les cétacés, en particulier ceux qui impliquent l'émissions de bruits impulsifs,

Saluant la Directive 2014/52/UE du Parlement et du Conseil Européen modifiant la Directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des effets de certains projets publics et privés sur l'environnement,

Saluant également le travail entrepris par l'ACCOBAMS au cours de la période triennale concernant la gestion des activités génératrices de bruit, et plus particulièrement :

- le projet QuietSeas qui vise à améliorer la coopération entre les États membres dans la mise en œuvre du troisième cycle de la directive-cadre "Stratégie pour le milieu marin" et, en particulier, à soutenir les autorités compétentes et à renforcer la coopération et la collaboration dans les régions de la Méditerranée et de la mer Noire,
- le projet QuietMed2 dont l'objectif était d'aider à mieux comprendre dans quelle mesure le bon état écologique a été atteint dans la région méditerranéenne au regard du bruit sous-marin, afin que les prochaines évaluations au niveau régional puissent être actualisées, améliorées et mieux complétés,
- les cours en ligne " MMO/PAM de l'ACCOBAMS pour la formation standardisée MMO/PAM de tous les formateurs accrédités »,

Reconnaissant que la plateforme en ligne NETCCOBAMS fournit de nouvelles informations sur la propagation, vers les habitats des cétacés, du bruit des navires en utilisant la meilleure science disponible sur la distribution des cétacés et la propagation continue du bruit anthropique pour déterminer les zones de risque d'effets négatifs causés par cette pression anthropique,

Consciente des travaux connexes en cours dans le cadre de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), et *rappelant* ses décisions, en particulier la Résolution 12.14 sur les impacts néfastes du bruit d'origine anthropique sur les cétacés et autres espèces migratrices, et les lignes directrices de la famille CMS jointes, sur les études d'impact sur l'environnement des activités génératrices de bruit marin,

Prenant acte de la résolution 2018-4 de la Commission baleinière internationale sur le bruit sous-marin d'origine anthropique,

Préoccupée par les conclusions de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM) dans leur rapport environnemental sur le transport maritime européen (EMTER) de 2021, selon lesquelles les niveaux de bruit sous-marin ont doublé dans les eaux de l'Union européenne entre 2014 et 2019,

Notant que l'agression militaire dans la mer Noire entraîne des activités militaires intenses génératrices de bruit qui ont des effets dévastateurs sur les cétacés, leurs proies et l'écosystème de la mer Noire dans son ensemble

Reconnaissant que les effets sur les cétacés des bruits intenses générés par les activités militaires, ou d'autres événements inattendus, y compris les explosions et les sonars actifs puissants, peuvent aller du déplacement des animaux de leur habitat habituel, et de la baisse des taux de reproduction, jusqu'à des dommages physiques dans certaines situations

Reconnaissant que les zones à risque générées par le bruit des navires sont très étendues par rapport aux habitats des cétacés, que cela représente une préoccupation majeure pour la conservation des cétacés et que ces zones à risque devraient être prises en compte également lors de la conception de mesures d'atténuation des collisions entre navires et grands cétacés, afin de garantir que ces mesures n'augmentent pas le bruit dans des zones déjà à risque pour les cétacés plongeant en grande profondeur ;

Prenant note de la directive-cadre "Stratégie pour le milieu marin" de l'Union européenne et de son acte d'exécution, en vertu desquels les États membres situés dans les eaux marines de l'Union européenne prennent les mesures nécessaires pour atteindre ou maintenir le bon état écologique qu'ils ont déterminé, y compris en ce qui concerne le bruit sous-marin, établi par chacun d'entre eux et en coordination aux niveaux de l'Union, des régions et des sous-régions,

Se félicitant des résultats des travaux menés par le groupe technique de l'UE sur le bruit sous-marin, notamment de leurs lignes directrices techniques de 2014,

Se félicitant également du Programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes et critères d'évaluation connexes (IMAP) de la Convention de Barcelone sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée, qui comprend des indicateurs communs candidats pour le bruit sous-marin, destinés à être perfectionnés au cours de la phase initiale de l'IMAP sur la base d'activités pilotes de surveillance, de connaissances spécialisées supplémentaires et des progrès scientifiques,

Réitérant l'importance pour les Parties d'accorder des permis, de manière prioritaire, pour les activités dans leurs eaux nationales aux entreprises industrielles employant des opérateurs MMOs/PAMs hautement qualifiés de l'ACCOBAMS,

1. *Réaffirme* qu'il est nécessaire de poursuivre et de coordonner les efforts au niveau international, , y compris de recherche sur l'impact du bruit sous-marin afin d'assurer une protection adéquate aux cétacés ;
2. *Invite* les Parties à prendre en considération les documents suivants dans leurs travaux futurs pour mettre en œuvre les Lignes Directrices pour traiter de l'impact du bruit anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS :
 - MOP8/2022/Inf43: Second Noise Hotspots Report: updated overview of the noise hotspots in the ACCOBAMS area;
 - MOP8/2022/Inf44 : Guide méthodologique v3.1 - "Orientations sur les mesures d'atténuation du bruit sous-marin" ;
3. *Encourage les Parties* à éviter ou minimiser les effets de l'introduction de bruits impulsifs potentiellement dangereux, tels que les bruits produits par les canons à air et autres types de sources sismique, les sonars actifs, dans les zones importantes pour les cétacés, comme le Sanctuaire Pelagos, les Aires Marines Protégées (MPA) et les Aires Importantes pour les Mammifères Marins (IMMA) conformément aux législations en vigueur ;
4. *Demande* au Secrétariat, en liaison avec le Comité scientifique, de :
 - a. rappeler aux parties prenantes concernées de mettre en œuvre l'Annexe 1 " Plan d'actions issu de l'atelier ACCOBAMS sur « les interactions entre sonars et cétacés " de la Résolution 7.13 sur le bruit sous-marin d'origine anthropique et de se rapprocher du Secrétariat de l'ASCOBANS pour explorer de potentiels efforts conjoints de sensibilisation auprès des marines nationales et de l'OTAN pour atténuer le bruit des activités et des exercices militaires ;
 - b. commander une étude , sous réserve de la disponibilité des fonds, sur les effets du bruit sous-marin généré par l'augmentation prévisible des parcs éoliens dans la zone de l'ACCOBAMS, en abordant toutes les phases du parc éolien, depuis les études d'implantation jusqu'au démantèlement. L'étude devrait prendre en considération les directives existantes pertinentes, telles que le document de la CMS sur les meilleures technologies disponibles (BAT) et les meilleures pratiques environnementales (BET) pour trois sources de bruit : la navigation, les études sismiques par canons à air et le battage de pieux] ;
 - c. développer des projets et initiatives communs pour simuler des mesures d'atténuation, telles que la réduction de la vitesse, et les avantages qui en découlent, dans le but de réduire l'impact du bruit sur les habitats des cétacés ;
 - d. informer les Parties des résultats des projets QuietSeas et QuietMed2 en ce qui concerne les orientations pour la surveillance et l'évaluation du bruit sous-marin, et d'encourager les Parties à sensibiliser les acteurs du secteur privé à ces développements ;
 - e. organiser des formations pour les entités nationales sur la surveillance du bruit, y compris les analyses des données collectées par la surveillance acoustique passive, dans certaines zones prioritaires identifiées ;
 - f. assurer la liaison avec le Secrétariat de l'OMI et son groupe de travail sur le bruit pour présenter les résultats de NETCCOBAMS concernant l'impact du bruit des navires sur les mammifères marins afin de proposer des mesures d'atténuation, telles que la réduction de la vitesse ou le changement d'itinéraire.
5. *Encourage les Parties* à :
 - a. diffuser les Lignes Directrices sur le bruit, ainsi que les Lignes Directrices de la famille CMS sur l'évaluation de l'impact environnemental des activités génératrices de bruit marin à tous les départements nationaux impliqués dans la prise de décision sur les activités génératrices de bruit ;

- b. améliorer la formation des régulateurs sur l'application appropriée des évaluations d'impact environnemental (EIE) de la CMS et des directives sur le bruit de l'ACCOBAMS avant l'approbation des projets, y compris en les informant de la volonté des Secrétariats de la CMS et de l'ACCOBAMS de fournir des conseils ;
 - c. s'engager dans le processus en cours de " révision des Directives de 2014 de l'OMI visant à le bruit sous-marin produit par les navires de commerce pour atténuer leurs incidences néfastes sur la faune marine (circulaire MEPC.1/Circ.833) (directives 2014) et identification des prochaines étapes ", et promouvoir l'évolution du statut des directives pour favoriser l'amélioration de leur adoption par les Parties à l'OMI ;
 - d. promouvoir l'application de la réduction de la vitesse des navires (par exemple, la navigation à vitesse réduite) en tant que mesure opérationnelle présentant de multiples avantages pour l'environnement, notamment la réduction du bruit sous-marin et des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que la diminution du risque de collision avec les navires, et promouvoir ces mesures dans le cadre de la proposition de zone maritime particulièrement vulnérable dans le nord-ouest de la Méditerranée ;
 - e. noter que la question de la pollution sonore sous-marine causée par les navires ne peut être traitée efficacement que par les mesures de l'OMI et par une coopération internationale, et que l'application de mesures obligatoires permet de mettre le secteur privé sur un pied d'égalité ;
 - f. inviter les autorités portuaires à élaborer des programmes d'incitation qui encouragent la surveillance et la réduction des émissions de bruit sous-marin, et à rendre compte régulièrement de toutes les activités génératrices de bruit afin d'améliorer la cartographie du rapport sur les hotspots de bruit (MOP8/2022/Inf43);
 - g. s'engager dans des essais mesurant l'impact de la réduction de la vitesse et d'autres mesures opérationnelles visant à réduire le bruit sous-marin dans leurs eaux ;
 - h. mandater les institutions nationales responsables pour qu'elles fournissent des données sur les sources génératrices de bruit impulsif de toute l'aire de l'ACCOBAMS au Registre International du Bruit existant géré par l'ACCOBAMS pour les données accessibles au public, sans faire de duplication avec les registres nationaux de bruit marin existants ;
 - i. mandater les institutions nationales responsables pour qu'elles fournissent les données nécessaires à la mise à jour des cartes de risques et qu'elles établissent des cartes pour la mer Noire en tenant compte des espèces cibles pertinentes, en rappelant notamment la Résolution 7.13, qui prévoit l'élaboration de cartes des hotspots de bruit pour la mer Noire, reflétant les activités génératrices de bruit impulsif et continu ;
 - j. (j) demander à l'OMI de mettre en œuvre des mesures d'atténuation, telles que la réduction de la vitesse ou le changement de route, afin de réduire le bruit des navires, en particulier dans les habitats critiques ou les zones à haut risque, compte tenu des informations disponibles provenant de NETCCOBAMS ;
 - k. envisager de mettre en œuvre des mesures d'atténuation, telles que la réduction de la vitesse ou le changement d'itinéraire, afin de réduire le bruit des navires dans leur zone économique exclusive ou leur mer territoriale, en particulier dans les habitats critiques ou les zones à haut risque, compte tenu des informations disponibles sur NETCCOBAMS ;
6. *Demande* au groupe de travail conjoint CMS/ACCOBAMS/ASCOBANS sur le bruit (JN WG) de :
- a. réviser une étude sur les effets du bruit sous-marin généré par l'augmentation prévisible des parcs éoliens dans la zone ACCOBAMS, en abordant toutes les phases du parc éolien, des études d'implantation au démantèlement ;
 - b. examiner les modèles de bruit disponibles dans NETCCOBAMS (Résolution ACCOBAMS 8.7 sur NETCCOBAMS), en considérant également les développements récents de la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin de l'Union Européenne-D11C2, afin de comparer ce modèle de bruit avec les enregistrements de bruit anthropogénique *in situ* disponibles, effectués dans différents sites de la zone ACCOBAMS, et en tenant compte des diverses sensibilités des différentes espèces de cétacés ;

- c. poursuivre le développement, avec le Secrétariat et le Comité scientifique, du concept de « Quiet zones²⁷ » tel que décrit dans la Recommandation 10.5 du Comité scientifique, en mettant l'accent sur une élaboration quantitative et une évaluation des preuves scientifiques permettant d'établir ces zones à la fois dans l'espace et dans le temps;
- 7. *Demande* au Comité scientifique d'élaborer un plan d'après-guerre pour la région de la mer Noire en vue d'atténuer les conséquences de la guerre sur les cétacés, leur habitat et leurs proies ;
- 8. *Demande* au Secrétariat et toutes les parties prenantes actives dans la région de l'ACCOBAMS à promouvoir les « outils assurant des opérateurs MMO/PAM hautement qualifiés dans la zone de l'ACCOBAMS » aux acteurs du secteur privé ;
- 9. *Demande* au Groupe de Travail MMO/PAM de développer et de mettre à jour les outils de la formation ACCOBAMS pour opérateur MMO/PAM hautement qualifiés.

²⁷ « Quiet zones » = terme anglais pour désigner une zone silencieuse, calme

RESOLUTION 8.18

COLLISIONS

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant la Résolution ACCOBAMS 7.12 « Collisions »,

Prenant compte de la Recommandation 14.7 « Collisions avec les navires » de la 14^{ème} Réunion du Comité Scientifique,

Réaffirmant que l'ACCOBAMS et la Commission Baleinière Internationale (CBI) ont, depuis longtemps, reconnu la problématique des collisions, et plus particulièrement les collisions avec les grandes baleines telles que le rorqual commun et le cachalot, et ont travaillé conjointement afin d'avoir une meilleure compréhension du problème et développer des mesures d'atténuation efficaces, entre autres, au sein de la zone de l'ACCOBAMS,

Notant que cette problématique concerne les enjeux de conservation, le bien-être animal ou la sécurité humaine,

Rappelant que les mesures d'atténuation pour éviter les collisions avec des rorquals ont été discutés lors des ateliers CBI-ACCOBAMS (Beaulieu sur Mer, France, 2010 ; Panama, Panama, 2014, Messinia, Grèce, 2019), durant lesquels les recommandations suivantes ont été suggérées :

- les mesures les plus efficaces sont celles qui éloignent les baleines des navires (ou du moins qui minimisent la co-occurrence) dans l'espace et le temps, dans les endroits où de telles mesures sont applicables (utilisant, entre autres, des routes différentes (schémas de navigation)),
- lorsqu'il n'est pas possible d'utiliser des routes différentes, permettant de tenir à distance les navires et baleines, la seule mesure envisageable pour réduire le risque de collisions mortelles avec la plupart des grandes baleines est de diminuer la vitesse,

Rappelant notamment que l'Atelier CBI-UICN-ACCOBAMS (Messinia, Grèce, 2019) a recommandé que les étapes suivantes soient prises en compte par le Groupe de travail de la CBI sur les collisions avec les navires et par le Comité scientifique de la CBI, dans le cadre d'un processus visant à identifier les zones à haut risque de collision avec navires en se basant sur les IMMA :

- les informations sur le trafic (par exemple le type de navires, la taille, la vitesse, le pavillon, etc.) : tracer les principales routes des navires et voir si elles traversent les IMMA qui abritent des populations importantes ou à forte densité d'espèces menacées et/ou vulnérables aux collisions,
- les informations sur les espèces (par exemple l'abondance relative, le statut, le comportement des animaux/la saisonnalité/leur cycle de vie à l'intérieur et à proximité des IMMA),
- La gestion et stratégie d'atténuation,

Rappelant le processus de l'ACCOBAMS sur les Habitats Critiques pour les Cétacés,

Reconnaissant l'utilité des données de l'ACCOBAMS Survey Initiative et des informations scientifiques disponibles pour appuyer le processus de désignation d'une Zone Maritime Particulièrement Vulnérable (ZMPV) par l'IMO dans le Nord-Ouest de la mer Méditerranée,

1. *Demande* au Secrétariat, au Comité Scientifique et à son Groupe de Travail sur les Collisions de poursuivre leurs efforts pour obtenir des informations sur les cétacés et le trafic maritime, qui permettront une meilleure identification des zones où les cétacés, en particulier les rorquals et cachalots, sont susceptibles (ou potentiellement susceptibles) de subir des collisions, basé sur des modèles de risques incorporant l'information sur la distribution des cétacés et des bateaux, ainsi qu'une prévision du taux de collision, en :
 - a. encourageant les Parties à signaler et cartographier les mouvements des navires et la densité de navigation à des échelles géographiques appropriées, y compris les estimations des navires qui ne sont pas tenus de transmettre des signaux du Système d'identification automatique (AIS) ;
 - b. Collaborant avec les administrations et compagnies maritimes, et les opérateurs de navires, impliquant des approches ascendantes (sensibilisation, participation) et descendantes (réglementation) ;
 - c. Cartographiant la distribution temporelle et géographique et l'abondance des cétacés en relation avec des informations similaires sur le trafic maritime afin d'identifier les potentielles zones à risques plus élevés ;
 - d. Estimant le nombre de collisions avec les navires, incluant les données :
 - des réseaux d'échouages (incluant les nécropsies détaillées) ;
 - des études de photos d'identification (les photographies peuvent contenir des preuves de chocs/collisions non létales avec des navires) ;
 - collectées par la base de données de la CBI sur les collisions avec les navires ;
 - recueillies lors de campagnes en mer ;
 - e. Des exercices de modélisation pour évaluer le niveau de risque et les répercussions potentielles en matière de conservation ;
2. *Demande* au Secrétariat et au Comité Scientifique de poursuivre la communication et la coopération avec les parties prenantes, au travers des moyens suivants :
 - a. promouvoir le processus Habitats Critiques pour les Cétacés, et de l'importance des rapports via un certain nombre de forums, y compris les médias ;
 - b. poursuivre l'évaluation , y compris des analyses coûts/bénéfices et la diffusion d'informations sur les approches d'atténuation ;
 - c. encourager le développement de systèmes d'incitation pour les compagnies maritimes afin qu'elles adoptent les mesures d'atténuation proposées ;
 - d. une coopération renforcée avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et son Comité de Protection du Milieu Marin (CPMM), par l'intermédiaire de la CBI et des secrétariats des accords adoptés dans le cadre de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS), ainsi que par des initiatives avec les Etats membres de l'OMI, en tant que mécanisme le plus approprié pour l'action de l'OMI ;
 - e. la coopération avec l'Accord Pelagos en ce qui concerne l'organisation et la mise en œuvre des initiatives menées dans la zone de l'Accord Pelagos;
 - f. améliorer les protocoles d'identification des collisions avec les navires par le biais de nécropsies ;
 - g. étudier l'incidence de la nature des blessures dues à des collisions avec des navires dans le cadre d'études de photo-identification (comme dans le cadre du projet sur les collisions avec des navires financé par l'Accord Pelagos) ;
 - h. encourager les études qui améliorent l'accès à la distribution temporelle et spatiale de la navigation, en particulier des navires qui ne transmettent pas d'informations AIS;

- i. encourager les études qui améliorent la compréhension de la distribution temporelle et spatiale des cétacés dans la région, y compris les études de télémétrie ;
 - j. encourager les études visant à élaborer et à évaluer des mesures d'atténuation, en intégrant notamment les résultats des points g) et h) ci-dessus, en reconnaissant que les mesures appropriées devront être spécifiques à une zone, mais que les modifications apportées à la navigation peuvent également avoir un impact sur d'autres zones ;
 - k. capitalisation des résultats des projets en cours et à venir concernant les collisions avec les navires, tels que Sicomar plus et Life CONCEPTU Maris, à l'aide de cartes, d'évaluations des risques de collision, de webGIS mis en œuvre avec les données AIS, et de la collaboration avec les compagnies maritimes ;
3. *Recommande* aux Parties de mettre en œuvre, de façon urgente, des mesures d'atténuation dans les zones à haut risque suivantes de la zone ACCOBAMS, où les collisions entre navires et les espèces suivantes sont fréquentes :
- Détroit de Gibraltar - rorquals et cachalots ;
 - Iles Baléares - rorquals et cachalots ; Bassin Baléare et les Côtes Catalanes - rorquals et cachalots ;
 - Mer d'Alboran de l'Est - rorquals et cachalots ;
 - Sanctuaire Pelagos - rorquals et cachalots ;
 - Fosse Hellénique, Grèce - cachalots ;
4. *Encourage* les chercheurs, les institutions scientifiques et les organisations partenaires engagés dans le développement de projets de localisation en temps réel des cétacés, qui sont conçus pour être utilisés comme des outils complémentaires pour éviter les collisions avec les navires, à partager et à communiquer leurs résultats ;
5. *Encourage vivement* les Parties à soumettre des données à la base de données mondiale de la CBI sur les collisions avec les navires, ce qui permettra à la fois : (i) de faciliter une évaluation, une hiérarchisation et un suivi appropriés des collisions avec les navires en tant que menace pour diverses populations et régions ; et (ii) de contribuer à l'élaboration de mesures d'atténuation ;
6. *Recommande* aux Parties de soutenir le processus de désignation par l'OMI d'une Zone Maritime Particulièrement Vulnérable (ZMPV) dans le nord-ouest de la Méditerranée afin d'atténuer les risques de collision des cétacés avec les navires. Cette zone comprend l'IMMA "Système de pentes et de canyons du nord-ouest de la Méditerranée", plus le sanctuaire Pelagos et l'AMP espagnole du corridor de migration des cétacés en Méditerranée, ainsi que la zone située entre celle-ci et la côte ;
7. *Demande* au Comité scientifique d'assister l'Espagne, la France, l'Italie et Monaco dans le développement de mesures prospectives de protection au sein de la ZMPV une fois qu'elle sera adoptée ;
8. *Recommande* que les Parties et le Secrétariat poursuivent leurs efforts de coopération avec l'OMI, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales, les autorités nationales, l'industrie du transport maritime, les autorités portuaires et l'industrie de l'observation des cétacés afin de mettre en œuvre des mesures d'atténuation efficaces, en particulier par le biais du processus d'identification des Habitats Critiques pour les Cétacés (CCH) lancé par l'ACCOBAMS, qui fournit une vue d'ensemble résultant du recoupement des informations sur les menaces humaines existantes connues et les IMMA.

RESOLUTION 8.19**ACTIVITES COMMERCIALES D'OBSERVATION DE CETACES DANS LA ZONE DE L'ACCOBAMS**

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'Article II de l'Accord, selon lequel les Parties interdisent et prennent toutes les mesures nécessaires pour éliminer tout prélèvement délibéré de cétacés, y compris leur harcèlement ou toute tentative de s'engager dans une telle activité,

Rappelant la section 2 de l'Annexe 2 de l'Accord, selon laquelle les Parties doivent élaborer des lignes directrices et/ou des codes de conduite pour réglementer ou gérer les activités qui créent des interactions directes et indirectes entre les hommes et les cétacés, telles que les activités touristiques,

Consciente que la Résolution 4.7 de l'ACCOBAMS établit les Lignes directrices pour l'observation des cétacés à des fins commerciales dans la zone de l'ACCOBAMS et que l'Annexe 2 de la Résolution 6.20 fournit le Règlement d'usage de la marque collective "High Quality Whale-Watching®" et les directives pour l'acquisition d'un label pour les opérateurs d'observation des cétacés dans la zone Pelagos / ACCOBAMS,

Prenant en considération la Recommandation 14.8 du Comité Scientifique,

Rappelant le paragraphe 130 du document final de la Conférence de Rio, "L'avenir que nous voulons" ('The future We Want'), qui souligne la nécessité d'appuyer les activités liées au développement durable du tourisme et le renforcement des capacités à cet égard, qui favorisent la connaissance de l'environnement, conservent et préservent celui-ci, respectent la vie sauvage, la flore, la diversité biologique, les écosystèmes et la diversité culturelle, et améliorent les conditions de vie et les sources de revenus des populations locales en protégeant leur économie, ainsi que l'environnement et le milieu naturel dans son ensemble,

Rappelant que la zone de l'ACCOBAMS est une zone importante pour un grand nombre d'espèces de cétacés, que ce soit en tant qu'habitat permanent, lieu de reproduction ou d'alimentation ou corridor migratoire, et que la présence d'une telle diversité de cétacés a conduit, au cours de la dernière décennie, au développement d'un grand nombre d'activités commerciales d'observation de cétacés qui nécessitent d'être réglementées,

Reconnaissant que les activités commerciales d'observation des cétacés, si elles sont menées dans un cadre de gestion approprié, peuvent favoriser un outil éducatif précieux, créer des avantages économiques directs et indirects pour de nombreuses communautés et promouvoir la recherche sur les cétacés et leur conservation,

Préoccupée par le fait que, si l'observation des cétacés est pratiquée de manière irresponsable, elle peut devenir une menace sérieuse pour les cétacés qui peuvent déjà être affectés par le déclin des populations dû aux captures accidentelles, à la dégradation de l'habitat, au changement climatique et à d'autres menaces,

Préoccupée par les autres impacts négatifs potentiels des activités commerciales d'observation des cétacés qui ont été documentés, tels que les changements de comportement de nage des cétacés, les changements rapides de direction, le déplacement des cétacés de la zone ciblée par le tourisme,

Préoccupée également par l'émergence de pratiques de nourrissage des dauphins, principalement réalisées lors d'activités d'observation des cétacés, qui pourraient modifier le comportement des animaux, favorisant la confiance et la proximité,

Soulignant que toute expansion des activités d'observation des cétacés dans la zone de l'Accord doit être soigneusement gérée afin de minimiser les impacts négatifs potentiels sur les individus et les populations de cétacés,

Désireux de minimiser le risque d'impacts négatifs sur les cétacés et d'assurer le développement durable des activités commerciales d'observation des cétacés par des stratégies de gestion efficaces,

Rappelant la Résolution 11.29 sur « Observation de la vie sauvage marine en bateau dans le cadre d'un tourisme durable », la Résolution 12.16 sur « Interaction récréative dans l'eau avec les mammifères marins » et la Résolution 12.23 « Tourisme durable et espèces migratrices » adoptées par la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS),

Rappelant le Guide en ligne pour l'observation des baleines développé par la Commission baleinière internationale avec le Secrétariat de la CMS,

1. *Exhorte* les Parties à assurer la mise en œuvre effective des Résolutions existantes de l'ACCOBAMS sur l'observation des cétacés ;
2. *Recommande* aux Parties de considérer que le risque de harcèlement commence aussi lorsqu'un navire se rapproche volontairement plus près que la distance minimale identifiée dans les règles d'observation commerciale des cétacés et que, par conséquent, les activités de nage avec les dauphins, qui impliquent la proximité du bateau et les animaux, devraient être considérées comme du harcèlement et comme présentant des risques de comportement violent des animaux et de transmission de maladies ;
3. *Recommande* aux Parties de ne pas autoriser ou accorder d'exception pour les interactions directes avec les cétacés, telles que l'alimentation et la nage avec les dauphins, y compris à proximité des activités de pisciculture ;
4. *Encourage* le Comité Scientifique à poursuivre son examen, y compris la collecte et l'examen de la littérature scientifique, des effets négatifs potentiels de l'observation des cétacés sur les cétacés et des moyens de les atténuer, en mettant l'accent sur les impacts au niveau des populations, les activités de nage avec les cétacés, l'alimentation et l'utilisation d'avions de repérage, ainsi que sur le concept de "capacité de charge" ;
5. *Souligne* la nécessité de mettre en place des réglementations juridiquement applicables pour l'observation des cétacés et de les appliquer pleinement par toutes les Parties, conformément aux Résolutions 4.7, 6.20 et 7.16 de l'ACCOBAMS ;
6. Reconnaît les nouvelles Lignes directrices pour la gestion des activités d'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS, présentées en [Annexe](#) à cette Résolution ;

7. *Invite* le Comité Scientifique à revoir et à mettre à jour la « Procédure commune à mettre en œuvre (système de collecte de données) pour les bateaux pratiquant l'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS », incluse dans l'Annexe 4 de la Résolution 6.20 ;
8. *Recommande* que le Groupe de travail sur l'observation des cétacés établi en 2014 lors de la Neuvième Réunion du Comité Scientifique poursuive ses travaux et teste la « Procédure commune à mettre en œuvre (système de collecte de données) pour les bateaux pratiquant l'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS » dans les zones pilotes précédemment identifiées (bassin Liguro-Provençal, y compris le Sanctuaire Pelagos, détroit de Gibraltar et sud du Portugal) ;
9. *Approuve* les résultats de l'étude d'identification des points chauds d'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS (ACCOBAMS-MOP8/2022/Inf48) ;
10. *Encourage* les Parties à mettre en œuvre une législation spécifique, conformément aux « Lignes directrices pour l'observation des cétacés à des fins commerciales dans la zone de l'ACCOBAMS », pour atténuer la pression actuelle et potentielle exercée sur les populations de cétacés dans les points chauds d'observation des cétacés identifiés ;
11. *Recommande* au Comité Scientifique que les résultats des travaux à mener sur les points chauds soient utilisés pour compléter le processus relatif aux habitats critiques pour les cétacés (CCH) ;
12. *Encourage* en outre les Parties à promouvoir les objectifs du « Pacte vert pour l'Europe » (Communication de la Commission du 11 décembre 2019, COM (2019) 640 final), et notamment la transition visant à réduire les émissions de CO₂ et le bruit des navires, en particulier, auprès des opérateurs d'observation des cétacés ;
13. *Recommande* aux Parties de mettre en œuvre et de continuer à promouvoir et à améliorer le statut du Certificat « High Quality Whale-Watching® » en collaboration avec le Secrétariat de l'Accord Pelagos et d'autres organisations intergouvernementales et secrétariats d'accords multilatéraux sur l'environnement pertinents dans la zone de l'ACCOBAMS, tels que la Convention de Barcelone, la Convention de Bucarest et la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine ;
14. *Encourage* également le Secrétariat à diffuser les informations recueillies par le biais de NETCCOBAMS ;
15. *Demande* aux Parties de développer des méthodes pour informer pleinement le grand public, y compris les yachtsmen et autres plaisanciers impliqués dans l'observation opportuniste des cétacés, sur le comportement responsable des bateaux autour des cétacés ;
16. *Recommande* que le Secrétariat poursuive sa coopération avec les Secrétariats de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine et de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage sur l'évaluation des effets de l'observation des cétacés et sur l'examen et la mise à jour des lignes directrices pour l'observation durable des cétacés ;
17. *Décide* que la présente Résolution modifie la Résolution 6.20 et remplace la Résolution 7.16.

ANNEXE

Lignes directrices pour la gestion des activités d'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS

Auteur : Gianna Minton

Revu par : Groupe de travail sur l'observation des cétacés de l'ACCOBAMS

1. Introduction

Historique et contexte

Lorsqu'elles sont menées de manière responsable, les activités d'observation des cétacés ont le potentiel de générer des revenus et des moyens de subsistance pour les communautés côtières, ainsi que de contribuer à la sensibilisation du public et à la compréhension scientifique des baleines, dauphins et marsouins et de leurs besoins en matière de conservation¹. Toutefois, lorsque le secteur se développe trop rapidement ou que les opérateurs adoptent des pratiques irresponsables, l'observation des cétacés peut également devenir une autre source de pression sur les populations de cétacés sauvages qui peuvent déjà souffrir d'une détérioration de leur condition physique ou d'un déclin de leur population en raison des captures accidentelles, de la dégradation de leur habitat, du changement climatique et d'autres menaces omniprésentes ^{p. ex. 2,3}.

Conscient de ce risque, l'ACCOBAMS a adopté une position proactive sur la promotion d'activités responsables d'observation des cétacés dès sa création. À la section 1.c) de l'Annexe 2 de l'ACCOBAMS, les Parties « demandent que soient menées des études d'impact destinées à servir de base à l'autorisation ou à l'interdiction de la poursuite ou du développement futur des activités susceptibles d'affecter les Cétacés ou leurs habitats dans la zone de l'Accord, comprenant (...) le tourisme, et l'observation des Cétacés, ainsi qu'à la détermination des conditions dans lesquelles ces activités peuvent être pratiquées ». La Résolution 4.7 de l'ACCOBAMS établit des lignes directrices claires pour l'observation commerciale des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS, et la Résolution 6.20, Annexe 2, élargit ce conseil en fournissant une description détaillée des normes associées au Certificat "High Quality Whale-Watching" (HQWW®), et le code de conduite que les opérateurs doivent respecter pour obtenir ce label. Grâce à ces Résolutions, l'ACCOBAMS fournit des conseils très clairs aux opérateurs sur la façon de gérer les navires et d'organiser leurs excursions de manière à minimiser les impacts sur les cétacés et à maximiser les bénéfices potentiels de leurs excursions en matière de conservation.

En complément de ces lignes directrices destinées aux opérateurs, ce document vise à appuyer les gestionnaires et autres parties prenantes responsables de la conception, de la mise en œuvre et de l'application des mesures de gestion afin de garantir que les activités d'observation des cétacés sont menées de manière à minimiser les impacts potentiellement négatifs sur les cétacés qui font l'objet des activités touristiques. À ce titre, il adopte une approche de plus haut niveau et considère les multiples aspects d'une gestion et d'une réglementation efficaces de l'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS, en mettant l'accent sur les recommandations aux parties prenantes qui peuvent agir au niveau local, national ou régional. Techniquement, ce document est une mise à jour de l'Annexe 3 de la Résolution 6.20. Bien que cette annexe soit intitulée « Lignes directrices pour les programmes de surveillance destinés à maximiser les chances de détection des impacts négatifs potentiels des activités d'observation des cétacés, sur les individus et sur les populations », elle traite également d'aspects plus généraux de la gestion de l'observation des cétacés. Par conséquent, le titre de ce nouveau document a été modifié pour refléter un mandat plus large.

Définitions

Aux fins du présent document, quelques termes essentiels sont définis comme suit :

- Observation des cétacés : nous utilisons la définition de l'observation des cétacés ('whale watching') utilisée dans l'étude de référence de Hoyt, 2001¹ : « excursions en bateau, en avion ou à partir de la terre, formelles ou informelles, avec au moins un certain aspect commercial, pour voir, nager avec et/ou écouter l'une des quelques 83 espèces de baleines, dauphins et marsouins ». Le tourisme récréatif d'observation des cétacés mené par des particuliers à bord de bateaux de plaisance privés n'est PAS inclus dans le champ d'application de la présente étude.
- Gestionnaires : les gestionnaires peuvent être des représentants d'organismes gouvernementaux chargés de la réglementation du tourisme, de la faune et de la flore sauvages, des aires protégées ou de l'application de la loi. Toutefois, les équipes de gestion responsables de la conception, de la mise en œuvre et de l'application des cadres de gestion de l'observation des cétacés peuvent comprendre un éventail beaucoup plus large de parties prenantes, notamment les communautés locales, les ONG, les tour-opérateurs et les organismes de recherche.
- Espèces cibles : il s'agit des espèces de cétacés qui font le plus souvent l'objet d'activités d'observation dans une région donnée.

Note sur les réglementations volontaires par rapport aux réglementations juridiquement contraignantes

Bien que certaines études montrent que les lignes directrices volontaires, en particulier lorsqu'elles sont mises en place et appliquées par l'industrie, peuvent être un moyen efficace de promouvoir l'observation responsable des cétacés ^{p.ex. 4,5}, dans de nombreux cas, les chercheurs et les gestionnaires ont conclu que les mesures volontaires peuvent être associées à de faibles taux de respect, surtout si certains opérateurs estiment qu'ils risquent de perdre des clients en adhérant à des lignes directrices volontaires, alors que des « concurrents » sans scrupules amènent leurs clients plus près des cétacés^{6,7}. Les mesures de gestion juridiquement contraignantes créent des conditions de concurrence équitables en veillant à ce que tous les opérateurs sont tenus de respecter les mêmes normes. Bien que la plupart des mesures ci-dessous puissent être mises en œuvre dans des cadres volontaires ou contraignants, certaines d'entre elles nécessiteront un certain niveau de fondement juridique pour être vraiment efficaces.

En 2021, un examen des réglementations relatives à l'observation des cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS a révélé que sur les 26 pays ayant répondu à l'enquête, seulement dix avaient une définition légale de l'observation des cétacés, seuls deux avaient mis en place des systèmes de délivrance de permis spécifiques aux activités d'observation des cétacés, et seuls cinq avaient mis en place des réglementations juridiquement applicables à l'observation des cétacés.

Structure du document

Ce document a été structuré suivant des sections axées sur neuf aspects différents qui peuvent être pris en compte lors de la conception d'un cadre de gestion de l'observation des cétacés. Chaque section commence par un bref résumé du contexte de la gestion de cet aspect de l'observation des cétacés. Il est suivi d'un « menu » d'outils et de stratégies disponibles avec des références à des articles publiés dans des journaux à comité de lecture et à des études de cas. Chaque section se termine par un résumé des recommandations pour les gestionnaires.

2. Mesures pour évaluer les populations cibles et les impacts potentiels du tourisme, y compris le concept de « capacité de charge »

Contexte

Les activités d'observation des cétacés peuvent profiter aux communautés côtières en augmentant le tourisme, l'emploi et les revenus⁸, et peuvent également contribuer à sensibiliser les touristes aux cétacés et à leurs besoins en matière de conservation^{9, 11}. Cependant, il existe des preuves solides que, sans mesures adéquates en place, l'observation des cétacés peut également avoir une série d'impacts négatifs sur les individus et les populations qui font l'objet des activités touristiques^{2,12}. Ces impacts peuvent aller de la perturbation à court terme de l'alimentation ou du repos, au déplacement des populations de cétacés de leur habitat principal et aux impacts à long terme sur la reproduction et les conditions physiques ^{p. ex. 13-16}. La gravité potentielle de ces impacts dépendra d'une combinaison de facteurs¹⁷, notamment (mais sans s'y limiter) :

- *les espèces de cétacés visées par le tourisme* : certaines espèces sont plus sensibles aux perturbations causées par les navires et le bruit sous-marin que d'autres, selon leurs préférences en matière d'habitat, leur comportement et les fréquences qu'elles utilisent pour la communication et l'écholocation¹⁸.
- *l'abondance, la distribution et le statut de conservation des cétacés en question* : si de nombreuses espèces différentes ou de grandes populations de cétacés sont disponibles pour les activités touristiques dans une zone donnée, la « pression » des activités d'observation des cétacés peut être répartie entre des individus ou des groupes. À l'inverse, dans les situations où une seule petite population (éventuellement menacée ou en déclin) fait l'objet d'une attention répétée de la part des opérateurs d'observation des cétacés, un petit nombre d'animaux individuels supportera la charge de tous les impacts associés à l'industrie dans cette zone^{p.ex.19}.
- *la façon dont les cétacés utilisent la zone où se déroulent les activités d'observation et les comportements qui sont susceptibles d'être perturbés* : si l'observation des cétacés a lieu dans des zones ou à des périodes de l'année où les animaux sont engagés dans des fonctions essentielles de la vie, comme l'alimentation, le repos ou l'allaitement de leurs petits, les conséquences de perturbations répétées de ces activités sont susceptibles d'être plus sévères^{16,20-24}. De même, les cétacés sont plus susceptibles d'être distraits de certains types de comportements que d'autres, le repos et l'alimentation étant les comportements les plus susceptibles d'être abandonnés en présence de navires d'observation des cétacés²⁴⁻³¹.
- *l'abondance, la fréquence et la durée des rencontres d'observation avec les populations cibles* : pour toutes les espèces, indépendamment de leur abondance ou de leur comportement, les impacts potentiels des activités d'observation des cétacés deviendront plus graves à mesure que le nombre de navires, ainsi que la durée et la fréquence des rencontres avec les navires augmenteront ^{p.ex. 32-34}.
- *la nature des activités d'observation des cétacés, y compris les plateformes utilisées* : l'observation des cétacés depuis la terre n'a que peu ou pas d'impact sur les populations de cétacés observées. Le tourisme à bord des navires peut causer des niveaux variables de perturbation en fonction de la façon dont ils approchent les cétacés et du type de bruit généré par leurs moteurs^{35,36}. Les embarcations non motorisées (par exemple les kayaks) ne génèrent pas de bruit sous-marin, mais peuvent perturber les cétacés d'autres manières³⁷, tandis que les rencontres dans l'eau entre les nageurs et les cétacés ont également été documentées comme ayant des impacts potentiellement négatifs^{20,38,39}.

Compte tenu du potentiel d'impacts négatifs et des facteurs qui peuvent déterminer la gravité de ces impacts, les responsables de la gestion des activités d'observation des cétacés ont l'obligation de s'assurer que les données nécessaires sur les populations cibles sont disponibles et d'évaluer l'impact potentiel des activités d'observation des cétacés actuelles ou proposées. Idéalement, ce type d'évaluation aura lieu avant le début des activités d'observation des cétacés. Toutefois, si cela n'a pas été mis en œuvre, une évaluation est recommandée dès que possible pour déterminer si les activités en cours sont durables.

Outils et exemples

- *Les méthodes pour évaluer la distribution, l'abondance et les tendances des cétacés* sont disponibles auprès de multiples sources et sont trop nombreuses pour être traitées en détail dans ce document. L'ACCOBAMS dispose d'excellentes références dans la promotion des bonnes pratiques dans ce domaine, et la Méditerranée est l'une des masses d'eau les mieux étudiées dans le monde, avec de multiples revues des études publiées⁴⁰, et des suivis réguliers par bateau et par voie aérienne pour évaluer l'abondance, la distribution et les tendances⁴¹.
- *Les méthodes d'évaluation de l'impact des activités d'observation des cétacés sur les populations de cétacés* seront idéalement mises en œuvre avant le début des activités d'observation des cétacés (ou d'une nouvelle catégorie d'activités). Dans ce cas, l'évaluation doit commencer par une analyse documentaire des articles publiés dans des journaux à comité de lecture et des études de cas portant sur les mêmes espèces (ou des espèces semblables) et les mêmes plateformes d'observation qui se trouvent (ou sont prévues) dans la zone en question. Le Guide en ligne IWC-CMS pour l'observation des baleines propose trois ressources qui peuvent être utiles pour recueillir des informations sur les impacts qui ont été documentés dans d'autres lieux d'observation des cétacés : 1) une base de données consultable de la littérature (<https://wwhandbook.iwc.int/fr/downloadable-resources/searchable-database-of-scientific-literature>) 2) Un tableau des impacts documentés (<https://wwhandbook.iwc.int/fr/industry-support/training-for-captains-guides>) et 3) un tableau des études de cas (<https://wwhandbook.iwc.int/fr/responsible-management/case-studies>).
- *Études pilotes* : Après une analyse documentaire, les gestionnaires peuvent envisager de mener une étude pilote dans laquelle un seul ou un petit nombre d'opérateurs se voient délivrer des licences provisoires pour mener des activités d'observation des cétacés qui peuvent être soigneusement surveillées afin de documenter les impacts éventuels sur la population cible. Les résultats d'une telle étude pilote peuvent ensuite être utilisés pour la conception et la mise en œuvre d'un cadre de gestion efficace. New *et al.* 2015⁴² fournissent une revue exhaustive des méthodes de modélisation et d'évaluation des impacts de l'observation des cétacés. Celles-ci sont résumées et référencées dans un tableau à l'Annexe 1. Les études pilotes ou la modélisation peuvent également être utilisées pour évaluer l'impact potentiel d'une nouvelle catégorie d'activité (par exemple, la nage avec les cétacés), avant qu'elle ne soit autorisée à plus grande échelle^{43,44}.
- *Définir la « capacité de charge » d'une zone géographique ciblée pour l'observation des cétacés* : La « capacité de charge » en matière d'observation des cétacés d'une zone particulière peut être définie comme la quantité maximale d'activité d'observation des cétacés qui peut être entreprise dans une zone géographique définie sans entraîner d'impacts négatifs sur les populations de cétacés ciblées et/ou leur environnement proche⁴⁵⁻⁴⁷. Les études visant à déterminer les capacités de charge ont été limitées jusqu'à présent, mais deviennent de plus en plus courantes comme par exemple une étude menée à Praia del Forte, au nord-est du Brésil⁴⁵, et une étude en cours dans l'estuaire du Sado, au Portugal. Le résultat de l'évaluation peut être utilisé pour déterminer le nombre maximum de navires, de visites quotidiennes, de touristes ou « d'heures de contact » qui devraient être autorisés à opérer dans la zone en question. Ces études supposent normalement aussi que les opérateurs autorisés suivront un code de conduite qui minimise leur perturbation des populations en question (voir Section 6 ci-dessous).

Recommandations

-
- *Dans la mesure du possible, s'assurer que l'ensemble des informations de référence sur l'abondance, la distribution, l'utilisation de l'habitat et le statut de conservation des populations de cétacés dans la zone cible soit disponible avant que les activités d'observations de cétacés ne commencent, ou qu'une nouvelle catégorie d'activité (par exemple, interactions dans l'eau) ne soit envisagée.*
 - *Mener une revue de la littérature afin de déterminer l'impact potentiel des activités d'observations des cétacés proposées sur ces populations, en se basant sur les informations disponibles concernant des espèces et des plateformes touristiques similaires.*
 - *Mener des études pilotes à petite échelle pour tester et documenter les impacts potentiels des activités d'observations des cétacés avant que les activités ne soient autorisées à démarrer à plus grande échelle. L'Annexe 1 fournit une liste d'approches d'études avec des références à des articles publiés dans des journaux à comité de lecture qui peuvent servir d'exemples.*
 - *Utiliser les résultats des deuxième et troisième étapes ci-dessus pour déterminer la « capacité de charge » probable d'une zone particulière destinée à l'observation des cétacés, et élaborer un plan de gestion approprié qui ne dépassera pas cette capacité.*
 - *Si les activités d'observations des cétacés sont déjà en cours, les étapes 2 à 4 peuvent encore être menées et la gestion actuelle adaptée.*
-

3. Suivi et gestion adaptative

Contexte

Les mesures de gestion conçues sur la base des meilleures connaissances et outils disponibles à un moment donné peuvent ne pas toujours rester pertinentes ou adéquates à mesure que l'industrie, l'habitat ou les populations de cétacés ciblées évoluent et changent au fil du temps. Un suivi continu des populations de cétacés (en particulier de leur abondance et de leurs tendances, mais aussi de leur santé et des signes de stress) ainsi que de l'industrie, permettra aux gestionnaires de déterminer si les pratiques d'observation des cétacés peuvent causer des dommages, et donc nécessiter des modifications de l'ensemble des outils de gestion en place⁴⁸⁻⁵⁰. Par exemple, les populations ciblées peuvent souffrir d'un déclin, d'une diminution de leur forme physique ou d'un stress accru en raison de pressions environnementales (par exemple, captures accidentelles par les pêcheries, augmentation du trafic maritime, construction côtière, changements des proies dus au changement climatique). Dans d'autres contextes, le nombre d'opérateurs peut soudainement augmenter rapidement, ou les opérateurs qui étaient autrefois heureux de se conformer à un code de conduite volontaire peuvent devenir plus compétitifs les uns par rapport aux autres, ce qui entraîne une diminution de la conformité et une augmentation des perturbations pour les cétacés^{6,51}. Ces scénarios nécessitent une réévaluation des mesures de gestion actuelles afin de déterminer si elles doivent être adaptées pour assurer le bien-être et la présence et la survie à long terme des populations de cétacés ciblées.

Outils et exemples

Les catégories d'outils suivantes peuvent être utilisées pour effectuer un suivi régulier et s'assurer que les résultats sont utilisés pour guider les adaptations des politiques de gestion.

- *L'implication d'organismes de recherche* dans les équipes de gestion afin de s'assurer que l'expertise nécessaire est disponible pour concevoir et mettre en œuvre des études de suivi, et détecter d'éventuelles tendances négatives en termes de nombre de populations, de santé ou de respect des règles⁵² (voir l'Annexe

1 pour des exemples de méthodes utilisées pour étudier les impacts de l'observation des cétacés sur les animaux et pour suivre le comportement des opérateurs spécialisés en observation des cétacés) ;

- *Un plan de suivi et d'évaluation bien défini* afin de détecter les changements potentiels au sein des populations de cétacés et/ou de l'industrie (voir la Section 2 et l'Annexe 1 pour des exemples sur la façon dont les études peuvent être menées). Certaines ressources préconisent des cycles de 5 ou 10 ans pour l'évaluation et la révision des plans de gestion⁵⁰.
- *La définition de 'seuils' ou de limites acceptables de changement*⁵⁰ qui nécessiteraient une suspension ou une réévaluation des pratiques et des mesures de gestion actuelles, dans le cadre ou en dehors du cycle normal de révision. Ceux-ci peuvent être basés sur des changements observés/mesurés dans la population cible de cétacés, l'industrie ou l'environnement.

Recommandations

-
- *Encourager un suivi et une évaluation réguliers des activités d'observation des cétacés et des populations de cétacés qu'elles ciblent, en impliquant les organismes de recherche pour détecter et mesurer les impacts potentiels sur le comportement, la distribution, le bien-être, la santé ou l'abondance des cétacés.*
 - *Définir des 'seuils' ou des limites acceptables de changement qui nécessiteront une suspension officielle ou une réévaluation des pratiques actuelles.*
 - *Être prêt à introduire de nouvelles mesures (voir les outils ci-dessous) pour atténuer davantage l'impact de l'observation des cétacés sur les populations ciblées.*
-

4. Développement d'équipes de gestion efficaces (implication des parties prenantes)

Contexte

De nombreuses catégories de parties prenantes ont un rôle à jouer dans la conception, la mise en œuvre, le suivi, l'application et l'adaptation d'une stratégie efficace de gestion de l'observation de cétacés⁵². Ces parties prenantes vont des agences gouvernementales et des gestionnaires d'aires protégées aux opérateurs eux-mêmes, en passant par les communautés locales, les chercheurs en cétacés et en sciences sociales, et les organismes chargés de l'application de la loi en mer et sur les côtes. Exclure un groupe de la participation aux décisions de gestion peut conduire à l'aliénation, au non-respect ou à d'autres écueils qui, en fin de compte, peuvent entraîner des impacts négatifs sur les populations cibles⁴⁷. La composition d'équipes de gestion efficaces peut varier d'un endroit à l'autre, tout comme les priorités et les stratégies qui sont identifiées.

Outils et exemples

- *Inclure différentes catégories de parties prenantes* : le manuel de la CBI sur l'observation des cétacés⁵³ présente 22 études de cas qui illustrent différents aspects de la gestion de l'observation des cétacés, présentant les forces, les faiblesses et les leçons apprises de chaque étude. Celles-ci citent presque unanimement l'implication de multiples catégories de parties prenantes dans la gestion comme un point fort de leur approche de gestion. Le manuel fournit également un tableau (adapté de Hoyt 2007⁵²) qui décrit les différents rôles que peuvent jouer les différentes catégories de parties prenantes : <https://www.handbook.iwc.int/fr/responsible-management/stakeholder-engagement-and-adaptive-management>.

- *Cadres formels de participation ou de consultation* : pour garantir leur participation, les parties prenantes ou leurs représentants peuvent être membres d'un organe de gestion formel, ou les gestionnaires peuvent les impliquer par le biais de consultations publiques régulières.

Recommandations

- *Identifier toutes les parties prenantes qui ont un rôle à jouer dans l'évaluation, la conception, la mise en œuvre, le suivi, l'application ou l'adaptation de la gestion, et déterminer comment chaque catégorie peut être impliquée et consultée le plus efficacement possible de manière formelle et reconnue.*

5. Mesures d'autorisation ou de certification

Contexte

La portée et l'échelle des impacts potentiels des activités d'observations des cétacés sur les populations cibles seront très logiquement proportionnelles au nombre de navires et d'opérateurs qui opèrent dans un endroit particulier. Plusieurs études ont démontré des niveaux croissants de réactions (par exemple, des changements dans les schémas de nage ou le comportement vocal, la suspension de l'alimentation ou du repos, etc.) avec l'augmentation du nombre de navires ou du temps pendant lequel les animaux sont exposés aux navires^{54,55}. Un moyen efficace de limiter le dérangement potentiel des cétacés est de limiter le nombre d'opérateurs ou de navires dans une zone en exigeant que tous les navires d'observation des cétacés soient titulaires d'une licence, et de limiter le nombre de licences délivrées (peut-être en fonction d'une capacité de charge établie - voir Section 2). Une étude réalisée en 2021 a démontré que les perturbations causées par les navires d'observation des cétacés peuvent varier d'un type de navire et/ou d'une catégorie de moteur à l'autre, recommandant que cela soit pris en considération lors de l'attribution des licences aux opérateurs⁵⁶. L'octroi de licences peut également être un moyen utile de maintenir une vue précise du nombre d'opérateurs d'observations des cétacés et de leurs activités, et de s'assurer que les opérateurs agréés respectent certaines conditions pour obtenir et conserver leur licence.

Outils et exemples

- *Fondement juridique de l'octroi de licences* : pour être efficace, l'octroi de licences ou de permis pour l'activité d'observation des cétacés nécessite une définition légale des activités d'observation des cétacés ou du tourisme lié aux mammifères marins. En 2021, l'Espagne et le Portugal sont les seuls pays de la zone de l'ACCOBAMS à avoir une définition légale de l'observation des cétacés (au Portugal, Decreto-Lei-n.o-9/2006, et en Espagne, Decret-1727_2007). Dès lors, ils sont également les deux seuls pays à avoir mis en place des systèmes de licences pour l'observation des cétacés.
- *Plafonnement du nombre de licences* : le nombre de licences délivrées peut être limité par port ou province et lié à des études formelles visant à évaluer la capacité de charge⁴⁵ (voir Section 2), ou peut être établi à 'l'instinct'.
- *Normes ou codes de conduite comme conditions d'octroi des licences* : une autre solution consiste à ne pas nécessairement limiter le nombre de licences, mais pourrait tout de même servir à améliorer la gestion et à atténuer les impacts des observations des cétacés en imposant des conditions à l'octroi des licences qui obligent les opérateurs à respecter une norme minimale. Ces conditions/exigences peuvent inclure les éléments suivants (comme c'est le cas au Portugal, par exemple) :
 - Un permis/licence préalable pour opérer en tant qu'entreprise de tourisme commercial avec un enregistrement approprié auprès de la chambre de commerce, etc. ;

- L'enregistrement approprié des navires auprès des autorités portuaires compétentes, et la spécification des navires exacts qui seront utilisés pour les activités d'observation des cétacés ;
 - Une définition de la zone géographique dans laquelle l'opérateur a l'intention de mener des excursions ;
 - La démonstration des qualifications appropriées pour chaque membre de l'équipage (skipper, matelot, guide naturaliste, etc.) ;
 - La preuve qu'au moins un membre de l'équipage a été désigné et formé pour dispenser une composante éducative à l'excursion (voir Section 9) ;
 - L'engagement d'adhérer à un code de bonne conduite (voir Section 6) ;
 - L'engagement de contribuer à la recherche et à la connaissance des espèces cibles en partageant les données sur les observations de cétacés avec les autorités compétentes à la fin de chaque saison/année (voir Section 10).
- *Contrôle et application* : pour être efficaces, les systèmes de licence nécessitent un système de contrôle et d'application car il doit y avoir des sanctions pour les opérateurs qui proposent des excursions sans licence ou pour les opérateurs qui ne respectent pas les conditions de la licence. Cela nécessite une collaboration avec les garde-côtes ou des organismes similaires, qui doivent connaître les lois et les sanctions ou amendes qui peuvent être appliquées en cas de non-respect (voir Section 7).
 - *Certification volontaire* : une forme volontaire de licence est un système de certification auquel les opérateurs peuvent choisir de se soumettre, tel que le certificat « High Quality Whale Watching® ».

Recommandations

- *Travailler à une définition légale de l'observation des cétacés en tant que catégorie d'activité touristique commerciale pour laquelle des réglementations spécifiques et des mesures d'autorisation peuvent être mises en place.*
 - *Utiliser les données disponibles sur les populations de cétacés et l'impact éventuel des activités d'observation des cétacés pour déterminer si le nombre de licences délivrées doit être limité à un certain nombre de navires et/ou de tours.*
 - *Déterminer (idéalement en collaboration avec l'équipe de gestion multipartite) quelles conditions devraient être liées à la délivrance et au renouvellement des licences pour opérer des excursions d'observation des cétacés.*
 - *Maintenir une base de données des opérateurs sous licence et de leurs navires, et envisager des communications régulières par le biais de bulletins d'information et/ou de réunions (virtuelles) au début et/ou à la fin de chaque saison.*
 - *Assurer un contrôle et une application efficaces des exigences en matière de licences (voir section 7).*
-

6. Mesures visant à réglementer les approches, la fréquence, la durée et le type d'exposition lors des rencontres avec les cétacés

Contexte

Comme indiqué dans la Section 2, des études ont démontré que la portée et l'ampleur des impacts potentiels des activités d'observation des cétacés sur les animaux peuvent varier en fonction de l'espèce en question et de la manière dont les navires opèrent à proximité des cétacés. Les études indiquent que les réactions des baleines et des dauphins à la présence des bateaux varient en fonction de la distance d'approche^{p.ex. 57}, du nombre de bateaux dans un certain rayon autour des animaux^{p. ex. 54,55}, de la direction d'approche des bateaux⁴³, et de la présence de petits⁵⁸. Les codes de conduite se sont avérés efficaces pour réduire l'impact des activités d'observation des cétacés sur les animaux, en réglementant la vitesse et la direction des approches, en limitant le nombre de navires pouvant se trouver dans un certain rayon autour des baleines ou des dauphins, et en autorisant ou non les nageurs à entrer dans l'eau avec les cétacés, et si oui, dans quelles conditions spécifiques⁵⁹.

Outils et exemples

- *Lignes directrices juridiquement contraignantes ou volontaires* : comme indiqué dans la Section 1, les codes de conduite, y compris les approches des navires, etc., peuvent être volontaires ou légalement applicables.
- *Principes directeurs* : les détails d'une réglementation ou d'un code de conduite efficace peuvent varier en fonction de l'espèce et/ou du lieu afin de s'assurer qu'ils sont adaptés aux conditions locales. De nombreuses lignes directrices tolèrent des approches plus rapprochées pour les dauphins que pour les baleines, par exemple, et beaucoup appliquent également des mesures plus strictes aux groupes de baleines ou de dauphins avec des petits que ceux qui n'en ont pas. Certaines lignes directrices stipulent que les espèces en danger critique d'extinction (comme la baleine franche de l'Atlantique Nord sur la côte nord-est des États-Unis) ne doivent jamais être approchées pour le tourisme. S'il est important d'adapter les lignes directrices aux besoins locaux, un certain nombre de principes directeurs ont été définis par la Commission baleinière internationale. L'élaboration des lignes directrices doivent être guidée par le principe selon lequel les dérangements du comportement naturel doivent être réduits au minimum et, autant que possible, la nature et la durée de l'interaction entre un cétacé et un navire (ou un nageur) doivent être déterminées par l'animal et non par les humains qui espèrent l'observer.
- *Ressources de l'ACCOBAMS* : [la Résolution 4.7 de l'ACCOBAMS](#) fournit des orientations très claires aux opérateurs sur la façon de manœuvrer les navires et d'une manière qui minimise les impacts sur les cétacés. [La Résolution](#)

[6.20](#), Annexe 2, fournit une description détaillée des normes associées au Certificat "High Quality Whale Watching" (HQWW®), et le code de bonne conduite que les opérateurs doivent suivre pour obtenir ce label.

- *Ressources de la CBI* : le manuel en ligne de la CBI sur l'observation des cétacés (IWC Online *Whale Watching Handbook*) comprend également un tableau consultable de directives volontaires et juridiquement contraignantes qui peuvent être consultées à titre d'exemple :

<https://wwhandbook.iwc.int/fr/downloadable-resources/guidelines-and-regulations>.

- *Transparence et communication* : les codes de conduite/directives d'approche seront plus efficaces s'ils sont clairement communiqués au moyen de documents bien illustrés et succincts qui peuvent être partagés avec les opérateurs par le biais de documents traditionnels (imprimés) ainsi que par voie électronique et via les réseaux sociaux. En veillant à ce que les règles de conduite des navires soient claires et simples, il sera plus facile pour les navires de s'y conformer, et aussi plus facile pour ceux qui contrôlent et appliquent les règles



de reconnaître clairement et de sanctionner les cas de non-respect. Si le respect des lignes directrices doit faire l'objet d'un contrôle et/ou d'une application légale, travaillez avec les parties prenantes concernées pour vous assurer qu'elles connaissent les lignes directrices et les sanctions en cas d'infraction (voir Section 7).

Recommandations

- *Effectuer une analyse documentaire des impacts potentiels des activités d'observation des cétacés sur les espèces présentes dans la zone cible, ainsi que des mesures qui ont été utilisées pour atténuer l'impact pour cette espèce et le type d'activité d'observation des cétacés en question.*
- *Travailler avec les parties prenantes concernées pour développer des lignes directrices d'approche qui soient les plus appropriées pour votre zone.*
- *Assurer une communication efficace des lignes directrices sur la conduite des excursions (qu'elles soient volontaires ou juridiquement contraignantes) à toutes les parties prenantes concernées, et veiller à ce que les personnes chargées de la surveillance et de l'application sachent reconnaître et sanctionner les infractions.*

7. Suivi et contrôle de la législation

Contexte

Comme indiqué dans la Section 1, des réglementations juridiquement contraignantes peuvent garantir que tous les opérateurs d'observation des cétacés sont tenus de respecter les mêmes normes en termes d'adoption de comportements ayant le moins d'impact possible sur les cétacés. Cependant, pour que ces réglementations soient efficaces, les opérateurs doivent savoir qu'il y aura des conséquences négatives en cas d'infraction, sinon ils seront peu incités à s'y conformer^{60,61}. Les organismes chargés de la surveillance en mer varient d'un pays à l'autre, mais peuvent inclure la police maritime, les garde-côtes, la marine et les gardes forestiers, entre autres^{7,62,63}. Pour être efficaces, les systèmes de certification volontaire nécessitent également une certaine forme de surveillance et d'application des normes. Comme indiqué dans la Section 6, la surveillance et l'application seront beaucoup plus efficaces si 1) les codes de conduite sont suffisamment clairs et simples pour que les infractions soient faciles à reconnaître, et 2) les sanctions pour les infractions sont clairement définies et communiquées à toutes les parties prenantes concernées.

Outils et exemples

- *Patrouille à bord d'un navire par les garde-côtes ou d'autres organismes chargés de l'application de la réglementation maritime* : traditionnellement, la surveillance et l'application de la loi sont effectuées par des navires de patrouille en mer qui peuvent approcher les navires d'observation des cétacés pour demander des preuves de leur statut juridique pour effectuer des excursions et/ou pour les avertir ou leur infliger une amende lorsque des infractions sont observées. Cela nécessite des cadres juridiques solides et un mandat clair pour les organismes chargés de l'application de la loi concernant les circonstances dans lesquelles ils peuvent émettre des avertissements, des amendes ou des sanctions plus sévères comme le retrait des licences d'observations des cétacés.
- *Des alternatives moins coûteuses* : le manuel de la CBI sur l'observation des cétacés⁵³ fournit également un résumé des méthodes moins coûteuses qui peuvent être utilisées dans les zones où la logistique ou les coûts liés au maintien d'un navire parmi les navires d'observation des cétacés sur une base quotidienne sont prohibitifs :
 - Une rotation imprévisible de la présence des patrouilles une fois par semaine ou une fois par mois ;

- Des observations terrestres effectuées depuis un point de vue à l'entrée d'une baie ou au sommet d'une falaise ;
- Combiner le rôle d'enregistrement et de collecte des droits d'entrée dans l'aire marine protégée, et l'application d'une conduite appropriée ;
- L'embarquement d'observateurs sur les bateaux d'observation des cétacés pour contrôler le respect des règles.
- *Encourager le respect des règles par la surveillance et l'éducation* : le respect des mesures tant légales que volontaires peut être amélioré par l'éducation des opérateurs et des clients^{7,9,63}. La surveillance visant à garantir le respect des mesures volontaires ou des programmes de certification peut être effectuée par des organismes de recherche ou de formation, comme c'est le cas pour la certification HQWW® de l'ACCOBAMS, ou des programmes volontaires tels que WhaleSense aux Etats-Unis^{7,60}.

Recommandations

-
- *S'assurer que les réglementations légalement applicables et/ou les systèmes de certification incluent des définitions claires des sanctions encourues en cas d'infraction/non respect.*
 - *Identifier les parties prenantes responsables de la surveillance maritime et/ou ayant pour mandat de faire appliquer les réglementations, et s'assurer qu'elles sont bien informées sur les réglementations relatives à l'observation des cétacés, et sur les sanctions en cas de non-respect.*
 - *Collaborer avec les parties prenantes afin d'établir un moyen systématique de mener la surveillance, que ce soit en mer ou par d'autres méthodes peu coûteuses.*
-

8. Fermetures temporelles/de zone pour assurer une protection supplémentaire

Contexte

Dans certains cas, les directives d'approche et les limites du nombre de navires pouvant s'approcher des cétacés peuvent être considérées comme insuffisantes pour prévenir les impacts négatifs potentiels sur la population cible. Cela peut être le cas pour des populations particulièrement vulnérables, ou pour celles qui utilisent des habitats géographiquement limités, tels que les bras de mer, les baies, les estuaires ou les récifs pour des fonctions vitales essentielles. Par exemple, dans les habitats proches du rivage ou dans les baies où les mères allaitent leurs petits, ou dans lesquels les populations se reposent afin de récupérer d'une activité énergétiquement exigeante, tout niveau de présence de navires ou d'activité humaine peut être considéré comme susceptible de déranger les fonctions vitales essentielles, et donc présenter un risque inacceptable pour le bien-être à long terme de la population^{64,65}. Les gestionnaires peuvent protéger ces zones en créant des zones interdites aux activités d'observation des cétacés. Ces mesures peuvent être mises en place de manière permanente, saisonnière ou à certaines heures de la journée lorsque les animaux sont connus pour être engagés dans des activités essentielles à leur santé et à leur survie^{65,66}.

Outils et exemples

- *Définition des zones/temps critiques pour la protection* : la conception de mesures efficaces de fermeture temporelle/de zones nécessite de bonnes données sur la distribution, l'utilisation de l'habitat et le comportement des cétacés afin de comprendre quelles zones, saisons et heures de la journée accueillent des cétacés engagés dans des activités qui ne doivent pas être dérangées^{67,68}. Si ces données ne sont pas

disponibles dans le cadre d'études existantes, il peut être nécessaire de mener des recherches pour renseigner la gestion (voir Section 2 et Annexe 1). Des exemples bien documentés incluent l'utilisation très prévisible des baies côtières par les dauphins à long bec pour se reposer à Hawaï^{21,69} et dans le récif de Samadai en mer Rouge égyptienne^{26,70,71}.

- *Des limites et un calendrier clairs fondés sur des données scientifiques* : une fois que les zones d'importance critique ont été identifiées, les parties prenantes peuvent collaborer pour déterminer les limites des zones pour les fermetures spatio-temporelles. Les limites doivent être basées sur l'écologie et le comportement des cétacés en question, mais elles doivent également être évidentes pour les parties prenantes de l'industrie et les personnes responsables de la surveillance et de l'application des mesures (par exemple l'intérieur d'une baie tel que défini par une ligne droite d'un promontoire à l'autre)^{53,65}. Le zonage peut être appliqué de manière à permettre différents niveaux d'activité humaine, dans différentes parties de la zone définie, comme c'est le cas dans le récif de Samadai en Égypte⁶⁶. Si les mesures sont saisonnières, ou liées à certains moments de la journée, elles doivent également être basées sur le comportement et les mouvements des animaux et clairement désignées dans le plan de gestion^{72,73}.
- *La surveillance et l'application* sont essentielles pour que les fermetures spatio-temporelles soient efficaces (voir Section 8). Afin d'encourager le respect des règles et de faciliter la reconnaissance des infractions par les organismes de contrôle, les limites géographiques et/ou les saisons ou les heures de fermeture choisies doivent être communiquées clairement aux utilisateurs ainsi qu'aux personnes chargées de faire respecter la réglementation.

Recommandations

-
- *Considérer des fermetures spatio-temporelles pour les populations particulièrement vulnérables ou les zones géographiquement limitées où les cétacés utilisent régulièrement l'habitat pour des fonctions vitales comme l'allaitement des petits ou le repos.*
 - *Baser les limites géographiques et les périodes de fermeture (qu'elles soient saisonnières ou quotidiennes) sur l'écologie et le comportement des animaux, mais aussi les rendre simples et faciles à comprendre et à appliquer.*
 - *Communiquer clairement les fermetures aux parties prenantes du secteur et aux personnes chargées de les faire respecter.*
-

9. Promouvoir l'éducation et la sensibilisation

Contexte

De nombreuses études ont montré que lorsque les excursions d'observations des cétacés incluent des éléments éducatifs structurés, elles peuvent avoir pour effet d'accroître la conscience environnementale des participants et leur motivation à soutenir les efforts de conservation^{9,11,74-77}. C'est cet élément éducatif et de sensibilisation qui est souvent considéré comme le résultat positif pouvant contrebalancer certains des niveaux acceptables de perturbation temporaire que les activités d'observation des cétacés responsables peuvent causer aux populations cibles. Les excursions d'observation des cétacés qui n'incluent pas d'élément éducatif, même lorsqu'elles respectent les lignes directrices prescrites en matière d'approche et d'autres pratiques responsables, risquent de perturber les cétacés sans avoir l'effet positif de motiver leurs clients à contribuer à la protection des cétacés et de leurs habitats. En outre, les recherches montrent que les touristes apprécient un élément éducatif dans leurs excursions^{78,79}, et cela peut être utilisé comme une stratégie de marketing par les opérateurs. L'éducation à bord est une condition pour obtenir et

conserver une licence d'exploitation d'excursions d'observation des cétacés au Portugal, et est également un élément du certificat HQWW®.

Outils et exemples

- *Éducation à bord* : la forme la plus courante d'éducation associée aux excursions d'observation des cétacés est la présence d'un naturaliste, d'un guide ou d'un interprète à bord, qui peut partager des informations sur les cétacés observés, ainsi que sur d'autres aspects de l'écosystème marin et côtier. Les naturalistes à bord peuvent suivre une formation formelle, comme c'est le cas dans le cadre du programme d'accréditation HQWW® de l'ACCOBAMS, ou peuvent être des capitaines de navire ou d'anciens pêcheurs possédant une grande connaissance de l'écologie locale.
- *Structurer les éléments éducatifs* : l'éducation associée à l'observation des cétacés a plus de chances d'être efficace pour accroître les connaissances et la motivation environnementale des participants si elle est structurée et soutenue par des ressources audio-visuelles - qui peuvent aller des vidéos diffusées sur les très grands navires aux fiches d'information laminées, aux cartes ou aux illustrations à utiliser sur les plus petits navires à pont découvert. Un certain nombre de ressources sont disponibles sur le guide en ligne de l'observation des cétacés de la CBI : <https://www.handbook.iwc.int/fr/downloadable-resources/resources-for-guides-and-educators>. Les messages éducatifs peuvent commencer au moment où les clients réservent une excursion, et se poursuivre à toutes les étapes de l'excursion elle-même et de la communication après l'excursion⁸⁰.
- *Partenariats avec des organismes de recherche* : les chercheurs ou les étudiants qui entreprennent des recherches sur les espèces de cétacés peuvent également faire de bons guides naturalistes⁸¹. Les gestionnaires peuvent envisager d'encourager des collaborations qui peuvent avoir de multiples avantages pour les opérateurs (qui peuvent se vanter d'avoir des éducateurs experts à bord), les clients (qui se sentiront privilégiés d'apprendre d'un expert dans le domaine), et le chercheur qui pourra potentiellement utiliser les données collectées pendant les excursions d'observations des cétacés pour son étude (voir Section 10).

Recommandations

-
- *Encourager les activités d'observation des cétacés incluant un élément d'éducation et de sensibilisation et envisager de faire de l'éducation à bord une condition pour obtenir et conserver une licence pour opérer des excursions d'observation des cétacés, ou pour obtenir une certification (comme c'est le cas pour le certificat HQWW® de l'ACCOBAMS).*
 - *Encourager le développement de programmes de formation pour les naturalistes embarqués, ainsi que le développement de ressources efficaces de communication/éducation qui peuvent être mises à la disposition des guides pour l'observation des cétacés dans les langues pertinentes nécessaires pour communiquer avec les touristes/invités.*
-

10. L'observation des cétacés comme plateforme d'opportunité pour la collecte de données scientifiques

Contexte

La recherche sur les cétacés à partir de navires est coûteuse, et les études scientifiques systématiques génèrent généralement des données qui ne représentent qu'un instantané de la distribution, du comportement et de la composition des groupes de cétacés au moment précis où l'étude a été menée. En revanche, les excursions d'observation des cétacés sont souvent quotidiennes (ou, en haute saison, se répètent plusieurs fois par jour dans

certaines endroits), ce qui offre des occasions plus régulières d'observer les cétacés dans leur habitat naturel que la plupart des programmes de recherche ne pourraient jamais espérer obtenir par des études systématiques. De multiples études ont démontré l'efficacité de l'utilisation des navires pour l'observation des cétacés comme plateforme d'opportunité pour collecter des données sur les cétacés⁸¹⁻⁹¹. Dans le même temps, les plateformes d'excursions d'observation des cétacés ne sont pas adaptées à tous les types de recherche⁹². Par exemple, les études impliquant des biopsies, le déploiement de balises satellites, ou l'échantillonnage de l'eau/des proies, sont toutes mieux conduites à partir de navires d'étude dédiés dont l'équipage est composé uniquement de scientifiques qualifiés^{53,92}. Cependant, les données collectées par les capitaines des navires, les naturalistes à bord ou les invités peuvent inclure des données de position et d'identification des espèces pouvant donner un aperçu de la distribution (saisonnière)^{82,85,87,90,93,94}. Si les données d'observation sont accompagnées de la trajectoire du navire ou de l'effort d'étude, les données des excursions d'observation des cétacés peuvent également donner un aperçu non seulement des endroits où les animaux sont observés, mais également des endroits où ils ne sont PAS observés ou sont moins susceptibles d'être observés, ce qui donne un aperçu plus précis de l'abondance relative, de l'utilisation de l'habitat et/ou des points chauds⁹⁰. Les naturalistes à bord ou les touristes peuvent également être encouragés à prendre des photos qui peuvent être utilisées dans des études de photo-identification, contribuant ainsi à l'évaluation des populations et à la compréhension des mouvements individuels des baleines ou des dauphins dans le temps^{81,95}. Associées à la sensibilisation, les données générées par les excursions d'observation des cétacés peuvent constituer un contrepoint positif au dérangement potentiel que même les opérations menées de manière responsable peuvent causer aux populations cibles.

Outils et exemples

- *Collecte de données par les capitaines de navires ou les naturalistes à bord* : dans certaines régions, les capitaines de navires ou les naturalistes à bord recueillent des données sur les observations de cétacés pendant les excursions. Il peut s'agir d'un simple registre d'observations ou de données plus complexes comprenant les parcours du navire et/ou des photographies à utiliser pour l'identification individuelle. La collecte de ce type de données est une exigence pour l'obtention d'une licence permettant de proposer des excursions d'observation des cétacés au Portugal et pour la certification HQWW® dans la zone de l'ACCOBAMS. Le IWC Online *Whale Watching* Handbook donne un aperçu des types de données qui sont plus facilement collectées à partir des plateformes d'opportunité d'observation des cétacés : <https://wwwhandbook.iwc.int/fr/industry-support/contributing-to-science-and-conservation-1>.
- *Collaboration entre les chercheurs et les opérateurs d'observation des cétacés* : dans certains endroits, des collaborations formelles entre les opérateurs d'observation des cétacés et les organismes de recherche ont permis d'obtenir des données qui sont utilisées pour des publications scientifiques et pour guider la gestion de la conservation, comme par exemple une collaboration entre le Center For Coastal Studies et les opérateurs dans le Golfe du Maine, aux Etats-Unis⁹¹. Ces collaborations peuvent impliquer la participation d'un chercheur aux excursions d'observation des cétacés pour collecter des données en même temps qu'il/elle partage son expertise avec les clients. Alternativement, les opérateurs peuvent envoyer leurs données collectées aux chercheurs pour qu'ils les analysent et les synthétisent dans des rapports ou des publications. Dans certains cas, les données collectées peuvent également inclure des questionnaires adressés aux touristes pour évaluer leur satisfaction et/ou tester l'augmentation potentielle de la sensibilisation à la suite de leurs excursions^{9,10,96-101}.
- *Tourisme basé sur la recherche* : certains groupes de recherche offrent également à des participants, contre rémunération, la possibilité de se joindre à des études sur les cétacés et de participer à la collecte, à la saisie et à l'analyse des données. De cette façon, les participants contribuent à financer des recherches précieuses, tout en élargissant leurs connaissances et leur appréciation des méthodes de recherche sur la faune sauvage.
- *Utilisation d'applications de science citoyenne* : les naturalistes à bord et/ou les clients des excursions d'observation des cétacés peuvent être encouragés à soumettre des observations, des parcours et/ou des

photographies à diverses applications de science citoyenne. Les applications peuvent être spécifiques à un lieu/une région et conçues pour contribuer à la compréhension des populations locales de cétacés, ou elles peuvent être mondiales. Certaines applications permettent de transmettre les données aux groupes de recherche locaux concernés, tandis que d'autres (par exemple Flukebook.org, happywhale.com ou <https://www.inaturalist.org/>) ont une portée mondiale.

Recommandations

- *Encourager la collecte de données relatives aux observations de cétacés et à l'identification photographique au cours des excursions d'observation des cétacés, et envisager de faire d'un niveau minimum de collecte de données une exigence pour obtenir et conserver une licence d'observation des cétacés et/ou obtenir une certification (comme c'est le cas pour le programme de certification HQWW® de l'ACCOBAMS).*
 - *Encourager la collaboration entre les chercheurs et les opérateurs afin de maximiser le potentiel de collecte de données robustes, d'analyse et d'application à la gestion adaptative.*
 - *Envisager l'utilisation d'applications de science citoyenne pour faciliter la collecte de données.*
-

ANNEXE 1 : Tableau des méthodes utilisées pour évaluer et surveiller les impacts potentiels des activités d'observations des cétacés sur les populations de cétacés

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des types d'études qui ont été menées pour surveiller et mesurer l'impact potentiel des activités d'observation des cétacés sur les populations de cétacés. Les exemples fournis dans la liste de référence ne sont pas exhaustifs, mais visent à fournir quelques exemples d'études évaluées par des pairs utilisant chaque catégorie de méthode.

Catégorie d'étude	Plateformes de recherche	Indicateur ou mesure d'impact potentiel	Références (correspond à la liste finale de référence)
Réponses comportementales liés à la présence de navires d'observation des cétacés	Observation du comportement à partir de navire de recherche, de stations d'observation à terre, de ballons d'observation fixes, pour observer les navires d'observation des cétacés et les réactions ou les approches et les réactions	Changement dans les habitudes de plongée ou de remontée à la surface	102-105
		Changement de vitesse et de direction de la nage	28,105-107
		Changement du temps d'alimentation	24,31,108,109
		Changements du temps de repos	27,29,34,110
	Suivi par acoustique passive ou navires équipés d'hydrophones	Changement du comportement vocal	58,111-113
Modélisation de la manière dont les changements de comportement se traduisent par des effets potentiels à long terme sur la condition physique	Les études qui mesurent les changements de comportement ci-dessus incluent la modélisation des effets à long terme et cumulatifs des changements persistants dans les « budgets énergétiques »	Déficits énergétiques potentiels accumulés avec le temps en raison d'une diminution de l'alimentation ou du repos, ou d'une augmentation des déplacements ou des activités de surface	28,54,114-122
Suivi du comportement des navires autour des espèces cibles	Les observations peuvent être effectuées à partir d'un navire de recherche, d'une station à terre ou par des chercheurs (anonymes) embarqués sur les navires d'observations des cétacés	Taux par catégories de comportement des navires qui respectent ou non les normes établies en termes de distance, vitesse, d'approche d'espèces ou de catégories de groupes qui sont hors des limites, etc.	6,7,31,51,123-129
Suivi de la perception des touristes en matière d'observation des cétacés	Des enquêtes/interview sont conduites auprès des touristes après leur participation à des excursions d'observations des cétacés. Des enquêtes "avant" et "après" peuvent être utilisées pour mesurer le gain de connaissances ou les changements dans la sensibilisation ou l'attitude.	Taux de satisfaction ou d'insatisfaction à l'égard de l'expérience d'observation des cétacés, ou changements dans les niveaux de sensibilisation, de connaissance ou de motivation après avoir participé à l'excursion	9,11,75,96,97,101,130-132

Références

- 1 Hoyt, E. *Whale Watching* 2001: Worldwide tourism numbers, expenditures and expanding socioeconomic benefits. 1-256 (International Fund For Animal Welfare, London, 2001).
- 2 Parsons, E. The negative impacts of whale-watching. *Journal of Marine Biology* **2012** (2012).
- 3 Higham, J., Bejder, L. & Williams, R. *Whale-watching: Sustainable tourism and ecological management*. 387 (Cambridge University Press, 2014).
- 4 Guerra, M. & Dawson, S. M. Boat-based tourism and bottlenose dolphins in Doubtful Sound, New Zealand: The role of management in decreasing dolphin-boat interactions. *Tourism Management* **57**, 3-9, doi:<https://doi.org/10.1016/j.tourman.2016.05.010> (2016).
- 5 Parsons, E. C. M. & Woods-Ballard, A. Acceptance of Voluntary Whalewatching Codes of Conduct in West Scotland: The Effectiveness of Governmental Versus Industry-led Guidelines. *Current issues in Tourism* **6**, 172-182 (2003).
- 6 Allen, S., Smith, H., Waples, K. & Harcourt, R. The voluntary code of conduct for dolphin watching in Port Stephens, Australia: is self-regulation an effective management tool? *Journal of Cetacean Research and Management* **9**, 159-166 (2007).
- 7 Wiley, D. N., Moller, J. C., Pace, R. M. & Carlson, C. Effectiveness of Voluntary Conservation Agreements: Case Study of Endangered Whales and Commercial *Whale Watching*. *Conservation Biology* **22**, 450-457, doi:10.1111/j.1523-1739.2008.00897.x (2008).
- 8 Cisneros-Montemayor, A. M., Sumaila, U. R., Kaschner, K. & Pauly, D. The global potential for whale watching. *Marine Policy* **34**, 1273-1278 (2010).
- 9 Cárdenas, S. *et al.* Tourist Knowledge, Pro-Conservation Intentions, and Tourist Concern for the Impacts of Whale-Watching in Las Perlas Archipelago, Panama. *Frontiers in Marine Science* **8**, doi:10.3389/fmars.2021.627348 (2021).
- 10 Cheung, L. T. O. *et al.* Predictors of the environmentally responsible behaviour of participants: An empirical investigation of interpretative dolphin-watching tours. *Global Ecology and Conservation* **23**, e01153, doi:<https://doi.org/10.1016/j.gecco.2020.e01153> (2020).
- 11 García-Cegarra, A. M. & Pacheco, A. S. Whale-watching trips in Peru lead to increases in tourist knowledge, pro-conservation intentions and tourist concern for the impacts of whale-watching on humpback whales. *Aquatic Conservation: Marine and Freshwater Ecosystems*, n/a-n/a, doi:10.1002/aqc.2754 (2017).
- 12 Machernis, A. F., Powell, J. R., Engleby, L. & Spradlin, T. R. An updated literature review examining the impacts of tourism on marine mammals over the last fifteen years (2000-2015) to inform research and management programs. 73 (NOAA, 2018).
- 13 Bejder, L. *et al.* Decline in relative abundance of bottlenose dolphins exposed to long-term disturbance. *Conservation Biology* **20**, 1791-1798 (2006).
- 14 Bejder, L., Samuels, A., Whitehead, H. & Gales, N. Interpreting short-term behavioural responses to disturbance within a longitudinal perspective. *Animal Behaviour* **72**, 1149-1158, doi:<https://doi.org/10.1016/j.anbehav.2006.04.003> (2006).
- 15 Lusseau, D. & Bejder, L. The Long-term Consequences of Short-term Responses to Disturbance Experiences from Whalewatching Impact Assessment. *International Journal of Comparative Psychology* **20**, 228-236 (2007).
- 16 Christiansen, F. & Lusseau, D. in *Whale-watching, sustainable tourism and ecological management*. Cambridge University Press, Cambridge, UK (eds J. E. S. Higham, L. Beijder, & R. Williams) Ch. 13, 177-192 (Cambridge University Press, 2014).
- 17 Senigaglia, V. *et al.* Meta-analyses of whale-watching impact studies: comparisons of cetacean responses to disturbance. *Marine Ecology Progress Series* **542**, 251-263 (2016).
- 18 Erbe, C. *et al.* The Effects of Ship Noise on Marine Mammals—A Review. *Frontiers in Marine Science* **6**, doi:10.3389/fmars.2019.00606 (2019).
- 19 Kassamali-Fox, A., Christiansen, F., May-Collado, L. J., Ramos, E. A. & Kaplin, B. A. Tour boats affect the activity patterns of bottlenose dolphins (*Tursiops truncatus*) in Bocas del Toro, Panama. *PeerJ* **8**, e8804, doi:10.7717/peerj.8804 (2020).
- 20 Fumagalli, M. *et al.* Behavioural responses of spinner dolphins to human interactions. *Royal Society Open Science* **5**, doi:10.1098/rsos.172044 (2018).

- 21 Tyne, J. A., Johnston, D. W., Christiansen, F. & Bejder, L. Temporally and spatially partitioned behaviours of spinner dolphins: implications for resilience to human disturbance. *Royal Society Open Science* **4**, doi:10.1098/rsos.160626 (2017).
- 22 Constantine, R. in *Whale-watching: sustainable tourism and ecological management* (eds J. E. S. Higham, L. bejder, & R. Williams) Ch. 14, 193-205 (Cambridge University Press, 2014).
- 23 Ashe, E., Noren, D. P. & Williams, R. Animal behaviour and marine protected areas: incorporating behavioural data into the selection of marine protected areas for an endangered killer whale population. *Animal Conservation* **13**, 196-203 (2010).
- 24 Christiansen, F., Rasmussen, M. & Lusseau, D. Whale watching disrupts feeding activities of minke whales on a feeding ground. *Marine Ecology Progress Series* **478**, 239-251 (2013).
- 25 Ribeiro, S., Viddi, F. & Freitas, T. Behavioural Responses of Chilean Dolphins (*Cephalorhynchus eutropia*) to Boats in Yaldad Bay, Southern Chile. *Aquatic Mammals* **31**, 234-242, doi:10.1578/AM.31.2.2005.234 (2005).
- 26 Shawky, A. M., Christiansen, F. & Ormond, R. Effects of swim-with-dolphin tourism on the behaviour of spinner dolphins, at Samadai Reef in the Egyptian Red Sea. *Aquatic Conservation: Marine and Freshwater Ecosystems n/a*, doi:10.1002/aqc.3332 (2020).
- 27 Visser, F. *et al.* Risso's dolphins alter daily resting pattern in response to whale watching at the Azores. *Marine Mammal Science* **27**, 366-381, doi:10.1111/j.1748-7692.2010.00398.x (2011).
- 28 Yazdi, P. Impact of tour boats on the behaviour and energetics of bottlenose dolphins (*Tursiops truncatus*) off Choros Island, Chile 9(International Whaling Commission, 2007).
- 29 Christiansen, F., Lusseau, D., Stensland, E. & Berggren, P. Effects of tourist boats on the behaviour of Indo-Pacific bottlenose dolphins off the south coast of Zanzibar. *Endangered Species Research* **11**, 91-99 (2010).
- 30 Di Clemente, J. *et al.* Effects of whale watching on the activity budgets of humpback whales, *Megaptera novaeangliae* (Borowski, 1781), on a feeding ground. *Aquatic Conservation: Marine and Freshwater Ecosystems* **28**, 810-820, doi:doi:10.1002/aqc.2909 (2018).
- 31 Meissner, A. M. *et al.* Behavioural effects of tourism on oceanic common dolphins, *Delphinus sp.*, in New Zealand: The effects of markov analysis variations and current tour operator compliance with regulations. *PLOS ONE* **10**, e0116962, doi:10.1371/journal.pone.0116962 (2015).
- 32 Villagra, D., García-Cegarra, A., Gallardo, D. I. & Pacheco, A. S. Energetic Effects of Whale-Watching Boats on Humpback Whales on a Breeding Ground. *Frontiers in Marine Science* **7**, doi:10.3389/fmars.2020.600508 (2021).
- 33 Schuler, A. R. *et al.* Humpback Whale Movements and Behavior in Response to Whale-Watching Vessels in Juneau, AK. *Frontiers in Marine Science* **6**, doi:10.3389/fmars.2019.00710 (2019).
- 34 Sitar, A. *et al.* The effects of whalewatching vessels on the behavior of common bottlenose dolphins (*Tursiops truncatus*) in Bocas Del Toro, Panama. **34** (2015).
- 35 Sprogis, K. R., Videsen, S. & Madsen, P. T. Vessel noise levels drive behavioural responses of humpback whales with implications for whale-watching. *eLife* **9**, doi:<https://doi.org/10.7554/eLife.56760> (2020).
- 36 Marega-Imamura, M., De Carvalho, G. H., Le Pendu, Y., Sousa da Silva, P. & Schiavetti, A. Behavioral responses of *Sotalia guianensis* (Cetartiodactyla, Delphinidae) to boat approaches in northeast Brazil. *Latin American Journal of Aquatic Mammals* **46**, 268-279, doi:10.3856/vol46-issue1-fulltext-3 (2018).
- 37 Williams, R., Ashe, E., Sandilands, D. & Lusseau, D. Stimulus-dependent response to disturbance affecting the activity of killer whales. **1-27** (2011).
- 38 Martinez, E., Orams, M. B. & Stockin, K. A. Swimming with an Endemic and Endangered Species: Effects of Tourism on Hector's Dolphins In Akaroa Harbour, New Zealand. *Tourism Review International* **14**, 99-115, doi:10.3727/154427211X13044361606379 (2010).
- 39 Constantine, R. Increased avoidance of swimmers by wild bottlenose dolphins (*Tursiops truncatus*) due to long-term exposure to swim-with dolphin tourism. *Marine Mammal Science* **17**, 689-702, doi:10.1111/j.1748-7692.2001.tb01293.x (2001).
- 40 Notarbartolo di Sciara, G., Podesta, M. & Curry, B. E. *Mediterranean Marine Mammal Ecology and Conservation*. Vol. Volume 75 (Academic Press, 2016).
- 41 ACCOBAMS. Estimates of abundance and distribution of cetaceans, marine mega-fauna and marine litter in the Mediterranean Sea from 2018-2019 surveys. **177** (ACCOBAMS, Monaco, 2021).
- 42 New, L. F. *et al.* The modelling and assessment of whale-watching impacts. *Ocean & Coastal Management* **115**, 10-16, doi:<https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2015.04.006> (2015).

- 43 Sprogis, K. R., Bejder, L., Hanf, D. & Christiansen, F. Behavioural responses of migrating humpback whales to swim-with-whale activities in the Ningaloo Marine Park, Western Australia. *Journal of Experimental Marine Biology and Ecology* **522**, 151254, doi:<https://doi.org/10.1016/j.jembe.2019.151254> (2020).
- 44 Lundquist, D. *et al.* Response of southern right whales to simulated swim-with-whale tourism at Península Valdés, Argentina. *Marine Mammal Science* **29**, E24-E45, doi:10.1111/j.1748-7692.2012.00583.x (2013).
- 45 Fernandes, L. & Rossi-Santos, M. R. in *Advances in Marine Vertebrate Research in Latin America: Technological Innovation and Conservation* (eds Marcos R. Rossi-Santos & Charles W. Finkl) 41-73 (Springer International Publishing, 2018).
- 46 Hoyt, E. Sustainable ecotourism on Atlantic islands, with special reference to whale watching, marine protected areas and sanctuaries for cetaceans. *Biology and Environment: Proceedings of the Royal Irish Academy* **105B**, 141-154 (2005).
- 47 Mancini, F., Coghill, G. M. & Lusseau, D. Using qualitative models to define sustainable management for the commons in data poor conditions. *Environmental Science & Policy* **67**, 52-60, doi:<https://doi.org/10.1016/j.envsci.2016.11.002> (2017).
- 48 Chalcobsky, B. A., Crespo, E. A. & Coscarella, M. A. Whale-watching in Patagonia: What regulation scheme should be implemented when the socio-ecological system is changing? *Marine Policy* **75**, 165-173, doi:<http://dx.doi.org/10.1016/j.marpol.2016.11.010> (2017).
- 49 Dimmock, K., Hawkins, E. R. & Tiyce, M. Stakeholders, industry knowledge and adaptive management in the Australian whale-watching industry. *Journal of Sustainable Tourism* **22**, 1108-1121, doi:10.1080/09669582.2013.879311 (2014).
- 50 Higham, J. E. S., Bejder, L. & Lusseau, D. An integrated and adaptive management model to address the long-term sustainability of tourist interactions with cetaceans. *Environmental Conservation* **35**, 294-302, doi:10.1017/S0376892908005249 (2009).
- 51 Howes, L., Scarpaci, C. & Parsons, E. C. M. Ineffectiveness of a marine sanctuary zone to protect burrunan dolphins (*Tursiops australis* sp. nov.) from commercial tourism in Port Phillip Bay, Australia. *Journal of Ecotourism* **11**, 188-201, doi:10.1080/14724049.2012.713362 (2012).
- 52 Hoyt, E. A blueprint for dolphin and whale watching development. *Humane Society International*, 32 (2007).
- 53 IWC. Online *Whale Watching Handbook*. <https://www.handbook.iwc.int/en/> (2018).
- 54 Pirotta, E., Merchant, N. D., Thompson, P. M., Barton, T. R. & Lusseau, D. Quantifying the effect of boat disturbance on bottlenose dolphin foraging activity. *Biological Conservation* **181**, 82-89, doi:<https://doi.org/10.1016/j.biocon.2014.11.003> (2015).
- 55 Williams, R. & Ashe, E. Killer whale evasive tactics vary with boat number. *Journal of Zoology* **272**, 390-397, doi:10.1111/j.1469-7998.2006.00280.x (2007).
- 56 Arranz, P., de Soto, N. A., Madsen, P. T. & Sprogis, K. R. Whale-watch vessel noise levels with applications to whale-watching guidelines and conservation. *Marine Policy* **134**, 104776, doi:<https://doi.org/10.1016/j.marpol.2021.104776> (2021).
- 57 Noren, D. P., Johnson, A. H., Rehder, D. & Larson, A. Close approaches by vessels elicit surface active behaviors by southern resident killer whales. *Endangered Species Research* **8**, 179-192 (2009).
- 58 Guerra, M., Dawson, S. M., Brough, T. E. & Rayment, W. J. Effects of boats on the surface and acoustic behaviour of an endangered population of bottlenose dolphins. *Endangered Species Research* **24**, 221-236 (2014).
- 59 Garrod, B. & Fennell, D. A. An analysis of whale watching codes of conduct. *Annals of Tourism Research* **31**, 334-352, doi:<https://doi.org/10.1016/j.annals.2003.12.003> (2004).
- 60 Corbelli, C. *An evaluation of the impact of commercial whale-watching on humpback whales, Megaptera novaeangliae, in Newfoundland and Labrador and of the effectiveness of a voluntary code of conduct as a management strategy*, Dept. of Biology, Memorial University of Newfoundland, (2006).
- 61 Puzska, H., Shimeta, J. & Robb, K. Assessment on the effectiveness of vessel-approach regulations to protect cetaceans in Australia: A review on behavioral impacts with case study on the threatened Burrnun dolphin (*Tursiops australis*). *PLOS ONE* **16**, e0243353, doi:10.1371/journal.pone.0243353 (2021).
- 62 IFAW. Report of the workshop on the legal aspects of whale watching: Punta Arenas, Chile. 1-48 (IFAW, 2002).
- 63 Seely, E., Osborne, R. W., Koski, K. & Larson, S. Soundwatch: Eighteen years of monitoring whale watch vessel activities in the Salish Sea. *PLOS ONE* **12**, e0189764, doi:10.1371/journal.pone.0189764 (2017).
- 64 Heenehan, H. *et al.* Using Ostrom's common-pool resource theory to build toward an integrated ecosystem-based sustainable cetacean tourism system in Hawai'i. *Journal of Sustainable Tourism* **23**, 536-556, doi:10.1080/09669582.2014.986490 (2015).

- 65 Tyne, J., Loneragan, N. & Bejder, L. in *Whale-watching: Sustainable Tourism and Ecological Management* (eds J. E. S. Higham, L. Bejder, & R. Williams) Ch. 17, 242-260 (Cambridge University Press, 2014).
- 66 Notarbartolo di Sciara, G., Hanafy, M. H., Fouda, M. M., Affi, A. & Costa, M. Spinner dolphin (*Stenella longirostris*) resting habitat in Samadai Reef (Egypt, Red Sea) protected through tourism management. *Journal of the Marine Biological Association of the United Kingdom* **89**, 211-216 (2008).
- 67 Higham, J. E. S. & Bejder, L. Managing Wildlife-based Tourism: Edging Slowly Towards Sustainability? *Current Issues in Tourism* **11**, 75-83, doi:10.2167/cit345.0 (2008).
- 68 Higham, J. E. S. & Lusseau, D. Urgent need for empirical research into whaling and whale watching. *Conservation Biology* **21**, 554-558 (2007).
- 69 Tyne, J. A., Johnston, D. W., Rankin, R., Loneragan, N. R. & Bejder, L. The importance of spinner dolphin (*Stenella longirostris*) resting habitat: implications for management. *Journal of Applied Ecology* **52**, 621-630, doi:10.1111/1365-2664.12434 (2015).
- 70 Cesario, A. *Population ecology of spinner dolphins (Stenella longirostris) in an offshore resting habitat in the Red Sea* PhD thesis, Hong Kong University, (2016).
- 71 Shawky, A. M. & Afifi, A. Behaviour of Spinner Dolphin at Sha'ab Samadai, Marsa Alam, Red Sea, Egypt. *Egyptian Journal of Biology* **10** (2008).
- 72 Commerce, D. o. Protective Regulations for Hawaiian Spinner Dolphins Under the Marine Mammal Protection Act. *Federal Register* **81**, 57854-57876 (2016).
- 73 Stack, S. H. *et al.* Identifying spinner dolphin *Stenella longirostris* longirostris movement and behavioral patterns to inform conservation strategies in Maui Nui, Hawaii. *Marine Ecology Progress Series* **644**, 187-197 (2020).
- 74 Forestell, P. & Kaufman, G. in *Proceedings of the 1990 congress on coastal and marine tourism*. 399-407 (National Coastal Resources Research Institute Corvallis, OR).
- 75 Lopez, G. & Pearson, H. C. Can *Whale Watching* Be a Conduit for Spreading Educational and Conservation Messages? A Case Study in Juneau, Alaska. *Tourism in Marine Environments* **12**, 95-104, doi:10.3727/154427316X14779456049821 (2017).
- 76 Schuler, A. R. & Pearson, H. C. Conservation Benefits of *Whale Watching* in Juneau, Alaska. *Tourism in Marine Environments* **14**, 231-248, doi:10.3727/154427319X15719404264632 (2019).
- 77 Stamation, K. A., Croft, D. B., Shaughnessy, P. D., Waples, K. A. & Briggs, S. V. Educational and conservation value of whale watching. *Tourism in Marine Environments* **4**, 41-55 (2007).
- 78 Lück, M. Education on marine mammal tours as agent for conservation - but do tourists want to be educated? *Ocean and Coastal Management* **46**, 943-956 (2003).
- 79 Lück, M. Education on marine mammal tours – But what do tourists want to learn? *Ocean & Coastal Management* **103**, 25-33, doi:<https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2014.11.002> (2015).
- 80 Johnson, G. & McInnis, C. in *Whale-watching: Sustainable tourism and ecological management* (eds James Higham, Lars Bejder, & Rob Williams) Ch. 10, 128-145 (Cambridge University Press, 2014).
- 81 Currie, J. J., Stack, S. H. & Kaufman, G. Conservation and education through eco-tourism: Using citizen science to monitor cetaceans in the 4-island region of Maui, Hawaii. *Tourism in Marine Environments* **13**, 65-71, doi:<https://doi.org/10.3727/154427318X15270394903273> (2018).
- 82 Bruce, E., Albright, L., Sheehan, S. & Blewitt, M. Distribution patterns of migrating humpback whales (*Megaptera novaeangliae*) in Jervis Bay, Australia: A spatial analysis using geographical citizen science data. *Applied Geography* **54**, 83-95, doi:<https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2014.06.014> (2014).
- 83 de Boer, M. N., Jones, D. A., Jones, H. & Knee, R. Spatial and Temporal Baseline Information on Marine Megafauna-Data Facilitated by a Wildlife Tour Operator. *Open Journal of Marine Science* **Vol.08No.01**, 38, doi:10.4236/ojms.2018.81005 (2018).
- 84 Guidino, C., Llapapasca, M. A., Silva, S., Alcorta, B. & Pacheco, A. S. Patterns of Spatial and Temporal Distribution of Humpback Whales at the Southern Limit of the Southeast Pacific Breeding Area. *PLOS ONE* **9**, e112627, doi:10.1371/journal.pone.0112627 (2014).
- 85 Hauser, D. D. W., VanBlaricom, G. R., Holmes, E. E. & Osborne, R. W. Evaluating the use of whalewatch data in determining killer whale (*Orcinus orca*) distribution patterns. *Journal of Cetacean Research and Management* **8**, 273-281 (2006).
- 86 Hupman, K., Visser, I. N., Martinez, E. & Stockin, K. A. Using platforms of opportunity to determine the occurrence and group characteristics of orca (*Orcinus orca*) in the Hauraki Gulf, New Zealand. *New Zealand Journal of Marine and Freshwater Research* **49**, 132-149, doi:10.1080/00288330.2014.980278 (2015).

- 87 Leaper, R. *et al.* Analysis of data collected from a whalewatching operation to assess relative abundance and distribution of the minke whale (*Balaenoptera acutorostrata*) around the Isle of Mull, Scotland. *Report presented to the Scientific Committee of the International Whaling Commission* **47**, 505-511 (1997).
- 88 Pacheco, A. *et al.* Cetacean Diversity Revealed from Whale-Watching Observations in Northern Peru. *Aquatic Mammals* **45**, 116-122, doi:10.1578/AM.45.1.2019.116 (2019).
- 89 Self, H., Stack, S. H., Currie, J. J. & Lusseau, D. Tourism informing conservation: The distribution of four dolphin species varies with calf presence and increases their vulnerability to vessel traffic in the four-island region of Maui, Hawai'i. *Ecological Solutions and Evidence* **2**, e12065, doi:<https://doi.org/10.1002/2688-8319.12065> (2021).
- 90 Williams, R., Hedley, S. & Hammond, P. Modeling distribution and abundance of Antarctic baleen whales using ships of opportunity. *Ecology and Society* **11** (2006).
- 91 Robbins, J. A review of scientific contributions from commercial whale watching platforms. *Report presented to the Scientific Committee of the International Whaling Commission* **SC/52/WW9**, 10 (2000).
- 92 Robbins, J. & Mattila, D. The use of commercial whalewatching platforms in the study of cetaceans: benefits and limitations. . *Report presented to the meeting of the Conservation Committee of the International Whaling Commission* **SC/52/WW8**, 7 (2000).
- 93 Currie, J. J., Stack, S. H., McCourdic, J. A. & Roberts, J. Utilizing Occupancy Models and Platforms-of-Opportunity to Assess Area Use of Mother-Calf Humpback Whales. *Open Journal of Marine Science* **8**, 276-292 (2018).
- 94 Pacheco, A., Silva, S. & Alcorta, B. Winter distribution and group composition of humpback whales (*Megaptera novaeangliae*) off northern Peru. *Latin American Journal of Aquatic Mammals* **7**, 33-38 (2009).
- 95 Katona, S. K. & Beard, J. A. Population size, migrations and feeding aggregations of the humpback whale (*Megaptera novaeangliae*) in the western North Atlantic Ocean. *Report of the International Whaling Commission (Special Issue 12)*, 295-306 (1990).
- 96 Bentz, J., Lopes, F., Calado, H. & Dearden, P. Enhancing satisfaction and sustainable management: Whale watching in the Azores. *Tourism Management* **54**, 465-476 (2016).
- 97 Birtles, A., Valentine, P., Curnock, M., Arnold, P. & Dunstan, A. Incorporating visitor experiences into ecologically sustainable dwarf minke whale tourism in the northern Great Barrier Reef. (CRC Reef Research Centre Ltd, Townsville, 2002).
- 98 Cornejo-Ortega, J., Chávez Dagostino, R. & Malcolm, C. Whale watcher characteristics, expectation-satisfaction, and opinions about whale watching for private vs community-based companies in Bahía de Banderas, Mexico. *International Journal of Sustainable Development and Planning* **13**, 790 - 804, doi:10.2495/SDP-V13-N5-790-804 (2018).
- 99 Lück, M. & Porter, B. A. Experiences on swim-with-dolphins tours: an importance–performance analysis of dolphin tour participants in Kaikoura, New Zealand. *Journal of Ecotourism*, 1-17, doi:10.1080/14724049.2017.1353609 (2017).
- 100 Ponnampalam, L. S. Dolphin Watching in Muscat, Sultanate of Oman: Tourist Perceptions and Actual Current Practice. *Tourism in Marine Environments* **7**, 81-93, doi:10.3727/154427311X13038402065866 (2011).
- 101 Sitar, A. *et al.* Tourists' Perspectives on Dolphin Watching in Bocas Del Toro, Panama. *Tourism in Marine Environments* **12**, 79-94, doi:10.3727/154427316X14820977775343 (2017).
- 102 Corkeron, P. J. Humpback whales (*Megaptera novaeangliae*) in Hervey Bay, Queensland: behaviour and responses to whale-watching vessels. *Canadian Journal of Zoology* **73**, 1290-1299, doi:10.1139/z95-153 (1995).
- 103 Lusseau, D. L. The effects of tour boats on the behavior of bottlenose dolphins: Using Markov chains to model anthropogenic impacts. *Conservation Biology* **17**, 1785-1793 (2003).
- 104 Matsuda, N., Shirakihara, M. & Shirakihara, K. Effects of dolphin-watching boats on the behavior of Indo-Pacific bottlenose dolphins off Amakusa-Shimoshima Island, Japan. *Nippon Suisan Gakkaishi* **77**, 8-14 (2011).
- 105 Garcia-Cegarra, A. M., Villagra, D., Gallardo, D. I. & Pacheco, A. S. Statistical dependence for detecting whale-watching effects on humpback whales. *The Journal of Wildlife Management* **83**, 467-477, doi:doi:10.1002/jwmg.21602 (2018).
- 106 Williams, R., Trites, A. W. & Bain, D. E. Behavioural responses of killer whales (*Orcinus orca*) to whale-watching boats: opportunistic observations and experimental approaches. *Journal of Zoology* **256**, 255-270, doi:10.1017/S0952836902000298 (2002).
- 107 Nowacek, S. M., Wells, R. S. & Solow, A. R. Short-term effects of boat traffic on bottlenose dolphins, *Tursiops truncatus*, in Sarasota Bay, Florida *Marine Mammal Science* **17**, 673-688, doi:10.1111/j.1748-7692.2001.tb01292.x (2001).

- 108 Dans, S. L., Degradi, M., Pedraza, S. N. & Crespo, E. A. Effects of Tour Boats on Dolphin Activity Examined with Sensitivity Analysis of Markov Chains. *Conservation Biology* **26**, 708-716, doi:10.1111/j.1523-1739.2012.01844.x (2012).
- 109 Montero-Cordero, A. & Lobo, J. Effect of tourist vessels on the behaviour of the pantropical spotted dolphin, *Stenella attenuata*, in Drake Bay and Caño Island, Costa Rica. *Journal of cetacean research and management* **11**, 285-291 (2010).
- 110 Tyne, J. A., Christiansen, F., Heenehan, H., Johnston, D. W. & Bejder, L. Chronic exposure of Hawaii Island spinner dolphins (*Stenella longirostris*) to human activities. *Royal Society Open Science* **5**, 171506, doi:10.1098/rsos.171506 (2018).
- 111 Burnham, R. E., Duffus, D. A. & Malcolm, C. D. Towards an enhanced management of recreational whale watching: The use of ecological and behavioural data to support evidence-based management actions. *Biological Conservation* **255**, 109009, doi:<https://doi.org/10.1016/j.biocon.2021.109009> (2021).
- 112 Rossi-Santos, M. R. Whale-watching noise effects on the behavior of humpback whales (*Megaptera novaeangliae*) in the Brazilian breeding ground. *Proceedings of Meetings on Acoustics* **27**, 1-11 (2016).
- 113 Scarpaci, C., Bigger, S. W., Corkeron, P. J. & Nugegoda, D. Bottlenose dolphins (*Tursiops truncatus*) increase whistling in the presence of 'swim-with-the-dolphin' tour operations. *Journal of Cetacean Research and Management* **2**, 183-187 (2000).
- 114 Booth, C. G., Sinclair, R. R. & Harwood, J. Methods for Monitoring for the Population Consequences of Disturbance in Marine Mammals: A Review. *Frontiers in Marine Science* **7**, doi:10.3389/fmars.2020.00115 (2020).
- 115 Hin, V., Harwood, J. & de Roos, A. M. Bio-energetic modeling of medium-sized cetaceans shows high sensitivity to disturbance in seasons of low resource supply. *Ecological Applications* **29**, e01903, doi:10.1002/eap.1903 (2019).
- 116 New, L., Lusseau, D. & Harcourt, R. Dolphins and Boats: When Is a Disturbance, Disturbing? *Frontiers in Marine Science* **7**, doi:10.3389/fmars.2020.00353 (2020).
- 117 Reed, J., Harcourt, R., New, L. & Bilgmann, K. Extreme Effects of Extreme Disturbances: A Simulation Approach to Assess Population Specific Responses. *Frontiers in Marine Science* **7**, doi:10.3389/fmars.2020.519845 (2020).
- 118 Noren, D. P., Holt, M. M., Dunkin, R. C., Thometz, N. M. & Williams, T. M. Comparative and cumulative energetic costs of odontocete responses to anthropogenic disturbance. *Proceedings of Meetings on Acoustics* **27**, 040011, doi:10.1121/2.0000357 (2016).
- 119 Williams, R., Lusseau, D. & Hammond, P. S. Estimating relative energetic costs of human disturbance to killer whales (*Orcinus orca*). *Biological Conservation* **133**, 301-311, doi:<http://dx.doi.org/10.1016/j.biocon.2006.06.010> (2006).
- 120 Christiansen, F. & Lusseau, D. Linking Behavior to Vital Rates to Measure the Effects of Non-Lethal Disturbance on Wildlife. *Conservation Letters* **8**, 424-431, doi:10.1111/conl.12166 (2015).
- 121 New, L. F. et al. Modelling the biological significance of behavioural change in coastal bottlenose dolphins in response to disturbance. *Functional Ecology* **27**, 314-322, doi:10.1111/1365-2435.12052 (2013).
- 122 Holt, M. M., Noren, D. P., Dunkin, R. C. & Williams, T. M. Vocal performance affects metabolic rate in dolphins: implications for animals communicating in noisy environments. *The Journal of Experimental Biology*, doi:10.1242/jeb.122424 (2015).
- 123 Avila, I. C., Correa, L. M. & Parsons, E. C. M. Whale-Watching Activity in Bahía Málaga, on the Pacific Coast of Colombia, and its Effect on Humpback Whale (*Megaptera Novaeangliae*) Behavior. *Tourism in Marine Environments* **11**, 19-32, doi:10.3727/154427315X14398263718394 (2015).
- 124 Baird, R. W. & Burkhart, S. M. Bias and variability in distance estimation on the water: implications for the management of whale watching. **10** (2000).
- 125 Cecchetti, A., Stockin, K. A., Gordon, J. & Azevedo, J. A first assessment of operator compliance and dolphin behavioural responses during swim-with-dolphin programs for three species of Delphinids in the Azores. *Arquipélago-Life and Marine Sciences* **36**, 23-37 (2019).
- 126 Hooper, L. K., Tyson Moore, R. B., Boucquey, N., McHugh, K. A. & Fuentes, M. M. P. B. Compliance of dolphin ecotours to marine mammal viewing guidelines. *Journal of Sustainable Tourism*, 1-19, doi:10.1080/09669582.2021.1900206 (2021).
- 127 Kessler, M. & Harcourt, R. Whale watching regulation compliance trends and the implications for management off Sydney, Australia. *Marine Policy* **42**, 14-19, doi:<https://doi.org/10.1016/j.marpol.2013.01.016> (2013).

- 128 Scarpaci, C., Dayanthi, N. & Corkeron, P. Compliance with Regulations by “Swim-with-Dolphins” Operations in Port Phillip Bay, Victoria, Australia. *Environmental Management* **31**, 0342-0347, doi:10.1007/s00267-002-2799-z (2003).
- 129 Sitar, A. *et al.* Boat operators in Bocas del Toro, Panama display low levels of compliance with national whale-watching regulations. *Marine Policy* **68**, 221-228, doi:<https://doi.org/10.1016/j.marpol.2016.03.011> (2016).
- 130 D’Lima, C. *et al.* Using multiple indicators to evaluate the sustainability of dolphin-based wildlife tourism in rural India. *Journal of Sustainable Tourism*, 1-21, doi:10.1080/09669582.2018.1503671 (2018).
- 131 Rawles, C. J. G. & Parsons, E. C. M. Environmental motivation of whale-watching tourists in Scotland. *Tourism in Marine Environments* **1**, 129-132 (2005).
- 132 Valentine, P. S., Birtles, A., Curnock, M., Arnold, P. & Dunstan, A. Getting closer to whales—passenger expectations and experiences, and the management of swim with dwarf minke whale interactions in the Great Barrier Reef. *Tourism management* **25**, 647-655 (2004).

RESOLUTION 8.20

DECHETS MARINS ET POLLUTION CHIMIQUE

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Soulignant que la pollution par les déchets marins (ou débris marins) est une préoccupation environnementale mondiale qui affecte fortement la mer Méditerranée, et représente une menace reconnue pour le bien-être, la biologie et l'écologie de la faune marine, en particulier les cétacés, qui sont blessés ou tués par l'ingestion de déchets marins, l'enchevêtrement et par leurs effets toxiques,

Fortement préoccupée par le fait que cette menace affecte fortement des zones qui chevauchent les zones de distribution et les habitats de plusieurs espèces de cétacés, comme cela a été démontré, entre autres, par l'ACCOBAMS Survey Initiative, et qu'elle a un fort impact sur tous les compartiments écologiques de la zone de l'ACCOBAMS, comme la surface de la mer, la colonne d'eau, le fond de la mer et les rivages du littoral,

Consciente des travaux connexes en cours dans le cadre de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), et *rappelant* ses décisions, en particulier la résolution 12.20 de la CMS sur la gestion des débris marins, ainsi que d'autres travaux en cours, notamment dans le cadre de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA), de la convention de Bâle sur le Contrôle des Mouvements Transfrontières de Déchets Dangereux et de leur élimination, de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, de l'annexe V de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), du protocole de Londres sur la prévention de la pollution marine par l'immersion de déchets et autres matières et des directives volontaires de la FAO sur le marquage des engins de pêche,

Rappelant que les débris et micro-débris ingérés par les animaux marins sont traités par le descripteur 10 et ses critères connexes de la Directive-cadre Stratégie pour le Milieu Marin de l'Union Européenne et de la décision 2017/848/UE de la Commission, ainsi que par l'Objectif Ecologique 10 du Programme intégré de surveillance et d'évaluation de la mer et des côtes méditerranéennes et critères d'évaluation connexes (IMAP) de la Convention de Barcelone,

Considérant que des bonnes pratiques communes pour les événements d'échouage ont été rédigées et discutées dans plusieurs forums, afin de contribuer à l'évaluation des effets nocifs actuels et potentiels des déchets marins, y compris l'enchevêtrement dans les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés (ALDFG) et l'ingestion directe de macro- et micro-plastiques, ainsi que d'autres menaces pour les cétacés,

Rappelant l'atelier conjoint ACCOBAMS/ASCOBANS/SPA-RAC sur les débris marins et les échouages de cétacés qui s'est tenu le 8 avril 2018 à La Spezia, en Italie, et l'atelier conjoint ACCOBAMS/ASCOBANS sur l'harmonisation des bonnes pratiques pour la nécropsie des cétacés et le développement de cadres de diagnostic, qui s'est tenu les 24 et 25 juin 2018 à Legnaro, en Italie,

Rappelant l'atelier sur les débris marins organisé par le Comité scientifique de la Commission Baleinière Internationale du 13 au 17 mai 2013 au campus Quisset de la Woods Hole Oceanographic Institution, États-Unis, l'atelier de la Commission Baleinière Internationale sur l'atténuation et la gestion des menaces que les débris marins font peser sur

les cétacés, qui s'est tenu du 5 au 7 août 2014 à Honolulu, États-Unis, et l'atelier sur les débris marins organisé par la Commission Baleinière Internationale du 3 au 5 décembre 2019 à La Garriga, Espagne,

Tenant compte de la Résolution récemment adoptée sur la pollution plastique marine, adoptée par la réunion de la Commission baleinière internationale qui s'est tenue en octobre 2022 en Slovénie,

Consciente que la contamination chimique est préjudiciable à la santé des cétacés, car elle induit des effets négatifs sur leurs systèmes immunitaire, nerveux et reproducteur,

Fortement préoccupée par la présence et les concentrations élevées de polluants organiques persistants hérités du passé et de contaminants émergents, tels que les pesticides organochlorés (OCP), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les diphényles polybromés (PBDE), les substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS), les métaux lourds, les additifs plastiques et les produits pharmaceutiques et de soins personnels (PPCP), dans la mer Méditerranée et la mer Noire,

Rappelant la recommandation 14.9 du Comité Scientifique sur les déchets marins et la pollution chimique,

Considérant que les macro- et micro-plastiques représentent des types de déchets marins particulièrement nocifs et des sources de pollution chimique,

Se référant à la Résolution 7.14 sur les Meilleures pratiques en matière de surveillance et de gestion d'échouage des cétacés,

Soulignant qu'une approche pluridisciplinaire mise en œuvre à différentes échelles spatiales et temporelles est nécessaire pour lutter efficacement contre la menace que représentent les déchets marins,

Déchets marins

1. *Invite* les Parties et toutes les organisations compétentes dans le domaine de la pollution marine, telles que l'Union Européenne, l'Organisation Maritime Internationale et la Réunion des Parties à la Convention de Barcelone, ainsi que les autres organismes compétents, à améliorer et à faire appliquer leurs mesures de gestion concernant la pollution par les déchets d'origine terrestre et ceux liés aux navires, considérant que leurs effets néfastes sur les cétacés sont déjà pleinement démontrés et que des actions d'atténuation sont nécessaires de toute urgence ;
2. *Exhorte* les Parties :
 - a. à soutenir les travaux en cours, dans le cadre du Comité intergouvernemental de négociation de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, en vue de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin, englobant les sources de pollution plastique terrestres et maritimes et l'ensemble du cycle de vie des matières plastiques pour mettre fin à la pollution plastique; et
 - b. à engager tous les niveaux de parties prenantes, des producteurs et utilisateurs aux décideurs, à mettre en œuvre des actions qui peuvent contribuer à traiter les déchets plastiques à la source et à empêcher les plastiques d'entrer dans la mer Méditerranée, la mer Noire et la zone contiguë de l'Atlantique ;

3. *Encourage* les Parties à:

- a. entreprendre des investigations *post-mortem* conformément aux lignes directrices des meilleures pratiques;
- b. soutenir:
 - les efforts scientifiques collectifs sur le développement de méthodes standardisées pour détecter l'occurrence et les effets des déchets marins, y compris les micro-plastiques, chez les espèces de cétacés ; et
 - l'utilisation de formats standardisés pour rapporter les résultats dans toute l'Aire de l'ACCOBAMS en synergie avec les cadres existants et les accords environnementaux multilatéraux pertinents qui demandent un rapport périodique des investigations *post mortem* ;
- c. soutenir l'identification des zones sensibles pour l'accumulation des déchets marins et, par la modélisation de l'exposition à l'ingestion de plastique et à l'enchevêtrement, identifier la menace pour les espèces de cétacés présentes dans ces zones afin de concevoir des mesures d'atténuation ciblées ; et
- d. à proposer des espèces de cétacés comme indicateurs des déchets marins dans l'Aire de l'ACCOBAMS, en se concentrant en particulier sur les effets des macro-déchets sur les espèces plongeant en profondeur, telles que le cachalot et la baleine à bec de Cuvier, et sur les effets des micro-plastiques sur les filtreurs, tels que les rorquals communs ;

4. *Invite* le Comité Scientifique à examiner les résultats et les recommandations des projets, initiatives et ateliers pertinents, notamment l'atelier sur les débris marins organisé par la Commission Baleinière Internationale du 3 au 5 décembre 2019 à La Garriga, en Espagne, ainsi que la Résolution sur la pollution plastique marine, adoptée par la Commission baleinière internationale lors de sa réunion d'octobre 2022 en Slovénie ;

5. *Encourage* une coopération internationale accrue sur ce sujet avec d'autres organismes, en particulier ceux qui s'occupent des cétacés, ainsi que des initiatives régionales sur les déchets marins ;

Pollution chimique

6. *Demande* aux Parties :

- a. de développer un réseau transfrontalier de surveillance de la santé des cétacés échoués et nageant librement dans la zone de l'ACCOBAMS, qui peut faciliter l'établissement d'une base de données commune sur les maladies et les charges chimiques et la coopération entre les banques de tissus existantes pour l'évaluation de "l'Etat de Conservation Favorable" des mammifères marins selon la Directive sur les Habitats de l'Union Européenne, et la législation nationale et régionale équivalente ;
- b. de développer un inventaire des institutions et des laboratoires dans l'Aire de l'ACCOBAMS qui sont prêts à recevoir et à analyser des échantillons pour les polluants hérités et émergents pour les institutions qui n'ont pas les installations et l'expertise appropriées ;
- c. d'assurer que les mesures existantes pour l'atténuation de la contamination toxicologique dans l'Aire de l'ACCOBAMS sont appliquées, y compris par le respect total par les Parties de la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants ; et

- d. de se concentrer sur l'évaluation des effets cumulatifs et des facteurs de stress multiples, y compris les produits chimiques, les déchets marins, le changement climatique et les pathogènes émergents, sur les cétacés dans l'Aire de l'ACCOBAMS, y compris les nouvelles techniques, en prenant en considération les recommandations de l'Atelier Intersessionnel de la Commission Baleinière Internationale " Pollution 2025 " qui s'est tenu du 1^{er} au 4 novembre 2021 ;

7. *Décide* que la présente Résolution remplace la Résolution 7.15.

RESOLUTION 8.21 SCIENCE CITOYENNE

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Tenant compte de la Recommandation 14.11 "Science citoyenne" de la 14^{ème} réunion du Comité Scientifique,

Consciente que la science citoyenne permet à des personnes ayant des motivations et des capacités diverses de participer à des initiatives de recherche et de conservation (telles que les réseaux d'échouage de cétacés ou l'observation et la collecte de données en mer), lorsque l'effort scientifique est limité en raison, entre autres, d'une faible allocation budgétaire, d'un personnel réduit, de ressources limitées, d'une grande zone à couvrir, et qu'il s'agit d'un outil valable pour faciliter la sensibilisation du public aux cétacés et à la conservation des habitats,

Reconnaissant que le concept de science citoyenne et les projets spécifiques de science citoyenne peuvent compléter la collecte de données scientifiques sur les observations et les échouages de cétacés,

Soulignant la valeur croissante des technologies numériques existantes et en cours d'amélioration (sites web, applications mobiles et plateformes de médias sociaux),

1. *Demande* au Secrétariat, au Comité Scientifique et aux Unités de Coordination Sous-Régionales de poursuivre les efforts pour promouvoir la sensibilisation et l'utilisation généralisée des technologies numériques existantes pour collecter des données sur les cétacés (sites web, applications mobiles et plateformes de médias sociaux) ;
2. *Demande* au Comité Scientifique de proposer une standardisation des protocoles et de la méthodologie utilisés pour la collecte de données par le biais de la science citoyenne, en tenant compte des précautions adéquates en matière de bien-être animal et de sécurité humaine ;
3. *Demande* au Secrétariat, en collaboration avec le Comité Scientifique, de considérer la façon d'intégrer les informations de la science citoyenne dans la stratégie de communication de l'ACCOBAMS.

RESOLUTION 8.22**DATE ET LIEU DE LA NEUVIEME SESSION DE LA REUNION DES PARTIES**

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'Article III, paragraphe 2, de l'Accord qui précise que le Secrétariat de l'Accord convoque, en consultation avec le Secrétariat de la Convention, les sessions ordinaires de la Réunion des Parties à intervalle de moins de trois ans, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement,

Notant que la Huitième session de la Réunion des Parties était accueillie par le Gouvernement de la République de Malte du 29 novembre au 2 décembre 2022,

Ayant conscience des avantages qui peuvent revenir à l'Accord et aux Parties, particulièrement celles, en développement ou en économie en transition, qui accueillent les sessions de la Réunion des Parties dans les différentes régions du champ d'application géographique de l'Accord,

1. *Décide* que la Neuvième session de la Réunion des Parties se tiendra fin 2025.

RESOLUTION 8.23
HOMMAGE AUX ORGANISATEURS

La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :

Rappelant l'offre du Gouvernement de la République de Malte d'accueillir la Huitième session de la Réunion des Parties,

Apprécient les efforts déployés par le Gouvernement de la République de Malte dans la préparation de la présente session de la Réunion des Parties et de son soutien financier pour son organisation,

Consciente de l'effort significatif, nécessaire pour la préparation et l'organisation de la présente session de la Réunion des Parties,

1. *Exprime* sa gratitude au Gouvernement de la République de Malte pour son précieux soutien concernant les dispositions prises afin de fournir un lieu d'accueil et d'excellents équipements pour la Huitième session de la Réunion des Parties ; ainsi que pour l'aide constante et l'assistance rapide reçues du Point Focal National maltais et de toute l'équipe de l'Autorité pour l'Environnement et les Ressources au cours du processus d'organisation de la présente Réunion ;
2. *Félicite* le Secrétariat de l'ACCOBAMS pour l'excellente préparation de la présente session de la Réunion des Parties à l'Accord ;
3. *Exprime* son appréciation pour tout le soutien des membres du Bureau Etendu, des Unités de Coordination Sous Régionales et du Comité Scientifique qui ont contribué de manière décisive à la préparation de la présente session de la Réunion des Parties.

ANNEXE XIV

DECLARATIONS DE LA TÜRKİYE ET DE LA GRECE CONCERNANT LE PROJET DE RESOLUTION SUR LES HABITATS CRITIQUES POUR LES CETACES

Déclaration de la Türkiye

Türkiye has become a party to the Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and Contiguous Atlantic Area (ACCOBAMS) as of February 1st, 2018.

According to the resolutions "3.22 Marine Protected Areas for Cetaceans" and " 4.15 Marine Protected Areas of Importance for Cetaceans Conservation" adopted at the previous Meetings of the Parties, there are proposals for marine protected areas in the Sea of Marmara and the Aegean Sea, depicted as number 16: "the Turkish Straits System", number 9: "the northern Aegean Sea" and the number 10: "the Dodecanese".

Regarding the maritime area depicted as number 16, it should be reminded that nothing in the ACCOBAMS nor any act adopted on the basis of the Agreement shall prejudice the rights and obligations to the 1936 Montreux Convention as mentioned in Article 1 of the Agreement. The 1936 Montreux Convention defines the Turkish Straits as composed of the İstanbul Strait, the Sea of Marmara and the Çanakkale Strait. This Convention has been meticulously, transparently and impartially implemented by Türkiye for more than eight decades. The identification of a possible marine protected area in the Turkish Straits under the ACCOBAMS would not undermine the rights and obligations of Türkiye stemming from the Montreux Convention.

Regarding the maritime areas depicted as number 9 and 10, it should be underlined that maritime boundaries are yet to be delimited by Agreements between Türkiye and Greece in the Aegean Sea. In line with the Article 1 of the Agreement, nothing in the ACCOBAMS nor any act adopted on the basis of the Agreement shall prejudice the present and future claims or legal views of any State relating to the law of the sea, in particular the nature and the extent of marine areas, the delimitation of marine areas between States with opposite or adjacent coasts. Hence, the description of the maritime areas depicted in the list and maps under numbers 9 and 10 should be changed to include Türkiye.

In the light of above, we propose the following actions to be taken:

1. The maritime areas described is in the North Aegean Sea and the waters surrounding the Dodecanese fall within the national jurisdictions of both Türkiye and Greece. Therefore, we request that this information should be updated as "Greece and Türkiye" in the same resolutions and their annexes.
2. As stated in MOP 8-Doc 30, the CCH is not a marine protected area. We request that the map of proposed marine protected areas expression on the map in the 3.22 and 4.15 annexes should be changed to areas of special importance for cetaceans.

Hence, the list and map corrected in line with the above-mentioned points regarding the areas of special importance for cetaceans in the ACCOBAMS should be added to the draft resolution 8.21.

In addition, relevant ACCOBAMS page should be updated in line with the new annex to the resolution. And It should also be added a disclaimer like the same footnote called Secretariat's note in Resolution 4.15. As it follows;

The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the ACCOBAMS Secretariat concerning the extension or delimitation of maritime areas subject to the sovereignty or jurisdiction of any State.

Déclaration de la Grèce

Regarding the national statement of Türkiye, Greece would like to state the following:

The terms "Turkish Straits" and "Istanbul Straits, the Sea of Marmara and the Canakkale Strait" are not met in the Montreux Convention of 1936. The proper denomination of the Straits, according to the Montreux Convention of 1936, is the "Dardanelles, Sea of Marmara and Bosphorus Straits".

Moreover, concerning the Turkish statement that "maritime boundaries are yet to be delimited by Agreements between Türkiye and Greece", Greece underlines that:

1. As far as the maritime area "Northern Aegean Sea" (No.9) is concerned, the maritime boundaries between Turkey and Greece in Thrace (to a point 3 n.m. from the estuary of the Evros River) are defined by the Lausanne Peace Treaty of 1923 and the Athens Protocol of 1926.
2. As far as the maritime area "Dodekanese" (No 10) is concerned, the maritime boundaries between Türkiye and Greece are defined by the Agreement between Italy and Turkey, signed in Ankara on January 4, 1932, and the Procès Verbal, which is an integral part of the above Agreement, signed in Ankara on December 28, 1932. Greece, as a successor State to Italy, since 1947, acquired sovereignty over the Dodekanese, without any change to the maritime boundaries as determined by the 1932 Italo-Turkish agreements. According to customary international law and well-established State practice and jurisprudence, state succession does not affect territorial boundaries.

Déclaration de la Türkiye

I would like remind that; while Türkiye signing the ACCOBAMS, a declaration was added regarding the use of terms Turkish Straits. This declaration reads as follows.

« DECLARATION :

The use of the term "Turkish Straits" has historical, political and legal justification, such as; respect for past and present general practice, due regard to Türkiye's sovereign rights over this particular area and to its jurisdiction according to the established principles of international law. There is also a considerable accumulation of agreements and principles developed by the UN concerning the standardization of geographical names which states inter alia that when a geographical feature is completely within sovereignty of a country then official name given by the authorized national organization should be used in international documents.

In fact, the term "Turkish Straits" or "Strait of İstanbul" and "Strait of Çanakkale" have been continuously used in many international documents, including IMO and NATO resolutions and documents. A case in point is the Turkish Straits Regulations registered within IMO in 1994 and again in 1998.

Therefore, the Republic of Türkiye reemphasizes that the correct terminology for "the Straits of Dardanelles" used in the Article 1 of the "Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and Contiguous Atlantic Area" is "the Strait of Çanakkale". »

As we mentioned in the morning session, the maritime boundaries between Türkiye and Greece have yet to be delimited by agreement.

There has been no maritime jurisdiction area established by valid agreements between Türkiye and Greece in the Aegean Sea in accordance with international law and the principle of equitability.

Türkiye believes that all interrelated Aegean issues should be addressed as a whole and stands ready to continue to work towards settlement of the Aegean issues through peaceful means in accordance with international law.

ANNEXE XV – DECLARATION DE L'UKRAINE

Mrs. Chair,

Ukrainian delegation would like to make invite ACCOBAMS parties join this statement

Distinguished Delegates,

These are not normal times and our thoughts are with the Ukrainian people and everyone who is suffering because of Russia's war on Ukraine.

We also express grave concern over the growing environmental emergency in Ukraine relating to the ongoing and potential damage of its environment, stemming from the Russian Federation's unprovoked and unjustified aggression.

The Black Sea and the Sea of Azov are the home for numerous species of marine flora and fauna including three species of cetaceans, namely, common dolphin, bottlenose dolphin and harbour porpoise. All these species are under international and national protection of many Range States including the Black Sea and the Sea of Azov riparian countries.

Military activities of the Russian navy because of the its aggression against Ukraine have already caused unprecedented negative impact on coastal and marine biodiversity, destroying plant and animal habitats and led to mortality of living marine creatures.

Here is an alarming statistic of growing number of dead dolphins in the Black Sea this year. The scientists believe that the main reason of this phenomenon is military actions of the Russians military ships including detrimental impact of underwater noise generating by their sonars. Samples of dead and stranded dolphins have been already collected and prepared to be processed and analyzed by relevant laboratories.

While the Russian Federation is not a Contracting Party to ACCOBAMS it is evident that its aggression has a major threat not only to cetaceans but also to the biodiversity of numerous ecosystems including marine fauna and flora thus violating the fundamental principles of the Convention on Biological Diversity.

We recognise the need to assess the environmental consequences of Russia's aggression both in Ukraine and in a wider Black Sea region and affirm our support to Ukraine in reconstruction, including for providing assistance for restoration activities of the damaged habitats and plant and animal populations.

We call upon the Contracting Parties to ACCOBAMS to take every effort to force the Russian Federation to immediately cease its aggression that prevents Ukraine from exercising its obligations under the ACCOBAMS and other international treaties to protect and restore marine ecosystems.

We will forward the text of this statement to the Secretariat.

ANNEXE XVI - DÉCLARATION DE LA FRANCE AU NOM DES ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE QUI SONT PARTIES À L'ACCOBAMS, À SAVOIR : LA BULGARIE, CHYPRE, L'ESPAGNE, LA GRÈCE, L'ITALIE, MALTE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE ET LA SLOVÉNIE, AINSI QUE DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Les Etats membres de l'Union européenne qui sont parties à l'ACCOBAMS ainsi que la Principauté de Monaco souhaitent remercier le représentant ukrainien pour sa déclaration.

Nous condamnons fermement l'agression non provoquée et injustifiée perpétrée contre l'une des parties à cet accord, l'Ukraine. Elle constitue une violation flagrante du droit international et de la charte des Nations unies et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité internationales. Permettez-moi d'exprimer la pleine solidarité des Etats membres de l'UE qui sont parties à l'ACCOBAMS et de la Principauté de Monaco à l'égard de l'Ukraine et du Peuple ukrainien.

La Russie doit à tout moment respecter ses obligations en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire et les droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la protection des civils, des femmes et des enfants.

Nous déplorons les catastrophes humaines, mais également les catastrophes écologiques causées par cette agression, ses impacts sur les milieux marins et notamment sur les cétacés de la mer Noire qui sont protégés par l'accord ACCOBAMS.